



La fabrique ordinaire du patrimoine : étude de cas en milieu urbainle quartier de la Libération à Nice : le quartier de la Libération à Nice

Celine Verguet

► To cite this version:

Celine Verguet. La fabrique ordinaire du patrimoine : étude de cas en milieu urbainle quartier de la Libération à Nice : le quartier de la Libération à Nice. Anthropologie sociale et ethnologie. Université Nice Sophia Antipolis, 2013. Français. <NNT : 2013NICE2006>. <tel-00839607>

HAL Id: tel-00839607

<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00839607>

Submitted on 28 Jun 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

École Doctorale « Lettres, Sciences humaines et sociales » (ED 86)

Laboratoire d'Anthropologie et de Psychologie Cognitives et Sociales

(E.A. 7278)

THESE DE DOCTORAT

Discipline : ANTHROPOLOGIE

Présentée et soutenue publiquement par

Céline VERGUET

LA FABRIQUE ORDINAIRE DU PATRIMOINE

Étude de cas en milieu urbain : le quartier de la Libération à Nice

Thèse dirigée par

Joël CANDAU, Professeur des Universités

13 février 2013

Membres du Jury

M. Joël CANDAU	Professeur des Universités, Université de Nice Sophia Antipolis	Directeur de thèse
Mme Maria GRAVARI-BARBAS	Professeur des Universités, Université Paris I Panthéon-Sorbonne	Rapporteur
Mme Monique JEUDY-BALLINI	Directrice de recherche, CNRS Collège de France	Examineur
M. Thierry PAQUOT	Professeur des Universités, Institut d'urbanisme de Paris, Paris XII-Val-de-Marne	Examineur
M. Jean-Louis TORNATORE	Professeur des Universités, Université de Bourgogne	Rapporteur

UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

École Doctorale « Lettres, Sciences humaines et sociales » (ED 86)

Laboratoire d'Anthropologie et de Psychologie Cognitives et Sociales

(E.A. 7278)

THESE DE DOCTORAT

Discipline : ANTHROPOLOGIE

Présentée et soutenue publiquement par

Céline VERGUET

LA FABRIQUE ORDINAIRE DU PATRIMOINE

Étude de cas en milieu urbain : le quartier de la Libération à Nice

Thèse dirigée par

Joël CANDAU, Professeur des Universités

13 février 2013

Membres du Jury

M. Joël CANDAU	Professeur des Universités, Université de Nice Sophia Antipolis	Directeur de thèse
Mme Maria GRAVARI-BARBAS	Professeur des Universités, Université Paris I Panthéon-Sorbonne	Rapporteur
Mme Monique JEUDY-BALLINI	Directrice de recherche, CNRS Collège de France	Examineur
M. Thierry PAQUOT	Professeur des Universités, Institut d'urbanisme de Paris, Paris XII-Val-de-Marne	Examineur
M. Jean-Louis TORNATORE	Professeur des Universités, Université de Bourgogne	Rapporteur

Aquéou coup li sian, lis ai an debasta.
Siés pèr toujours emé iéu.

À ma grand-mère.

Remerciements

Mes remerciements vont en premier lieu au Professeur Joël Candau pour ses nombreux conseils et encouragements sans lesquels ce travail n'aurait pu se réaliser. Je le remercie sincèrement d'avoir aussi naturellement accepté, après ces longues années de coupure, de reprendre la direction de mon travail de recherche.

Merci aux institutions (Région PACA et Mission Patrimoine de la ville de Nice) qui m'ont permis d'être financée en tant qu'allocataire de recherche.

Je remercie également le Professeur Luc Noppen et la Professeure Lucie K. Morisset, respectivement titulaire et directrice scientifique de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), d'avoir cru en mon travail alors que pour moi, tout était bien fini. Leur générosité de cœur, avant tout, et leur soutien matériel, jusqu'à m'offrir un séjour à la Chaire et une bourse d'étude, ont replacé mes mains sur le clavier. Je leur dois le fait d'avoir pu reprendre la rédaction. L'aboutissement de ce travail est ma façon de les remercier.

Mes remerciements s'adressent également aux membres du jury, Monique Jeudy-Ballini, Maria Gravari-Barbas, Thierry Paquot et Jean-Louis Tornatore pour me faire l'honneur de leur présence et de leur lecture avisée.

Je remercie vivement tous mes informateurs, ceux qui ont accepté de répondre à mes questions et les inconnus du coin de la rue. Ils sont l'essence de ce travail de recherche, ils sont la vie de ce texte. Merci à P.M., Michèle, Henri et Noëlle pour m'avoir facilité l'accès au terrain et tant inspirée et à Mario Basso pour tous les documents qu'il m'a transmis.

Je tiens à remercier sincèrement les éditions Gilletta, en particulier Monsieur Gilbert Grisoni, pour m'avoir offert la possibilité d'accéder à un incroyable fond photographique et de disposer gracieusement du droit à utiliser ces documents pour illustrer mes propos. Merci à Christophe Santana qui a su orienter et éclairer mes choix enthousiastes face à tant de trésors.

Je remercie de tout cœur Géraldine Garcia, Simona Ruggia, Marie-Noëlle Ottavi, Lara et Isabelle Milhabet pour les lectures, les relectures, l'énorme investissement en temps et en qualité sur le manuscrit. Je suis redevable à Christel Sola pour son aide incroyable il y a quelques

années déjà. Merci à elle. Nathalie Dessaux m'a apporté une aide déterminante sur l'insertion iconographique. Merci pour tant de sensibilité et de talent et pour m'avoir amicalement entourée toute l'année.

Comment ne pas remercier toute la « fine équipe » de la salle 302, Ophélie, Zaineb, Éva, Vincent, Olivier, Alex, et tous les autres, les « psycho-pathes » qui ont supporté mes bas et mes hauts, bien plus rares, tout au long de cette année. Il y a un bout de chacun de vous dans cette thèse, merci d'avoir fait en sorte que Paul, le fils de M. et Mme Ogue ne se sente pas en trop. Je remercie les squatteuses et squatteurs de passage Julia, Rizlène, Aurélie et Pierre.

Mes remerciements s'adressent également à ma mère, Marie-Noëlle, et à mon frère, Claude, les doutes ont été légitimes, les difficultés réelles mais les encouragements sans cesse renouvelés. C'est une page qui se tourne pour chacun de nous. Merci à Kk-uète pour son soutien, son accompagnement et sa patience, ses incitations à reprendre et ses certitudes sur l'aboutissement d'un travail qui a happé tant d'heures. Merci « aux fréros » d'être arrivés dans ma vie et d'avoir été compréhensifs face à mon indisponibilité.

Merci à mes amis : ça y est ! Je vais enfin pouvoir répondre positivement à vos sollicitations. Audrey, Denise, non, je ne suis plus étudiante ; Manue et Myriam, j'ai enfin atteint le bol de riz ; Nicole, merci pour ta vision de la vie ma montagnarde préférée ; Jean-Marie, mon philosophe, je vais enfin pouvoir lire tes grands auteurs de « M. Mme ont un fils » ; Marie-Blanche, tu es à l'origine de l'aventure québécoise, mille mercis ; Magaloch, j'ai vaincu la poupée ; mes Bordelais, j'ai hâte ; Isa, « ben là là », j'ai reçu toute tes énergies d'outre atlantique ; Dominique, votre ppdt a germé. Merci à tous les autres qui me pardonneront de les laisser dans l'anonymat. Une pensée pour Philippe, mon Philou, mon « gentil fantôme ».

Enfin, j'ai une pensée toute particulière pour tous ces enseignants qui ont jalonné mon parcours d'élève et d'étudiante : Monsieur Laulom, Chantal, Madame Cimino, Jean-Claude, Madame Gabion, Jean-Baptiste Pisano, le Professeur Pomponi et Karine Lambert. Merci d'avoir éveillé en moi tant de curiosité et de m'avoir tant appris.

Les derniers mots sont empruntés au renard du Petit Prince : « *Adieu, dit le renard. Voici mon secret. Il est très simple : on ne voit bien qu'avec le cœur. L'essentiel est invisible pour les yeux* ». Antoine de Saint-Exupéry.

« Le lieu commun à l'ethnologue et à ceux dont il parle, c'est un lieu, précisément : celui qu'occupent les indigènes qui y vivent, y travaillent, le défendent, en marquent les points forts, en surveillent les frontières mais y repèrent aussi la trace des puissances chthoniennes ou célestes, des ancêtres ou des esprits qui en peuplent et en animent la géographie intime, comme si le petit morceau d'humanité qui leur adresse en ce lieu offrandes et sacrifices en était la quintessence, comme s'il n'y avait d'humanité digne de ce nom qu'au lieu même du culte qu'on leur consacre. »

Marc Augé

Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité, Paris, Le Seuil, 1992, p. 57.

« L'approche de la culture commence quand l'homme ordinaire devient le narrateur, quand il définit le lieu (commun) du discours et de l'espace (anonyme) de son développement. »

Michel de Certeau

L'invention du quotidien, 1. Arts de faire, Paris, Gallimard, 1990, p. 18.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	21
-------------------------------	-----------

PREMIÈRE PARTIE : PROBLÉMATIQUE ET PRÉSENTATION DU QUARTIER DE LA LIBÉRATION	25
---	-----------

Introduction : point de départ d'une recherche	27
---	-----------

1. Un quartier, des projets : présentation du terrain	28
--	-----------

1.1. Qu'appelle-t-on quartier de la Libération ?	28
---	-----------

1.1.1. Le train arrive, la ville se développe vers le Nord	28
--	----

1.1.1.1. L'urbanisation...	29
------------------------------------	----

1.1.1.2. ... et l'apparition d'un quartier	31
--	----

1.1.1.3. Pourquoi une autre Gare ?	35
--	----

1.1.1.4. Pourquoi place, marché et quartier sont-ils dits de la Libération ?	39
--	----

1.1.2. La Gare du Sud : déclin de l'activité et projets d'urbanisme avortés	41
---	----

1.2. Du projet d'aménagement aux projets : rebondissements	45
---	-----------

1.2.1. Projet de nouvelle mairie en lieu et place de la Gare du Sud	45
---	----

1.2.2. Déplacer la façade ?	48
---------------------------------------	----

1.2.3. Tracé de la ligne de tramway et « diagonale »	49
--	----

2. La fabrique ordinaire du patrimoine en question	51
---	-----------

2.1. Positionnement du projet et de l'objet.	51
---	-----------

2.1.1. Du patrimoine au « patrimoine »	52
--	----

2.1.2. Se positionner et poser un cadre théorique.	54
--	----

2.2. L'objet de recherche	56
--	-----------

2.2.1. Question générale.	56
-----------------------------------	----

2.2.1.1. L'ordinaire et le quotidien porteurs de sens.	56
2.2.1.2. Au-delà de la mobilisation, des pratiquants ordinaires.	57
2.2.1.3. L'opportunité de questionner	58
2.2.2. Hypothèse(s).	59
2.2.2.1. Le patrimoine, une représentation ?	59
2.2.2.2. Le patrimoine, une question d'expérience ?	61
2.2.2.3. Patrimoine énoncé, patrimoine institué ?	61
2.3. Élargir le champ de l'approche : des clés transversales pour répondre à la question de la fabrique ordinaire du patrimoine	62
2.3.1. Des objets inséparables de l'environnement physique et social	62
2.3.2. L'appropriation	63
2.3.3. L'émotion et les affects pour clés	64
2.3.4. Mobilisations et conflits patrimoniaux	66
Conclusion	67

DEUXIÈME PARTIE : MÉTHODOLOGIE 69

Introduction 71

1. Le terrain pas à pas 71

1.1. Saisir le contexte social et idéologique du terrain et s'y adapter 71

1.1.1. Le refus, la doléance et la confession 72

1.1.2. L'immersion comme expérience. 74

1.2. Chronotopie(s) : les temps de l'observation aux rythmes du quartier..... 75

1.2.1. Pénétrer la scène sociale du marché. Et après ? 77

1.2.2. Manifestations et événements ponctuels. 79

1.2.3. La mise en travaux et l'observation des premières conséquences 80

1.2.4. Comportements cheminatoires : prendre l'Inconnu en filature 82

1.3. Les premiers informateurs : hasard et réseaux 83

1.3.1. Au gré des rencontres... 83

1.3.2. Institutions et rencontres professionnelles 84

1.3.2.1. Élus, services municipaux et chargés de missions 84

1.3.2.2. Le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement des Alpes-

Maritimes	85
1.3.2.3. La Mission Patrimoine	86
1.3.2.4. Collecte de documents de première main auprès des institutions et services municipaux	87
1.3.3. Associations et comités	89
2. L'utilisation de la cartographie mentale comme stratégie d'enquête	90
2.1. Déviation.	91
2.2. Expérience environnementale, représentation de l'espace, cartographie mentale.	93
2.2.1. De l'image de la ville aux représentations de l'espace urbain	93
2.2.1.1. Les travaux précurseurs de Lynch : apports et limites	93
2.2.1.2. Des échelles de représentation : dimensions collectives, sociales, culturelles	95
2.2.1.2.1. <i>Représentations collectives versus représentations sociales</i>	96
2.2.1.2.2. <i>Représentations culturelles.</i>	98
2.2.1.3. Expérience environnementale : l'espace, les lieux, les objets	99
2.2.2. Cartographie mentale et carte cognitive : définitions adoptées pour notre étude	101
2.3. Collecte des cartes	105
2.3.1. L'intérêt de ne pas se limiter à interroger les seuls habitants	106
2.3.2. Trois groupes à l'étude	108
2.4. Exploitation conjointe de la cartographie mentale et du discours	109
2.4.1. Au-delà des limites méthodologiques, l'intérêt ethnographique et anthropologique	109
2.4.2. Parti pris méthodologique et description générale de la démarche de l'utilisation de la cartographie mentale	111
2.4.3. Interprétation des données des cartes et des discours	114
2.5. Une fois la parole déliée, l'énonciation patrimoniale : Approche pragmatique et perspective compréhensive.	116
2.5.1. Discours et énonciation patrimoniale	116
2.5.2. Redonner une place aux objets.	116
2.5.3. Le choix d'exclure les variables socio-démographiques	118
Conclusion	119

TROISIÈME PARTIE : REFAIRE L'EXPÉRIENCE DE LA LIBÉRATION PAR LA REPRÉSENTATION GRAPHIQUE ET LE DISCOURS : APPREHENDER LES MANIFESTATIONS PATRIMONIALES A TRAVERS LA CONSTRUCTION D'ORGANISATIONS SPATIALES ET TEMPORELLES 121

Introduction 123

1. Mise en image des lieux et des objets 124

1.1. Le dessin « en train de se faire » : la Libération se trame 124

1.1.1. Le premier élément dessiné : noyau dur de l'image du quartier 125

1.1.1.1. Un symbole de caractérisation du quartier et de l'expérience de l'espace urbain 125

1.1.1.2. Point d'accès à la Libération et élément majeur de l'organisation cardinale. 127

1.1.2. « Architectonie » mentale du quartier 128

1.1.2.1. Spatialisation architecturale et structuration de la représentation. 128

1.1.2.2. La taille de l'espace représenté : une clé de lecture de l'attribution symbolique et affective ? 130

1.1.2.3. Organisation séquentielle de la représentation et point de vue de la construction 134

1.1.3. Frontières et limites en représentation 135

1.2. Les hauts lieux du quartier : image stable d'une base spatiale partagée. . . . 143

1.2.1. Prénances et saillances 143

1.2.2. Les hauts lieux bâtis : place au patrimoine ? 147

2. Représenter et dire les temps : temporalités et repères temporels dans la représentation d'un espace urbain 150

2.1. Le passé du quartier n'est pas le passé dans le quartier, cependant. 150

2.1.1. La carte mentale : saisie opératoire du rapport aux objets-temps. 150

2.1.2. Deux variables essentielles : la durée de résidence et la quotidienneté 153

2.1.3. La part de fantomatique : prégnance de disparus. 155

2.1.3.1. La villa Thiole. 156

2.1.3.2. Une Gare du Sud d'où partent encore des trains. 158

2.1.3.3. Entre le matériel et l'immatériel 160

2.2. Les temps conjugués du quartier : mémoires et devenirs au présent.	162
2.2.1. Symbolisation des temps du quartier : messages iconiques et messages linguistiques	162
2.2.2. L'interpellation des temps	164
Conclusion	169

QUATRIÈME PARTIE : FAIRE LA PREUVE DU PATRIMOINE : AUTHENTIFICATION ET PLAIDOYER PATRIMONIAL 173

Introduction	175
1. « C'est du patrimoine parce que... » ou la preuve authentifiante.	177
1.1. D'un passé ou d'un autre : la preuve tangible pour une authentification patrimoniale.	178
1.1.1. La preuve par l'Histoire : La Seconde Guerre mondiale et ses traces	179
1.1.1.1. Traces des bombardements et toponymie : mémoire urbaine de la libération	179
1.1.1.2. Des informateurs aux compétences expertes : signaler, partager et convaincre	184
1.1.1.3. L'argument historique : utilisation stratégique du rapport au passé et caractérisation patrimoniale	186
1.1.2. La preuve par la famille et l'ancrage familial	188
1.1.2.1. Narration de l'anecdote familiale : légitimer la valeur patrimoniale de la Gare du Sud	188
1.1.2.1.1. <i>Liens au lieu et lieu symbole de liens familiaux : le souvenir familial anecdotique.</i>	188
1.1.2.1.2. <i>Mémoire autobiographique et nature du souvenir.</i>	191
1.1.2.1.3. <i>Un soutien familial venu du passé</i>	193
1.1.2.1.4. <i>Une piste pour approcher la conception patrimoniale de la personne ordinaire</i>	195
1.1.2.2. Invoquer ses origines : Plaidoyer patrimonial versus négation patrimoniale.	197

1.2. Un monument peut en construire un autre ou comment le patrimoine se fabrique par référence au patrimoine.....	199
1.2.1. Protéger la Gare du Sud pour contrebalancer les pertes « patrimoniales » de la ville	200
1.2.1.1. Mécanisme d'apparition d'un patrimoine fantasmé et recours à la référence monumentale fantomatique.....	204
1.2.1.1.1. <i>De l'annonce du projet aux rémanences patrimoniales : des liens de cause à effet ?</i>	205
1.2.1.1.2. <i>Événement et traumatisme collectif : l'inscription de la situation de la Gare du Sud dans une série</i>	206
1.2.1.2. Métaphore de la guerre et résistance	208
1.2.1.3. Comparaison descendante et « syndrome de la démolition répétitive » .	210
1.2.2. Référence au patrimoine culturel national : La tour Eiffel et la gare d'Orsay	213
1.2.3. Le périmètre protecteur : dans le giron d'un Monument historique	216
2. La conception patrimoniale partagée.....	220
2.1. La preuve par l'expertise	220
2.1.1. L'autorité de l'expertise de l'Autre	221
2.1.1.1. « L'ingénieur de chantier » et « la femme savante »	222
2.1.1.2. L'expertise officielle : « <i>le ministre l'a dit</i> »	227
2.1.2. La proximité et l'expertise patrimoniale non institutionnelle :	
entre transmission et contagion.....	229
2.1.2.1. Se faire expert auprès de la population	230
2.1.2.1.1. <i>Transmettre pour sensibiliser</i>	230
2.1.2.1.2. <i>La perception des émotions dans la contagion de la pensée patrimoniale</i>	234
2.1.2.2. Exposition photographique et investissement patrimonial	236
2.2. Pratiques physiques, marquage symbolique : quand faire c'est dire.....	239
2.2.1. L'action comme plaidoyer patrimonial.....	240
2.2.1.1. Marquer la pierre et les esprits : la spectacularisation de l'attachement collectif.....	240
2.2.1.2. Une contre-visite populaire pour le ministre de la Culture : l'engagement chevillé au corps.....	244
2.2.2.« Tournures » de cheminements : fréquentations et évitements de la Gare du Sud.....	249

2.2.2.1. Fréquentations et passages	251
2.2.2.2. Salissures, souillures et évitements	253
2.2.2.3. Distance et « idéal patrimonial »	254
Conclusion	256

CINQUIÈME PARTIE : ÉPROUVER LE PATRIMOINE 259

Introduction	261
-------------------------------	------------

1. L'expérience patrimoniale centrée autour du chez soi 262

1.1. Du patrimoine chez soi : traces, décors, architecture 264

1.1.1. Une particularité du quartier de la Libération : les décors intérieurs de la Belle Époque	264
--	-----

1.1.2. Restaurer, moderniser, conserver ou le choix du mode d'appropriation.	265
--	-----

1.1.3. La caractérisation patrimoniale comme œuvre de l'habiter	273
---	-----

1.2. La vue de la fenêtre : un patrimoine au quotidien 278

1.2.1. La fenêtre, la vue, le regard : création paysagère du quotidien	278
--	-----

1.2.2. Représenter la vue de la fenêtre : sélection, décor et mise en scène	279
---	-----

1.2.3. « Privatisation » du domaine public et prolongement du chez-soi	284
--	-----

1.2.4. Invoquer le patrimoine pour inscrire la vue de la fenêtre dans la perdurance : le patrimoine de l'« avoir » et de l'« être »	286
--	-----

2. Vocabulaire du corps et corporéité du quartier 290

2.1. La ville : anthropomorphisme et métaphore du corps 290

2.2. La figuration des souffrances faites au corps 293

2.2.1. Le projet urbain et les travaux comme violences au corps du quartier	293
---	-----

2.2.2. Le visage défiguré du quartier	297
---	-----

2.2.3. Figuration des souffrances, émotions et sentiment patrimonial	298
--	-----

2.3. Espace « genré » : La figuration de la femme et de la mère 301

2.3.1. La ville, la femme, la mère	301
--	-----

2.3.2. La métaphore de la mère comme stratégie rhétorique : la Gare du Sud et la place du Général de Gaulle	302
--	-----

2.3.3. La figuration de la mère : transmission et pensée patrimoniale	305
---	-----

2.4. La figuration de la maladie, des humeurs et de la mort 306

3. Discrimination sociale, discrimination spatiale : cet Autre qui dérange parce qu'il abîme le patrimoine	309
3.1. Rappels théoriques : catégorisation, identité sociale, stéréotypes et discrimination	311
3.1.1. Catégorisation sociale : processus cognitif, social et culturel.	311
3.1.2. Identité et comparaison sociale.	312
3.1.3. Exogroupes	313
3.2. Celui qui bouscule l'image du passé et abîme au présent : cartographie de « lieux profanés », « d'espaces en danger », là où se dessine une autre limite sociale.	314
3.2.1. Énonciation patrimoniale et spatialisation de l'altérité	314
3.2.2. Évaluation négative de l'exogroupe et attribution d'une valeur patrimoniale	318
3.2.2.1. Groupe ethnoculturel et nostalgie du « quartier d'avant »	318
3.2.2.2. Illégitimité face au bien collectif	320
3.2.2.3. Patrimoine et discrimination sociale spatialisée.	322
3.3. Fabriquer du patrimoine par discrimination ethno-culturelle et sociale : construction ou justification ?	322
3.3.1. Qui du patrimoine ou de la discrimination ?	322
3.3.2. Représentation culturelle du patrimoine et privation de l'accès au symbolique.	323
3.3.3. Énonciation patrimoniale : stratégie rhétorique comme comportement identitaire et discriminatoire	325
3.3.4. Force performative du patrimoine et affirmation d'une domination symbolique	326
Conclusion	327
 CONCLUSION	 329
 BIBLIOGRAPHIE	 337
 TABLE DES ILLUSTRATIONS	 357
 INDEX DES AUTEURS	 263

TABLE DES ANNEXES 371

ANNEXES 374

INTRODUCTION

S'aventurer sur le terrain des études patrimoniales promet inévitablement d'être confronté à la conception et l'énonciation patrimoniales de chacun des acteurs de la scène publique et sociale, qu'il soit expert officiel ou institutionnel, pratiquant ordinaire de la ville, ou encore représentant du monde politique, érudit, collectionneur amateur, membre engagé du milieu associatif. Mais derrière ce « patrimoine » édicté s'affirme la polysémie d'un terme que le monde académique s'est à la fois afféré à souligner et à produire, parallèlement à l'accélération et l'extension (typologique, spatiale, chronologique) d'un mouvement de conservation, dans une production désormais caractérisée par son aspect encyclopédique. En faire l'état révélerait une impossible ambition. Tant et si bien que les discours scientifiques les plus récents en stigmatisent l'usage ou en pointent la stigmatisation, soulignent qu'après avoir fasciné, le patrimoine, présenté comme étant victime de son succès, est désormais suspecté de n'être plus un concept du fait de sa dilatation et de son sens altéré par un emploi élargi. Ils décrivent la réticence partagée de chercheurs de diverses disciplines et de professionnels de l'aménagement, à l'utiliser ou s'y référer jusqu'à conduire à un évitement tel, qu'il serait « en passe de se voir, à son tour, retiré de la circulation scientifique¹ ». Le patrimoine a-t-il donc fait son temps ? Est-il derrière nous ? Si de telles questions se posent et si, chez certains, la forme interrogative se fait affirmation, ne serait-ce pas, plutôt qu'un déclin conceptuel, le signe d'un nouveau temps du patrimoine ?

En 1992, Françoise Choay, interprétant, dans l'Allégorie du patrimoine, le culte patrimonial comme syndrome narcissique, avançait : « le patrimoine historique semble aujourd'hui jouer le rôle d'un vaste miroir dans lequel nous, les membres des sociétés humaines du ^{xx}^e siècle finissant, contemplerions notre propre image² ». Mais il semblerait qu'en ce début de ^{xxi}^e siècle, un nouvel investissement de sens s'opère, comme une mutation, conduisant à l'apparition d'une nouvelle façon de faire du « patrimoine », et en premier lieu de le dire, où, désormais, les membres ordinaires de la société dans laquelle nous évoluons participent au façonnage du reflet du passé dans lequel ils souhaitent se regarder, orientant singulièrement le miroir en fonction de

¹ HERTZ Ellen, CHAPPAZ-WIRTHNER Suzanne, « Le patrimoine a-t-il fait son temps ? », *ethnographiques.org*, n° 24, juillet 2012, consulté le 12 août 2012, <http://www.ethnographiques.org/2012/Hertz,Chappaz-Wirthner>
² CHOAY Françoise, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 181.

leur conception du patrimoine. Plus encore, il semble que les personnes ordinaires, comme nous avons choisi de les nommer – non expertes – possèderaient une forme de compétence fondée sur l'appropriation d'une définition du patrimoine véhiculée par la société – et plus largement d'une représentation du rapport au passé fondée sur le « sentiment du passé » évoqué par Daniel Fabre³ – leur permettant de déterminer l'intérêt spécifique d'objets de l'environnement physique et social et, simultanément, de leur attribuer des valeurs propres à les caractériser comme étant patrimoniaux. Ainsi, cette compétence à qualifier les objets et à les définir comme du patrimoine pourrait se concevoir comme une « patrimonialisation ordinaire » – bien qu'ici nous préférions à ce terme celui de fabrique du patrimoine – participant quotidiennement à donner sens à l'environnement urbain dans lequel nous vivons ou que nous sommes amenés à traverser.

Que serait alors cette conception patrimoniale de l'homme ordinaire ? Doit-on statuer sur sa banalité et son caractère profane pour mieux la répudier de la scène des préoccupations conceptuelles ou, au contraire, la concevoir désormais comme essentielle à la (re)définition du patrimoine, du moins à son approche ? Cette étude s'envisage comme une tentative de réponse, une plongée par le goulot étroit de l'énonciation patrimoniale et de son contexte, accès privilégié aux manières qu'auraient les personnes ordinaires de fabriquer du patrimoine dans le quotidien des faits de ville, dans le trivial et les crises de son incessant renouvellement. Ainsi, à prendre le parti de se délester quelque peu de présupposés définitionnels qui ne considèreraient le patrimoine que dans son sens institutionnel et celui de ne pas s'attacher aux seuls objets institutionnalisés, la « chose pensée » et la « chose dite » patrimoine, dans le courant de l'ordinaire et du familier, pourraient reprendre quelques droits à être estimés sous couvert d'une conception patrimoniale usuelle. Autrement dit, l'emploi du terme « patrimoine » – tout comme ses représentations – s'envisage, dans notre approche anthropologique, dans la forme dynamique de sa fabrique ordinaire qui se limite à l'aspect social de la phase de caractérisation de l'objet d'un processus, plus large : la patrimonialisation.

Poser la question de la fabrique patrimoniale des pratiquants ordinaires de la ville, pour reprendre les termes de Michel de Certeau⁴, ou des citoyens anonymes en songeant aux travaux de Colette Pétonnet⁵, requiert alors d'accorder une place centrale à l'individu et

3 FABRE Daniel, « L'histoire a changé de lieux », in Bensa Alban, FABRE Daniel (Éd.), *Une histoire à soi. Figuration du passé et localités*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2001, p. 13-41.

4 DE CERTEAU Michel, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, 349 p.

5 « Il [l'anonymat] me semble, quant aux villes, un outil préférable au concept de sociabilité porteur d'appréciations, car la sociabilité est une aptitude tandis que l'anonymat est un état même s'il présente des degrés » : PÉTONNET Colette, « L'anonymat ou la pellicule protectrice », *Le temps de la réflexion VIII* (la ville inquiète) [En ligne], 1987, p. 250, consulté le 12 novembre 2012, http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/11/72/87/PDF/Petonnet_1987_Villeinquiète_V2.pdf

à ses expériences passées et présentes, physiques et symboliques, réelles et imaginaires. S'il est question de dimension expérientielle, elle doit se concevoir en une double focale : en tant qu'expérience du monde et en tant qu'expérience du patrimoine. Employer cette double entrée inscrit le questionnement sur la fabrique ordinaire du patrimoine dans l'intrication du rapport des individus à l'environnement du quotidien urbain et de leur rapport à l'idée de patrimoine. Ces expériences conjointes dans les pratiques ordinaires sont l'occasion d'incessants allers et retours entre qualification de l'environnement et compréhension, entre formation d'un regard patrimonial et caractérisation, à la fois cause et conséquence de l'ancrage et de l'attachement que chacun entretient avec les espaces et lieux de son expérience.

C'est sur le terrain particulier d'un espace urbain défini sous le nom de quartier de la Libération à Nice et auprès de ses pratiquants que nous avons observé les formes d'expression d'une fabrique ordinaire du patrimoine. Mais ce quartier, dit populaire, n'a pas été choisi au hasard. Pensé dès 1998, un vaste programme d'aménagement prévoyait de rééquilibrer la ville vers le nord. Dès l'annonce et la médiatisation des différents projets, d'importants conflits ont éclaté et de fortes mobilisations ont eu lieu autour, entre autres, de la sauvegarde de certains bâtiments menacés par la démolition, en l'occurrence une gare, la Gare du Sud⁶, et des villas Belle Époque. Initialement venue observer les enjeux sociaux de tels aménagements et particulièrement de telles disparitions, les expressions d'une mobilisation sociale, de rapports de force, d'appropriation et de domination symbolique, ce sont en fait autant de manifestations, de situations de caractérisation patrimoniale auxquelles nous avons été confronté, une forme de fabrique interstitielle, des bricolages du quotidien, des authentications persuasives, de modestes identifications, pratiques opérantes dans les manières d'habiter, de se représenter et de faire corps avec la ville. Autrement dit, il s'est agi, en quelque sorte, de traverser le miroir de Narcisse, évoqué par Françoise Choay, pour examiner la conception patrimoniale des personnes ordinaires, c'est-à-dire les mécanismes à l'œuvre dans la caractérisation, en allant au-delà du reflet de l'action patrimoniale collective portée par les associations. Cette horlogerie patrimoniale – si tant est qu'il soit possible de la qualifier ainsi du fait de la complexité de son élaboration et de son fonctionnement – contredit les critiques de l'expertise et s'oppose à la banalisation de l'affirmation presque provocante « *c'est du patrimoine, c'est notre patrimoine* ». C'est un fait, dire « patrimoine » semble, par « essentialisation », statuer sur la valeur de l'objet et ramasser en un mot une action de qualification entraînant le besoin de protéger. C'est ce que nous allons tâcher de présenter à partir du relevé de manifestations de caractérisation et d'authentification patrimoniales de certains éléments du quartier présentant un consensus, de la saisie de leur

6 Nous avons fait le choix, pour des raisons pratiques, de mettre systématiquement une majuscule à gare pour parler de la Gare du Sud.

mode d'énonciation et des représentations patrimoniales qui semblent partagées.

Il conviendra avant toute analyse d'introduire en élargissant notre questionnement et notre positionnement par le biais d'hypothèses. Dans la même partie, une description du quartier de la Libération au travers de l'esquisse de son développement et des différents projets d'aménagement qui l'ont concerné au moment de l'enquête, devrait permettre l'appropriation du terrain par le lecteur. Dans un deuxième temps, la présentation de la méthodologie aidera à la compréhension à la fois de la difficile immersion dans cette « Libération » sous le coup de conflits et les moyens techniques d'y pallier. C'est, en effet, à partir d'une immersion aux rythmes du quartier, d'une observation rigoureuse des comportements et des pratiques des habitants-usagers et de l'utilisation de la cartographie mentale, à la fois comme outils d'accès aux représentations et comme stratégie d'enquête permettant de délier la parole, que nous avons pu accéder aux énonciations patrimoniales. D'ailleurs, le premier temps de l'analyse des données de terrain s'attachera, au travers des représentations graphiques du quartier et des discours qui les illustrent, à examiner les manifestations patrimoniales et celles d'attachements dans les constructions d'organisations spatiales et temporelles, la combinaison de ces outils méthodologiques s'imposant comme un véritable moyen de refaire l'expérience de la « Libération ». Outre les précieuses indications apportées par l'analyse des cartes, leur utilisation comme embrayeur de parole ouvre également un accès à des données discursives de nature moins descriptive et davantage narrative, exploitées dans la suite de l'analyse. Ainsi, dans une quatrième partie, seront examinées les manières dont les pratiquants ordinaires de l'espace urbain de la Libération s'accordent à faire la preuve de la « nature patrimoniale » de certains éléments du quartier par le biais d'une authentification patrimoniale et de formes verbales et physiques de plaidoyers. Enfin, une cinquième et dernière partie s'attachera, à partir de situations relevées et de mises en verbe, à décrire les façons dont les personnes ordinaires éprouveraient le patrimoine en en faisant l'épreuve ou en le mettant à l'épreuve dans l'acte quotidien d'habiter.

PREMIÈRE PARTIE :

PROBLÉMATIQUE ET PRÉSENTATION DU QUARTIER DE LA LIBÉRATION

Introduction : point de départ d'une recherche

Novembre 2001, la question de l'aménagement du quartier de la Libération, en particulier celle de la construction de la nouvelle mairie en lieu et place de la Gare du Sud et celle du choix de « la diagonale » pour le tracé de la ligne de tramway, semble être au cœur des préoccupations des Niçois comme le signalent ces titres du journal local *Nice-Matin* : « La diagonale du fou » (02/11/2001), l'État classe la Gare du Sud ! » (09/11/2001), « Gare du Sud : Jacques Peyrat annonce une catastrophe » (10/11/2001), « Conseil municipal : la Gare du Sud en vedette » (14/11/2001), « Gare du Sud : les grandes manœuvres. Appel à une table ronde » (15/11/2001), « Gare du Sud : le quartier enflamme le conseil municipal » (16/11/2001), « Gare du Sud : grande manif contre le classement. 500 manifestants pour dire non au classement. Les pro-classement dénoncent une manœuvre » (20/11/2001), « Gare du Sud, Patrick Mottard écrit au ministre » (04/12/2001), « Catherine Tasca et Jacques Peyrat cherchent une issue à la crise de la Gare du Sud » (15/12/2001), « Tramway : fin d'enquête, copie à revoir... » (16/12/2001). Dans ces articles, on pouvait lire et suivre les diverses réactions et les actions menées face aux projets d'aménagement prévus pour le quartier. À travers eux, se laissait clairement appréhender l'existence d'un conflit patrimonial ou plutôt de conflits patrimoniaux et de mobilisations populaires sur fond de batailles politiques et de discours idéologiques. Il était question de regroupements, de ralliements, de revendications dépassant l'implication des seuls habitants du quartier.

Les premières excursions « à la Libération », dans une sorte de préambule au terrain et avant même sa définition comme tel, attisées par la lecture de la presse locale et la narration journalistique des événements, se soldaient toujours par le même constat. Un mot résonnait, « patrimoine ». Pourquoi tout ce tapage ? Pourquoi les gens se mobilisent pour cette Gare ou pour des villas d'une époque qui fut belle, jadis ? Pourquoi en entend-on autant parler devant les étals du marché ? Pourquoi êtes-vous en colère ou triste qu'elles risquent de disparaître ? « *Parce que c'est du patrimoine !* », « *Parce qu'on ne détruit pas du patrimoine* ».

Patrimoine, patrimoine, c'était bien là notre préoccupation. Mais ces réponses nous laissaient quelque peu sur notre faim. Pourquoi les gens utilisaient-ils systématiquement ce terme ? Pourquoi ne faisaient-ils pas plutôt référence aux valeurs propres au bâtiment, son histoire, son ancienneté, son architecture, son aspect esthétique, à la mémoire qui lui était attachée, bref tout ce que nous étions attelée à soulever au cours d'un travail de DEA ? En gros, pourquoi dire patrimoine semblait suffire à défendre ces éléments urbains ? « *Parce que c'est du patrimoine !* », le ton paraissait rajouter « *c'est évident tout de même Mademoiselle !* ». Qu'y avait-il derrière cette énonciation ? Que pouvait signifier en quelque sorte le fait de dire patrimoine pour la personne ordinaire, pour ces gens croisés au pied des étals du marché ou à la « cabane de Tintin » ? Pour

tenter de le comprendre, il semble nécessaire, dans un premier temps, de resituer la Libération, de repartir bien plus loin en arrière ; revenons alors rapidement dans et sur l'histoire d'un quartier, sur son développement, sa place dans la ville et dans la vie de ses habitants.

1. Un quartier, des projets : présentation du terrain

André Leroi-Gourhan⁷ soulignait la nécessité de connaître le plus scrupuleusement possible l'objet avant de pouvoir envisager l'étude de toute relation que l'homme entretient avec lui. Cette partie descriptive est nécessaire à la compréhension du quartier et des événements qui l'ont animé avant et au cours de la phase d'immersion sur le terrain. Pour aider à « l'appropriation » de la Libération, nous avons choisi de l'illustrer en insérant de nombreux plans et documents iconographiques ou en renvoyant aux annexes. Cette partie s'attache donc essentiellement à présenter l'urbanisation de la Libération, la place et le rôle de la Gare du Sud dans le quartier et plus largement dans la ville, ainsi que les différents projets constituant celui, plus vaste, de l'aménagement du quartier.

1.1. Qu'appelle-t-on quartier de la Libération ?

Sans le circonscrire dans des limites inflexibles, la Libération, quartier dit populaire de la ville de Nice, tout comme le quartier du port dont il est bien distant mais auquel il est souvent associé, nécessite d'être resitué dans le temps et dans l'espace de l'urbanisation, le développement de la ville et de ses activités.

1.1.1. Le train arrive, la ville se développe vers le Nord

La construction de la Gare du Sud, peut-on lire dans différents ouvrages ou articles qui y font référence, aurait joué un rôle important dans l'apparition et le développement du quartier. Si certains immeubles bourgeois ont été construits par de la main d'œuvre venue d'Italie, c'était avant tout pour bâtir des logements en partie destinés à y loger ceux qui allaient dans la foulée ériger cette gare. D'ailleurs, cette population d'immigrés italiens allait s'installer durablement dans le quartier, bâtissant, pour de riches Niçois essentiellement, des extérieurs et des intérieurs fastueusement décorés. Dans le développement de ce quartier, il fallait surtout voir la nécessité d'empiéter sur les terres agricoles des vallons et des collines proches pour répondre à l'extension d'une ville accueillant une population de villégiature toujours plus importante.

⁷ LEROI-GOURHAN André, *L'homme et la matière*, Paris, Albin Michel, 2000, 348 p.

1.1.1.1. L'urbanisation... ⁸



ill.1 : Plan de Nice 1876. Crédit photo: Éd. Gilletta

Sur la plaine du début du XIX^e siècle, au nord d'une vieille ville enclavée et d'une ville neuve qui commence à se dessiner sur l'autre rive du Paillon, se dressent moulins à huile et à farine dans un paysage agricole aménagé où s'étendent cannaies, vignobles, orangeries et oliveraies entre pâtures, bois et jardins. Les matrices cadastrales, indiquant la nature des propriétés, montrent que tout au long de ce siècle, les paysages agricoles ont évolué parallèlement à la structure foncière. On y relève alors que les propriétés sont découpées, parcellées, redistribuées à de nouveaux possédants, toujours plus nombreux, ceux-ci sont notables, juristes, abbés⁹... Et les maisons d'habitations commencent à se multiplier jusqu'en 1872, le rythme de construction, essentiellement de gros bâtiments, s'accéléralant nettement (plus de 210) dans le dernier quart du siècle.

⁸ Les informations de cette partie et de la suivante sont essentiellement, mais pas seulement, tirées de la précieuse étude sociologique du quartier Malausséna de Marie-José Toesca et Danièle Trojani, « Le quartier Malausséna à Nice », *Recherches Régionales*, 4e trimestre, 1977, p. 1-43.

⁹ Les derniers grands propriétaires sont Alexis Villermont, Comte de Belgique, Jean-Baptiste Rapallo, Comte de Turin, Albert Thiole, capitaine de l'armée italienne.



ill.2 : La Campagne de Saint Barthélémy, 1890. Crédit photo: Éd. Gilletta

Ces transformations du paysage sont concomitantes du premier essor démographique de Nice depuis le rattachement de 1860 à la France. En 1815, la ville compte 20 000 habitants dont la moitié dispersés dans la campagne. En 1872, c'est 52 400 habitants qui se partagent la ville. Réputée pour son climat exceptionnel considéré comme étant curatif, Nice accueille dès le XVIII^e siècle une population de riches hivernants d'origines diverses – Français, Anglais, Russes, Allemands, Polonais – investissant principalement dans la construction de résidences secondaires. Mais c'est à partir du dernier quart du XIX^e siècle que plusieurs milliers de villas s'élèvent à une cadence surprenante (quartiers Fabron et des Baumettes) et que de grands hôtels aux noms prestigieux vont occuper le paysage de la ville. Le style Belle Époque de Nice est le fruit d'une demande croissante, parfois capricieuse, de l'aristocratie locale mais surtout étrangère qui se permet certaines « folies » (le château de l'Anglais, le château de Valrose), du génie et de l'inspiration des architectes niçois et d'autres venus de l'Europe entière, mais aussi du désir d'une bourgeoisie de s'installer définitivement à Nice et de retrouver ici le confort, la richesse et l'exubérance des palaces et de leurs hôtels particuliers.



ill.3 : Plan de Nice 1882. Crédit photo: Éd. Gilletta

1.1.1.2. ... et l'apparition d'un quartier

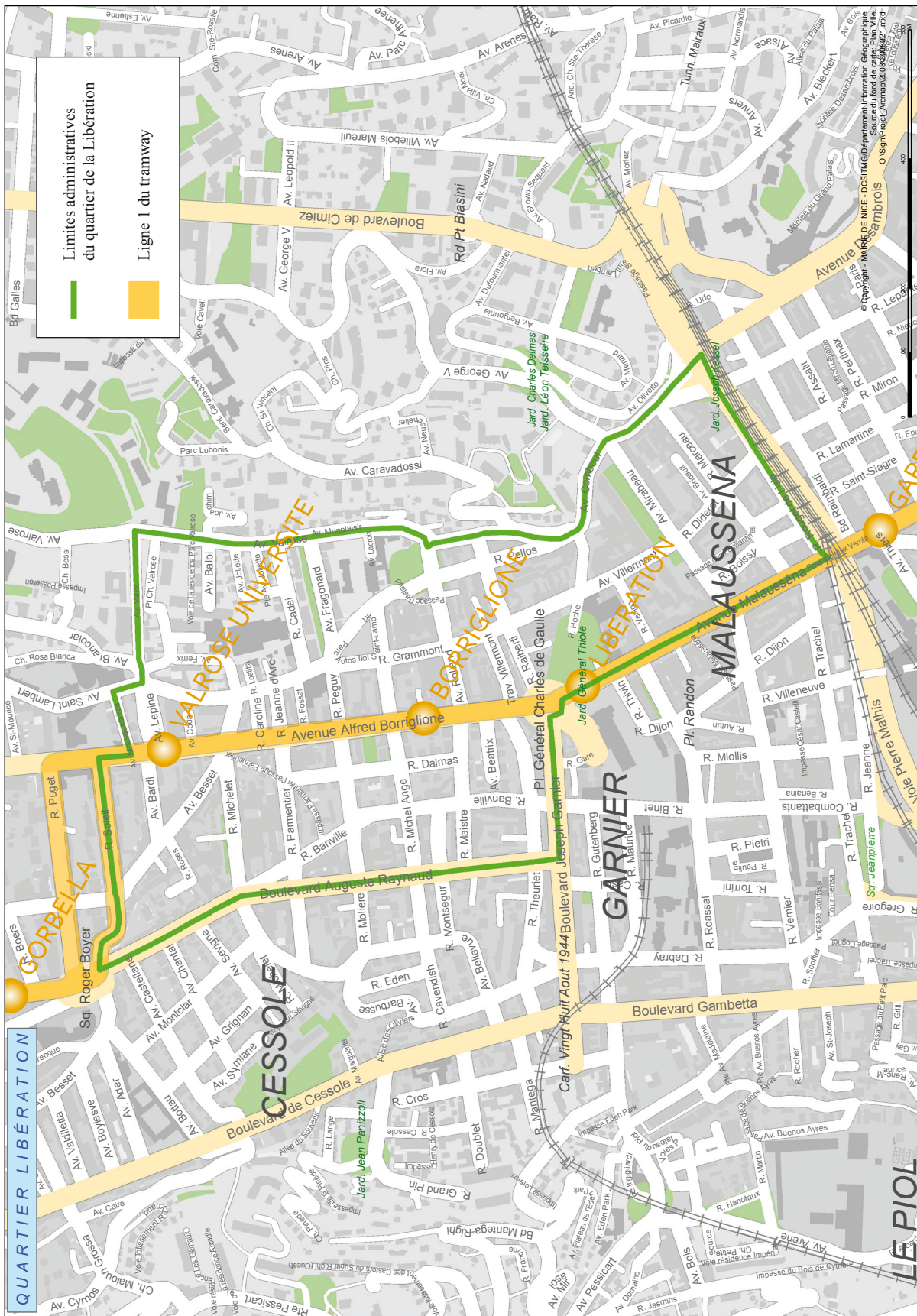
La construction de la gare « PLM¹⁰ » en 1863 encourage l'essor du tourisme et de ses nouvelles formes et, en réponse à la demande d'espaces constructibles, la ville se développe alors vers le nord. Peu à peu, les modestes maisons de campagne et leurs jardins se voient entourées de belles et riches résidences¹¹. Pour faciliter



ill.4 : Gare PLM vers 1890. Crédit photo: Éd. Gilletta

10 L'acronyme utilisé pour parler de la gare signifie en fait qu'elle est située sur le trajet Paris-Lyon-Méditerranée.

11 La villa Thiole construite en 1860, détruite en 1965, était un bel exemple de ces grands bâtiments perdus dans la campagne.



ill.5 : Plan du quartier de la Libération

l'accès de la gare vers ces campagnes, il est construit dès 1868 une voie de 460 mètres appelée l'avenue du Prince Impérial prolongée qui deviendra très vite l'avenue de la gare puis enfin, en 1882, l'avenue Malausséna, du nom d'un ancien maire de Nice. « Dès 1870, l'avenue Malausséna est un axe carrossable bordé de larges trottoirs mais elle ne dessert pas encore un quartier organisé. L'urbanisation accompagne l'ouverture de rues affluentes, programme réalisé de 1880 à 1885, et au début du ^{xx}^e siècle¹² ».

Un plan régulateur destiné à rendre plus régulières les voies ouvertes et à en tracer de futures est mis en place à l'ouest de l'avenue Malausséna. Apparaissent alors la rue Reine Jeanne et la rue Clément Roassal¹³. À la fin du ^{xix}^e siècle, trois rues transversales et reliant Malausséna au boulevard Gambetta sont créées, donnant son aspect actuel à cette partie de la ville. Il s'agit du boulevard Joseph Garnier, de la rue Vernier et de la rue Trachel. Dans la dernière décennie, le maillage continue avec l'apparition de voies longitudinales (Miollis, Villeneuve...) Mais à l'est de l'avenue, aucun plan régulateur n'est établi et les rues qui existaient alors sont élargies et d'autres apparaissent développant le réseau de communication après 1914. En un demi-siècle, l'infrastructure du quartier apparaît, s'achevant par le quadrillage jusqu'à Saint-Lambert et répondant à son peuplement progressif.

Les constructions ont stagné jusqu'en 1955, date d'un nouvel essor, voire d'une véritable fièvre de construction concernant davantage l'est du quartier : les rues Mirabeau, Saint-Lambert, Raiberti, Villermont mais également Malaussé-



ill.6 : Avenue Malausséna vers 1910. Crédit photo: Éd. Gilletta



ill.7 : Avenue Borriglione en 1900. Crédit photo: Éd. Gilletta

12 TOESCA Danièle, TROJANI Marie-José, *op. cit.*, p. 4.

13 Peintre et conseiller municipal, grand-père de Charles et Albert Thiole à qui il légua sa fortune.



ill.8 : Bd. Joseph Garnier 1960. Crédit photo: Éd. Gilletta



ill.9 : Av. Borriglione 1960. Crédit photo: Éd. Gilletta

na¹⁴. Dans l'ouest du quartier, les nouvelles constructions sont plus parsemées. Ce sont essentiellement de petits immeubles de luxe sur Trachel, Villeneuve et Clément Roassal contrairement aux grandes constructions qui encadrent les rues à l'est de Malausséna.

Ces différentes phases de construction de l'ensemble immobilier, plus ou moins intenses, donnent au quartier actuel un visage hétéroclite où villas et immeubles Belle Époque, bâtiments Art Déco, édifices de facture plus moderne datant des années 1960 et 1970 se succèdent de façon irrégulière dans un ensemble fort complexe. Depuis les années 1980, peu de bâtiments ont été érigés, le quartier faisant davantage l'objet de réfections d'immeubles et de ravalement de façades.

Le quartier couramment nommé Libération est parfois, dans la littérature locale et dans les expressions quotidiennes, appelé également quartier Malausséna. Trojani et Toesca signalent qu'« il se limite au nord par les rues Xavier de Maistre et Romain Rolland, à l'est par l'avenue Saint-Lambert qui serpente au pied des collines de Cimiez, au sud par les rues Rouget de l'Isle et Reine Jeanne, à l'ouest enfin par les rues de Falicon et Alfred Binet. Les quartiers limitrophes sont Fuoncauda, Cimiez, Raimbaldi, Thiers et Saint-Étienne¹⁵ ». Plus loin les auteures indiquent « qu'il doit son unité à son isolement au nord de la ligne de fer SNCF, mais s'est développé sur un axe sud-nord : l'avenue Malausséna

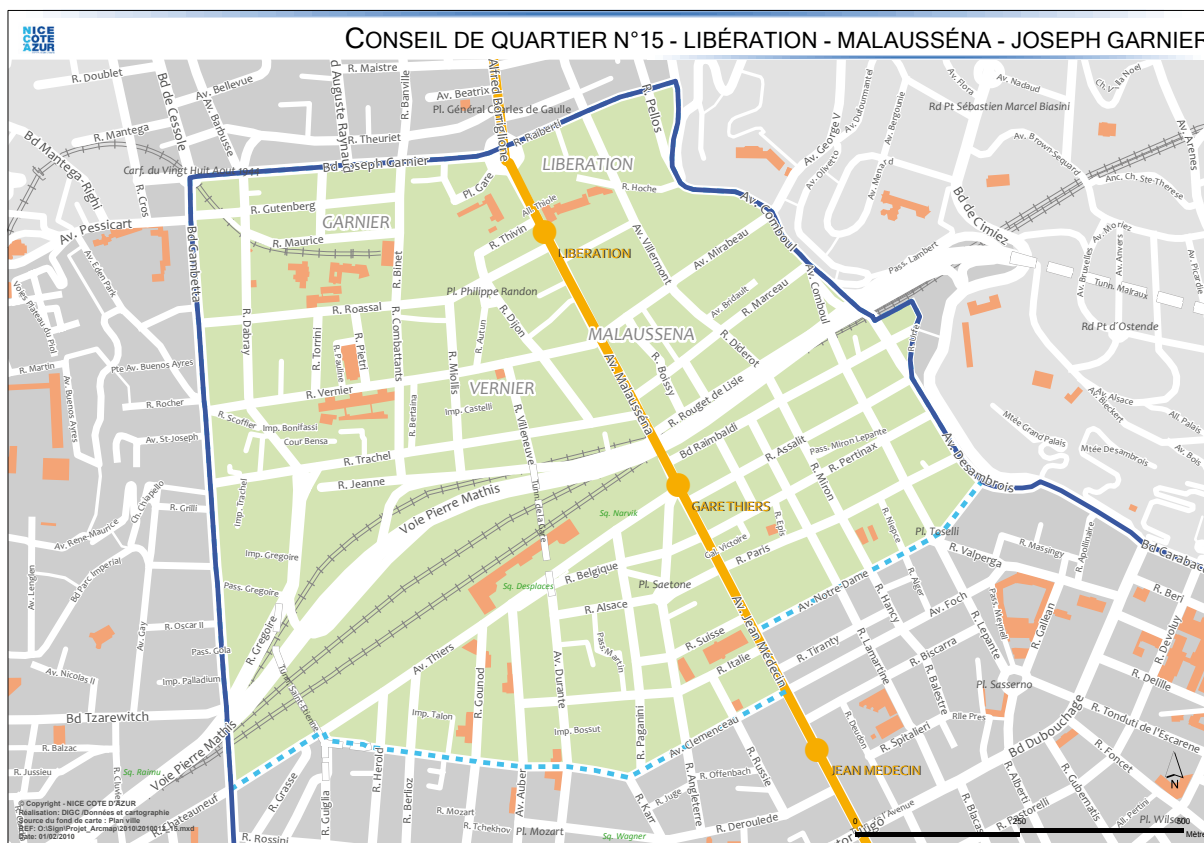


ill.10 : Entrée Art Déco rue T. de Banville

14 Entre 1955 et 1961 ont été édifiés 13 immeubles et autant tous les 5 ans jusqu'au début des années 1980.

15 TOESCA Danièle, TROJANI Marie-José, *op. cit.*, p. 1.

prolongée par l'avenue Borriglione, sur lequel se greffent les rues transversales ». Lorsque les deux dénominations ne sont pas confondues, c'est alors pour être associées et ne former qu'un espace urbain. D'un point de vue administratif, il en existe plusieurs découpage : le quartier du projet, le canton, le territoire municipal, le conseil de quartier.



ill.11 : Conseil de Quartier 15, Libération

1.1.1.3. Pourquoi une autre Gare ?

En 1879, le ministre des Travaux publics, Charles de Freycinet, inclut dans son programme deux lignes allant de Nice à Draguignan et de Nice à Puget-Théniers¹⁶ dans l'optique de desservir et désenclaver, par un moyen de transport public rapide et commode pour l'époque, toute la région de l'arrière pays niçois, en mettant en relation les bassins de la Durance et du Var, mais aussi de structurer toute la Provence par un maillage ferroviaire. Déjà, en 1862, le conseil général émettait le souhait de créer de manière stratégique vers Grenoble et Lyon via Digne une ligne intérieure moins exposée aux risques d'attaques ennemies que l'itinéraire par Marseille, d'autant plus que le retard dont souffrait le département en matière de voies ferrées était un handicap de taille pour la circulation de marchandises. En 1895, les 50 kilomètres séparant

16 Les deux tracés seront prolongés vers Meyrargues pour la première et Digne pour la seconde.

Nice de Puget-Théniers font l'objet d'une convention entre l'État et une filiale de la Société Marseillaise de Crédit, la société du Sud France. En juillet 1889, la concession, considérée d'utilité publique, est rendue définitive. La raison sociale Sud France se transforme en 1925 en « Chemins de fer de Provence », le réseau passant sous contrôle de l'État 25 ans plus tard. Son exploitation est alors confiée à un syndicat mixte de collectivités locales.



ill.12 : Gare du Sud en 1892. Crédit photo: Éd. Gilletta

Construite au nord de la ville en 1892, de préférence au port, en raison d'une proximité avec la gare PLM, dans une zone alors parsemée de villas et d'exploitations agricoles¹⁷, la Gare du Sud, témoin de l'âge d'or des chemins de fer, se trouve aujourd'hui au centre-nord de la cité niçoise. Le bâtiment est l'œuvre de Prosper Bobin, architecte de Paris qui s'inspira de la Gare du Nord à Paris, dessiné par Hittorff quarante ans auparavant. Toutes deux présentent en effet un pavillon central principal relié par deux ailes à des pavillons latéraux. Derrière ce pavillon

¹⁷ Déjà, de très vives protestations de propriétaires de villas voisines se faisaient entendre comme dans cet extrait d'une lettre que Nicolas Thiole adressa au ministre des Travaux Publics, se faisant le porte parole de cette opposition : « Tous les terrains riverains de l'avenue Malausséna sont appelés à être bâtis de villas et de constructions de luxe ; Une gare de chemin de fer, avec tous les inconvénients de fumée, bruit, charroi et autre qu'elle entraîne, impliquera une baisse immédiate et certaine de la valeur des terrains. » in TOESCA Danièle, TROJANI Marie-José, *op. cit.*, p. 38.

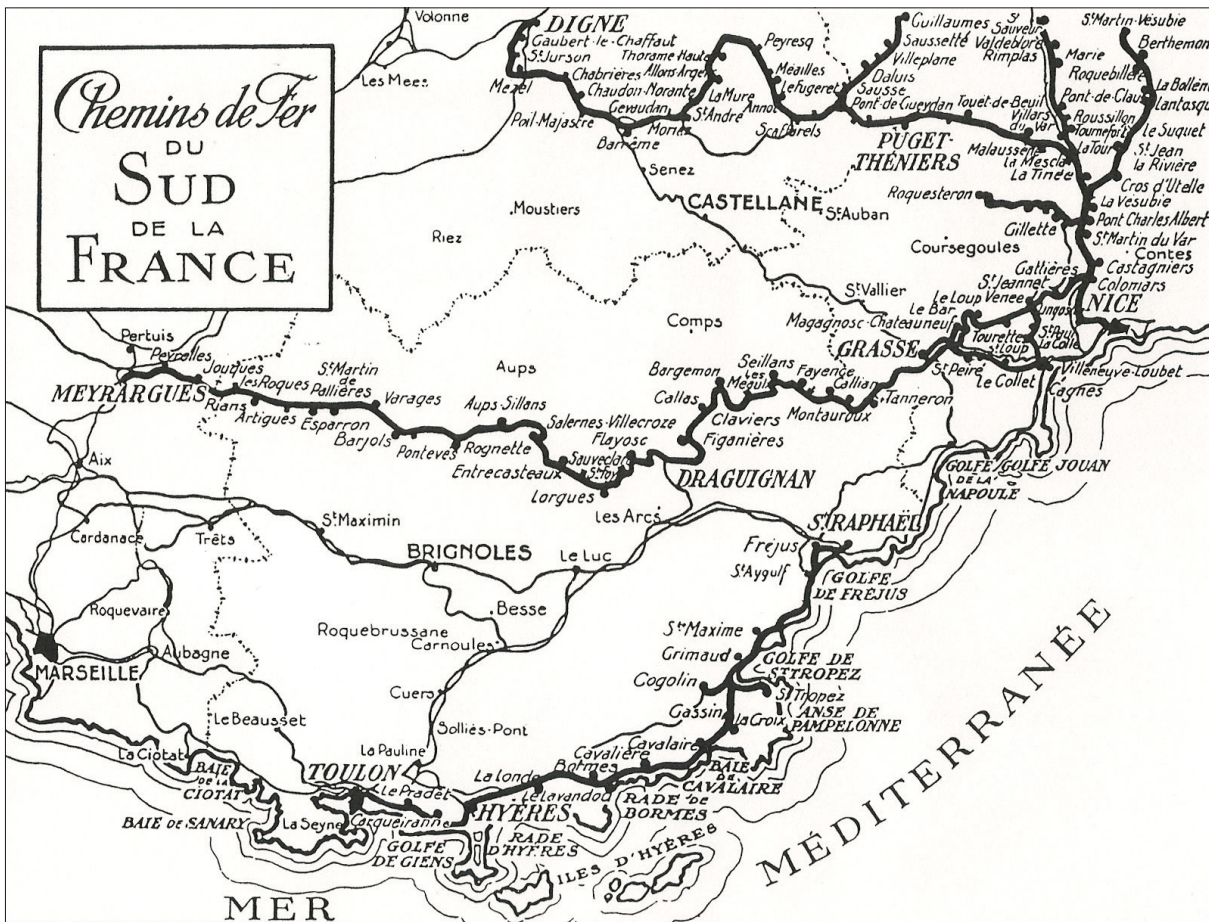
central vient buter la verrière dont on ne sait exactement si elle avait été récupérée à l'Exposition Universelle de Paris en 1889 (du pavillon Russe et Austro-Hongrois) ou à Nice du projet abandonné d'Exposition Universelle. En alliant la pierre, la brique et la céramique de plusieurs couleurs et en suivant des modèles classiques, grecs, néo-grecs, médiévaux, des dessins géométriques ou pittoresques, Bobin a conçu l'un des seuls bâtiments polychromes de la ville de Nice. « Tout le charme de cette petite gare semble résider dans ce paradoxe, dans les voyages immobiles qu'elle propose... Ses constructeurs ont rêvé à l'Afrique, à la Cochinchine. Et il est vrai que si elle est le terminus d'une ligne de 150 km, qui va jusqu'à Digne, elle n'en a pas moins un petit côté d'ailleurs, de rêve et d'exotisme. On l'a appelée la petite Gare Bonbon¹⁸ ». Les installations de 1892 n'occupent cependant que la moitié de l'espace prévu initialement pour un projet bien plus grandiose encore. C'est autour de ce bâtiment que s'est développé, tout au long du xx^e siècle, le quartier que l'on appelle désormais la Libération.



ill.13 : Prosper Bobin, architecte de la Gare du Sud

Le trafic ferroviaire au départ de la Gare du Sud est essentiellement tourné vers le transport de voyageurs et participe à développer l'activité économique et touristique de la région. Pendant longtemps, les trajets effectués par la clientèle se limitent aux déplacements des habitants de l'arrière pays vers les villes dans lesquelles se trouvent les administrations, les grands commerces mais aussi les établissements scolaires. Les wagons transportent également les ouvriers des grands chantiers d'équipement hydro-électrique des Alpes de Hautes Provence, tout comme ceux des mines de bauxite du Var. Des trains spéciaux de voyageurs sont rapidement mis en place pour répondre à la forte attractivité des manifestations rurales et festives de l'arrière pays, telles les foires, les assemblées agricoles, les fêtes patronales et religieuses. D'autres trains sont également affrétés pour répondre à la demande de visites de sites, d'excursions, en particulier vers Grasse ou Puget Théniers, situé au confluent de la Roudoule et du fleuve Var.

18 MAÏCON Stéphane, « La petite gare du sud de la France », *La vie du rail*, n° 2325, dernière semaine de décembre 1991, p. 30.



ill.14 : Carte des Chemins de fer de Provence

Le trafic concerne aussi le transport de marchandises de toutes sortes acheminées depuis la vallée de la Durance ou depuis les Alpes et trouve son apogée durant l'entre-deux-guerres. Le train de marchandises assure également le service postal jusqu'à sa suppression en 1977. Le réseau ferroviaire des CFP a longtemps joué un rôle dans l'alimentation de l'agglomération niçoise. Peu après son installation, la ligne Nice-Digne organise le transport des produits laitiers issus du développement de l'élevage bovin du haut pays niçois pour répondre à la demande croissante des villes du littoral. Mais ce trafic se perd entre les deux guerres, fortement concurrencé par le transport routier, plus commode pour se rendre directement aux laiteries des villes. D'autres produits agricoles comme la paille, le fourrage, la lavande transitent vers Nice, tout comme le bétail, la volaille et les chevaux. Après la seconde Guerre mondiale, des wagons de céréales et de farine descendent des « Basses-Alpes » de l'époque. À la Gare du Sud, tous les jours, les producteurs de la basse vallée du Var déchargent leurs produits maraîchers et n'ont qu'à s'installer à ses pieds pour les vendre.



ill.15 : Marché Malausséna, 1939. Crédit photo: Éd. Gilletta

1.1.1.4. Pourquoi place, marché et quartier sont-ils dits de la Libération ?

En effet, la Gare du Sud et le « train des pignes¹⁹ » ont joué un rôle majeur dans la création et l'évolution du marché. Le 15 mai 1920, un arrêté municipal établi par Honoré Sauvan alors maire de Nice crée un marché maraîcher de quartier sur la place Gambetta²⁰, actuellement place Général de Gaulle, connue et encore identifiée comme la place de la Libération. Centre physique mais aussi centre historique du quartier, le noyau constitué par cette place est un site symboliquement



ill.16 : Statue de Gambetta en 1910. Crédit photo: Éd. Gilletta

19 Plusieurs légendes circulent à propos de cette appellation. La plus courante et plus ironique de toutes raconte que la lenteur du convoi sur certaines parties du parcours permettait aux voyageurs de descendre du train en marche pour ramasser des « pignes », mot signifiant pomme de pin en provençal.

20 Une statue en bronze de Léon Gambetta est érigée en 1909 sur la place Béatrix qui devient place Gambetta en 1913. Elle fût détruite en 1943 par les troupes allemandes qui avaient besoin de bronze pour leurs armements.

significatif qui a donné le nom de Libération au quartier en rapport à l'événement qui s'y déroula le 28 août 1944, lorsque les troupes allemandes cantonnées dans les hauteurs de la ville tombèrent dans une embuscade tendue par les résistants sur Joseph Garnier entre ce qui était à l'époque la place Gambetta et le « passage à niveau²¹ ». À l'issue de la guerre et jusqu'en 1973, la place est rebaptisée place de la Libération, lieu de mémoire toponymique. Dans son emploi, l'appellation s'élargit au quartier qui laisse encore apparaître les stigmates des combats sur les façades de la Gare du Sud et d'une villa Belle Époque rue Théodore de Banville.

Il suffit d'engager les conversations avec les marchands, les usagers pour se rendre compte que plusieurs noms sont employés pour évoquer le marché. « *Marché de la Libération* », « *marché Malausséna* », « *marché de la Gare* », chacun utilise en fonction de ses souvenirs, de ses liens au marché et aux lieux, de ses usages, l'appellation qui lui convient. Mais depuis la libération de la ville de Nice au cours de la Seconde Guerre mondiale, lorsque le marché est évoqué, il porte presque systématiquement le nom de marché de la Libération ou plus intimement « *marché de la Libé* », malgré le changement de nom de la place en 1973 pour se nommer depuis place du Général de Gaulle.



ill.17 : Marché de 1939. Crédit photo: Éd. Gilletta

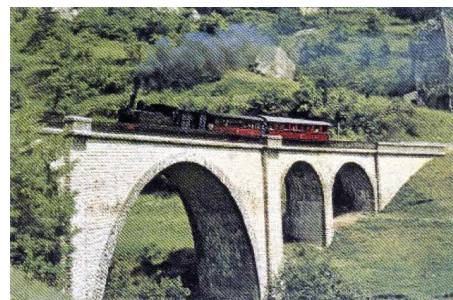


ill.18 : Fontaine de la place Gambetta 1910. Crédit photo: Éd. Gilletta

²¹ Annexe 0, *Nice Quartiers*, Mars 2003.

1.1.2. La Gare du Sud : déclin de l'activité et projets d'urbanisme avortés

Après les bombardements importants de la Seconde Guerre mondiale en Provence, il fut décidé que la ligne Nice-Meyrargues, trop endommagée, ne serait par remise en service. Seule la ligne vers Digne vit de nouveau circuler des locomotives sur sa voie unique. La guerre et ses conséquences économiques puis le développement du marché de l'automobile furent à l'origine du déclin du trafic ferroviaire des Chemins de fer de Provence. En outre, le transfert à la gare Nice Saint Roch en 1967 du trafic de marchandises de la SNCF anéantit l'intérêt du maintien de la liaison, rue de Falicon, entre le réseau PLM et la Gare du Sud. Ceci eut pour conséquence l'inévitable déclin du trafic de marchandises qui empruntait la ligne de Digne à Nice. Mais déjà, la Gare du Sud et les terrains adjacents faisaient l'objet de nombreuses convoitises immobilières voyant se multiplier au fil des années et surtout des municipalités les projets d'urbanisme s'attachant au développement de la ville à partir de ce quartier. Les 37 000 m² d'emprise de la Gare représentent en effet la seule superficie « libre » et centrale, la plus grande zone pouvant être envisagée comme aménageable dans cette ville coincée entre mer et montagnes. Au gré de ces projets, nombre de scénarios seront imaginés pour l'avenir de la Gare. Tour à tour démolie, amputée, conservée, déplacée, elle représente, depuis plus de cinquante ans, un enjeu important du développement urbain.



ill.19 : Le train des Pignes

Seuls seront ici présentés les principaux projets qui ont concerné la Gare du Sud et ses terrains. Mais au-delà d'appréhender la succession de projets et de leur avortement, la revue de presse que nous avons effectuée lors de nos recherches, permet de comprendre la façon dont le devenir du quartier a toujours été envisagé et pensé à partir de celui de la Gare et des terrains des CFP²². Elle nous donne également la possibilité de saisir comment s'est manifesté l'intérêt de la population pour le sort de cette Gare et, plus globalement, de celui du quartier. Il paraît évident qu'une telle émulation depuis la fin des années 1950 autour des terrains et du bâtiment n'a eu de cesse de placer les habitants face à divers futurs probables, au-delà de celui de la Gare, celui du quartier et des activités (économiques, culturelles...) mais également le leur. Et cela dure depuis 1958. Autrement dit, voilà cinquante ans que le sort de la Gare du Sud est en suspens. Un demi-siècle d'incertitude au cours duquel les habitants ont été inexorablement soumis à la projection et sollicités dans leurs rapports affectifs à ce bâtiment.

En 1961, le département cherchant depuis quelques années un terrain pour y bâtir un

²² Chemin de fer de Provence.

complexe administratif regroupant la préfecture annexe²³, des services départementaux et d'État dispersés jusqu'alors, prend contact avec la compagnie des Chemins de fer de Provence qui songeait à édifier de nouvelles installations correspondant davantage à la réalité du trafic et à vendre de vastes superficies. Le département justifie son choix par la situation des terrains, en plein cœur de ville. Ce projet était subordonné à un autre, celui du déplacement du départ du trafic ferroviaire plus à l'ouest. Dès 1962, la commission départementale approuve la construction d'une nouvelle gare des Chemins de fer de Provence sur la rue Alfred Binet libérant ainsi les terrains à l'élévation de bâtiments administratifs²⁴. Il n'est fait aucun état de la conservation de la Gare du Sud. Finalement la préfecture s'installera dans la plaine du Var, à l'entrée ouest de la ville, regroupant ses services ainsi que ceux du conseil général dans ce qui constitue aujourd'hui encore le centre administratif des Alpes-Maritimes.



ill.20 : Un projet de centre administratif, Nice-Matin 19 juillet 1961

En 1978, *Nice-Matin* signale que « le quartier de la Libération est appelé à connaître une profonde métamorphose au cours des prochaines années. Son visage ne ressemblera plus à celui auquel les vieux Niçois étaient habitués, ce visage marqué par la Gare du Sud, etc.²⁵ » Il est alors prévu dans le projet municipal de raser la Gare et de la remplacer par des équipements sportifs, publics, scolaires et espaces verts. « Ce beau monument défraie la chronique régulièrement. Cassera ? Cassera pas ? Visiblement ce bâtiment ne laisse pas indifférent. Sous d'innombrables prétextes aussi mauvais les uns que les autres, on a cherché à faire disparaître cette “vieillesse” pour laisser la place à du béton ou du macadam, infiniment plus rentables... Mais cette bonne vieille gare est toujours là !²⁶ » En 1979, les architectes Reichen et Robert relancent le débat en

23 La préfecture était alors installée dans le palais Sarde dans la vieille ville et son annexe se trouvait dans les murs de l'ancien Grand-Hôtel, avenue Félix Faure, bâtiment réquisitionnés depuis la Seconde Guerre mondiale.

24 En 1968 est créé le SYMA (syndicat mixte Méditerranée-Alpes) en vue de prendre la concession des Chemins de fer de Provence auquel l'État cède le domaine immobilier. Ce syndicat travaille durant des années sur un nouveau projet de Gare alors prévue sur le boulevard Gambetta libérant des terrains pour l'élévation de la préfecture et désormais d'un collège enseignement secondaire, d'un théâtre et d'une cité marchande. Dix ans viennent de s'écouler, en septembre 1971 le projet de 1961 prend forme et se précise, incluant de nouvelles administrations et structures. En 1972, une nouvelle fois, le projet de « nouvelle Gare du Sud » est déplacé et prévoit l'implantation à l'angle des rues Mantéga et Cros de Capeu, à l'ouest du boulevard Cessole, jusqu'en 1975 où le SYMA envisage le maintien des départs sur place, dans le nouveau complexe qui devrait s'édifier.

25 « Gare du Sud : comment seront utilisés les terrains libérés », *Nice-Matin*, 16 avril 1978.

26 *Train du Sud*, n° 6, octobre 1978.

présentant un projet de réhabilitation de la Gare. Il n'est plus question de démolition. « Que va devenir la Gare du Sud ? À cette question personne ne peut apporter pour l'instant de réponse. Une chose est sûre cependant : elle ne sera pas démolie. Témoin d'une architecture assez particulière du siècle dernier, elle est aujourd'hui incluse dans le patrimoine niçois²⁷ ». Les projets se succèdent encore et encore. En 1981, il est prévu de réemployer le bâtiment de la Gare et la halle pour y installer un hôtel et un centre commercial. En 1984, M. Colonna, député et vice-président du conseil général, annonce qu'une procédure de classement de la Gare en Monument historique est en cours. Ici la réhabilitation prévoyait de transformer la Gare en centre de culture scientifique, technique et industrielle, projet porté par l'association ANAIS (association niçoise d'animation et d'information scientifique²⁸). Comme tous les autres avant lui, ce projet laisse sa place à un autre, celui d'une société immobilière qui vise à implanter un gigantesque centre commercial de 65 000 m² et une salle de spectacle, un métro aérien venant remplacer l'ancienne ligne des Chemins de fer de Provence. En 1986, les commerçants se dressent contre un projet de supermarché, ils s'unissent et, conjointement aux habitants du quartier, participent à l'abolition du projet dont Jacques Médecin, alors maire de Nice, avait précisé : « il ne s'agit que d'un brouillon²⁹ ». Mais de 1987 à 1993, plusieurs variantes refont surface. Sur les différentes maquettes et dessins, la partie centrale de la façade de la Gare du Sud paraît être enchâssée, se proposant comme l'accès principal au bâtiment envisagé.



ill.21 : Place du Général de Gaulle, 1988. Crédit photo : Éd. Gilletta

En 1991, Jacques Médecin parle de renforcer et blinder de l'intérieur la façade afin de la déplacer en bordure de Malausséna pour l'intégrer à un immense bâtiment de verre. La verrière devait être démontée éléments par éléments en vue d'être réutilisée ailleurs dans la ville (centre culturel ou commerces). Les habitants du quartier se regroupent alors au sein d'associations opposées au projet de déplacement, invoquant qu'il porterait atteinte à « *leur paysage urbain* », à

²⁷ *Nice-Matin*, 5 novembre 1980, p. 6.

²⁸ Cette association est animée par une centaine de chercheurs et d'enseignants de l'université de Nice. Le projet est présenté dans le journal *Révolution* du 13 mars 1985.

²⁹ *Nice-Matin*, 7 février 1987, annexe 1.

leur environnement. « Le déplacement de la façade en bordure de l'avenue, fermera la place de la Libération, rompant l'équilibre avec le jardin Thiole, bouchant le dégagement actuel. [...] La place et les rues avoisinantes subiront des embouteillages monstres, des concerts de klaxons. Adieu la qualité de la vie³⁰. »

Le 9 décembre 1991 c'est la fin d'activité de la Gare du Sud. Le trafic est reporté sur une gare remplaçante rue Alfred Binet. L'année suivante, les tentatives pour faire classer la façade se multiplient à Paris. Le ministère de la Culture répond par la négative en février 1992, jugeant le bâtiment davantage représentatif du patrimoine local que du patrimoine national. Un article du *Monde*, dans sa rubrique patrimoine, annonçait : « À Nice, la Gare du Sud sera détruite³¹ ». En juillet, Jack Lang alors ministre de l'Éducation nationale et de la Culture, est à son tour sollicité par un groupe s'annonçant comme experts, « historiens de l'art et de l'architecture³² », pour qu'une procédure de mise en instance de classement soit ouverte. Un an plus tard, tous les projets, dénoncés par plusieurs associations de défense des sites, des riverains et la chambre des métiers, sont suspendus sur décision du tribunal administratif de Nice. En effet, les habitants se regroupent de plus en plus au sein d'associations. La plus active alors est baptisée « ULTRA³³ », essentiellement constituée de riverains et de professionnels du bâti marquant « leur attachement au patrimoine architectural de la ville de Nice, et qui tiennent à ce que le complexe de la Gare du Sud prenne en compte la qualité de la vie et les besoins des habitants³⁴ ». Cette association



ill.22 : Nouvelle gare des CFP



ill.23 : Autorails en circulation en 2004

30 « Réticences chez les riverains immédiats », *Nice-Matin*, 3 février 1991.

31 *Le Monde*, 11 février 1992.

32 Voir la lettre adressée à Jack Lang en annexe 2.

33 Union libre des travailleurs artistiques. Annexe 3.

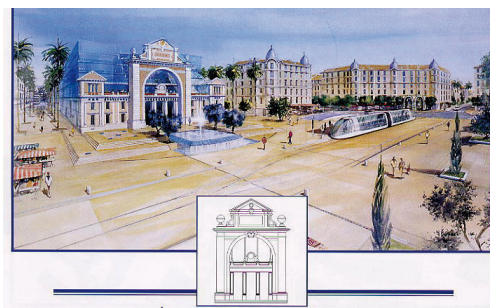
34 « Gare du Sud : la peur du monstre », *Nice-Matin*, 12 janvier 1993.

refuse de voir apparaître « un monstre » en lieu et place de la Gare et souhaite la conservation de l'ensemble de la façade, corps central et pavillons latéraux, dans un maintien de la situation du bâtiment en retrait de l'avenue Malausséna. Elle invoque la nécessité de mettre cet espace à la disposition de la collectivité en faisant en sorte qu'il constitue le nouveau cœur de Nice reliant la ville aux collines. Elle propose entre autres d'y placer une extension de l'université et un grand marché servant de point d'ancrage aux artisans de la région et des fabricants de produits du terroir. « Avec l'attrait que constitue le marché de la Libération, nous pensons qu'il est possible de faire de ce site une grande vitrine de notre patrimoine artisanal, agro-alimentaire, horticole, gastronomique. C'est une occasion unique d'animer le quartier toute la journée³⁵. »

1.2. Du projet d'aménagement aux projets : rebondissements

En 1998, la Municipalité lance l'idée d'un projet de re-dynamisation du quartier Libération-Malausséna³⁶. Il s'agit, signale dans un premier temps le Sénateur-Maire de l'époque, Jacques Peyrat³⁷, de déplacer le centre ville vers le nord pour rééquilibrer la ville et se rapprocher des habitants des collines mais aussi, selon lui, de « *redonner un souffle à ce quartier en voie de paupérisation* ».

Ainsi il est essentiellement prévu le passage du futur tramway et l'élévation de la nouvelle mairie³⁸. Il est rapidement accusé d'engager un chantier pharaonique.



ill.24 : Nouveau visage de la Libération, projet 1998

1.2.1. Projet de nouvelle mairie en lieu et place de la Gare du Sud

Dès la présentation du projet, les médias posent la question de la Gare du Sud qui semble pouvoir conserver sa façade, directement intégrée au nouveau bâtiment³⁹. De nombreux habitants, associations, comités de quartiers, acteurs de la sphère politique s'insurgent, en revanche, contre la disparition prévue de la verrière, soulignant qu'elle pouvait être promise à un meilleur avenir⁴⁰.

³⁵ Nice-Matin, 12 janvier 1993.

³⁶ Projet soumis à concertation publique de février à juillet 1999 (article L300-2 du code de l'urbanisme). Approbation du projet de re-dynamisation du quartier à 67% mais le principal sujet de préoccupation reste la façade de la Gare du Sud. La volonté de la conserver s'affirme rapidement dans la population. Annexe 4.

³⁷ Annexe 5.

³⁸ Infrastructure susceptible d'accueillir plus de 2 000 fonctionnaires de 22 services pour un coût estimé à 677 millions de francs (environ 103 millions d'€).

³⁹ Annexe 6.

⁴⁰ Annexe 7.

Ce n'est qu'en février 2000 que l'État, plus précisément le ministère des Transports, cède les terrains des CFP et la Gare pour 83,5 millions de francs (environ 12,7 millions d'euros) à la mairie de Nice. En mai 2001, suite au concours, c'est le projet de Pierre-Louis Faloci qui est retenu, officiellement approuvé par le conseil municipal le 4 octobre 2001. Et, au dévoilement du projet, le bâtiment des voyageurs de la Gare du Sud n'apparaît pas sur la maquette. L'architecte prononce alors un discours qui va avoir un important retentissement au sein de la population. Il explique que son projet est « un véritable projet urbain qui va redynamiser et embellir toute cette partie de la ville et pour lequel rien ne justifie de conserver la façade de la Gare du Sud, comme un décor de Cinécittà ». Le Sénateur-Maire, quant à lui, annonce qu'il s'agit « de repenser l'équilibre urbain et social de la ville autour de plusieurs pôles à développer harmonieusement. [...] Il permettra aux habitants et commerçants de voir leur quartier retrouver une expansion économique actuellement en voie d'érosion. [...] C'est la création d'une nouvelle centralité qui est en passe d'être réalisée ». Mais il ne pu contourner l'étonnement voire l'effarement, la déception, la colère, la tristesse d'une large partie des habitants de la ville et d'élus locaux réfractaires. Le projet de démolition de la Gare est largement rejeté, les mobilisations populaires et politiques ne se font pas attendre.



ill.25 : Projet nouvelle mairie par Faloci, oct. 2001

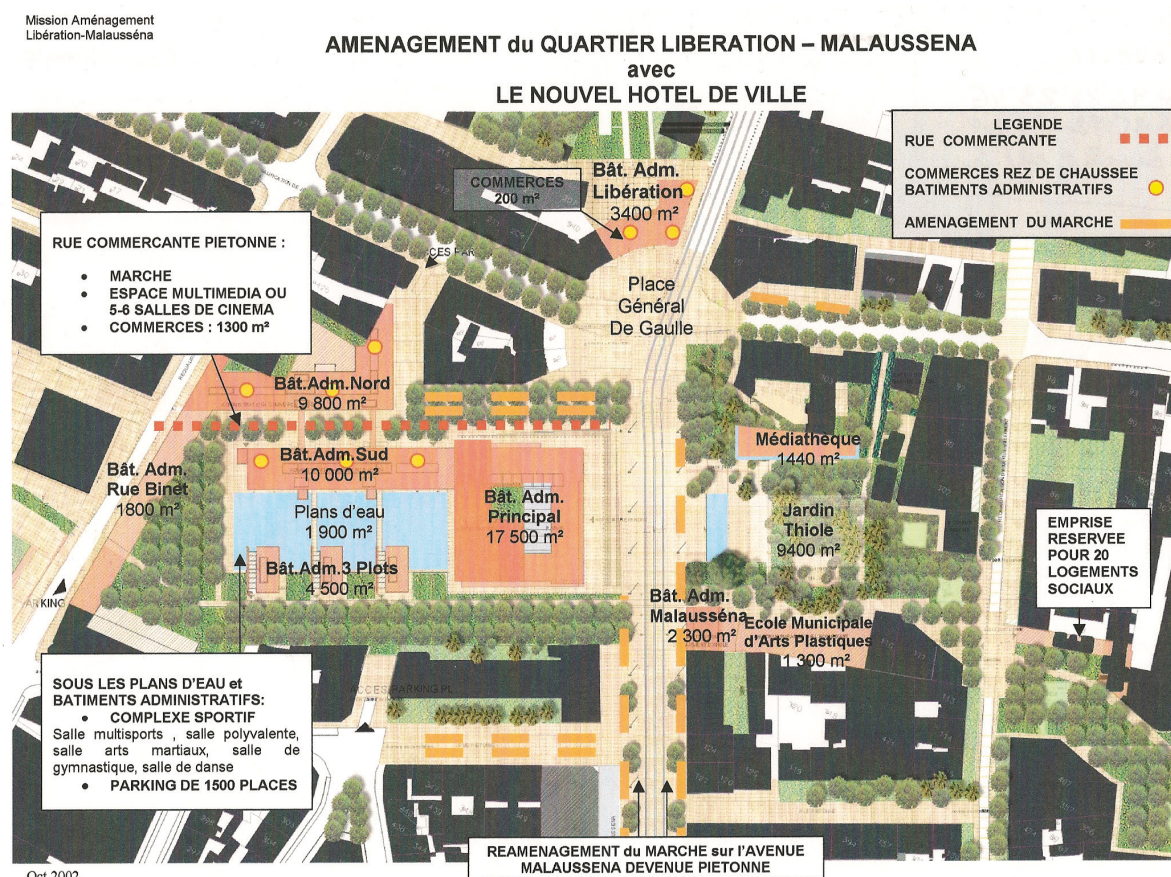
Cependant, une autre position s'affirme, soulignée par la manifestation de cinq cents personnes contre le maintien de la Gare du Sud⁴¹ arguant que pendant 108 ans, l'État ne s'était jamais préoccupé de ce bâtiment et que « *subitement, il trouve des charmes artistiques non seulement à la façade mais aussi au ramassis de poutrelles et de fils de fer, situé à l'arrière, où prolifèrent les rats et les pigeons ! On croit rêver ou plutôt faire un cauchemar !* » On s'inquiète de ce côté que « *le fantôme d'une gare en état de délabrement avancé* » puisse définitivement geler une opération d'un milliard de francs (environ 152 millions d'€) « *pour sauver ce quartier d'une paupérisation rampante*⁴² ».

Mais Catherine Tasca, ministre de la Culture du gouvernement Jospin, est rapidement alertée par les représentants politiques de l'opposition à la municipalité en place. Le ministère

41 Annexe 8.

42 citations tirées de l'article de Philippe FIAMETTI, « 500 manifestants pour dire non au classement », *Nice Matin*, 21 novembre 2001, p. 5.

reçoit aussi lettres individuelles et pétitions montées par les associations opposées à la démolition et plus largement au projet d'aménagement. La ministre décide alors de placer le bâtiment des voyageurs en instance de classement le 7 novembre 2001⁴³. Le 10 novembre suivant, *Nice Matin* titre : « Classement de la Gare du Sud “une catastrophe pour Nice” estime le maire ». On peut y lire qu'il dénonce un préjudice financier considérable et qu'il compte bien faire appel à la justice si le ministère n'annule pas sa décision. Une discussion s'engage entre le ministère et la municipalité laissant envisager une possibilité d'accord sur un démontage-remontage du bâtiment des voyageurs⁴⁴. Mais l'inscription aux Monuments historiques de cette façade le 23 septembre 2002 oblige alors la municipalité, désireuse de maintenir le projet de construction de la nouvelle mairie, à le repenser. Elle signe ainsi une convention avec le ministre de la Culture et de la Communication du nouveau gouvernement en place (gouvernement Raffarin), Jean-Jacques Aillagon, favorable à un démontage-remontage, sous les dix ans, de la façade⁴⁵. Le premier projet de démontage pierre par pierre est annoncé par *Nice Matin* le 17 octobre 2002 et s'envisage sur six mois⁴⁶.



ill.26 : Aménagement quartier de la Libération, 2002

43 Annexe 9.

44 Annexe 10.

45 Annexe 11.

46 Annexe 12.

1.2.2. Déplacer la façade ?

Le permis de démolir n'est déposé qu'au début du mois d'avril 2004. La façade de la Gare du Sud devait être déposée à l'automne suivant puis remontée au second semestre 2005 à la place du parking adjacent au square Colonel Jean-Pierre rue Trachel.



ill.27 : Projet de réimplantation de la façade de la Gare au square Colonel Jean-Pierre, juin 2004

Plan implantation La plaquette de présentation du projet explique que : *« ce bâtiment protégé constituerait l'accès nord de la gare de Nice-ville grâce à une passerelle de 180 m de long au dessus des voies allant jusqu'à l'avenue Thiers. Cette solution permettrait de conserver la façade de la Gare du Sud en insufflant un dynamisme nouveau à un quartier qui en a bien besoin⁴⁷ »*. Pierre-Louis Faloci présente alors son projet de réimplantation de la façade. Le 25 juin 2004, le maire reçoit Renaud Donnedieu De Vabres, nouveau ministre de la Culture, venu constater sur place, après avoir été alerté par des élus locaux, l'état de la Gare et le projet de remontage au square colonel Jean-Pierre. Le ministre annonce qu'il donnera son avis favorable ou défavorable au déplacement du bâtiment. Pourtant, suite à cette visite, le conseil municipal du 1^{er} juillet n'attend pas et vote oui à l'installation de la Gare du Sud rue Trachel.

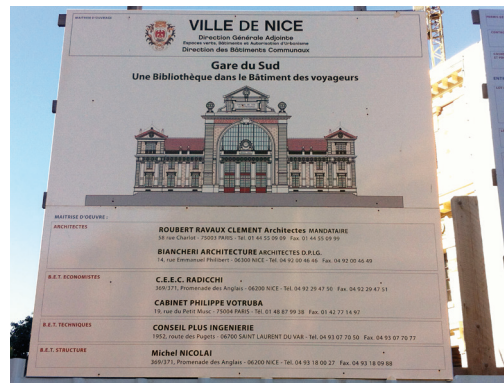
Mais le 15 juillet 2004, le Maire de Nice apprend que le ministre se prononce contre toute intervention sur le bâtiment des voyageurs mais demande même le remontage de la verrière. Il écrit : *« Malgré un état de vétusté dû au manque d'entretien, cet édifice conserve une qualité monumentale indéniable à laquelle participe directement le traitement de son environnement immédiat. Or, le projet de démontage-remontage, tel que le prévoit la convention signée le 23 janvier 2003, si elle garantit le principe de reconstitution du bâtiment des voyageurs, ne permettra pas le maintien du contexte urbain actuel qui donner tout son sens à l'édifice. De même, la solution de conservation partielle du bâtiment risque, en le privant de sa halle métallique, de le faire perdre une grande partie de son intérêt malgré l'investissement important que suppose un tel projet »*. En compensation, il promet une aide du ministère pour les travaux à venir à hauteur de quarante pour cent du coût total⁴⁸. Le projet initial de l'architecte Faloci est révisé puis présenté au ministère de la culture qui donne son accord pour les travaux le 12 mai 2005⁴⁹.

⁴⁷ Annexe 13.

⁴⁸ Annexe 14.

⁴⁹ Annexe 15.

Les travaux sont programmés pour la période suivant la mise en route du tramway fin 2007, mais d'ores et déjà, les appels d'offre pour le démontage de la verrière sont lancés. L'inauguration du tramway coïncide avec la période de campagne électorale, certains adjoints se montrent désormais réfractaires au projet de nouvelle mairie. Ils sont alors limogés. Le démontage de la halle métallique débute au tout début de l'année 2008, laissant la place à un grand parking. Le 16 mars, une nouvelle majorité est élue et abandonne définitivement le projet de nouvelle mairie.



ill.28 : Gare du Sud : future bibliothèque, nov. 2012

1.2.3. Tracé de la ligne de tramway et « diagonale »

Finalement seule quelques démolitions et le passage du tramway prévus dans le projet initial ont vu le jour. Cependant, le tracé actuel, au niveau du quartier de la Libération, n'est pas celui pour lequel la municipalité avait opté au départ. Revenons au début du projet d'installation du tramway à Nice, qui s'inscrit plus largement dans le développement souhaité des modes de transport collectif. Si les résultats de la « consultation publique préalable⁵⁰ » étaient favorables à près de quatre vingt pour cent à l'installation d'un tramway, ceux de l'enquête d'utilité publique montrent que quatre vingt dix pour cent des personnes qui se sont exprimées y étaient défavorables. Cette position tenait à deux aspects principaux du projet présenté : le choix de l'implantation du dépôt et centre de maintenance au Rouret, quartier situé au nord de la ville, et celui de « la diagonale » (variante « 2.2 »⁵¹) pour relier l'avenue Auguste Raynaud à la place du Général de Gaulle.



ill.29 : Non au tram juillet 2003

La municipalité envisageait ainsi de reprendre un tracé prévu par le « comité Cornudet⁵² », visible encore sur le plan du quartier ou du ciel. Les arguments avancés par la Ville

50 Elle a eu lieu du 22 au 31 décembre 1998, du 22 décembre 1999 au 3 mars 2000 et du 1^{er} au 31 octobre 2000.

51 Annexe 16.

52 Ce comité est fondé en 1922 suite à la loi Cornudet de 1919. Il conçoit un plan d'extension et d'embellissement sur les bases d'une relecture du « Consiglio d'Ornato » comme l'explique Philippe Graff dans son article « Le développement urbain de Nice : les ambiguïtés du rattachement à la France », *Méditerranée*, vol. 89, 1998, p. 39-42.



ill.30 : La « diagonale »: vue aérienne du quartier de la Libération, 2005

pour ce tracé n'arrivent pas à convaincre la population scandalisée par les démolitions qui sont envisagées, la plupart concernant des bâtiments de la Belle Époque. On peut lire sur les registres qu'il est « *scandaleux de détruire des villas Belle Époque* » ou encore que « *le patrimoine n'est pas la chasse gardée des politiques* ». Les habitants de ces bâtiments et les riverains se mobilisent. Il est essentiellement reproché à ce tracé de détruire des villas de caractère, de trouser l'immeuble de la place du Général de Gaulle, de porter atteinte « *au patrimoine historique de la ville* », de détruire également un tissu social existant, un art de vivre, une qualité de vie, mais aussi d'être une ligne non rentable. Mais les arguments de la municipalité ne convainquent pas non plus la commission chargée de la faisabilité du projet sur ce tronçon particulier, en charge également d'examiner

toutes les objections formulées. Cette commission, attentive aux mobilisations et retenant entre autres qu'il était important pour le quartier de préserver les deux villas Belle Époque de la rue Théodore de Banville, donne un avis défavorable sur ce tracé et propose alors de retenir celui de Gorbella Puget/Soleil Borriglione



ill.31 : Villas Belle Époque, rue Théodore de Banville, juillet 2003

(variante 2.4), le plus rationnel, selon elle, en termes de desserte. Elle indique dans son rapport, que ce tracé est « *le moins dommageable pour le tissu urbain car il permet d'éviter la destruction d'immeubles ou de maisons de caractère, la percée disgracieuse du grand ensemble de la place du Général de Gaulle, de jardins et de nombreux équipements intéressants (école de musique, jeu de boules, maison de retraite, école de dessin* ». En 2004, les travaux d'installation des rails commencent dans le quartier de la Libération, sur Malausséna et Borriglione.

Ainsi, le projet d'aménagement, qu'il concerne le tramway ou la Gare, a suscité de vives polémiques, en particulier sur la question de la sauvegarde d'éléments urbains et de leur caractère patrimonial. Ce sont ces fortes mobilisations populaires et les conflits patrimoniaux qui nous ont conduite à choisir ce terrain d'enquête.

2. La fabrique ordinaire du patrimoine en question

Dans leur récent article, Ellen Hertz et Suzanne Chappaz-Wirthner évoquaient, à propos de l'emploi du terme patrimoine, un étonnant « casse-tête des guillemets ». Elles y font part de leur étonnement face au fait que certains chercheurs parlent encore de patrimoine sans guillemets ce qui supposerait, nous sommes de cet avis, « parler d'un objet qui préexiste en tant que patrimoine à sa nomination, un phénomène dont la valeur patrimoniale va de soi [...] »⁵³. Mais, pour éviter qu'il nous soit à notre tour reproché l'oubli des guillemets, disons-le clairement, nous avons préféré y pallier en définissant formellement le patrimoine dont il est question dans notre projet anthropologique. Nous allons ainsi épargner au lecteur un retour à faible portée heuristique sur des décennies de constats, de débats et de description de l'élargissement, de l'évolution de la notion⁵⁴ et de distinction d'échelles et de régimes de patrimonialité. Nous allons, au contraire, cibler l'actualité de la recherche patrimoniale dans laquelle nous nous inscrivons et qui trouve sa légitimité du fait de s'être enracinée dans ces débats fertiles tout en les ayant dépassés.

2.1. Positionnement du projet et de l'objet

Dans l'abondance des travaux sur la question du patrimoine, dont faire l'état relèverait de l'encyclopédisme, il convient en effet de rappeler rapidement l'évolution d'une « notion » supposée opératoire dans le champ de la recherche et qui, sous ce statut, semble aujourd'hui poser problème au milieu académique. Cependant, certaines des lectures sur lesquelles nous construisons ces rappels ont pu être précieuses dans l'élaboration de notre projet de recherche,

53 HERTZ Ellen, CHAPPAZ-WIRTHNER Suzanne, *op. cit.*, p. 4.

54 Nous pensons, entre autres, aux riches Entretiens du Patrimoine et aux actes qui en ont été édités sous la direction de Régis Debray, d'Henry Rousso, de Jacques Le Goff ou encore de Pierre Nora.

mais elles ne nous servent que partiellement dans l'approche pragmatique qui est la nôtre aujourd'hui. Elles représentent davantage une vision scientifique du patrimoine à un moment donné.

2.1.1. Du patrimoine au « patrimoine »

Si, en 1986, André Chastel déclarait : « les témoins ethnologiques [...] sont ou peuvent être des biens culturels dignes d'attention ; ils ne sont pas, semble-t-il pour autant, sinon par métaphore, des éléments d'un patrimoine⁵⁵ », Christian Bromberger, une dizaine d'années plus tard, rapportait l'évolution de la notion par l'élargissement des protections institutionnelles aux « monuments ordinaires de la vie quotidienne », c'est-à-dire, la reconnaissance et la légitimation, par les plus hautes instances, d'un patrimoine de proximité. Ainsi il déclarait : « aux critères de l'Histoire et de l'histoire de l'art, définis par des experts, l'ethnologie ajoute ceux des usages, de la conscience sociale, du capital affectif, de la mémoire partagée ou antagoniste qui s'attache aux vestiges⁵⁶ ». La dilatation de la notion s'apparentait désormais à l'incorporation de nombreux objets témoignant de l'activité humaine passée et ne correspondant pas au critère d'œuvre d'art.

Yvon Lamy définissait alors le patrimoine sous le terme d'interpatrimonialité et selon deux grandes catégories : le patrimoine monumental, domaine de prédilection de l'État, emblèmes de l'architecture française, et le patrimoine sociétal, redécouvert et promu par les collectivités territoriales⁵⁷. Cette interpatrimonialité, nous l'avons conçue dans notre travail de DEA comme « le fait qu'une multitude de patrimoines, de traces ou survivances (tangibles ou intangibles) qui sont considérés comme n'étant parfois pas d'égale dignité et appartenant au domaine public comme au domaine privé, se présente sous la forme d'un « tout patrimoine » dont le dynamisme réside dans la pluralité des vestiges et des considérations qui leur sont portées, un ensemble homogène et indissociable dans sa constitution et son fonctionnement⁵⁸ ».

La diversité du champ patrimonial liée à son expansion en termes qualitatifs comme quantitatifs a conduit à une multitude d'interrogations sur le sens à donner à ce phénomène, mais surtout à l'apparition d'une nouvelle notion, la patrimonialisation, inventée pour envisager et examiner ce processus de production d'un patrimoine. Certains travaux, comme ceux de

55 CHASTEL André, « La notion de patrimoine », in NORA Pierre (Éd.), *Les lieux de mémoire. II. La Nation*, vol. 2, Paris, Gallimard, 1986, p. 445.

56 BROMBERGER Christian, « Les monuments ordinaires de la vie quotidienne », in DEBRAY Régis (Éd.), *L'abus monumental ?*, Paris, Fayard/Éditions du patrimoine, 1998, p. 197-198.

57 LAMY Yvon, « Du monument au patrimoine. Matériaux pour l'histoire politique d'une protection », *Genèses*, n° 11, 1993, p. 50-81.

58 VERGUET Céline, *Les monuments de la ville de Nille : mémoire, identité, formes de partage*, sous la direction de Joël Candau, Université de Nice Sophia Antipolis, octobre 2001.

Davallon, sont d'ailleurs dévoués à schématiser le processus patrimonial, à décrire la démarche de cette forme singulière de transmission. Prenant appui sur l'exemple de la grotte Chauvet, il décline six étapes au cours desquelles l'objet est constitué en patrimoine : 1) la découverte comme trouvaille, 2) la certification de l'origine, 3) l'établissement de l'existence du monde d'origine, 4) la représentation du monde d'origine par l'objet, 5) la célébration de la trouvaille par l'exposition de l'objet, 6) l'obligation de transmettre.

Mais là encore, les conceptions de la signification sociale de la patrimonialisation divergent, parfois fortement. Dans les multiples définitions déclinées, retenons celle d'Emmanuel Amougou, pour qui « la patrimonialisation pourrait ainsi s'interpréter comme un processus social par lequel les agents sociaux légitimes (ou les acteurs si l'on préfère) entendent, par leurs actions réciproques, c'est-à-dire interdépendantes, conférer à un objet, à un espace (architectural, urbanistique ou paysager) ou à une pratique sociale (langue, rite, mythe, etc.) un ensemble de propriétés ou de « valeurs » reconnues et partagées d'abord par les agents légitimés et ensuite transmises à l'ensemble des individus au travers des mécanismes d'*institutionnalisation*, individuels ou collectifs nécessaires à leur préservation, c'est-à-dire à leur légitimation durable dans une configuration sociale spécifique. Ainsi admise, la patrimonialisation assure non seulement la légitimation des objets, mais également celle des catégories sociales qui sont au principe de sa définition et de sa diffusion [...]»⁵⁹.

Et si, comme le disait Bromberger en 1998 spécifiquement à propos des monuments, « pas plus que l'histoire et l'ethnologie, la monumentalisation ne peut être le fait de la seule parole des acteurs⁶⁰ », il s'avère qu'aujourd'hui nous pouvons en douter. Parce que le patrimoine considéré comme corpus dont la constitution résulte d'une pratique professionnelle semble céder sa place – et c'est en cela que le patrimoine semble derrière nous – à la patrimonialisation ordinaire qui se joue et s'exprime au travers de pratiques sociales. C'est désormais sur cela, comme le dit Cyril Isnart, qu'il faut se pencher car « si tout est patrimoine, si le domaine du patrimonialisable s'étend, si les acteurs se diversifient, si le champ social du patrimoine devient de plus en plus complexe, nuancé et feuilleté, si les professionnels n'ont plus le pouvoir régalien de patrimonialiser, les sciences sociales ont tout intérêt à regarder ce qu'il se passe dans ce coin du monde social⁶¹ ».

59 AMOUGOU Emmanuel, « La question patrimoniale. Repères critiques, critique des repères », in AMOUGOU Emmanuel (Éd.), *La question patrimoniale. De la « patrimonialisation » à l'examen des situations concrètes*, Paris, L'Harmattan, p. 25-26.

60 BROMBERGER Christian, « Les monuments ordinaires de la vie quotidienne », in DEBRAY Régis (Éd.), *L'abus monumental ?*, Paris, Fayard/Éditions du patrimoine, 1998, p. 202.

61 ISNARD Cyril, « Les patrimonialisations ordinaires. Essai d'images ethnographiées », *ethnographiques.org* [En ligne], n° 24, juillet 2012, consulté le 12 août 2012, <http://www.ethnographiques.org/2012/Isnart>

2.1.2. Se positionner et poser un cadre théorique

C'est face à la diversité des définitions de la patrimonialisation, voire des positions différemment centrées tantôt sur l'objet, tantôt sur le processus social, tantôt sur la pratique, et pour être la plus claire possible, que nous avons choisi d'employer le terme de fabrique plutôt que celui de patrimonialisation pour la poser comme une mise en patrimoine ordinaire, c'est-à-dire non institutionnelle. Ces fabriques de patrimoine(s) sont en fait des pratiques patrimoniales du monde social, elles ne relèvent pas du secteur patrimonial officiel. Même si elles ne consistent qu'à édicter un patrimoine, et par ce fait à développer et mettre en circulation une croyance à l'égard d'un objet, elles pourraient s'envisager, dans leur plus simple formulation, comme l'incorporation sociale d'un objet au sein du patrimoine.

Le patrimoine est donc désormais envisagé comme un phénomène social et ne se comprend plus comme la somme des objets tant matériels qu'immatériels qui le composent⁶². Ce constat est aussi posé par Jean Davallon qui signale que le patrimoine doit être considéré « comme l'effet d'un intérêt, d'un goût, d'un investissement – certains diraient d'un engouement – social. Sous cet angle, on s'accorde aussi à dire qu'« est patrimoine » – du moins patrimoine nouveau – tout ce qui peut être revendiqué par un groupe social comme tel : tout ce que ce dernier estime avoir reçu et qui, à ce titre, présente une valeur pour lui⁶³ ». Ce qu'indique ce constat, c'est véritablement l'évolution de la conception de la notion, qui désormais, d'ailleurs, avec ce nouveau virage social, est délaissée à l'avantage de la patrimonialisation, processus, qui nécessite l'orientation du regard vers les pratiques plutôt que vers les objets. C'est, semble-t-il maintenant, « d'une certaine façon, l'acte de sélection qui crée le patrimoine, assimilé à une "trouvaille" (Eco) dans un gisement culturel. Bref, la revendication présente d'un patrimoine est productrice de ce patrimoine⁶⁴ ».

Nous nous inscrivons complètement dans l'idée de versement, de basculement d'un « régime d'authenticité » dans un autre avancé par Lucie K. Morisset plutôt que dans celle de « rupture avec la définition même du patrimoine⁶⁵ » dont Guy Saez parle. Rapportant la filiation de la locution aux « régimes d'historicité » d'Hartog⁶⁶ et celle du cadre au basculement

62 Nous pensons aux travaux d'Anne Watremez, sur la patrimonialité qu'elle propose comme outil conceptuel pour étudier « le rapport d'attachement des pratiquants ordinaires dans une ville avec ce qu'ils considèrent comme leur patrimoine » : WATREMEZ Anne, « Vivre le patrimoine urbain au quotidien : pour une approche de la patrimonialité », *Culture et Musées*, n° 11, 2008, p. 13.

63 DAVALLON Jean, « Introduction », *Culture et Musées*, n° 1, 2003, p. 13-14.

64 CANDAU Joël, *Mémoire et identité*, Paris, Nathan, 2005, p. 119.

65 SAEZ Guy, « Patrimoine et associations », *Espaces et sociétés*, n° 23, 2005, p. 60.

66 HARTOG François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Le Seuil, 2003, 258 p.

qu'il envisage entre futurisme et présentisme, Lucie K. Morisset définit le régime d'authenticité comme « un équilibre donné entre ces trois rapports : le rapport qu'une société entretient avec le Temps, le rapport qu'elle entretient avec l'Espace (ou sa façon d'objectiver l'espace) et le rapport qu'elle entretient avec l'Autre (ou sa façon de l'identifier et de se situer par rapport à lui)». L'authenticité en question « relève à la fois des motifs de la qualification (quels sont les caractères du “vrai” ?) et de ceux qui définissent la source (vrai par rapport à quoi ?)⁶⁷ ».

Ainsi la succession dans le temps des basculements d'une conception spécifique du patrimoine, c'est-à-dire d'une représentation patrimoniale reflétant un état de société, dans la suivante et donnant un caractère cyclique et perpétuel à la patrimonialisation s'envisage sous la forme d'une mémoire patrimoniale « comme principe de représentation collective⁶⁸ ». Lorsque l'équilibre de l'écosystème patrimonial est déstabilisé par l'évolution, la modification du ou des rapports de la société en question au Temps, à l'Espace ou à l'Autre, un basculement s'opère qui repositionne le patrimoine dans un nouvel équilibre, un nouveau régime patrimonial. Chaque basculement s'envisage comme une actualisation qui, elle, est une « production de sens [...] qui travaille les réglages sociaux (des représentations du réel unanimement partagées) sans lesquels elle ne pourrait se réaliser. Elle le reconduit tout en le déplaçant⁶⁹ ». Alors, de versement en versement – la métaphore est opérante –, dans une mise en abîme, notre conception du patrimoine, ainsi irriguée, se construit sous la forme d'un « palimpseste patrimonial », modèle que Lucie K. Morisset rapporte à celui de « *la princesse au petit pois*, ce qui nous est visible ou sensible aujourd'hui garde l'empreinte de ce qui lui est antérieur⁷⁰ ».

Revenons alors sur l'idée d'Ellen Hertz et Suzanne Chappaz-Wirthner qui affirment « que, tout comme le concept d'identité, avec lequel il partage un certain nombre de traits, le concept de patrimoine doit être laissé aux usagers ordinaires et exclu du langage scientifique⁷¹ ». S'il est laissé aux usagers ordinaires, il convient toutefois d'observer ses manifestations, les pratiques qui lui sont relatives dans la vie quotidienne, son rôle et sa place dans la signification donnée au monde qui nous entoure et qui permet en retour de le comprendre et de l'animer. Le patrimoine qui nous intéresse, celui dont nous allons observer l'usage, c'est justement cette « version » de la notion aux mains des personnes ordinaires, c'est-à-dire une conception patrimoniale. Il ne s'agirait pas, en excluant la notion du domaine scientifique à ce moment-là de l'évolution de la notion, de risquer à se limiter au seul constat d'un nouveau basculement et de s'en tenir là.

67 MORISSET Lucie K., *Des régimes d'authenticité. Essai sur la mémoire patrimoniale*, Québec, Presses Universitaires du Québec & Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 26.

68 *Idem*, p. 28.

69 DÉTRIE Catherine, SIBLOT Paul, VERINE Bertrand (Éd.), *Termes et concepts pour l'analyse du discours. Une approche praxématique*, Paris, Honoré Champion, 2001, p. 279.

70 MORISSET Lucie K., *Des régimes d'authenticité*, *op. cit.*, p. 19.

71 HERTZ Ellen, CHAPPAZ-WIRTHNER Suzanne, *op. cit.*, p. 4.

2.2. L'objet de recherche

À partir de ces dernières réflexions, que nous envisageons comme le cadre théorique de notre recherche, et de la présentation du terrain sur lequel elle se déroule, nous possédons désormais les bases nécessaires pour interroger le sens de la notion de patrimoine pour les gens qui l'utilisent et questionner les situations de fabrique ordinaire.

2.2.1. Question générale

« Pour l'homme actuel, le monument est une partie de sa propre vie et toute intervention pratiquée sur le monument l'incommode autant que si cela concernait son propre organisme⁷². » Ce que soulignait Riegl il y a plus d'un siècle est on ne peut plus d'actualité. Il y a un inconfort, un malaise ressentis face à la perte et à la rupture de la continuité que cette perte représente. Cet inconfort et ce malaise se disent et se font voir, bref se manifestent bruyamment, qualifiant ainsi les différents attachements aux objets de l'environnement urbain.

2.2.1.1. L'ordinaire et le quotidien porteurs de sens

Mais qu'entendons-nous par ordinaire en parlant de la fabrique du patrimoine alors que sur le terrain de l'étude, les conflits patrimoniaux mobilisent bien au-delà même du quartier, affectant les représentations, les pratiques, révélant les rapports de force, les clivages, les stratégies d'acteurs orchestrées par des enjeux de domination symbolique ? Comment envisager l'ordinaire, quelle place lui accorder finalement, au milieu même des revendications, interventions et actions patrimoniales ? Replaçons alors l'ordinaire. Il est difficilement envisageable de le penser uniquement dans une opposition à l'événementiel. Si l'événement, en tant que rupture de la continuité – ce qu'est indéniablement un aménagement urbain et avant lui, même, le projet – engage une révision de l'ordinaire par la production d'un extraordinaire qui va le nourrir, il participe pleinement à sa construction et à son renouvellement. L'aménagement urbain, s'il se conçoit indéniablement comme un événement dans la vie de la cité et des citoyens, s'il oblige bien souvent à modifier les habitudes et les pratiques du quotidien, ne fait que participer à l'ordinaire du renouvellement urbain (palimpseste).

L'ordinaire que nous cherchons à observer et sur lequel nous fondons notre projet est bien l'ordinaire des individus, celui que Joël Candau présente comme l'essence-même du projet anthropologique. « En focalisant délibérément la recherche sur les formes les plus intimes et

72 RIEGL Aloïs, *Le culte moderne des monuments*, Paris, Le Seuil, p. 67.

les plus anodines de l'existence à contre courant de la croyance selon laquelle une recherche dans notre discipline doit privilégier le spectaculaire (les grandes fêtes, les rituels imposants, les comportements hors du commun, etc.), [...] la vocation première [du projet anthropologique] est de saisir la nature humaine dans sa quotidienneté banale ou sa banalité quotidienne, comme on voudra. Car l'intime, et plus encore l'anodin, constituent l'essentiel de nos vies et c'est bien de cela que les anthropologues ont d'abord à rendre compte, ou plus exactement, ils doivent rendre compte de la manière dont le registre de l'intime et les millions de choses ordinaires qui tissent une vie humaine constituent la matière première de l'expérience sociales et des formes culturelles⁷³ ». Et puis l'ordinaire, s'il n'est pas dicible, est porté par ou au travers d'un langage, celui de l'« *everyday use* » de Wittgenstein⁷⁴, celui auquel nous sommes soumis et qui fait de chacun de nous un individu parmi d'autres. Il n'est donc ni plat, ni fade. Il n'est pas non plus figé. Il s'accorde à être à la fois le banal et l'interstitiel, l'impensé, l'invisible et le surexposé. Pour observer la fabrique ordinaire du patrimoine, il faut donc désormais changer de focale et s'attacher à en « traquer » les manifestations interstitielles au travers des pratiques du quotidien.

2.2.1.2. Au-delà de la mobilisation, des pratiquants ordinaires

Ainsi, l'intérêt de cette recherche n'est pas de saisir la patrimonialisation et le patrimoine seulement comme résultats d'actions collectives, d'accéder à ces processus à partir de situations de conflits impliquant différents groupes d'acteurs privés et publics, habitants, usagers. Il va sans dire que ce sont ces situations qui sont le point de départ de notre étude et finalement à l'origine du choix du terrain. Elles imprègnent et nourrissent toute notre réflexion.

Mais il s'agit de voir ce qui se joue de l'autre côté du miroir de la mobilisation. Il convient de s'attacher à la façon dont la prise de conscience ou l'émotion patrimoniale peuvent apparaître ou non, se manifester, se dire, se déployer dans les stratégies de la vie quotidienne de personnes ordinaires investies ou pas dans le conflit, être mobilisées pour caractériser ou qualifier un objet, qu'il soit celui impliqué dans le conflit ou un autre. Et comment, en retour, les conflits peuvent influencer sur l'investissement de sens patrimonial et la caractérisation patrimoniale. Les combats autour de questions patrimoniales, « moments privilégiés d'argumentation, de justification, d'expression de positions, de constructions d'alliances et de rapports de force, de débats sur les modalités et les impacts des actions publiques⁷⁵ », sont ici envisagés comme des indicateurs de

73 CANDAU Joël, « Préface », in DASSIÉ Véronique, *Objets d'affection. Une ethnologie de l'intime*, Paris, Éditions du CTHS, 2010, p. 13-14.

74 Voir en particulier l'article de Gordon BAKER, « Wittgenstein on metaphysical/Everyday use », *The Philosophical Quarterly*, vol. 52, 2002, p. 289-302.

75 MELÉ Patrice, « Conflits patrimoniaux et régulations urbaines », *Revue Espaces et Sociétés*, n° 23, 2005, p. 51.

tensions sociales spatialisées, des moments de crispations autour d'enjeux concernant bien plus qu'une transformation de l'environnement.

Dans le quotidien d'un quartier mais surtout dans celui d'habitants, d'actuels et d'anciens pratiquants, la routine et la spontanéité de leur vie dans les nuances et les détails, appellent la construction ou plutôt la composition d'un rapport affectif et « le bâti s'imprègne par là de sens⁷⁶ ». Ce rapport affectif s'appréhende comme une partition où certaines présences sont plus intenses, certains moments plus sourds et où les silences ne sont pas vides de sens. Le sens accordé au bâti, à l'environnement, à l'espace sonne donc comme une musique qui se jouerait en chacun de ceux qui le côtoient, y agissent, le traversent. Ce ne sont donc pas les seuls habitants mobilisés, regroupés en associations ou en comités qui méritent notre attention dans cette démarche mais bien les arpenteurs, les usagers, les habitants dans leur sens large, pour résumer les pratiquants ordinaires, ceux qui habituellement sont exclus des études sur les situations de conflits au sujet du patrimoine pour les raisons d'une biographie banale semblable à celle du voisin ou d'une fréquentation trop peu assidue, trop peu familière, trop peu éloquente.

2.2.1.3. L'opportunité de questionner

Alors que sur le terrain, les conflits patrimoniaux, les tensions autour du devenir de certains éléments urbains et plus largement de la Libération battent leur plein, ils s'offrent comme le moment d'exacerbation propice, l'opportunité de traverser le « *c'est du patrimoine* » si souvent employé et entendu. Autrement dit, ils se présentent comme l'occasion, l'aubaine même, de tenter une observation, la plus fine possible, de la conception patrimoniale de l'homme ordinaire, celle à partir de laquelle il fonde sa fabrique du patrimoine, son bricolage dans le quotidien, celle qui correspond « à la conscience intime que [tel objet] fait partie de son patrimoine⁷⁷ ».

Notre question se (décom)pose alors ainsi, comment les pratiquants ordinaires d'un espace urbain spécifique, le quartier de la Libération, fabriquent-ils du patrimoine ? Quelle place et quel rôle peut-on attribuer au contexte conflictuel du projet d'aménagement dans cette fabrique ? Peut-on considérer qu'il existe une compétence « profane » à bricoler du patrimoine ? Il ne s'agit pas de s'interroger sur la façon dont la société en elle-même produit son patrimoine – à partir de la sélection d'objets tangibles ou non – et l'institue en tant que tel mais bien de voir comment, aujourd'hui, les individus de cette même société construisent ordinairement du patrimoine.

76 NOSCHIS Kaj, *Signification affective du quartier*, Paris, Librairie des méridiens, 1984, p. 14.

77 Nous empruntons l'expression à Eugène Ollivier tout en précisant qu'il faisait référence à la conscience intime du groupe social, ce qui se retrouve dans nos propos sous la forme d'une conscience intime partagée : OLLIVIER Eugène, « Les monuments historiques demain », *Terrain*, n° 9, 1987, p. 127.

2.2.2. Hypothèse(s)

Pour répondre à cette question, nous proposons une hypothèse générale qui regroupe trois sous-hypothèses, indissociablement intriquées. Par le fait d'un nouveau basculement de sens de la notion de patrimoine, d'un nouveau versement dans le social signifiant un degré supplémentaire de prise en charge et de reformulation, il existerait désormais une conception patrimoniale partagée par les personnes ordinaires, qu'elles utiliseraient en fonction des circonstances du présent dans un contexte socio-spatial particulier pour caractériser et qualifier certains objets de l'espace urbain dans lequel elles évoluent, c'est-à-dire fabriquer du patrimoine. Cette conception patrimoniale n'est pas à penser en opposition à l'action publique patrimoniale mais en complémentarité. Elle pourrait être saisie à partir de différents processus à l'origine d'une compétence visant à la désignation experte de ce qui, dans l'environnement, serait patrimoine. Tout d'abord, celui de la représentation spatiale et temporelle du quartier relative à l'expérience qu'en font ses pratiquants. Ensuite, celui de l'authentification du caractère patrimonial de certains de ses éléments qui permettrait d'en asseoir socialement la preuve. Enfin, celui de l'épreuve, c'est-à-dire d'un ressenti patrimonial qui conduirait à qualifier des objets de l'environnement immédiat. Au travers de ces trois processus, il semble alors possible, pour emprunter les mots de Marion Segaud, de « décrire une "compétence" des habitants qui se trouverait dans l'articulation savante dans l'espace entre une vision du monde et un vécu quotidien⁷⁸ ». Nous faisons donc l'hypothèse que fonder du patrimoine serait désormais une pratique ordinaire, par le fait d'une adaptation de la notion à la vie quotidienne à la fois produit et productrice d'un sens additionnel. Il pourrait s'en dégager une forme de stéréotypisation de la fabrique patrimoniale des personnes ordinaires.

2.2.2.1. Le patrimoine, une représentation ?

Première sous-hypothèse, le patrimoine serait une représentation, produit de l'investissement de la notion par le sens commun, d'un consensus de sens et de valeurs : « la manière dont les individus conçoivent les choses "réelles et imaginaires" au sein de leur univers est le résultat d'un débat public à l'intérieur des groupes. Cette connaissance est, à son tour, créée par les groupes eux-mêmes. [...] Ainsi, ce qui importe réellement est la manière dont les gens comprennent et se représentent les choses et la réalité. Cela implique que les symboles et les significations sont compris comme des constructions sociales et que, par extension, la signification des lieux découle davantage de l'expérience des individus et de la représentation

78 SEGAUD Marion, *Anthropologie de l'espace ? Habiter, fonder, distribuer, transformer*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 23.

qu'ils s'en font que des qualités intrinsèques de l'objet⁷⁹ ». Autrement dit, nous faisons l'hypothèse que les pratiquants ordinaires du quartier manipuleraient une forme essentialisée de la notion de patrimoine – ce qui ne signifie pas réductrice⁸⁰ ni naturalisée⁸¹ –, une représentation caractérisée de la notion qui limiterait la nécessité d'argumenter et qui se présenterait le plus souvent sous l'énoncé « *c'est du patrimoine, c'est notre patrimoine* ». Il existerait alors une représentation sociale du patrimoine, un modèle collectif de pensée, une validation de la notion par le jugement commun. Pour mieux comprendre encore l'essentialisation dont il est question, il faut reprendre ce que Jean-Charles Depaule dit à propos du « nommer » : « un mot contient une espèce de définition concentrée. Il a la capacité d'exprimer de manière lapidaire une évidence... évidente si l'on est à l'abri d'un malentendu⁸² ». De ce fait, dire patrimoine c'est en même temps croire que l'on en partage l'idée avec les autres, celui qui ne la partagerait pas serait exclu du groupe. Ainsi pourrions-nous aborder les conflits patrimoniaux entre pratiquants.

Mais, pour aller plus loin et envisager le patrimoine comme représentation, nous poserions que cette essentialisation du patrimoine est une actualisation de la notion négociée par le collectif, qui permettrait de condenser et contenir l'afflux de tout un ensemble de représentations partagées héritées des discours et des représentations antérieures. Autrement dit, le patrimoine comme représentation correspondrait au « palimpseste patrimonial⁸³ » édicté par Lucie K. Morisset, un ajustement validé par la société qui, dans sa dérivation sémantique, fonde sa légitimité sur les ajustements précédemment approuvés. Ainsi, elle pourrait être le reflet, sous forme sélective, de l'acquisition d'un savoir sur nos manières passées de penser les objets du passé, d'agir et de réagir vis-à-vis d'eux. Évolution culturelle et évolution de nos pratiques sociales, ce ne sont pas tant alors les objets qui seraient investis de sens patrimonial que la notion, elle-même projetée sur les objets.

79 MONTEIRO Circe M. Gama, FIGUEIREDO Diva Maria Freire, ROAZZI Antonio, « Les représentations sociales du patrimoine architectural », in WEISS Karine, MARCHAND Dorothée (Éd.), *Psychologie sociale de l'environnement*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, p. 89-90.

80 « Les représentations sociales sont des savoirs de sens commun, reliés à des systèmes de pensée idéologiques ou culturels, qui sont souvent simplificateurs et généralisants » : DUFOUR Françoise, « Le Sud : quand l'autre catégorise le monde », *Autrepart*, n° 41, 1, 2007, p. 35.

81 Ce qui signifierait alors, suivant Ellen Hertz et Suzanne Chappaz-Wirthner, que la valeur patrimoniale résiderait « dans l'objet même et non dans la valeur qui est portée sur lui » : HERTZ Ellen, CHAPPAZ-WIRTHNER Suzanne, *op. cit.*, p. 4.

82 DEPAULE Jean-Charles, « L'impossibilité du vide : fiction littéraire et espaces habités », *Communications*, n° 73, 2002, p. 235.

83 MORISSET Lucie K., *Des régimes d'authenticité*, *op. cit.*, p. 23.

2.2.2.2. Le patrimoine, une question d'expérience ?

Le patrimoine comme représentation se proposerait comme un outil qui nous aiderait, dans le quotidien de nos vies, à qualifier des éléments du petit monde qui nous entoure et ainsi à lui donner du sens. Chaque individu manipulerait cet outil forgé à partir de ses expériences du monde et de la notion de patrimoine ce qui pourrait partiellement nous aider à expliquer les considérations antagonistes menant au conflit autour de la Gare du Sud, par exemple. Elle prend en compte le constat d'Halbwachs sur le fait que « les habitants se trouvent porter une attention très inégale à ce que nous appelons l'aspect matériel de la cité⁸⁴ ». Ce qui nous amène à avancer, dans la perspective du patrimoine comme phénomène social, deuxième sous-hypothèse, que l'évaluation de la signification patrimoniale de l'objet s'organiserait à partir de la « pertinence pour soi ». Autrement dit, nous postulons une théorie expérientielle du patrimoine donnant à l'individu une place et un rôle majeurs dans la caractérisation patrimoniale de l'objet, prenant le contre-pied d'une approche objectiviste qui postule que « nous pouvons comprendre (et par conséquent définir) complètement un objet à l'aide d'un ensemble de propriétés inhérentes⁸⁵ ».

2.2.2.3. Patrimoine énoncé, patrimoine institué ?

Troisième sous-hypothèse, le discours patrimonial engagerait un investissement de sens dans des objets, produisant ainsi ce qu'il désigne, c'est-à-dire du patrimoine, avant tout pour celui qui le dit. Pour Lucie K. Morisset, l'énonciation patrimoniale « induit l'action de transformation de l'objet en une figure qui correspond mieux à l'énoncé⁸⁶ ». Produire un discours patrimonial serait donc instituer la nature patrimoniale de l'objet en question, la qualification entraînant l'acte de caractérisation. C'est encore et également au « nommer » de Depaule que nous faisons appel lorsqu'il évoque « un processus de dénomination différentielle qui attribue à des éléments matériels des



ill.32 : Rue Théodore de Banville, sur la «diagonale», une maison dite de «caractère», juin 2003

84 HALWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1950, p. 134.

85 LAKOFF George, JOHNSON Mark, *Les métaphores dans la vie quotidienne*, Éditions de minuit, 2003, p. 132.

86 Cours de Lucie K. Morisset du 24/10/2011 intitulé « Les acteurs du patrimoine », UQAM, Montréal, Canada.

valeurs (différentielles) [...] Un mot peut indiquer une fonction [...], un type d'activité ou de relation sociale [...]»⁸⁷. L'énonciation se détacherait de l'affirmation (vrai/faux) pour investir l'objet du passé et l'établir, quoi qu'il en soit, patrimoine. Si les discours sont « des pratiques qui forment systématiquement les objets dont ils parlent⁸⁸ », que l'acte de nomination induit un point de vue sur l'objet, alors dire de la Gare du Sud ou des villas Belle Époque qu'elles sont « *notre patrimoine* » ou « *du patrimoine* » pourrait « performer » au point de les instituer comme tel. Mais le dire c'est le donner à entendre. Ainsi, l'institution patrimoniale par l'énonciation pourrait jouer un rôle certain dans la diffusion voire la contagion de la pensée patrimoniale.

2.3. Élargir le champ de l'approche : des clés transversales pour répondre à la question de la fabrique ordinaire du patrimoine

Quelques clés nous semblent de prime abord nécessaires et évidentes pour tenter d'apporter une réponse à cette question et tester nos hypothèses. Ce que nous appelons ici des clés, ce sont en fait des outils théoriques qui élargissent le champ de l'étude anthropologique du patrimoine et qui devraient apporter un éclairage supplémentaire à la dimension sociale de la notion dans sa définition la plus contemporaine. Elles se veulent surtout des positionnements. Supports transversaux de toute notre réflexion, il nous paraît primordial de les annoncer et de les présenter brièvement sachant que nous avons fait le choix pratique et méthodologique de les développer tout au long de notre travail.

2.3.1. Des objets inséparables de l'environnement physique et social

« Il n'y a pas de liens simples entre l'individu et chacun des aspects isolés de son environnement⁸⁹ ». À travers cette phrase, Levy-Leboyer explique en fait que si l'on s'intéresse aux réactions de l'être humain à son cadre de vie et à ses conduites dans l'environnement en s'attachant particulièrement à l'un de ses aspects isolés, pour nous des objets du passé dits patrimoniaux, celui-ci doit être évalué d'un point de vue global, c'est-à-dire qu'il ne doit pas être considéré indépendamment des autres caractéristiques de l'environnement. Mais, pour être pertinent, il doit s'envisager dans le contexte physique et social qui est le sien, c'est-à-dire comme élément indissociable d'un ensemble qui lui permet de signifier et auquel il donne sens. Autrement dit, travailler sur les relations de l'être humain à un aspect, un caractère, un objet de l'environnement en l'isolant revient à se priver d'informations nécessaires à une compréhension

87 DEPAULE Jean-Charles, « L'impossibilité du vide : fiction littéraire et espaces habités », *op. cit.*, p. 235.

88 FOUCAULT Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 67.

89 LEVY-LEBOYER Claude, *Psychologie et environnement*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, p. 17.

éclairée de cet objet, à emprunter des biais hasardeux pour faire des interprétations qui le sont tout autant, à désarticuler totalement les processus en jeu dans la construction de ces relations. De plus, le rapport de l'individu à son cadre de vie est indissociable de la présence des Autres (autrui) qu'il rencontre. Ce qui revient à envisager une relation ternaire : individu-objet-environnement. Outre l'expérience de l'individu, la représentation d'un élément de l'espace urbain dépend aussi des caractéristiques du milieu et d'un système de valeurs étroitement associé à l'élément et l'environnement dans lequel il a sa place⁹⁰.

Le cheminement induit par cette idée dans la réflexion sur la fabrique patrimoniale des personnes ordinaires et plus largement sur la patrimonialisation à l'œuvre dans un quartier bousculé par un projet d'aménagement, nous a conduite à élargir et à reconsidérer l'approche anthropologique du patrimoine. Les recherches en géographie sociale de cette dernière décennie ont largement contribué à mettre en évidence l'évolution des enjeux du patrimoine et de la patrimonialisation et leur glissement vers le social tous deux éclairés par l'approche territoriale à travers les signes d'une appropriation par le marquage et la revendication. Di Méo⁹¹, dans sa réflexion sur les territoires et leurs enjeux contemporains, souligne la parenté conceptuelle entre le territoire et le patrimoine en soulignant l'élargissement du concept patrimonial à la dimension spatiale. Il s'interroge sur l'imbrication des rapports sociaux et des rapports spatiaux que l'humain noue avec son environnement. L'approche n'est pas nouvelle. Elle a notamment été mise en œuvre par Halbwachs dans les cadres sociaux de la mémoire⁹².

2.3.2. L'appropriation

Vincent Veschambre fait de la spatialité le fil conducteur de sa réflexion sur le patrimoine et sur la mémoire comme réactions à la démolition, en soulignant les enjeux d'appropriation et de marquage symboliques de l'espace⁹³. Son travail révèle ainsi l'importance de la dimension spatiale pour comprendre les mécanismes de mise en mémoire mais propose aussi une nouvelle manière originale d'interroger les inégalités sociales. À partir des formes de mobilisation qu'il a pu observer, il avance que le recours au patrimoine comme à la mémoire s'impose désormais comme une quête de visibilité, de légitimité, une nouvelle manière de s'approprier des lieux.

90 RAMADIER Thierry, « Les représentations cognitives de l'espace : modèles, méthodes et utilité », in MOSER Gabriel, WEISS Karine (Éd.), *Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 182-183.

91 DI MÉO Guy, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 2001, 317 p.

92 HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, 370 p.

93 VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 315 p.

Ses travaux, comme ceux de Maria Gravari-Barbas et Fabrice Ripoll⁹⁴ ou de Michel Rautemberg⁹⁵, montrent bien que la question n'est plus tant celle, en effet, de l'héritage que celle de l'appropriation. Jean Davallon, reprenant l'expression de « filiation inversée » empruntée à Jean Pouillon à propos de la tradition des sociétés dites modernes, l'avait déjà précisé, « il est assez clair que c'est nous qui, depuis le présent, avons reconnu à cet objet une valeur et considérons que ceux qui l'on créée feraient, pour nous, de “bons” ancêtres culturels⁹⁶ ». Une question est ici transversale, celle de la propriété du patrimoine, propriété qui tire sa légitimité de l'ordre moral, affectif, symbolique et non de l'existence d'un titre légal attestant l'usage exclusif ou la possession juridique, sinon celle de l'objet comme cela arrive parfois⁹⁷. Elle renvoie à celle de la territorialité ou du contrôle symbolique par l'investissement, dans des objets, d'un sens évoquant une identification au territoire autrement dit une sorte de marquage du territoire.

Mais il semble convenir, pour notre projet, de ramener également le champ d'application de l'appropriation à l'individu qui fait quotidiennement l'expérience de la ville. Pour cela, nous nous appuyons sur la définition donnée par Perla Serfaty-Garzon qui avance que « l'appropriation est à la fois une saisie de l'objet et une dynamique d'action sur le monde matériel et social dans une intention de construction du sujet⁹⁸ ». L'appropriation par l'individu, le fait qu'il rende propre à soi-même quelque chose, ouvre finalement la perspective à la possession, c'est-à-dire à « [l'adaptation] à soi et, ainsi, [à la transformation] de cette chose en un support de l'expression de soi⁹⁹ ».

2.3.3. L'émotion et les affects pour clés

« Introduire le terme d'affectivité, c'est reconnaître que la ville n'apparaît pas comme un objet de pure représentation – de représentation intellectuelle par exemple – mais comme objet qui peut nous affecter profondément¹⁰⁰ », affirmait Ledrut. À l'instar de Kaj Noschis, l'émotion nous paraît constituer une clé d'accès aux représentations du quartier. Ces représentations seraient

94 GRAVARI-BARBAS Maria, RIPOLL Fabrice (Éd.), « *De l'appropriation à la valorisation des espaces urbains* », *Noroi*, n° 217, 2010.

95 RAUTEMBERG Michel, « Comment s'inventent de nouveaux patrimoines : usages sociaux, pratiques institutionnelles et politiques publiques en Savoie », *Culture et Musées*, n° 1, 2003, p. 19-40.

96 DAVALLON Jean, « Comment se fabrique le patrimoine ? », *Sciences Humaines* [En ligne], hors-série n° 36, 2002, consulté le 14 août 2012, http://www.scienceshumaines.com/comment-se-fabrique-le-patrimoine_fr_12550.html

97 ORTAR Nathalie, « Restaurer sa maison à l'ombre d'un patrimoine », in GRAVARI-BARBAS Maria (Éd.), *op. cit.*, p. 41-50.

98 SERFATY-GARZON Perla, « Appropriation », in SEGAUD Marion, BRUN Jacques, DRIANT Jean-Claude (Éd.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 28.

99 Idem, p.28.

100 LEDRUT Raymond, *Les images de la ville*, Paris, Anthropos, 1973, p. 65-66.

un moyen d'explorer l'investissement de sens patrimonial comme une occasion, le moment où advient une sorte de dilution dans un support matériel de valeurs pratiques et affectives lui accordant ainsi une nouvelle consistance, une autre « sonorité ». « Les symboles, comme d'ailleurs les récits mythiques eux-mêmes, s'offrent à nous comme des produits tangibles de la créativité de l'homme auxquels nous adhérons d'abord affectivement¹⁰¹ ». L'émotion participerait à attribuer à ces objets inscrits dans l'espace banal du quotidien des fonctions (sociales, de repère, d'ancrage...) et une charge symbolique permettant d'éprouver son identité.

Mais il y a aussi la question des émotions patrimoniales¹⁰². Nous parlons de ces émotions qui se déclenchent en réaction à la perte ou à la peur de la perte, c'est-à-dire à partir du moment où un quelconque support de la mémoire ou d'identification est menacé de destruction, de transformation ou démolition¹⁰³. Ce sont également ces émotions qui concourent à l'édification de la cause collective en permettant aux militants d'y sensibiliser le public, ce qui peut aboutir à des mouvements de mobilisation collective. De l'émotion à la participation politique citoyenne, nombreux sont les exemples qui montrent le rétrécissement de la distance qui séparent l'état de l'action. C'est ce que l'on peut lire dans l'ouvrage « émotions... mobilisation ! » : « la recherche d'un avantage, la lutte contre des désagréments, la dénonciation du sort scandaleux réservé à d'autres que soi-même implique et engage nécessairement des émotions telles que le courage de s'opposer aux puissants, la compassion pour les plus faibles, la sympathie pour une lutte menée par d'autres, etc.¹⁰⁴ ». Les plus récentes recherches tendent, en effet, à montrer comment les citoyens manifestent des états affectifs tout en mettant à l'épreuve celles d'autrui par le biais de dispositifs de sensibilisation¹⁰⁵. Les résultats qu'elles offrent, comme d'autres en psychologie ou même en neurosciences par exemple, permettent de relativiser l'opposition entre rationalité et émotion¹⁰⁶ et, appliquée au patrimoine, de nous éloigner encore davantage des critiques de certains vis-à-vis des pratiques actuelles à son égard, par exemple l'idée d'une société envahie

101 NOSCHIS Kaj, *op.cit.*, 1984, p. 8.

102 Le LAHIC a conduit un programme de recherche sur les émotions patrimoniales de 2001 à 2010, programme placé sous la responsabilité de Daniel Fabre, Christian Hottin et Claudie Voisenat.

103 Nous pensons, par exemple, aux vives émotions suscitées par la tempête du 26 décembre 1999, comme nous le raconte Véronique Dassié, en réaction à la découverte des dégâts causés par les vents, en particulier sur la forêt. Chacun des spectateurs touchés a pu, par la suite, marquer son attachement au parc et répondre à ses émotions par l'adoption d'un arbre. DASSIÉ Véronique, « L'incessante repatrimonialisation des arbres de Versailles : matérialiser l'immatériel », in FOURCADE Marie-Blanche (Éd.), *Patrimoine et Patrimonialisation, entre le matériel et l'immatériel*, Université Laval (Québec), Presses de l'Université Laval, 2007, p. 312-328.

104 TRAÏNI Christophe, SIMÉANT Johanna, « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », in TRAÏNI Christophe (Éd.), *op. cit.*, p. 12.

105 MARCUS George E., *Le citoyen sentimental. Émotions et politique en démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 300 p.

106 SCHENK Françoise, « Les émotions de la raison », *Revue européenne des sciences sociales*, n° XLVII, 144, 2009, p. 151-162.

par un processus de pétrification¹⁰⁷. Les émotions patrimoniales pourraient-elles être alors envisagées sous l'angle de la rationalité ?

2.3.4. Mobilisations et conflits patrimoniaux

Depuis une dizaine d'années, de très nombreuses études en sciences sociales, plus particulièrement en géographie sociale¹⁰⁸, en sociologie et en ethnologie¹⁰⁹, interrogent le patrimoine et la patrimonialisation au travers du prisme des phénomènes sociaux de mobilisation pour la sauvegarde, des actions collectives pour la protection, des conflits d'appropriation. La tendance cherche à comprendre et à analyser ces actions collectives qui orientent ou réorientent régulièrement les projets de renouvellement ou de recyclage urbain¹¹⁰, pour faire référence aux travaux de Vincent Veschambre, et qui ont un impact fort sur la définition même du patrimoine et de la patrimonialisation.

L'ouvrage précurseur au Québec de Martin Drouin sur *le combat du patrimoine à Montréal*¹¹¹ aborde ces notions à travers l'action associative, celle « de groupes dévoués à la sauvegarde du patrimoine¹¹² » posant la question du changement, des mutations et des permanences dans les combats qui se jouent au quotidien depuis des décennies. En retraçant l'histoire de la formation et des actions de ces groupes, à partir de la valorisation du patrimoine rural par des coopératives et comités de citoyens jusqu'à la professionnalisation de certaines associations en passant par l'*empowerment* de groupes de citoyens, il effectue une typologie de

107 JEUDY Henry-Pierre (Éd.), *Patrimoine en folie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1990, 300 p. ou encore du même auteur « Entre mémoire et patrimoine », *Ethnologie française*, n° 15, 1, 1995, p. 5-6.

108 Patrice Melé, par exemple, dans son étude sur le vieux Tours, analyse les discours de résidents mobilisés pour exprimer leur opposition au développement de nuisances en lien avec la concentration de certaines activités dans un secteur restauré et sous le coup de prescriptions de protection du patrimoine. La dynamique des activités et des pratiques dans ce secteur fait l'objet de conflits entre habitants mobilisés, pouvoirs publics, certains commerçants et usagers. Il souligne en particulier la vigilance comme mode d'habiter, mode d'ancrage dans le quartier, et même si l'association n'a pu œuvrer à la modification du cadre réglementant les activités incriminées, l'efficacité de la mobilisation s'est jouée sur l'appropriation des objectifs et du référentiel de l'action publique patrimoniale. MELÉ Patrice, « Habitants mobilisés et devenir d'un espace patrimonial ? », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 79, 3, 2004, p. 223-230, consulté le 4 décembre 2011, <http://geocarrefour.revues.org/734>

109 PECQUEUX Anthony, « Une catastrophe patrimoniale. L'incendie du château de Lunéville », in TRAÏNI Christophe, *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 121-140.

110 VESCHAMBRE Vincent, « Le recyclage urbain, entre démolition et patrimonialisation : enjeux d'appropriation symbolique de l'espace. Réflexions à partir de quatre villes de l'Ouest », *Noroi* [En ligne], n° 195, 2, 2005, consulté le 14 février 2012, <http://noroi.revues.org/548>

111 DROUIN Martin, *Le combat du patrimoine à Montréal, 1973-2003*, Québec, Presses Universitaires du Québec, 2005, 386 p.

112 DROUIN Martin, « Patrimoine et patrimonialisation à travers l'action associative », conférence du 24 octobre 2011, intervention dans le cours de Lucie K. MORISSET sur les *acteurs du patrimoine*, UQAM, Montréal, Québec.

l'action associative¹¹³ lui permettant d'en aborder les limites. La question du militantisme est, pour lui, transversale et sous-jacente à toutes les actions associatives dont l'objectif premier n'est pas toujours la protection ou la valorisation. D'ailleurs, il avance que ce qui ferait la différence entre les associations qui pérennisent leurs actions (voire qui se professionnalisent) et celles qui disparaissent c'est bien l'action première du militantisme. Guy Saez évoque, quant à lui, la « volonté des associations de prendre en charge la définition du patrimoine¹¹⁴ » qui s'inscrit dans deux processus : le premier est normatif dans le sens où il est voué à définir ce qu'elles appellent un bien commun tandis que le second est un travail d'appropriation collective.

Conclusion

« *C'est notre patrimoine* ». Cette énonciation pourrait-elle laisser envisager l'existence d'une conception patrimoniale partagée du fait d'un nouveau basculement de la notion dans le social ? Notre posture n'est absolument pas de trouver le « vrai » sens à donner à ce terme ou au phénomène de fabrique ordinaire, à lui attribuer à tout prix une signification sociale. Elle n'est pas non plus de s'interroger sur ce que devrait être le bon fonctionnement de notre société. Notre démarche est plutôt d'interroger le sens de la notion pour les gens qui l'utilisent, de tenter de saisir et de comprendre les logiques sous-jacentes de certaines pratiques, de les aborder sans prendre position vis-à-vis des situations de fabrique patrimoniale. Le patrimoine que nous allons questionner, c'est celui qui nous est donné de saisir au travers de l'énonciation verbale ou spatiale des pratiquants du quartier de la Libération, de l'expérience de ces personnes qui rentrent dans un rapport, un contact continu, fréquent ou irrégulier avec lui. Il n'est pas un ensemble d'objets matériels, institutionnalisés ou non d'ailleurs, mais une représentation. L'important est de ne surtout pas s'extraire du contexte conflictuel lié au(x) projet(s) d'aménagement du quartier, en particulier au risque de voir disparaître certains bâtiments.



ill.33 : Partie de football sous la verrière, une façon de s'approprier le lieu, 20 sept 2006

113 Militantisme, sensibilisation, connaissance, animation, communication, gestion, éducation, réseautage, restauration.

114 SAEZ Guy, « Patrimoine et associations », *Espaces et Sociétés*, n° 23, 2005, p. 61.

DEUXIÈME PARTIE :

MÉTHODOLOGIE

Introduction

Comment accéder à l'énonciation et aux manifestations d'une fabrique patrimoniales des personnes ordinaires ? Il s'est agit, avant tout, de « faire » du terrain, c'est-à-dire d'observer ce qu'il s'y jouait sans commettre l'indélicatesse d'indisposer les pratiquants de la Libération. L'extrême tension liée aux conflits relatifs à l'aménagement nous a bien souvent engagée à jouer avec la distance et la proximité, à bifurquer, à adapter nos outils techniques, à en trouver d'autre, à « bricoler » en permanence en fonction des voies sans issues et des possibilités offertes par ceux qui allaient devenir nos informateurs.

1. Le terrain pas à pas

1.1. Saisir le contexte social et idéologique du terrain et s'y adapter

La banalisation de la figure de « l'étranger » entendu ici comme interpellateur inconnu du coin de la rue – prospecteur, administratif, commercial, touriste, journaliste ou autre personne chargée de récolter des signatures pour une pétition – chronophage et voyeur, prépare un terrain peu propice à l'accueil de l'anthropologue de l'urbain. Il n'y a pas d'immersion en milieu urbain sans confrontation immédiate et naturelle aux défiances des habitants et usagers, pléonasmisme pour l'ethnologue quel que soit d'ailleurs le milieu qu'il étudie. Mais au-delà de cette contrainte implicite du terrain, les tensions palpables autour des projets et enjeux d'aménagement du quartier de la Libération ont conditionné et orienté notre pratique et, par répercussion, la construction de notre objet de recherche et de notre méthode d'enquête.

Les mobilisations locales revendicatives et/ou contestataires, les initiatives individuelles¹¹⁵ et collectives, sociales et politiques en matière de réflexion autour de points ou d'objets d'aménagement, les marquages matériels et symboliques affirmant un engagement, les créations et rassemblements associatifs impliqués dans la sauvegarde, le paysage et l'évolution du quartier, la circulation de prospectus et pétitions concernant le devenir de la Libération, voilà, très rapidement dépeint, le contexte dans lequel nous sommes arrivée sur le terrain. L'engagement et l'implication de certains dans les batailles qui se menaient autour des aspects du projet d'aménagement mais également le détachement, l'agacement et la lassitude d'autres annonçaient les difficultés de la constitution d'un réseau d'informateurs. Les discours emportés, les états d'exaltation, les dispositions d'exaspération laissaient également poindre

115 M. Mario Basso, rencontré à son domicile le 5 octobre 2004, a effectué son mémoire de fin d'étude d'architecture sur la réhabilitation de la Gare du Sud. Son projet a été médiatisé à de nombreuses reprises, présenté par l'opposition comme une alternative au projet de l'architecte Falocci proposé par la municipalité et fortement critiqué par une partie de la population. Annexe 17.

l'obstacle d'entretiens grandement orientés par les états émotionnels de chacun. Non pas que ces états fussent inintéressants, bien au contraire, ils positionnaient clairement le projet urbain de requalification comme phénomène social. Cependant, l'enfièvrement laissait entrevoir les difficultés à récolter des données en rapport avec notre problématique.

1.1.1. Le refus, la doléance et la confession

Comment, dans ce conflit marqué et face à certains engagements francs, rendre la « neutralité » à l'anthropologue qui, malgré la légitimité universitaire accordée par la carte brandie à la moindre hésitation de son interlocuteur, a vu bien souvent sa demande d'entretien balayée d'un revers de main doublé d'un rictus d'agacement. La question du « qui vous envoie ? » marquant la suspicion d'un espionnage de « *la gauche* », d'une tentative intrusive de « *la mairie* » sonnait la plupart du temps le glas d'une collecte d'informations prometteuse. Il a parfois fallu beaucoup de temps entre le premier contact et l'entretien. Environ neuf mois se sont écoulés entre le premier appel téléphonique lancé à Madame Ch.¹¹⁶ et notre première entrevue à la brasserie le Gambetta, lieu public qu'elle nous a imposé « *pour un premier contact* ». Elle nous a alors expliqué combien de pièges elle avait dû éviter, de situations humiliantes affronter, tout en protégeant ses petits-enfants des brimades d'un voisinage aux opinions différentes des siennes. Les excréments canins régulièrement déposés dans sa boîte aux lettres lui ont bien montré le prix de son attachement au sénateur-maire et à ses projets pour la Libération, l'engageant dans une méfiance absolue.

Cette émulation autour de l'aménagement du quartier a conduit à des situations d'entretiens forts contrastées où les personnes interrogées nous ont parfois envisagée comme un émissaire chargé de recevoir leurs doléances. Certains ont accepté de nous rencontrer, considérant notre entrevue comme une occasion de soumettre leurs aspirations pour le devenir de la Libération. Du commissariat de police à la variété des arbres d'ornement en passant par les places de parking, les réponses aux questions ont repris, en les approuvant ou non, les détails de l'aménagement prévu par la municipalité ou les projets envisagés par les collectifs mobilisés. Chacune de ces informations avait auparavant été lue dans un journal, sur un prospectus, entendue ou discutée dans la rue... Il a fallu dépasser notre déception et de nombreuses lectures en anthropologie urbaine et psychologie environnementale pour comprendre que ces réponses laissaient également entrevoir les besoins manifestés comme des indicateurs des représentations du quartier. Ces données sont utilisées dans notre analyse, tout comme celles tirées d'entretiens

116 Mme Ch., rencontrée le 21 mars 2005 à la brasserie Le Gambetta, place du Général de Gaulle. Notre premier rendez-vous avait été fixé au 15 octobre 2004 mais elle préféra, quelques jours avant, repousser notre entretien, nous demandant de la rappeler dans quelques semaines, le temps de trouver des renseignements nous concernant.

au cours desquels l'exaltation de l'informateur nous a semblé anéantir nos attentes en termes d'informations utilisables.

Parfois, l'incrédulité quant à nos motivations et le doute face à notre origine « professionnelle », accentués par le climat conflictuel et électrique régnant dans le quartier, se sont également présentés comme des prétextes confortables à la verbalisation comme décharge émotionnelle. L'opportunité de voir se présenter une « *soi-disant universitaire* », comme nous a désignée Monsieur De.¹¹⁷ lors de notre première rencontre, peut-être « *journaliste* » d'ailleurs, a donné lieu à un entretien où chaque question n'était qu'une occasion offerte de libérer sa colère à l'encontre des projets de démolition de la Gare du Sud et du jardin Thiole, de marteler ses opinions en termes de politique d'aménagement, de multiplier les exemples d'amputations urbaines à son avis insensées. Le désir de partager leurs humeurs, leurs inquiétudes, leurs opinions, leur prise de position a supplanté chez certains l'intérêt porté aux questions posées. De la même façon, le besoin de confesser une pensée, une action relative aux enjeux de l'aménagement a parfois pu s'envisager comme une confidence, libératrice d'un jugement embarrassé de soi ou encore comme une révélation d'une part d'extra-ordinaire, de fierté tue jusqu'alors. « *Moi j'ai voté Peyrat mais j'ai signé la pétition de Mottard pour la Gare, il ne faudrait pas que ma sœur le sache...* »¹¹⁸

Les refus, les silences, les évitements, ou au contraire les confessions, les doléances autrement dit l'énorme difficulté à canaliser l'interlocuteur (et parfois à le recentrer) nous a renvoyée à un problème de posture annihilant la possibilité de se prêter à l'exercice de l'enquête telle que nous l'envisagions dans nos premières démarches d'immersion : un jeu de questions-réponses. S'il était une réalité de l'expérience à ce moment précis de notre pratique, elle serait avant tout celle de la prise de conscience de l'utopique neutralité de l'anthropologue sur le terrain liée d'un part au contexte et aux contraintes du terrain, d'autre part aux différentes images attribuées à l'enquêteur. La nécessaire adaptation à ces situations devait passer tout d'abord par l'acceptation des choix, des attitudes, des prises de position face à notre présence, qu'elle fut considérée comme étant intrusive ou opportune.

Nous souvenant avoir lu dans nos démarches d'apprentissage méthodologique¹¹⁹ que « le terrain comme pratique est une tactique du quotidien au sein d'une stratégie de l'ordinaire

117 Monsieur De., habitant du quartier depuis plus de 40 ans, rencontré le 28 avril 2003 à son domicile.

118 Sylvia, ancienne habitante du quartier, rencontrée le 15 mai 2003 à son domicile.

119 Issue d'une formation universitaire en histoire, l'expérience d'un DEA en anthropologie sous la direction du Professeur Joël Candau avait pointé les limites méthodologiques de nos travaux, en particulier l'usage d'outils techniques nécessaires à la délimitation du terrain, à son objectivation mais surtout à sa pratique. La légitimité d'une approche savante et critique des manières d'être et de faire sur le terrain, des manières d'être et de faire de l'ethnologie s'est imposée comme un moyen d'éclairer cette culture de l'enquête de terrain tant de fois appréciée dans les récits et restitutions empiriques d'ethnologues réalisés.

et du recevable¹²⁰ », l'évidence de se créer une sorte de « rôle local » s'est imposée comme un ajustement à la difficulté de « faire du terrain ». L'artificialité de notre présence devait s'effacer, faisant oublier son aspect exceptionnel et importun au profit d'une sociabilité de relations ordinaires. Il fallait devenir « ordinaire », en se fondant dans le paysage de la Libération, en fréquentant ses commerces, ses rues et trottoirs, son marché, le jardin Thiole, ses animations, et ses séances publiques pour tisser un réseau social primaire et primordial à la banalisation de notre présence et nécessaire à la constitution d'un échantillonnage d'informateurs.

1.1.2. L'immersion comme expérience

L'immersion signifiait avant tout admettre la loi dictée par notre terrain et son contexte de turbulences sociales et politiques, par sa médiatisation quotidienne et le désordre imposé par les premières phases de travaux. Elle nécessitait de s'engouffrer dans les interstices de liberté accordée par le jeu de la redéfinition constante de la distance et de la proximité. C'est d'ailleurs ce jeu qui a défini les interactions et les glissements entre observation et participation tout au long de notre expérience de terrain. L'assujettissement aux règles de sociabilité et aux conditions de lien social réécrites et engendrées par la conjoncture – comme produit de l'impact du projet dans ce temps, lieu et milieu précis – renvoie à ce que E. E. Evans-Pritchard décrivait dans son introduction aux Nuer à propos des attitudes dans lesquelles le terrain le conditionnait. « Les Azendé ne me permettaient pas de vivre comme l'un d'entre eux ; les Nuer de vivre autrement. Chez les Azendé, j'étais contraint de vivre hors de la communauté, chez les Nuer d'en être membre¹²¹ ». L'exotisme du coin de la rue et l'époque de notre recherche n'ont rien de comparable au terrain d'Evans-Pritchard. Cependant il est une raison à cette référence et qui dépasse toute humilité : la contrainte. (Celle de s'adapter et de faire avec les normes culturelles, sociales, politiques, spatiales, temporelles, économiques, environnementales qui régissent le terrain). Cette contrainte même du terrain qui crée les conditions de l'immersion et qui définit la nature, les modalités et les limites de l'observation et de la participation.

Les premières tentatives d'enquêtes dans ce climat de conflits et de luttes, de stratégies d'unions et de stigmatisations s'étant souvent soldées par un rejet du chercheur, ou des réponses galvaudées aux questions, la réussite de la collecte de données ethnographiques allait passer dès lors par l'adaptation de nos attitudes aux contraintes du terrain, en commençant par la recherche de postes et de situations d'observation qui seraient autant de lieux et de moments propices à la rencontre et en tissant de la proximité. La cabane de Tintin face à la Gare du

120 COPANS Jean, *L'enquête ethnologique de terrain*, Saint Germain du Puy, Nathan, 2002, p. 13.

121 EVANS-PRITCHARD E. E., *Les Nuer* (1940), Paris, Gallimard, 1964, p 30.

Sud¹²², la terrasse de la brasserie Gambetta sur la place du Général de Gaulle, les étals du marché, les espaces et les bancs du jardin Thiole, forums naturels, présentaient l'avantage d'être des lieux d'observation privilégiés d'échanges et de sociabilité, idéalement stratégiques pour prendre le pouls du quartier, au rythme des activités et des flux des acteurs qui l'animent. Leur fréquentation a permis de quadriller le centre névralgique de la Libération, et de nous plonger quotidiennement au cœur des pratiques urbaines locales. Il a donc fallu se créer des occasions de saisir et pénétrer celles, reprenant Noshis, « où les habitants se voient et se côtoient, où le lieu est un support physique à ces événements et où il est possible de circonscrire un contenu affectif à ce que l'individu éprouve¹²³ ».

1.2. Chronotopie(s) : les temps de l'observation aux rythmes du quartier



ill.34 : Panoramique du jardin thiole, 2002

La part première d'observable, celle qui s'appréhende sans être vu, c'est celle d'un quotidien urbain à travers les pratiques qui s'y déroulent. Le quartier impose au présent des rythmes spatio-temporels élaborés dans le temps de l'urbanisation de la ville, en fonction de l'évolution et de l'organisation des temps sociaux, des besoins locaux et localisés des habitants. Les activités, la vie sociale de l'entité socio-spatiale questionnée s'aménagent et se jouent à la fois sur un espace, dans un paysage et dans le temps linéaire de la journée qui, passé les 24 heures, se fait cyclique redonnant au quartier et aux pratiques qui s'y déroulent, un aspect quasi-similaire de jour en jour. Cette redondance manifeste est le produit en un lieu défini, de la succession marquée de temps forts et de suspensions en termes d'activités et de fréquentations, comme un va-et-vient entre grouillement de vie et silence qui place le quartier dans une forme d'attente du lendemain.

122 « Chez Tintin » est un kiosque de restauration rapide situé face à la Gare du Sud et démoli en 2005. Dhareena SEERNAUTH en avait également fait l'un de ses lieux privilégiés d'observation indirecte pour son étude sur le marché de la Libération. Elle y précise l'intérêt stratégique d'être au cœur de la vie du marché sans se faire repérer et, assise à une table, de pouvoir retranscrire avec fidélité sur son carnet ce qui se passe et ce qui se dit sur et entre les étals tout autour d'elle. SEERNAUTH Dhareena, *L'étude d'un monde marchand en milieu urbain*, mémoire de DEA, sous la direction du Professeur Jean-Pierre JARDEL, Université de Nice Sophia-Antipolis, septembre 2004, 91 p.

123 NOSHIS Kaj, *op. cit.*, p. 47.

Il n'est pas question de faire un diagnostic minutieux du déroulé temporel quotidien (ni même hebdomadaire ou encore annuel) du quartier, ce n'est pas notre propos, mais plutôt d'évoquer les temps forts de l'observation profondément liés et dépendants du déroulé temporel des usages et des pratiques des lieux sous l'angle du collectif. Si le terme de « chronotope » est employé ici, c'est dans sa définition de « lieux de confluence de la dimension spatiale et de la dimension temporelle¹²⁴ ». Cependant, et pour être précis, il faut envisager cette acception en terme de production sociale ; production d'un enchainement d'événements ritualisés ou éphémères qui engendre du rassemblement (puis sa dissolution), et qui occasionne une forme non concertée de synchronisation rythmique des individus où temps et lieux sont partagés. S'attarder quelque peu sur ce Gwiazdzinski nomme « l'architecture temporelle des lieux¹²⁵ », c'est pénétrer l'organisation socio-spatiale du quartier, appréhender les pratiques et les usages dans leur cadre spatio-temporel, c'est mesurer les palpitations de chaque recoin de la Libération, sonder les pleins et les vides de l'occupation des lieux orchestrée par le temps circadien, les allers, les venues, les étapes, les répit, les accélérations, les haltes, l'imprévu, le temporaire et le périodique dans le déroulement de la vie du quartier. C'est, en fait, capter les rythmes qui composent le quartier, relever les lieux et les moments propices aux « rendez-vous collectifs¹²⁶ » pour privilégier l'immersion dans le moment du battement, au plus près de ce qui se dit, se fait, se pense, s'échange en un lieu, trouver les postes d'observation les plus judicieux des comportements et des mots au fil du temps des projets et des travaux.



ill.35 : Une scène de marché, septembre 2004

Notre démarche face à ce déroulement du quotidien a été de saisir les expressions récurrentes de réactions face au projet urbain comme signes d'un désordre sur la scène du quartier. Ce que nous qualifions de désordre ici, ce sont ces comportements, ces mots qui signalent l'inhabituel, qui rompent avec la pérennité d'une tranquillité urbaine instaurée par un paysage et une organisation spatiale appropriés ayant peu changé dans le temps, par des usages et des pratiques stables et coutumières.

124 GWIAZDZINSKI Luc, « Chronotopies. L'événementiel et l'éphémère dans la ville des 24 heures », *Géographies, Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 3, 2009, p. 352.

125 *Idem*, p. 353.

126 Ce concept est d'ailleurs utilisé par Benjamin Pradel dans sa thèse de doctorat pour réinterroger les rythmes socio-urbains : « sociologie et urbanisme : Soutenance d'une thèse de doctorat « Rendez-vous en ville ! Urbanisme temporaire et urbanité événementielle : les nouveaux rythmes collectifs » », *Rhuthmos* [En ligne], consulté le 16 mai 2011, <http://rhuthmos.eu/spip.php?article233>

1.2.1. Pénétrer la scène sociale du marché. Et après ?

Le quartier de la Libération, comme nous l'avons vu, s'organise autour de deux axes principaux, Malausséna-Borriglione axe sud-nord traversé par Joseph Garnier-Raiberti, axe est-ouest, l'articulation entre ces deux axes se faisant au niveau de la place du Général de Gaulle. Le long de ces grands axes et autour de la place s'organise l'essentiel de la vie économique du quartier. Mais c'est autour du marché, qui attribue une fonction d'espace à forte attractivité à la Libération, que se joue la vie sociale du quartier.

L'organisation du marché, l'occupation de l'espace par les étals et la fréquentation varient sensiblement en fonction du temps, des humeurs et des saisons. Le week-end est particulièrement une période d'affluence, les habitants sont davantage disponibles et se rendent sur le plus grand marché de « fruits, légumes, fleurs, marée » de Nice¹²⁷.

Étals et marchands installés dès potron-minet accueillent les premiers clients avant que ne déferlent des collines les voitures de ceux qui viennent travailler en centre-ville. Le temps d'une matinée, l'espace réglementé du marché se fait espace social, lieu public d'échanges et de rencontres. Ses différents acteurs, qu'ils soient marchands, clients, hommes politiques en campagne électorale, représentants d'association à la recherche de signatures pour une pétition, s'approprient socialement l'espace collectif par l'activité qu'ils y mènent et le rôle qu'ils y jouent. Les relations éphémères qui se nouent entre ces différents acteurs, leurs modes d'interaction se présentent comme autant d'occasions de saisir les préoccupations et les points de vue des uns et des autres. Sur le marché, « l'impression de liberté rend les discussions spontanées¹²⁸ » et même si le contenu du discours est de nature plutôt superficielle¹²⁹, il permet parfois d'amorcer le dialogue.



ill.36 : Stand campagne présidentielle, avril 2012

Venir s'approvisionner en ce lieu c'est être susceptible de rencontrer ses voisins, les gens du quartier et d'ailleurs. La démarche d'aller à la rencontre d'autres personnes est, du reste, volontaire chez certains arpenteurs du marché. Cela relève alors de l'ordre du rendez-vous, de la

127 Il existe plusieurs catégories de marchés municipaux niçois, le marché de la Libération, tout comme le marché du cours Saleya, appartient à celle des « fruits, légumes, fleurs, marée ». Les marchés de cette catégorie sont disséminés dans plusieurs quartiers de la ville pour faciliter l'approvisionnement de tous les habitants.

128 SEERNAUTH Dhareena, *op. cit.*, p. 46.

129 Michel de La Pradelle signale à ce propos que sur le marché, « la parole étant une fin en soi, ce qui est dit est de nature à maintenir le lien ; d'où l'intérêt de tous ces énoncés-banalités, clichés, formules toutes faites-dont le contenu n'a par lui-même aucun poids et est donc susceptible d'être commun à tous » : *Les vendredis de Carpentras*, Paris, Fayard, 1996, p. 143.

ponctuelle habitude, du moment que l'on s'accorde pour aller à la rencontre de connaissances, de voisins ou d'amis et discuter. Plongée au cœur du marché, ce sont ces discussions volées aux uns et aux autres, à tous ces nombreux inconnus croisés, oreille tendue, qui ont alimenté nos réflexions et infléchi la construction de notre objet de recherche.

Ces données ethnographiques, ces palabres territoriales recueillies au gré du hasard au pied des étals, sont autant d'anecdotes, de souvenirs, de partis pris, d'avis, d'appréhensions concernant le quartier et plus particulièrement le marché, la Gare du Sud, le tramway, le projet d'aménagement, les travaux. La récurrence de ces sujets dans les discussions, les fréquentes convergences en termes de contenu voire le recours à une gestuelle commune associée à ces échanges, ont été saisis comme autant de manifestations émotionnelles partagées en réaction aux changements propres au projet d'aménagement dans ce qu'il vient rompre du quotidien et insidieusement produire d'inhabituel et d'extraordinaire.

Lorsque le marché se retire, le quartier redevient la voie d'accès privilégié au cœur de la ville ou aux collines et la circulation de véhicules est le principal mouvement qui anime les rues. Les trottoirs sont vidés de leur population cosmopolite. Les bâtiments, retrouvant leur hauteur habituelle juste avant grignotée par les tentes des marchands, paraissent, plus imposants, plus architecturés, plus ordonnés. L'inégal, les disproportions, le désordre comme une lutte contre l'alignement, le non standardisé, le maculé, le non uniforme, le bariolé, le bruit des humains et des moteurs, tout cela s'est effacé au profit du seul enchaînement des verticalités lithiques sur lesquelles s'applique, en une résonnance naturelle de leur élévation, une partition rythmée de platanes. Seul le jardin Thiole attire encore quelques habitants du quartier venus prendre le frais ou lire le journal sur les bancs autour de la fontaine, promener les plus petits avant que les plus grands les rejoignent après la sortie des classes. Derrière la Gare du Sud, sur le parking, les derniers clients des commerces du quartier cèdent leur place aux habitants qui rentrent chez eux. Le soir tombé, il faut se rendre à l'évidence, les rues de la Libération se figent dans les lumières jaunes des lampadaires que les façades renvoient. Le mouvement humain n'est plus que mécanique, il résonne aux oreilles et aux yeux, si l'on y porte attention, puis s'estompe peu à peu, aspiré par les heures qui imposent la nuit.



ill.37 : Jardin, Thiole, janvier 1999

En période hivernale, les activités extérieures se raréfient aussi. Les jours plus courts, les températures moins clémentes ont une nette incidence sur la fréquentation du cœur du quartier. Le temps passé à déambuler dans le jardin ou le long des étals, moins nombreux, du marché, semble condensé. Les pratiques s'organisent presque exclusivement autour de la consommation et si se servir sur les étals se fait évidemment à pied, se déplacer jusqu'à leurs tentures protectrices et leurs vendeurs aux mitaines paraît, en revanche, nécessiter d'être véhiculé. Alors les doubles files s'étoffent puis disparaissent au moment où les marchands remballent, à moins que ce ne soit l'inverse. Les premiers froids riment aussi avec le retour, en soirée, de la distribution alimentaire et vestimentaire aux plus démunis, tout cela se jouant à l'arrière de la Gare. Absents la journée, ces hommes plus que ces femmes, parfois ces familles, reprennent place dans le calme du soir qui ne les expose qu'à l'attention des volontaires de l'association accompagnés par le Samu social. Puis la nuit disparaît encore là où s'annonce le retour du battement.



ill.38 : Les tentes des maraîchers au pied des marches, septembre 2004

1.2.2. Manifestations et événements ponctuels¹³⁰

Ce battement s'est parfois fait grondement, en particulier depuis l'annonce de la démolition de la Gare du Sud. Déjà le projet d'installation du tramway, la révélation du premier tracé puis celui de la variante retenue par la commission d'enquête, avaient mobilisé commerçants, habitants et parfois usagers du quartier dans des manifestations organisées par les associations. Perdant parfois leur fonctionnalité première de lieu de circulation, le boulevard Borriglione et l'avenue Malausséna se sont, à plusieurs reprises, fait lieux d'expression politique : la dynamique de la multitude y a mobilisé espace et attention pour y communiquer inquiétudes, attentes, mécontentements au regard des projets mais également pour y assoir, par la démonstration du regroupement, l'existence d'une alternative au pouvoir. Des manifestations concernant le

¹³⁰ À ce sujet, nous déplorons, pour la quantité de travail de recueil que cela représente et l'altération de la qualité de l'ethnographie, la perte de six pellicules argentiques confiées pour leur développement à une grande chaîne de travail photographique. Elles contenaient également des clichés de certains intérieurs, en particulier de décors, que des informateurs nous avait permis de photographier. Nous avons du faire le deuil de ces supports pourtant essentiels à la description d'instantanés uniques et nous avons utilisé les pellicules vierges qui nous ont été offertes en dédommagement pour photographier des scènes de marché et des détails architecturaux.

tramway (regroupements autour des membres de la commission d'enquête ou défilés de rue), s'élevaient des discours dénonçant une « *atteinte au patrimoine du quartier* », évoquant en particulier les villas Belle-Époque de la rue Théodore de Banville, très souvent appelées « *villas niçoises* » ou « *anciennes villas* », et l'immeuble de la place Général de Gaulle. Il fallait y être, il fallait « en être » pour être témoin des formes d'expression d'un intérêt, d'un attachement, d'une qualification patrimoniale. Il fallait enregistrer, dans le bourdonnement de l'événement et les multiples revendications, les mots du patrimoine scandés par les uns et glissés pour répondre à nos questions par les autres.

Il en a été de même pour les manifestations concernant l'aménagement du quartier et la construction de la nouvelle mairie sur l'emplacement de la Gare du Sud. La venue annoncée de ministres de la Culture, moment particulièrement attendu et préparé par les associations et élus locaux, comme la numérotation des pierres du bâtiment par la population ont mobilisé les plus engagés, faisant des lieux où les groupes se formaient de véritables arènes politiques. Toujours un peu à l'écart, observant les gestes et postures plus qu'écoulant les propos des uns et des autres, il était tout aussi important de prêter l'oreille aux habitants, passants, et autres badauds venus renforcer l'attroupement.

Les moments plus festifs, tel le *Charivari*, carnaval de quartier du mois de février, les petites installations scéniques devant la Gare du Sud, ou les « journées Chevalets », qui brassaient la population du quartier, se sont avérés les plus propices au contact. Le moment était assurément dévolu à l'amusement, à la décontraction, aux conversations légères et dédramatisées, en rupture avec l'engagement actif dans une marche protestataire.

1.2.3. La mise en travaux et l'observation des premières conséquences

Le 4 janvier 2005, les travaux préparatoires au chantier du tramway commencent sur l'avenue Malausséna, des barrières sont installées pour délimiter les trottoirs. Au mois de septembre et octobre précédents, déjà les arbres étaient tombés, laissant nues les façades, soulevant un tollé au sein de la population¹³¹. Le déplacement du marché avenue Borriglione le 11 janvier a décalé avec lui la scène sociale du quartier, laissant un peu derrière lui les préoccupations concernant la Gare du Sud pour céder la place aux discussions sur l'inconfort dû à l'étroitesse des trottoirs, au manque de place, à l'impossibilité de stationner et à la fuite des clients comme des maraîchers, mais plus encore ce qui s'est exprimé, c'est l'appréhension de ne jamais revenir sur l'avenue Malausséna. Il nous a fallu suivre le mouvement, mouvement

¹³¹ Les titres affichés par *Nice-Matin*, sont éloquentes à ce propos : « Les arbres de l'avenue, passionnément : le chancre, le platane, la rage et le chien » (29/09/04), « Platanes : que d'émotions ! » (01/10/2004), « Platanes de l'avenue : l'abattage divise toujours » (14/10/2004).



ill.39 : Malausséna avant que les arbres ne soient coupés. Crédit photo: Éd. Gilletta

bénéfique au travail de reconnaissance du terrain dans le sens où il nous a ouvert la possibilité d'être plus souvent en « errance observatrice » dans les rues situées au nord de Joseph Garnier, celles de la « diagonale ».

Les premières tranchées creusées sur Malausséna pour dévier les réseaux enterrés (eau, électricité, gaz, téléphone) ont eu pour conséquence la réorganisation de la circulation, qui a déplacé l'intense trafic Malausséna-Borriglione sur des rues adjacentes, dont les sens ont été régulièrement modifiés¹³². La Libération, contournée par les véhicules, ne l'a pourtant pas été par les piétons qui ont continué de se rendre au



ill.40 : Marché sur Joseph Garnier, avril 2005

¹³² Annexe 18.

marché, du moins le week-end, pause hebdomadaire des travaux. Les commentaires, les discussions de rue n'étaient pas favorables aux travaux et ne donnaient que peu de chance de réussite au tramway. L'instant d'après, le bruit et la poussière recouvraient les polémiques, obligeant à la dispersion, au retranchement dans les boutiques ou le chez-soi.

1.2.4. Comportements cheminatoires : prendre l'Inconnu en filature

Il ne faudrait pas imaginer l'immersion dans une fixité absolue de l'observateur et de l'observable. Déambuler dans l'entrelacs des rues et des conduites journalières, se faire marcheur parmi les pratiquants ordinaires de la Libération et se laisser porter aux errances piétonnières des autres ouvre l'accès à autant d'« espaces d'énonciation¹³³ ». L'observable se fait alors lecture de pratiques d'un ordre spatial et de comportements annexés aux objets qui le composent. Chaque signifiant spatial se réinvente et s'actualise au gré des pas engagés sous la dictée de choix, d'improvisations, de contournements face aux possibilités et aux limitations posées par l'ordre bâti, l'agencement urbain et celui des travaux. La sélection et l'actualisation de fragments de l'énoncé de la marche (parcours) composent une discontinuité, une errance maîtrisée. Ainsi, le marcheur « voue certains lieux à l'inertie ou à l'évanouissement et, avec d'autres, il compose des « tournures » spatiales « rares », « accidentelles » ou illégitimes¹³⁴ ». Le cheminement citadin s'envisage alors sous l'angle de la production éphémère du déplacement variant selon le marcheur et les représentations qu'il construit et manipule de l'environnement qu'il traverse, le moment, le but, le parcours et les valeurs qui lui sont affectées par l'énonciation piétonnière.



ill.41 : Prendre l'Inconnu en filature

133 CERTEAU (de) Michel, *L'invention du quotidien 1. Art de faire*, op. cit., p. 148.

134 CERTEAU (de) Michel, op. cit., p. 149.

En se détachant ainsi d'une simple cartographie de parcours et en admettant qu'il existe une rhétorique de la marche, notre intérêt s'est porté sur certaines « tournures » de cheminements de passants dans le quartier et plus spécifiquement sur le comportement cheminatoire vis-à-vis d'unités isolables telle que la Gare du Sud, son esplanade, ses abords, sa verrière et les villas Belle Époque de la rue Théodore de Banville. La sélection de ces éléments du phrasé urbain est évidemment liée au fait que des projets les concernent directement, annonçant leur disparition et leur accordant donc un statut précaire, sursitaire. Les revendications de toutes sortes à leur égard, qu'elles poussent à leur démolition ou à leur sauvegarde, les situations de « crises » et leurs formes d'expression, le déchaînement médiatique, l'intervention de différents ministres de la Culture nous ont menée à observer les déplacements quotidiens, les attitudes autour et en regard de ces éléments et à croiser ces données empiriques avec les discours des informateurs. Le questionnement s'est alors concentré sur une concordance (ou une disjonction) entre énoncés et pratiques, entre objectivation d'opinions et comportements spatiaux. Sans rechercher une signification aux pratiques cheminatoires et aux choix d'itinéraires observés au regard de ces unités architecturales et spatiales, il a toutefois convenu de leur accorder une valeur informative quant à l'attractivité et la « répulsivité » des lieux. Jamais le contexte particulier de leur état déliquescents, celui de leur extrême médiatisation et leur localisation n'ont été négligés.

1.3. Les premiers informateurs : hasard et réseaux

1.3.1. Au gré des rencontres...

Sur ce terrain, plus que jamais la création d'un réseau primaire d'informateurs a été nécessaire à l'élargissement du champ de relations sociales sans lesquelles toute étude anthropologique n'aurait pu être conduite. La rencontre de personnes ressources telles que Kara¹³⁵ s'est présentée comme un passeport pour l'accès à un réseau secondaire d'interlocuteurs, une possibilité de fabriquer de la proximité. L'introduction dans un groupe, dans un réseau amical ou familial par une personne a permis de vaincre la réserve, la crainte et la suspicion renforcées par le climat conflictuel dominant. Ainsi Kara nous a offert, au cours d'un moment partagé à son domicile, la possibilité de rencontrer des membres de son propre entourage. En préambule à la soirée, elle nous avait présentée comme une étudiante conduisant une recherche sur le quartier. Les discussions sur l'actualité du projet des travaux se sont enchaînées, les uns et les autres exposant leur position sans systématiquement nous interpellier et sans que le ton fût

¹³⁵ La rencontre avec Kara a eu lieu alors qu'elle promenait sa fille au jardin Thiole. Assises sur le même banc nous avons engagé une conversation à propos des jeux de sa fille. La proximité générationnelle a certainement joué un rôle déterminant dans l'évolution de notre discussion en créant un climat de confiance. Un premier entretien le 25 juillet 2003 a fait suite à cette rencontre.

toujours consensuel. Ce type de discussions étaient apparemment fréquentes même si, ce soir-là, elles ont été sans doute provoquées par notre présence.

À travers l'évocation de certaines de leurs pratiques quotidiennes, de la nature des engagements dans les luttes locales, de l'appartenance à un groupe d'opinion et/ou d'action, de leur provenance géographique, des connaissances à propos du quartier et du projet d'aménagement, ce sont en fait autant de représentations d'un espace qui se sont exprimées, largement déterminées par la dimension affective des relations de chacun à la Libération. Et dans cette situation de discussion entre proches d'un même groupe familial et amical, il a fallu saisir ce qui pouvait être partagé dans les façons de se représenter le quartier, et être attentive à l'énonciation patrimoniale.

1.3.2. Institutions et rencontres professionnelles

1.3.2.1. Élus, services municipaux et chargés de missions

Dans les premiers temps du terrain, pour pallier la difficulté du lien et mieux cerner les enjeux de l'aménagement, nous avons concentré et enchaîné des rendez-vous avec les aménageurs, les professionnels du patrimoine et de l'urbanisme. Dans l'étalement du terrain, et plus particulièrement entre janvier 2002 et octobre 2006, vingt-et-un entretiens¹³⁶ de ce type se sont succédés. Dans la même période, onze rencontres¹³⁷ avec des élus sont venues compléter les informations recueillies auprès des interlocuteurs des différents organismes spécialisés. Tous ces échanges ont grandement guidé et orienté le travail d'enquête en nous maintenant informée sur l'actualité et les rebondissements du projet d'aménagement.

En revanche, d'autres portes sont restées closes, celles du service de l'urbanisme de la mairie, du cabinet d'architecture de M. Falocci en charge du projet « Nouvelle mairie ». Difficile dans ces conditions de rencontrer décideurs et aménageurs. Encore une fois, le chercheur a trouvé ici ses limites, interrompue dans sa quête d'informations par le refus sans appel du secrétariat.

136 Détail des vingt-et-un rendez-vous : cinq entretiens avec Henri Bernardi, attaché de conservation à la Mission Patrimoine de la ville de Nice, quatre entretiens au conseil d'architecture de l'urbanisme et de l'environnement (CAUE 06) dont trois avec Pierre-Jean Abraini, Architecte DPLG, directeur adjoint, quatre entretiens avec André Guillausson, chef de projet d'aménagement urbain du quartier Libération puis responsable de la Mission Nouvelle mairie, deux entretiens avec Marie Christine Tampon-Lajarriette, directrice du Forum de l'Urbanisme et deux avec l'architecte urbaniste responsable de la Maison des Projets, un entretien avec Agnès Cararo, chargée de communication à la Mission Tramway, un entretien avec Wanda Diebolt, ancienne adjointe de l'Architecture et du Patrimoine au ministère de la Culture et de la Communication (sous la ministre Catherine Tasca), une entrevue au service de la cartographie, un entretien avec le responsable de l'Association Régionale pour la Protection du Patrimoine et de l'Environnement (ARPPE).

137 Deux entretiens avec Monsieur Ghirardi, adjoint aux quartiers à la mairie de Nice, deux entretiens avec Nathalie Kestemont, présidente du conseil de quartier du territoire 16 Libération-Joseph Garnier, sept entretiens avec Patrick Mottard, conseiller général des Alpes-Maritimes, Parti socialiste (5^e canton, Joseph-Garnier, Saint-Barthélemy, Gorbella, Fontaine du Temple).

La nécessité de pénétrer et questionner ces institutions s'est imposée en fonction de leur statut au regard de notre objet de recherche. L'impérieux souci d'aller chercher l'information la plus juste à la source des réflexions, des choix, des décisions, des installations etancements des projets propres au quartier de la Libération s'est accompagné du besoin d'éclairer les notions de patrimoine, d'espace urbain, de quartier et d'aménagement, fondamentales à notre recherche, à la lumière des définitions véhiculées par ces mêmes organismes. Ceux-ci, malgré leurs statuts et missions spécifiques et distinctes, partagent en effet le fait de travailler sur les mêmes objets mais chacun en élabore une définition *a priori*.

1.3.2.2. Le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement des Alpes-Maritimes

Le CAUE, institué pour promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement¹³⁸, a une mission générale de service public complémentaire de celui des services de l'État et des collectivités territoriales. « L'exercice de sa mission participe aussi de la recherche, de l'innovation et du développement à la concertation participative ». Présidé par un représentant des collectivités locales, il regroupe les représentants des principaux acteurs du cadre de vie : élus, administrations, usagers et professionnels. Son approche de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement est particulièrement centrée sur le territoire et sa mise en valeur. Les missions du CAUE des Alpes-Maritimes¹³⁹ se déclinent sous la forme de quatre compétences : informer, conseiller, former et rassembler. Pour résumer son action, cet organisme intervient dans la diffusion des projets de l'État, de la région, du département ou de la commune, dans l'accompagnement des collectivités territoriales en matière d'urbanisme, d'environnement, de patrimoine et des particuliers dans leur projet relatif à l'habitat, dans la médiation et la diffusion de savoirs et savoir-faire liés au patrimoine.

« La Charte du Patrimoine », mise en place par le CAUE, formalise à la fois la composition, la définition du patrimoine architectural et l'intérêt de sa préservation et de sa mise en valeur dans un effort collectif¹⁴⁰. Reprenant quasiment mot pour mot la « Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe¹⁴¹ », l'article 1^{er} donne une définition

138 Loi du 3 janvier 1977 (décret d'application 78-172 du 9 février 78) sur l'architecture. Le statut et les missions du CAUE sont détaillés dans la convention signée le 27 novembre 1997 entre le ministère de la Culture et la direction de l'Architecture et la Fédération nationale des CAUE : <http://www.archi.fr/CAUE/Textes/conv.html>

139 Les missions du CAUE 06 sont détaillées sur le site Internet : <http://www.caue06.fr>

140 Cette Charte est proposée aux différents partenaires du CAUE : élus, professionnels de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement, collectivités locales, représentants des administrations et de l'État, professionnels du tourisme, associations et groupements de particuliers.

141 « Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe », Conseil de l'Europe, Grenade, 1985.

du patrimoine architectural en précisant sa composition : « *Aux fins de la présente Charte, l'expression "patrimoine architectural" est considérée comme comprenant les biens immeubles suivants :*

Les Monuments historiques classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire suivant les lois du 31 décembre 1913, 23 juillet 1927, et 27 décembre 1930, et en général toutes réalisations particulièrement remarquables en raison de leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique, y compris les installations ou les éléments décoratifs faisant partie intégrante de ces réalisations.

Les ensembles architecturaux : groupements de constructions urbaines ou rurales remarquables par leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique et suffisamment cohérents pour faire l'objet d'une délimitation topographique.

Les sites : œuvres combinées de l'homme et de la nature, partiellement construits ou non et constituant des espaces suffisamment caractéristiques et homogènes pour faire l'objet d'une délimitation topographique, remarquables par leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique ».

Cette définition institutionnelle constitue un cadre formel de référence sur lequel s'appuient les démarches du CAUE. Dans la déclinaison de ses missions, la récurrence du terme « patrimoine » souligne, plus que la nécessité, le principe essentiel de sa prise en compte dans les démarches d'aménagement et de développement local. Considéré comme un véritable outil opérationnel, le patrimoine se présente pour cet organisme comme le vecteur privilégié de la mise en valeur des territoires (urbains ou ruraux), la pierre d'achoppement autour de laquelle se construit et s'articule toute réflexion, tout projet d'intervention sur le cadre de vie.

1.3.2.3. La Mission Patrimoine

La Mission Patrimoine¹⁴², Centre du Patrimoine depuis septembre 2004, dépend de la direction centrale des affaires culturelles de la Ville de Nice. Elle a pour rôle la valorisation et la diffusion de la connaissance du patrimoine matériel et immatériel de « *Nice et de son Comté* ¹⁴³ » par l'organisation de visites commentées de découvertes sur site, par des publications (albums iconographiques, dépliants...), par des conférences et animations pédagogiques, par « *l'inventaire du patrimoine niçois* ». La création et les missions du Centre du Patrimoine correspondent et participent au phénomène sociétal d'attachement aux formes du passé, manifestation d'un « immense désir de mémoire qui se traduit dans un gigantesque effort

¹⁴² La Mission Patrimoine a été créée par délibération en date du 13 février 1988. Elle a été le partenaire de notre recherche d'octobre 2001 à octobre 2004.

¹⁴³ http://www.crdp-nice.net/patrimoine/nice_nord/centre_patrimoine.htm

d'inventaire, de sauvegarde, de conservation et de valorisation des indices supposés de son propre passé [...] ¹⁴⁴» Cette structure, accueillant deux attachés de conservation, un historien et une ethnologue, a été mise en place pour, d'une part, pallier la demande locale en termes de sauvegarde et de conservation du patrimoine et, d'autre part, répondre au développement d'un tourisme « consommateur » de patrimoine. Les rencontres régulières avec les attachés de conservation, leurs points de vue divers et différents, les informations communiqués sur leurs missions en cours, ont contribué à souligner la polysémie du terme « patrimoine » et à replacer notre objet de recherche, à chercher d'autres outils techniques.

1.3.2.4. Collecte de documents de première main auprès des institutions et services municipaux

La récolte documentaire résultant de ces entretiens compte ainsi de nombreux plans, articles de journaux, photographies, illustrations, documents officiels¹⁴⁵ concernant le passé, l'actualité et les possibles devenirs de la Libération et de certains de ses éléments architecturaux. La quantité, la précision, la valeur technique, la teneur informative de ces documents ont joué un rôle décisif dans l'appropriation de notre terrain et de notre objet de recherche orientant notre propre représentation de la Libération.

Deux documents importants, qui nous ont été confiés au cours de l'enquête de terrain, constituent une source capitale de données ethnographiques. Il s'agit tout d'abord des 368 réponses à la pétition lancée par le conseiller général Patrick Mottard à la fin du mois de mai 2004 concernant le maintien de la Gare du Sud *in situ* et la réhabilitation du quartier¹⁴⁶, mise à la signature et distribuée sur le marché de la Libération les week-end précédents le mois de juillet. Cette pétition se présente dans sa première partie sous la forme d'un bulletin d'informations sur les événements à venir concernant le devenir de Gare et plus largement le « quartier Malausséna-Libération » en lien avec la décision de la municipalité de déplacer la Gare. Le document présente également la position du conseiller général à l'égard de ce point particulier et de l'aménagement du quartier. La dernière partie est consacrée à un questionnaire où chacun, après avoir indiqué ses coordonnées, peut « défendre son point de vue » en répondant à deux questions : « je souhaite le maintien de la Gare du sud sur place : façade seulement ou ensemble du bâtiment » et « je veux la réhabilitation de mon quartier » suivie de plusieurs propositions portées par Patrick Mottard.

144 CANDAU Joël, *Mémoire et identité*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, p. 156.

145 Bilans de concertations publiques, phases d'études du tramway, Études préliminaires, POS partiel Libération, comptes rendus des réunions du « groupe de réflexion Libération-Malausséna », Décisions du ministère de la Culture, arrêtés préfectoraux, courriers de la DRAC, délibérations de conseils municipaux mais aussi courriers d'habitants...

146 Annexe 19.

Les réponses à ce questionnaire s'inscrivent en soutien à l'action politique engagée par cet élu. Même si elles représentent une source importante d'informations sur les positions de chacun des répondants à l'égard des deux enjeux d'aménagements (envisagés séparément), ce sont davantage les remarques librement exprimées dans un coin du document, aucune place n'y étant dévolue, qui constituent un recueil de données de grande valeur. D'autant que 140 pétitions présentent au moins une observation personnelle. Outre les *desiderata* des uns et des autres, certaines d'entre elles insistent sur le caractère patrimonial de la Gare quand d'autres expriment l'intérêt voire la nécessité de sa démolition. Un relevé a été effectué des termes descriptifs du quartier et de la Gare comme des arguments avancés pour justifier l'assignation d'une signification patrimoniale ou la conception de « déchets urbains ». Ils ont nourri notre réflexion tout comme les adresses des signataires qui constituent également des informations importantes sur la diversité des provenances des personnes mobilisées ou portant un intérêt aux projets d'aménagement du quartier de la Libération et aux diverses problématiques qu'il génère. Pour ce faire, il a été nécessaire de définir spatialement ce que nous-même considérons comme quartier de la Libération. Cela dit, nos choix quant aux limites supposées du quartier n'ont eu que peu d'impact sur la conception des groupes, s'agissant seulement d'obtenir une vision d'ensemble de la provenance des signataires¹⁴⁷.

Quant au compte rendu de l'enquête préalable à déclaration d'utilité publique concernant l'installation de la ligne 1 du tramway, document interne à la Mission Tramway, il recense une partie des commentaires déposés sur les cahiers de doléances et en présente une courte analyse¹⁴⁸. Il permet de saisir les raisons de l'abandon du tracé de la « diagonale » au profit de la variante Borriglione. Il pointe également l'importance du rôle joué par les mobilisations qui auraient alerté la commission d'enquête sur les conséquences de ce choix sur « *l'environnement, le paysage urbain et le patrimoine* ».

147 45 % des signataires habitent le quartier de la Libération, 48,5 % résident dans d'autres quartiers de la ville de Nice, 3,25 % viennent de communes environnantes (Saint-Laurent du Var, La Trinité, Le Broc, Levens, Antibes, Villeneuve-Loubet, Tourrettes-sur-Loup, Cagnes-sur-mer, Colomars), enfin 3,25 % des bulletins sont anonymes. Les citations extraites de ces bulletins apparaîtront au cours de l'analyse sous une forme équivalente aux références de tous nos informateurs directs.

148 On y apprend, par exemple, que plus de 11 000 personnes se seraient exprimées (déplacement + courrier).

1.3.3. Associations et comités

Les projets, leur annonce, ont eu pour conséquence le regroupement d'habitants et d'usagers du quartier en associations ou comités. Ainsi, dans le quartier¹⁴⁹, une structure est apparue en réaction à l'annonce du tracé du tramway : « le comité d'action pour un tracé rationnel du tramway de Nice dans le secteur 2 (liaison square Boyer-place Général de Gaulle) et le suivi du projet dans son ensemble¹⁵⁰ ». Dans les premiers balbutiements du projet d'aménagement, incluant l'installation du tramway, une association est lancée par des commerçants en décembre 1998, l'Aqcamade¹⁵¹, dans le but, entre autres, de « *protéger l'environnement, la qualité de vie et le patrimoine du quartier* », de défendre leurs intérêts dans la phase de travaux à venir et d'intervenir pour cela auprès des pouvoirs publics. Cette association rejoindra fin 2004 un regroupement d'associations de commerçants et de riverains mobilisé autour de la question du tracé du tramway et baptisé Nissa l'Abeille¹⁵². En 1999, un comité de quartier est créé, plutôt favorable aux projets d'aménagement, « Nice-quartier Thiole, comité de quartier d'intérêt général Villermont, Veillon, Mirabeau, Comboul, Rouget de l'Isle, square Saint-Quentin et toutes rues avoisinantes¹⁵³ », suivi par la mise en place, comme un contre-pied, du « comité de défense du jardin Thiole, de la place du Général de Gaulle et du quartier de la Libération¹⁵⁴ ». Celui-ci fut également suivi un an plus tard par la création de l'« association de défense du Palais de Provence¹⁵⁵ », après qu'il fut annoncé que le projet en prévoyait la démolition.

D'autres, déjà existantes, telle l'association « Don Quichotte », continuaient, par la mobilisation de certains de ses membres, à œuvrer contre la démolition de la Gare du Sud, mainte fois annoncée depuis le début des années cinquante. Le soutien venant d'associations du quartier aux buts divers ou de structures voisines tel le « comité de quartier du Parc Impérial »

149 Nous précisons « dans le quartier » car bien d'autres associations ont vu le jour dans la ville en lien avec le tracé du tramway telle « l'association de défense des avenues Cernuschi-Valenting et de Nice Nord » dont l'objet déclaré le 13 novembre 2001 au Journal Officiel concernait « *la sauvegarde des avenues Cernuschi-Valenting et défense des intérêts des habitants de Nice Nord face au projet du tramway* ».

150 Déclaration au J.O. le 1^{er} août 2002, objet : « *promouvoir le meilleur tracé possible pour le futur tramway dans le secteur concerné* ».

151 « Association de Quartier des Commerçants et Artisans de l'avenue Malausséna et de la place De Gaulle ».

152 La référence est ici faite, en un jeu de mots, à Nissa la bella, l'hymne en langue niçoise de la ville de Nice écrit au tout début du xx^e siècle. Pour un historique de l'association : <http://www.borriglione.com/nizza-abeille-asso.php>

153 Déclaration au J.O. le 22 avril 1999, objet : « *comité de quartier d'intérêt général regroupant riverains, commerçants, artisans, professions libérales. Il a pour but de préserver la qualité de vie du quartier, son environnement et désire promouvoir toutes activités destinées à son développement, éventuellement de le dynamiser par des animations culturelles et autres* ».

154 Déclaration au J.O. le 17 février 2000, objet : « *assurer la défense des intérêts des riverains du jardin Thiole, de la place Général de Gaulle et du quartier de la Libération à Nice* ».

155 Déclaration au J.O. le 14 mars 2001, objet : « *s'opposer par la négociation ou tous les moyens légaux au projet de la ville de Nice tendant à acquérir l'immeuble dénommé Palais de Provence par voie d'expropriation* ».

s'annonçait également davantage en faveur du maintien de la Gare.

Rencontrer les présidents de ces associations n'a pas toujours été chose aisée. D'ailleurs il ne nous a pas été donné de tous les interroger. Il s'est avéré préférable, dans cette période, de se présenter sur recommandation d'une connaissance ou de prononcer « tactiquement » le nom d'un membre ou d'un « contact politique favorable » rencontré plus avant. C'est ainsi qu'il fut possible d'obtenir un rendez-vous avec les présidents de structures œuvrant globalement pour le maintien de la Gare et la défense du quartier et ceux d'associations les soutenant. Pour ce qui est des autres associations, la méfiance a été davantage de rigueur du fait, c'est une possibilité, d'être du côté des défenseurs – minoritaires – des projets de la municipalité. Poussant la porte des commerces tenus par certains, les échanges se sont très souvent limités à un entretien de comptoir qui ne laissait passer que peu d'informations. Mais la pugnacité payant parfois, l'opportunité de rencontrer Madame Ch. nous ouvrait alors le sésame du « *club fermé* », d'après ses propres mots, des réunions de soutien au projet. Participer aux assemblées ou réunions d'information plus ou moins privées de ces structures a également été l'occasion de rencontrer de nouveaux informateurs.

2. L'utilisation de la cartographie mentale comme stratégie d'enquête

Le contexte de mobilisations, d'actions patrimoniales, de prises de position était bien évidemment à l'origine du choix du terrain. Les projets d'aménagements concernant la Libération engageaient des conflits soulevant la question du patrimoine et impliquant différents acteurs « conscients de l'incompatibilité de leurs positions respectives au sujet d'enjeux qui mettent en cause des intérêts et des valeurs¹⁵⁶ ». Ces conflits se sont présentés comme des alertes majeures qui, sans être l'objet de notre étude, allaient par la suite conditionner notre terrain, nos enquêtes et finalement notre analyse. Véritable fil rouge de notre travail de recherche, ces conflits exacerbés autour du patrimoine ou du moins d'enjeux patrimoniaux nous ont parfois tenue à l'écart et, face à l'incertitude, l'intuition a bien souvent été instigatrice de révisions de nos stratégies d'enquête.

156 VILLENEUVE Paul, TRUDELLE Catherine, PELLETIER Mathieu, THERIAULT Marius, « Les conflits urbains : une approche analytique », *Environnement Urbain*, vol. 3, 2009, consulté le 17 décembre 2011, <http://id.erudit.org/iderudit/044601ar>

2.1. Déviation

Dans le brouhaha et le tumulte occasionnés par les projets d'aménagement prévus pour le quartier de la Libération, la nécessité de jongler entre les impératifs méthodologiques et la réalité du terrain nous a conduit à un « bricolage » permanent pour, bien souvent et dans la durée, contourner les obstacles décrits plus avant. Terrain difficile parce que sujet à des luttes de significations¹⁵⁷, il s'est agi de trouver un moyen de réduire, lors des entretiens, les tensions et les quiproquos, trouver un outil susceptible de désamorcer les problèmes de positionnement du chercheur face aux informateurs et inversement. Les appréhensions à notre égard biaisaient les réponses aux questions, les uns se plaçant dans la retenue par peur d'être victimes de délation par exemple, les autres cherchant davantage à polémiquer sur les décisions politiques d'un parti auquel ils n'adhéraient pas. Face à ce danger situationnel¹⁵⁸, entre hostilité et défiance, à une forme de stigmatisation en tant qu'intrus, des ajustements ont nécessité une réorientation de la recherche. Dans un premier temps, en tout cas, ils nous ont obligée à emprunter une déviation qui s'est avérée, au fond, fort constructive.

C'est donc par stratégie que le choix d'un des outils techniques s'est arrêté sur la représentation graphique des cartes cognitives accompagnée d'un premier entretien. Ce choix s'est avéré décisif et même majeur dans le contournement. Outil projectif, cette méthode a permis de placer à distance les appréhensions, les craintes et les attentes entre l'enquêteur et les informateurs. En effet, différentes lectures en analyse spatiale sur les représentations de la ville, sur la notion de quartier, ont conduit à porter l'attention sur la cartographie mentale, outil particulièrement utilisé en psychologie environnementale et en géographie sociale, mais également en sociologie et en anthropologie. Depuis Lynch, la cartographie mentale a fait des émules. Les travaux utilisant cet outil technique de recueil de données sont légion. L'ouvrage de Moser et Weiss¹⁵⁹ le rappelle dans les chapitres « voir, sentir et ressentir son environnement » et « percevoir, penser et imaginer son environnement ». Il assied théoriquement et empiriquement la pertinence scientifique d'une telle approche méthodologique en sciences humaines et sociales. C'est en tant que support au discours et qu'inducteur de paroles que cet outil a été employé, permettant de désamorcer les situations de défiance, de désengorger les voies sans issues au bout desquelles d'insondables parcelles de terrain échappaient à l'observation, de sortir du seul versant politique des propos, en plongeant l'informateur dans l'acte du dessin.

157 Pour une définition du « terrain difficile », se référer à l'article de BOUMAZA Magali, CAMPANA Aurélie, « Enquêter en milieu difficile », *Revue française de science politique*, vol. 57, 1, 2007, p. 5-25.

158 Selon Raymond LEE d'après BOUMAZA Magali, CAMPANA Aurélie, *op. cit.*, p. 11.

159 MOSER Gabriel, WEISS Karine (Éd.), *op. cit.*, 2003, 396 p.

Cet acte du dessin s'envisage comme la production d'un objet à rapprocher quelque peu de l'objet de relation tel que défini par Gimenez¹⁶⁰, essentiellement en ce qu'il est un objet intermédiaire, transactionnel, qui n'a le statut ni d'interne ni d'externe mais d'« entre-deux » et qui articule deux espaces, deux représentations, etc. ; un objet de partage pouvant être utilisé par les deux personnes en même temps, même si elles l'utilisent différemment ; un objet qui permet de construire une sorte de micro-culture intermédiaire entre les deux interlocuteurs, qui donne l'illusion de se comprendre, étayée sur la croyance d'une culture partagée, et donc rend l'échange possible. Véritablement instigatrice de la possibilité d'échanger, cette production, en focalisant l'attention de l'enquêté, a alors ouvert un accès singulier aux représentations du quartier permettant d'approcher cette fois-ci les représentations patrimoniales et d'aborder la question de la fabrique patrimoniale de la personne ordinaire, plus spécifiquement dans ce contexte conflictuel lié à un projet d'aménagement.

En instaurant une forme de recentrement, en se présentant comme une introduction originale voire surprenante, cet outil s'est imposé comme une liaison. Plus encore, si l'intérêt majeur était celui de comprendre la fabrique patrimoniale ordinaire à partir de l'hypothèse de l'investissement de la notion de patrimoine par le sens commun et son fonctionnement comme représentation, il nous fallait appréhender ses différentes manifestations dans le quotidien, d'autant que les digressions de certains premiers informateurs laissaient envisager des formes inédites de pensées et de caractérisations patrimoniales. Saisir ces différentes manifestations, noter leurs récurrences a nécessité avant tout de trouver un outil susceptible de ramener les personnes interrogées à leurs (nombreuses) expériences de l'espace urbain de la Libération. Autrement dit, un outil qui permette d'accéder, par le biais de descriptions par remémoration et d'émissions de jugement de valeur, aux représentations idiosyncrasiques du quartier et des éléments considérés comme étant patrimoniaux. Déliant la parole, cet outil s'envisage comme une première étape originale et fructueuse dans l'accession à la conception patrimoniale de chacun des informateurs. Le terme de déviation n'a pas été choisi au hasard. S'il exprime l'écart pris par rapport à la direction que l'on semblait normalement devoir suivre, il annonce également que la perspective du point de chute envisagé initialement sera différente et chargée de tous les éléments inattendus récoltés sur cet « itinéraire bis ».

160 GIMENEZ Guy, « Les objets de relation en situation individuelle, familiale et groupale », *Le Divan familial*, n° 16, 1, 2006, p. 77-96.

2.2. Expérience environnementale, représentation de l'espace, cartographie mentale

Pourquoi faire le choix d'une partie théorique et conceptuelle sur l'expérience environnementale, la représentation de l'espace et la cartographie mentale alors que nous traitons de la fabrique patrimoniale ordinaire ? Tout simplement parce qu'elle propose d'une part les outils nécessaires à l'interprétation du contenu des cartes qui ont beaucoup à nous dire sur la relation des pratiquants ordinaires à l'espace, aux lieux et aux temps du quartier et que, d'autre part, ces clés, telles l'expérience, les représentations mentales, sociales et collectives issues des travaux sur la ville et l'espace urbain apportent un éclairage peut être encore peu considéré dans les études sur le patrimoine. Ce que nous voulons dire, c'est que ces théories et concepts propres aux études urbaines nécessitent ici d'être maîtrisés parce qu'ils offrent des possibilités d'approche originale de la question patrimoniale en milieu urbain et, qu'outre ce qu'ils nous permettent d'analyser des relations à l'espace et à l'environnement, ils mettent à dispositions des savoirs opérants dans l'analyse des rapports au patrimoine et des pratiques patrimoniales. Nous sommes certainement tous d'accord, qu'elles soient mentales ou sociales, les représentations ne sont pas limitées à leur seule dimension spatiale.

2.2.1. De l'image de la ville aux représentations de l'espace urbain

2.2.1.1. Les travaux précurseurs de Lynch : apports et limites

Kevin Lynch, dans son premier livre *The image of the city*¹⁶¹, redonne une légitimité à l'analyse visuelle en s'interrogeant sur les villes de Boston, Jersey City et Los Angeles. Il part du constat, inquiétant selon lui, que les villes américaines connaissent de rapides changements semblant entraîner des problèmes d'ordre identitaire. En envisageant la ville sous son aspect visuel, il avance que celle-ci ne peut être séparée de son image mentale. Il pose avant tout que tous les éléments sont inséparables de l'environnement dans lequel ils se dressent, des événements qui lui sont attachés, des souvenirs relatifs aux expériences passées, plaçant les habitants comme les acteurs (et non comme des spectateurs) des scènes qui se déroulent au sein de la cité. La ville n'est donc pas seulement un objet de perception mais un produit de l'activité sociale. L'image de la cité qui intéresse Lynch est l'image mentale que s'en font ses habitants. Il entreprend ainsi de travailler sur les images collectives produites par la ville, les représentations mentales partagées par un grand nombre d'habitants (partageant une même réalité physique, une même culture...) et non sur l'image mentale d'un individu face à un espace bâti urbain déterminé. La technique qu'il développe est celle de la représentation graphique

161 LYNCH Kévin, *L'image de la cité*, Paris, Dunod, 1969, 222 p.

appelée cartographie mentale, qu'il associe à la méthode des entretiens lui permettant d'accéder aux significations et aux raisons sous-jacentes au contenu et à la structure des cartes.

Il s'attache à la *lisibilité* du paysage urbain, autrement dit à la capacité et à l'aisance à reconnaître et organiser les parties qui la composent selon un schéma cohérent, un ensemble de symboles, d'éléments appréhendables dans un système spatial. Pour que l'environnement soit correctement situé, « nous ne devons pas considérer la ville simplement comme une chose en soi, mais bien telle que ses habitants la perçoivent [...] L'image de l'environnement est le produit, tout à la fois de la sensation immédiate et de l'expérience passée recueillie par la mémoire : c'est elle qui permet d'interpréter l'information et de diriger l'action¹⁶² ». Ces images constituent des cadres de référence permettant d'organiser activités, croyances ou connaissances mais chacun doit pouvoir les modifier en fonction de son expérience et du renouvellement de ses besoins. Pour analyser l'image de la ville, il introduit également le concept d'*imagibilité* qui est la qualité qu'un objet physique possède de provoquer une image forte chez tout observateur.

Dans l'image de l'environnement ainsi créée, Lynch distingue trois composantes permettant l'analyse : l'identité, la structure et la signification. « Une image doit, pour être utilisable, pouvoir être identifiée, liée à un objet, c'est-à-dire distinguée de ce qui l'entoure, et reconnue en tant qu'entité séparée. En second lieu, l'image doit impliquer une relation spatiale, formelle, de l'objet avec l'observateur et d'autres objets. Enfin, l'objet doit avoir pour l'observateur une signification pratique ou affective¹⁶³ ». Les significations, quant à elles, varient en fonction des individus et des situations, s'appuyant toutefois sur des qualités puissantes de la ville.

Les travaux de Kevin Lynch sur les représentations spatiales ont permis de proposer une première classification en cinq catégories des éléments qui les composent : les chemins (*paths*), les limites (*edges*), les quartiers (*districts*), les nœuds (*nodes*) et les points de repère (*landmarks*)¹⁶⁴. Le recueil de ces informations sur les éléments constitutifs de la représentation permet essentiellement de cerner le corpus des connaissances environnementales des individus. À partir de ces travaux, de nombreuses études ont été et sont menées centrées sur les analyses

162 CHOAY Françoise, *L'urbanisme, utopies et réalités*, Paris, Le Seuil, 1965, p. 387.

163 Idem, p. 389.

164 Les chemins : éléments prédominants de la carte mentale, itinéraires habituellement empruntés (rues, promenades, voies de chemin de fer, canaux...) ; les limites : frontières entre deux phases ou solutions de continuité (cours d'eau, murs, lotissement, barrière...) ; les quartiers : parties de la ville identifiées comme un tout et se distinguant par une ou des caractéristiques générales ; les nœuds : points stratégiques de la ville, points de jonction ou de concentration (places, croisements, abris...) ; les points de repère : autre type de référence ponctuelle, habituellement objets physiques fréquemment utilisés pour l'identification et la structuration des villes (monuments, signes graphiques, commerces...). De nombreux ouvrages reprennent les définitions de ces cinq éléments marquants du paysage urbain. Nous renvoyons le lecteur, outre le livre de Lynch, aux pages 31 à 37 de l'ouvrage de PANERAI Philippe, DEPAULE Jean Charles, DEMORGEON Marcelle, *Analyse urbaine*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2005, 189 p. ou au chapitre de Thierry RAMADIER, « Les représentations cognitives de l'espace : modèles, méthodes et utilité », *op. cit.*, p. 182-183.

soit sur le milieu (repérage des éléments les plus fréquemment désignés), soit sur les groupes sociaux pour relever les représentations sociales de l'espace (mise en évidence des différences qualitatives et/ou quantitatives). Se concentrer sur les éléments constitutifs de la représentation spatiale permet également d'aborder les expériences urbaines des individus, la fréquentation des lieux, les parcours empruntés, les pratiques de l'espace qui structurent leur représentation.

Pour Lynch, la première fonction de la représentation mentale qu'un habitant se fait de sa ville est avant tout celle d'une mise en ordre assurant une sécurité émotionnelle. Cette conception s'appuie sur l'idée d'un mouvement d'échanges constant entre l'acteur et son milieu, ce processus permanent d'interaction agissant comme un filtre des perceptions et impressions sensorielles. Si l'on suit cette idée, les cartes ne seraient que des instantanés. Cependant, les assimiler réellement à des instantanés ne semble pas efficient, car pour un individu donné elles tendent plus ou moins à se stabiliser, probablement suivant un principe d'économie cognitive. Conscient des limites de sa méthodologie et du fait qu'elle ne constituait qu'un premier pas pour comprendre les significations que les individus attribuent aux lieux, il a tout de même fourni de solides bases aux études sur les rapports et les influences entre les individus et leurs environnements physiques et sociaux.

2.2.1.2. Des échelles de représentation : dimensions collectives, sociales, culturelles

Les travaux qui ont suivi ont, quant à eux, insisté sur le poids des significations véhiculées par l'environnement dans la compréhension de ses interrelations avec les individus. Ledrut par exemple, souligne que la lisibilité d'une ville ne peut se réduire à ses seules caractéristiques physiques mais qu'elle est également le produit des expériences et des significations accordées aux éléments qui la composent. Il se démarque de Lynch en affirmant que « le terme d'image désigne une structure du discours portant sur un objet et un groupe de phénomènes relativement définis. L'image de la ville n'est pas une somme d'"états de conscience", c'est une parole distincte¹⁶⁵ ». Quant à Jodelet¹⁶⁶, elle stipule que l'espace ne doit plus être réduit à l'agencement d'éléments mais plutôt s'envisager comme le contexte socioculturel de pratiques sociales investissant de valeurs et de significations les éléments physiques et les informations qui les concernent. Notre approche méthodologique nécessite de rappeler utilement quelques éléments théoriques afférents au vaste domaine d'étude des représentations qui sont utiles et utilisés dans le champ d'étude sur la ville dans le but d'éclairer les choix terminologiques et conceptuels indispensables à la mise en place de la grille d'entretien et à l'analyse des données.

165 LEDRUT Raymond, *op. cit.*, p. 15.

166 JODELET Denise, « Les représentations socio-spatiales de la ville », in DERYCKE P.H. (Éd.), *Conceptions de l'espace*, Paris, Université de Paris X, 1982, p. 145-177.

2.2.1.2.1. *Représentations collectives versus représentations sociales*

Les travaux de Rouquette et Rateau¹⁶⁷ offrent un cadre défini par la distinction entre représentations sociales et représentations collectives. Ces dernières, déjà définies par Durkheim en 1898, sont des représentations consensuelles, à un moment donné, entre les groupes d'une société. Rapportée à la ville, cette définition renvoie à « un archétype propre à une société et partagée par l'ensemble de ses membres¹⁶⁸ », autrement dit, à une image consensuelle de la ville intériorisée par tous, activée par chacun lors de l'appréhension d'un espace urbain. Mais cette définition ne diminue en rien la principale difficulté, à savoir comment déterminer que des représentations – i.e. des états mentaux – sont réellement consensuelles. Nous postulons que les cartes mentales sont un pas dans ce sens. L'étude de Milgram et Jodelet¹⁶⁹ sur les représentations socio-spatiales de la ville va définitivement introduire la dimension collective dans l'approche des représentations de l'espace. Plus particulièrement, cette étude princeps sur les représentations de Paris introduit le terme de représentations socio-spatiales pour désigner les représentations partagées par des groupes sociaux relativement à un espace.

Quant à la définition des représentations sociales par Moscovici¹⁷⁰, elle introduit une distinction sociale. Il avance que ce sont en fait des représentations qui différencient les groupes d'une société selon les positions qu'ils occupent. La théorie des représentations sociales est fortement travaillée et employée en psychologie sociale et environnementale par Abric¹⁷¹, Moliner¹⁷² ou Mannoni¹⁷³ entre autres. Elle pose, et nous l'envisageons ainsi, que l'étude des représentations sociales suppose un regard ternaire impliquant l'Alter, l'Ego et l'objet. Concrètement, une représentation sociale se présente « comme un ensemble d'éléments cognitifs (opinions, informations, croyances) relatifs à un objet social¹⁷⁴ ». Moliner *et al.* stipulent en outre que quatre caractéristiques définissent cet ensemble : la première caractéristique de la

167 ROUQUETTE M.L., RATEAU P., *Introduction à l'étude des représentations sociales*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1998, 150 p.

168 MARCHAND Dorothee, « Le centre-ville est-il le noyau central de la représentation sociale de la ville ? », *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, n° 66, 2005, p. 57.

169 MILGRAM S., JODELET Denise, « Psychological maps of Paris » in PROSHANSKY Harold M., ITTELSON W.H., RIVLIN L.G. (Éd.), *Environmental Psychology*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1976, p. 104-124.

170 MOSCOVICI Serge, *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, Presses Universitaires de France, 1976, 512 p.

171 ABRIC Jean-Claude, *Pratiques sociales et représentations*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, 251 p.

172 MOLINER Pascal, *Images et représentations sociales*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1996, 275 p.

173 MANNONI Pierre, *Les représentations sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, 128 p.

174 MOLINER Pascal, RATEAU Patrick, COHEN-SCALI Valérie, *Les représentations sociales. Pratique des études de terrain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p. 13.

représentation sociale est d'être organisée, structurée, c'est-à-dire que les individus s'autorisent à établir des relations entre ses différents éléments constitutifs. La deuxième caractéristique est d'être partagée par les individus d'un même groupe social, mais l'aspect consensuel de la représentation est le plus souvent partiel du fait de la plus ou moins grande homogénéité du groupe et de la position de l'individu vis-à-vis de l'objet de représentation. Sa troisième spécificité est d'être collectivement construite à l'occasion d'un processus global de communication. À partir de l'exposition aux communications de masse et d'échanges interindividuels, les individus du groupe mettent en commun des éléments qui vont constituer la représentation sociale. Ainsi émergent les consensus et se construit simultanément la conformité sociale des opinions, des croyances et des informations. Enfin, la représentation sociale est socialement utile. Elle permet d'appréhender l'objet, de comprendre et d'interpréter l'environnement social, d'interagir dans le groupe et entre groupes. De plus, elle procure des critères d'évaluation de l'environnement comme autant de dispositifs permettant de justifier ou légitimer certaines conduites.

Ainsi, la définition que nous retiendrons est celle avancée par Roussiau et Bonardi pour qui « une représentation sociale est une organisation d'opinions socialement construites, relativement à un objet donné, résultant d'un certain nombre de communications sociales, permettant de maîtriser l'environnement et de se l'approprier en fonction d'éléments symboliques propres à son ou ses groupes d'appartenance¹⁷⁵ ». Elle autorise donc une expérience partagée – mais pas entièrement – de la connaissance qui permet de justifier certains schémas de raisonnement, en particulier, pour ce qui nous intéresse, de prendre position dans un débat entre partenaires situés dans des rapports sociaux. Appliquées à la ville, les représentations sociales renvoient à des modèles collectifs de penser la ville, ce que Marie-Line Félonneau nomme « théories implicites de la ville¹⁷⁶ » et qui affecteraient la perception du cadre de vie. La représentation sociale serait donc un système sociocognitif, un système à double logique, la première impliquant un individu qui acquiert et utilise des informations à propos de l'environnement et de son fonctionnement en systèmes et sous-systèmes. La seconde logique suppose, quant à elle, que les conditions sociales dans lesquels se construit et / ou se transmet une représentation sont à l'origine de l'activation de ces processus cognitifs. Autrement dit, cette approche nécessite la prise en compte d'un fond commun constitué de croyances, de savoirs et de valeurs afférents à la ville qui permet de se représenter l'espace urbain et, plus largement, le monde et de communiquer à son sujet. Pour finir, ajoutons que s'intéresser aux représentations sociales, comme le signale Sandrine Depeau, « permet de comprendre la différenciation sociale des conduites et des comportements et le rôle

175 ROUSSIAU Nicolas, BONARDI Christine, *Les représentations sociales. États des lieux et perspectives*, Sprimont, Pierre Mardaga Éditeur, 2001, p. 19.

176 FELONNEAU Marie-Line, « Théories implicites de la ville et représentations sociales de la banlieue », *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, n° 41, 1999, p. 12-30.

des communications sociales. Elle contribue par ailleurs à mieux appréhender les processus de production identitaire, la résistance aux changements ainsi que la vulnérabilité des conduites et comportements dans des contextes de changements ou de rupture¹⁷⁷ ».

2.2.1.2.2. *Représentations culturelles*

Peut-on alors parler de manière équivalente de représentations culturelles ? Reprendre la différence établie par Joël Candau entre le social et le culturel permet de distinguer les deux dimensions : « Si, au sein de notre espèce, l'on accepte de définir le social comme toutes les formes de rapports qui se nouent entre des êtres humains à différents moments de leur vie, alors on peut définir le culturel comme ce qui, dans ces rapports, est relativement stabilisé pendant un temps déterminé, partagé par plusieurs individus et éventuellement transmis sans altération majeure entre deux générations ou plus¹⁷⁸ ». Ainsi les représentations culturelles seraient constituées d'éléments plutôt stables largement distribués dans un groupe social, par le fait d'une communication répétée, sous la forme – suffisamment fidèle – d'un ensemble organisé et qui habiterait de façon durable les individus de ce groupe, faisant l'objet d'une version mentale en chacun d'eux¹⁷⁹. Les représentations culturelles de la ville et de l'espace urbain recèleraient donc la part de stabilité relative dans l'image de la ville circulant au sein du groupe et propre à la société dans laquelle il évolue. Elles permettraient, de façon subjective, d'interpréter à partir d'une grille de lecture assimilée par apprentissage¹⁸⁰, de percevoir, de comprendre et d'accorder des significations à la ville, à l'espace urbain et à ce qui le compose. Elles déterminent leur caractère culturel intrinsèque et « le degré d'intérêt qui leur est porté dans le contexte environnemental¹⁸¹ ».

Cependant, précisons, en suivant Tuan¹⁸², que même si les comportements et les valeurs culturelles des individus et du groupe auquel ils appartiennent influencent inéluctablement le

177 DEPEAU Sandrine, « De la représentation sociale à la cognition spatiale et environnementale : la notion de « représentation » en psychologie sociale et environnementale », *Espaces et sociétés*, n° 25, 2006, p. 12.

178 CANDAU Joël, « La mémoire et le principe de perte », à paraître.

179 SPERBER Dan, « L'étude anthropologique des représentations : problèmes et perspectives », in JODELET Denise (Éd.), *Les représentations sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 133-148.

180 « Les différences entre les cultures sont des variantes issues d'un même processus d'apprentissage, qui est universel » : BLOCH Maurice, « Du Cerveau à la culture : qu'est-ce que l'anthropologie cognitive », in JOURNET Nicolas (Éd.), *La culture, de l'universel au particulier*, Sciences Humaines Éditions, 2002, p. 57.

181 Ainsi, Monteiro signale plus spécifiquement à propos des objets du patrimoine : « les représentations culturelles sont des structures qui adaptent des éléments sélectionnés et qui les présentent en fonction de la capacité des individus à percevoir et comprendre leur signification. Ainsi que l'ont observé Riegl (au début du xx^e siècle) et plus récemment Feilden et Jokilehto (1995), les valeurs culturelles liées aux objets du patrimoine ainsi que leur relation aux observateurs d'aujourd'hui ne peuvent être que des interprétations subjectives » : MONTEIRO Circe M. Gama, FIGUEIREDO Diva Maria Freire, ROAZZI Antonio, *op. cit.*, p. 88.

182 TUAN Yi-Fu, *Espace et lieu, la perspective de l'expérience*, Infolio Éditions, 2006, 219 p.

sens accordé au lieu, à l'espace et à leur organisation, s'attacher aux seuls facteurs culturels pour expliquer les manières dont ils sont construits revient à omettre d'autres traits communs transcendant les particularités culturelles. Mais, quoi qu'il en soit, les représentations sont systématiquement des interprétations culturelles parce que, d'une part, l'environnement est culturellement marqué et que, d'autre part, « l'homme ne peut échapper à l'emprise de sa propre culture, qui atteint jusqu'aux racines mêmes de son système nerveux et façonne sa perception du monde¹⁸³ ». Sans compter que les êtres humains possèderaient ce que Joël Candau nomme « une aptitude naturelle à devenir des êtres hyperculturels¹⁸⁴ ». Ces interprétations vont mettre en avant, cibler, déformer, (dé)placer, effacer certains marqueurs en fonction des besoins, des capacités, des dispositions de chacun des individus d'une société particulière pour donner une image façonnée du lieu et de l'espace répondant à des exigences culturelles, image qui « nous signifie en retour qui nous sommes et comment nous devons faire¹⁸⁵ ».

2.2.1.3. Expérience environnementale : l'espace, les lieux, les objets

La question de l'expérience environnementale de l'individu est donc fondamentale dans toute étude des représentations de la ville et, nous le postulons, du patrimoine urbain. C'est sur elle qu'est centrée notre approche méthodologique. Pour cette raison, quelques jalons théoriques et terminologiques méritent d'être posés pour exposer notre parti pris. Mais alors que la littérature déborde d'ouvrages dédiés à la question, il faut ici être concis.

Nous partirons alors du postulat suivant : « l'espace représenté se construit, pour chaque individu, sur la base de ses pratiques spatiales, c'est-à-dire sur l'espace concret du quotidien. Ce dernier est aussi espace de vie car il dépend des sphères de l'imaginaire, du rêve, de la mémoire et des concepts¹⁸⁶ ». L'expérience désigne donc les différentes manières au travers desquelles un individu appréhende et construit la réalité. Si, comme l'explique Tuan, « l'espace est rendu

183 Hall rajoute ensuite que « la culture est en majeure partie une réalité cachée qui échappe à notre contrôle et constitue la trame de l'existence humaine. Et même lorsque des pans de cultures affleurent à la conscience, il est difficile de les modifier, non seulement parce qu'ils sont intimement liés à l'expérience individuelle, mais surtout *parce qu'il nous est impossible d'avoir un comportement signifiant sans passer par la médiation de la culture* » : HALL Edward T., *La dimension cachée*, Paris, Le Seuil, 1971, p. 231.

184 CANDAU Joël, « La mémoire et le principe de perte », à paraître.

185 MOSER Gabriel, « Introduction. Questionner, analyser et améliorer les relations à l'environnement », in MOSER Gabriel, WEISS Karine (Éd.), *op. cit.*, p. 13.

186 ROUSSIAU Nicolas, BONARDI Christine, *op. cit.*, p. 77.

par la capacité de bouger¹⁸⁷ », c'est à partir de cette expérience sensorielle¹⁸⁸ et sensible et de la pensée qui lui est associée, que le sens vient au lieu. Elle engage ainsi l'attribution de valeurs émotionnellement connotées. Pour lui, c'est à travers l'expérience répétée et les côtoiements réguliers qui font que nous connaissons mieux un espace et que nous lui accordons sens et valeurs, qu'un espace quelconque se fait lieu¹⁸⁹. De son expérience, de son vécu, l'individu tire un apprentissage et c'est cette mémoire constituée à partir de l'expérience (sensation, perception, conception) qui lui permet, lorsque cela lui est nécessaire, de reconstituer mentalement une réalité dont il tire parti chaque fois qu'il a besoin des informations qu'elle contient. Cette réalité laisse une place importante à l'imaginaire, plus encore lorsque l'expérience directe est limitée ou lorsque l'expérience est absolument indirecte et conceptuelle, se faisant par le biais des symboles et des mythes. Cet imaginaire associé à l'espace et au lieu est à la fois le fruit de l'histoire, des intérêts, des attentes nées des expériences passées de l'individu mais également du traitement qu'il fait de leurs significations sociales et culturelles, le tout influencé par le présent et ses enjeux. « Dans la mesure où les symboles et les significations sont tous deux des constructions sociales, la signification d'un lieu n'est pas tant le résultat des traits inhérents à ce lieu que le résultat des expériences et des représentations que les individus en ont¹⁹⁰ ».

Il est, certes, impossible d'aborder l'espace de l'expérience sans introduire les lieux et les objets qui le définissent mais sa représentation est loin d'être objective, c'est-à-dire uniquement caractérisée par l'ensemble des propriétés inhérentes à chaque élément. Elle n'est pas la somme de ses parties, l'enchaînement de ses éléments, tout comme le « concept d'éléphant » ne correspond en rien à l'assemblage de ses seuls membres, échappant ainsi aux six hommes aveugles de l'Hindoustan dans la version poétique de John Godfrey Saxe, « *the blind men and the elephant* ». Chaque partie peut être définie et analysée en fonction de connaissances acquises aux cours d'expériences passées, renvoyant ainsi au « semblable », au « pareil », au « tel » du vécu. Mais leur assemblage en un tout ne correspond pas à la représentation du tout. La dimension de l'expérience permet de définir l'objet en fonction du sens accordé à l'ensemble

187 Il ajoute plus loin qu'« un objet et un lieu deviennent une réalité lorsque leur expérience est totale, c'est à dire partagée par tous les sens aussi bien que par l'esprit actif et la réflexion » : TUAN Yi-Fu, *Espace et lieu, la perspective de l'expérience*, op. cit., p. 16 et 22.

188 « Notre sentiment de l'espace résulte de la synthèse de nombreuses données sensorielles, d'ordre visuel, auditif, kinesthésique, olfactif et thermique. Non seulement chaque sens constitue un système complexe, mais chacun d'entre eux est également modelé et structuré par la culture. On ne peut donc pas échapper au fait que des individus élevés au sein de cultures différentes vivent également dans des mondes sensoriels différents. La structuration du monde perceptif n'est pas seulement fonction de la culture mais également de la nature des relations humaines, de l'activité et de l'affectivité. C'est pourquoi des individus issus de moules culturels différents peuvent souvent se tromper lorsqu'ils interprètent la conduite des autres à travers les réactions sociales de ceux-ci, leur type d'activité ou leurs émotions apparentes » : HALL Edward T., *La dimension cachée*, op. cit., p. 222.

189 « Le lieu est tout à la fois imprégné d'histoire, repère pour les individus, théâtre des relations qu'ils entretiennent au quotidien » : ABELES Marc, « Compte rendus », *l'Homme*, n° 129, XXXIV, 1, 1994, p. 193-194.

190 MONTEIRO Circe M. Gama, FIGUEIREDO Diva Maria Freire, ROAZZI Antonio, op. cit., p. 90.

dont il dépend (physique et social), à l'espace dans lequel il se dresse et qu'il connote à son tour, donc en fonction des liens affectifs tissés au cours de l'expérience et de ses répétitions. Si de l'expérience naît le sens, c'est au travers de la représentation qui en résulte que l'objet continue de signifier dans le temps de manière plus ou moins stable en fonction du travail de l'oubli et/ou de la multiplication des contacts. Ainsi, pour Kosakaï, « l'identité qu'un objet maintient à travers le temps, telle qu'elle nous est donnée, n'est pas immanente à l'objet, mais il s'agit de la représentation produite par une série d'identifications successives des aspects de cet « objet » par un sujet extérieur qui l'observe¹⁹¹ ».

Expérimenter l'espace conduit à se l'approprier, à le faire sien, à le singulariser pour le (re)construire selon nos sentiments et notre culture. Si l'expérience de l'espace est une occasion, une circonstance, une opportunité, bref, si elle s'inscrit dans un temps déterminé, l'appropriation, quant à elle, implique la durée, la continuité, le temps long. Si l'expérience est le moment du contact entre l'espace et le soi, l'appropriation établit la relation par l'intermédiaire d'un ensemble de pratiques socialement et culturellement définies qui permet d'attribuer une signification à un lieu et de l'affiner. L'expérience est donc à l'origine de l'institution de notre rapport au monde et à l'autre qui y vit.

2.2.2. Cartographie mentale et carte cognitive : définitions adoptées pour notre étude

Les représentations de l'espace urbain de nos informateurs sont donc les produits de leurs expériences du monde inscrites dans le social et le culturel. Dans la diversité terminologique des représentations cognitives de l'espace et la confusion de leur utilisation, entre concept théorique et concept méthodologique, entre produit et processus, il paraît nécessaire de poser les cadres de leur emploi dans ce travail. Il faut comprendre la cartographie mentale comme un processus d'actions, c'est-à-dire une activité et non un objet que nous posséderions. En tant que processus, la cartographie mentale n'est donc pas quelque chose de fixe ou de figé, elle est un mécanisme de production d'images mentales et de modèles de l'environnement nourris par l'expérience personnelle du monde avec lequel nous interagissons, organisés en fonction d'elle et des perspectives de chacun, convoqués lorsqu'il s'agit de prendre des décisions qui nécessitent l'utilisation d'un savoir sur l'environnement (essentiellement pour les déplacements). La cartographie mentale représente non seulement notre façon d'acquérir et de stocker les informations essentielles sur notre environnement spatial quotidien mais également nos capacités à les utiliser. Du fait de l'interaction de l'individu avec ces lieux dans lesquels il évolue (les

191 KOZAKAÏ Toshiaki, « Où est la mémoire collective ? Réflexion sur le statut ontologique du phénomène collectif », in LAURENS Stéphane, ROUSSIAU Nicolas (Éd.), *La mémoire sociale. Identité et représentation sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p. 45.

objets qui les composent) et qui constituent le contexte physique et social de ses comportements (sociaux, spatiaux), il est évident que toute une série de pressions sociales influencent, orientent et utilisent ces opérations de cartographie. Sans oublier l'influence du contexte idéologique où s'inscrit la position sociale de l'individu. La nature organisatrice de la cartographie mentale s'envisage comme un travail d'attribution de sens où la signification n'est pas donnée par l'environnement mais bien par l'individu qui le connote. Elle dépend de la sélection et de la synthèse de nos expériences de l'environnement (physique et social). « Fondamentalement, nous tentons d'utiliser le passé, dans le présent, pour résoudre les problèmes du futur¹⁹² ». Pour ce faire chacun définit des catégories d'identité et des catégories d'équivalence comme reconstructions généralisées et simplifiées de nos expériences de l'environnement. La représentation cognitive est donc la résultante de l'application d'une construction cognitive singulière à la connaissance de l'environnement.

Dès lors, il faut entendre par carte cognitive le produit – toujours provisoire – d'un processus mental par lequel les individus perçoivent, organisent et se représentent leur environnement spatial. Elle est « la représentation mentale de la localisation, de la disponibilité et de la qualité des choses dans l'environnement¹⁹³ ». Reflétant des préoccupations fonctionnelles individuelles et collectives, elle fournit, suivant des formes de sélectivité, un cadre de référence permettant d'interpréter et de comprendre les événements dans cet environnement observé, traversé, imaginé par chacun. « Les individus ont l'occasion d'appréhender visuellement des configurations spatiales comme les scènes singulièrement présentes au sein de leur champ visuel à un moment donné. Ils font aussi l'expérience de l'espace grâce à leur déplacements physiques, cet espace incluant à la fois des portions visibles et d'autres qui restent hors d'atteinte des perceptions visuelles¹⁹⁴ ». La carte met en œuvre l'ensemble des activités cognitives qui nous permettent de nous rappeler et de manipuler des informations relatives à l'environnement spatial, elle engage chacun dans un effort de structuration de la pensée. Elle est une « représentation du monde à un moment donné¹⁹⁵ », le monde tel qu'un individu croit qu'il est comme l'indique Fisher.

Les espaces ainsi représentés sont personnalisés et différents d'un informateur à l'autre. Ils sont le produit d'une organisation de l'information, organisation qui définit des hiérarchies, des rôles parmi les caractéristiques (rôle de repère et de repaire), fonctions et significations et qui influence de manière significative les réactions aux espaces et éléments qui les composent

192 DOWNS R.M., STEA B.D., *Des cartes plein la tête*, Québec, Edisem, 1981, p. 69.

193 BOYD R., SILK J., *L'aventure humaine. Des molécules à la culture*, Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 2004, p. 237.

194 DENIS M., (Éd.), *Langage et cognition spatiale*, Paris, Masson, 1997, p. IX.

195 DOWNS R.M., STEA B.D., *op. cit.*, p. 5.

(physiques, symboliques, sociaux) dans des circonstances bien définies. À leur tour, comme l'a montré Canter¹⁹⁶, les relations entre les individus et leurs environnements, la nature des interactions pour Downs et Stea, influencent le type d'informations spatiales obtenues, les sources de l'information et donc l'évaluation des éléments de la représentation. Cependant, il ne faut pas omettre de considérer le rôle particulièrement important des relations sociales, des relations inter et intragroupes sociaux, du lieu (à entendre comme localité, territoire) et de l'ancrage culturel.

Si la cartographie mentale est le processus qui permet à chacun d'organiser et de comprendre le monde environnant, la carte cognitive est quant à elle la représentation organisée que chacun fait d'une partie de son environnement spatial¹⁹⁷. Cette dernière « n'est pas le décalque plus ou moins maladroit du réel spatial, elle en est une restructuration et une recomposition sur la base d'éléments intériorisés, valorisés et catégorisés¹⁹⁸ ». Cette représentation est une traduction de ce qui peut nous avantager en termes de pensées et de comportement, elle répond à des besoins individuels mais également à des exigences sociales et culturelles. La sélectivité ainsi faite rend impossible l'exactitude de la représentation par rapport à l'espace représenté. Et même si certaines parties des cartes mentales peuvent être communes aux membres d'un groupe (puis d'autres à un sous-groupe) du fait de partager des intérêts par exemple, d'habiter le même secteur, de participer aux mêmes activités, il n'en reste pas moins qu'il n'existe pas de similarité possible entre deux cartes. D'autres parties sont uniques et propres à un individu.

Bien évidemment, comme nombre de praticiens de cette méthode et comme nous venons de l'expliquer, nous émettons des réserves quant à la correspondance entre le dessin et la représentation mentale. Il n'est absolument pas question de préjuger que l'information est intériorisée sous une forme spatiale ni même que celle-ci est figée puisque rien n'est moins évident. D'ailleurs, nous adoptons le point de vue de Siegel¹⁹⁹ qui pense que la cartographie mentale permet davantage d'appréhender la capacité des individus à exprimer leur propre représentation de l'espace que la représentation elle-même. Se conformer à la « réalité » n'est pas une exigence de la carte mentale. En ce sens, elle peut être fort éloignée de ce que nous pouvons imaginer de la carte géographique. C'est bien ce qu'avance Valérie Haas précisant

196 CANTER David, « An intergroup comparison of connotative dimensions in architecture », *Environment and Behavior*, n° 1, 1969, p. 37-48.

197 La cartographie mentale désigne « un processus cognitif par lequel les individus organisent et composent le monde qui les entoure en codant, stockant, mémorisant et décodant les informations relatives aux caractéristiques d'un environnement. La carte cognitive est le produit de ce processus » : FISCHER G.N., *Psychologie sociale de l'environnement*, Toulouse, Privat, 1992, p. 84.

198 FELONNEAU Marie-Line, « Les étudiants et leurs territoires. La cartographie cognitive comme instrument de mesure de l'appropriation spatiale », in *Revue française de sociologie*, XXXV, 1994, p. 537.

199 Selon SIEGL d'après RAMADIER Thierry, « Les représentations cognitives de l'espace : modèles, méthode et utilité », *op. cit.*, p. 192.

que « considérées comme des erreurs ou des distorsions, ces cartes cognitives se révèlent pourtant être de puissants témoignages des relations que les sujets entretiennent dans et avec [le territoire à l'étude]²⁰⁰ ». De surcroît, lorsqu'il est donné de travailler sur la ville, il convient plutôt d'envisager celle-ci comme l'a fait Ledrut, et c'est là notre positionnement, comme ayant « pour les hommes des significations sociales qui sont d'un autre caractère que les signaux qui entrent en jeu dans le repérage, la lisibilité et d'adaptation psycho-biologique. Il y a une lecture de la ville, une compréhension du monde urbain qui dépassent l'appréhension d'un territoire marqué, plus ou moins familier²⁰¹ ».

Les conditions de réalisation du dessin à main levée, il faut l'avouer après avoir parcouru une partie de la littérature concernant la cartographie mentale, semblent relativement rigides. Cependant, il apparaît qu'en fonction de la discipline, du terrain, de l'objet et des difficultés rencontrées, des groupes concernés par l'étude, certains chercheurs, tout en partageant la volonté commune de relever des représentations socio-cognitives de l'espace urbain, ont dû adapter l'outil à leur pratique, contournant la rigueur méthodologique. Ainsi, concevoir un échantillonnage par contraste ou revoir son homogénéité permet d'ajuster l'outil aux besoins et déterminations du terrain sans toutefois dénaturer la portée méthodologique ni même l'objectif de recherche. Réaliser des cartes auprès de personnes qui ont un point commun sans toutefois avoir le même âge ni appartenir au même groupe socio-culturel, comme c'est le cas dans notre étude, peut s'envisager mais nécessite une diversification de l'échantillon d'informateurs.

Ces préludes théoriques, méthodologiques et définitionnels présentant les différentes dimensions de la notion de représentation associée à la ville étaient nécessaires pour situer notre approche anthropologique. Cependant, nous rejoignons la position de Lucie K. Morisset qui, dans sa volonté d'exploration méthodologique de la ville comme objet et phénomène de représentation, avance que « la ville doit être décroisée et affranchie des anciennes limites disciplinaires, des certitudes de méthode et des diverses formes de néo-positivisme qui tendent à la figer au rang de vérification théorique en confinant chercheurs et praticiens à "l'opération technique", pour paraphraser André Corboz, de dogmes préexistants [...] Ce sont des représentations qui font exister la ville, quelles que soient les vérités de méthodes qui lui préexistent ; les aborder de front en concevant la ville comme artefact culturel et en constituant cette ville en sujet central, non comme seul cadre social ou simple réceptacle d'autre chose, nous permettra peut-être, au bout du compte, de considérer la ville autrement qu'à travers des

200 HAAS Valérie, « Les cartes cognitives : un outil pour étudier la ville sous ses dimensions socio-historiques et affectives », *Bulletin de psychologie*, 57, 6, 2004, p. 621.

201 LEDRUT Raymond, *op. cit.*, p. 28.

paradigmes mis en place il y a cinquante ou cent ans. Au moins de librement penser la ville différemment²⁰² ».

2.3. Collecte des cartes

La collecte des cartes mentales n'a pu débuter qu'en octobre 2004 pour se terminer au mois d'août 2005. Le corpus est constitué de quarante-huit cartes mais toutes ne sont pas exploitables²⁰³. La difficile et lente immersion dans le terrain n'a fait que repousser l'utilisation de cet outil technique que les lectures croisées de divers ouvrages de disciplines telles que la géographie sociale, la psychologie environnementale et la sociologie avaient pointé. Déjà, Daniel²⁰⁴ avait déclaré au début de notre entretien : « *j'ai la carte de mon quartier dans la tête* ». La remarque de cet ancien habitant de la Libération invitait à explorer une forme d'espace intérieur : la représentation mentale d'un environnement urbain. La carte mentale est apparue comme un outil idéal d'accès aux représentations de l'espace urbain de la Libération donnant un cadre quelque peu directif à l'entretien sans que systématiquement les réponses aux questions glissent vers les attentes des uns, soient empreintes de la colère ou de l'agacement des autres.

L'adapter au terrain dépendait avant tout de la possibilité de créer un réseau de relations sociales suffisamment étendu pour répondre aux besoins de la collecte de données ethnographiques et (dé)couvrir l'ensemble des positions face au(x) projet(s) d'aménagement. L'immersion par l'observation et la collecte de données de première main concernant le quartier auprès des spécialistes en charge de l'aménagement, du patrimoine et les responsables politiques ont conduit à tisser un premier réseau d'informateurs concernés ou engagés dans les luttes locales. Le développement de ce réseau par entremises et par recommandations auprès de proches ou de connaissances inscrits ou non dans les conflits locaux ne s'est pas limité aux seuls habitants du quartier.

202 MORISSET Lucie K., « Introduction. Savoir les représentations de la ville », in MORISSET Lucie K., BRETON Marie-Ève (Éd.), *La ville, phénomène de représentation*, Québec, Presses Universitaires du Québec, 2011, p. 3-4.

203 Cinq cartes ne sont pas directement exploitables en tant qu'objet de représentation du fait de leur trop faible contenu. Parfois, un cercle est tracé et des croix placées dans ce cercle par exemple. Cependant, le seul fait d'avoir dessiné un cercle s'est posé en embrayeur du discours. Elles restent malgré tout considérées comme des objets transitionnels. C'est pour cela que nous n'avons alors pas insisté sur le tracé du dessin mais plutôt attentivement « écouté » la construction de la représentation du quartier puis continué à mener l'entretien.

204 Premier entretien avec Daniel le 26 juillet 2004 à son domicile.

2.3.1. L'intérêt de ne pas se limiter à interroger les seuls habitants

Très rapidement de nombreux contacts se sont noués avec des personnes ne résidant pas dans le quartier ou n'y vivant plus. Le tissage de liens hors de la Libération dévoilait en fait la portée de l'impact du projet d'aménagement du quartier au-delà de l'espace urbain concerné par les travaux et, par là, les rapports affectifs à cette partie de la ville cristallisés autour de certaines entités bâties vouées à disparaître, à des pratiques destinées à être révisées, réformées. Les média locaux, en particulier la quantité et la fréquence des « Unes » ou articles rapportant les perpétuels rebondissements afférant à l'aménagement de la Libération, au tracé ou travaux du tramway, au devenir de la Gare du Sud, ont participé non seulement à la diffusion d'informations relatives aux projets mais également à une prise de conscience des problèmes qu'ils soulevaient non tant en matière d'urbanisme qu'en termes idéologiques, d'intérêts et de valeurs. Les enjeux de l'aménagement du quartier de la Libération ont largement dépassé le cadre local, se jouant plutôt au niveau de la ville par la nature et l'ampleur des projets. Ceux-ci n'étant pas sans rappeler aux Niçois les décennies de projets déjà envisagés pour le site et les bâtiments de la Gare du Sud ainsi que les nombreuses controverses suscitées alors. Entre piqure de rappel mémoriel, redondance situationnelle mais également exacerbation politique et évocation rémanente du sort polémique de bâtiments disparus (dans la ville), en plus d'un attachement d'ordre affectif au lieu en lien avec sa fréquentation (pratiques et usages passés et présents), il était tout à fait envisageable que le devenir du quartier et de certains de ces éléments (villas Belle Époque, Gare du Sud, jardin Thiole, marché, bâtiments arrondis de la place du Général de Gaulle) soulèvent débats, controverses et conflits à l'échelon plus vaste des citoyens niçois.

La question des territorialités et de l'appropriation sont bien évidemment à prendre en compte. Considérant le lieu de résidence, la fréquentation régulière ou occasionnelle, passées et/ou présentes du quartier (dans le contexte d'activités professionnelles, ludiques, d'achalandage, de relations familiales ou amicales...), permet à chacun de développer une zone d'emprise significative et signifiante à laquelle il



ill.42 : Le marché attire une population venue des quatre coins de la ville et même au-delà, avril 2012

peut s'identifier. Ces conduites spatiales « exprimant plus ou moins explicitement un contrôle symbolique sur un espace donné et par là-même un certain type de rapport à l'environnement et aux groupes occupant la ville²⁰⁵ » définissent, pour Marie-Line Felonneau, la territorialité. L'investissement passé et/ou présent de cet espace urbain (en termes de fréquentation, de pratiques et d'usages) participe à une forme d'appropriation pratique et/ou symbolique de l'environnement physique et social, lui accordant des significations et des valeurs plus ou moins importantes. Pratiquer un espace – ne serait-ce qu'en le traversant dans ses déplacements – et répéter l'opération, peu importe la fréquence, c'est bien se l'approprier c'est-à-dire le faire sien dans l'instauration d'un rapport affectif plus ou moins distancié et l'employer comme support identitaire.

« Dans la mesure où toute pratique humaine comporte sa dimension imaginaire, l'espace de vie, en tant qu'étendue où se déplacent les hommes, n'échappe pas aux représentations qu'ils s'en font. Il devient un espace vécu. Ce dernier reconstruit l'espace concret des habitudes et le dépasse au gré des images, des idées, des souvenirs et des rêves de chacun²⁰⁶ ». Autrement dit, les pratiques spatiales ne se bornent pas à engendrer de la territorialité mais induisent conjointement la production de représentations de l'espace vécu auquel l'expérience, la confrontation avec les lieux et les gens accordent des significations. Ne pas ou ne plus habiter le quartier de la Libération ne signifie pas ne pas en avoir une représentation, ne serait-ce qu'à partir d'une expérience lointaine ou devenue exceptionnelle. Plus largement, « l'amour du patrimoine » ou les intérêts et le savoir de chacun concernant l'histoire locale par exemple, ou encore le fait qu'un proche habite la rue Malausséna, peuvent tout à fait, même si la personne ne fréquente pas particulièrement le quartier, conduire à réagir aux projets d'aménagement, ceux-là mêmes suscitant chez elle des émotions conduisant à des prises de position plus ou moins vives. Être, se sentir, ou se dire concerné, affecté par les questions d'aménagement du quartier de la Libération n'est pas l'apanage des seuls habitants qui disent y habiter.

Le recueil des cartes cognitives s'est donc également effectué auprès d'un certain nombre de ces informateurs mais aussi de façon ponctuelle, au gré de rencontres et de consentements à dessiner. Pour ces rencontres poussées par le hasard et une immersion rigoureuse dans le quartier, même constat sur les origines de nos interlocuteurs : arpenteurs du marché, consommateurs occasionnels ou habitués de terrasses de café, commerçants, usagers du jardin de la villa Thiole ne se définissaient pas tous comme habitants du quartier, habitant dans le quartier. La fréquentation hétérogène²⁰⁷ et l'intérêt porté à la Libération, à ses possibles transformations, voire l'implication dans les luttes locales d'usagers et plus seulement

205 FELONNEAU Marie-Line, « Les étudiants et leurs territoires. La cartographie cognitive comme instrument de mesure de l'appropriation spatiale », *op. cit.*, p. 535.

206 DI MÉO Guy, *Géographie sociale et territoires*, *op. cit.*, p. 31.

207 Comme révélée par les adresses indiquées sur les bulletins de la pétition de Patrick Mottard en mai 2004.

d'habitants, ont pointé la nécessité de questionner les représentations mentales du quartier à partir de l'expérience résidentielle des informateurs. D'ailleurs, des interviews rapportées dans des articles de journaux mais aussi sur des sites Internet ou autres blogs et *fora* de discussion, donnaient à lire combien nombreuses étaient les personnes ne résidant pas dans le quartier à s'exprimer sur les projets d'aménagements et plus particulièrement sur leur position vis-à-vis de la Gare du Sud ou de l'installation du tramway.

Se considérer comme habitant de la Libération, comme l'avoir été ou comme ne l'étant pas engage-t-il des représentations différentes de cet espace urbain? Si « habiter c'est, dans un espace et un temps donnés, tracer un rapport au territoire en lui attribuant des qualités qui permettent à chacun de s'y identifier²⁰⁸ », cette variable ne nous permet-elle pas d'établir une corrélation entre la représentation spatiale de chacun et la relation affective au quartier (qui engagerait à considérer certains éléments du cadre bâti comme patrimoine) ?

La distinction en termes de résidence que nous choisissons d'adopter pour les cartes mentales n'est pas à envisager en fonction de l'inscription territoriale dans la ville mais plutôt en fonction de la conscience d'appartenance, de non-appartenance ou d'appartenance passée au quartier de la Libération. Cette approche méthodologique n'est donc pas seulement dialectique mais fait l'hypothèse qu'avoir vécu dans ce quartier doit avoir une double incidence sous forme de système actif : à la fois sur l'impact émotionnel de l'annonce des projets et du passage aux travaux (comme trouble de l'affectivité, du rapport affectif au quartier) et sur les représentations afférentes à cet espace urbain.

2.3.2. Trois groupes à l'étude

« Être enraciné dans un lieu est un type d'expérience différent du fait d'avoir ou de cultiver un sens du lieu.²⁰⁹ » Ainsi, trois groupes de personnes distincts ont dessiné le quartier : le premier (groupe 1) est composé d'individus déclarant résider dans le quartier, le deuxième (groupe 2) d'individus signalant y avoir habité et, enfin, le troisième (groupe 3) de personnes affirmant ne pas habiter la Libération. Travailler sur les représentations mentales de ces trois groupes présente de multiples intérêts. Chaque carte possède une signature²¹⁰. Ainsi chacune est une expression personnelle et unique de l'environnement spatial désigné sous le nom de « quartier de la Libération », expression d'une représentation mentale. Est-il possible, à partir de cette constatation, de considérer un aspect collectif de la représentation du quartier ?

208 SEGAUD Marion, *Anthropologie de l'espace*, op. cit., p. 65.

209 TUAN Yi-Fu, *Espace et lieu, la perspective de l'expérience*, op. cit., p. 198.

210 La signature d'une carte est « le jeu spécifique de règles qui intervient dans la création et la lecture d'une représentation spécifique » : DOWNS R.M., STEA B.D., op. cit., p. 56.

À l'emploi du terme « collectif » – dans la continuité de ce qui a précédemment été dit à propos des représentations sociales – nous préférons celui de « partage ». La représentation mentale étant le produit d'une activité cognitive affectant des significations personnelles aux divers éléments qui composent l'environnement spatial, il semble difficile d'envisager une forme collective de représentation. En revanche, il paraît plus approprié d'aborder l'aspect collectif de la représentation en termes de partage. Il ne s'agit pas de mettre en avant des typologies de représentations mais plutôt de croiser les informations iconiques et verbales obtenues afin de voir s'il apparaît des formes de superposition, de répétition d'une carte à l'autre qui souligneraient un partage au niveau des formes de sélectivité des éléments participant à l'image du quartier. De plus, l'utilisation de cette méthode de lecture des cartes permettrait de pointer les éléments saillants caractérisant le quartier, participant à sa définition et à son identité.

Ce travail permet d'aborder le caractère cette fois-ci collectif du langage symbolique car il faut considérer que « même si le symbole interpelle l'individu, il est pourtant d'appartenance sociale²¹¹ ». Les cartes mentales présentent en effet l'avantage de faire émerger par symbolisation les éléments qui scandent l'espace urbain considéré. La symbolisation, entendue ici comme langage symbolique, consiste à représenter, à rendre visible une adhésion de la personne à certains éléments du quartier, c'est-à-dire faire apparaître, au-delà des seules formes dessinées, certains aspects des rapports affectifs et pratiques de chacun à cet environnement urbain.

2.4. Exploitation conjointe de la cartographie mentale et du discours

2.4.1. Au-delà des limites méthodologiques, l'intérêt ethnographique et anthropologique

Notre intérêt se porte sur le produit de la représentation mentale et celui-ci est bien double. Il se veut en même temps une méthode utilisée pour permettre une forme d'extériorisation sous la forme d'une représentation graphique et le contenu de la représentation. Autrement dit, il est une expression sur support matériel, à un moment donné de la vie de l'informateur, d'une image spatiale associée à un discours l'éclairant et l'alimentant. Cependant, lorsque la méthode du dessin à main levée est retenue comme outil d'investigation des représentations spatiales, il est nécessaire de reconnaître qu'un certain nombre d'écueils entache la légitimité méthodologique et théorique de l'outil. Depuis Lynch, de nombreuses études se sont affairées

211 NOSCHIS Kaj, *op. cit.*, p. 59.

à montrer les limites et les inconvénients de la carte mentale²¹². Certes, l'un des inconvénients de ce procédé réside dans l'autocensure provoquée par l'acte de dessiner. L'informateur peut se sentir rapidement mal à l'aise du fait d'être jugé sur ses capacités à dessiner, se focalisant alors d'avantage sur la qualité du tracé. Celui-ci peut également rencontrer des difficultés à schématiser ou symboliser des éléments importants de sa représentation et décider alors de les évincer, de leur attribuer une valeur majorée ou minorée, etc.

Ramadier *et al.*²¹³ évoquent le « biais scolastique », notion développée par Bourdieu, comme un écueil sévère qui placerait l'enquêteur et l'enquêté dans un rapport de domination par le fait de l'utilisation de l'outil du dessin à main levée pour la représentation de l'espace urbain. Ce rapport de domination viendrait du fait de contraindre certaines personnes à manier un outil qu'elles ne sont pas toutes à même de s'approprier et de manipuler aisément. D'autant, est-il rappelé dans l'article, que la fonction de cet outil spécifique ne semble pas équivalente d'un groupe social à l'autre. Les classes sociales les moins élevées ont tendance à refuser davantage les productions graphiques, celles-ci seraient plus difficiles à traiter du fait qu'elles contiendraient moins de quatre éléments. « Des rapports de domination s'immiscent dans la situation d'entretien et, par conséquent, l'acceptation de la procédure malgré les résistances initiales correspond à une intériorisation de dominations légitimées par le statut social de l'activité scientifique²¹⁴ ». Et quand bien même le dessin se fait, il faut admettre que les espaces représentés résultent d'un lissage qui n'existe certainement pas dans la tête des informateurs et qui les obligent à représenter en deux dimensions une image bien plus complexe et subtile.

De plus, la psychologie environnementale préconise de donner une consigne portant « explicitement sur les connaissances des lieux car le répondant peut, dans le cas contraire, proposer une représentation métaphorique en incluant des éléments inexistantes, des agencements qui relèvent de l'idéal plutôt que de la réalité, etc.²¹⁵ ». Mais l'intérêt ethnographique d'un tel outil réside justement dans le fait qu'il permet d'accéder à toutes les composantes de la représentation, accordant une légitimité à la part d'imaginaire, de fiction et de fantasme, à leur rôle et leur

212 « C'est une chose d'avoir un espace en tête et d'être capable de le cartographier à la demande (même mal) ; c'en est une autre d'avoir en tête une carte mentale, c'est-à-dire de disposer dans sa mémoire, non seulement des images ou des connaissances d'un espace, mais d'une véritable représentation cartographique de celui-ci. Ceci revient à réifier, à naturaliser la carte à la concevoir comme une véritable structure de la perception et de la conception de l'espace » : STASZAK Jean-François, « Carte mentale », in LEVY J., LUSSAULT M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 133.

213 RAMADIER Thierry, CRETIN Anaïs, BRONNER Anne-Christine, BORJA Simon, « Outil de recherche scientifique et participation aux logiques de domination : le cas du relevé des représentations socio-cognitives de l'espace urbain », *Transeo* [En ligne], Figurer l'espace en sciences sociales, n° 2-3, avril 2010, consulté le 9 janvier 2012, <http://www.transeo-review.eu/Outil-de-recherche-scientifique-et.html>

214 *Ibid.*

215 RAMADIER Thierry, « Les représentations cognitives de l'espace : modèles, méthode et utilité », *op. cit.*, p. 190.

signification dans le processus de représentation et dans ce que ces éléments disent du rapport au quartier et du rapport au patrimoine. Dans une perspective anthropologique, travailler sur les éléments de la représentation et sa structuration c'est envisager l'espace comme pratique en considérant cet outil comme un moyen privilégié d'observation et de compréhension de la façon dont les groupes se mettent en espace et développent leurs manières d'être au monde. Ainsi, l'objectif est d'explorer les représentations mentales éventuellement partagées d'un espace urbain dans un contexte d'aménagement. Malgré l'échelle parfois très différente d'une carte à l'autre et des capacités à dessiner de chacun, cette technique va nous permettre d'identifier, par exemple, quelles caractéristiques de l'espace sont importantes pour la plupart, lesquelles sont significatives pour les uns et non pour d'autres. « Le dépouillement d'une série de cartes d'un groupe donné fait apparaître des caractères communs à tous, des caractères communs à quelques-uns, d'autres enfin propres à chacun.²¹⁶ »

Notre perspective n'est pas celle, seulement cognitive, qui reste centrée au niveau intra-individuel. En effet, Haas²¹⁷ rappelle que l'image collective de la ville ou d'un espace urbain n'est pas la somme des cartes individuelles. Ainsi s'impose dans notre étude la nécessité d'ajouter à l'utilisation des cartes et de leur interprétation, les représentations partagées du quartier de la Libération qui concernent davantage les rapports sociaux, l'attribution de valeurs (positives/négatives) à certains lieux ou éléments et les mécanismes identitaires projetés sur l'espace et les objets. Contrairement à Lynch et à de nombreux autres auteurs, les significations sociales, l'histoire et la fonction des lieux et des objets sont ici capitales. Loin d'être évacuées, elles constituent la dimension sociale et culturelle nécessaire à la construction et à l'interprétation de représentations imagées du quartier comme du patrimoine.

2.4.2. Parti pris méthodologique et description générale de la démarche de l'utilisation de la cartographie mentale

S'écarter ainsi de la rigueur méthodologique, en particulier quantitative et statistique des études de la psychologie environnementale centrées par exemple sur le milieu²¹⁸ ou sur les

216 Selon Yves ANDRÉ d'après BREUX Sandra, REUCHAMPS Min, LOISEAU Hugo, « Apport et utilisation de la carte mentale en science politique », in *Transeo* [En ligne], Figurer l'espace en sciences sociales, n° 2-3, avril 2010, consulté le 9 janvier 2012, <http://www.transeo-review.eu/Apports-et-potentialites-de-l.html>, p.10.

217 HAAS Valérie, *op. cit.*

218 Nous ne manquons pas de penser au travail d'Appleyard sur la catégorisation des productions graphiques en huit types de structures spatiales qui a stimulé de nombreuses recherches sur les relations spatiales de la représentation par exemple. APPLEYARD Donald, « Styles and methods of structuring a city », *Environment and behavior*, 2, 1970, p. 100-117.

groupes sociaux et les représentations sociales de l'espace²¹⁹, la carte mentale appliquée à notre terrain s'envisage à la fois comme produit, c'est-à-dire comme représentation graphique des cartes cognitives, et contenu, mais surtout, et de façon indissociable, comme support et système producteur du discours. Notre parti pris méthodologique soutient que le dessin n'a de valeur ethnographique qu'accepté comme mécanisme narratif et descriptif légitimé et alimenté par la parole de l'informateur, elle-même influencée par *feedback*, par la production graphique. De plus, nous partons du postulat que « ce sont les discours des sujets qui, dans la dynamique de leur propre développement et dans les circonstances spécifiques qui les entourent, fomentent leur prise de position²²⁰ ».

La consigne principale donnée aux informateurs a été la suivante :

Pouvez-vous dessiner le quartier de la Libération, décrire et parler de ce que vous dessinez.

Le mot inducteur « Libération », entendu dans son sens toponymique d'espace urbain, implique des représentations graphiques et discursives différenciées révélant sous les traits et à travers les discours ce qu'il évoque chez chacun des informateurs. L'exploitation conjointe de deux types de données empiriques rendue possible par l'association de ces deux outils d'investigation des représentations spatiales, production graphique et production discursive, permet en effet de sortir d'une logique descriptive, évitant ainsi l'écueil de l'interprétation abusive des informations issues des seules représentations à main levée. Cependant, travailler sur des cartes cognitives, c'est accepter de n'accéder que partiellement à l'expérience d'un individu d'un environnement spatial non pas donné mais ici nommé : le quartier de « la Libération ». Certes, ce relevé est l'expression figurative de connaissances environnementales auparavant acquises, intériorisées (mémorisées) et travaillées par chacun des enquêtés. Toutefois, plusieurs niveaux de représentations entrent en jeu dans le processus de construction de la carte mentale et résultent de filtrages conduisant à des variations d'informations relatives à l'objet en question.

L'effort du dessin agit comme le dernier filtre déformant entre la représentation mentale et la représentation graphique. Ainsi, comme le souligne Sperber : « On ne peut en pratique, représenter le contenu d'une représentation qu'au moyen d'une autre représentation ayant un contenu similaire. On ne décrit pas le contenu d'une représentation, on la paraphrase, on la traduit, on la résume, on la développe, en un mot on l'interprète. Une interprétation, c'est la

219 Voir par exemple les travaux de KITCHIN: KITCHIN R.M., « Methodological convergence in cognitive mapping research: investigating configurational knowledge », *Journal of Environmental Psychology*, 16, 1996, 163-185. L'éloignement méthodologique évoqué ne signifie pas que les travaux de la psychologie environnementale, particulièrement ceux des derniers auteurs cités ne sont pas utiles à la construction de notre outil d'investigation et à nos analyses.

220 IBANEZ Tomas, « Idéologie et relations intergroupes », in BOURHIS Y. Richard, LEYENS Jacques-Philippe (Éd.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Liège, Pierre Mardaga Éditeur, 1994, p. 341.

représentation d'une représentation par une autre en vertu d'une similarité de contenu.²²¹ » De la même façon, le discours tenu par chacun et venant étayer le dessin va participer de la mise en forme des représentations mentales. À ce sujet, Florence Rodhain ajoute l'idée qu'« au fur et à mesure que l'individu s'entend parler, il modifie sensiblement ou insensiblement ses représentations mentales²²² ». Elle souligne l'importance d'un principe de circularité existant entre un représenté et une représentation dans un processus de représentation auquel le discours participe.

En mettant l'accent sur les pratiques discursives des informateurs pour représenter le quartier, asseoir un positionnement au regard des différents projets ou encore parler de patrimoine, nous allons nous intéresser davantage à ce qu'elles produisent qu'à ce qu'elles disent de celui qui met en mots. Autrement dit, les productions discursives sont envisagées non pas comme de simples effets propres à l'informateur mais comme un phénomène constitutif qui joue un rôle fondamental dans la construction de la « réalité ». Les individus possèdent divers répertoires interprétatifs pour construire leur version de la réalité du quartier et du patrimoine qu'il porterait. Si les significations véhiculées par les discours nécessitent d'être abordées, la recherche des conditions de possibilité des productions discursives est tout aussi fondamentale. Il va de soi que ces pratiques discursives ne sont analysables que replacées dans le contexte local de l'aménagement du quartier, le contexte social des conflits autour de la sauvegarde du patrimoine et le contexte sociétal abritant et rendant possible le phénomène de patrimonialisation et ce que nous avons appelé la production ou fabrique patrimoniale ordinaire. À partir des représentations de l'espace, comment les discours fabriquent-ils du patrimoine ? Répondre à cette question nécessite de se concentrer sur les manières dont le concept de patrimoine est mobilisé et construit par les discours des sujets interrogés.

L'autre consigne essentielle a consisté à demander aux informateurs de concevoir une visite virtuelle du quartier. La formulation était la suivante :

Vous faites visiter la Libération à un ami. Où lui donnez-vous rendez-vous ? Que lui montrez-vous ? Évoquez les raisons pour lesquelles vous souhaitez lui montrer ces éléments.

Cette double question est posée au moment où l'informateur termine son tracé. Liberté lui est accordée de compléter la carte s'il lui semble nécessaire de faire apparaître d'autres

221 SPERBER Dan, « L'étude anthropologique des représentations : problèmes et perspectives », in JODELET Denise, (Éd.), *Les représentations sociales*, Presses Universitaires de France, 1989, p. 118.

222 RODHAIN Florence, « Peut-on approcher les représentations mentales grâce à la cartographie cognitive ? Quand la cartographie cognitive construit ou re-construit la représentation mentale qu'elle modélise », [En ligne], consulté le 4 décembre 2012, http://networkcameras.free.fr/Carte_Cognitive/Fichiers%20extraits%20de%20Internet/limite_carto_cognitive.pdf

éléments, de se servir du dessin déjà posé comme « carte géographique » pour nous guider dans une visite virtuelle à partir d'un support matériel ou mettre complètement de côté sa production graphique et laisser seule la parole nous guider. La première partie de la question permet d'aborder le double aspect matériel/symbolique de la représentation du quartier à partir de la sélection d'un repère. La seconde partie exhorte l'informateur à repenser le quartier dans un effort différent du premier, engageant certainement davantage, c'est une hypothèse, le rapport affectif aux lieux, aux objets de cet espace urbain particulier. Cette seconde approche de la représentation du quartier met principalement l'accent sur la sélectivité (ce que l'informateur choisit/ce qu'il ne choisit pas), rendant moins prégnante la dimension physique des lieux mais permettant de prendre en compte les dimensions sociale et historique de l'espace urbain dans l'orientation affective des habitants ou des usagers et leurs pratiques. Si la première question permettait d'accès davantage l'attention sur l'appartenance au quartier, poser cette question complémentaire offrait l'opportunité de se pencher sur l'attachement au quartier.

« Résider dans tel quartier, donner rendez-vous à un ami dans tel café permet soit qu'il y ait congruence entre l'image associée au lieu fréquenté et l'image de soi, soit simplement de bénéficier de l'image du lieu.²²³ » Ainsi, mettre en parallèle la construction de la représentation du quartier de la Libération dans une mise en relation d'éléments le composant (projection d'une représentation directe) et la conception d'une visite virtuelle (représentation sélective) peut révéler un certain nombre d'informations concernant par exemple :

- La valorisation/dévalorisation des lieux (images ostentatoires)
- Les connotations affectives attribuées aux lieux
- Le rôle de l'inscription temporelle de l'objet
- La symbolique des lieux

2.4.3. Interprétation des données des cartes et des discours

La démarche méthodologique est bien qualitative, la représentation est entendue ici comme une façon de voir le monde. Notre recherche met en lien deux représentations : celle de l'espace urbain nommé quartier de la Libération et celle du patrimoine qui s'y dresserait. Concernant l'interprétation des données de la carte mentale, nous avons tout d'abord fait un relevé et un classement des informations présentes sur les cartes dans le but de créer un modèle commun, un référentiel général à partir de la détermination d'une base d'indicateurs. Notre attention s'est particulièrement portée sur la structuration de l'espace (voies, nœuds, limites,

223 RAMADIER Thierry, « Mobilité quotidienne et attachement au quartier : une question de position ? », in AUTHIER Jean-Yves, BACQUÉ Marie-Hélène, GUÉRIN-PACE France (Éd.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politique et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, p. 136.

repères)²²⁴, la taille et la forme du dessin, les indicateurs graphémiques, le mode de construction de la carte (premier élément dessiné, mode trajet/structural, mode égocentré/halo-centré), la nature des lieux et éléments dessinés, leur effectivité (présent/disparu/projeté), les travaux et éléments concernés par les projets d'aménagement. Puis nous avons procédé au croisement des données des cartes mentales à l'intérieur de chacun des groupes afin d'y déceler ou non une cohérence au niveau des représentations. Les informations obtenues ont ensuite été confrontées entre les trois groupes en faisant l'hypothèse que l'appartenance au groupe peut avoir un impact sur le tracé et le contenu des cartes.

Concernant les discours qui permettent d'octroyer un sens aux données recueillies au cours de la construction graphique, les indicateurs qui y sont privilégiés sont essentiellement la nomination de l'espace, celle de ses différents éléments, la nature et la fréquence des lieux fréquentés, les jugements de valeur sur le quartier et ses éléments, les positionnements en regard des différents projets, les temps des verbes employés (passé/présent/futur), l'utilisation du terme patrimoine et son contexte, les descripteurs et énoncés patrimoniaux. Pour résumer, les cartes mentales s'annoncent comme un outil méthodologique intéressant pour une première saisie opératoire des facteurs permettant de comprendre la fabrique patrimoniale ordinaire dans l'espace urbain. Rappelons également qu'avant d'avoir recours à la carte mentale, nous avons collecté de nombreuses données concernant les représentations du quartier, celles du patrimoine et les rapports affectifs aux lieux à partir d'entretiens semi-directifs. Celles-ci seront intégrées dans nos analyses de discours tout comme les relevés de conversations de terrain effectués tout au long d'une immersion régulière au cœur de la vie du marché, des terrasses de café et des déambulations dans le jardin Thiole. Ces données ont, en amont, orienté l'élaboration du modèle commun d'analyse des cartes et des discours. Sans oublier que certains enquêtés n'ayant pas souhaité dessiner, la grille d'entretien classique a continué à être l'outil d'accès aux représentations du quartier ainsi qu'à celles du patrimoine de la Libération.

224 « L'évolution de la structure de la représentation d'un espace peut être utilisée comme indicateur de familiarité cognitive et permet de comparer la représentation cognitive d'un même espace chez des groupes et des sujets ayant des niveaux d'expériences et de pratiques spatiales différents [...]. L'intérêt de l'analyse de la structure est qu'elle reste indépendante de toute réalité géographique et permet de mieux comprendre des comportements qui génèrent toute forme de familiarité (sociale, affective, cognitive, spatiale) » : DEPEAU Sandrine, *op. cit.*, p 15.

2.5. Une fois la parole déliée, l'énonciation patrimoniale : Approche pragmatique et perspective compréhensive

2.5.1. Discours et énonciation patrimoniale

La cartographie mentale comme outil d'amorce discursive convenait à l'établissement d'une « confiance » entre l'enquêteur et l'enquêté, autorisant l'entretien à se prolonger. Poussée par la volonté de mener « une anthropologie des coins et recoins, attentive aux petits détails de la vie quotidienne²²⁵ » susceptibles d'éclairer la conception patrimoniale de chacun, les questions formulées devaient ouvrir le plus largement possible l'occasion de s'exprimer. Devant pallier le risque de perdre l'attention des interlocuteurs, la posture adoptée fut alors celle de s'adapter à chacune des personnalités rencontrées, à chacun des intérieurs accueillant notre présence, d'accepter avec patience les digressions et avec empathie les accès d'émotion qui se présentaient parfois comme d'interminables moments mais qui, bien souvent, proposaient de riches pistes à suivre ou d'heureux signes inattendus d'une fabrique ordinaire du patrimoine.

À la recherche de situations d'énonciation patrimoniale comme autant d'interstices où se glisse la notion ou l'idée de patrimoine, dans l'expectative de références à sa représentation ou de métadiscours patrimoniaux, les enquêtes ont parfois dépassé la rigueur des entretiens semi-directifs. Mais relever les situations d'énonciation patrimoniale ne suffit pas à les envisager comme des indicateurs d'une fabrique patrimoniale ordinaire. Pour les concevoir ainsi, il est indispensable de circonscrire leurs contenus, de déceler leurs conditions d'apparition et leurs liens avec le contexte, d'établir leurs fonctions dans la légitimation de certaines pratiques, de situer leurs effets.

2.5.2. Redonner une place aux objets

Le contexte de l'entretien se présente comme un moment d'observation privilégié des postures du corps, de relations particulières à certains objets du chez-soi, à certains objets de l'espace public à partir du chez-soi ou à partir de la rue, des comportements notables qui requièrent de prendre en compte à la fois le sujet et l'objet vis-à-vis duquel il réagit. Notre approche rejoint celle de Jean-Louis Tornatore pour qui la « pragmatique du patrimoine » permet de rendre compte de la diversité des pratiques qui caractérisent le fait patrimonial contemporain. Pour lui, « une approche pragmatique de la patrimonialisation invite à considérer l'activité patrimoniale depuis la spécification de la palette des pratiques praticiennes et discursives qui

225 CANDAU Joël, *Anthropologie de la mémoire*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 169.

contribuent à produire le lien social via l'institution d'un rapport au temps et à l'espace²²⁶ ». Le choix de l'approche pragmatique, comme le signale Heinich, « redonne leur place aux objets comme aux sujets en tant que les uns et les autres agissent, au lieu de les considérer comme des supports passifs de projections – projections des catégories sociales, ou des représentations collectives, sur les sujets percevant les objets²²⁷ ». Cette approche, en considérant les contraintes exercées de l'individu sur l'objet et inversement, permet de jouer sur les échelles de lecture de la relation et des liens entre les individus et l'environnement urbain, en particulier ce qu'ils considèrent comme étant du patrimoine, passant d'une lecture binaire – sans toutefois oublier que notre rapport au monde est pour partie socialement construit – à une lecture ternaire qui, elle, envisage que « le rapport du sujet à son cadre de vie est indissociable de la présence réelle ou symbolique des “autrui” qu'il y rencontre. Les manières spécifiques dont l'individu perçoit, imagine et pense son environnement prennent appui sur des normes, des croyances, des théories implicites de la ville²²⁸ ».

Cette approche permet de distinguer les différents contextes d'apparition des références patrimoniales, c'est-à-dire de pointer différentes échelles d'influences et leur intrication complexe susceptibles d'orienter les prises de position patrimoniale (ou de négation patrimoniale). Cette distinction se fait en fonction des lieux et des moments de l'entretien ou de l'observation, lieux et moments de l'individu, en fonction du ou des groupes auxquels il s'identifie, des espaces auxquels il est attaché ou non, des objets qu'il investit par son discours, mais également lieux et moments du quartier, de la ville, lieux et objets sur la sellette, moment du changement ou de son annonce, lieux et moments des actions de groupes, manifestations et médiatisations... Du salon à la cuisine des logements, de l'annonce de démolition de la Gare du Sud au début des travaux d'installation du tramway, de la proximité physique à la remémoration de l'élément urbain, de la passivité à la manifestation, de l'information obtenue au cours d'une discussion à celle lue dans le journal, la relation à l'élément évoqué, le lien à l'objet mis en saillance varient tout comme la position à l'égard de leur possible caractère patrimonial.

226 TORNATORE Jean-Louis, « Les formes d'engagement dans l'activité patrimoniale. De quelques manières de s'accommoder au passé », in MEYER Vincent, WALTER Jacques (Éd.), *Formes de l'engagement et espace public*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, p. 517.

227 HEINICH Nathalie, *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2010, p. 36.

228 FÉLONNEAU Marie-Line, « Les représentations sociales dans le champ de l'environnement », in MOSER Gabriel, WEISS Karine, *op. cit.*, p. 170.

2.5.3. Le choix d'exclure les variables socio-démographiques

Cette étude cherche à décrire et comprendre les opérations de fabrique, de caractérisation patrimoniale, d'en pointer les manifestations et de tenter de les expliciter, d'en relever les principes effectifs et les logiques dans des situations concrètes ou représentationnelles de confrontation à des objets de l'espace urbain susceptibles (ou non) d'être patrimonialisés ou qualifiés comme tels, comme dans les discours qui énoncent leur « nature », leur « réalité » patrimoniale. Cette approche dite compréhensive nécessite de prendre en compte les composantes des situations observées, le contexte de l'énonciation par exemple, plus largement celui des projets et des travaux, plus que les causalités externes qui, elles, chercheraient à les expliquer²²⁹.

Ainsi, la perspective de mettre en évidence les différences d'une catégorie d'acteurs à une autre, c'est-à-dire de prendre en compte les variables socio-démographiques telles que l'âge, l'origine sociale, le sexe, comme des paramètres pouvant expliquer ces différences, a été écartée. Bien évidemment, ce choix pourrait être considéré comme une carence méthodologique. La sociologie de Bourdieu a largement montré l'intérêt de cette perspective qui prend tout son sens dans une visée effectivement explicative et prédictive cherchant à mettre en avant des formes d'inégalités ou de domination. Cette posture, dans sa dimension critique, est celle adoptée par Aguilar – rapportée par Heinich – dans son étude sur la Chartreuse de Mirande²³⁰. L'appliquant à la question patrimoniale, il avance que c'est le jugement social porté par une classe sociale en particulier qui va non seulement mener au classement du monument mais également, par ce biais-là, conduire au maintien de l'ordre social au travers de la reproduction de privilèges, de la manipulation stratégique du droit et de l'utilisation du capital symbolique de l'objet comme capital social.

Malgré d'importantes données ethnographiques et la possibilité, en particulier pour l'étude des cartes mentales, de constituer trois groupes, il semblait peut intéressant d'effectuer une nouvelle partition interne à chacun. D'autant que la diversité des sources, puisque l'observable ne se résume pas seulement aux entretiens, n'offre pas systématiquement un accès aux données socio-démographiques des individus, comme les pétitions ou les discussions de marché par exemple. C'est donc une autre méthode qui a été choisie, non dans l'ignorance des règles de la méthodologie disons classique en sociologie, mais bien par la nécessité et la volonté de mettre en lumière les manifestations d'une fabrique patrimoniale du quotidien, d'une conception patrimoniale de l'homme ordinaire, plutôt que (et avant même) d'en expliquer les différences d'une catégorie à une autre, ce qui pourrait parfaitement s'envisager dans le cas d'une autre recherche. Autrement dit, c'est davantage sur le « comment » que sur le « pourquoi »

229 HEINICH Nathalie, *op. cit.*, p. 34.

230 AGUILAR Yves, « La Chartreuse de Mirande. Le monument historique, produit d'un classement de classe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 42, avril 1982, p. 79-86.

que va se porter notre attention. Notre approche anthropologique s'intéresse aux répétitions, aux récurrences, aux ressemblances dans les discours qui conduisent à rechercher bien plus les formes de partage, le « partagé » que le commun ou le collectif. Autrement dit, il s'est agi de « regrouper sans trop les dénaturer les occurrences singulières que nous [avons] jugées suffisamment ressemblantes les unes aux autres²³¹ ».

Conclusion

Nous devons l'avouer, prenant appui pour cela sur les réflexions de Thierry Paquot s'inspirant d'André Corboz, l'élaboration de cette méthodologie est le fruit de l'investissement de diverses pistes, d'une course simultanée après « plusieurs lièvres²³² ». Elle s'apparente davantage à une démarche « par ricochets », conduisant à emprunter des chemins insoupçonnés, de piste en piste, de découverte en découverte, de référence en référence, poussant notre curiosité à investir la connaissance en rhizomes. Suscitée par les besoins de s'adapter au terrain et, par conséquent, à l'ouverture scientifique tout autant qu'intellectuelle à d'autres apports disciplinaires, motivée par l'inclination à apporter modestement à l'approche anthropologique une touche d'originalité, la méthode d'enquête s'affirme en une succession d'allers-retours entre terrain et hypothèses, dans l'ignorance de l'aboutissement, dans l'ouverture à l'imprévu.

Thierry Paquot rappelle en particulier le rôle majeur du principe de « sérendipité » dans ce qu'il nomme la « méthode Corboz ». Voici comment ce dernier en fait état : « Trouver une chose en en cherchant une autre, l'anglais nomme ce phénomène *serendipity* depuis le XVIII^e siècle. Le terme n'a pas d'équivalent français, bien que la notion paraisse chez Lafontaine, chez Diderot, chez Gide. Comme il vient de Serendip, ancien nom de Ceylan, j'ai proposé de le rendre par *Cinghalisme*. L'erreur positive, le hasard, la bifurcation, l'impasse, la dérive, rendent le sujet actif, impose un tracé indéterminé, ouvre la démarche à l'imprévu, permettent d'éviter la tautologie insidieusement présente dans toute confirmation trop bien bouclée²³³ ». Finalement, c'est chez Thierry Paquot, particulièrement dans son introduction à la méthode Corboz et dans le souvenir d'une discussion informelle avec l'ethnologue Monique Jeudy-Ballini, que nous trouvons un peu à nous rassurer sur cette étrange impression, parfois, d'être persuadée qu'au terrain comme à l'analyse, d'indices en indices, d'échecs relatifs en petites avancées, de circonstances en événements, ce que nous allons découvrir est autre chose que ce que nous étions initialement venue chercher.

231 CANDAU Joël, « Pourquoi ne pouvons-nous pas nous passer des rhétoriques holistes ? Une perspective naturaliste », *Noesis*, n° 15, 2010, p. 133.

232 PAQUOT Thierry, « Il faut courir plusieurs lièvres simultanément, car *nos curiosités s'entraident* », in MORRISET Lucie K., BRETON Marie-Ève (Éd.), *op. cit.*, p. 23-31.

233 Extrait du *Canaletto : une Venezia Immaginario* d'André CORBOZ cité par Thierry PACQUOT, *op. cit.*, p. 25.

TROISIÈME PARTIE :

**REFAIRE L'EXPÉRIENCE DE LA LIBÉRATION
PAR LA REPRÉSENTATION GRAPHIQUE ET LE DISCOURS :
APPREHENDER LES MANIFESTATIONS PATRIMONIALES
A TRAVERS LA CONSTRUCTION D'ORGANISATIONS
SPATIALES ET TEMPORELLES**

« C'est sur l'espace, sur notre espace, – celui que nous occupons,
où nous repassons souvent où nous avons toujours accès
et qu'en tout cas notre imagination ou notre pensée est à chaque moment capable
de reconstruire – qu'il faut tourner notre attention ;
c'est là que notre pensée doit se fixer, pour que reparaisse
telle ou telle catégorie de souvenirs. »

Maurice Halbwachs
La mémoire collective, Paris, Presses Universitaires de France, 1950.

Introduction

Les réponses graphiques à la question « pourriez-vous me dessiner le quartier de la Libération ? » présentent de multiples axes d'analyse des rapports que les informateurs entretiennent avec ce milieu particulier comme par exemple l'appropriation affective des lieux et des éléments physiques, l'accessibilité subjective des lieux, leur lisibilité physique, etc. Les temporalités, comme conscience d'appartenance au mouvement temporel, et les temps du quartier dans leur interaction structurante transparaissent sur les feuilles de dessin au travers d'une sélection de repères figurant une organisation spatiale propre à chaque informateur. Comme le signale Tuan, « quand nous bougeons mentalement dans l'espace, nous nous déplaçons aussi dans le temps²³⁴ ». Les commentaires accompagnant les tracés, ainsi que les temps discursifs employés confirment la saillance des repères choisis, inscrivant et révélant au présent de la narration l'enquête dans l'une des formes de sa citoyenneté. Sa carte mentale et son discours en « fixent » une image à un moment donné, témoignant de l'appropriation (pratique, symbolique) de cet espace urbain, dès lors nommé espace vécu²³⁵.

234 TUAN Yi Fu, *Espace et lieu, la perspective de l'expérience*, op. cit., p. 127.

235 Concernant l'espace vécu, la définition apportée par la géographie sociale et en particulier par Guy Di Méo peut éclairer notre approche anthropologique : « Dans la mesure où toute pratique humaine comporte sa dimension imaginaire, l'espace de vie, en tant qu'étendue où se déplacent les hommes, n'échappe pas aux représentations qu'ils s'en font. Déformé de la sorte, il devient un espace vécu. Ce dernier reconstruit l'espace concret des habitudes et le dépasse au gré des images, des idées, des souvenirs et des rêves de chacun. » : DI MÉO Guy, *Géographie sociale et territoires*, op. cit., p. 30.

1. Mise en image des lieux et des objets

Partons du postulat que « produire une représentation de l'espace est déjà une appropriation, donc une emprise, donc un contrôle même si cela demeure dans les limites d'une connaissance²³⁶ ». Il s'agit d'être attentif à la construction de la carte et au discours pour tenter de saisir, au travers des expériences de chacun, les représentations du quartier de la Libération comme autant d'organisations spatiales et temporelles susceptibles de nous informer sur les manières de se représenter le patrimoine dans l'ordinaire de sa fréquentation.

1.1. Le dessin « en train de se faire » : la Libération se trame

Le choix technique que nous avons fait se rapproche, sans toutefois s'en inspirer, de la méthode introspective utilisée et présentée par Kitchin²³⁷ qui demande aux informateurs de noter les éléments au fur et à mesure de leur apparition en conscience en fonction d'une liste fournie de quinze lieux ou repères. Quelques distinctions importantes sont à signaler. En particulier le fait que nos informateurs ont construit leur représentation graphique à partir d'une feuille vierge et non d'une carte schématique. Aucune liste préétablie n'a été soumise à nos interlocuteurs leur laissant la liberté de construire leur Libération. La seconde c'est qu'il ne leur est pas demandé de noter le rang d'apparition (ce qui pour nous semble constituer un biais induisant une organisation « pensée » privant partiellement la réponse de spontanéité), ce relevé étant effectué par nos soins au cours de la construction du dessin. Cependant la méthode introspective a un atout majeur pour notre étude, c'est qu'elle permet de saisir les modalités d'ancrage territorial de chacun des informateurs dans leurs relations avec l'environnement urbain dans son acceptation matérielle, sociale et symbolique. Nous faisons l'hypothèse que ces modalités d'ancrage diffèrent d'un groupe à l'autre et s'appréhendent dans une construction, une structuration, une composition graphique différenciées. Alors, la façon dont chacun des informateurs structure l'espace urbain questionné, lorsqu'il est confronté à une demande de reconstitution, ne devrait pas seulement engager le rappel d'une succession ou de situations d'éléments les uns par rapport aux autres. L'effort d'élaboration devrait également dépendre du contexte urbain comme fréquentation spatiale et expérience temporelle intériorisées.

Les cartes mentales produites, entendues ici comme restitutions graphiques d'une représentation, révèlent trois types d'informations : le contenu de la représentation, la fréquence et le rang d'apparition des éléments projetés sur la feuille. « La fréquence moyenne informe sur

236 RAFFESTIN Claude, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, 1980, p. 130.

237 KITCHIN R.M., « Exploring spatial thought », *Environment and Behavior*, vol. 29, n° 1, 1997, p. 123-156.

d'éventuelles différences entre les modes de repérage. Le rang renseigne sur l'existence d'une éventuelle hiérarchie entre les repères²³⁸ ».

1.1.1. Le premier élément dessiné : noyau dur de l'image du quartier

1.1.1.1. Un symbole de caractérisation du quartier et de l'expérience de l'espace urbain

Il est intéressant de souligner le point de départ du dessin. L'analyse des cartes mentales commence dès lors que l'informateur pose le stylo sur la feuille. Il s'agit alors d'être attentif à la construction de la carte, en formaliser les séquences afin d'obtenir des informations sur les formes de topologies privilégiées par chacun. Ainsi, le premier élément schématisé est non seulement le point de référence, d'ancrage autour duquel va se structurer tout le dessin mais aussi l'élément symbolique clé qui offre une information primordiale sur les formes d'appropriation de cet espace nommé ainsi que sur les liens, les rapports que l'individu entretient avec ce milieu. Il est le noyau dur de l'image que chacun se fait de la Libération. Ce point de départ de l'organisation des connaissances relatives au quartier semble se placer comme le symbole qui caractérise le lieu ou l'approche du lieu. Il est la représentation figurative de ce que le nom de « quartier de la Libération » évoque en premier lieu et de façon spontanée chez l'informateur dès qu'il est prononcé. Il semble d'ailleurs souvent apparaître comme l'élément symbolisant le quartier, celui-là même dans lequel se fixent toutes les logiques individuelles d'organisation de l'espace en question qui se jouent au niveau de l'interaction du traitement cognitif des informations environnementales perçues et des pratiques de ce même espace.

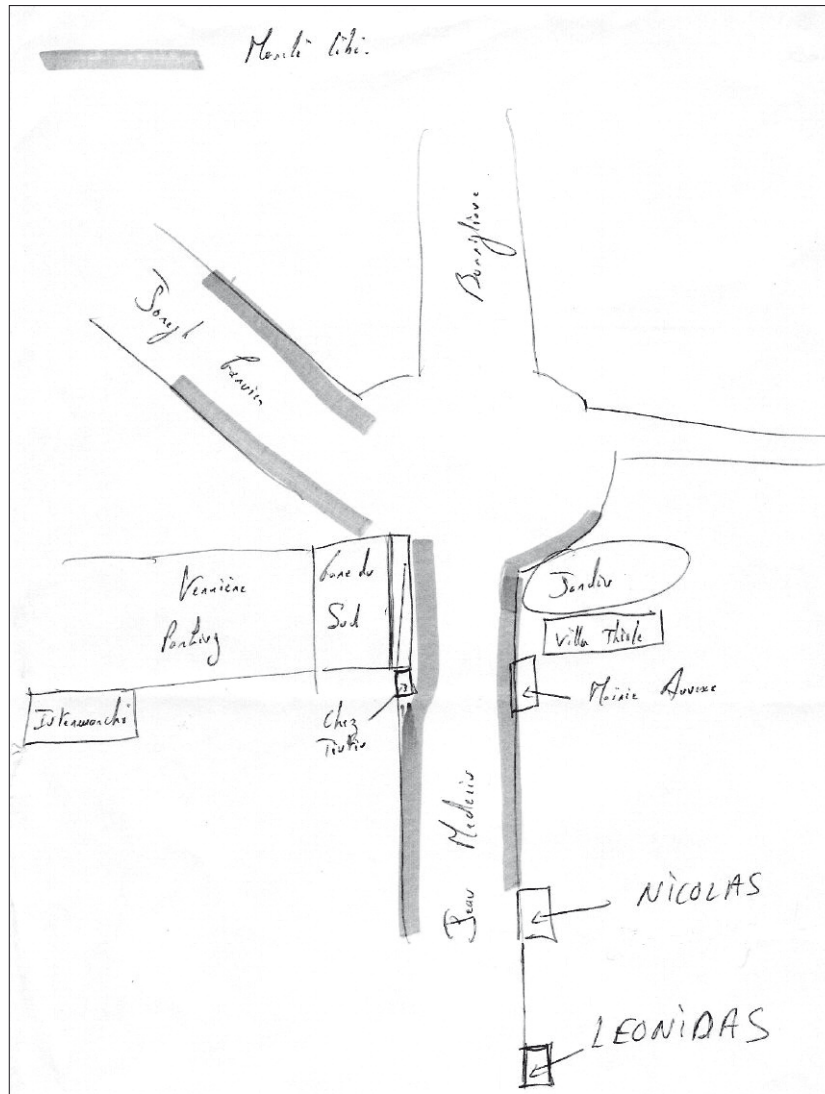
Il semble exister un lien de causalité entre le premier élément dessiné et décrit dans sa conception et l'appartenance à l'un ou l'autre des groupes composés pour l'étude. Le croisement des données individuelles des cartes et des discours dans chacun des trois groupes permet de mettre en évidence des récurrences dans le choix du premier élément figuré. Il apparaît ainsi que les cartes du groupe 1 se construisent inévitablement autour de l'une ou l'autre de ces deux entités graphiques significatives : la place du Général de Gaulle ou le lieu d'habitation.

« Vous me demandez la Libé ? Pour moi tout s'organise autour de la place, vous voyez, comme ça, en rond, avec ici les beaux immeubles et là, la Gare du Sud ». (François²³⁹)

238 MARCHAND Dorothée, « Le centre-ville est-il le noyau central de la représentation sociale de la ville ? », *op. cit.*, p.59.

239 François, habitant du quartier depuis 41 ans, rencontré à son domicile pour la première fois le 12 octobre 2004.

« Ca, c'est chez moi. Je le marque. Ensuite, c'est Borriglione, après quand on descend là c'est la belle façade... » (Mme C.²⁴⁰)



ill.43 : Carte mentale de Géraldine, groupe 1

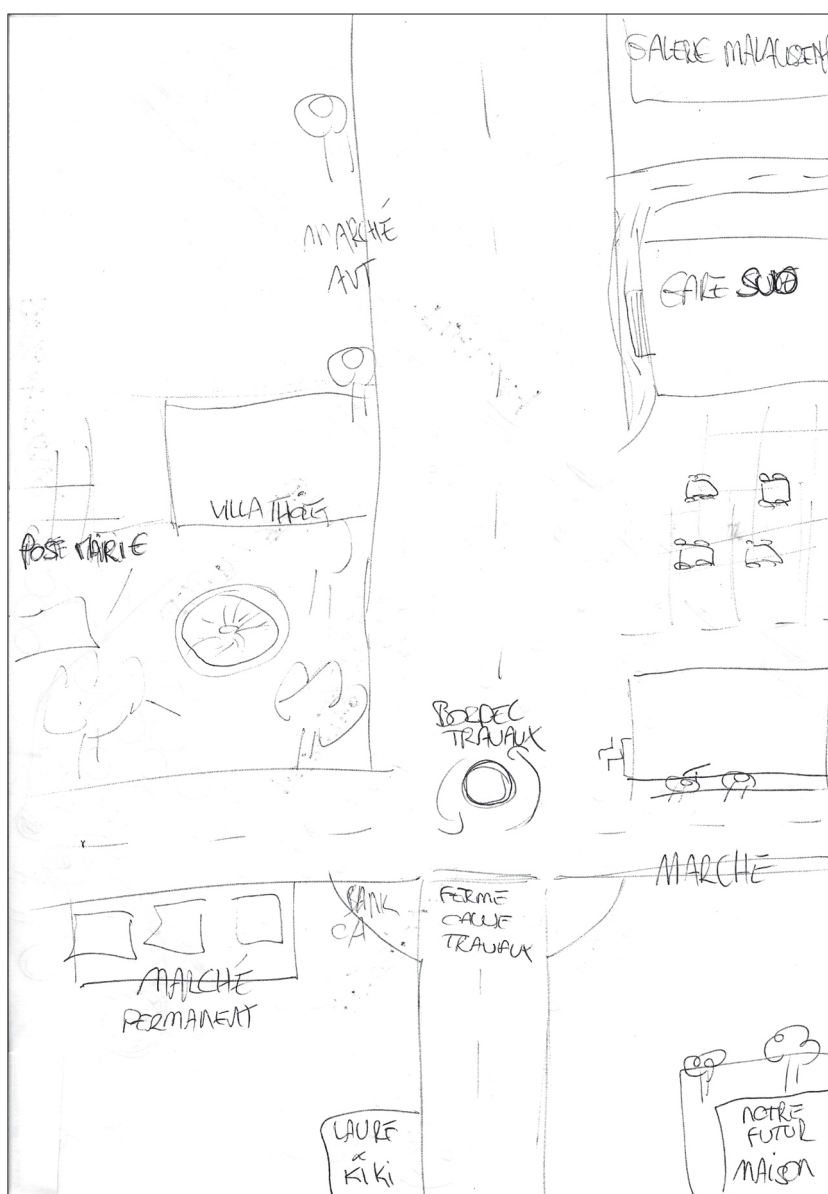
Ces deux informateurs, en commentant la figuration du premier élément de leur représentation, proposent deux approches distinctes du quartier. En effet, le premier informateur fait appel à un repère bi-dimensionnel (la place) qu'il représente par un cercle à qui il confère une épaisseur architecturale. La deuxième présente, quant à elle, le quartier comme une extension du domicile. D'ailleurs pour Tuan, « la maison est le point focal d'une structure cosmique ». Il ajoute plus loin : « la rue dans laquelle on vit fait partie de notre expérience intime [...] L'unité plus large acquiert une visibilité par un effort de l'esprit. Le quartier devient alors un lieu²⁴¹ ».

240 Entretien du 4 novembre 2004 avec Mme C., habitante du quartier depuis 42 ans.

241 TUAN Yi Fu, *Espace et lieu*, op. cit., p. 151 ; 171-172.

1.1.1.2. Point d'accès à la Libération et élément majeur de l'organisation cardinale

Ainsi, il faut souligner que la plupart des individus résidant hors du quartier (groupe 3) ont commencé leur représentation graphique par l'une des voies d'accès au quartier. C'est, en effet, l'avenue Malausséna qui « monte » au quartier de la Libération et le pont SNCF qui semblent être les premiers éléments de l'image du quartier pour les non-résidents habitant plus au sud, comme, d'ailleurs l'avenue Borriglione pour ceux habitant au nord. Le parcours du domicile au quartier de la Libération se présente comme le fil conducteur de la construction mentale de la représentation. Ce qui caractérise en tout premier lieu les cartes mentales de ce groupe ce sont les descriptions en trajet dont elles font l'objet dans les premières secondes de la construction de la représentation graphique. « Un parcours imaginaire ou description en trajet conduit l'interlocuteur dans la visite imaginaire d'un environnement, en utilisant le point de vue d'un observateur au sein de cet environnement et en localisant les repères et les objets par rapport à



ill.44 : Carte mentale de Nadège, groupe 3

« vous » en terme de « gauche », « droite », « devant » et « derrière »²⁴² », nous rajouterions de « haut » et de « bas ».

Le premier élément dessiné, pierre d'achoppement de la structuration du quartier, est celui sur lequel se construit également l'orientation de la carte, en particulier lorsqu'il s'agit d'un axe de communication. Il vient poser l'organisation cardinale de l'espace de la représentation. En effet, le haut de la feuille ne correspond pas systématiquement au nord cardinal de l'espace urbain dessiné. Chez certains des membres du groupe 1 habitant au nord de la place du Général de Gaulle ou certains du groupe 3 résidant plus au nord du quartier, le premier tracé « inverse » ou donne une autre orientation à la prise de vue sur la représentation graphique. Ainsi, l'avenue Borriglione ou l'habitation placées au bas de la feuille, la Gare du Sud située à *droite* peuvent être des indicateurs d'une permutation des polarités. Cette permutation n'est pas à entendre comme une erreur mais bien comme l'expression d'un point de vue. Cependant il faut parfois attendre que soit dessiné un deuxième élément et qu'apparaisse graphiquement une première organisation de l'espace pour saisir l'orientation donnée à la carte, surtout lorsque l'informateur trace la place en premier lieu et la symbolise par un cercle. Si tous les informateurs ayant interverti la polarité entre l'espace représenté (la Libération) et l'espace de la représentation (la feuille) habitent au nord de l'axe Joseph Garnier/Raiberti, tous les informateurs habitant au nord de cet axe n'ont pas construit leur représentation par transposition cardinale.

1.1.2. « Architectonie » mentale du quartier

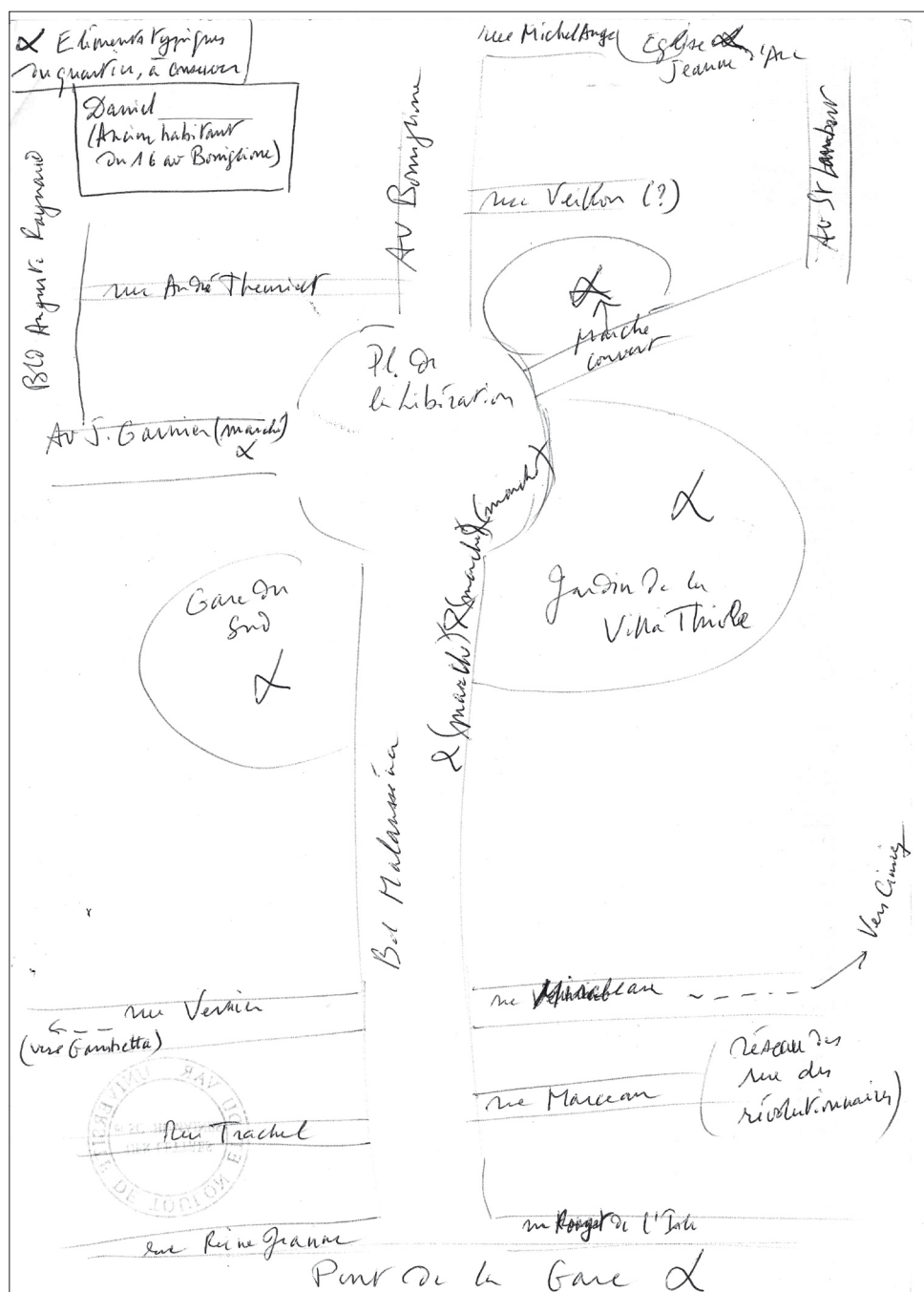
1.1.2.1. Spatialisation architecturale et structuration de la représentation

Les cartes révèlent des formes de spatialisation ou d'organisation architecturale du quartier. La plupart laisse à appréhender la représentation de l'espace urbain par un dessin de face mais plus généralement mélangeant la vue de face et la vue zénithale. Les éléments figurés n'ont pas tous la même valeur symbolique, de ce fait, chacun d'entre eux participe de façon particulière à l'organisation de la carte. Ces entités graphiques ne prennent sens que dans l'unité et l'unicité du dessin. C'est parce qu'elles se succèdent, qu'elles sont en relation dans une stratégie dirigée par le but de représenter le quartier qu'elles vont signifier et donner une image du quartier. Cette succession spatiale indique une structuration de la représentation mentale qui implique des choix parmi un ensemble de possibles. De plus, « l'ordre du rappel est un indice vénérable de l'organisation en mémoire²⁴³ ». Ce « processus [individuel] de caractérisation

242 TVERSKY B., TAYLOR H.A., MAINWARING S., « Langage et perspective spatiale », in DENIS M. (Éd.), *op. cit.*, p. 29.

243 TVERSKY B., TAYLOR H.A., MAINWARING S., *op. cit.*, p. 33.

délibérée²⁴⁴ » du quartier dépend à la fois des critères de sélection des repères et de la ou des fonctions qui leur sont attribuées par l'auteur de la carte.



ill.45 : Carte mentale de Daniel, groupe 2

Plus la carte mentale est structurée, plus l'espace du quartier semble maîtrisé. Les cartes des habitants du quartier et des anciens résidents comportent de nombreux détails qui paraissent marquer une connaissance plus aiguë du quartier signalant une appropriation de l'espace et de l'environnement ponctuée de signes forts. Il apparaît clairement sur les feuilles

244 DOWNS R.M., STEA B.D., *op. cit.*, p. 89.

de dessin, des espaces vécus et pratiqués marqués de repères constitués essentiellement de la Gare du Sud, des bâtiments de la place du Général de Gaulle, du jardin Thiole, de rues et de carrefours souvent inscrits sous formes d'entités graphémiques. Parfois même, des limites sont clairement mises en évidences rendant accessibles les frontières invisibles propres à celui qui les dessine. Ainsi le pont des lignes SNCF, au début de l'avenue Malausséna, marquerait pour certains la frontière sud (fig.1), il fait figure de seuil, « [il] signale et prépare le franchissement. Le seuil est un lieu de l'ouverture de la limite, la zone de son franchissement²⁴⁵ ». « *Avant, c'est le centre-ville, ce n'est pas mon quartier* » (Daniel).

Parfois cependant, les représentations spatiales laissent apparaître un espace peu structuré. Cela se vérifie souvent sur les cartes du groupe 3 ou systématiquement sur celles des néo-habitants du quartier. Les voies de communication sur ces cartes-ci sont limitées au tracé des axes principaux qui se croisent au niveau de la place du Général de Gaulle. Les discours associés à ces dessins sont très souvent pauvres en contenu. Peu citent des noms de rues ou d'éléments urbains. La toponymie des lieux se limite souvent à l'emploi de leur fonction « *la gare* », « *la place* », « *le jardin* », « *les immeubles* » parfois « *l'église* » et « *le café* » (pour *Le Gambetta*). Les visites virtuelles de ces informateurs correspondent très souvent au dessin produit dans un premier temps. En se bornant à ces quelques éléments, la visite se concentre ou plutôt se centre sur la place du Général de Gaulle, élément le plus cité ici comme lieu de rendez-vous. Le marché semble y être la principale attraction. « *Ce que je lui montrerais, c'est la place avec son marché. Les gens, les couleurs, c'est beau ! Voilà, c'est ce qu'il y a d'intéressant pour quelqu'un qui connaît pas. Moi je ne connais pas trop mais c'est ce que je lui montrerais* » (Sylvain²⁴⁶). La méconnaissance du moins la connaissance limitée de la Libération ramène la représentation imagée à la centralité du quartier, agissant comme une focale « *essentialisante*²⁴⁷ ».

1.1.2.2. La taille de l'espace représenté : une clé de lecture de l'attribution symbolique et affective ?

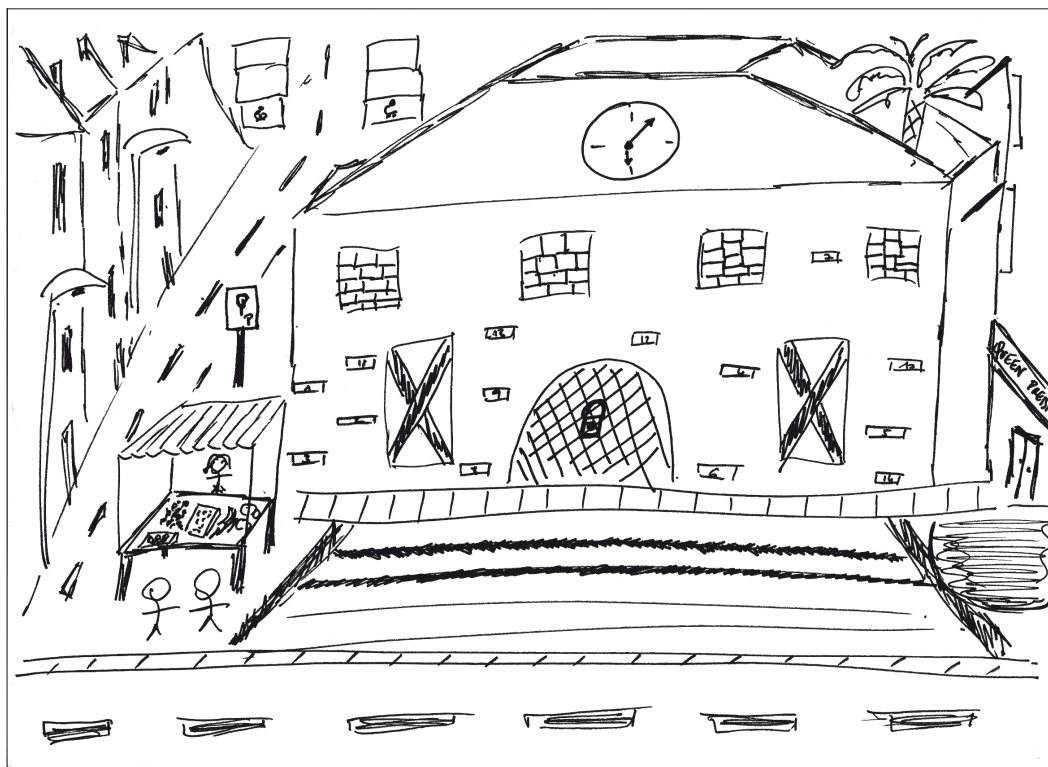
Il arrive d'ailleurs que le dessin se limite à représenter un seul élément ou plutôt une association de deux éléments, dans ce cas il s'agit toujours de la Gare du Sud inséparable de quelques étals au premier plan. Les explications discursives accompagnant le tracé de ces cartes inscrivent ce double objet dans un cadre plus large mais toujours restreint à la place.

245 PAUL-LEVY Françoise, SEGAUD Marion, *Anthropologie de l'espace*, Paris, Centre Pompidou, 1986, p. 64.

246 Sylvain, non résident, rencontré à son domicile le 18 février 2005.

247 Dans le sens d'essence et non d'essentialité, ce qui induirait forcément une classification, un choix parmi un ensemble de possibles impliquant une connaissance plus accrue du quartier.

« Pour moi la Libé, c'est la Gare du Sud parce que c'est le bâtiment le plus imposant sur la place et laissé tombé en ruine. Elle est structurellement intéressante. Je ne suis pas dans le quartier de la Libé mais juste au dessus parce que pour moi, la Libé tourne autour de la place » (Laure²⁴⁸).



ill.46 : Carte mentale de Laure, groupe 1

« Quand j'entends la Libération, je vois la Gare, avec le grand parvis devant avec la rue et le jardin en face, un des rares jardins de Nice. Je vois aussi le marché, avec les poissonniers, les marchands de légumes et la vie dans le quartier avec beaucoup de monde, la vie grâce au marché » (Michèle B.²⁴⁹).

À travers cette extrême sélectivité, la représentation du quartier se confond avec une image emblématique. Pour ces informateurs, la Libération s'associe à ce bâtiment et à l'activité qui se déroule quotidiennement à ses pieds. Ici ces éléments associés, se présentant sur la feuille de la même façon que sur une photographie, une carte postale, suffisent à identifier et à authentifier la Libération. Plus qu'une représentation, ces dessins particuliers s'annoncent comme une représentativité où la particularité du quartier se symbolise plus qu'elle ne s'organise spatialement. Dans ce cas, c'est bien l'expérience occasionnelle ou récente et des pratiques

248 Entretien du 12 juin 2005 avec Laure, habitante du quartier depuis peu.

249 Entretien du 14 juin 2005 avec Michèle B., non résidente.

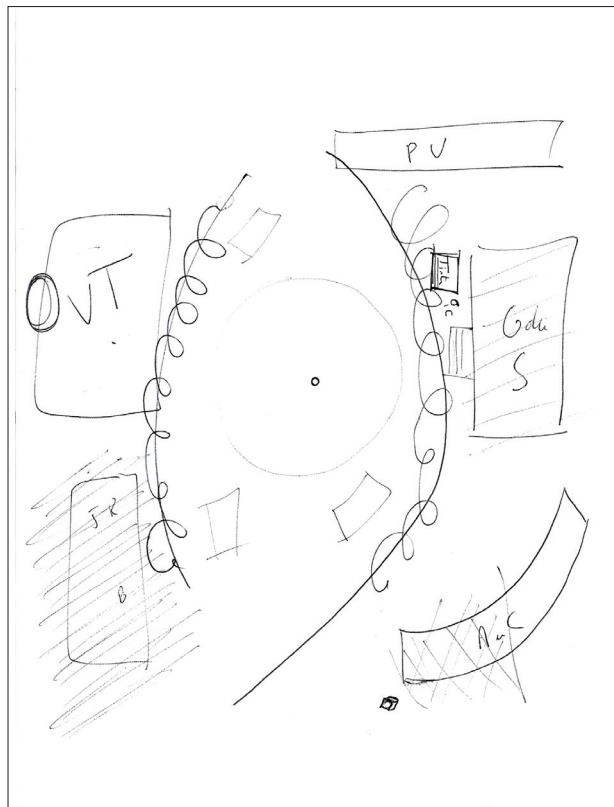
strictement localisées qui limitent la représentation à la symbolisation du quartier. C'est ce que précise Laure en reprenant son dessin.

« Ah, je rajoute le pressing, voilà... pressing, parce que si je descends sur cette place c'est juste pour aller au pressing, bon le marché aussi... c'est pour ça que je connais la Gare, parce que mon pressing est à côté. »

En revanche les cartes où l'espace dessiné est restreint ne signalent pas systématiquement que leur auteur possède une représentation spatiale appauvrie du fait d'une connaissance approximative du quartier. Là, il n'est plus tant question d'essence que d'essentialité. Les visites virtuelles de ces informateurs prouvent, dans les détails qu'elles offrent à appréhender et la situation excentrée des objets cités au regard de la place, que le quartier dit de la Libération trouve ses limites au-delà de la représentation graphique élaborée sur la feuille de dessin.

« (Dessin) La Libération, alors, c'est simple, c'est la place avec la Gare du Sud, les escaliers et la cabane de Tintin, le Palais de Venise, les immeubles arrondis dont la moitié appartient à la Ville, la villa Thiole et le jardin et le marché. Et la vie, la vie du marché qui bouillonne. La Libération c'est ça, vous voyez, c'est là que je distribue avec mes collègues et ma femme des tracts pour ma campagne et pour la Gare du Sud, j'y touche tout le monde, les habitants comme tous les autres Niçois. [...] »

« (Visite virtuelle) Bien évidemment je ne peux pas penser à la Libération sans penser à la Gare, au jardin et au marché. Mais je sais que de nombreuses rues sont riches architecturalement. Rouget de l'Isle, rue Marceau, le travail des portes... Il faut lever les yeux, il y a des détails notamment des écoulements de gouttières en fonte travaillée pour marquer la richesse du propriétaire de l'époque... [...] Toutes les villas Belle Époque, et je ne parle pas seulement de celles pour lesquelles je me suis



ill.47 : Carte mentale de P.M, groupe 1

battu rue Théodore de Banville, mais celles de la rue Theurier, de la rue Parmentier. Avez-vous vu les frises et les moulures extérieures ? Des personnages, des visages incroyables. Baladez-vous entre Borriglione et Auguste Raynaud. Au passage à niveau, si vous regardez bien, vous verrez de vieilles maisons qui n'ont pas été détruites [...] »
(P.M.²⁵⁰)

La place endosse dans ce cas un rôle de centralité et assure une charge de concentration symbolique. Les éléments qui la constituent ou la bordent sont investis d'une fonction représentative, les informateurs leurs affectant une place privilégiée dans la composition du quartier. Sur les dessins, le bâti s'y impose en un agencement structuré par des éléments qui, pourrions-nous dire, rompent avec la régularité, du moins l'aspect plus ou moins uniforme des rues et avenues avoisinantes où les bâtiments s'enchainent de façon rectiligne. L'aspect monumental de la place s'affirme à travers le caractère singulier de chacun de ses éléments et l'assemblage de leur typicité. Ces prérogatives spatiales procèdent également du fait de l'ancien toponyme « place de la Libération » devenue en 1973 place du Général de Gaulle. Cette dernière nomination est d'ailleurs plus rarement employée que la précédente dans la description de son tracé ou son évocation au cours du reste de l'entretien et ce, de façon quasi équivalente dans les trois groupes.

Sans compter que l'essentiel des activités commerciales se concentrent en cet endroit et que la place est un nœud majeur de distribution des flux de communication nord/sud mais également est/ouest entre deux importantes collines à caractère résidentiel (Pessicart/Cimiez) segmentant la ville. L'essentiel des expériences spatiales évoquées par tous les informateurs au cours du dessin se concentrent en ce lieu. La fréquentation du marché ou des halles marchandes, les déplacements sur les axes majeurs se croisant sur la place, l'utilisation passée du train des pignes, les flâneries et discussions dans le jardin, l'accès aux banques, l'attente à l'arrêt de bus, voilà pour les plus importantes. La familiarité, plus ou moins grande, développée à l'égard de ce lieu, de ce milieu même, localise, dans l'espace de la Libération, un noyau symbolique comme catalyseur de la charge affective développée dans un rapport au quartier.

250 Entretien du 18 mars 2004 avec P.M., habitant du quartier depuis 18 ans.

1.1.2.3. Organisation séquentielle de la représentation et point de vue de la construction

La description graphique et la description narrative qui lui est associée dévoilent une organisation séquentielle de la représentation du quartier. L'ordre de rappel des éléments au cours du dessin et de son explication semble relatif soit à la proximité spatiale des éléments sur le terrain, soit à leur importance, à leur fonction de repère. « *Alors là, c'est ma maison, mon immeuble. Par là ensuite, on rejoint Borriglione et on arrive en descendant sur la place de la Libé* » (Michèle²⁵¹). L'opération d'activation de la représentation interne engage inévitablement dans la description la succession sous la forme d'une formulation de procédure par laquelle l'informateur déroule le quartier. Mais c'est aussi la procédure que l'enquêteur doit suivre pour accéder à la représentation mentale de la Libération, que celle-ci soit construite à partir d'une série de points de vues égo-centrés ou halo-centrés. C'est, le plus souvent, sous la forme d'un parcours que la représentation graphique du quartier prend forme. C'est, du moins, la base de la carte sur laquelle d'autres éléments vont être situées. Le parcours, tracé au gré d'une « marche mentale », suppose une succession d'indications de lieux impliquant un ordre local qui doit se voir comme une chaîne d'opérations spatialisantes.

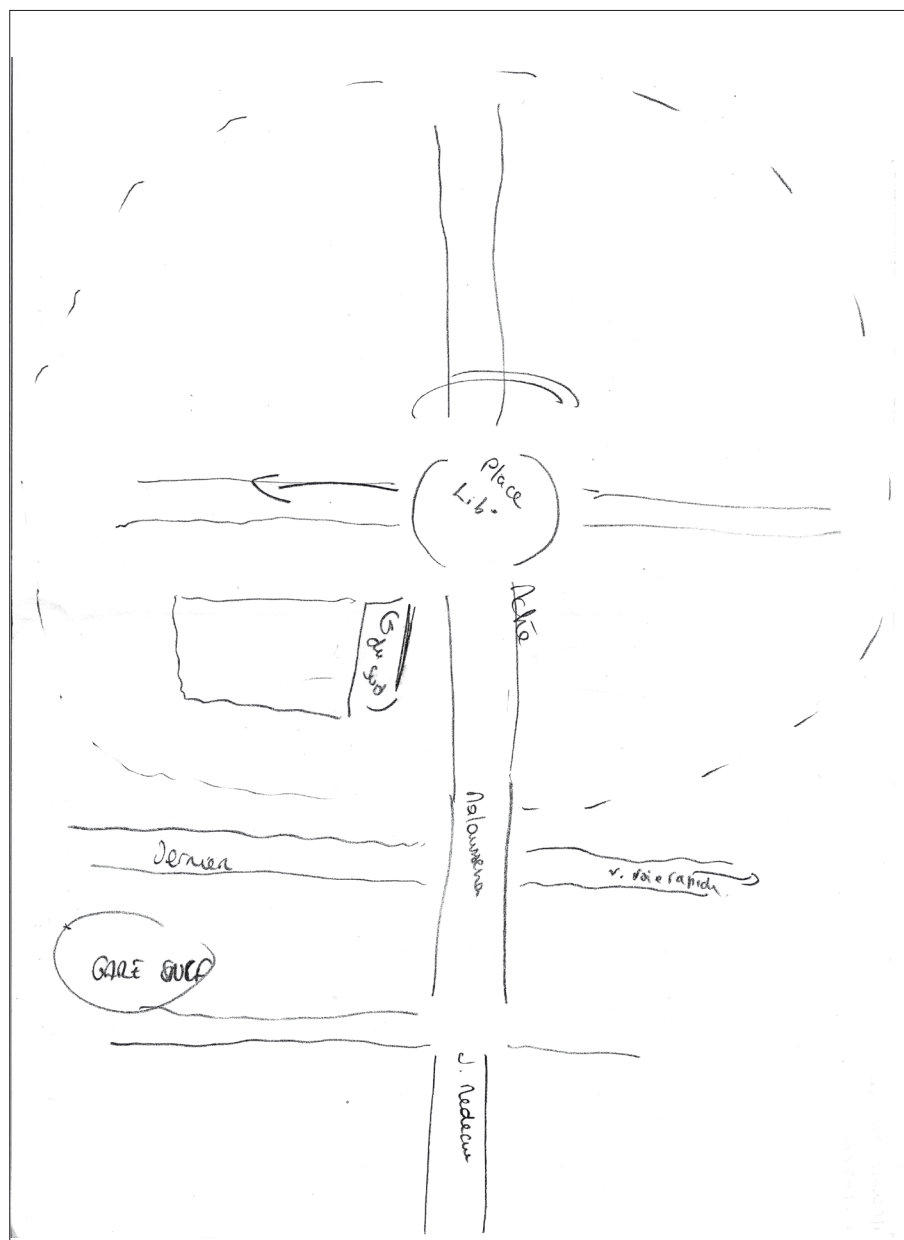
Certains informateurs du groupe 3 ont parfois répondu de façon surprenante à la question. Comme cette jeune personne résidant au sud de la ville qui indique que « *pour aller à la Libé, il faut monter en haut de Jean Médecin, il faut passer le pont, on est sur Malausséna, ensuite, c'est la place, voilà, avec la Gare du Sud, et puis la Libé c'est ça, dans un diamètre de 500 m autour de la place* » (Denise²⁵²). La question n'était pourtant pas de savoir comment se rendre au quartier de la Libération. Pour accéder à l'image du quartier cette personne a eu recours à son expérience du trajet qu'elle emprunte pour s'y rendre à partir de son lieu d'habitation²⁵³.

Ces descriptions localisent en fait « la Libération » par référence à un autre quartier le jouxtant en élisant des éléments physiques de l'environnement urbain comme symboles marquant une frontière stricte et définie et figurant ainsi un intérieur et un extérieur du quartier. Dans ce groupe ces limites récurrentes apparaissent le plus souvent au début du dessin, étape à franchir pour entrer dans le quartier contrairement aux frontières placées par les membres des deux autres groupes qui, elles, ne sont indiquées qu'en fin de tracé et figurent la sortie. Le pont

251 Michèle, rencontrée pour la première fois à son domicile le 4 avril 2005, résidente du quartier depuis toujours.

252 Entretien du 2 février 2005 avec Denise, non résidente du quartier.

253 Il est également important de considérer l'objectif qui conduit à se rendre dans ce quartier. Il se présente comme un élément fondamental dans la constitution de la représentation mentale des non-résidents et bien souvent un symbole le représente sur le dessin (le marché, le train, la poste, etc.)



ill.48 : Carte mentale de Denise, groupe 3

SNCF a, certes, le même rôle frontalier, il peut être considéré comme un seuil collectif, mais sa fonction opératoire symbolique (entrée/sortie) est inversée entre les habitants (ou anciens résidents) et les non-résidents. Le rang d'apparition de ces frontières dans la construction de la carte permet très souvent d'annoncer l'appartenance à l'un des trois groupes.

1.1.3. Frontières et limites en représentation

La frontière. C'est le moment, le lieu, l'élément qui bouche la vue ou au contraire la libère. C'est le passage, le glissement vers le familier, le différent ou l'inconnu, vers un intérieur ou un extérieur, qui engage le soulagement ou la méfiance et qui participe à rendre opératoires l'acte de se représenter l'espace et celui d'habiter. C'est le moment de la dissonance, de la

rupture mais aussi « ce qui permet la reconnaissance et la rencontre de l'autre²⁵⁴ ». La frontière se constitue et s'affirme dans un double processus d'identification du groupe social à un espace défini, en fonction de particularités, de valeurs, de croyances et par différenciation. Ce processus impose une séparation et s'impose comme un des facteurs déterminants de l'appartenance.

La limite urbaine comme identifiée par Lynch est une forme signifiante qui participe à la structuration du paysage urbain et à la caractérisation de l'espace qu'elle localise et cerne. Ces limites « sont les frontières entre deux phases, les solutions de continuité : rivages, tranchées de chemin de fer, bordures de lotissements, murs. Elles constituent des points de référence latéraux, plutôt que des axes de coordination. [...] [Elles] constituent pour beaucoup de citoyens un important facteur d'organisation et servent notamment à maintenir la cohésion de zones entières²⁵⁵. » Quant à Segaud, elle propose d'envisager la limite comme « un processus de qualification qui permet de différencier un espace d'un autre²⁵⁶ ». Les limites présentent ainsi différentes figures qui engagent tantôt une séparation efficace, tantôt un marquage faible de l'altérité territoriale, ou encore un mouvement transitionnel, une traversée, un glissement. La représentation d'une limite indique une détermination et une objectivation d'une ligne de discontinuité qui engage celui qui la franchit, même symboliquement, dans une expérience de familiarité, de reconnaissance, de transition, de rupture, de répulsion...

Lorsqu'elles sont dessinées ou évoquées dans le discours, les limites octroyées au quartier se représentent sous différentes formes. Les modèles graphiques les plus souvent utilisés sont le cercle, la ligne ou double ligne qui symbolise la rue. Les délimitations accordées au quartier sont également parfois associées aux bordures de la feuille. L'espace urbain questionné s'identifie ici au support sur lequel il est projeté. Le traçage des limites n'est alors plus nécessaire puisque il s'affirme et s'impose dans un marquage matériel. Cependant, il arrive que certaines limites soient graphiquement et/ou graphémiquement symbolisées, comme un double marquage renforçant la valeur de l'élément en tant que frontière. Cette inscription franche se rencontre le plus fréquemment sur les cartes des groupes 1 et 2. Quant au groupe 3, rares sont les cartes sur lesquelles apparaît un marquage de frontières sinon par le tracé d'un cercle.

Lorsqu'elles n'étaient pas dessinées ou énoncées, la question était posée de savoir s'il était envisagé des limites à la Libération. Cette procédure a été employée pour vérifier non pas la connaissance du quartier mais bien pour évaluer la pertinence des connivences et du lien entre marquage et appropriation plutôt en fonction de l'appartenance à l'un ou l'autre des groupes ou plutôt en fonction de l'expérience des lieux. Il s'agissait ici d'une sorte d'exploration

254 ZARKA Yves-Charles, « Frontières sans murs et murs sans frontières », *Cités*, n° 31, 3, 2007, p. 5.

255 CHOAY Françoise, *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, op. cit., p. 392.

256 SEGAUD Marion, *Anthropologie de l'espace*, op. cit., p. 118.

en creux de la signification des inoccupations du tracé, du non tracé. Cette demande engageait les informateurs à procéder à une reformulation de la représentation de la Libération nécessitant parfois leur projection dans le quartier, une projection en mouvement, en trajet, les poussant dans une réflexion d'où pouvaient se dégager des noms d'éléments identifiés, le reste du temps une évocation floue d'un lieu approximativement situé.

De façon générale, les limites sud et ouest du quartier sont davantage inscrites, décrites et commentées. Elles s'affichent dans une évidence et dans une assurance du tracé et du discours qui ne se retrouvent pas dans le positionnement ou la volonté d'inscrire des frontières nord et est à la Libération. Elles se projettent et se matérialisent dans des éléments urbains identifiés comme marqueurs spatiaux et symboliques qui acquièrent alors une fonction de *poros*, c'est-à-dire de seuil, d'objet qui marque et rend possible le passage, à la façon d'un portail qu'il faut franchir pour pénétrer ou sortir, qui indique le lieu et le moment du passage de l'extérieur vers l'intérieur et inversement. « *Le quartier de la Libération est une transition entre le cœur de Nice et Nice Nord. Au pont de la SNCF, je rentre dans la Libération, c'est très net. C'est moins net pour la sortie du quartier. On fait 100-200 mètres peut-être mais c'est plus pareil après.* » (Corine²⁵⁷) Le passage à niveau à l'ouest est souvent représenté et évoqué comme l'élément déterminant le lieu du franchissement possible pour se rendre au quartier. « *J'ajoute des feuilles et je vais jusqu'au passage à niveau. Quand j'y réfléchis j'ai besoin d'agrandir le dessin. Voilà, jusqu'au passage à niveau... Après c'est Cessole. Mais jusqu'au passage à niveau c'est la Libé.* » (Céline²⁵⁸). Parfois, plus rarement, c'est le croisement entre Joseph Garnier et la rue Dabray, quelques mètres avant le passage à niveau, qui endosse ce rôle de limite. L'objet ou le lieu investi du sens et de l'usage de limite agit sur le processus de qualification de l'espace qu'il vient délimiter déterminant (et qualifiant) aussi par différenciation les espaces frontaliers.

Les frontières nord et est sont beaucoup plus floues, fluctuantes. La difficulté à tracer et évoquer ces extrémités est liée au fait qu'il n'y a aucun élément urbain déterminant qui pourrait incarner une limite ou un portail, représenter une entrée ou une sortie. Tous les éléments urbains investis de la fonction de limite se trouvent sur les axes Malausséna-Borriglione (sud/nord) Joseph Garnier-Raiberti (ouest/est). Cet axe de référence n'offre effectivement aucun élément remarquable à l'est et au nord, capable de marquer une rupture, un changement. Seules l'église Jeanne d'Arc et parfois l'avenue Saint-Lambert et Villermont signalent une hauteur, un niveau où le quartier semblerait trouver ses limites. Mais les moyens d'objectiver ce découpage n'apparaissent pas de façon aussi évidente que pour l'ouest et le sud. « *Au nord, je dirais que le quartier s'arrête à la moitié de Borriglione,*

257 Entretien du 26 août 2005 avec Céline, 27 ans, ayant toujours habité le quartier.

258 Entretien du 20 août 2005 avec Corine, 38 ans, non résidente.

la moitié c'est bien... Après c'est trop haut, ça change. » (Mme P.²⁵⁹)

La ligne ou la double ligne représentant une route, une rue, vient souligner la certitude de l'existence d'une frontière, du moins de la considération d'une limite dans son plein sens de *limes* comme chemin entre deux frontières, d'un passage qui permet de sortir du quartier ou d'y entrer. Le cercle en tant que figure symbolisant la limite est généralement associé à l'aspect arrondi de la place. C'est d'ailleurs le plus souvent ce qu'il vient délimiter. Dans ce cas, le cercle représente l'ensemble architectural constituant la place du Général de Gaulle ainsi, parfois, que certains bâtiments de l'avenue Malausséna attenante. Les éléments constituant cet ensemble s'agregent dans ou autour du cercle : La Gare du Sud, la villa Thiole, la brasserie Le Gambetta, les bâtiments arrondis, le marché, la cabane de Tintin... Plus largement, les représentations du quartier restreintes au seul tracé de la place – la circularité de l'aire figurée étant effective même sans figure géométrique – indiquent alors une centralité et plus encore une essentialité à l'idée de quartier de la Libération. La forme circulaire donnée au quartier se manifestant par une unité concentrée lui procure une unicité centrée. Autrement dit, lorsque le quartier se représente uniquement par la place et les objets qui la composent, la centralité se veut non pas limitative mais performative, c'est-à-dire qu'elle constitue simultanément l'acte d'essentialiser le quartier par centration ou polarisation.

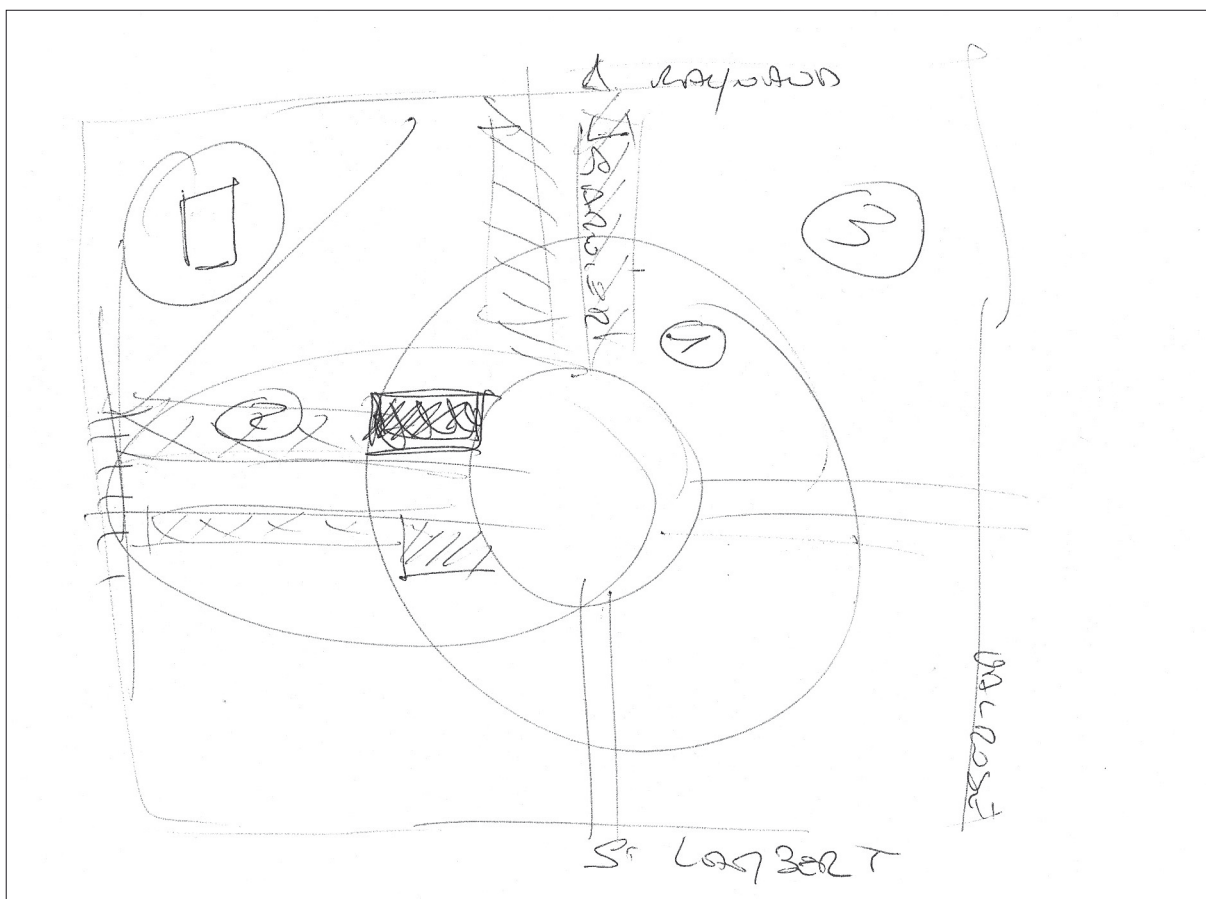
Mais lorsque le cercle comme délimitation est employé, essentiellement par les informateurs du groupe 3, il sert généralement à localiser et déterminer une zone floue qui représente le quartier autour de la place, dans un périmètre et une configuration indéterminés. Le tracé du cercle compense ainsi la méconnaissance, du moins la connaissance approximative de la composition et de l'organisation de ce qui est entendu par quartier de la Libération. Il symbolise un ensemble cohérent, un territoire dont les limites ne relèvent pas de l'évidence mais soulignent plutôt la conception d'une entité urbaine floue néanmoins identifiée et homogène. On touche ici à la loi de la proxémique sur l'effet atténuateur de la distance, « c'est cette fois la densité des images qui m'assaillent, la distance de laquelle elles sont originaires qui est le facteur déterminant de la description du monde²⁶⁰ ».

Lorsqu'un encadrement vient doubler et appuyer le tracé de limites, par une figure géométrique qui clôt l'image projetée de la Libération (carré, rectangle, cercle), il insiste sur la représentation du quartier comme une entité urbaine, accentuant la projection de limites en termes de nord, sud, est, ouest. Celles-ci permettent de qualifier le quartier en tant que territoire urbain identifié et identifiable par le fait de ses frontières marquées mais surtout par ce qu'elles renferment et ce dont elles isolent. La tendance à tracer une délimitation marquée est forte chez

259 Entretien du 21 avril 2005 avec Mme P., habitant depuis 50 ans dans le quartier.

260 MOLES Abraham, ROHMER Élisabeth, *Psychosociologie de l'espace*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 33.

les individus impliqués dans des associations ou très engagés dans les combats contre certaines phases du projet et en particulier dans les questions de sauvegarde. Les représentations des présidents de comités et d'associations rencontrés ont en commun le doublement de symboles de clôture. Le cercle s'inscrit dans ces exemples particuliers dans un élément plus large, un rectangle ou un carré, qui donne au quartier l'aspect d'un espace urbain aux coupures nettes.



ill.49 : Carte mentale d'un président d'association, groupe 1

La limite tracée est une marque territorialisante, une modalité d'ancrage permettant de se situer en dedans ou en dehors et, entre autres, de se dire du quartier ou non. En l'occurrence, la force du marquage en clôture chez les personnes impliquées dans les conflits localisés dans le quartier, que celles-ci adhèrent aux projets avancés par la municipalité ou qu'elles les combattent, semble exprimer une forme de protectionnisme. Le quartier de la Libération est alors un espace fermé et barré. On ne retrouve pas ici la porosité autorisée par l'évocation d'une limite projetée dans un élément urbain offrant un accès. Mais celui-ci, au contraire, est placé et évoqué de sorte qu'il s'érige en entrave.

Alors, la limite se veut plutôt fixe, dure, elle bloque toute possibilité de franchissement puisqu'elle annihile l'existence de seuils dans leur forme matérielle et/ou symbolique. L'image du mur d'enceinte qui protège de l'envahisseur, de l'ennemi, des intrusions mais qui permet

aussi de se défendre et de repousser semble correspondre à l'idée d'un quartier non pas replié sur lui-même mais considéré comme étant attaqué, menacé, en danger (parce qu'il va faire l'objet de transformations ou qu'il risque, au contraire, de rester figé). L'enceinte dans ce cas semble protéger d'une invasion extérieure, celle d'une politique d'aménagement pensée, produite et gérée par le pouvoir local, mais vient surtout marquer la fermeté de l'engagement et la fermeture au compromis. L'intrusion ici est bien celle d'aménageurs intervenant sur des objets et des lieux symboliques du quartier, proposant ou introduisant un changement, bousculant non seulement la physionomie et le paysage urbains mais modifiant également les usages et les comportements à venir associés à ces lieux. Ce sont du moins les représentations sous forme de projection d'incertitudes concernant le devenir du quartier et l'être dans le quartier réaménagé qui semblent appeler l'insistante présentation de l'aménageur comme étranger, « l'étranger » au quartier. Certaines des remarques cueillies dans la rue, entendues en entretiens, relevées au cours du dessin concernant le cabinet d'architecture et en particulier l'architecte chargé du projet de nouvelle mairie emploient le vocabulaire stigmatisant l'étranger ou le renégat, l'affirmant comme étant celui qui ne connaît pas ou trahit.

« Les gens qui vous font des trucs comme ça, ils habitent pas le quartier, ils connaissent pas le quartier ! Ils viennent avec leurs idées... Mais c'est pas forcément leurs idées à eux qui plaisent aux gens du quartier. Alors je comprends pas que le Faloci, l'architecte soit disant il est niçois. Et les racines, il les aime pas les Niçois ? Il les aime pas ses racines lui ? »
(Mme M.²⁶¹)

Mais l'intrusion, c'est également celle d'un voisin, d'un groupe qui défend d'autres idées que les siennes. « Toute société est confrontée à une telle situation polémique de lutte entre l'effort incessant d'imposition du sens et ce qui échappe à ses prises ; cette épreuve, où elle risque sa propre identité l'amène à considérer comme non-sens tout sens autre. Le non-sens prend la figure du sens posé par une société extérieure²⁶². » Ainsi la frontière tracée en clôture et plus encore en double clôture semble être l'expression graphique du rejet de la pensée différente, accordant la qualification d'étranger à celui qui s'oppose à ses idées et d'interventionniste au décideur, à l'aménageur. Il n'est pas tant question ici d'une frontière géographique mais plutôt d'un marquage topographique établissant un ordre du sens, une hiérarchie symbolique

261 Entretien du 16 juillet 2005 avec Mme M., ancienne habitante du quartier.

262 FONTAINE Philippe, « Des frontières comme ligne de front : une question d'intérieur et d'extérieur. Éléments de sociotopologie », *Cités*, n° 31, 3, 2007, Presses Universitaires de France, p. 121.

et spatialisée de l'appropriation et de la détermination du « je », du « nous » d'un côté – le légitime, l'intérieur, le quartier comme entité socio-spatiale, la Libération – et du « eux » de l'autre – l'étranger, l'extérieur, l'opposant, l'interventionniste. Cette détermination manifeste ainsi une forme de primauté de l'intérieur comme produit d'un mécanisme s'organisant autour et à partir de la crainte, de la peur d'être pénétré, étouffé, et dont l'objectif est d'inscrire sa position dans la hiérarchie sociale pour ne pas se faire dominer. Ici, la frontière déqualifie et exclut celui, ceux qui pensent différemment et qui envisagent les interventions sur le quartier sous un autre angle. En plaçant ces limites en clôture, le quartier n'est plus foncièrement « exposé ». Elles évitent ainsi symboliquement une pénétration de l'insensé, du moins du non-sens ou du sens-autre, incarné par le monde extérieur où *fas non est*²⁶³. Le voisin « mal-pensant » peut être exclu, symboliquement expulsé et considéré comme appartenant au monde extérieur.

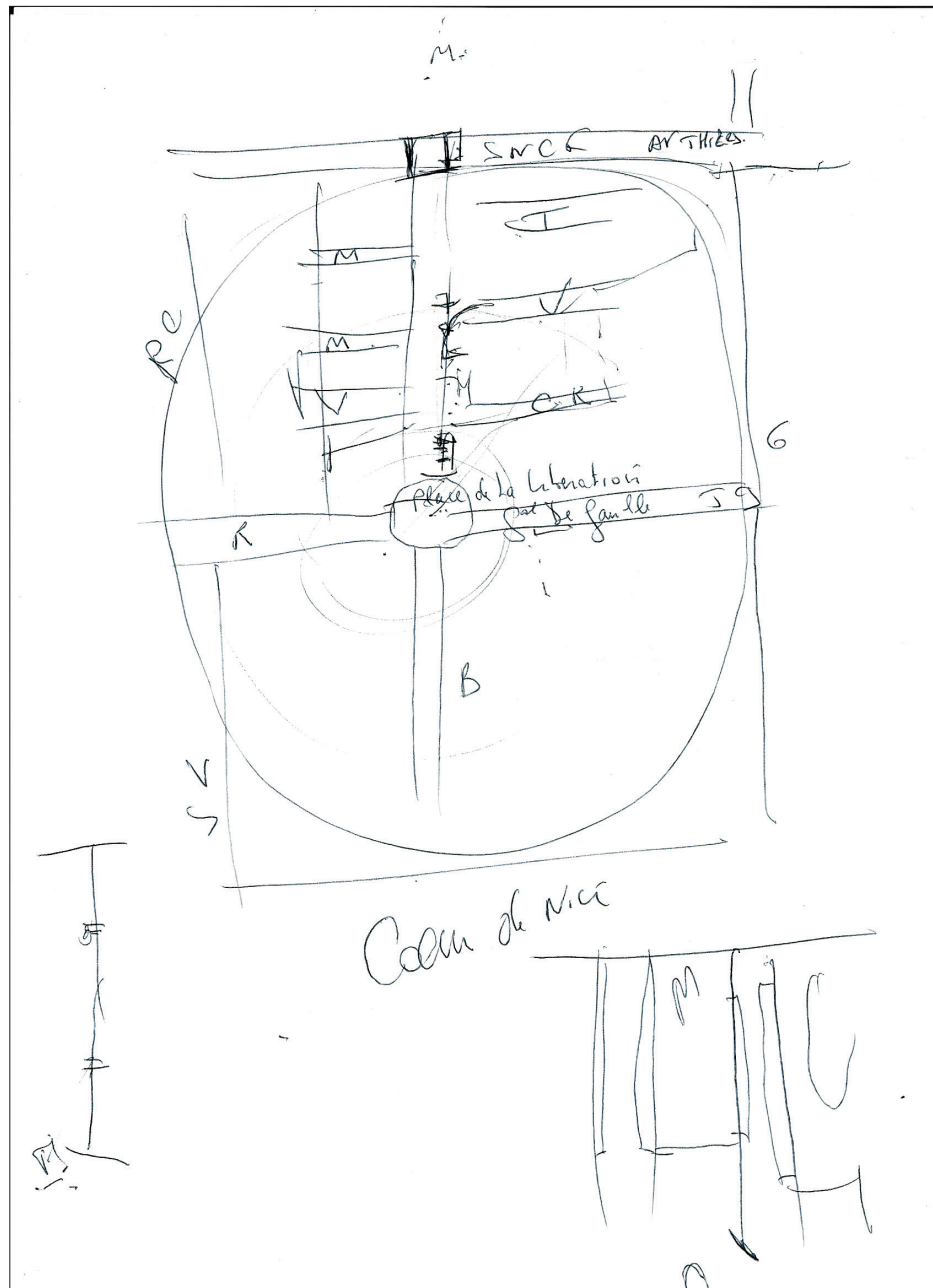
Le retranchement territorial évoqué par cette hyper-limitation et l'affirmation d'une territorialité par discrimination spatiale ne sont pas seulement à envisager sous l'angle du sujet psychophysique et de la charge psycho-affective accordée au quartier. Ce qui pourrait être considéré comme un repli identitaire est l'expression de la préoccupation d'un maintien des frontières pour le groupe. Ce souci, constitutif de l'identité collective, s'est exprimé, ne l'oublions pas, au travers des cartes et des discours associés des personnes mobilisées et particulièrement des responsables de groupements associatifs engagés dans les luttes locales, des représentants du collectif. « Le collectif se vit comme un organisme menacé sur son enveloppe extérieure, en sorte qu'il se trouve amené à surinvestir cette "enveloppe" que constitue la limite du territoire déterminant l'identité spatiale du collectif en question²⁶⁴. »

Il faut ajouter à cette idée de paroi symbolique comme détermination d'une discontinuité établissant une séparation abrupte, la représentation d'un phénomène de distanciation/focalisation. « L'idée de paroi conçue comme une séparation brusque [...] diminue nécessairement l'importance des phénomènes au-delà de ce point singulier par rapport à ceux qui sont en deçà²⁶⁵. » En affaiblissant l'intérêt porté à l'extérieur, en le mettant à distance, l'expression et la mise en place de lignes de discontinuité spatiale viennent désigner ce qui se passe dans ces limites comme étant capital, primordial. L'important se joue ici, l'ailleurs et ses événements sont négligeables, accessoires.

263 Un monde extérieur néfaste. Cette idée nous ramène au rituel des *fētiāles* conduit par des prêtres avant toute action de Rome sur un peuple étranger (expédition militaire, déclaration de guerre, alliance...). À ce sujet voir DUMÉZIL Georges, *Idées romaines*, Paris, Gallimard, 1969, p. 69-78.

264 FONTAINE Philippe, *op. cit.*, p. 124.

265 MOLES Abraham, ROHMER Élisabeth, *op. cit.*, p. 54.



ill.50 : Carte mentale
de M. F., groupe 1

La Libération étant un véritable espace de jeux et d'enjeux de pouvoir, le marquage fermé de ses frontières comme remparts symboliques, marquage à entendre comme production de signe(s)²⁶⁶, engage celui qui les dessine dans une affirmation stratégique de sa position au regard des décideurs et/ou des projets, une revendication de son appropriation symbolique de l'espace questionné, une légitimation de son engagement ou de son combat. Derrière ces frontières rigides, marquées se dessine le plus souvent la protection de référents identitaires en danger dont la défense engage une cristallisation sous forme de territorialisation mise en scène par l'édification de murs symboliques qui s'érigent contre une violence qui l'est tout autant.

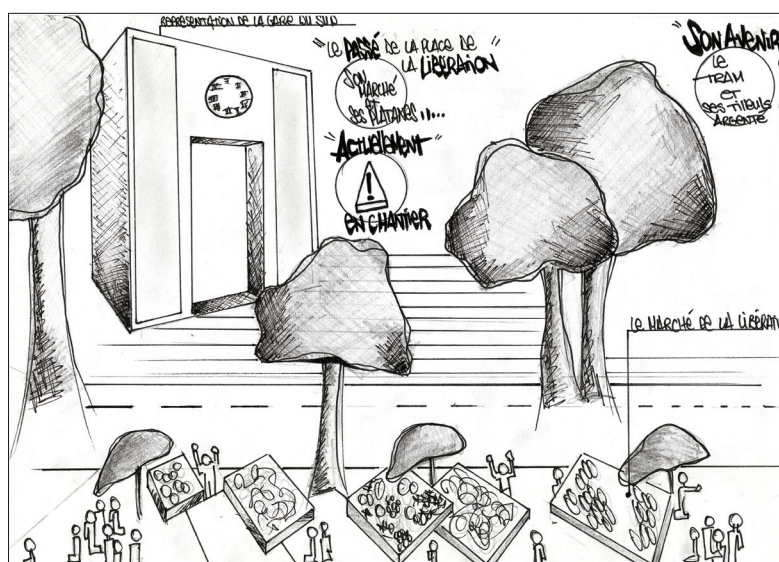
266 RIPOLL Fabrice, « Réflexions sur les rapports entre marquage et appropriation de l'espace », in BULOT Thierry, VESCHAMBRE Vincent, (Éd.), *Mots, traces, marques : dimension spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, Paris, l'Harmattan, 2006, p. 15-36.

1.2. Les hauts lieux du quartier : image stable d'une base spatiale partagée

1.2.1. Prénances et saillances

« Pour un même espace, il y a des caractéristiques communes aux représentations de la majorité des individus²⁶⁷ ». Ainsi, certaines entités graphiques se retrouvent sur la plupart des cartes. Elles symbolisent des éléments emblématiques du quartier, ce sont des hauts-lieux qui le caractérisent. Noschis les définit comme « des lieux qui ont été investis d'une signification affective particulière du fait de leur emploi ritualisé²⁶⁸ ». En croisant les cartes des trois groupes certains éléments paraissent en effet plus prégnants dans les représentations mentales de cet espace urbain. Ils apparaissent comme des saillances donnant forme à une image stable de la Libération, saillances qui sont autant de symboles forts de l'identité du quartier.

L'inscription et la contextualisation de ces hauts-lieux de la quotidienneté et/ou de l'histoire du quartier ainsi que les discours qui les concernent sont les produits résultant d'un choix du sujet orienté par « un ensemble de savoirs, de croyances et de valeurs définissant ce qu'on pourrait appeler le «désirable environnemental»²⁶⁹ ». Dès



ill.51 : Carte mentale de Céline T., groupe 3

lors, y faire référence c'est signaler leur portée dans la constitution d'une territorialité, parce qu'ils sont une composante majeure de la construction identitaire en particulier chez les sujets ayant vécu leur enfance dans le quartier. C'est à travers eux que les membres des groupes 1 et 2 semblent donner une consistance symbolique et une légitimité à leur appartenance et à leur habitation.

La place du Général de Gaulle (dite aussi place de la Libération), la Gare du Sud, le marché, la villa, le jardin Thiole, inscrits le long de l'axe Malausséna prolongé par le boulevard Borriglione sont les points de références qui structurent les relations spatiales des représentations.

267 FOURNAND Anne, « Images d'une cité : cartes mentales et représentations spatiales des adolescents de Garges-lès-Gonesse », *Annales de Géographie*, n° 633, 2003, p. 539.

268 NOSCHIS Kaj, *op. cit.*, p. 51.

269 FELONNEAU Marie-Line, « Les représentations sociales dans le champ de l'environnement », *op. cit.*, p. 150.

Liée à l'expérience environnementale, la sélection de ces marqueurs référentiels permet d'accéder à une physionomie symbolique du quartier. Ces entités graphiques récurrentes donnent forme à une image stable du lieu, dressant un espace architectural comme une « musique figée ²⁷⁰ » lisible à travers l'articulation de ces « concrétions d'espace-temps ²⁷¹ ». Autrement dit, l'inscription récurrente de certains éléments est la manifestation d'un partage de la perception du paysage du quartier sous la forme d'un ensemble cohérent de dispositifs mnémoniques révélant ainsi l'identité spatiale de la Libération.



ill.52 : Carte mentale d'Audrey, groupe 1

Les discours qui accompagnent la construction des cartes permettent de comprendre la prégnance de ces éléments en les resituant dans des réseaux d'habitudes ou des moments affectivement chargés. Ils témoignent d'un « être dans le quartier », d'une citoyenneté dont la forme même est intrinsèquement liée à ces hauts-lieux et qui agit à son tour sur leur caractère saillant dans l'image mentale, entraînant de sensibles variations dans les comportements. En effet, « s'il connote un sens au lieu, le matérialise et l'ancre littéralement, le haut-lieu qualifie aussi une manière d'être, une manière d'être là, de là, d'y appartenir, de s'y appartenir, une manière d'être territorialisée et territorialisante, c'est-à-dire une manière de vivre, et donc de penser, de dire, de faire [...] ²⁷² » C'est ce que nous indique bien souvent leur rang d'apparition sur le dessin.

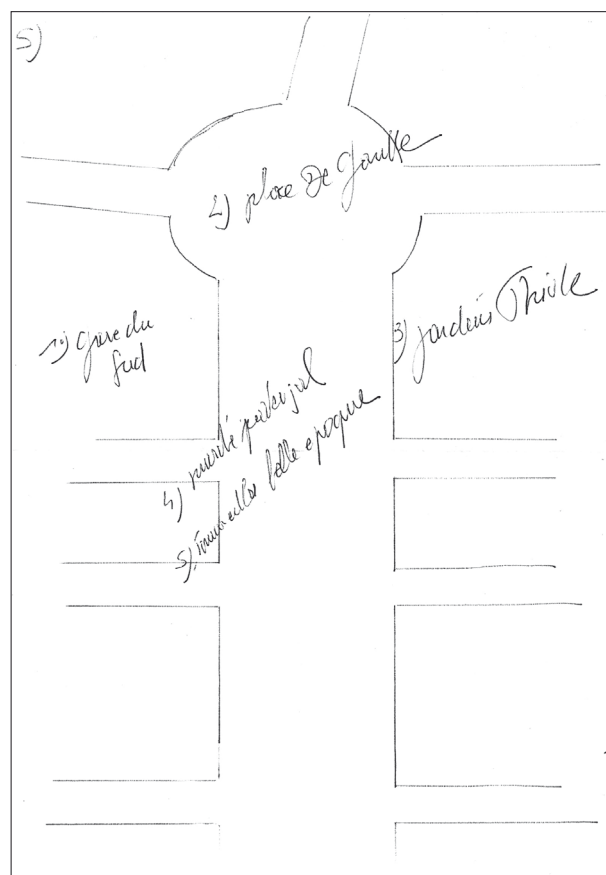
270 TUAN Yi Fu, *Espace et lieu*, op. cit., p. 121.

271 BEDARD Mario, « Une typologie du Haut-Lieu, ou la quadrature d'un géosymbole », *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 46, n° 127, avril 2002, p. 51.

272 BEDARD Mario, op. cit., p. 52.

Dans ces discours, en particulier dans ceux des individus des groupes 1 et 2, il est également fréquent de noter un retour sur un ou des éléments du quartier, déjà tracé(s), déjà cité(s), comme une répétition de l'évocation mémorielle, un rappel cognitif qui lui ou leur accordent une importance majeure dans la représentation du quartier. « La fréquence des références verbales dans le flux du discours est un facteur de concrétisation du point Ici. Plus je le nomme, plus je m'y réfère et plus il existe²⁷³. » Cette répétition est bien souvent accompagnée d'une trace graphique qui vient doubler et renforcer la première figuration. L'acte d'encrer prend ici une double dimension en termes d'investissement de sens et d'efficacité symbolique. Il est avant tout une manière de souligner l'importance de certains lieux et éléments. De ce fait, il essentialise la représentation du quartier, renforçant l'image de la Libération au travers de la légitimité et du caractère symbolique de l'objet ou du lieu surexposé. L'acte d'encrer revient aussi à tracer la ligne qui protège et tend à rendre intouchable l'objet de l'attention, renforçant l'idée d'attachement et soulignant certainement par ce fait sa fragilité au présent. Il sert primordialement à positionner mais accorde une part de sacré à l'objet qu'il entoure ou représente. De la même façon, la croix ou l'alpha sont parfois utilisés pour indiquer les « éléments typiques du quartier » (Daniel), leur accorder un rôle majeur dans la composition du quartier mais peut être plus encore retracer la carte affective de « sa Libération ».

Dans cette symbolisation de l'espace, interviennent également parfois la numérotation et l'inscription de chiffres. L'octroi d'un degré d'importance dans le choix des lieux qui qualifient et organisent le quartier, d'une hiérarchie identificatoire, reconstruit le paysage de la Libération sous la forme d'une image distordue par ces inscriptions dégressivement proéminentes. Ici, il n'est plus question de saisie du mode d'ancrage territorial des informateurs dans leurs relations à l'environnement urbain ni des caractéristiques d'ancrage propres à chacun des groupes. Ces entités marquées et fortes sont très souvent les mêmes d'une carte à l'autre. Toutes ces marques ajoutées garantissent la prégnance d'un certains



ill.53 : Carte mentale de Mme D., groupe 3

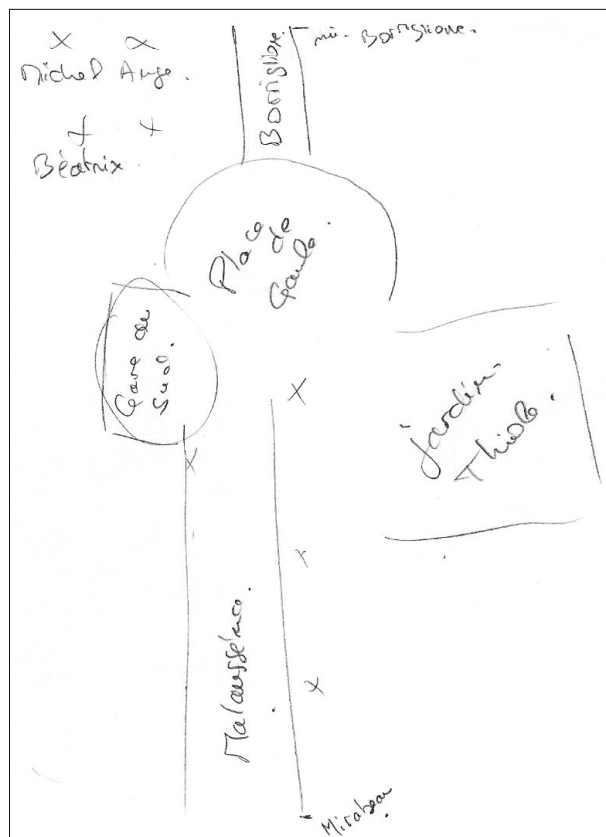
273 MOLES Abraham, ROHMER Élisabeth, *op. cit.*, p. 58.

nombres d'éléments urbains et cette majoration leur accorde une surdétermination dans l'image du quartier.

Le caractère itératif du double marquage et des discours (qui suivent le premier tracé), l'inscription d'un degré de typicité au travers d'un classement alertent sur l'essentialité de la Libération dans ses représentations. Il permet d'effectuer un relevé d'éléments identifiables par leur positionnement sur la carte permettant, dans leur mise en relation, d'identifier le quartier. Ces saillances sont la plupart du temps d'ordre architectural, comme la Gare du Sud par exemple, mais pas seulement. L'évocation du marché est également très souvent redondante, comme celle du jardin de la villa Thiole. Ces deux éléments font davantage référence à des pratiques sociales de lieux en étant tout aussi spatialement inscrits. La réitération de leur agencement procure à ces éléments déterminants par leur surinvestissement une qualité structurante et homogénéisatrice.

La répétition structurelle dans les représentations permet d'appréhender une base spatiale partagée ponctuée de signes forts. Cette prégnance d'éléments structurants est visible sur les cartes antérieures aux travaux mais aussi sur celles dessinées durant l'aménagement. Conduisant ainsi à une lisibilité claire de l'environnement qui garantit au quartier une fonction sociale et affective, elle atteste d'une forme de sécurité procurée par la permanence de ces hauts-lieux. Autrement dit, les cartes témoignent de la pérennité spatio-temporelle de ces éléments qui permet aux individus de maintenir une forme de stabilité dans leurs rapports affectifs à la Libération comme une résistance aux transformations physiques qui la touchent.

Ces saillances mentales recomposent le cadre physique élémentaire à partir duquel va se construire le processus relationnel au quartier qui permet de lui donner un sens. L'imagibilité²⁷⁴ de la Libération semble passer par ces hauts-lieux structurants et qualifiants induisant des pratiques qui à leur tour vont jouer un rôle essentiel



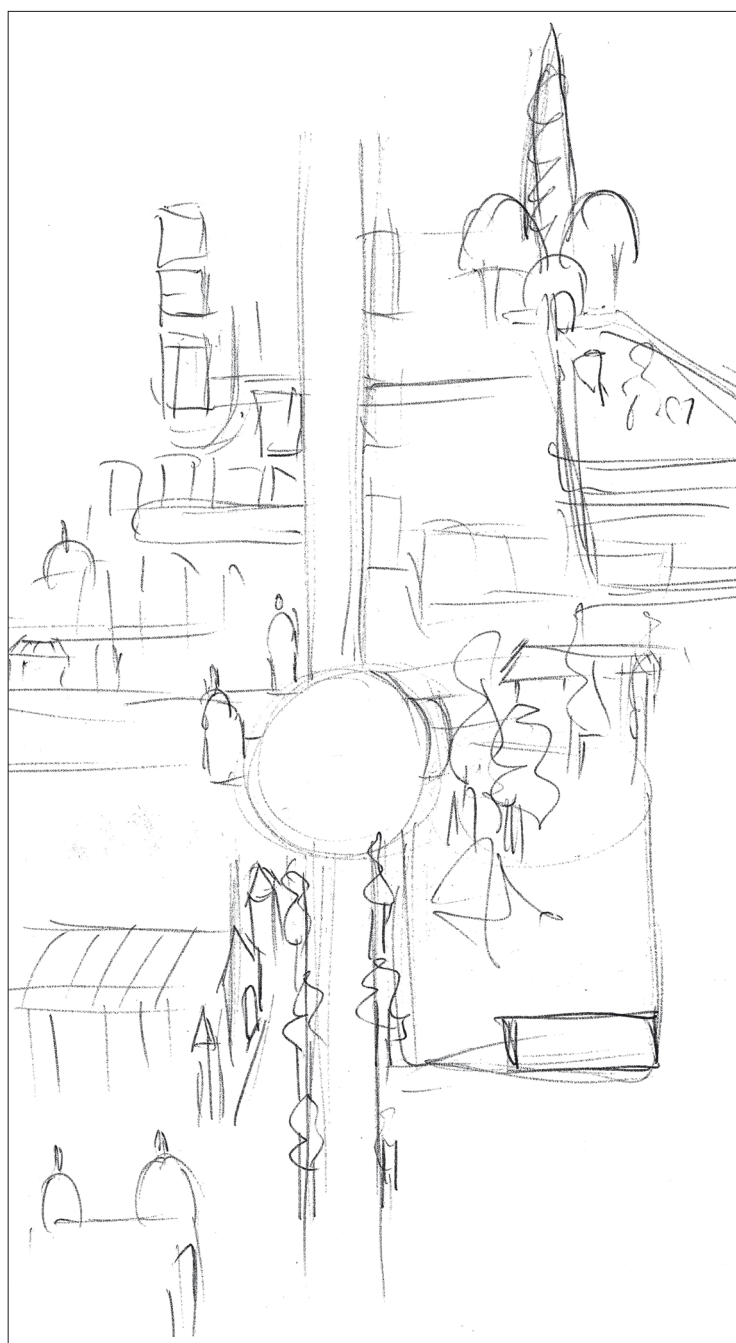
ill.54 : Carte mentale de Nadine, groupe 2

274 Lynch introduit ce concept d'« imagibilité » qui est « pour un objet physique, la qualité grâce à laquelle il a de grandes chances de provoquer une forte image chez n'importe quel observateur. C'est cette forme, cette disposition qui facilitent la création d'images mentales de l'environnement vivement identifiées, puissamment structurées et d'une grande utilité » : LYNCH Kevin, *op. cit.*, p. 11.

dans l'appropriation du quartier. La répétition fait donc apparaître une image sociale dominante de la Libération sous la forme d'une représentation collective du quartier, que chacun manipulerait en fonction de variables personnelles et de sa pratique du lieu conférant alors à chacune des cartes un aspect singulier.

1.2.2. Les hauts lieux bâtis : place au patrimoine ?

L'ensemble architectural composant la place du Général de Gaulle, se présente non seulement comme le centre du quartier mais surtout comme l'élément essentiel autour et à partir duquel il semble s'organiser.



ill.55 : Carte mentale
de Michèle, groupe 1

« Alors le quartier de la Libération c'est justement cette place. Donc pour moi c'est effectivement cette place. C'est Malausséna [...] c'est Borriglione [...] Pour moi ce sont les immeubles à dômes qui sont là. Ensuite c'est effectivement la Gare du Sud parce que j'y retrouve ces petites tourelles là qui sont bien sympathiques. La verrière pour moi c'est important aussi. Et ensuite ce qui est important, c'est le Palais de Venise ». (Michèle)

« Le quartier de la Libé, c'est tout ce qu'il y a autour de la place. C'est la place. Ça commence là, avec les immeubles en arrondi, et puis c'est la Gare du Sud, voilà, le jardin en face et le marché devant ». (Patrick²⁷⁵)

Chacun des éléments qui composent cet ensemble est décrit comme étant « *un patrimoine, notre patrimoine ou des patrimoines* » (Mme C.). Dans cette proximité d'éléments qui donne un aspect cohérent et harmonieux à la place, la singularité de chacun se signale par l'évocation d'un caractère patrimonial propre. « *Comment on peut imaginer la Libé sans la Gare ? C'est notre patrimoine quand même !* » (Kara) Les représentations iconographiques de la Gare du Sud et les nombreux commentaires qui la concernent soulignent, pour un grand nombre de cartes, la peur ou la colère face à une disparition annoncée. Certaines cartes ne sont d'ailleurs qu'une représentation de la Gare et de ce qui lui est intimement lié depuis 1922 : le marché.

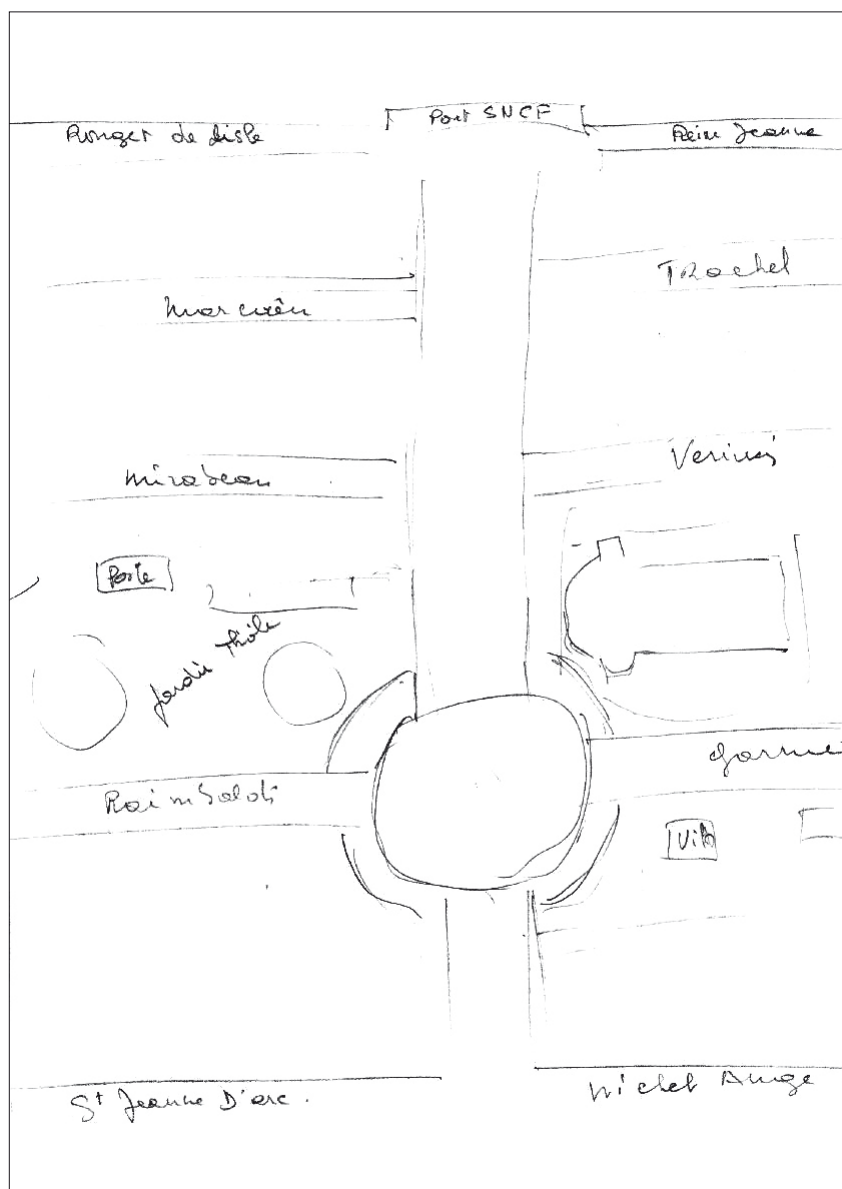
La Gare du Sud est décrite par quelques informateurs comme étant la « *Mère du quartier* » (M. D.²⁷⁶) et de ce fait il est considéré qu'elle ne doit pas être touchée par les travaux sinon pour être réhabilitée. Si cet avis reste le fait de la majorité des informateurs rencontrés, il n'est cependant pas partagé par tous et la Gare est alors ignorée et son sort n'est que peu important, ou dénigrée et amenée à disparaître pour dynamiser le quartier. Elle n'est alors plus considérée comme un monument mais comme « *une verrue, un amas de poutrelles* » (M. L.) à retirer. Ces différences de considération indiquent que les seuls critères de l'ancienneté, de l'usure du temps, ne sont pas suffisants pour élever un bâtiment ou un cadre bâti au rang de patrimoine, mais qu'interviennent d'autres critères relatifs à l'expérience personnelle et donc à un système de référence interne.

Les cartes des groupes 1 et 2 révèlent davantage d'éléments considérés et évoqués comme étant patrimoniaux. Les séquences de dessin qui suivent l'inscription du noyau et de l'ossature du quartier en font apparaître d'autres répartis dans l'espace de la feuille. Éléments

275 Entretien du 8 octobre avec Patrick, non résident, à la Brasserie Le Gambetta.

276 Entretien du 19 juin 2005 avec Mme D., résidant hors quartier.

secondaires dans l'ordre d'inscription, ils n'en sont pas moins primordiaux dans la configuration de l'espace cognitif intra-urbain. L'identification et la localisation de ces constructions participent ainsi à la représentation du quartier et à la cohérence de l'image qu'en a l'informateur. Mais c'est la description de ces éléments, l'évocation dans le discours de leurs caractéristiques propres (Monument historique, style architectural, restauré ou non, situation...) et de celles relatives aux rapports entretenus par l'enquête avec chacun d'entre eux, qui vont fournir les premières informations sur leur considération patrimoniale. Ainsi l'église Jeanne d'Arc, les villas Belle Époque de la rue Théodore de Banville, le Palais de Venise, seront disposés par les informateurs qui, par leurs pratiques du quartier, se sont appropriés ces éléments et leur ont conféré un caractère patrimonial prépondérant. Leur sélectivité est inhérente à la fois à la connaissance du quartier, aux traits caractéristiques de ces constructions, aux rapports affectifs construits vis à vis d'elles.



ill.56 : Carte mentale de Mme B., groupe 1

Certaines rues présentent aussi ce caractère patrimonial, en particulier le Boulevard Joseph Garnier, axe primordial du quartier composé d'éléments constants offrant une forme architecturale homogène (hauteur et style). Haut lieu historique, il n'est pourtant jamais évoqué à travers l'événement de 1944 mais plutôt à partir de remarques concernant son aspect esthétique : « *magnifiques immeubles, qu'est ce qu'il est beau ce boulevard* » (Mme C.). Dans cette situation, c'est en fait la visibilité du cadre bâti, le paysage qui fait lieu de monument par le biais de la sublimation esthétique. Le fait de placer sur le dessin cette rue en l'évoquant à travers sa monumentalité lui octroie un rôle prépondérant dans la vision patrimonialisée du quartier. La monumentalisation de certaines rues signale en effet, outre la sélection par l'informateur d'éléments rappelant le passé urbain, que l'image du quartier qui se développe autour de ces axes tend à se figer à travers un processus de patrimonialisation.

Il en est de même pour certains lieux dans le quartier comme les zones de résidence constituées de villas, plutôt au-delà du boulevard Joseph Garnier. En dessinant et présentant « *les trésors que nous avons dans ce secteur* » (Michèle), cette informatrice évoque l'identité de la ville et « *la particularité niçoise* » de cette forme architecturale d'habitat héritée de la Belle Époque et de tous les courants qui l'ont inspirée. La vétusté de certaines d'entre elles, le fait qu'elles aient été un temps programmées à disparaître dans une phase du projet d'aménagement ont renforcé l'intérêt qu'il leur était porté en mobilisant certains habitants autour d'actions de sauvegarde. Dépeintes comme des survivances d'un parc immobilier Belle Époque détruit à près de 70 % par des décennies de pratique d'architecture fonctionnaliste, elles sont aujourd'hui les témoins d'une manière d'habiter cet espace urbain, une manière d'habiter à Nice. En tant que telles, ces villas donnent un caractère patrimonial au secteur sur lequel elles sont regroupées en le cristallisant sous la forme d'un haut lieu garant d'une continuité virtuelle.

2. Représenter et dire les temps : temporalités et repères temporels dans la représentation d'un espace urbain

2.1. Le passé du quartier n'est pas le passé dans le quartier, cependant...

2.1.1. La carte mentale : saisie opératoire du rapport aux objets-temps

Si « suivre la trace, la remonter, c'est déchiffrer sur l'espace l'étirement du temps²⁷⁷ », alors les cartes mentales sont un formidable outil pour le parcourir. Mais de quel passé parlons-nous ? Les représentations de l'espace parlent du temps en redonnant une épaisseur historique au quartier sans qu'il y ait intention d'inscrire une datation des éléments dessinés et encore moins

277 HEURTIN Jean Philippe, TROM Danny, « L'expérience du passé », *Politix*, n° 39, 1997, p. 14.

volonté de signifier l'urbanisation de cet espace urbain. Les constructions symbolisées ne sont pas précisément datées, parfois certains informateurs les intègrent à un courant architectural ou à une époque vaguement définie comme étant Belle ou moderne. Ces traces et sédimentations, ces lieux et ces objets se présentent alors comme la substance de ce qui est convoqué par la remémoration du temps passé.

Chaque dessin est à considérer comme une interprétation de la matérialité du quartier à partir d'une représentation intrinsèque aux pratiques et aux usages du lieu. En ce sens, la carte est le support de l'inscription du « sens du passé » que chacun des informateurs porte et les éléments qui y sont placés s'offrent comme autant d'occasions de se référer au passé. Ce n'est donc pas seulement l'évolution temporelle du quartier de la Libération qui transparaît dans les images que les informateurs en ont mais aussi leur propre évolution dans ce quartier, signifiée par la mise en place d'éléments du passé urbain auxquels ils accordent une importance relative à leur expérience personnelle, aux souvenirs qui les lient à eux dans une relation propre, que ces souvenirs soient de l'ordre du fonctionnel ou du biographique.

C'est dans les cartes des groupes 1 et 2, plus détaillées, que le passé apparaît le plus souvent, à travers le tracé d'éléments du passé urbain accompagné de l'emploi de schèmes biographiques permettant d'accéder à la relation affective qui s'est construite entre les individus et le quartier. D'ailleurs, au-delà de ces bribes de passé, les cartes et les discours évoquent une véritable nostalgie.

« C'est un quartier que j'aime bien mais qui me fait être nostalgique. Son aspect n'est pas préservé comme je l'aurais voulu. C'est une ambiance, des moments fixés dans la mémoire, ça me vient par flash et ça me remplit de bonheur » (Daniel).

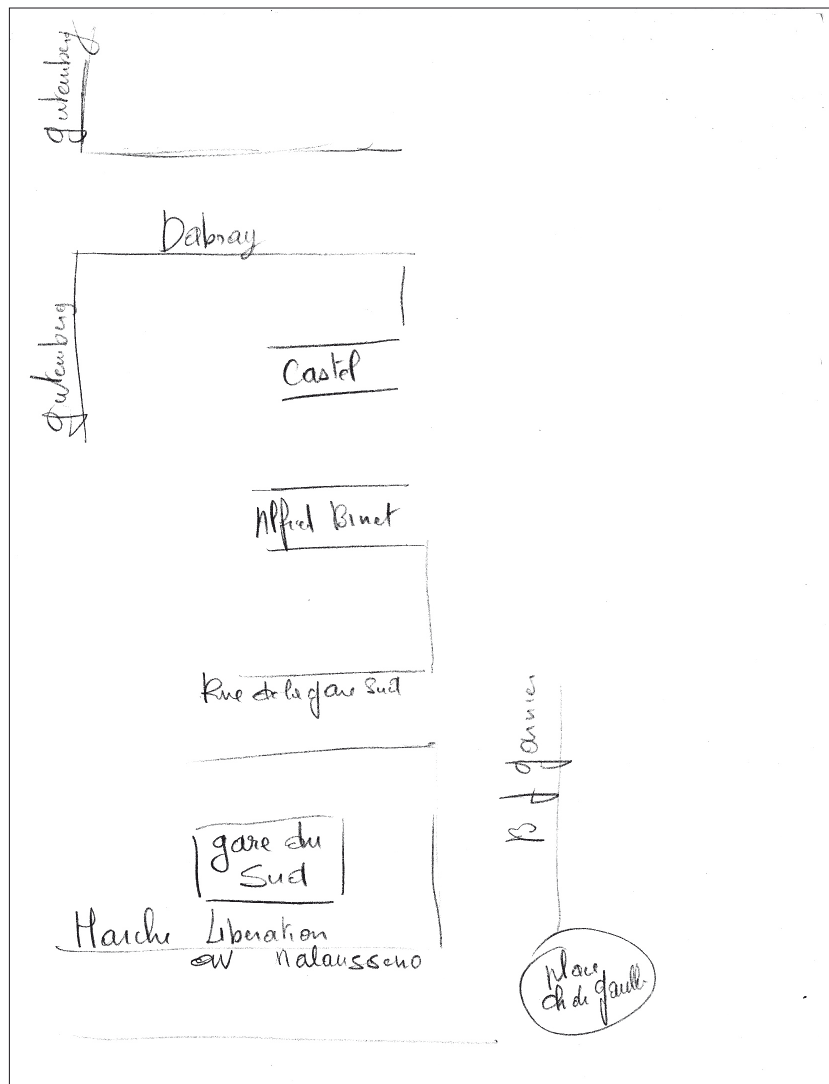
Pour le groupe 2, il s'agit parfois de la nostalgie de ne plus y résider. Pour ce qui est de la présence du passé dans les cartes du groupe 3, elle se situe au niveau de la symbolisation du passé du quartier sans provoquer d'évocation de souvenirs d'ordre biographiques, du moins rarement.

« Là, c'est la Gare du Sud. Elle est importante pour le quartier, vous savez ? C'est un témoin de la Deuxième Guerre mondiale. On dit qu'elle en porte encore des traces de bombes, vous les avez remarquées ? » (Mme D.)

L'évocation du passé du quartier sur les cartes renvoie parfois à l'ipséité²⁷⁸ de certains

278 LEDRUT Raymond, *Les images de la ville*, op. cit., p 47.

des sujets interrogés des groupes 1 et 2 où la Libération évoque alors « ma naissance », « mon enfance, mon pays », « mes parents », ou encore « ma mère ». Le moi prend le pas sur l'objet questionné et devient, le temps du dessin, le sujet concret de l'interrogation abordé sous l'angle de ses conditions d'existence présentes ou passées liées à cet espace urbain. Dans cette situation, le quartier et l'informateur tendent à se confondre, l'identité de lieu, concept introduit par Proshansky²⁷⁹, se substitue à l'identité du lieu. « Pour chaque personne la définition du moi ou ce qu'on appelle indifféremment le « moi », « l'image de soi » et « l'identité » comprend nécessairement des dimensions de lieu et d'espace qui, une fois rassemblées, constituent son identité de lieu (*place-identity*)²⁸⁰ ». Autrement dit, elle est une « composante importante de la personnalité de l'individu, sous structure à la fois cognitive et affective de l'identité du moi²⁸¹ ».



ill.57 : Carte mentale de Mme A.C., groupe 1

279 PROSHANSKY Harold M., ITTELSON William H., RIVLIN Leanne G., *Environmental psychology : people and their settings*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1976.

280 PROSHANSKY Harold M., « The city and self identity », *Environment and behavior*, 10(2), 1978, p. 57-83.

281 BERNARD Yvonne, « Connaître et se représenter un espace », *Le Courrier du CNRS*, La ville, n° 81, été 1994, p. 19.

La fréquentation antérieure du quartier a permis la construction d'un cadre référentiel comme une image aux caractères stéréotypés. Ce cadre permet à l'individu conscient de l'expérience du dessin de se remettre en situation d'évolution dans une configuration spatiale et sociale révolue, revenant sur des formes de pratiques et d'usages du lieu qui ne sont plus d'actualité. Le lieu pensé devient lien à soi, le visage du quartier se recompose à partir de fragments de sa propre existence, et les éléments qui le façonnent sont autant de balises mémorielles qui offrent un accès à une image singulière et subjectivement animée.

2.1.2. Deux variables essentielles : la durée de résidence et la quotidienneté

Les variables de durée de résidence et de quotidienneté, toutes deux relatives à l'expérience de l'environnement, influencent la représentation que l'individu se fait du lieu. Certaines cartes présentent plus de détails que d'autres, sont plus structurées. Comme nous l'avons signalé plus avant, cela dénote une maîtrise de l'espace urbain en question que viennent éclairer des informations concernant l'ancienneté de chacun dans le quartier mais aussi la pratique quotidienne de cet espace. Cette ancienneté et cette quotidienneté apparaissent sur les cartes sous forme de symbolisation renforcée du passé du quartier lié au temps passé dans le quartier. Autrement dit, l'individu fait appel ici à sa mémoire affective, « capable de remobiliser les ressources spatiales du passé²⁸² ».

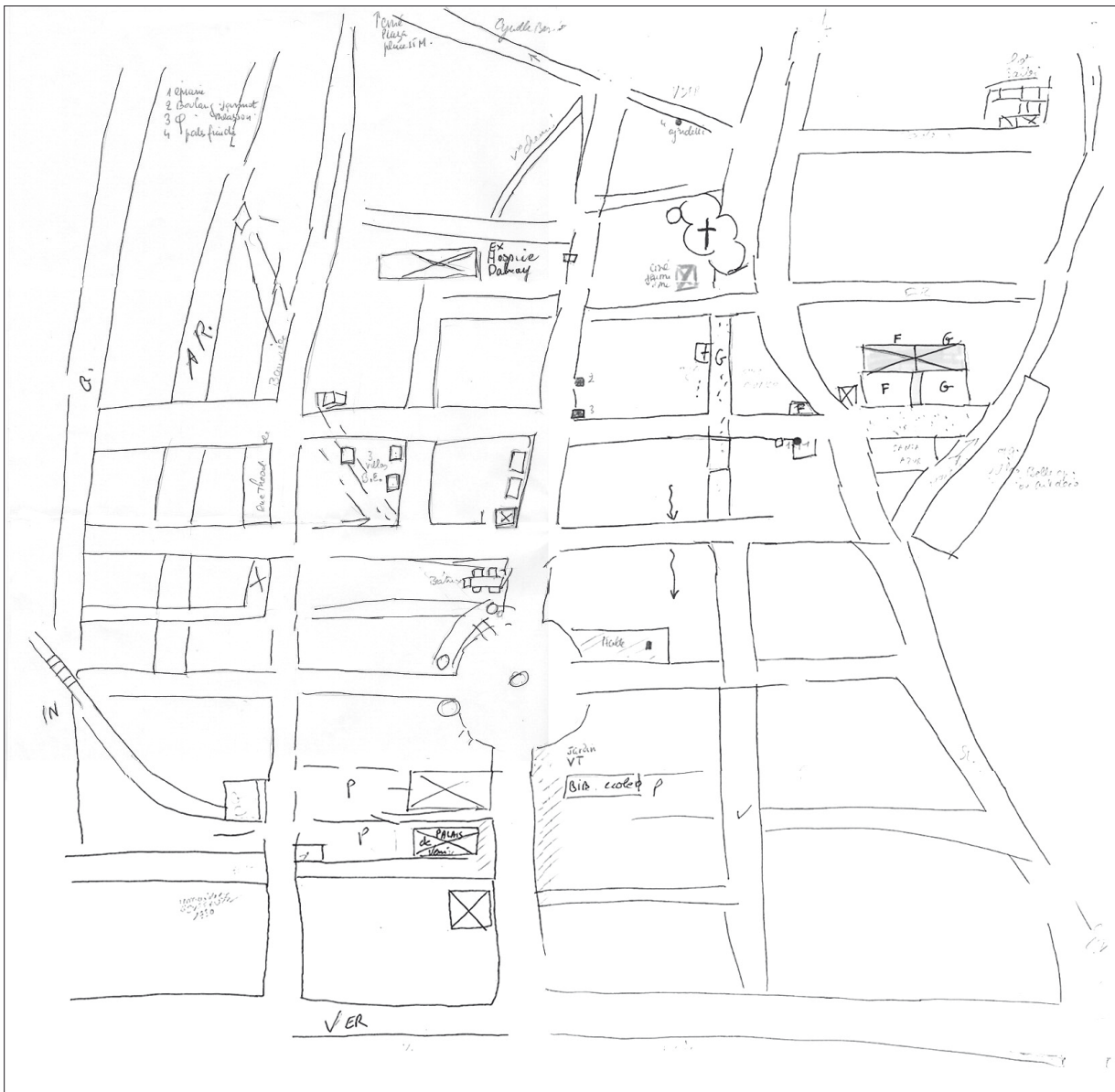
« Alors on va le marquer comme dans l'ancien temps : Gare du Sud. Ici c'est le marché de la Libération, anciennement. Nous on l'appelle marché de la Libération parce qu'avant, la place Charles de Gaulle s'appelait place de la Libération. Moi je fais ma rue Dabray vue de chez moi. Ça c'est Joseph Garnier. Bon, la place bien sûr. Vous savez que lorsqu'on y est né, on l'a dans la tête, on le voit. Nous on voit tous les petits coins. Moi c'est mon quartier ça voyez. Là y a la Gare du Sud, après y a la rue Alfred Binet, la rue Castel et ma rue Dabray. » (Mme A.²⁸³)

« Tu vois là, j'allais acheter mes bonbons, je te le marque, c'était l'épicerie. Ici, c'était la boulangerie Jeannot et plus haut on allait acheter les pâtes fraîches [...] » (Henri²⁸⁴)

282 ROBETTE Nicolas, « À la croisée de l'espace et de l'identité : les espaces hérités », in GRANDJEAN Permette (Éd.), *Construction identitaire et espace*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 107.

283 Entretien du 21 mai 2005 avec Mme A., résidant dans le quartier depuis 34 ans.

284 Entretien du 13 octobre 2004 avec Henri, ancien résident du quartier.



ill.58 : Carte mentale d'Henri, groupe 2

Cet informateur, né dans le quartier et qui y vécu 40 ans avant d'en partir, a choisi de dessiner le quartier sur deux feuilles A3 qu'il a collées et y a tracé une trame urbaine si précise et si détaillé qu'il lui a fallu près d'une demi heure pour l'achever. Cette carte s'est construite autour des deux Monuments historiques du quartier, tous les noms de rues apparaissent ainsi que ce qu'il considère comme étant les limites du quartier. Après avoir posé tous ces éléments, Henri s'est mis à parler de son passé dans le quartier puis a retranscrit les récits biographiques relatifs à son enfance sur sa carte en redonnant une épaisseur, une fonction à des lieux auxquels l'ininteruption du temps et de la dynamique urbaine a, depuis, trouvé des substituts. Ici, les souvenirs semblent ôter la neutralité actuelle de ces lieux en les dotant d'airs d'un « autrefois » familier et en faisant réapparaître ceux qui ne sont plus, le boulanger, les camarades d'école mais aussi l'enfant qu'il a pu être ainsi que ses parents. Comme si, en faisant appel à sa mémoire, Henri tentait de reconquérir un espace qu'il a dû quitter physiquement. En effectuant cela et

parce que « l'espace du quotidien a des qualités et des histoires particulières ²⁸⁵ », Henri fait apparaître des saillances de grande portée qui se veulent autant de matériaux participant à la construction des dimensions conscientes de son identité.

C'est au travers du tracé d'éléments du passé du quartier, relevant parfois de l'ordre du détail, que se révèle un véritable lien affectif entre l'informateur et le lieu où il a évolué ou dans lequel il évolue encore. Il y a construit ses repères comme autant de saillances produites par la fréquentation et les modifications de son ordinaire quotidien. Les représentations graphiques des cartes et les discours présentent des formes de résonances affectives qui font apparaître différentes images du quartier. Plus l'ancienneté et la quotidienneté se tracent et se disent, plus l'espace semble maîtrisé ; nous pouvons donc penser que plus le passé du quartier est détaillé et révélé par des références biographiques, plus le lien affectif entre l'informateur et l'espace dessiné semble fort. La symbolisation du passé sur les cartes est l'une des principales clés de lecture des formes de « toponomie ²⁸⁶ ».

2.1.3. La part de fantomatique : prégnance de disparus

Si le souvenir utilise des repères spatiaux pour s'entretenir, il semblerait également que ces repères se maintiennent cognitivement et affectivement grâce à une compensation mémorielle à la disparition matérielle, une forme de sursis accordée à la longévité de l'élément qui ne se dresse plus dans l'espace. C'est du moins un point particulièrement intéressant mis en évidence à partir de l'emploi de la carte mentale. Il est parfois arrivé que certains informateurs fassent apparaître sur leur dessin des éléments du passé urbain disparus :

« Quand je passe aujourd'hui dans le quartier, je remarque que ça n'y est plus, mais ça y est encore dans ma tête. Alors, pour moi, la villa Thiole, elle fait encore partie du quartier, parce que pour moi la Libé, c'est mon enfance et elle y était quand j'étais gosse ». (Daniel)

285 FRIESE H., « Le temps discours, les temps images », *Politix*, n° 39, 1997, p. 50.

286 TUAN Y.F., *Topophilia*, Englewood Cliffs, New Jersey, 1974.

2.1.3.1. La villa Thiole

La disposition et/ou la référence à la villa Thiole²⁸⁷, rasée en 1965, participent à la construction de la représentation graphique du quartier de la plupart des informateurs qui signalent l'avoir côtoyée dans leur enfance. Plus encore, il faut préciser qu'elle est un élément structurant de la représentation, elle participe à l'organisation de la carte. Elle intervient dans la succession spatiale comme formulation de procédure par laquelle l'informateur déroule le quartier.



ill.59 : Villa Thiole et terrains agricoles, fin 19ème siècle. Crédit photo: Éd. Gilletta

La villa Thiole, dans sa forme antérieure à 1965, a participé à la construction de la carte à partir d'une bouffée de mémoire chez l'informateur. En fait, la remémoration soudaine d'un événement survenu dans le passé du dessinateur qui se déplace mentalement dans l'espace va conduire à la schématisation de cet élément de l'environnement urbain en rapport avec l'événement remémoré. Liée à l'expérience environnementale, la sélection de ce marqueur référentiel et son inscription dans le dessin participent à une physionomie symbolique du quartier.

²⁸⁷ Cette villa construite par Nicolas Thiole, ancien Général de la Grande Armée, est l'une des premières bâtisses à se dresser au milieu du XIX^e siècle dans un paysage semi-désertique au pied des collines du Nord. Elle est donc antérieure à toute autre construction représentée sur le dessin.

Les informateurs signalent, par son évocation, une absence matérielle dans une étrange présence mémorielle qui donne à l'image présente du quartier une part de fantomatique. Un objet, un lieu semblent renaître sous les traits de crayon et à travers l'évocation de bribes biographiques. Dans le cadre des cartes mentales recueillies, ce sont les souvenirs d'enfance qui appellent la mise en image de l'objet « villa Thiole » *ante demolitio*. Le lieu disparu se reconstruit à partir de restes invisibles au gré de la narration des événements qui s'y sont déroulés (promenades familiales, courses, jeux...).

Cet exemple de la villa Thiole vient non seulement souligner l'idée que l'absence est constamment présente dans le lieu actuel, du moins dans les images qu'en ont certains informateurs. Il exprime aussi le refus du changement et parfois même la peur d'une nouvelle perte ou transformation qui affecterait le quartier actuellement concerné par une phase d'aménagement. En fait, certains habitants semblent avoir assis leur territorialité²⁸⁸ dans l'enceinte de leur mémoire pour en assurer la protection, également à partir du maintien de repères territoriaux matériellement abolis. Face aux bouleversements et à l'évolution de l'environnement, ils paraissent avoir consolidé des souvenirs biographiques, cristallisé le sens de leur inscription spatiale dans un présent qui les a dépassé. Finalement les formes immatériellement rémanentes et les pratiques mémorielles qui leur sont attachées apparaissent comme autant d'indicateurs sur leurs manières d'habiter l'espace urbain, d'interagir avec lui.



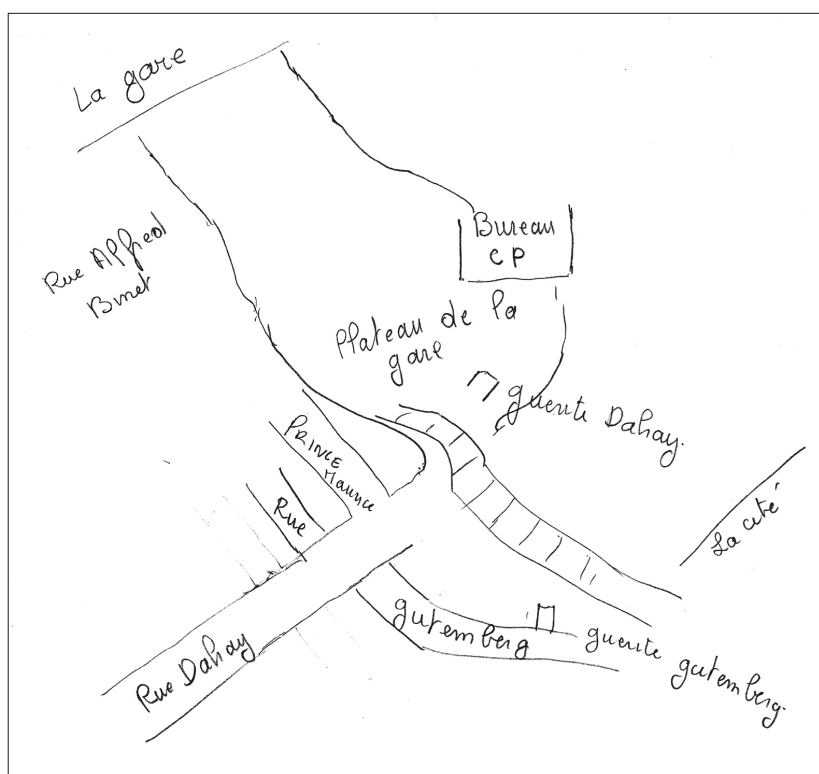
ill.60 : Bibliothèque dite « Thiole »

288 La territorialité est à entendre ici comme le comportement par lequel des individus utilisant des espaces semblables s'identifient à eux et désirent en marquer le contrôle essentiellement en résistant aux intrusions provenant de l'extérieur.

Aujourd'hui, l'école municipale d'arts plastiques, qui s'y était installée en 1924, se trouve dans les bâtiments qui se sont érigés à sa place et porte toujours ce nom de villa Thiole. L'espace vert qui la jouxte ne ressemble en rien au jardin de l'ancienne villa mais continue à porter son nom. L'école et le jardin sont tous deux garants de la rémanence de cet édifice qui a vu se construire autour de lui tout un quartier et se développer des activités particulières, en la persistance immatérielle. En perpétuant la présence de la villa, tous deux maintiennent une forme d'aura « entre la plus grande étrangeté et la plus proche présence²⁸⁹ », un spectre enveloppant. Ils sont les successeurs qui, ne serait-ce que par le nom qu'ils portent et le lieu où ils se dressent, prennent la forme de survivances de la villa Thiole.

2.1.3.2. Une Gare du Sud d'où partent encore des trains

L'idée d'un « train fantôme » pourrait prêter à sourire, mais l'image est porteuse de sens puisqu'elle illustre la persistance dans une représentation au présent d'une activité en un lieu désaffecté, vidé, impraticable. « Là y a le train des pignes, la Gare hein » (M.F.²⁹⁰), « on n'entend plus les bruits des voies sous la verrière mais il est encore là le train, avec tout le temps que j'y est passé, il est là ! » (Mme A.), « Là c'est la Gare, la verrière et les quais, moi je l'aime pas cette mocheté derrière ! Ça ressemble à rien, alors que là, tu rentres dedans, tu as un hall gigantesque avec des cheminées marocco et puis les quais sous la verrière et les paysans des fois avec deux, trois poulets ». (Sylvain) Il s'agit là de narrations du passé du ou dans la Gare conjuguées au présent, expressions de persistance mentales qui soulignent la relation affective engagée. Le



ill.61 : Carte mentale de Mme A.C., groupe 1

289 DEOTTE Jean-Louis, *Oubliez ! Les ruines, l'Europe, le musée*, Paris, L'Harmattan, 1994, 326 p.

290 Entretien du 4 avril 2005 avec Mme F., ancienne habitante du quartier.

maintien de l'intégrité de l'ouvrage ferroviaire, celui de son activité dans une image révolue, est une réaction émotionnelle au rappel mémoriel. Il va parfois jusqu'à nier le déplacement de l'activité des Chemins de fer de Provence, en particulier sur les cartes tournées vers le passé. Mme A.C.²⁹¹ replace ainsi :

« [...] le plateau de la Gare, les petites guérites du passage à niveau, les vieux wagons, les ateliers des poseurs où il y avait les bureaux du chef de poste des Chemins de fer de Provence, les deux ponts tournants », s'écriant alors, « ça ça fait partie de mon quartier comme je le vois ».

La Gare du Sud est systématiquement représentée ou remémorée alors que la nouvelle gare des Chemins de fer de Provence, rue Alfred Binet, n'apparaît que très rarement sur les cartes, davantage dans les discours. Lorsqu'elle est évoquée, elle est un repère physique, un lieu où l'on se rend pour prendre le train. Elle n'est jamais décrite, ni sous son aspect esthétique ni dans les détails de sa composition, contrairement à la halle ou les quais de la Gare du Sud régulièrement dépeints dans leur forme physique comme au travers de l'ambiance qui pouvait y régner. Seuls son « côté aseptisé » (Kara), « sa gueule de garderie ou d'école » (François) caractérisent ce bâtiment lorsqu'il en est question. Dans son emplacement actuel, la « nouvelle gare » s'inscrit dans l'ombre du bâtiment de 1892. Dans des formes, volumes et architecture beaucoup plus modestes, située un peu plus loin à l'arrière de la Gare du Sud, beaucoup moins exposée à la vue du fait d'être « excentrée » du cœur du quartier, sans façade colossale, elle semble totalement écrasée par la notoriété (positive comme négative) de sa prédécesseur. Sans parler de désamour, il semble toutefois que le manque d'intérêt qui lui est porté, voire parfois son rejet, soit lié au regret d'avoir vu, un jour, les portes de la Gare du Sud se fermer définitivement, retenant de ce fait les expériences, habitudes et souvenirs propre à sa fréquentation passée.



ill.62 : La Gare du Sud avant la cessation d'activité. Crédit photo: Éd. Gilletta

291 Entretien du 23 juillet 2005 avec Mme A., résidant dans le quartier depuis toujours.

« Moi je comprends pas pourquoi on n'a pas gardé cette Gare, elle était dans un état superbe ! Et qu'on est allé... vous la connaissez la gare derrière ? C'est, c'est rien ! Ça n'a pas d'âme, ça n'a rien ! Moi je sais pas si vous réagissez avec un sentiment mais ça n'a pas de... c'est zéro ! Alors que là c'est quand même quelque chose... » (Mme P.)

Sa modestie architecturale, son silence esthétique, rendent l'ancienne Gare d'autant plus monumentale.

Si, dans les évocations relatives à la Gare, les quais semblent encore animés et les trains toujours sur le départ, c'est que la fermeture a été vécue comme un événement dans son plein sens de rupture. Ces situations pérennisées répondraient à la violence symbolique imposée par l'arrêt du trafic, sa délocalisation dans un bâtiment pour lequel il n'est jamais question d'attachement, la condamnation des entrées de la Gare du Sud, son abandon, et sa rapide déliquescence. Le souvenir se fait alors réalité d'un instant. Ces références sont la manifestation au présent, dans le moment du tracé et du récit, du refus ou des difficultés circonstanciées à se convertir au nouvel ordonnancement du monde et du temps imposé par l'événement, même si, en pratique, tous furent contraints de s'y adapter. Son aspect, nous semble-t-il, paraît également jouer un rôle dans la permanence fantasmée d'une activité disparue dans le lieu désaffecté. Sa déliquescence, son état d'abandon, de ruine offrent l'occasion de l'imaginaire et du mythique. La projection se fait, à partir des restes matériels, en direction du passé, de l'expérience, elle se façonne à partir du vécu et du connu, du gardé en mémoire.

2.1.3.3. Entre le matériel et l'immatériel

La prégnance de ces éléments structurants conduit à une lisibilité claire de l'environnement qui garantit à l'espace urbain une fonction sociale et affective et atteste d'une forme de sécurité procurée par la permanence ou plutôt la perdurance de ces entités sous la forme de fantômes. Patrimoine interstitiel navigant entre matérialité évanouie et monumentale immatérialité (dans le sens de *monere*), ces fantômes sont les garants d'une continuité virtuelle à travers un nom et un lieu qui prolongent le souvenir et qui signalent le traumatisme lié à la démolition ou à l'impossibilité de les pratiquer.

Il semble que ce sont les conditions de la démolition ou de l'arrêt d'usage (violents ou non, attendus ou non, acceptés ou non...) qui entraînent l'apparition d'un fantôme mais c'est le traumatisme engendré par cette démolition qui procurerait, nous reviendrons plus tard sur cette question, un caractère patrimonial à cette survivance. Ainsi, la démolition comme la fermeture

vécue a pu affecter les individus au point qu'elle s'est présentée comme une expérience négative ayant laissé une empreinte émotionnelle forte. L'impact cognitif est d'autant plus important si l'individu a des souvenirs d'enfance liés à ces bâtiments. En fait, l'identité de lieu qui influence fortement nos jugements ultérieurs se trouve déstabilisée par la disparition et la forme fantomatique qui se substitue à l'édifice, à l'activité vient compenser la perte en cristallisant le lieu dans son aspect révolu.

L'apparition du fantôme patrimonial répond ici à un véritable désir de durabilité du cadre de vie tel qu'il a été approprié. Ainsi, l'expérience partagée de la démolition et de son impact négatif au niveau émotionnel pourrait expliquer la récurrence du tracé de la villa Thiole. Malgré le caractère lui aussi partagé des souvenirs du lieu et en particulier de celui de son démantèlement, ce fantôme est voué à disparaître des représentations de l'espace urbain parce qu'il est une production idiomnésique, le fait de l'activité cognitive de chacun des individus d'un groupe restreint s'étant approprié le lieu par certaines pratiques et lui ayant donné sens. Le fantôme de la villa Thiole tient son caractère éphémère de la dimension urbanistique de la démolition qui n'a concerné qu'une partie des habitants de la ville et dont la persistance est davantage le fruit d'un processus intra-individuel de représentation.

Ces sont des éléments du mythe urbain que chacun se construit à la lumière de sa propre expérience passée recueillie par sa mémoire, de ses propres choix qui offrent un accès à des images de la ville affective, fantasmée où souvenirs, désirs et projections rendent cohérentes et efficaces les formes de représentations de l'espace urbain. La prégnance de ces éléments disparus du « *Nice d'avant* » ou du « *quartier d'avant* » dans les images de la ville révèle en fait la part de fantasme patrimonial, la « mémoire minérale » dont on aurait souhaité hériter ou transmettre parce qu'elle est le réflecteur de la mémoire sociale propre à ces constructions où la ville, où le quartier paraissait se concentrer mais parfois aussi parce qu'en elle survit une part de l'individu comme croyance illusoire en sa propre perdurance. Malgré leur absence physique ils contribuent encore parfois à l'identification et à la structuration de l'espace urbain et ainsi continuent d'agir comme des marqueurs identitaires parmi une multitude d'autres permettant à certains habitants de se situer « par rapport à leur lieu de vie [...] ce qui se traduit par un rapport au territoire très différencié : d'une simple inscription spatiale à un attachement marqué²⁹² ». Ce en raison du fait qu'ils demeurent signifiants sur les plans pratique, symbolique et émotionnel. Finalement, faire perdurer ces repères spatiaux c'est maintenir les sentiments d'ordre, de tranquillité, de sécurité et, à travers eux, l'image idéale de la permanence à laquelle le groupe ou chacun aspire pour lui-même.

292 GUERIN-PACE France, « Le quartier entre appartenance et attachement : une échelle identitaire ? » in AU-THIER, Jean-Yves, BACQUÉ Marie-Hélène, GUERIN-PACE France (Éd.), *op. cit.*, p. 151.

Ainsi, les représentations graphiques offrent un accès à différents visages du quartier modelés par les images de la mémoire de chacun qui renvoient aux objets d'un quotidien présent ou passé. Ces visages sont en fait autant de compositions ponctuées de repères temporels qui ne fixent pas le quartier dans une linéarité chronologique mais lui procurent des dimensions historiques.

2.2. Les temps conjugués du quartier : mémoires et devenirs au présent

2.2.1. Symbolisation des temps du quartier : messages iconiques et messages linguistiques

Selon Halbwachs, « le groupe urbain n'a pas l'impression de changer tant que l'aspect des rues et des bâtiments demeure identique²⁹³ ». *Si, à cette idée, est ajoutée celle de Lynch qui précise que* « le besoin de reconnaître et de rattacher à un modèle ce qui nous entoure est si crucial et plonge ses racines si profondément dans le passé, que l'importance, pratique et émotive, de cette image pour l'individu est immense²⁹⁴ », il est aisé de comprendre combien l'aménagement d'un quartier, le fait de projeter, dans un premier temps, puis d'engager les travaux peut faire évoluer l'image de l'espace urbain en question, peut provoquer toutes sortes de sentiments et d'émotions, modifier les attitudes et les comportements. D'ailleurs, les phases de l'aménagement de la Libération, du projet aux travaux en cours, se lisent sur les représentations iconographiques du quartier. Le quartier est en phase de mutation, de renouvellement qui le place dans une forme de suspens que certains informateurs ont traduit à l'aide de symboles qui sont autant de messages iconiques et graphémiques se rapportant au passé, au présent et à l'avenir du quartier.

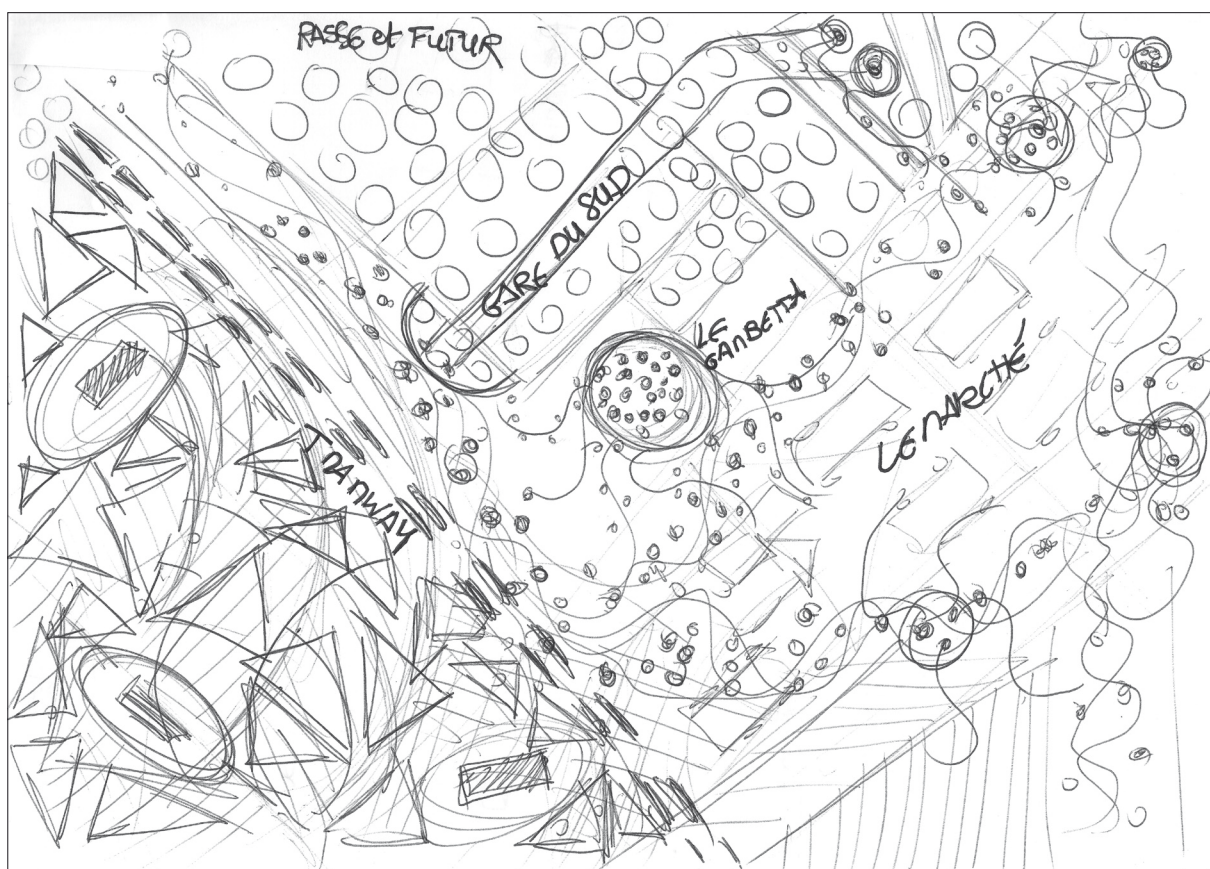
« La démolition, qui fait l'actualité dans le contexte du renouvellement urbain, constitue l'envers du marquage de l'espace, en préalable bien souvent à une nouvelle construction et un nouveau marquage. La charge de violence symbolique de ce marquage "en creux" est particulièrement évidente²⁹⁵ ». Cette idée de « violence », comme amputation et blessures portées avant tout au quartier, engendre une peur d'être mémoriellement démunie par la restructuration du noyau du quartier. D'autant que le projet concerne plus particulièrement la disparition ou la transformation des hauts lieux évoqués plus avant, à savoir les villas de la rue Théodore de

293 HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1950, p. 134.

294 LYNCH Kevin, « Images collectives de la cité », in FLÜCKIGER Michelangelo, et KLAUE Karen (Éd.), *La perception de l'environnement*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, 1991, p. 94.

295 VESCHAMBRE Vincent, « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *Espaces et sociétés* [En ligne], n° 21, mars 2004, p. 76, consulté le 21 novembre 2012, http://eso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/revue/ESO_21/veschambre.pdf

Banville, la Gare du Sud et la place Général de Gaulle, symboles de cet espace urbain affectés d'une forte charge identitaire. Ces témoins présents du passé du quartier, dans ses dimensions historique, sociale mais aussi personnelle sont en sursis et semble vaciller avec eux la mémoire du quartier à laquelle chacun peut accéder à travers leur seule présence. Ils sont les grands témoins du déploiement vers les collines mais aussi de l'essor et du désenclavement de la ville encore présents comme des preuves de la vie qui s'y déroulait. Cette peur palpable, chez la plupart des informateurs, d'être démunie d'une part de mémoire du quartier (et même de la ville), de sa mémoire ou de celle de ses ancêtres les dévoile comme autant d'héritiers risquant d'être privés à la fois d'un patrimoine et de la possibilité de transmettre.



ill.63 : Carte mentale de Stéphane, groupe 3

Les termes de « passé, présent » et celui du « futur » sous sa forme interrogative sont souvent prononcés, représentés et symbolisés au travers de l'utilisation de messages iconiques et linguistiques. Ils viennent souligner un malaise, une attente, une peur face au projet d'aménagement. Les informateurs sont dans le présent des travaux, ils les vivent, ils les représentent mais ils sont aussi en présence d'un visage du passé du quartier que certains ne peuvent, ne veulent voir s'évanouir. Dans les représentations, une forme de cristallisation du passé du quartier est visible à travers la conservation d'éléments de ce même passé. Comme un

leitmotiv, le tracé de ces entités du passé se présente comme le signe d'une nostalgie relative à la peur du changement, à l'appréhension de voir disparaître la pérennité proposée par ces bâtiments parce qu'en effet « la pérennité du bâti est un élément sécurisant, dressant dans l'espace une longévité bien plus profonde que celle des citadins²⁹⁶ ». Le seul fait d'actualiser et de maintenir un passé pourtant en suspens signale un véritable désir de durabilité du cadre dans lequel les habitants évoluent mais aussi un véritable désir de continuer à évoluer dans ce même cadre.

Certains informateurs ont attribué des « temporalités » au quartier de la Libération. C'est à dire qu'au cours du dessin, ils ont symbolisé ou écrit le passé, le présent et le futur du quartier. Ainsi, de façon claire, les représentations de cet espace urbain inscrivent la Libération dans des cadres temporels conscients où l'articulation entre chacun se fait autour des travaux. Ce qu'il faut souligner, c'est que ces cartes consciemment marquées de signes se rapportant aux temporalités du quartier ont toutes été tracées à partir des premières phases d'intervention sur le quartier. Autrement dit, ces signes marquent le rôle prépondérant du passage aux travaux dans la prise de conscience d'un avant et d'un après aménagement. Le quartier en chantier est en suspens et propose un visage qui n'est plus celui, connu, d'hier mais pas encore celui d'un demain ignoré et seulement supposé, voilà ce que révèlent les représentations graphiques de la Libération à travers la symbolisation des temps.

2.2.2. L'interpellation des temps

Les temps ne se succèdent pas, ne se chevauchent pas mais semblent s'interpeller. Le travail sur les cartes mentales du quartier de la Libération nous place face à des images de cet espace urbain tissées de passé (« comment c'était » ou « comment j'y étais »), de présent (« comment c'est » ou « comment j'y suis »), de prévisions municipales (« comment ça sera » ou « comment j'y serai »), d'espérances et d'aspirations (« comment j'aimerais que ce soit » ou « comment j'aimerais y être »). Cependant ces dessins et leurs recoupements font apparaître les épaisseurs temporelles d'un même espace urbain mais selon « deux échelles de références : l'individu biologique, mental et la ville²⁹⁷ » donc selon deux modes de temporalités différentes. Ces deux modes de temporalités sont le fruit d'interactions entre les informateurs et l'espace étudié indissociables des relations entre les individus et la collectivité.

Si l'on tente d'analyser le quartier comme processus, c'est-à-dire comme étant à la fois ouvert sur le passé, le présent et l'avenir, la mémoire comme dialogue actif et socialisé entre

296 RAULIN Anne, *Anthropologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 143.

297 RONCAYOLO Marcel, « La ville est toujours la ville de quelqu'un », in RONCAYOLO Marcel, LEVY Jacques, PAQUOT Thierry, MONGIN Olivier, CARDINALI Philippe, *De la ville et du citadin*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2003, p. 61.

le présent et le passé apparaît comme prépondérante sur le projet comme dialogue actif et socialisé entre le présent et le futur.

Au cours de la construction de la carte, la remémoration soudaine d'un événement survenu dans le passé du dessinateur qui se déplace mentalement dans l'espace va conduire à la schématisation de l'élément de l'environnement urbain en rapport avec l'événement. Mais il est également possible que le tracé d'une entité du présent provoque chez l'informateur la souvenance d'un événement ou d'une bribe de sa vie passée évoquée sous la forme d'un souvenir. Autrement dit, ce n'est pas toujours l'acte de mémoire

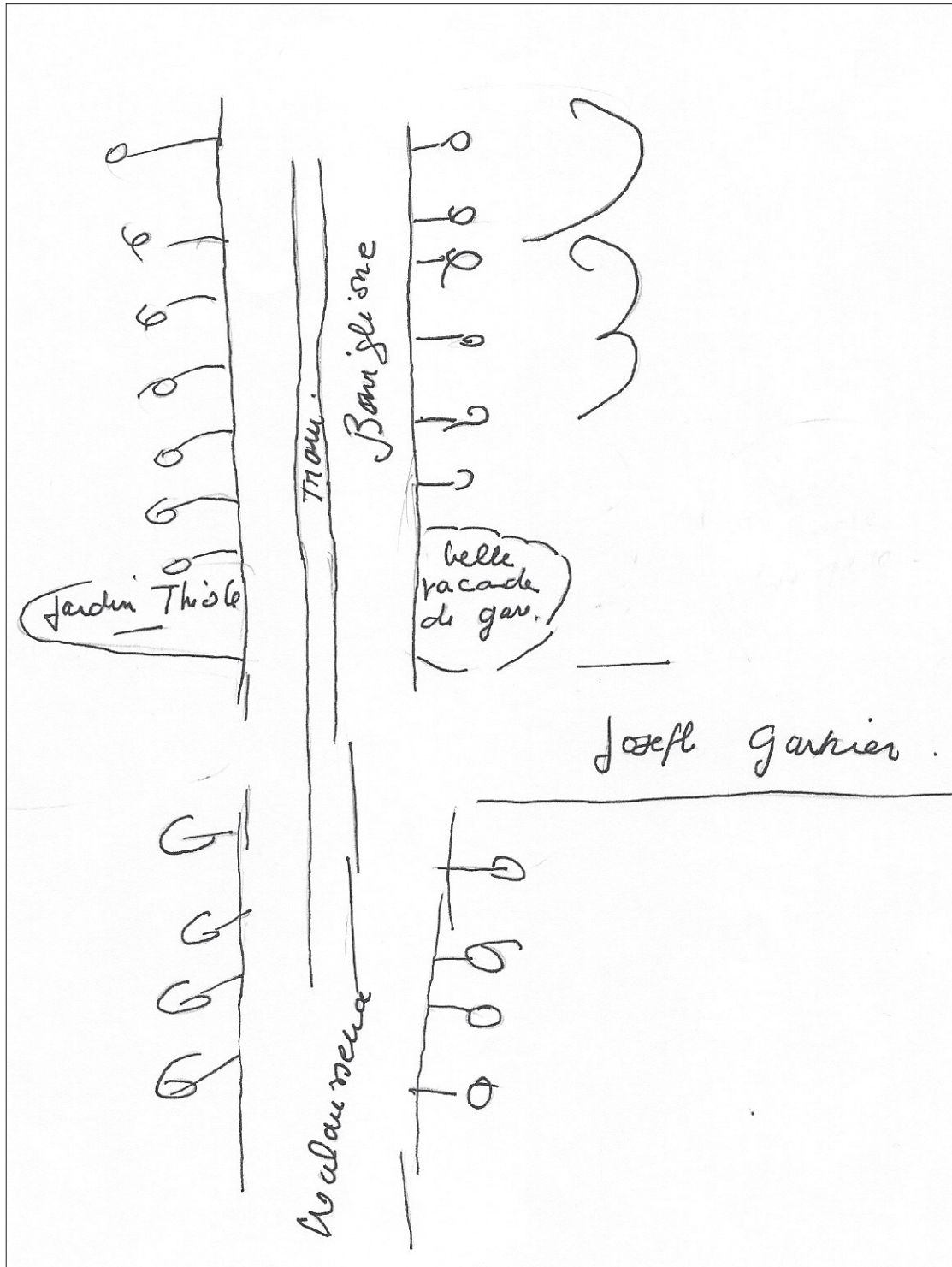


ill.64 : Avenue Borriglione en travaux, juillet 2005

qui est à l'origine de la construction du dessin. Mais c'est le plus souvent l'architectonie du quartier, le rappel spatial de ses éléments structurants, qui engendre des bouffées de mémoire. Le même cas de figure se présente en ce qui concerne les évocations relatives au devenir de la Libération. Le tracé de certains traits du quartier engage la projection. La différence se situe essentiellement au niveau des échelles de référence. Dans le cas de l'éveil de l'activité mémorielle, les remarques des informateurs sont le plus couramment d'ordre biographique. En revanche, l'évocation du futur concerne presque toujours l'avenir du quartier. Le présent est alors le socle spatial et social à partir duquel se développent des excroissances temporelles. Le quartier apparaît sous la forme d'une « spatialisation du temps » selon la formule bergsonienne.

Le souvenir d'un visage du quartier et la remémoration d'un fragment de vie peuvent à leur tour engager l'enquête à projeter le quartier ou se projeter dans le futur du quartier dans des formes conservatrices liées à la colère ou la peur du changement ou au contraire dans des formes conformes au projet d'aménagement. Parfois même le dessin fait apparaître un quartier hybride où les temporalités se mêlent et s'interpellent pour offrir une cohérence à l'image de l'espace urbain.

« Là, j'aimerais bien des arbres, beaucoup d'arbres... des beaux arbres, là y a le tram, là y a des belles maisons, voilà, là on arrive là. Après quand on descend là y a, donc, eh oui, c'est la belle façade, la belle façade, je marque hein, parce que je sais pas le faire, belle façade... de gare. Et là, c'est J. Garnier. Ça c'est Borriglione. J. Garnier, où y a le marché... Alors, qu'on nous garde aussi la cité marchande ! » (Mme C.)



ill.65 : Carte mentale de Mme C., groupe 1

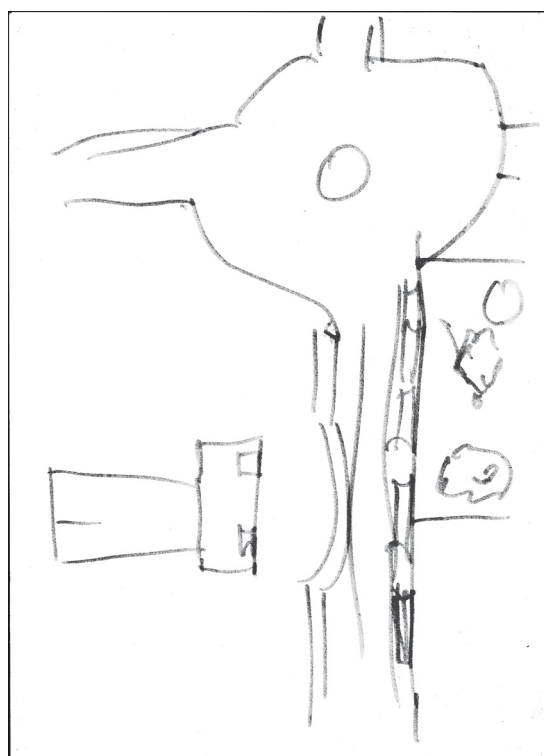
Cette informatrice révèle sa Libération composée d'éléments qui n'existent pas, d'autres qui sont en train d'être aménagés au milieu de bâtiments du passé du quartier dont le sort est arrêté sur un maintien ou une transformation prochaine et de constructions dont la pérennité n'est que souhaitée. Il est évident que la connaissance et l'assimilation du projet urbain orientent le tracé. Dès lors, le quartier se donne à lire entre souvenirs, actualités, prévisions, aspirations et espérances. Ce sont en fait autant de formes de citadinités que révèlent ces cartes, des manières d'être dans ce quartier, dans son quartier en mettant en avant des notions relatives au confort et à la sécurité procurés par le cadre bâti. Le quartier se dévoile alors comme espace de vie idéalisé.

2.2.3. Projections, imagination, fiction

Dans un certain nombre de cartes des éléments sont placés qui donnent aux images du quartier une part de fiction tirée, en général, d'un passé proche toujours d'actualité ou d'un non advenu présentifié.

« Ici, c'est le marché, comme ça, sur Malausséna, devant la gare. Très important, il y a des poissonniers, des marchands de légumes... C'est un lieu de rencontre où les Niçois se retrouvaient. Les paysans descendaient de l'arrière pays par le train des pignes... » (Jacky²⁹⁸)

La carte a été dessinée en juin 2005 par un homme ayant toujours vécu à Nice, habitant hors de la Libération, au nord de la ville mais qui dit passer régulièrement par ce quartier. Or, le marché s'est vu déplacé de l'avenue Malausséna sur le boulevard Joseph Garnier en janvier 2005. Reprenant avec lui son dessin et lui demandant s'il savait que le marché avait déménagé, sa réponse fut : *« oui, je le savais, c'est vrai ! Mince ! Vous voulez que je vous recommence le dessin ? »*



ill.66 : Carte mentale de Jacky, groupe 3

²⁹⁸ Entretien du 21 juillet 2005 avec Jacky, résidant hors quartier.



ill.67 : Scène de marché boulevard Joseph Garnier, avri 2005

Une informatrice, exprimant son appartenance au quartier et affirmant y vivre depuis 1979, a signalé, en dessinant un élément à l'emplacement de la Gare du Sud : « *Là c'est la mairie* » (Mme B.). Pourtant la réalité du terrain nous montre que la Gare du Sud est toujours ce bâtiment désaffecté qui attend d'être réhabilité, et que la mairie en ce lieu n'en est encore qu'au stade de projet présenté au Forum de l'urbanisme de la ville.

Jacky s'est, au cours de l'entretien, prononcé contre toute intervention qui aurait pu endommager la Gare du Sud, tenant des propos plutôt hostiles vis-à-vis de l'aménagement du quartier tel que la municipalité le souhaite. En revanche, Mme B.²⁹⁹ avait signalé lors de questions posées après la représentation graphique de sa carte mentale que pour elle :

« [...] la gare pouvait disparaître. Maintenant, quand on écoute les gens on comprend que ça représente quelque chose pour eux [...] La gare était importante pour les gens. Mais je ne l'ai pas connue comme ça [...] Moi, elle ne me plaît pas ».

Cet exemple nous conduit à avancer que la restitution graphique et verbale d'une part de fiction qui participe à l'image du quartier de ces informateurs nous permet de comprendre les attitudes différentes, favorables, hostiles ou neutres vis-à-vis du réaménagement du quartier

299 Mme B., résidant dans le quartier depuis 17 ans, rencontrée le 16 avril 2005.

et de ses incidences sur le patrimoine, du moins en termes de patrimoine. La persistance d'un aspect passé du quartier ou, au contraire, l'érection imaginaire d'éléments du projet urbain sont des indices donnant la possibilité d'accéder à différents degrés d'acceptation de l'aménagement. L'analyse de l'usage des temporalités et des références temporelles permet de mesurer l'impact des différentes étapes du projet sur les habitants. Si le dessin présente un quartier figé dans ses formes passées, qu'elles lui soient propres ou relatives à l'expression de schèmes biographiques, alors le conflit entre mémoire et projet est évident et dévoile des positions défavorables vis-à-vis de l'aménagement. Plus les temporalités s'interpellent, moins le conflit est important.

Conclusion

Les représentations graphiques et les discours qui accompagnent leur construction reflètent les appréhensions et les attentes de chacun en insistant au présent du dessin sur des éléments investis de temps ou plutôt marqueurs temporels de l'organisation mentale du quartier. Engagés dans un présent fantasmé aux accents d'un futur conservateur, les cartes évoquent une forme de cristallisation autour d'éléments du passé du quartier et/ou du passé dans le quartier. Les émotions relatives à la peur, à la colère, à l'impuissance, à l'animosité, à la stupeur provoquées par les différentes phases et les rebondissements du projet semblent avoir induit des comportements soit de retour au passé comme un moyen de trouver un apaisement dans un advenu solide préférable à un présent en sursis, soit de figement autour d'une image de la Libération avant toute évocation d'aménagement comme une suspension spatio-temporelle et une fuite face aux réalités du terrain. Dans ce cas la mémoire des lieux dans ses dimensions historique, sociale, personnelle se présente bien souvent comme un camp de retranchement, elle est le moyen au travers duquel s'exprime la résistance aux changements³⁰⁰.

Si celle-ci ne peut être véritablement considérée comme un comportement observable, elle est toutefois clairement appréhendable sur les cartes et dans les discours au travers de la place accordée au passé, à la mémoire du passé (du quartier ou dans le quartier) dans les représentations. Ainsi, les cartes plutôt tournées vers le passé, voire crispées sur le passé, pourraient s'envisager comme des manifestations d'une résistance aux changements (conflit entre mémoire et projet) elle-même issue de mécanismes de défense, en particulier identitaires. Ces manifestations explicites d'une résistance active en ce qu'elle agit sur les comportements, semblent être le produit subjectif de causes individuelles (sentiment ou peur de la perte, sentiment d'injustice, expérience de vie, habitude...), collectives (valeur, histoire, perte des

300 BAREIL Céline, « La résistance au changement : synthèse et critique des écrits », in *Cahiers du centre d'études en transformation des organisations* [En ligne], HEC Montréal, n° 04-10, août 2004, consulté le 14 juin 2012, http://web.hec.ca/sites/ceto/fichiers/04_10.pdf



ill.68 : Le tramway, les étals et la place Général de Gaulle aménagés, sept. 2009

droits acquis...), politiques (enjeux de pouvoir, pressions, influence de personnalités locales, de groupes associatifs...) et enfin de causes relatives à la qualité de la mise en œuvre du changement (mode d'introduction du changement, communication et sensibilisation, consultation/choix imposés...) et au changement lui-même (légitimité, complexité, cohérence du changement, type de changement, en opposition avec les valeurs culturelles...). Cette forme de conservatisme, comme expression d'un malaise, trouverait dans la caractérisation patrimoniale, et non dans l'immobilisme, une solution de continuité (de l'assurer) en ce que cette dernière désigne ou plutôt affirme qu'il y a eu rupture, interruption dans la façon d'envisager le quartier et de s'y envisager à partir de l'annonce du ou des projets.

En effet, les cartes révèlent une forme de patrimonialisation, dans son versant social, accélérée par le conflit engagé autour du projet d'aménagement et par le refus ou l'aspect subi de la mise en travaux du quartier qui induit des pratiques de l'espace différentes. L'investissement dans les démarches d'opposition au projet se dit et se représente, comme dans le cas du tracé des frontières du quartier, parfois pointé également comme manifestation graphique d'une forme de résistance aux projets. La patrimonialisation de la zone concernée par l'aménagement semble induire l'extension du phénomène à tout le quartier. À l'image d'une pierre jetée dans l'eau, le projet a provoqué une prise de conscience patrimoniale qui s'est étendue de façon concentrique autour des éléments concernés par la restructuration de cet espace urbain. Cette

patrimonialisation étendue rappelle le périmètre de protection des Monuments historiques, il est ici un périmètre social géré non pas administrativement mais par la conscience parfois partagée des habitants du quartier (et même au-delà) du caractère territorialisé et territorialisant du patrimoine.

Au contraire, les émotions relatives à l'espoir, au désir, à l'attente d'une amélioration du cadre de vie passant par l'aménagement du tramway et/ou la démolition de la Gare du Sud ainsi que l'installation de nouveaux services de proximités engagent certains habitants à se projeter dans le futur quartier de la Libération. Leurs représentations de cet espace urbain se réfèrent essentiellement aux prévisions municipales et aux informations retenues à propos du projet d'aménagement parfois dans l'indifférence à la mémoire.

Les représentations mentales des temps sont le fruit de plusieurs remodelages de l'espace urbain. Si celles-ci offrent une place à une part de fiction en projetant le quartier dans un futur proche, c'est qu'elles signalent l'assentiment, l'approbation de certains aspects du projet. Le fantasme qui donne aux représentations un aspect imaginaire à travers l'interpellation des temps est une saisie opératoire de l'impact du projet sur la Libération, sur les conceptions patrimoniales mais aussi sur les formes de citadinités relatives au quartier.

QUATRIÈME PARTIE :

FAIRE LA PREUVE DU PATRIMOINE : AUTHENTIFICATION ET PLAIDOYER PATRIMONIAL

« Si la preuve fait toucher du doigt, la démonstration fait voir. Seul l'argument reste inséparable du discours ».

Christian Plantin

L'Argumentation, Paris, Presses Universitaires de France, 2005, p. 86.

Introduction

Dans son ouvrage sur les régimes d'authenticité, Lucie K. Morisset souligne que l'« on peut constater, de notre société, qu'elle pourrait être comprise (très largement) à l'aune d'une forme de "crise" de la véracité » [...] qui propulse le lexème "authenticité" à l'avant-scène d'innombrables activités humaines [...]»³⁰¹. Ce constat vient éclairer ce que le terrain nous imposait en termes non pas de recherche d'authenticité³⁰² mais de nécessité (stratégique ou non), dans le cadre conflictuel sous-jacent, d'avancer des « preuves authentifiantes³⁰³ » du caractère voire de la nature patrimoniale de certains éléments du quartier, en particulier de la Gare du Sud et d'une villa Belle Époque de la rue Théodore de Banville. D'autant que, selon Patrice Melé, « conflits et controverses instaurent une scène sur laquelle s'échangent des arguments. Ils rendent visibles les différents modes de justification à l'œuvre, les référents implicites et les représentations de l'espace urbain et de l'action publique³⁰⁴ ».

L'authentification est une procédure d'expertise que nous mettons en œuvre lorsque nous voulons réduire l'incertitude face aux objets du monde, pas seulement la nôtre mais celle du groupe social. Elle est la procédure à partir de laquelle nous pouvons attester, certifier, déclarer leur conformité. Le plaidoyer s'envisage ici comme un acte s'appuyant sur des « faits avérés » par l'expérience des lieux et l'histoire individuelle, par la connaissance de la ville, du quartier, de son histoire, etc. Adjoindre le plaidoyer à l'authentification, c'est postuler que les informateurs, à l'image d'avocats, en ayant systématiquement recours à des preuves authentifiantes, tentent non seulement d'établir cette fois-ci la « vérité patrimoniale » mais également de défendre les droits

301 MORISSET Lucie K., *Des régimes d'authenticité*, op. cit., p. 26.

302 Cependant, nous retiendrons la définition que Peterson donne de l'authenticité pour ce qu'elle est, comme le patrimoine, une construction sociale. « L'authenticité n'est pas un trait inhérent à l'objet ou à l'événement que l'on déclare "authentique" ; il s'agit en fait d'une construction sociale, d'une convention, qui déforme partiellement le passé. Un certain nombre de chercheurs ont montré que la mémoire collective est systématiquement infidèle au passé afin de satisfaire les besoins du présent » : PETERSON Richard A., « La fabrication de l'authenticité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 93, n° 93, 1992, p. 4.

303 « Ceci est du patrimoine parce que... » est l'assertion à faire correspondre à la preuve authentifiante construite et avancée par l'informateur.

304 MELÉ Patrice, « Introduction : conflits, territoires et action publique », in MELÉ Patrice, LARRUE Corinne, ROSEMBERG Muriel (Éd.), *Conflits et territoires*, Presses Universitaire François Rabelais, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, « Villes et territoires », 2003, p. 17.

et prétentions de ces objets à être considérés comme du patrimoine. Il s'agit alors de positionner le plus possible l'analyse au niveau du lien entre « des modalités d'argumentation relevant de la rhétorique et des formes de preuves invoquées à l'appui des dires³⁰⁵ ».

Faire le choix d'aborder la construction patrimoniale du quotidien au travers du prisme de l'authentification (et non de l'authenticité) et du plaidoyer et tenter de conduire notre réflexion à partir de leur association s'inscrit dans une anthropologie soucieuse d'éviter la surenchère sur la fabrique de l'authenticité. Il est en effet davantage question de s'attacher à la manière dont nos informateurs tentent de justifier et de défendre l'investissement d'un sens patrimonial dans certains objets de l'espace urbain de la Libération, à la manière dont ils font la preuve de leur « véracité patrimoniale » au moyen d'argumentations en déclinant les motifs. Si la distinction mérite d'être faite entre la « proposition comme fait et la proposition proprement dite³⁰⁶ », il convient d'indiquer que notre analyse s'intéresse bien à la première forme. Alors, s'il est nécessaire de s'attacher aux raisons qui poussent à la mise en place, voire en scène, de plaidoyers (entre exposé et défense, entre démonstration et conviction), il est d'autant plus important de s'arrêter sur ces argumentations en les envisageant comme des accès aux représentations patrimoniales et du patrimoine. Parce que si « l'expertise », celle de l'authentification, s'affirme comme personnelle en raisons d'expériences propres à chacun (les arguments sont personnels ou plutôt personnalisés), les motifs (comme types d'arguments) et les moyens de les exposer pour convaincre (la rhétorique), paraissent, quant à eux, partagés.

Les discours soumis au regard de l'anthropologue laissent apparaître le caractère idiosyncrasique de la preuve mais celui collectif du plaidoyer : il s'agit pour tous de prouver et défendre le caractère patrimonial d'un objet à l'aide d'une argumentation fondée sur l'authentification légitimant les raisons patrimoniales à partir de sa propre expérience. L'authentification ici est davantage à considérer comme une idée, une opinion défendue. Mais la procédure patrimonialisante, entendue comme l'acte de plaider la nature patrimoniale par le fait de son authentification, s'envisagerait comme un processus social renvoyant davantage à un modèle collectif de penser le patrimoine. S'attacher à l'acte de plaider la nature patrimoniale en tentant d'en faire la preuve, c'est peut-être une manière singulière, pour reprendre la formule de Jodelet, de « voir la façon dont le sens [patrimonial, en ce qui nous concerne] vient au site³⁰⁷ » et non ce que le site – le lieu ou l'objet situé – renvoie en termes de signification.

Les réflexions qui suivent sur les modalités de la fabrique patrimoniale à partir de la mobilisation de preuves sont menées à partir des seules données ethnographiques. De ce

305 THEVENOT Laurent, « Le régime de familiarité. Des choses en personne », *Genèses*, n° 17, 1994, p. 79.

306 CANDAU Joël, « Pourquoi ne pouvons-nous pas nous passer des rhétoriques holistes ? Une perspective naturaliste », *op. cit.*, p. 126.

307 JODELET Denise, « Les représentations socio-spatiales de la ville », in DERYCKE P.H. (Éd.), *op. cit.*, p. 150.

fait, elles ne prétendent pas à l'exhaustivité mais sont un recensement des manières les plus manifestes de plaider le caractère et la valeur patrimoniale de certains bâtiments à partir de l'exposition de ce que nous avons considéré comme étant des preuves authentifiantes relevées sur le terrain³⁰⁸. Ce sont les usages sociaux de la preuve qui sont ici au cœur de l'approche du patrimoine, les « compétences indiciaires³⁰⁹ » des individus révélant leur portée critique.

1. « C'est du patrimoine parce que... » ou la preuve authentifiante

Dans le prolongement de ce qui vient d'être dit, notre propos n'est pas de refaire ni de prolonger le parcours déjà fort balisé d'une anthropologie s'afférant à analyser le patrimoine « comme un appareil idéologique de la mémoire³¹⁰ » et la patrimonialisation comme un processus initié par une quête mémorielle trahissant « une certaine incapacité à habiter le temps présent », un « malaise à l'égard du présentisme de notre société³¹¹ » comme l'a bien observé et décrit Joël Candau. La cristallisation de la mémoire ou, plutôt, de la somme d'oublis (Augé³¹², Candau³¹³, Le Rider³¹⁴) dans le patrimoine, relevée à partir de pratiques culturelles de production de mémoires et d'identités, mérite de servir de socle à une approche maintenant centrée sur « le rapport au rapport au passé ». Parce que « plutôt que de considérer le patrimoine comme un simple surgissement de la mémoire³¹⁵ », il s'agirait d'envisager la façon dont les individus investissent aujourd'hui le rapport au passé à partir de la conception spécifique qu'en véhicule

308 Nous n'aborderons pas ici la question esthétique et l'emploi de termes en relevant pour qualifier le patrimoine ou l'objet patrimonial. Ni le jugement esthétique de nos informateurs (leur compétence ou leur capacité à juger), ni la performance ou la valeur esthétique des bâtiments, pas plus que les critères esthétiques auxquels chacun a pu recourir, ne mobiliseront spécifiquement notre attention, méritant certainement que l'on y consacre une analyse plus complète, centrée sur le seul intérêt de retisser les liens étroits entre esthétique et patrimoine.

309 BERGER Mathieu, « Répondre en citoyen ordinaire. Pour une étude ethnopraxématique des engagements profanes », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], n° 15, 2008, p. 206, consulté le 10 septembre 2012, <http://traces.revues.org/773>

310 GUILLAUME Marc, « Invention et stratégies du patrimoine », in JEUDY Henry-Pierre, (Éd.), *Patrimoines en folie*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1990, p. 17.

311 CANDAU Joël, *Mémoire et identité*, op. cit., p.157.

312 Pour Augé, l'oubli est l'essence même de la mémoire, leur rapport est comparable à celui de la vie et de la mort. Il est à l'origine de sa vivacité et de sa dynamique. « L'oubli, en somme, est la force vive de la mémoire et le souvenir en est le produit ». C'est là que se pose la distinction entre histoire et mémoire, si la première se veut globale, exacte et révélatrice des formes du passé, la seconde s'attache à des vraisemblances, produits d'une érosion par l'oubli. AUGÉ Marc, *Les formes de l'oubli*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 1998, p. 30.

313 « La seule chose que les membres d'un groupe ou d'une société partagent réellement, c'est ce qu'ils ont oublié de leur passé commun » : CANDAU Joël, *Anthropologie de la mémoire*, op. cit., 1996, p. 64 ; « La mémoire est aussi oublieuse. Elle est l'ensemble des traces discontinues du passé que nous reconfigurons au présent pour nous projeter vers le futur, et cette discontinuité implique l'oubli » : CANDAU Joël, « La mémoire et le principe de la perte », à paraître.

314 « L'oubli signifie le refus, l'abandon ou l'échec de la transmission : il ne résulte pas d'un défaut de mémoire (au sens psychologique du mot) mais d'une rupture de la chaîne des transmissions » : LE RIDER Jacques, « Oubli, mémoire, histoire », *Commentaire*, n° 84, hiver 1998-1999, p. 966.

315 MORISSET Lucie K., *Des régimes d'authenticité*, op. cit., p. 20.

la société actuelle pour passer, en quelque sorte, du statut de producteurs de mémoires à celui de producteurs de patrimoine.

S'il est ici question de qualification et d'objectivation patrimoniale, notre approche ne se borne pas pour autant à étudier l'emploi partagé d'un vocabulaire particulier faisant référence au patrimoine. Les termes de « *vestiges, ruines, vieilles pierres, restes* » et les adjectifs « *pittoresque, monumental, ancien, vétuste, historique* » par exemple, lexique employé pour témoigner qu'ici se dressait un bâtiment important, ont pourtant, à de nombreuses reprises, animé les discours et édifié du patrimoine. Certes, ces assertions s'avèrent révélatrices d'une conscience patrimoniale et apparaissent comme une déclinaison certifiant, par la représentation de l'objet ainsi (re)produit, une capacité d'expertise individuelle à qualifier du patrimoine. Mais l'intérêt se porte de façon bien plus introspective sur les manières partagées de fabriquer du patrimoine au quotidien à partir de la construction de preuves authentifiantes fondées sur l'expérience des lieux, des objets, sur les connaissances mais également sur la représentation de la notion de patrimoine que l'homme ordinaire peut posséder et manier au quotidien.

1.1. D'un passé ou d'un autre : la preuve tangible pour une authentification patrimoniale

Même s'il est question de mémoire, mémoire historique ou en lien avec la famille – à entendre comme « convocation délibérée ou évocation involontaire de souvenirs autobiographiques ou appartenant à la mémoire encyclopédique³¹⁶ » – il semble nécessaire de tenter d'élargir l'approche des processus mémoriels à l'origine de caractérisations patrimoniales. Ce qui nous intéresse ici c'est la production partagée d'une forme spécifique de discours comme véritable plaidoyer dont le but est bien de légitimer la patrimonialité de l'objet. Sans dire que les outils conceptuels jusqu'alors utilisés ne conviennent plus à l'analyse, nous considérons cependant, comme le signale Margaret Manale à propos des notions de territoire et d'identité, que ces mots « n'échappent pas aux contingences et aux dépendances sociales qui marquent tout vocabulaire : ils relèvent d'un horizon culturel spécifique, d'une discipline, d'une époque³¹⁷ ». Les données de terrain incitent à dépasser l'approche disons classique, à élaborer de nouveaux paramètres ou à suivre de nouvelles pistes d'analyse en interrogeant non plus le rapport au patrimoine, au passé, mais bien le rapport à la représentation du patrimoine, les jeux et les enjeux actuels du recours à la mémoire face aux projets urbains, en particulier celui de la démolition. Partant de l'hypothèse d'un glissement de la notion de patrimoine dans le sens commun et de

316 CANDAU Joël, *Mémoire et identité*, op. cit., p. 16.

317 MANALE Margaret, « Vers un nouvel horizon indépassable ? Identités et territoires au XXI^e siècle », *L'homme et la société*, n° 165-166, 3, 2007, p. 11.

l'appropriation d'un savoir permettant à la personne ordinaire, dans son quotidien, de concevoir le patrimoine, c'est-à-dire d'en produire et manipuler une représentation, l'intérêt de notre approche anthropologique se porte désormais sur le recours – stratégique ? – à la mémoire comme ressource dans le dispositif d'authentification patrimoniale d'éléments urbain en danger. Autrement dit, ce sont bien les processus métamémoriels activés dans la caractérisation patrimoniale et les objets patrimoniaux comme « ressources pour la métamémoire³¹⁸ » sur lesquels l'attention va se porter.

Nous l'avons fortement suggéré, si le problème engendré par l'idée de la démolition, du déplacement est celui de la coupure avec les origines, familiales et/ou historiques, dans sa forme imaginée, il n'en demeure pas moins qu'évoquer ces origines sert à fustiger l'outrage qu'il pourrait leur être fait. Replacer l'objet et le quartier dans l'histoire, la grande comme celle de la famille, ou donner une place à l'histoire, en ces mêmes formes, dans leur représentation se présenterait parfois comme une argumentation déployée dans le but d'authentifier leur valeur patrimoniale. Autrement dit, le souvenir, entendu comme « le fait de retrouver une connaissance ou une sensation³¹⁹ », intervient, projeté dans l'artefact, comme une justification, une preuve authentifiante de son caractère patrimonial.

1.1.1. La preuve par l'Histoire : La Seconde Guerre mondiale et ses traces

1.1.1.1. Traces des bombardements et toponymie : mémoire urbaine de la libération

Un premier constat s'impose à l'abord de la preuve patrimoniale par l'Histoire. Les deux édifices mis en danger et condamnés dans un premier temps par les projets sont les seuls dans le quartier à porter encore les stigmates de la fin de la Seconde Guerre mondiale, les seuls à pouvoir, par ce fait là, matériellement témoigner de ce moment de l'histoire et en particulier de la libération³²⁰ de la ville de Nice en août 1944. En effet, seules la Gare du Sud et une des villas Belle Époque de la rue Théodore de Banville rappellent l'événement qui a donné son nom à la place jusqu'en 1973 et, par spatialisation toponymique, au quartier encore aujourd'hui. La libération

318 « Les objets peuvent être des ressources pour la métamémoire : ils en constituent le combustible. Ils favorisent la mise en récit (de celle d'un groupe, de l'histoire d'un pays ou d'une région, du roman familial, etc.), ils donnent de la consistance à un imaginaire mémoriel commun en donnant l'illusion de sa stabilité, ils contribuent aux effets d'éclairages narratifs ou, plus modestement, ils étayent les discours sur les caractéristiques de la mémoire partagée ou supposée l'être » : CANDAU Joël, BARTHÉLÉMY Tiphaine, « Introduction », CANDAU Joël, BARTHÉLÉMY Tiphaine (Éd.), *Mémoire familiale, objets et économies affectives*, Paris, Éditions du CTHS, 2012 (édition électronique), p. 5.

319 ROUSSO Henry, *La hantise du passé* : entretiens avec Philippe Petit, Paris, Éditions Textuel, 1998, p. 14.

320 Pour faciliter la compréhension et faire la distinction avec la Libération comme nom du quartier, le « l » a été choisi pour parler de la libération en tant qu'événement.

s'inscrit dans la chair minérale de ces constructions qu'aucun dessein de restauration n'a jamais fait disparaître. Chacun des projets d'aménagement, celui d'une nouvelle mairie et celui du premier tracé du tramway, a mis en péril le maintien et la déposition de ces traces. S'il est rare que les informateurs fassent volontairement référence ou indiquent connaître le lien entre l'événement historique de la libération de la ville et le quartier, certains évoquent cependant les impacts d'obus et de balles sur les murs de la Gare du Sud et ceux de la villa Belle Époque.



ill.69 : Impacts de tirs datant de la libération d'août 1944 sur la façade de la Gare du Sud

« Là et là, sur le côté elle a les marques de la guerre. Ce sont les obus pendant la libération, les bombes qui tombaient et les combats. Moi je ne suis pas exactement de Nice mais je le sais. Si ce n'est pas ça un monument historique, je ne comprends pas alors. Parce que toutes les traces de cette histoire ont été effacées, sauf le nom qu'on donne au quartier. » (François)

« Ces villas elles intriguent les gens qui passent. Elles sont touchantes dans la mesure où elles sont restées dans l'état. Elles n'ont pas été touchées parce qu'elles étaient vouées à la démolition, elles sont dans leur jus quoi. Et à droite de celle-ci, regardez, vous descendrez voir après, il y a les traces de la libération, la guerre quoi. C'est un obus qui a fait ça, on voit bien la grille pliée et les impacts de balles aussi sur le mur à droite. C'est un témoignage qu'on ne peut pas ignorer. Avant de dire "on démolit, on démolit", oui il faut bien qu'il passe le tramway mais il faut faire attention à ce qu'on démolit, c'est pas rien ça, la guerre s'est finie ici [...] Ah oui ! J'en ai parlé aux gens qui venaient aux manifestations, pour qu'ils sachent pourquoi on se battait aussi. » (Michèle)

Il est ici question de mémoire urbaine. Mémoire du quartier, de la ville et plus largement encore de la nation centrée sur l'objet. Elle s'assimile, au travers des références qui y sont faites, à des productions de sens intelligibles à différentes échelles spatiales, faisant résonner la guerre – plus particulièrement la libération – en tant qu'événement historique dans l'espace urbain qui le pérennise au travers du nom que les habitants lui donnent. Mais si la résistance spatialisée de la mémoire citadine de l'événement par usage toponymique du terme « libération » semble effective, la référence à ses traces, à ses écorchures lithiques, reste l'initiative de quelques rares informateurs. Est-ce le fait d'une information acquise dont l'évidence ne nécessite plus d'être verbalisée, ou est-ce plutôt le fait d'une méconnaissance en lien avec une amnésie collective ?

Même si la mémoire s'accroche à des lieux par le maintien (volontaire ou involontaire) d'empreintes symbolisant l'événement, sa violence et ses conséquences historiques, sociales et sociétales, il arrive cependant que les traces, pourtant visibles au quotidien (pas toujours vues cependant), ne soient plus compréhensibles ou perdent leur fonction de signe, leur capacité à engager le rappel mémoriel ou historique³²¹ lorsque l'information n'est pas relayée par ceux qui savent à ceux qui ignorent. L'identification est alors impossible. Ce qui pourrait d'ailleurs expliquer la dilution de certaines mémoires de quartier non du fait d'une « incompetence à la transmission », d'un échec de transmission aux



ill.70 : Impacts de balles datant de la libération de 1944 sur une villa rue T. de Banville

populations qui sans cesse renouvellent le groupe, mais plutôt du fait d'un filtrage, d'un choix des indices en fonction de l'importance de leur portée symbolique au présent.

321 « Parce que toute trace implique la perte – elle est incomplétude en regard de ce qui fait trace – la mémoire est toujours faite de souvenirs et d'oublis. Bien que l'étude des formes partagées de l'oubli soit négligée, on peut attester plus facilement l'existence de celles-ci que le partage effectif des représentations du passé, l'ontologie profonde d'un phénomène absent étant précisément son absence alors que celle d'un phénomène présent est moins sa présence que la manière dont il est présentifié » : CANDAU Joël, BARTHÉLÉMY Tiphaine (Éd.), *op. cit.*, p. 3.

En l'occurrence, il semble que le lien soit assuré par le partage de la désignation de l'espace urbain (place ou quartier) comme glissement et inscription symboliques de l'événement dans l'espace. Dans la sélection indiciaire, compétence sociale et culturelle à choisir les indices du passé, le toponyme surpasse l'humble trace car bien plus visible et apte à être approprié puis diffusé. La trace est figée, seulement détectable et nécessite un effort cognitif centré sur sa signification renvoyant systématiquement à l'histoire. C'est un fossile. Tandis que le toponyme fonde la mémoire de l'événement en le reliant à l'espace urbain de son déroulement, espace inscrit depuis dans l'ininteruption d'une dynamique urbaine, d'un renouvellement (physique, social, des activités), qui le dilue dans le mouvement quotidien dont chacun, selon ses objectifs, peut être amené à faire l'expérience. C'est une épiphanie. Si la trace permet le rappel, le toponyme étreint les temporalités et autorise la projection (passée comme future au présent).

Ainsi « *aller au marché de la Libé* », « *monter à la Libération* », « *habiter au début de la Libé* », « *passer par la Libération pour aller au stade* », « *boire un café sur la place de la Libé* » peut être prononcé par toute personne possédant une représentation associant le terme « libération » à une image plus ou moins floue, complexe, détaillée d'une partie de la ville du fait de son expérience directe et indirecte du lieu. La toponymie est un vecteur de mémoire. Mais si l'espace urbain continue de témoigner de l'événement historique – dont l'issue se joua en ses rues – au travers des pratiques et habitudes discursives des habitants de la ville et des journalistes locaux³²², des communiqués de la municipalité malgré les refontes de découpages administratifs (« Nice cœur de ville » par exemple) et la place de la Libération rebaptisée Général de Gaulle³²³,

322 Les projets et les manifestations qui ont régulièrement eu lieu dans le quartier ont largement été médiatisés propulsant la Libération dans les unes des journaux et les chroniques des informations télévisées locales. La forte médiatisation du toponyme a participé à sa diffusion et ainsi à l'évolution des représentations de la Libération.

323 Concernant cet événement, Jean-Louis Panicacci nous apprend que : « La disparition de toponymes peut être motivée par des *a priori* politiques puisque « la destruction d'un lieu de mémoire vise à la mise à mort de la mémoire » (Candau). Ce fut le cas à trois reprises à Nice sous le « règne » de Jacques Médecin : La place de la Libération, inaugurée en 1945, étant rebaptisée Charles de Gaulle en 1973 malgré la protestation du Comité d'union de la Résistance ; le stade Léo-Lagrange, inauguré en 1946, devenant dans la pratique le stade du Ray, à la fin des années 1970, sans qu'aucune délibération n'ait été prise par le conseil municipal ; le boulevard Stalingrad inauguré en 1947 étant amputé de moitié en 1983 pour faire place à Lech Walesa [...] Il va de soi que la radicalisation du député-maire après la signature du programme commun de gouvernement lui fit abhorrorer tout ce qui évoquait de près ou de loin le « socialo-communisme », sanctionnant ainsi trois lieux de mémoire évoquant l'insurrection niçoise du 28 août 1944 (suscitée par un comité animé par des résistants communistes), un ministre socialiste du Front Populaire (pourtant engagé volontaire en 1939 et mort au combat en 1940) et la principale victoire de l'armée rouge sur la Wehrmacht, alors que Lech Walesa pouvait bénéficier d'une autre implantation dans le chef-lieu, ce qui révélait une intention provocatrice. Il n'empêche que les vieux Niçois, médecins ou non, continuent d'appeler l'ancienne place Gambetta place de la Libération, que le quartier dont elle est le centre et le marché provençal qui l'occupe conservent cette appellation » : PANICACCI Jean-Louis, « Les lieux de mémoire toponymiques de la Deuxième Guerre mondiale dans les villes azuréennes », in BOUVIER Jean-Claude, GUILLON Jean-Marie (Éd.), *La toponymie urbaine. Significations et enjeux*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 98-99. Revenons tout de même sur la fin de la citation en précisant que les « vieux Niçois » ne sont pas les seuls à perpétuer cette appellation, c'est ce qui nous a été donné de constater à l'analyse des cartes mentales, certains informateurs employant indifféremment place de la Libération et place du Général de Gaulle, peu importe leur âge, leur quartier de résidence, leur connaissance aiguisée du quartier.

le lien entre l'événement et l'appellation usuelle n'est pourtant plus si évident pour tous. Même si « la toponymie urbaine constitue un instrument d'analyse irremplaçable en ce qui concerne la construction de la mémoire collective³²⁴ », il n'en reste pas moins vrai que l'oubli, comme produit d'une transmission incomplète ou non accomplie, s'impose face à la conscience historique. Entre partage du défaut de savoirs et décharge mémorielle dans l'espace urbain, la fonction symbolique du toponyme et l'usage qui en est fait inscrivent parfois l'entretien de la mémoire du lieu dans le cadre de l'oubli ou de l'occultation de la source. Un oubli relatif et non généralisé, loin d'être systématique, mais un oubli qui gagne du terrain avec la disparition progressive de ceux qui sont aptes à transmettre et de l'appropriation par les nouvelles populations d'un terme situationnel, spatialisé et spatialisant, vidé de sa signification historique locale (« des-historisée »). L'explication historique n'est pas toujours fournie au moment de l'apprentissage du fait que le lieu s'appelle ainsi, Libération. Et, malgré la logique géographique de l'implantation du lieu de mémoire toponymique, il ne vient pas systématiquement à l'idée, non par manque de curiosité mais certainement par décharge cognitive – parce que l'information n'est pas forcément nécessaire pour y faire régulièrement le marché par exemple – de questionner à propos de l'origine et de la signification locale de cette appellation. Si l'usage de l'appellation se perpétue par transmission et circulation, la transmission de sa signification relève davantage de la volonté des uns de savoir ou des autres de transmettre.

Ainsi, pointer la trace, son inscription dans la pierre, c'est rappeler l'événement qui en est à l'origine, et rappeler l'événement c'est redonner sens à la dénomination du quartier et/ou de la place mais c'est aussi redonner sens à l'usage collectif qui prévaut encore. Faire référence aux impacts de bombes, c'est rendre au toponyme sa faculté de témoigner par le renfort de preuves matérielles symboliquement appropriables. Les informateurs ne



ill.71 : Impacts sur la façade de la Gare

324 BOUVIER Jean-Claude, GUILLON Jean-Marie (Éd.), *op. cit.*, p. 11.

les inscrivent pas dans le temps long de l'histoire et de la vie urbaine, ne font pas cas d'une quelconque valeur d'ancienneté, mais les replacent dans une période-clé de l'histoire en faisant de la Gare et de la villa des porteurs de témoignages, des sémiophores³²⁵. Pointant les plaies que l'histoire leur a infligées, ils ne font qu'orienter l'attention (visuelle dans un premier temps) vers ces irrégularités de façade pour les replacer dans un contexte qui leur donne sens. Mais « l'effort nécessaire pour évoquer un sens du lieu et du passé est souvent délibéré et conscient³²⁶ ». En effet, plus encore que l'évocation mémorielle, le recours à l'histoire fait fonction d'instance et de procédure de légitimation parce qu'elle chasse les vraisemblances et convoque la justesse, l'exactitude. Par ce biais, il s'agit certes pour les informateurs de signaler une emprise sur l'objet par le fait de détenir un savoir historique et, du coup, d'asseoir par cette maîtrise de la connaissance du passé un pouvoir symbolique. Mais, plus encore, ils proclament l'emprise de l'objet à la fois sur l'espace, dans lequel il signifie et dont il perpétue synchroniquement la signification, et sur la collectivité, héritière active de ce qui advient depuis que l'événement est advenu³²⁷.

1.1.1.2. Des informateurs aux compétences expertes : signaler, partager et convaincre

Revenons sur les informateurs qui ont, dans leur discours, fait référence aux traces laissées par les tirs et les bombardements au moment de la libération de la ville, toujours visibles sur les murs de la Gare et de la villa³²⁸. Ce sont, pour la quasi-totalité, des habitants du quartier (groupe 1). Pour ceux que nous avons cités comme pour les autres, il s'agit d'individus très impliqués et très actifs dans les luttes contre les démolitions de chacun des bâtiments, et ce, parfois de longue date – rappelons, en effet, que le projet de nouvelle mairie n'est pas le premier pour lequel il est envisagé de démolir la Gare du Sud et que la villa a toujours été en sursis du fait de son emplacement sur la « diagonale ». Leur profession, en lien avec l'architecture, la décoration,

325 POMIAN Krzysztof, « Patrimoine et identité nationale », *Le Débat*, n° 159, 2, 2010, p. 45-56.

326 TUAN Yi-Fu, *Espaces et lieux*, op. cit., p. 198.

327 Au cours d'un entretien avec Pascale Goetschel et Christophe Granger, Pierre Laborie, historien des opinions et de la France occupée, rappelle que pour sa part, « l'événement n'est pas seulement ce qui se produit, c'est aussi ce qui se passe après et sur ce qui vient de se passer. Je me souviens avoir souvent dit à mes étudiants : ce qui fait événement, ce n'est pas le seul fait de l'événement ; il n'est pas simplement ce qui advient mais ce qui advient à ce qui est advenu » : GOETSCHER Pascale, GRANGER Christophe, « L'événement c'est ce qui advient à ce qui est advenu... » Entretien avec Pierre Laborie, *Sociétés et représentations*, n° 32, 2, 2011, p. 168.

328 Ces informateurs, comme d'autres, mais toujours de façon assez rare, ont évoqué le rapport entre la Seconde Guerre mondiale et la Gare du Sud à partir d'autres références. Nous en donnons un exemple ici mais ne reviendrons pas dessus dans l'analyse. « Vous croyez que si les gens se mobilisent c'est pourquoi ? Nous on s'est battu parce qu'on sait que pour les gens c'est quelque chose la Gare, les souvenirs personnels tout ça c'est important mais y a aussi l'histoire, elle est très représentative du développement de ce siècle, l'industrie, et puis aussi de la guerre. Parce que ses lignes ont été bombardées, c'est depuis que la ligne vers Aix elle est coupée, l'autre a été réparée, celle de Digne. » (Noëlle). Entretien en date du 13 juin 2005 avec Noëlle, ancienne habitante du quartier.

leur position sociale plus élevée, leur mobilisation dans la vie sociale parfois associative, leurs intérêts et leurs passions font d'elles des personnes plus équipées en connaissances, informations et outils d'analyse leur permettant de se confronter à la réalité locale. De ce fait, elles se montrent en capacité de remettre en perspective chacune de ces connaissances dans le contexte conflictuel et de les utiliser aux fins stratégiques de défendre l'intérêt qu'elles considèrent juste pour le groupe. Ce ne sont pas les grands gardiens de la mémoire mais bien des experts capables, du fait de leur compétence indicielles et de « leurs compétences à suivre »³²⁹, de trouver une place à la table des discussions au côté des représentants d'autorité (politiques, techniques, administratives) ou de se positionner en conseiller d'un opposant politique ou associatif³³⁰.

Signaler les traces de l'événement d'août 1944 revient à inscrire les bâtiments endommagés dans une forme de « polysémie patrimoniale » qui trouve sa dynamique dans différentes échelles de valeurs propres aux diverses raisons avancées pour prouver la nature patrimoniale de ces deux bâtiments. Ainsi, la grande Histoire, comme support à la preuve absolue, vient renforcer un argumentaire patrimonial déjà fondé sur la valeur d'emblème local relativement, pour la Gare du Sud par exemple, à son activité ferroviaire révolue et la nostalgie de sa fréquentation passée, à son rôle *princeps* dans le développement du quartier, mais aussi sur ses qualités architecturales, esthétiques, sa valeur d'ancienneté... Cette capacité à se raccrocher à des indices sensibles de l'Histoire dans l'espace du quartier et plus particulièrement sur l'espace architectural des bâtiments, à bâtir à partir d'eux une argumentation difficilement contestable, consiste en fait à justifier leur position de défenseurs de l'intégrité des constructions et, parallèlement, à contester les projets et dénoncer ce qui leur paraît être un scandale urbain. Il ne s'agit pas d'un acte patriotique.

Si l'information nous est parvenue au cours des entretiens, elle a largement circulé du fait de la volonté des émetteurs de la diffuser auprès d'opposants politiques aux projets, nous l'avons dit, mais aussi auprès d'autres personnes ordinaires, passants, consommateurs, manifestants, voisins, clients. Les regroupements ponctuels comme les manifestations, la numérotation des pierres de la Gare ou encore les signatures de pétitions, la participation aux discussions publiques, la distribution de tracts ont été autant d'occasions saisies pour répandre l'information remplaçant les objets dans l'histoire et ainsi d'aviser sur les conséquences de l'acte de démolition (en termes historiques, identitaires, politiques, mémoriels).

329 BERGER Mathieu, *op. cit.*, p. 191-208.

330 L'un d'entre eux siégea au groupe de réflexion, dit groupe des « 40 sages » – les autres en conseillant des participants – groupe formé à la demande du ministre de la Culture et de la Communication Renaud Donnedieu de Vabres suite à sa venue le 22 juillet 2004 dans le but d'expertiser les projets de déplacements de la Gare du Sud square Boyer, rue Trachel. Quatre réunions eurent lieu entre le 16 octobre 2004 et le 14 janvier 2005 pour réfléchir à la suite à donner au projet de nouvelle mairie alors que, sur la décision du ministre, la Gare du Sud devait désormais être intégralement conservée, façade et verrière, en lieu et place.

« Ah mais moi pour la Gare, quand je faisais signer les pétitions, je demandais aux gens de la regarder et je leur montrais les impacts de côté. Il fallait qu'ils prennent conscience de sa valeur historique. » (Michèle)

Partager l'existence de tels indices historiques, c'est, pour l'émetteur, jouer sur des valeurs et des repères communs dans le but de convaincre. Pour ce faire, il fait appel à la raison, aux facultés d'analyse, à l'esprit critique du destinataire et non spécifiquement à ses sentiments ou à ses émotions. En utilisant la référence culturelle et historique commune, il a toute chance d'agir sur le destinataire, d'activer une prise de position favorable au maintien des éléments urbains concernés chez ce destinataire, confronté lui aussi aux possibles changements dans le quartier, aux possibles démolitions.

1.1.1.3. L'argument historique : utilisation stratégique du rapport au passé et caractérisation patrimoniale

« L'appropriation du passé par la société et les groupes ne prend sens que dans la stricte mesure où elle semble en mesure de les aider à affronter le présent et le futur immédiat. Là réside l'une des principales sources de légitimité qui participe du besoin de penser le présent dans l'attente d'un avenir supposé meilleur ou d'une demande inquiète tentée de trouver dans le passé la clé du présent et du futur³³¹ ». Autrement dit, si les appropriations du passé s'évertuent à produire du sens, elles peuvent être instrumentalisées aux fins, ici, de convaincre. Nous dépassons désormais l'approche classique de la quête identitaire et mémorielle pour nous placer face à l'utilisation stratégique, au subtil maniement du rapport que la société entretient avec le passé à des fins de convaincre pour orienter l'opinion ou inciter une réaction chez l'interlocuteur allant dans le sens d'une prise de conscience patrimoniale. Évoquer les stigmates de la guerre, souligner la visibilité de l'Histoire ou la rendre visible en signalant les traces de ses violences, c'est soumettre au jugement de l'autre, quel qu'il soit, une particularité de l'objet afin, qu'à son tour, il puisse établir des liens d'évidence, en particulier patrimoniale, et concevoir la responsabilité de la collectivité comme celle de ses représentants face au devenir de l'élément urbain qui les porte. Le contenu de la transmission orale doit servir à nouer un lien social autour de la sauvegarde des bâtiments, en donnant l'opportunité au plus grand nombre de citoyens profanes d'être capables d'une forme d'expertise.

331 PIGENET Michel, TARTAKOWSKY Danielle, « Présentation. Rémanences des passés », *Sociétés et représentations* [En ligne], n° 22, 2, 2006, p. 10, consulté le 8 juillet 2012, <http://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2006-2-page-4.htm>

Le rappel n'est pas spontané, nous le savons, il est une construction, produit d'un « travail de lecture du passé au regard et au service des sociétés urbaines au présent³³² ». Mais le rappel dont nous parlons, celui de nos informateurs, est davantage une construction fondée sur la représentation des rapports actuels de la société au passé et sur celle du patrimoine. Ce qui compte finalement ici, c'est bien l'idée de l'Histoire, l'idée de patrimoine plus que l'Histoire ou le patrimoine eux-mêmes. Pour résumer, ces citoyens, plus experts qu'ordinaires, utilisent ici un type d'argument rationnel qui se décline en trois sous-arguments : 1) l'argument utilise des données historiques irréfutables, que vient renforcer le toponyme, Libération. Il fait appel à la « mémoire organisatrice³³³ ». 2) il instaure un rapport de cause à effet qui pose que la présence de traces de l'Histoire entraîne de fait une patrimonialisation de l'objet. 3) il fait appel à des valeurs supérieures, des valeurs culturelles et sociétales qui renvoient à une autorité morale, une autorité experte de la collectivité, à sa responsabilité.

Si se référer à la présence de traces de l'Histoire témoigne, d'une part, des tensions politiques à l'œuvre dans les choix du traitement du passé dans la ville et révèle, d'autre part, l'affirmation d'une forme d'administration sociale de la preuve à partir d'un raisonnement rationnel, l'enjeu de cette légitimation est de conduire *de facto* à la considération d'une valeur patrimoniale, du caractère patrimonial de l'objet amenant à sa sauvegarde, à faire échouer le projet de démolition. Revenir sur les traces d'un événement majeur de l'Histoire, celui qui a donné son nom à une place et qui, par spatialisation, donne depuis lors son nom à un quartier, se présente comme une stratégie de lutte pour la préservation de la mémoire du quartier, de la ville au travers de la sauvegarde des éléments qui les portent, participant à la réactivation des enjeux et des luttes de pouvoir dans la ville. Pernette Grandjean rappelle d'ailleurs que « la mémoire ne retient du passé que ce qui fait sens dans la réalité présente en l'agrémentant parfois d'éléments issus de l'imagination [...] Les éléments spatiaux sont utilisés, manipulés, déformés avec le temps et récupérés dans un but bien souvent idéologique³³⁴ ».

332 DIDIER Sophie, BERRY-CHIKAOUI Isabelle, FLORIN Bénédicte, GERVAIS-LAMBONY Philippe, « Mémoires », in DORRIER-APPRILL Elisabeth, GERVAIS-LAMBONY Philippe (Éd.), *Vies citadines*, Paris, Belin, 2007, p. 209.

333 CANDAU Joël, *Mémoire et identité*, op. cit., p. 40.

334 GRANJEAN Pernette, « Introduction », in GRANJEAN Pernette (Éd.), op. cit., p. 13.

1.1.2. La preuve par la famille et l'ancrage familial

1.1.2.1. Narration de l'anecdote familiale : légitimer la valeur patrimoniale de la Gare du Sud

1.1.2.1.1. Liens au lieu et lieu symbole de liens familiaux : le souvenir familial anecdotique

Loin d'être insignifiantes, les anecdotes, dans ce qu'elles sous-entendent, dans leur raison d'être formulées même plus que dans leur contenu, méritent, sur le modèle de Jean-Bruno Renard, d'être réhabilitées. Il convient de dépasser le sens péjoratif hérité essentiellement du XIX^e siècle, sens qui persiste encore dans les définitions des dictionnaires actuels³³⁵ du fait du caractère secondaire, marginal de l'anecdote, comparativement à celui primordial de l'Histoire, dite grande Histoire. Leur signification symbolique ne réside pas dans l'authenticité de la source, peu importe sa crédibilité, mais bien dans ce qu'elles communiquent du fait même de leur emploi et du contexte discursif. « Il est en effet moins important de savoir si une anecdote est vraie que de comprendre pourquoi elle est racontée, diffusée, crue. Les narrateurs et les transmetteurs d'une anecdote ont de "bonnes raisons" de le faire parce que l'anecdote est le véhicule d'un message moral et social, l'expression d'idées et de croyances, et qu'elle contribue à la création d'images, de représentations, de stéréotypes³³⁶ ».

« Moi j'ai connu, je prenais le train pour arriver à la Gare du Sud. J'ai perçu l'annonce de la disparition tristement, c'est ma jeunesse, c'est mon passé, c'est triste... Ça représentait, j'avais mon père qui prenait le train, j'allais le chercher. Et puis je vais vous raconter une anecdote. Ma tante avait épousé un monsieur beaucoup plus âgé qu'elle qui avait une fille [...] Cet homme était partagé entre sa femme et sa fille et un jour il a pris le train pour descendre chercher quelque chose pour enlever sa fille de la maison. Et arrivé à la Gare du Sud, il a du avoir un malaise, il était contrarié de tout ça. Il est rentré dans la pharmacie en face de la Gare et il est mort [...] Alors, je vous parle de ça y a 100 ans, depuis on dit la pharmacie du pauvre Jacques, la Gare du pauvre Jacques [...] Ma mère elle me racontait tout ça, alors à chaque fois qu'on passait là, oh mon Dieu c'est la pharmacie, c'est la Gare du pauvre Jacques. Alors moi je suis attachée à ça. Parce que ma mère me racontait des histoires... alors c'est des souvenirs. » (Mme P.)

335 Le *Petit Larousse* 2011 donne du mot anecdotique la définition suivante : « ce qui ne touche pas à l'essentiel ».

336 RENARD Jean-Bruno, « De l'intérêt des anecdotes », *Sociétés*, 2011/4 n° 114, p. 40.

« Quand j'étais petite, je passais du temps chez mes grands-parents à la campagne. Avec ma grand-mère on redescendait avec la carriole dans le train pour aller vendre sur le marché. D'autres gens avaient des poules... Quand j'arrivais dans la Gare, c'était comme si j'arrivais dans un monument. Pour moi, c'est ma grand-mère et mon enfance, c'est l'arrière pays où j'ai mes racines, c'est comme une porte vers le temps passé, je suis sûre que c'est pareil pour plein de Niçois. Alors on peut pas détruire, c'est un monument ! »
(Mme N.³³⁷)

« Pour moi c'est la mémoire et la symbolique du quartier la Gare. J'étais petite et c'était énorme et gigantesque, je faisais du manège devant, y avait un manège. Alors autant je me suis dit que l'aménagement c'était bien, autant déplacer la Gare, c'est inadmissible, avec ma famille on y a trop de souvenirs. Tous les samedis avec ma mère et mon frère on allait faire le marché, juste devant, c'était normal qu'elle soit là, l'enlever ça rendrait le truc pas normal vous voyez ? C'est comme si on allait être obligés d'effacer nos souvenirs. »
(Céline)

« J'avais écrit au ministre de la Culture. Nous c'est sentimentalement. On la voit depuis qu'on est gosse. On a pris le petit train avec ma mère. Mon père quand il a fait la Résistance, il s'est servi aussi du petit train, on le savait, on nous le disait. Cette gare, ça représente vraiment quelque chose ! Ah oui ! »
(Mme A. C.)

Cette archéologie familiale de circonstance se présente comme une pratique mémorielle dont le point de vue égocentré impose le primat de la chronologie du vécu personnel et du vécu familial. L'expérience des lieux est ici fondamentale, elle articule temps et espace dans une imprécision qui donne une impression générale dans le but d'évoquer non l'importance de l'événement particulier mais bien celle de sa répétition. Paradoxalement, cette forme de narration permet d'aller à l'essentiel. C'est d'ailleurs la nature première de l'anecdote définie par six caractéristiques que nous retrouvons dans les discours des informateurs : elle est un « récit (genre narratif), bref (genre narratif bref, comme la fable, l'histoire drôle...), relatant un

337 Entretien du 8 septembre 2003 avec Mme N. à son domicile, ancienne habitante du quartier.

fait ou un propos peu connu (étymologie d’“anecdote”, en grec “inédit”, “non publié”), curieux (amusant, surprenant, horrible, émouvant...), raconté comme vrai (et qui peut être vrai, faux ou douteux) et exemplaire (c’est-à-dire illustrant un trait de caractère d’un personnage ou les mœurs d’une catégorie de gens ou d’une époque, pour les réprouver ou pour les admirer)³³⁸ ». Le vocabulaire employé est celui de l’émotion associée au souvenir d’enfance, la Gare s’impose pour certains « dans une relation que l’on peut dire patrimoniale et mémorielle – leur père ou grand-père y a travaillé ; enfants ils ont joué dans le bâtiment abandonné – supposant un attachement préexistant mais relâché que le projet vient réactiver [...]»³³⁹ ». La peur de la perte associée à la projection de la démolition suscite alors un sentiment de dépossession partielle de soi, de sa famille, signifié au travers d’une cristallisation de la Gare sous forme de monument. Autrement dit, ces anecdotes sont l’expression par excellence d’un lien au lieu mais l’évocation du souvenir familial à propos de la Gare informe également sur ce que le lieu vient conforter comme lien. Si la peur du sans lien peut perturber le sentiment de chacun de rester la même personne dans le temps, la peur du sans lieu pose le problème de la matérialisation de ce lien. Dans ces anecdotes, il est question d’ancrage, l’ancrage dans un lien qui donne sens au lieu qui le prolonge. Elles mettent en lumière un double processus de caractérisation du lieu : d’une part une forte personnalisation de la Gare et, d’autre part, sa forte personnification.

La question du lien et du lieu, de ce qui fait qu’ils s’entretiennent mutuellement, qu’ils se donnent sens, appelle ici un autre registre susceptible de pouvoir éclairer le recours à la mémoire familiale par l’évocation de souvenirs ou d’anecdotes propres à accorder une valeur patrimoniale à la Gare du Sud. Il s’agit du registre de la proximité. Rapportée à l’espace, la proximité désignerait un affaiblissement de la distance entre plusieurs objets, plusieurs personnes, entre un (ou des) objet(s) et une (ou des) personne(s). « Mais on sait que cette proximité spatiale fait autant allusion à la distance entre deux entités qu’au temps qui les sépare [...]»³⁴⁰ ». Si la proximité spatiale de la Gare du Sud, du fait de sa présence matérielle, s’impose à l’expérience de la fréquentation physique ou mentale (dans notre approche) de la Libération, elle s’envisage comme un objet de réduction temporelle – mais aussi un exemple singulier de ce que Hall appelle, à l’image de l’horloge ou du calendrier, projection temporelle³⁴¹. La narration du souvenir réduit le temps qui sépare celui qui se remémore du lieu et des personnes remémorés. Elsa Ramos, dans son étude auprès d’habitants d’Île-de-France d’origine provinciale, rappelle

338 RENARD Jean-Bruno, *op. cit.*, p. 34-35.

339 TORNATORE Jean-Louis, « L’esprit du patrimoine », *Terrain*, n° 55, 2010, p. 114-115.

340 BAUDIN Gérard, « De la proximité comme analyseur », *L’homme et la société*, n° 165-166, 3, 2007, p. 119.

341 « Les projections sont un type d’outil particulier qui, non seulement accélère et facilite le travail, mais aussi coupe les individus de leur travail. Elles constituent le résultat d’un processus d’amplification au cours duquel se perdent souvent des détails importants » : HALL Edward T., *La danse de la vie. Temps culturel, temps vécu*, Paris, Le Seuil, 1984, p. 153.

que « dans le souvenir, ce qu'on garde ce ne sont pas les lieux. C'est l'image des lieux à un moment donné³⁴² ». De la même façon, nous dirions que dans le souvenir, dans la remémoration d'instant, d'événements, ce ne sont pas les personnes que l'on garde mais bien aussi l'image des personnes dans ce moment remémoré. Si « essayer de nous souvenir du passé ressemble parfois à tenter de capturer un fantôme qui fuit³⁴³ », c'est-à-dire affaiblir la distance entre soi et ce passé fantasmé, l'interpeller et lui donner forme n'est pas une entreprise innocente. Elle répond à un besoin présent qui va orienter le contenu et la formulation du souvenir.

1.1.2.1.2. Mémoire autobiographique et nature du souvenir

« La mémoire humaine trie, sélectionne, élague, corrode les événements du passé sous l'effet conjoint de contraintes cognitives et psychologiques et des intimations du social³⁴⁴. » Faisons alors un rapide mais, espérons-le, profitable détour par les sciences cognitives pour comprendre quelle est la nature des souvenirs évoqués par nos informateurs. Nous faisons l'hypothèse que la nature de ces souvenirs convoqués pourrait jouer un rôle dans le fait d'attribuer une valeur patrimoniale à un objet. La Gare, l'objet, le mot comme l'idée suggérée, est une amorce permettant le rappel, un indice de récupération. L'amorçage est inconscient, le processus de récupération du souvenir est direct, l'accès aux détails spécifiques se faisant de façon involontaire en réponse à un indice particulier. Autrement dit, l'individu ne va pas chercher le souvenir de façon consciente, c'est, comme Conway l'affirme, le souvenir qui semble surgir à sa conscience. Dans les conditions de l'entretien, les questions et les sollicitations de l'anthropologue provoquent cet amorçage, en recréant le contexte problématique de l'aménagement du quartier et la possibilité de disparition de la Gare. Ce que l'on pourrait considérer comme étant un biais, en recomposant en quelque sorte les conditions événementielles de l'annonce des projets de démolition ou de déplacement, a engendré chez certains informateurs un recours à leur mémoire autobiographique, dans une forme de « réflexe » discursif, légitimant de ce fait leur lien à la Gare. L'amorçage – avançons que l'entretien le provoque – est ici indirect, c'est-à-dire qu'il ne relève pas d'une méthode, par exemple celle dite « des mots indices³⁴⁵ » ou de « rappel libre », volontairement employée pour évaluer la mémoire autobiographique. La plupart du temps, l'évocation de ces souvenirs est advenue au cours de réponses aux questions posées pour évaluer l'attachement à la Gare, mais

342 RAMOS Elsa, *L'invention des origines. Sociologie des ancrages identitaires*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 89.

343 SCHACTER Daniel, *À la recherche de la mémoire*, Bruxelles, De Boeck Université, 1999, p. 18.

344 CANDAU Joël, « La mémoire et le principe de perte », à paraître.

345 PIOLINO Pascale, « Mémoire autobiographique : modèles et évaluations », in MEULEMANS T., DESGRANGES B., ADAM S., EUSTACHE F. (Éd.), *Évaluation et prise en charge des troubles mnésiques*, Marseille, Solal Éditions, 2003, p. 207.

également à celles propres à évaluer le sentiment d'appartenance au quartier, sans oublier les souvenirs évoqués par digression au cours du dessin.

Si l'on suit la distinction que Tulving propose entre une composante épisodique et une composante sémantique³⁴⁶ de la mémoire autobiographique, il apparaît que les souvenirs évoqués ne relatent pas un événement en particulier – il n'y a pas d'inscription spatio-temporelle précise ni de déroulement – mais replace plutôt l'interaction entre l'individu, le ou les membres de sa famille et la Gare dans une forme habituelle de fréquentation et de répétition de l'événement. La fréquentation du marché en famille devant la Gare tous les samedis, l'appellation récurrente de la « Gare du pauvre Jacques », les expéditions en train avec la grand-mère pour vendre sur le marché, la fréquentation de la Gare et l'utilisation du train depuis l'enfance, sont autant de souvenirs spécifiques à concevoir comme connaissances personnelles façonnées par un processus de sémantisation des souvenirs épisodiques au cours du temps et des répétitions (souvenirs épisodiques saillants). Si l'amorçage est inconscient, en revanche, le processus de récupération d'un souvenir autobiographique est, quant à lui, le plus souvent contrôlé, de nature intentionnelle³⁴⁷. Ces souvenirs évoqués sont donc des connaissances sémantiques personnelles que le processus de récupération, puisqu'il nécessite l'encodage, la reconstruction et l'interprétation, va déformer en fonction du soi actuel de l'informateur. De plus, convoquer un souvenir pour en parler et avoir une mémoire autobiographique n'étant pas la même chose comme le dit Maurice Bloch³⁴⁸ et contrairement à ce qu'a pu soutenir Halbwachs³⁴⁹, verbaliser agit comme un filtre déformant, plaçant l'anthropologue face à la représentation que l'informateur

346 « La composante épisodique correspond aux souvenirs d'événements spécifiques personnellement vécus, situés dans le temps et l'espace (se souvenir d'un moment précis de sa vie) dont l'évocation s'accompagne d'un état de conscience particulier qui permet de revivre mentalement les détails phénoménologiques, en particulier les images mentales, sur la source d'acquisition. La composante sémantique contient à la fois des connaissances en général sur soi (les noms de personnes de l'entourage, les adresses personnelles...) et des connaissances d'événements répétés (les week-ends à la campagne...) sans accès à un contexte d'apprentissage particulier » : PIOLINO Pascale, *op. cit.*, p. 197.

347 Nous pourrions rajouter que ce qui explique la nature intentionnelle du processus de récupération des souvenirs autobiographiques c'est qu'il dépend du système central exécutif de la mémoire de travail. Ce processus se découpe en trois phases : trouver un indice, rechercher et enfin vérifier le souvenir. Pour aller plus loin, il faudrait se rapporter aux travaux de BADDELEY Allan D., WILSON Barbara A., « Amnesia, autobiographical memory and confabulation », in RUBIN D.C. (Éd.), *Autobiographical memory*, Cambridge, Cambridge university Press, 1986, p. 225-252.

348 À ce sujet, il est pertinent de se référer aux travaux de Maurice Bloch sur les souvenirs du soulèvement de 1947 à Madagascar. De son enquête de terrain sur le temps long, il tire cette conclusion : « Un récit se fonde sur le souvenir ; néanmoins les sujets peuvent très bien solliciter leurs images mentales pour élaborer d'autres récits lorsqu'ils sont stimulés par un contexte social ou, dans le cas précédent, un contexte visuel. Ce qui constitue le souvenir ne se résume pas à un récit en particulier, ni même à la somme de tous les récits ; il est conservé sous une forme non verbalisée, et son contenu reste incertain, même pour les principaux intéressés [...] Le passé se présente comme une réserve de matériaux toujours adaptables selon les situations ou les dispositions d'esprit qui sont souvent le résultat de contextes sociaux organisés » : BLOCH Maurice, « Mémoire autobiographique et mémoire historique du passé éloigné », *Enquête*, n° 2, 1995, p. 65.

349 HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, 370 p.

a de son souvenir. Maurice Bloch parle, à cet égard, d'« une sorte de transsubstantiation : la conversion non verbale en information linguistiquement constituée³⁵⁰ ». Rappelons également que toute évocation du passé, verbalisée par un homme pour un autre, est un acte social. Comme le souligne justement Halbwachs, le récit est relatif aux buts du discours en terme d'enjeux de pouvoir et d'influence à exercer (les siens et ceux prêtés à l'interlocuteur), mais aussi à la conception partagée de la façon dont il est convenable de parler du passé dans le contexte de la verbalisation du rappel. Dans ce contexte, si la mémoire sémantique est « la mémoire de tout ce qu'autrui est à même de nous enseigner³⁵¹ », alors serait-il possible de concevoir qu'évoquer un tel souvenir, considéré comme un fait, une connaissance générale, une vérité par l'informateur (du fait d'être passé dans la mémoire sémantique) permettrait de légitimer un savoir sur la Gare du Sud ? Autrement dit, l'hypothèse est ici que le passage d'une mémoire épisodique à une mémoire sémantique renforcerait la légitimité du savoir revendiqué sur le passé.

1.1.2.1.3. Un soutien familial venu du passé

« La Gare du Sud c'est un repère, j'en ai besoin. Le train des pignes on le prenait quand on était scout, on partait avec le train des pignes. On montait jusqu'à Puget-Théniers et puis après on allait crapahuter. Puis le soir on descendait en courant pour ne pas le manquer [...] j'ai une part de moi dans cette Gare et même sur plusieurs générations. On en a toujours parlé dans ma famille. Je vous ai dit que j'avais une tante, elle descendait l'huile d'Utelle. Elle avait un jupon spécial. Elle mettait les bouteilles d'huile dans le jupon sous la jupe pour pas payer l'octroi. Pour pas payer la taxe. C'est des choses qui restent. » (M. De)

Mais comment expliquer, alors que l'informateur va puiser dans sa mémoire autobiographique, que le souvenir qu'il en rapporte est associé de façon quasi systématique aux membres de sa famille ? Il faut avant tout souligner que tous ces souvenirs se rapportent à l'enfance et à la fréquentation récurrente, sur le mode quasi « rituel », tout du moins coutumier, de la Gare et/ou de ses abords. Et lorsque le souvenir évoqué relève davantage de l'anecdote associant un membre de la famille à la Gare (décès, résistance...), c'est encore dans l'enfance que s'est faite l'acquisition, à force de répétition de l'anecdote au sein de la famille. La présence d'un membre de la famille est donc très souvent associée à ces moments. Piolino indique que nombre

350 BLOCH Maurice, « La mémoire autobiographique et le Soi. Pour une alliance entre sciences sociales et sciences cognitives », *Terrain*, n° 52, 1, 2009, p. 56.

351 BLOCH Maurice, *idem*, p. 52.

d'études en psychologie sur le pic de réminiscence tendent à montrer la supériorité du rappel des souvenirs d'enfance après l'âge de six ans et encore davantage ceux de l'adolescence et de la période jeune adulte³⁵². L'information est importante dans le sens où elle semble apporter une réponse aux raisons du recours à la mémoire familiale. Mais elle omet cependant le contexte du rappel, c'est-à-dire à la fois celui de l'entretien et plus particulièrement encore celui des projets de démolition ou de déplacement de la Gare.

Sur le terrain, sa « surmédiatisation » au quotidien (journaux, discussions, communiqués municipaux...), du fait de son caractère central dans les projets d'aménagements du quartier et de leur étirement dans le temps dû aux divers rebondissements, a eu pour effet de multiplier les possibilités d'amorçage. Il se pourrait que s'en soit suivie une exacerbation de la signification du souvenir et de sa dimension affective, le souvenir revenant, de l'aveu même des informateurs, de façon récurrente et beaucoup plus soutenue dans cette période de battage. Il se pourrait aussi, d'ailleurs, que les rappels répétés de ces connaissances sémantiques personnelles aient induit des modifications assurant l'abstraction de certaines caractéristiques et la prégnance d'autres pour donner sa spécificité et sa dimension imaginaire au souvenir verbalisé. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que le rappel du souvenir dépend des désirs, des croyances et des buts présents de l'individu³⁵³.

Évoquer le souvenir autobiographique associant des membres de la famille à la Gare en cette période de doute face à ce qui serait susceptible d'advenir d'elle, c'est invoquer « des solidarités invisibles³⁵⁴ », qui, parce qu'elles sont, par le biais de la mémoire, un héritage dont on ne peut s'affranchir, viennent en renfort s'opposer à sa disparition. L'exposition d'un tel souvenir inscrit la nécessaire sauvegarde de la Gare dans une perspective transgénérationnelle. La faire tomber serait, pour ceux qui ont des souvenirs de ce type, abattre l'indice visuel permettant de continuer de manière consciente à distinguer les disparus, les morts³⁵⁵ comme les figures passées, à entretenir voire cultiver le lien affectif, le faire perdurer et, par ce fait, maintenir la croyance d'une permanence. Parce qu'être de moins en moins confronté à l'indice en raison de sa disparition (ou d'un déménagement) nécessite, pour accéder au souvenir, un travail de remémoration plus fastidieux et moins direct à mesure que le temps passe. Il nous suffit de

352 PIOLINO Pascale, *op. cit.*, p. 198.

353 Pour approfondir la question, il faut se rapporter aux travaux en sciences cognitives sur le *working self* menés par Conway, en particulier dans CONWAY Martin A., « Memory and the self », *Journal of memory and language*, n° 53, 2005, p. 594-628.

354 CANDAU Joël, *Mémoire et identité*, *op. cit.*, p. 136.

355 Nous ne nous étendons pas ici sur la particularité des souvenirs qui évoquent les morts. Il faut cependant rappeler, comme le dit justement Joël Candau, que si « la mémoire des morts est une ressource essentielle pour l'identité », son inscription dans un objet a pour fonction de maintenir l'identité du groupe (même familial) et d'établir une forme de permanence des liens à travers la pérennité des disparus : CANDAU Joël, *Mémoire et identité*, *op. cit.*, p. 140.

penser combien l'effort est important lorsqu'il s'agit de retrouver l'image de la physionomie d'une place, d'une rue avant son réaménagement et encore plus coûteux de se souvenir des habitudes que nous y avions, des relations privilégiées avec des commerçants qui ont déménagé, du jardin disparu traversé chaque matin pour conduire ses enfants à l'école... Ce qui ne veut pas dire que si le jardin était encore là, il nous viendrait systématiquement en conscience, en le voyant ou en le traversant, les matins (dés)enchantés de jours d'école et les mains tenues pour rassurer avant de franchir le portail. Ces images continuellement présentes en nous, il n'est pas nécessaire d'y penser sur le mode véritablement conscient, cela évite, c'est certain, un encombrement dans nos pensées. Mais au moment de l'annonce de la disparition, certainement aurons-nous eu des réminiscences répétées de ces souvenirs. Chacun tente de pallier le temps qui passe à partir d'une décharge mémorielle dans des objets (matériels et immatériels) comme autant d'indices de rappel permettant d'instaurer une continuité, du moins une croyance en une perdurance des objets et des êtres évoqués, pour nourrir le sentiment de demeurer la même personne au cours du temps. Mais lorsque le temps qui passe impose des ruptures dans la continuité stable de l'être, la mémoire autobiographique est sollicitée, les souvenirs rappelés pour maintenir son identité. Ainsi, la disparition, son annonce avant tout, provoque une sorte de récupération mémorielle dont l'objet avait été chargé (extension mémorielle), une récupération mémorielle comme sauvegarde avant la disparition anticipée, sous la forme de souvenirs émotionnellement forts.

1.1.2.1.4. Une piste pour approcher la conception patrimoniale de la personne ordinaire

Évoquer les souvenirs familiaux, lorsqu'il s'agit de prouver la valeur patrimoniale de l'objet, ne relèverait donc pas seulement, comme on peut le lire régulièrement, d'une projection de liens familiaux dans l'objet. L'expliquer est bien plus complexe qu'il n'y paraît à première vue comme nous venons de tenter de le faire. « Les lieux pour se dire appellent des images, une visualisation, que l'analyse seule ne réussit pas toujours à exprimer³⁵⁶. » Mais il ne s'agit tout au plus ici que d'une piste lancée sur la nature de la mémoire convoquée qui pourrait expliquer des prises de positions quant à la valeur patrimoniale de certains objets et qui permettrait d'approcher un peu plus près la conception patrimoniale de la personne ordinaire. Parce qu'avant tout, le rappel des souvenirs est loin d'être de la mémoire mise en mots. Plus qu'un recours partagé à la mémoire familiale, ces informateurs ont en commun le fait de verbaliser, à partir de leur mémoire autobiographique (sémantique), un souvenir relatif à la Gare relevant d'une expérience habituelle saillante faite dans leur enfance en présence de parents et représentés

356 MUXEL Anne, *Individu et mémoire familiale*, Paris, Nathan, 1996, p. 44.

comme un véritable savoir au sujet de l'objet ; le rappel et la verbalisation de ces souvenirs sont influencés par le moi actuel de l'informateur, le contexte dans lequel ils adviennent (l'entretien mais plus largement l'annonce des projets, les conflits, les travaux, la surmédiatisation) et les enjeux d'influence et de pouvoir qui dépendent de ce contexte. Joël Candau signale, s'appuyant sur une recherche récente d'Edelson *et al.*, que notre mémoire « est très malléable lors des interactions sociales, notamment sous l'effet du conformisme mémoriel. Pour des raisons diverses, (confiance dans nos interlocuteurs, soucis de sauver l'interaction, pur conformisme), nous sommes enclins à ajuster nos souvenirs à ceux qui sont majoritaires dans le groupe ou à leur donner un contenu qui est supposé leur plaire³⁵⁷ ». Dans sa tournure discursive, si le souvenir se présente sous la forme d'une représentation d'un événement générique contenant les caractéristiques communes d'événements similaires, il n'en reste pas moins vrai qu'insister sur le lien entre un ou des membres de la famille et la Gare du Sud, voire leur assimilation, c'est faire appel aux émotions et aux sentiments du destinataire, c'est-à-dire jouer sur des valeurs et repères culturels communs dans le but de persuader.

Si l'expérience répétée d'un événement particulier a consolidé le lien aux êtres avec lesquels il fut partagé, la Gare, comme lieu du déroulement de l'événement, symbolise ce lien. C'est à partir de cette signification symbolique personnelle que les informateurs jugent de sa valeur patrimoniale, la monumentalisent. Plutôt que de poser arbitrairement qu'il s'agit ici d'un raccourci aisé qui signalerait encore une fois qu'aujourd'hui tout est patrimoine, il nous semble davantage que se présente l'occasion d'éclairer un phénomène social bien plus intéressant. Celui de la capacité à concevoir un objet comme étant patrimonial à partir d'une appropriation de la représentation de la notion de patrimoine telle que construite et portée par la société. Cet exemple nous permet en effet de supposer que les individus possèderaient et manipuleraient désormais une représentation du patrimoine leur permettant de catégoriser un objet comme patrimoine non pas seulement à partir de propriétés inhérentes (domaine d'expertise) – ce que tendrait à montrer une perspective objectiviste classique – mais bien aussi en fonction de propriétés interactionnelles puisées dans leur expérience du monde³⁵⁸. Catégoriser est un moyen de comprendre le monde. Ceci dénote d'une évolution certes de la notion de patrimoine mais plus encore, de la conception patrimoniale de la personne ordinaire qui trouve dans son expérience passée une matière qu'elle juge légitime – au vu de la définition qu'elle a de la notion – pour prouver la valeur patrimoniale de l'objet. Désormais, la notion de patrimoine, telle qu'elle a glissé dans le sens commun, pourrait servir dans le quotidien à désigner, à qualifier certains objets de l'espace public à haute valeur signifiante dans le parcours de vie de chacun. Cet acte

357 CANDAU Joël, « La mémoire et le principe de perte », à paraître.

358 LAKOFF George, JOHNSON Mark, *op. cit.*, p. 129.

s'accompagne nécessairement de la croyance qu'une expérience similaire peut lier sur le même mode d'autres membres du groupe à cet objet.

1.1.2.2. Invoquer ses origines : Plaidoyer patrimonial *versus* négation patrimoniale

Affirmer ses origines locales, plus particulièrement niçoises, permet parfois d'attester ou de réfuter la valeur patrimoniale de la Gare du Sud. Pour certains, cette affirmation avance la souveraineté de leur compétence à expertiser son caractère patrimonial (ou non) sans qu'il soit nécessaire d'en témoigner autrement, de fournir une autre preuve. Il n'est pas question ici de pratique mémorielle cherchant à faire la preuve mais plutôt d'invocation de l'ancrage familial dans le but de légitimer une expertise seule apte à authentifier. Insister sur son lignage permet d'appuyer un avis tranché au sujet de la Gare, plus particulièrement sur le projet de démolition, et de lui donner de l'impact.

« Cette nouvelle mairie proposée, quelle horreur ! C'est plus mon pays, c'est plus rien. Ça ressemble à quoi tout ça ! Moi je suis d'ici, comme mes parents, mes grands-parents et certainement ceux d'avant aussi, s'ils savaient pour la Gare ! Que c'est en plus quelqu'un qui est pas d'ici qui veut la démolir, c'est un comble ! » (Mme A.)

« Construction d'une nouvelle mairie qui redonnera du dynamisme et du modernisme à un quartier qui fait honte aux "vrais" Niçois comme moi de génération en génération. Nice n'était pas française que mes aïeux y habitaient déjà. Ils doivent se retourner dans leur tombe en écoutant des gens comme vous ! » (pétition : anonyme³⁵⁹)

« Cela m'est égal que la façade soit conservée ou non, l'essentiel est que la nouvelle mairie soit construite à la place de ce "tabernacle" ! » (pétition : une Niçoise de souche)

« Je veux la réhabilitation du quartier Libération et la démolition de la Gare. » (pétition : FAMILLE NIÇOISE)

Il n'est plus question ici d'anecdote familiale ni de recours aux souvenirs

359 Annexe 20.

autobiographiques en lien avec des membres de la famille, plus question d'expérience particulière des lieux, de la Gare, la sienne comme celle de ses ancêtres, mais bien d'ancrage, de lignée, de racines, de « sentiment d'autochtonie³⁶⁰ », c'est-à-dire d'être en même temps d'ici et de ceux-là. Si les discours semblent affirmer un ancrage territorial délimité à la ville, les replacer dans la perspective actuelle de l'aménagement du quartier et dans le contexte conflictuel autour des différents projets, met plutôt en évidence une démarche de ré-ancrage territorial ou de réactivation de l'ancrage pour les besoins de légitimation d'une position vis-à-vis de la démolition ou du déplacement de la Gare du Sud. Tantôt envisagée comme une menace, tantôt attendue comme un soulagement, la disparition de la Gare impose ici la question des origines.

L'identification à la famille s'instaure en signature, l'individu-signataire, s'instituant porteur de la parole des absents, s'efface, mettant en avant son groupe familial ou sa lignée. D'ailleurs, toutes les pétitions sur lesquelles apparaissent des commentaires allant à l'encontre de la sauvegarde de la Gare sont anonymes, soit que la personne n'a pas inscrit son nom, soit qu'elle a signé en s'identifiant génériquement au travers de son appartenance à une lignée locale non identifiée (non identifiable). Certainement, le choix de l'anonymat est-il également le fait de l'orientation politique de la pétition. Signer au nom de la famille, spécifiant ses origines et son ancrage territorial, abolit toute forme de lâcheté pouvant être associée à l'anonymat. Pour Bachelard, « la racine est le mort vivant³⁶¹ » quand Halbwachs parle, lui, de « lien vivant des générations³⁶² ». Tous deux évoquent la manifestation et la vivacité du lien dans une continuité débordant les limites imposées par la loi du temps qui s'écoule. Faire appel à la famille et à l'enracinement, redonner de l'épaisseur aux liens, c'est jouer sur des valeurs et repères culturels communs, c'est exprimer des valeurs auxquelles les individus s'identifient, en particulier sur le pouvoir et l'autorité de la généalogie.

L'appartenance locale, fondée davantage sur la parenté que sur la résidence³⁶³, est ici utilisée à des fins de distinction, de hiérarchisation « statutaire » marquant l'exclusion de fait de celui qui n'a pas les racines aussi profondément implantées pour être légitimement entendu. Il s'agit là d'une forme d'instrumentalisation de l'identité dont le but est d'imposer la suprématie des plus enracinés et, de fait, de leurs paroles, faisant courir un risque à la cohésion de la communauté. D'ailleurs, si le lien familial s'impose, il le fait au détriment des liens sociaux, des solidarités, au travers de l'identification à un territoire qui fonderait la différence, la séparation entre les « enracinés » et les autres. Cette revendication d'autochtonie, en divisant volontairement le groupe, le place face à l'échec

360 SAGNES Sylvie, « Cultiver ses racines. Mémoire généalogique et sentiment d'autochtonie », *Ethnologie française*, XXXIV, 1, 2004, p. 31-40.

361 BACHELARD Gaston, *La terre et les rêveries du repos. Essai sur les images de l'intimité*, Paris, José Coti, 1948, p. 290.

362 HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, op. cit., p. 50.

363 SAGNES Sylvie, « Cultiver ses racines. Mémoire généalogique et sentiment d'autochtonie », op. cit.

de tout projet de négociation autour du devenir de la Gare. Ces discours prétendent que l'authenticité des origines (identification et territorialisation) fonde l'authenticité du jugement. L'authentification patrimoniale, comme sa négation, n'est de fait pas discutable, l'argument est majeur.

1.2. Un monument peut en construire un autre ou comment le patrimoine se fabrique par référence au patrimoine

Si « un monument peut en cacher un autre³⁶⁴ », il arrive également qu'un monument serve à en légitimer un autre. En d'autres termes, faire occasionnellement référence au patrimoine existant, parfois prestigieux, ou disparu, ou à ce que l'on considère être du patrimoine, peut constituer une argumentation propre à prouver la nécessité de sauvegarder un élément urbain en danger. Sur le terrain de la Libération, cette stratégie, discursive en l'occurrence, permet, en se fondant sur un argument patrimonial, de plaider en faveur d'une préservation de la Gare du Sud. Elle est employée comme un moyen de communiquer à son interlocuteur – ami, rencontre de marché ou anthropologue – la raison de sa position défavorable vis-à-vis de la démolition ou du déplacement. Elle ne consiste pas à vanter les qualités intrinsèques du bâtiment ou affirmer son intérêt patrimonial d'un point de vue mémoriel par exemple mais, cette fois-ci, à s'appuyer sur le caractère patrimonial accordé ou la patrimonialité reconnue d'autres éléments urbains, qui, par ce qu'ils ont représenté ou représentent, attestent que porter atteinte à cette Gare ne doit et/ou ne peut advenir.

Cette façon de *faire la preuve par le patrimoine* fait intervenir plusieurs échelles spatiales, temporelles et patrimoniales. Ce procédé discursif, utilisant la figure de l'analogie n'est pas ici une métaphore. Il consiste en une comparaison de la situation de la Gare du Sud avec celle, passée ou présente, d'un autre monument ou bâtiment investi d'un sens patrimonial. Plusieurs échelles spatiales de référence sont convoquées qui vont du quartier, plus largement à la ville et enfin à la France – du moins à la capitale. L'utilisation de ces différentes échelles spatiales et temporelles et des références patrimoniales qui leur sont empruntées correspondent à des démarches différentes quant à l'inscription de la Gare dans une volonté de sauvegarde.

Deux formes de comparaison se distinguent mais dont le principe fondamental consiste à poser un référent, le *comparant*, auquel est confrontée la Gare du Sud, le *comparé*. Dans un cas, comme nous allons le voir, le point de référence peut être qualifié de négatif, la comparaison est alors dite *descendante*, quand, dans l'autre cas, il est considéré comme positif, la comparaison est ici dite *ascendante*. Mais dans tous les cas, cette figure de rhétorique, consistant en la mise en relation de deux « réalités » (partageant un même sème), permet d'exprimer directement et de

364 En référence à l'article de Sylvie SAGNES, « Un monument peut en cacher un autre : Rieux-Minervois et sa Rotonde », in FABRE Daniel (Éd.), *Domestiquer l'histoire. Ethnologie des monuments historiques*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2000, p. 55-70.

façon explicite le lien symbolique existant entre elles. Elle s'emploie aux fins d'une progression de l'argumentation en proposant une reconfiguration possible du monde qui donne à appréhender les correspondances, les ressemblances établies par le locuteur entre *comparé* et *comparant*.

1.2.1. Protéger la Gare du Sud pour contrebalancer les pertes « patrimoniales » de la ville

L'utilisation récurrente de cette figure de rhétorique (la comparaison) mobilise ici la référence à des bâtiments tombés sous les coups de remodelages urbains successifs, tous ouvrages architecturaux emblématiques ou représentatifs de l'histoire comme de l'urbanisme de la ville de Nice. « Co-occurrences historiquement significantes³⁶⁵ », ils sont les *comparants* qui, dans le contexte discursif de leur emploi, participent à une autre conception de la situation et de la position de la Gare par le fait d'élargir le cadre spatial et temporel à l'échelle de la ville. L'analogie, en tant que forme d'argumentation, permet d'articuler des ressemblances, des correspondances, des parallélismes qui deviennent ainsi mieux intelligibles au fur et à mesure de l'avancement du discours comme de l'explication « historique » des faits. Faire la preuve, plaider la cause – patrimoniale – de la Gare par affinité symbolique pour lui éviter le sort de la démolition ou celui du déplacement, est un procédé dont l'emploi est commun à certains informateurs. En voici quelques exemples.

« Arrêtez de démolir le patrimoine niçois ! » (pétition : ♂ quartier)

« Le Palais de la Méditerranée³⁶⁶ on a eu raison de crier, on l'a sauvé. C'était bien ce Palais de la Méditerranée... On allait danser. Les gens jouaient à la roulette pour un ou deux francs. On se sentait riche même si on était pauvre. Y avait les décors, les plafonds hauts, tout ça. C'est Lang qui l'a classé mais que les façades. C'est pour ça qu'on fait pareil pour la Gare du Sud, on veut la sauver mais la sauver entière cette fois-ci pas comme le Palais ! » (Mme A.)

365 PASSERON Jean-Claude, « Analogie, connaissance et poésie », *Revue européenne des sciences sociales*, XXXVIII, 117, 2000, p. 15.

366 Le Palais de la Méditerranée, construit en 1929 sur les plans de l'architecte Marcel Dalmas, est le « troisième Palais des Fêtes » érigé à Nice pour fidéliser la clientèle de riches hivernants. Il abritait un casino, une salle de théâtre et un restaurant. La société d'exploitation est mise en liquidation judiciaire en 1978 suite à des difficultés financières et à l'affaire Agnès Le Roux. Les nouveaux acquéreurs envisageant de le raser, le décor, les vitraux et le mobilier du palais furent vendus aux enchères. Le casino est alors entièrement démoli en mai 1990 à l'exception de deux de ses façades. Les écrivains Michel Butor et Max Gallo se mobilisent avec diverses associations de défense jusqu'à interpeler le ministre de la Culture de l'époque, Jack Lang, qui décida du classement de la façade Art Déco. Nous avons évoqué le Palais de la Méditerranée et la seule conservation de ses façades dans un article datant de 2004 où il était également question de la conservation de la seule façade de la Gare du Sud : VERGUET Céline, « Le façadisme, valorisation ou mise en péril du patrimoine architectural », *Revue Anthro-pages*, Éditions Ici et Ailleurs (GRAEA), n° 3/4, novembre 2004, hors Thèmes, p. 15-28.



ill.72 : La démolition du corps du bâtiment du Palais de la Méditerranée, mai 1990



ill.73 : La façade restaurée du Palais de la méditerranée, 2009

« Moi ça me fait de la peine quand on démolit quelque chose qui a du charme, qui est représentatif, ça n'a peut être rien à voir mais, vous l'avez pas connu, vous êtes trop jeune, mais quand on a démoli l'hôtel Rhul pour faire ce qu'ils en ont fait, mais le type il faut (tape dans ses mains) l'écarteler en place de Grève ce type ! (rires) » (Mme P.)

« Tu connais l'histoire du Castel des Deux-Rois³⁶⁷ ? Là tu avais un bâtiment incroyable avec des fresques majestueuses et un escalier en marbre taillé en un seul bloc. Je me rappelle plus dans quel livre préfacé par Peyrat, ça c'est l'ironie, on trouve des photos de l'intérieur. Ben ce bâtiment a été laissé à l'abandon, squatté pendant des années. Du coup, il a décidé de le raser, comme ça ! Alors qu'il parlait à un moment d'y mettre des bureaux de la mairie. Maintenant tu y vas, y a du gazon. C'est dramatique, il nous a pris par surprise. Il a dit que c'était à cause de la maladresse d'un bulldozer ! Mais des fresques comme celles-là, de cette époque-là, je t'assure parce que je connais bien le patrimoine de la ville, tu n'en trouves plus ailleurs. On a essayé de se battre tu vois, mais c'était peine perdue... Quel regret pour les gens qui ont connu ça et leurs enfants ! Eh ben la Gare du Sud, ça va être pareil ! Mais là on laissera pas passer, pas de nouvelles pertes ni pour moi ni pour tous les gens à qui ça plaît et pour qui ça compte. » (Henri)

367 Cet informateur parle en fait de la villa Laurenti située au Castel des Deux-Rois, démolie le 21 novembre 2003 à la suite d'une délibération du conseil municipal en date du 23 mai de la même année. La démolition de ce bâtiment de la Belle Époque intervient alors que le projet de nouvelle mairie a remis en question l'intégrité de la Gare du Sud et que le conflit est désormais engagé autour de son déplacement. Dans son blog en date du 15 décembre 2009, Patrick Mottard, reprenant les événements de l'époque écrit : « Il ne me restera plus qu'à attaquer le maire de l'époque pour "non assistance à patrimoine en danger" devant les caméras de France 3, ce qui vaudra quelques ennuis professionnels à la courageuse journaliste qui avait réalisé le reportage. Pour me consoler, heureusement, il y aura, à peu près à la même époque, la glorieuse épopée de la Gare du Sud. Quatre ans de combat, avec les associations, avec Wanda Diebolt, la directrice du Patrimoine, avec Catherine Tasca (décidément, la patrimoine niçois doit beaucoup aux ministres de gauche), et ce fut la plus belle, la plus éclatante et la plus niçoise des victoires » : <http://patrickmottard.blogspot.fr/2009/02/patrimoine-2-v-1-n-1-d.html>

Le rocher, volontairement laissé apparent,
marque aujourd'hui l'endroit
où se dressait la villa Laurenti

ill.74 : Villa Laurenti dite du Castel des deux rois



ill.75 : Casino Municipal de Nice

1884



1905



1905



1950



1979



« La Gare toute de suite ça m'a rappelé... Le pire pour moi, même avant le Castel des Deux-Rois, c'est le Casino Municipal³⁶⁸. Ça m'a marqué parce que je l'ai bien connu petit et puis je l'ai fréquenté, c'était splendide. De voir cette grue lancer cette boule contre le bâtiment pour le démolir, ça m'a... traumatisé. C'est gravé, comme toutes ces démolitions qui sont presque un sport local. » (C.³⁶⁹)

« Je me suis battu pour la Gare, pour conserver notre patrimoine. Pas faire comme le Casino de Nice ou l'hôtel Rhul. Quand c'est venu à la Gare, alors là j'ai dit non, c'est trop ! C'était notre patrimoine qu'il fallait pas démolir, c'est ce que nos ancêtres nous on laissé, ce que nos vieux ont construit à la sueur de leur front. Et on le jetait à la poubelle comme les autres avant ? » (P.³⁷⁰)

« Alors là, la Gare du Sud, pour moi, ça m'a immédiatement secoué parce que ça s'est superposé à cet attachement au patrimoine. Au port, ils ont vendu les bâtiments administratifs Louis XIII, hein pour qu'ils fassent le Neptune. À l'époque personne n'a rien dit. Même les restes des deux prisons sur le côté-là qui étaient que des prisons de transition pour les galères qui étaient à Villefranche. L'histoire, le patrimoine, allez hop ! Balayés ! Personne n'a rien pu faire alors là, on se bat pour qu'il ne nous arrive pas la même chose ici. ». (M. De)

L'intérêt patrimonial de la Gare du Sud exprimé dans ces parties de discours s'inscrit dans une linéarité, une chronologie de la démolition urbaine. Sur cette ligne du temps urbain, du renouvellement, c'est au tour de la Gare d'être placée dans le moment du basculement. Ou plutôt, devrions-nous dire, de nouveau placée, sachant que depuis plus d'un demi-siècle, les projets programmant sa démolition se succèdent pour finalement avorter. D'ailleurs, la mise en instance de classement de la façade Gare par décision ministérielle en date du 7 novembre 2001, si elle a eu pour conséquence de couper court au projet de démolition, a conduit à réorienter les réflexions autour de son devenir. La polémique était alors relancée à partir de la médiatisation du nouveau

368 Le Casino Municipal fut construit entre 1882 et 1884 sur le fleuve Paillon au niveau de ce qui est aujourd'hui la place Masséna. Le bâtiment, prolongé par une immense verrière contenant un jardin d'hiver, était un complexe de divertissements avec, entre autres, des salles de jeux des restaurants et salles de spectacles. Transformé en 1939 pour le mettre en harmonie avec son environnement de style turinois, il fut démoli en juin 1979 devant laisser place à un jardin public faute de ne pouvoir, comme prévu, y construire le Palais des congrès.

369 Entretien téléphonique du 10 octobre 2012 avec P.

370 Entretien du 23 août 2003 avec P., habitant du quartier.

projet, puis de la décision votée par le conseil municipal de son démontage et de son déplacement rue Trachel. Autrement dit, même si la Gare était désormais reconnue institutionnellement comme objet patrimonial, sa disparition programmée de l'avenue Malausséna déclenchait de nouveau de vives oppositions. Démolition et déplacement ont en commun le fait de concerner l'inscription spatiale de la Gare dans un ensemble, un environnement auquel elle donne sens et dans lequel elle prend son sens. Prévoir de la faire disparaître de son site et changer sa situation, revenait à nier la dimension spatiale de sa valeur patrimoniale sachant qu'une telle décision a pour effet d'engager la collectivité dans un changement radical de son rapport au lieu, changement radical de sa spatialité³⁷¹ créant un déséquilibre absolu dans le « régime d'authenticité » tel que défini par Lucie K. Morisset. Que ce soit l'annonce de sa démolition comme celle de son démontage et de son déplacement, le moment est encore là, où, la peur de la perte et parfois même la colère ou le désarroi qui lui sont associés se manifestent et se disent.

Les références monumentales fantomatiques, repères immatériels de la mémoire de la ville et de la collectivité, parce qu'elles évoquent avant tout la démolition et la blessure liée à la disparition, engagent une comparaison *descendante*. Une comparaison qui exprimerait la peur d'être de nouveau matériellement démunie d'un support mémoriel, plutôt producteur que révélateur de mémoire. Le fantôme a ce rôle pertinent de rendre tangible cette production et de prolonger, dans son immatérialité sans cesse présente et rappelée, le rôle de support de l'élément désormais disparu. La peur est relative à la représentation de l'avenir sans matière ni fantôme, l'une évanouie dans le temps urbain, l'autre évanoui dans le temps humain, elle est celle de l'après soi et de l'impossible transmission. Il s'agit de comprendre comment, en ayant recours à ces référents immatériellement signifiants, certains informateurs plaident la cause de la Gare du Sud et authentifient, par ce fait, leur valeur patrimoniale.

1.2.1.1. Mécanisme d'apparition d'un patrimoine fantasmé et recours à la référence monumentale fantomatique

Si la comparaison est une forme d'évaluation³⁷², le rapport institué entre la Gare du Sud et un bâtiment disparu, entièrement ou pour partie, sous les coups du renouvellement urbain se réalise au moyen d'une relation d'égalité. Ce rapport est ici une relation d'identité en ce qu'elle établit qualitativement et ontologiquement une similarité entre les objets et les situations (présente/passée) à l'échelle de la ville. Autrement dit, s'établissent, à partir de cette inscription

371 Reprenant Lucie K. Morisset lorsqu'elle évoque le rôle du rapport que la collectivité entretient avec l'Espace dans l'équilibre d'un régime d'authenticité, nous entendons ici par spatialité la « façon [qu'a cette collectivité] de se concevoir dans un lieu, de se situer à l'intérieur de frontières, ou de se représenter dans un espace géographique » : MORISSET Lucie K., *Des régimes d'authenticité*, op. cit., p. 27.

372 DESMETS Marianne, « Constructions comparatives en comme », *Langue française*, n° 159, 3, 2008, p. 33-49.

dans un rapport, une analogie entre les contextes du projet urbain de l'un et de l'autre des objets et une similarité de sens et de valeur qui leur sont attribués. Pour comprendre comment cette comparaison se formalise, il s'agit avant tout de saisir le processus de pérennisation fantasmée³⁷³ et de rappel de bâtiments disparus à la suite des remodelages successifs de l'espace urbain.

1.2.1.1.1. De l'annonce du projet aux rémanences patrimoniales : des liens de cause à effet ?

L'annonce de la démolition comme celle du déplacement, en affectant l'informateur, a déclenché des émotions telles que la peur de la perte, la colère, la tristesse, faisant résonance avec des émotions éprouvées sur le même mode par le passé. Si « l'émotion est la résonance propre d'un événement passé, présent ou à venir, réel ou imaginaire dans le rapport au monde de l'individu³⁷⁴ », sa remobilisation à partir de l'évaluation négative de la situation au sein de laquelle la Gare est impliquée (indice de rappel) va entraîner le rappel mémoriel. Ces émotions s'instituent comme le lien entre passé et présent en ce qu'elles sont une réaction à une problématique qui semble se répéter dans le temps long du déroulé urbain. Ainsi l'annonce se présente comme une amorce qui va réactiver les émotions négatives associées à l'événement passé conduisant l'informateur à développer des conduites d'évitement pour ne plus y être de nouveau confronté.

Si la réaction émotionnelle face au risque envisagé de démolition ou de transformation a pour effet le rappel mémoriel de la situation passée, ce dernier conduit à la substantialisation de l'élément impliqué en une rémanence patrimoniale. Mais pourquoi ces référents désormais disparus sont-ils monumentalisés ? Comme nous le disions plus avant à propos de la villa Thiole, la patrimonialisation de l'édifice disparu est le fait du traumatisme engendré par sa démolition. De cette expérience négative à l'empreinte émotionnelle forte, il reste une trace mnésique, une persistance, à laquelle la réactivation de l'émotion, par confrontation à une situation considérée ou ressentie comme étant similaire, va redonner une épaisseur symbolique et immatériellement signifiante. « La trace, en effet, est le signe que quelque chose n'est plus et, en même temps, que cette chose n'est pas totalement perdue³⁷⁵ ». Le vide architectural devient alors un riche silence de l'ordre bâti et de la mémoire (individuelle comme collective). L'anamnèse réactive et convoque les faits passés et les fantômes patrimoniaux comme témoins à charge dans le procès qui est fait au projet de démolition ou de déplacement de la Gare, procès politique et social intenté à la municipalité et plus largement aux aménageurs et à ceux qui les soutiennent. Se comparent

373 Le fantasme étant à entendre ici dans son sens courant de fixation mentale.

374 LE BRETON David, *Les passions ordinaires. Anthropologie des émotions*, Éditions Payot et Rivages, 2004, p. 132.

375 CANDAU Joël, *Épistémè du partage*, Mémoire d'anthropologie présenté en mai 1999 en vue de l'Habilitation à diriger des recherches et soutenu à l'Université de Nice le 24 septembre 1999, p. 12, http://hal.inria.fr/docs/00/13/05/44/PDF/Episteme_du_partage.pdf

ici un passé encore matériellement présent et un passé fantomatique³⁷⁶. La démolition apparaît comme le moment du basculement entre présence matérielle et représentation patrimoniale.

Monuments fantomatiques matériellement silencieux, aberrations patrimoniales symboliquement chargées, référents surannés cognitivement et affectivement signifiants, ils participent à l'anamnèse nécessaire à la compréhension de l'être en ville en permettant d'aller au-delà de la lisibilité urbaine. Ainsi leur persistance dans les représentations de l'espace intra-urbain et dans les images de la cité qu'en ont les habitants est un indice significatif des formes de citoyenneté attachées à la ville, au quartier ou à la rue. Parfois, au cours des récits, « *ce qui se montre désigne ce qui n'est plus*³⁷⁷ » et ce qui s'en dit annonce l'existence d'une thanatocratie qui influence les représentations et les manières d'être dans l'espace urbain en maintenant une forme d'interaction avec les éléments disparus de ce même espace. Finalement, les fantômes investissent de nombreux aspects du paysage historique du quartier ou de la ville, entretenus sous cette forme par la nostalgie attachée aux lieux, à tout ce qui leur est relatif et par le truchement du légendaire, de la part de fiction qui « *permet le retour à un exotisme proche*³⁷⁸ ». Ils sont le fantasme patrimonial, produit de notre praxis.

1.2.1.1.2. Événement et traumatisme collectif : l'inscription de la situation de la Gare du Sud dans une série

Il est bien évident qu'évoquant le traumatisme collectif, il pourrait nous être reproché de commettre là un abus de langage, pensant qu'il ne peut être évoqué qu'à partir du moment où la vie et l'intégrité physique des individus ayant vécu ou été témoins d'un événement traumatique ont été en danger, menacées ou engagées. Plutôt que d'événement traumatique, il nous serait alors conseillé de parler d'événement marquant³⁷⁹. Mais l'événement marquant peut être heureux, traumatogène (potentiellement traumatique) comme traumatique. Et même si, marquant, il est conséquemment mémorable, inoubliable, l'événement dont il est ici question a besoin d'être précisé à partir de l'aspect négatif de ses impacts sur la perception et la représentation du monde des individus et du groupe qui y ont été confrontés. Impacts mesurables depuis les réactions et, plus précisément, depuis leurs traductions et leur persistance dans le temps.

376 VERGUET Céline, « La part de fantomatique dans les représentations de l'espace urbain », in FOURCADE Marie-Blanche (Éd.), *op. cit.*, p. 209-228.

377 DE CERTEAU Michel, *op. cit.*, p. 162.

378 Idem, p. 160.

379 À propos de la notion d'événement nous retiendrons qu'« il existe indiscutablement des moments plus forts que d'autres dans la vie des sociétés, des moments de rupture ou de réconciliation, d'affrontements ou de "fusion" comme dirait Durkheim, bref, des faits qui, parce qu'ils sortent de l'ordinaire, focalisent pendant un temps l'attention sociale de larges fractions de la population et viennent généralement s'inscrire dans la mémoire collective comme autant de faits majeurs » : CHAMPAGNE Patrick, « L'événement comme enjeu », *Réseaux*, vol. 18, n° 100, 2000, p. 405.

Si ces démolitions s'identifient à des événements forts dans le cours du remodelage urbain, celui-ci s'envisageant comme le processus naturel d'érosion de la ville, elles induiraient alors dans la vie sociale d'« étranges pliures à partir desquelles plus rien n'est pareil³⁸⁰ ». Si dans la chair de la ville les amputations sont régulières et généralement sans grande douleur, d'autres sont vécues comme de véritables pertes dans le sens où l'entend Ricoeur³⁸¹, c'est-à-dire impliquant alors l'idée de blessure de la mémoire, individuelle comme collective, sans se borner à l'analogie pathologique mais plutôt dans les termes d'une analyse pragmatique. Il semble que ce sont la perception et la réception des conditions de la démolition par ceux qui en ont été témoins (directs ou indirects) qui l'instituent événement traumatique. Ce qui signifie que ce n'est pas la question de l'intensité prétendue de l'événement qui entre en ligne de compte, mais bien son interprétation au travers de filtres individuels et son assimilation en termes de digestion émotionnelle. Si la démolition anéantit toute possibilité d'interaction physique avec l'objet, elle n'abroge cependant pas la portée de son rayonnement symbolique et l'inscription de sa puissance emblématique dans l'espace. « Lorsque l'objet s'inscrit profondément dans l'histoire d'un groupe, sa représentation est susceptible de se maintenir alors même que l'objet qu'elle concerne a perdu toute valeur d'enjeu social³⁸². » La dimension collective de la blessure de mémoire et du traumatisme lié à la perte prend son sens dans le fait que ce bâtiment emblématique de l'identité locale demeure signifiant pour un grand nombre de membres de la collectivité après que ceux-ci aient partagé la condition de témoins de la démolition. Il persiste en tant que référent identitaire dans l'espace occupé par le monument fantomatique et au travers de son aura symbolique³⁸³.

En favorisant la réappropriation symbolique des éléments urbains disparus, ces références monumentales fantomatiques s'imposent en une revendication identitaire à laquelle va être associée la Gare du Sud par le biais de la comparaison. Si « l'événement manifeste une rupture d'intelligibilité », si « l'évidence habituelle de la compréhension est soudain suspendue », si « tout à coup, nous ne sommes plus assurés de nos grilles de lecture [...] sa violence, voire son absurdité apparente ne laissent [cependant] muets les contemporains que le temps de son irruption. Mais, la première stupeur passée, les mots et les signes affluent, comme pour combler la béance du sens³⁸⁴ ». Ces mots et ces signes sont l'expression de la pérennisation fantasmée de l'objet comme substitut à l'amputation et qui signale par ce fait même l'inscription de la meurtrissure dans la durée.

380 BENSA Alban, FASSIN Éric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 6.

381 RICOEUR Paul, « Vulnérabilité de la mémoire », in LE GOFF Jacques (Éd.), *Patrimoine et passions identitaires*, Actes des entretiens du patrimoine, Paris, Fayard/Éditions du patrimoine, 1998, p. 17-31.

382 BONARDI Christine, ROUSSIAU Nicolas, « Quelle place occupe la mémoire sociale dans le champ des représentations sociales ? », in LAURENS Stéphane, ROUSSIAU Nicolas, *op. cit.*, p. 45.

383 DEOTTE Jean Louis, *op. cit.*

384 BENSA Alban, FASSIN Éric, *op. cit.*, p. 4 et 8.

Pour résumer, le traumatisme résultant de la démolition conduit à la création, comme substituts à l'amputation, de fantômes débordant la lisibilité du phrasé urbain qui, lorsqu'ils sont réveillés par la remobilisation des émotions à l'origine de leur existence, se manifestent en une rémanence patrimoniale³⁸⁵. La figure rhétorique de la comparaison a ici pour effet de projeter la possibilité du sort commun, d'en signaler le risque et la volonté d'évitement, et d'inscrire l'événement dans une série qui lui donne sens. « La série permet à la description de rapprocher des cas “analogues” afin d'en dégager un “type-idéal”, c'est-à-dire un nouveau concept descriptif qui permet de préciser et d'interroger la série dont il est issu³⁸⁶ ». En puisant dans l'antécédent, dans le passé, quelque chose du sens de son conséquent, l'informateur définit en quelque sorte *le comparé*, la Gare du Sud, par la référence à un *comparant*, ce qui a pour conséquence de majorer le sens du *comparé* par la portée du sens accordé au *comparant* jusqu'à faire des ressemblances de véritables équivalences. Autrement dit, par le biais de cette comparaison, un glissement de sens s'opère qui crée des similarités et lisse toutes différences, même celles contextuelles, glissement à partir duquel s'opère la caractérisation patrimoniale de la Gare du Sud.

1.2.1.2. Métaphore de la guerre et résistance

Retenons donc l'existence d'un phénomène de rémanence de bâtiments matériellement absents sous la forme d'une persistance mentale, mémorielle, comme résistance à l'érosion, manifestation d'une « non conversion » à l'événement. Réintroduire ici l'idée – si ce n'est la notion – de résistance permettrait de prolonger l'idée de blessure collective liée aux pertes subies. Elle est d'ailleurs bien manifeste et clairement évoquée au travers de l'utilisation d'un vocabulaire emprunté à la guerre, au conflit. Il est question de combat, de bataille, de cri, globalement dans les discours qui marquent une opposition au(x) projet(s) mais plus spécifiquement dans les références aux « pertes urbaines » – encore un terme se rapportant à la guerre – apparemment endurées au cours des transformations, des renouvellements de la ville.

385 Si l'on devait s'attarder davantage sur le lien entre traumatisme et patrimonialisation, il serait intéressant d'approfondir l'idée d'une patrimonialisation du traumatisme même, en l'envisageant comme un héritage utilisé à des fins de légitimation des demandes de reconnaissance identitaire au travers du maintien des objets. C'est en effet une exploration menée par plusieurs chercheurs lors du 2^e colloque annuel de l'Institut du patrimoine culturel, tenu dans le cadre de l'ACFAS, à Trois-Rivières au Québec (Canada), les 7 et 8 mai 2007 et qui a donné lieu à une publication. « Cet ouvrage collectif permet d'examiner comparativement les mécanismes et les processus d'émergence et de construction des traumatismes collectifs du passé à titre de patrimoine immatériel » : AUZAS Vincent, JEWSIEWICKI Bogumil (Éd.), *Traumatisme collectif pour patrimoine. Regards sur un mouvement transnational*, Québec, Presse de l'Université Laval, 2010, 390 p.

386 PASSERON Jean-Claude, *op. cit.*, p. 22.

Cette métaphore permet de conceptualiser une situation (de désaccord), à l'aide de quelque chose qu'il est plus aisé de comprendre : le conflit physique. Dans les faits évoqués, deux camps s'opposent à l'évidence où le « on » (signifiant le nous), le « moi [et] tous les gens à qui ça plaît et pour qui ça compte », le « nous » ont le plus souvent subi³⁸⁷ les choix des « ils » ou du « on », déterminés comme les démolisseurs, leur résistant désormais. Le sentiment d'appartenance au groupe, processus par lequel les individus sont reliés entre eux par le fait de se définir en rapport les uns avec les autres en fonction de champs d'intérêts et/ou d'affinités, est d'autant plus fort que l'adversaire est identifié. C'est d'ailleurs ici que le conflit prend ses dimensions sociale et collective, dans la considération engagée qu'ont les informateurs de faire partie d'un groupe blessé, lésé, privé – parfois d'un groupe à l'origine d'un « sauvetage » – d'éléments urbains estimés à forte valeur historique, esthétique ou identitaire à l'échelle locale. L'amputation et la blessure qui s'en suivent sont bien perçues, envisagées, vécues comme concernant la collectivité, étant donnée la valeur emblématique, en termes d'identité locale, des *comparants* invoqués. Désormais, s'inscrire dans le groupe, c'est s'envisager faisant face, résistant par la force imaginée du nombre.

Le recours à ces arguments signale la mise en place d'une forme de mécanisme de défense comme réaction à l'annonce de la disparition prévue de la Gare (démolition ou démontage), autrement dit comme réaction à la « représentation publique »³⁸⁸ du ou des projets (documents officiels communiqués par la municipalité) ou à une « version » plus ou moins approchante de celle-ci (par les journaux, les informations télévisées, les discussions, les pétitions...). Une version est une production d'une représentation comme interprétation de la représentation initiale. La représentation à laquelle l'informateur a été confronté est connotée négativement lorsqu'il l'interprète, c'est-à-dire lorsqu'il la passe au filtre de son expérience, de ses attentes et de ses appréhensions personnelles. Cette connotation négative est le fait de la manifestation d'émotions telles que la peur, la colère, la tristesse comme réponses adaptatives au sens attribué à la représentation à partir de la « pertinence pour soi »³⁸⁹. Les références à la guerre, au conflit indiquent une véritable rupture vis-à-vis du ou des projets, induite par l'interprétation de la représentation publique assurant ainsi une cohérence et une intelligibilité aux représentations grâce auxquelles l'individu se situe dans le monde. Cette métaphore de

387 Ricoeur, évoquant la fragilité de la revendication d'identité et les *abus de mémoire* qui pourraient en être une manifestation, rappelle « la propension de nos contemporains à s'installer dans la posture de la victime : “avoir été victime vous donne le droit de vous plaindre, de protester et de réclamer.” Cette posture engendre un privilège exorbitant, qui met le reste du monde en position de débiteur de créances » : RICOEUR Paul, « Vulnérabilité de la mémoire », *op. cit.*, p. 29.

388 « Une représentation publique est généralement un moyen de communication entre un producteur et un utilisateur distinct l'un de l'autre » : SPERBER Dan, « L'étude anthropologique des représentations : problèmes et perspectives », *op. cit.*, p. 133.

389 SCHENK Françoise, *op. cit.*, p. 152.

la guerre implique une résistance active à l'idée de la disparition de la Gare, renforcée par la référence au passé, à l'expérience déjà faite de la situation et à la nécessité de son évitement.

Ce qui vient d'être dit à propos de la résistance annonce en fait qu'il n'y a pas de résistance au changement à proprement parler. Ce à quoi les individus résistent, c'est en fait à la représentation qui leur est donnée de ce que devrait être le changement, à partir de laquelle ils vont construire leur propre représentation du changement. La peur n'est donc pas celle du changement par la démolition ou le déplacement mais bien celle de la représentation de ce changement en ce qu'il pourrait modifier l'environnement urbain, la relation entretenue à l'objet et/ou au lieu sur lequel il se dresse mais *également* le rapport aux autres relativement à la position prise dans la situation conflictuelle. Ce qui pourrait expliquer l'aspect collectif de la résistance ici serait le fait qu'un certain nombre d'individus partagent celui de se représenter négativement le changement à partir de la disparition de la Gare mais aussi à partir de leurs expériences passées du changement entraîné par la démolition regrettée d'un ou plusieurs éléments urbains. D'ailleurs, les rémanences et les fantômes seraient, pour le coup, les signes invisibles mais manifestes de la persistance de la résistance au changement. L'image aux allures passéistes s'affirme ainsi comme un mécanisme de défense.

1.2.1.3. Comparaison descendante et « syndrome de la démolition répétitive »

La question de la motivation est ici centrale. Cette comparaison *descendante* est employée pour marquer la volonté de s'éloigner de situations similaires déjà advenues localement, à savoir des démolitions vécues dans l'indignation, la tristesse ou la colère et qui ne sont plus désirables. La motivation ici est celle de l'*évitement* fondée sur des affects négatifs, le but étant de ne plus être à nouveau confronté à la démolition, à la disparition d'un nouvel élément urbain. La médiatisation de ces faits ou leur étouffement suspect ont, dans tous les cas, exacerbé chez certains le sentiment de violence symbolique infligée par la démolition inconditionnelle. Pour Vincent Veschambre, « la démolition [...] est l'envers de la patrimonialisation et [...] représente inversement une forme de dévalorisation, de déni de mémoire pour ceux qui sont associés aux édifices démolis et aux espaces recyclés. Nous envisageons à la fois les cas les plus flagrants de démolition comme négation et expropriations symboliques de certains groupes, mais aussi des cas plus banals, dont la violence est plus « inaperçue », dans le cadre de ce que l'on appelle « renouvellement urbain » ou « rénovation urbaine », que ce soit dans les espaces anciennement industriels ou les grands ensembles³⁹⁰ ». Ainsi, chacune des démolitions est à considérer comme un événement au sens de rupture d'une continuité.

390 VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines*, op. cit., p. 14.

Ces réflexions nous conduisent à émettre l'hypothèse, dans le cadre du conflit patrimonial, de l'existence d'un possible *syndrome de la démolition répétitive* inspiré du « *repetitive change syndrome* » avancé par Abrahamson³⁹¹ en psychologie sociale, qui expliquerait que la résistance mesurée sur le terrain, comme nous l'avons souligné dans l'analyse des cartes mentales, ne serait pas uniquement liée au malaise suscité par les projets eux-mêmes (démolition, déplacement) mais bien aussi à la multitude des démolitions survenues dans le temps passé du renouvellement urbain. Autrement dit, il se pourrait qu'outre les raisons relevées et avérées d'un attachement affectif à la Gare du Sud en lien avec l'expérience (de l'objet et des lieux) et celles de son intérêt patrimonial (historique, esthétique, identitaire...), outre les divergences affirmées concernant son devenir, outre les stratégies et enjeux politiques et sociaux, les rapports de pouvoir et manœuvres de revendication comme de légitimation, un refus symptomatique de la démolition, issu d'un mécanisme de défense comme réaction à la répétition de la situation, intervienne dans le fait de s'opposer au(x) projet(s) pour sauvegarder. Peut-être, d'ailleurs, ce syndrome a-t-il été associé, inféodé (voire même confondu) à la mise en place – systématique ou non – de certaines stratégies d'opposition au pouvoir et aux décisions institutionnelles dans les conflits autour des questions patrimoniales ou au militantisme associatif. D'autant que nombre d'études montrent que tout projet d'aménagement ou de renouvellement urbain³⁹² s'inscrit dans un rapport de domination et de maintien de la hiérarchie sociale se manifestant de manière privilégiée au travers de l'appropriation symbolique de l'espace.

Loin de dire que l'opposition, la mobilisation comme la patrimonialisation s'établiraient à partir de ce seul syndrome, la récurrence des références à ces situations advenues et à la disparition d'un patrimoine local dans les discours, en d'autres termes le recours à la *comparaison descendante*, laisse toutefois penser qu'il pourrait être un facteur prépondérant des conflits patrimoniaux et un déterminant important de l'initialisation du processus de patrimonialisation. La piste de ce que nous avons appelé le *syndrome de la démolition répétitive* pourrait être pertinente pour aborder les questions de patrimonialisation comme phénomène de société et de patrimoine comme construction sociale, à condition de ne pas dé-contextualiser le projet de ses enjeux contemporains (politiques, sociaux, urbanistiques...), de sortir d'une approche macro, uniquement centrée sur l'objet et le lieu où il se dresse mais de le replacer à l'échelle de la ville ou du territoire, et bien évidemment de la mettre à l'épreuve de différents terrains.

Ainsi, l'expérience individuelle comme collective de la disparition, directe ou indirecte,

391 Selon ABRAHAMSON Éric (2004) d'après BAREIL Céline, *op. cit.*, http://web.hec.ca/sites/ceto/fichiers/04_10.pdf

392 Concernant le renouvellement urbain, rappelons ici la définition qu'en donne Veschambre. Il s'agit d'un « recyclage d'espaces désaffectés, dévalorisés (mais généralement bien placés), soit par la démolition/reconstruction, soit par la réhabilitation » : VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines*, *op. cit.*, p. 8.

associée pour certains éléments urbains à la perte pour la collectivité, pourrait jouer un rôle dans la représentation sociale du patrimoine. Les démolitions répétitives, en modifiant les attitudes et les comportements vis-à-vis de l'environnement, du territoire, de la collectivité, des décideurs, en mobilisant l'opinion publique, pourraient être considérées comme une source d'influence de la représentation sociale du patrimoine et de l'évolution de sa conception. Il paraît en effet tout à fait concevable que les expériences de pertes multiples et successives soient impliquées dans la représentation (culturelle) de la perte telle que l'envisage notre société. Transposer cette angoisse dans les mythes urbains en faisant apparaître des fantômes comme compensations mnésiques à la disparition matérielle, c'est construire une mémoire locale de la démolition. S'y référer c'est avoir recours à sa fonction et à sa valeur préventive.

Par évidence, ce syndrome se conjugue avec celui que Joël Candau appelle le *syndrome du petit Poucet*³⁹³, manifestation de l'angoisse de la perte et de l'incapacité à la maîtriser. Si l'un conçoit qu'il n'est plus acceptable de perdre, donc de détruire, l'autre conçoit de tout garder. Maurice Godelier met l'accent sur le fait que « pour produire une société, il faut combiner trois bases et trois principes. Il faut donner certaines choses, il faut en vendre ou en troquer d'autres et il faut toujours en garder certaines [...] Garder, c'est ne pas séparer les choses des personnes parce que dans cette union s'affirme une identité historique qu'il faut transmettre, du moins jusqu'à ce qu'on ne puisse plus la reproduire ». Les objets ainsi gardés se présentent alors « comme des choses inaliénables et inaliénées (par exemple, les objets sacrés, les textes de loi)³⁹⁴ ». *Le syndrome de la démolition répétitive* comme celui *du petit Poucet* ont en commun la peur de la perte³⁹⁵ et donc l'impossible digestion émotionnelle de la disparition qui semble faire de la patrimonialisation le moyen de se maintenir contre le temps. Établir un principe de *comparaison descendante* entre la Gare du Sud et des bâtiments disparus au cours de remodelages urbains reviendrait, par un principe de prévention, à mettre en garde dans l'intention d'éviter que la situation passée ne se répète au travers de la disparition de la Gare, ceci sans autre but ni action pour orienter son inscription dans le futur. Autrement dit, la figure de l'analogie par *comparaison descendante* inscrit la sauvegarde, comme la responsabilité morale qui y est associée, dans le présentisme où le primat du passé local sacrifie toute pensée valorisante et projective œuvrant à l'intégration et à la légitimation de la Gare dans l'avenir.

393 Ce syndrome correspond à « l'hypertrophie mémorielle qui se donne à voir dans la prolifération des traces [...] comme le célèbre personnage du conte, individus et groupes ont une forte propension à fabriquer et laisser des traces et, surtout, ils consacrent aujourd'hui d'immenses efforts pour les conserver toutes sous la forme d'empreintes, de reliques, de vestiges, de ruines, d'archives et d'objets plus ou moins envahissants » : CANDAU Joël, « Du mythe de Theuth à l'iconorrhée contemporaine : la mémoire, la trace, la perte », *Revue européenne de Sciences Sociales*, tome XXXVI, n° 111, 1998, p.47.

394 Selon Maurice GODELIER (2007) d'après HEINRICH Nathalie, *op. cit.*, p. 28-29.

395 CANDAU Joël, « La mémoire et le principe de perte », à paraître.

1.2.2. Référence au patrimoine culturel national : La tour Eiffel et la gare d'Orsay

Un autre type de comparaison, que nous avons qualifiée d'*ascendante*, met en relation la Gare du Sud à des emblèmes du patrimoine culturel national. Ce sont la nature des *comparants* employés et les aspects motivationnels de la démarche analogique qui autorisent cette qualification. Ces « lieux de condensation » comme les nomme Debardieux, sont tout à la fois emblématiques, c'est-à-dire « capables de représenter de façon conventionnelle le territoire et la nation correspondants », et symboliques parce que « capable de susciter des affects, d'activer l'imagination³⁹⁶ » de ceux qui les côtoient ou en ont connaissances. Monuments historiques reconnus par les institutions culturelles, objets patrimoniaux de grande portée, ils accordent à la Gare, par le biais de la *comparaison ascendante*, les valeurs associées à leur propre statut distingué. L'assertion comparative n'est plus ici « ça renvoie à » mais plutôt « ça tend vers ».

« Comme si on mettait la tour Eiffel ailleurs. Quand on la sort de son contexte ça n'a plus de raison d'être. Sinon on peut tout déplacer ». (Mme A.C.)

Sa sœur, Mme A.J.³⁹⁷: *« Moi j'aurais aimé qu'ils fassent un musée comme ils l'avaient fait à Paris au musée impressionniste ».*

« La Gare du Sud fait partie de notre patrimoine niçois. Si on la détruit alors pourquoi ne détruit-on pas la tour Eiffel ? » (♀quartier)

Si la comparaison à la tour Eiffel est récurrente, relevée également à plusieurs reprises dans les allées du marché et au cours de manifestations, une autre s'établit précisément avec la gare d'Orsay. Toutes deux ont en commun le circuit d'activités utilitaires duquel elles sont sorties et le fait d'avoir été menacées de démolition avant leur inscription à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. La gare d'Orsay représente, pour ceux qui en parlent, un exemple de reconversion réussie. M. De. évoquant le problème de la Gare du Sud et de l'avenir qui lui est réservé :

« Tiens, ma femme est partie avec sa petite-fille là, l'aînée, à Paris l'autre jour et bien sûr elles sont allées au musée d'Orsay. Hein, la vieille gare d'Orsay dont on a pu tirer un parti merveilleux. Alors nous ce que nous cherchons, c'est utiliser cet espace pour redonner au quartier un nouveau départ mais

396 DEBARDIEUX Bernard, « Imaginaires nationaux et post-nationaux du lieu », *Communications*, n° 87, 2, 2010, p. 28-29.

397 Entretien du 23 juillet 2005 avec Mme A.J., habitant le quartier depuis toujours.

pour ça, il faut avoir une politique nouvelle ».

« C'est un peu comme la gare d'Orsay à Paris, vous voyez ? Voilà. La gare d'Orsay c'est un repère. C'est aussi un repère quand même sur l'intelligence d'un ministre de la Culture qui a su conserver ça ». (Mme Bo³⁹⁸.)

L'échelle spatiale et l'échelle patrimoniale de la comparaison ne sont plus ici les mêmes. Les référents ne sont plus locaux mais nationaux et leur assise, parisienne. Sémiphores au rayonnement symbolique dépassant les frontières, exposés au regard constant, monuments par excellence connus ou reconnus par tous, ils se présentent comme des supports majeurs de l'identité nationale telle que définie par Pomian³⁹⁹. Avoir employé l'adverbe « par excellence » n'est pas si anodin qu'on pourrait le penser. Lakoff le considère, en effet, comme un « délimitateur » désignant particulièrement « les membres prototypiques d'une catégorie⁴⁰⁰ ». Si « nous catégorisons les objets en fonction de prototypes⁴⁰¹ », le choix rhétorique du recours à la tour Eiffel et à la gare d'Orsay procède d'une volonté d'accroître l'impact de l'argument à partir de la conceptualisation du « monument ». Cette conceptualisation, fondée sur les interactions constantes avec l'environnement physique, social et culturel, permet une conception de la définition du « monument » à partir de laquelle il est possible de comprendre ce qu'est un monument. La tour Eiffel comme la gare d'Orsay apparaissent comme des objets monumentaux prototypiques, c'est-à-dire participant à la définition-même du concept de monument, si bien qu'y faire référence devrait avoir pour effet de placer l'interlocuteur dans une appréhension instantanée de la dimension patrimoniale de la Gare du Sud et une compréhension immédiate des enjeux relatifs à sa sauvegarde. Un objet peut souvent être perçu comme appartenant ou non à une catégorie selon les objectifs que la classification se fixe. « Chercher le sens, c'est mettre à jour ce qui se ressemble. Chercher la loi des signes, c'est découvrir les choses qui sont semblables⁴⁰² ». Ici, le pouvoir extrêmement suggestif de la comparaison oblige, en quelque sorte, celui qui y est confronté à procéder à un glissement de sens par lequel il va analogiquement accorder les significations et les valeurs du *comparant* au *comparé*. La mise en relation avec ces objets patrimoniaux prototypiques ne signifie pas que la Gare du Sud offre des similitudes suffisamment importantes pour être considérée comme aussi précieuse, irremplaçable et exceptionnelle que la tour Eiffel ou la gare d'Orsay. Mais c'est bien cette mise en relation qui va

398 Entretien du 16 mai 2004 avec Mme Bo., ancienne résidente du quartier.

399 POMIAN Krzysztof, « Patrimoine et identité nationale », *op. cit.*, p. 55.

400 LAKOFF George, JONHSON Mark, *op. cit.*, p. 133.

401 LAKOFF George, JONHSON Mark, *op. cit.*, p. 132.

402 FOUCAULT Michel, *Les mots et les choses*, Paris, Éditions du Club France Loisirs, 1990, p. 72.

lui conférer ces caractères dans le but stratégique d'amplifier l'impact sur les représentations de l'idée de sa démolition ou de son déplacement.

Les aspects motivationnels de cette comparaison s'inscrivent dans une démarche d'*approche*, c'est-à-dire que le choix des référents se fixe sur des éléments connotés positivement en fonction de leur aspect attractif, désirable, valorisant pour majorer l'intérêt patrimonial de la Gare ou manifester l'aspiration à une réussite similaire en termes de recyclage⁴⁰³ et de nouvel usage. Ainsi la comparer à la tour Eiffel lui attribue de fait une valeur d'emblème collectif et un rôle identitaire majeur à l'échelle locale, ce qui permet, sans autre effort d'ailleurs, de dénoncer l'ineptie de la démolition ou du déplacement⁴⁰⁴. Quant à la gare d'Orsay, l'évocation du succès de sa réhabilitation et de son adaptation utilitaire concourt à projeter sur la Gare du Sud les possibilités d'une transformation profitable. Ce parallèle facilite la conception patrimoniale de la Gare dans le sens où il propose une assimilation valorisante d'une structure ferroviaire mineure, en ce qu'elle est locale, à une cathédrale ferroviaire reconnue.

C'est donc sur la base de leur expérience physique, sociale et culturelle du patrimoine et plus particulièrement du monument que chacun de ces informateurs construit cette *comparaison ascendante*. Plus le référent est symbolique et représentatif de ce qu'est un monument, un objet patrimonial, plus la charge symbolique et identitaire accordée au *comparé* est significative et légitime. Cette forme de comparaison s'apparente au panégyrique en ce qu'elle met implicitement en évidence, par le biais du parallèle patrimonial, les mérites de la Gare à être sauvegardée. Elle évite donc de justifier le caractère patrimonial de la Gare mais l'authentifie, affirme son évidence sans détour ni recours à des arguments fondés sur ses qualités et valeurs intrinsèques et son rôle local.

« Si le traumatisme renvoie au passé, la valeur exemplaire oriente vers le futur⁴⁰⁵. » Contrairement à la *comparaison descendante*, l'analogie à des référents positifs participe à projeter la Gare dans un avenir patrimonial abouti, une reconversion réussie. La démarche analogique n'est plus ici préventive mais bien promotionnelle et distinctive. Elle inscrit la Gare dans une préservation indéfiniment étendue, dans une perspective passé-présent-futur où elle n'est pas à envisager comme l'objet d'une succession dans le temps mais bien comme un moyen de rendre visible les liens entre les générations fondés sur « une communauté de valeurs et de significations⁴⁰⁶ ». Les propos de Nathalie Heinich éclairent cette idée lorsqu'elle souligne que « la résistance des choses à l'épreuve du temps dépend de l'inégale disposition des

403 Nous employons ce terme dans le même sens que Françoise CHOAY dans son ouvrage *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Le Seuil, 2006, p. 336.

404 Annexe 21.

405 RICOEUR Paul, « «Vulnérabilité de la mémoire », *op. cit.*, p. 31.

406 POMIAN Krzysztof, « Patrimoine et identité nationale », *op. cit.*, p. 47.

humains à investir celui-ci d'une valeur positive, en tant qu'il ajoute quelque chose, plutôt qu'à y voir un facteur négatif, en tant qu'il implique une dégradation de ce qui a été⁴⁰⁷ ». Si l'on peut concevoir une résistance ici, elle ne s'apparente pas à une lutte motivée par l'angoisse de la perte mais bien à un moyen de nier la mort en se maintenant dans le temps par le biais du basculement de l'objet d'un état à un autre. Il n'y a pas de recours à la mémoire fondée sur l'expérience locale mais plutôt un investissement patrimonial potentiellement producteur de mémoire et d'identité dans un usage palimpseste.

1.2.3. Le périmètre protecteur : dans le giron d'un Monument historique

Dans les discours, une autre forme de légitimation patrimoniale par référence à un monument a été relevée mais qui ne procède pas de la comparaison. Ici, il n'est pas question de stratégie rhétorique par analogie mais plutôt d'argumentation voulue « experte » fondée sur la législation afférente aux Monuments historiques. En effet, quelques informateurs ont, dans leur discours, fait référence à l'église Jeanne d'Arc, classée Monument historique en juin 1992, et plus particulièrement à son périmètre de protection de 500 mètres⁴⁰⁸, périmètre dans lequel s'inscrit la Gare du Sud. L'article du code de l'urbanisme a parfois été utilisé comme un argument établissant de fait sa protection. La démonstration du caractère « intouchable » de la Gare convoque la loi, du moins telle qu'elle est appropriée et connue par celui qui y fait référence.

407 HEINICH Nathalie, *op. cit.*, p. 77.

408 «Lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé au titre des monuments historiques ou inscrit, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable.» art. L. 621-31 du code de l'Urbanisme. L'article L. 621-32 complète le précédent : « I- Le permis de construire, le permis de démolir, le permis d'aménager ou l'absence d'opposition à déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue au premier alinéa de l'article L. 621-31 si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord [...] II- Lorsqu'elle ne concerne pas des travaux pour lesquels le permis de construire, le permis de démolir, le permis d'aménager ou la déclaration préalable est nécessaire au titre du code de l'urbanisme, la demande d'autorisation prévue à l'article L. 621-31 du présent code est adressée à l'autorité administrative. Celle-ci statue après avoir recueilli l'avis de l'architecte des Bâtiments de France. Toutefois, si le ministre chargé de la culture a décidé d'évoquer le dossier, l'autorisation ne peut être délivrée qu'avec son accord exprès ». Les versions des deux articles ci-dessus cités ont été modifiées par Loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 – art. 106, [En ligne], consulté le 23 juin, 2012, http://legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=7A9208C4C23DC3B1C8EF0CD99D9DC3E2.tpdjo06v_1?idSectionTA=LEGISCTA000006177322&cidTexte=LEGITEXT000006074236&dateTexte=20120709



ill.76 : Construction de l'église Jeanne d'Arc en 1933. Crédit photo: Éd. Gilletta

« De toute façon, ils peuvent faire ce qu'ils veulent comme ils veulent, ils ne pourront rien faire à cette Gare. Elle est dans le périmètre des 500 mètres de l'église là, celle qui ressemble à une mosquée. C'est un ami de l'association qui m'a dit ça. Tant que les Bâtiments de France ne leur donnent pas d'autorisation, y a rien à faire, du coup elle est sauvée comme ça. Quand on sait qu'ils nous emmerdent pour les façades, les Bâtiments de France, ben là faudrait aussi qu'ils le fassent avec la mairie, pas touche ! » (M. Ol.⁴⁰⁹)

« À la réunion du comité de défense de la Gare du Sud, j'ai entendu que comme Jeanne d'Arc est classée, aucune intervention n'est possible sur la Gare étant donné qu'elle se trouve dans la zone de protection de ce monument. Ils vont devoir attendre l'avis des experts. » (Nadia⁴¹⁰)

« Non seulement le ministre a interdit de démolir le bâtiment des voyageurs mais le directeur de l'Architecture et du Patrimoine a interdit de démolir la halle. J'avais jamais réalisé ça ! C'est dans le périmètre de l'église Jeanne d'Arc. Et j'ai entendu beaucoup parler de cette église au cours des discussions. Je comprenais pas mais du coup ça protège la Gare automatiquement. » (Mme D.)

409 Entretien du 23 mars 2003 avec M. Bo., habitant du quartier depuis 12 ans.

410 Entretien du 26 mai 2005 avec Nadia, ancienne résidente du quartier.

En inscrivant ainsi la Gare du Sud dans le périmètre de protection de l'église Jeanne d'Arc, l'informateur utilise la nature patrimoniale d'un Monument reconnu par les institutions culturelles pour justifier la préservation d'un autre. L'argument est ici technique. Faire référence à cette loi revient à la fois à affirmer une capacité d'expertise, par le fait d'en connaître l'existence voire le fonctionnement, même si ce n'est que de façon approximative, et à souligner son opposition à la disparition de la Gare. Les groupes comme les individus instrumentalisent le patrimoine pour opposer une résistance ou exprimer un désaccord avec les institutions, les décideurs. Il n'est pas question ici de jugement évaluatif vis-à-vis de la Gare et de son susceptible caractère ou sa probable valeur patrimoniale, mais d'une mise en évidence de sa position inaltérable aux yeux de la loi du fait de sa situation dans le périmètre de protection d'un Monument historique. L'appropriation de la loi est importante, peu importe que son utilisation soit fidèle à la maîtrise qu'en a l'expert institutionnel ou le législateur. L'expertise déployée est participative⁴¹¹, elle n'est pas associée à une profession mais bien formulée et utilisée par les acteurs de l'opposition au projet de démolition. Cependant, elle s'affirme comme la « tactique du dernier mot » sur lequel seul pourra revenir l'expert institutionnel avec la suprématie de son évaluation. La patrimonialisation de la Gare s'envisage alors par spatialisation patrimoniale engageant le maintien de l'identité spatiale des lieux.



ill.77 : Tag sur l'église Jeanne d'Arc, mai 2004

Comme dans le cas de l'authentification patrimoniale par comparaison, le principe de l'argumentation est celui de la sauvegarde en lieu et place de la Gare, mais il manque ici l'objet motivationnel de la construction de la preuve, c'est-à-dire ce que l'argument pourrait déclencher en termes réactifs. La démarche n'est ni promotionnelle ni préventive. Autrement dit, on sait comment l'informateur fait la preuve du statut intouchable de la Gare, en invoquant ses connaissances en matière de législation, mais son but n'est pas de convaincre, plutôt celui d'affirmer. Patrice Melé éclaire ce fait lorsqu'il signale que « les opposants se présentent comme garants d'une stricte application des normes juridiques issues de la politique patrimoniale, qu'ils

411 TORNATORE Jean-Louis, « La difficile politisation du patrimoine ethnologique », *Terrain*, n° 42, 2004, p. 149-160.

interprètent le plus souvent comme un gel des constructions moderne, seul le pastiche pouvant être accepté⁴¹² ».

Cette forme de plaidoyer patrimonial, par le recours à un argument d'autorité, exprime, au travers de la croyance en son efficacité imparable et en sa propre capacité d'expertise, le besoin de ceux qui y recourent de maîtriser la situation en anéantissant le doute face auquel les projets les ont placés. Par ce biais, les informateurs font émerger une prise pertinente leur permettant de (re)placer l'objet problématique dans un environnement où il prend sens, le giron protecteur de l'église. En affirmant de cette manière leur capacité d'expertise, ils réassurent l'ancrage de la Gare dans le quartier, mais aussi son assise et son intégrité monumentale. Cela revient non pas à nier le projet mais au moins à bloquer toute forme de projection de sa réalisation. Contrairement à l'argumentation fondée sur les qualités, l'intérêt du bâtiment ou sur le rapport affectif qu'ils entretiennent avec lui, ils ne se font pas ici les porte-parole de la Gare mais bien ceux de la loi.

Jean-Louis Tornatore considère, dans la lignée de ce que Daniel Fabre avançait en 2002, que « l'expertise [participative] est un ressort d'intelligibilité du phénomène des « émotions patrimoniales » qui seraient une expression contemporaine d'une nouvelle sensibilité populaire au passé⁴¹³ ». L'affirmation de la maîtrise de la loi, la mobilisation de connaissances d'une telle portée, ne font que confirmer et prolonger cette idée d'une poussée et d'un renforcement de l'expertise des personnes ordinaires. Si nul n'est censé ignorer la loi, nous pourrions toutefois penser que celle relative au patrimoine n'est pourtant pas des plus essentielles et indispensables au quotidien. Mais l'intérêt pour le patrimoine, fortement nourri – mais pas seulement – par l'expérience quotidienne de sa médiatisation, de la circulation d'informations toujours plus importantes et spécifiques à son égard, mais aussi par celle de sa plus grande proximité du fait du travail des collectivités et des institutions culturelles locales et des conflits patrimoniaux du coin de la rue, s'est accompagné d'une accumulation de connaissances toujours plus averties et techniques.

De surcroît, bien des recherches ont montré la « professionnalisation » des associations, l'accroissement et la spécification de leurs compétences⁴¹⁴, leurs conséquences sur la définition du patrimoine, les logiques mémorielles et les logiques territoriales. Mais, désormais, ces compétences, du moins ces connaissances expertes dévouées à la question patrimoniale, semblent ne plus être le seul apanage des associations, comme elles ne sont plus, depuis un moment, l'apanage des institutions. Une nouvelle étape semble franchie où le savoir technique comme *équipement expert de la personne ordinaire* était l'argument mémoriel, identitaire,

412 MELÉ Patrice, « Conflits patrimoniaux et régulations urbaines », *op. cit.*, p. 53.

413 TORNATORE Jean-Louis, « L'esprit du patrimoine », *op. cit.*, p. 112.

414 Comme par exemple SAEZ Guy, GLEVAREC Hervé, *Le patrimoine saisi par les associations*, Paris, La Documentation française, 2002, 412 p.

esthétique, historique, social pour démontrer l'intérêt patrimonial d'un objet et justifier l'impératif de sa sauvegarde, de sa conservation. Le travail, les actions et les initiatives des associations (sensibilisation, animation...) dans la proximité et au quotidien, paraissent, par un travail de transmission et un effet de contagion⁴¹⁵, avoir contribué à la diffusion de certains savoirs et savoir-faire par le biais d'une sorte d'épidémiologie des représentations du patrimoine. Livrant à chacun des savoirs libres d'appropriation, les associations ont contribué, de façon différente mais complémentaire de celle des institutions culturelles, des collectivités et des médias, à redéfinir à la fois le patrimoine et la place de l'individu comme acteur/penseur à part entière dans l'action collective même si celui-ci n'est pas, à proprement parler, engagé.

2. La conception patrimoniale partagée

Dans le cadre de l'approche du partage d'une conception patrimoniale, c'est avant tout la question de l'expertise qui se pose et se prolonge, en particulier celle de sa dimension partagée. Quelle forme prend-elle ? Comment se manifeste-t-elle chez la personne ordinaire et comment la manifeste-t-elle ? L'authentification patrimoniale et sa démonstration ne se jouent pas seulement sur le terrain de l'énonciation dans son sens rhétorique. C'est, en effet, sans compter sur l'énonciation spatiale, tantôt orchestrée et mise en scène, tantôt écrite par les déplacements des passants.

Cette partie ne cherche pas à donner une définition stricte de la conception patrimoniale des personnes ordinaires, mais bien à présenter certaines manières partagées de la manifester et certaines manifestations de croyances en son partage. Ainsi, le partage semble se présenter comme un facteur déterminant du régime de conception patrimoniale. Il s'envisage ici comme le ciment de la fabrique ordinaire du patrimoine, le liant qui garantit la véracité plaidée.

2.1. La preuve par l'expertise

Ce titre a quelque chose du pléonasme. Celui qui détient l'expertise c'est l'*expertus*, c'est-à-dire l'« éprouvé, celui qui a fait ses preuves⁴¹⁶ ». Il est spécialiste, connaisseur d'un domaine particulier, il ne fait donc pas la preuve, son expérience reconnue faisant autorité, mais il mène une procédure qui le conduit à donner son avis sur des faits, des éléments présentant des aspects techniques. Son intervention est primordiale et requise quand ceux-ci font l'objet d'un différend. Qu'entendons-nous alors par faire la preuve (du patrimoine) par l'expertise ?

415 SPERBER Dan, *La contagion des idées*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1996, 244 p.

416 Dictionnaire du CNRTL en ligne, <http://www.cnrtl.fr/definition/expert>

Dans les entretiens comme dans les observations de terrain, la question de l'expertise ne s'est pas posée mais bien imposée et ce, dans sa dimension la moins restrictive. Globalement, nous avons relevé et nous sommes attachée aux manières dont certains tentaient de faire la preuve du caractère patrimonial de certains éléments du quartier par un recours à l'expertise : 1) celle afférente à « l'action patrimoniale⁴¹⁷ » citoyenne. Les discours mettent en scène une ou plutôt des expertises citoyennes⁴¹⁸, non publiques, dont les savoirs ne se résument pas à la connaissance technique, aux ressources cognitives, mais s'étendent bien plus largement aux habiletés pratiques (savoir-faire), à l'expérience que peut plus ou moins mobiliser un acteur lorsqu'il se positionne dans le conflit patrimonial ; 2) celle du professionnel ou de l'institutionnel à l'œil aguerri. Ces différentes expertises sont amenées à être croisées, dans le recours qui y est fait, avec différents modes d'argumentations destinées à prouver le caractère patrimonial : a) à un tiers anonyme représenté par le chercheur. Cette argumentation s'envisage dans un régime de justification permettant « de gérer l'inquiétude quant à l'intention de l'autre, en prenant appui sur des capacités publiquement attribuées aux personnes et aux choses⁴¹⁹ » ; b) aux autres citoyens au cours d'actions patrimoniales. Cette argumentation, en revanche, s'appréhende sous le régime de la transmission et celui de la contagion. L'objectif n'est pas pour nous de définir l'apport épistémologique des citoyens ordinaires à l'action publique mais bien de s'attacher aux différentes démonstrations patrimoniales par recours à l'expertise auxquelles nous avons été confrontée au cours des entretiens.

2.1.1. L'autorité de l'expertise de l'Autre

Dans les discours, faire référence à l'expertise d'une autre personne se présente comme un argument récurrent. Il vient renforcer l'argumentaire engagé dans la démonstration du caractère patrimonial de certains éléments du quartier, en particulier de la Gare du Sud et des villas Belle Époque de la rue Théodore de Banville. Mais de quelle expertise parle-t-on ? Dans les situations argumentatives faisant appel à l'expertise de l'Autre, l'élément valorisant est le plus souvent extra-discursif. C'est bien davantage l'ascendant social de la personne à laquelle le locuteur renvoie, (sa réputation, son prestige, son statut social élevé) plutôt que le contenu de son

417 MELÉ Patrice, « Conflits patrimoniaux et régulations urbaines », *op. cit.*, p. 53.

418 Le pluriel est en effet de mise comme l'explique Héroïse Nez qui, dans son étude sur les savoirs citoyens mobilisables dans l'urbanisme participatif, en distingue six types : « le savoir d'usage individuel (et, à une place subordonnée, le sens commun) et le savoir d'usage collectif ; le savoir professionnel diffus et l'expertise technique collective ; les savoirs militants individuels et les savoirs militants collectifs. Ces savoirs peuvent être préalablement constitués ou s'acquérir en participant, cette double logique étant valable pour tous les types de savoirs citoyens » : NEZ Héroïse, « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris », *Sociologie*, vol. 2, 4, 2011, p. 392.

419 THEVENOT Laurent, « Le régime de familiarité. Des choses en personne », *op. cit.*, p. 79.

discours qui constitue l'expertise référentielle. Il s'agit là d'un argument d'autorité – *argumentum ad verecundiam* pour Locke⁴²⁰ – sur lequel certains appuient leur opinion, déléguant de ce fait à l'autre, par la seule reconnaissance de sa haute autorité, la compétence de faire la preuve du patrimoine. Recourir à la figure de l'autorité représente une forme de légitimation qui permet de fonder son discours, de cautionner un point de vue particulier et de garantir la crédibilité de sa position. Si, selon Plantin, « celui qui invoque des autorités est un dogmatique⁴²¹ », il va surtout chercher dans le recours à l'expertise, au statut expert ou à la renommée de l'Autre, « une prévention favorable⁴²² » pour s'imposer dans les échanges sociaux.

2.1.1.1. « L'ingénieur de chantier » et « la femme savante »

Sur la scène du quartier, véritable espace d'expression, les polémiques autour des démolitions et des transformations urbaines ont conduit à des regroupements associatifs, à la création de comités de sauvegarde mais aussi à des rapprochements avec des représentants politiques, faisant émerger de l'anonymat des « acteurs non publics⁴²³ » comme producteurs alternatifs d'un savoir technique spécifique. « *J'allais à la pêche aux infos à droite à gauche et je distribuais les miennes [...] Je suis l'instigateur du coup d'État* » nous disait Monsieur F.⁴²⁴, président d'un comité de défense. Ces personnes sont les représentantes et les animatrices d'un pouvoir citoyen comme contre-pouvoir issu de la société civile par le fait d'une capacité à se placer en contre-expertise justifiant et renforçant les modes de contestation du pouvoir technocratique. Ils sont des acteurs porteurs de compétences et de savoirs dits « profanes » du fait d'être hors des institutions officielles, acteurs entrés progressivement dans le cercle des négociations et qui mettent en débat l'expertise légitime, faisant ainsi apparaître l'action publique comme un lieu de lutte entre savoirs concurrents. Ils y déploient des stratégies pour se construire une légitimité qu'ils ne possèdent pas de prime abord. Le terme « profane » est toutefois à relativiser au vu des savoirs professionnels spécialisés de la plupart de ces personnes désormais reconnues localement. En effet, leur domaine professionnel ou leur formation annoncent la maîtrise d'un savoir technique et l'expérience en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture...

420 Selon LOCKE d'après SCARANTINO Luca Maria, « Persuasion, rhétorique et autorité », *Diogène*, n° 217, 1, 2007, p. 33.

421 PLANTIN Christian, *op. cit.*, p. 94.

422 Selon ARISTOTE d'après PLANTIN Christian, *op. cit.*, p. 94.

423 Ces termes désignent « tout acteur ne disposant pas d'un statut d'intervenant légitime (élection, recrutement bureaucratique) dans la fabrication de l'action publique. Le terme renvoie donc aux représentants d'intérêts privés, syndicaux ou associatifs, aux membres de groupes d'intérêts organisés ou plus généralement relevant d'un mouvement social » : BRUZZONE Silvia, « La production de savoir comme mode d'articulation entre acteurs publics et non publics », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 3, n° 3, 2009, p. 531.

424 Entretien avec M. F. en date du 15 novembre 2006.

Apparaissent alors des liens entre pratiques militantes et activité professionnelle (présente ou passée) de ces acteurs non publics engagés. D'autres, malgré l'éloignement de leur spécialisation par rapport à ces domaines professionnels (professeur d'université, inspecteur des impôts, décoratrice et architecte d'intérieur), incarnent, dans les conflits patrimoniaux de la Libération, une forme d'autorité où « la figure du professionnel s'efface au profit de celle de l'intellectuel engagé dans la Cité⁴²⁵ ». Il convient de les nommer, les uns comme les autres, *experts non publics* pour les différencier des experts institués.

Quoi qu'il en soit, la figure de celui-ci s'impose à la faveur de situations conflictuelles. Plus encore, ces situations sont l'occasion de saisir la « dynamique qui fabrique l'expert⁴²⁶ » et qui met en exergue les enjeux sociaux de l'expertise citoyenne dans les conflits relatifs au patrimoine. D'ailleurs, le recours à la figure de l'expert non public ou, plus précisément, l'établissement de la preuve patrimoniale sur sa légitimité et sur le bien-fondé de ses interventions nous place face à l'enjeu particulier de l'autorité symbolique, enjeu inscrit dans des rapports de pouvoir.

« Pour les villas de caractère, on s'est joint à la dame, la grande dame blonde qui est architecte et décoratrice. Elle a fait ses classes aux Beaux-Arts. Donc elle connaît bien tout [...] Après, on avait des gens qui nous renseignaient. On avait un ingénieur de chantier qui étudiait tous les appels d'offres, on s'est blindé. Y en avait un qui s'y connaissait en marché de chantier. Y en avait une autre, elle a été prof à la faculté de Valrose. Moi je l'appelais la femme savante. J'étais en admiration devant elle, c'est une femme à qui on peut pas raconter d'histoires. Elle demande des preuves et elle sait quoi demander. Eux, c'est des gens cultivés, pas comme moi et les autres gens d'un milieu pas très élevé, ils savent ce qu'il faut faire de la Gare. » (Mme A.)

« Moi je suis rentrée dans ce combat par une femme qui s'appelle K. dont M.G. vous a déjà probablement parlé. Elle a été dans Don Quichotte et a fait tout le dossier pour la première demande de classement, elle me l'a dit [...]. Elle m'a beaucoup aidée, d'ailleurs on se téléphone assez régulièrement. Elle a tout à fait conscience de ce qui se passe et qu'il faut absolument appuyer sur la demande de classement. Elle, elle est professeur à l'École d'architecture de Versailles. Elle a été si séduite par la Gare du Sud ! C'est quelque chose qui

425 CHAMPY Florent, ISRAËL Liora, « Professions et engagement public », *Sociétés contemporaines*, n° 73, 1, 2009, p. 7.

426 BACKOUCHE Isabelle, « Devenir expert », *Genèses*, n° 70, 1, 2008, p. 3.

l'avait vraiment emballée, elle la trouvait extraordinaire. Elle avait combattu avec tout son savoir – et elle en a ! – puis s'était écartée de la lutte, très gênée par le contexte politique, on s'était emparé de son travail pour des batailles politiques. À ce moment là, elle avait pris le large, elle voulait que ça reste un combat pur, architectural. » (Mme D.)

« Une association formidable, c'est celle du Port et Monsieur B., en particulier je trouve qu'il fait un travail... Il est architecte. Il fait un travail absolument extraordinaire. On l'a vu plusieurs fois venir nous aider à la Gare du Sud. Il venait donner un coup de main aux gens mobilisés ici alors que c'est pas son quartier. » (Noëlle)

La question du savoir de l'Autre est au centre des énoncés, savoir sur lequel se fonde donc la reconnaissance de son expertise et, de fait, sa renommée. Dans le premier cas présenté, Mme A. signale son adhésion aux visions et son engagement auprès de personnes mobilisées et actives réunies en association⁴²⁷ ou agissant seules (« *la grande dame blonde* »). Elle s'instaure en personne ordinaire et fonde son argument sur la modestie en soulignant que le savoir est détenu par d'autres, clairement identifiés et connus localement, qui assurent ainsi le rôle de techniciens dans la conduite d'actions de sauvegarde. Dans ce cas, le recours à l'expertise de l'Autre fonctionne alors « moins comme une appropriation d'un savoir, fût-il vulgarisé, que comme un acte de ralliement à des personnalités faisant autorité⁴²⁸ ». Le deuxième cas constitue une démonstration de l'expertise et de l'investissement d'un acteur non public et de sa maîtrise du dossier de la Gare du Sud. Elle laisse envisager une source assurée de savoirs « techniquement » incontestables, propices à étayer l'argumentation des défenseurs de ce bâtiment. Dans tous les cas, ce qui est avancé met en avant la maîtrise et la connaissance des dossiers locaux et l'utilisation de savoirs spécifiques pour instruire le conflit et développer un savoir commun apte à démontrer le caractère patrimonial des deux entités architecturales. Le troisième exemple, quant à lui, laisse entendre le soutien inter-associatif, la mise en commun de savoirs militants et, de ce fait, le renforcement de l'expertise associative, bref, un fonctionnement en réseau comme le rapporte aussi Monsieur F.⁴²⁹ :

427 Elle fait référence à certains membres du comité de défense du jardin Thiole, de la place Général de Gaulle et du quartier de la Libération. Ce comité se compose de cinq personnes.

428 AMEY Patrick, « « L'énonciation profane » dans le débat sur l'énergie nucléaire en Suisse », *Langage et société*, n° 100, 2, 2002, p. 95.

429 Annexe 22.

« On a franchisé notre savoir et nos savoir-faire avec le comité de défense du port, avec B. à sa tête. Comme on a aidé d'autres comités de divers quartiers et projets, à la République, à Las Planas, devant Jeanne d'Arc ».

Certains citoyens localement engagés dans des conflits patrimoniaux, urbains plus largement, reçoivent donc d'autres le statut de personnes symboliques du fait de leurs savoirs spécifiques et de leurs compétences qui se posent en atouts dans les actions menées pour la sauvegarde de bâtiments (Gare du Sud et villas Belle Époque). Ce qui leur est reconnu, c'est leur particularité d'acteur, leur singularité dans l'action collective. Ce sont essentiellement des termes laudatifs (« *savante* », « *cultivés* », « *savoir* », « *champion* », « *incollable* », « *grand Monsieur* », « *fin connaisseur* », « *vrai professionnelle* »...), les références parfois approximatives aux formations éminentes, aux professions et spécialités de chacune de ces personnes proclamées expertes, qui sont utilisés pour faire valoir leur place élevée et la confiance qui leur est témoignée. Ces discours ne sont pas l'expression d'appropriations de savoirs mais plutôt celle d'une extension de prestiges – supposés rejaillir sur tous – suffisante à imposer l'autorité de ceux qui les possèdent et celle de l'opinion défendue. Désigner des experts citoyens, c'est avant tout leur reconnaître une forme d'autorité intellectuelle et se (re)placer dans leur sillage en personne ordinaire, dans l'anonymat actif. Ainsi, leur reconnaître l'expertise apporte la caution espérée pour fonder son opinion et son action et les inscrire dans celles d'un groupe, assurant alors leur épanouissement par le collectif.

Sans toutefois parler de renoncement à sa responsabilité personnelle, se rallier à des personnalités faisant autorité par leurs capacités d'expertise, c'est déléguer à des leaders le soin d'intervenir dans l'échange social et politique, tout en s'identifiant au groupe que ces leaders représentent. « *Moi, je parle pas dans les réunions du comité de quartier, y en a toujours qui lèvent le doigt. Non, non, je laisse la place à Michèle, ma voisine au-dessus, c'est elle qui sait ce qu'il faut dire, c'est elle la pro du patrimoine, elle défend l'avis des gens qui aiment ça.* » (Mme C.) C'est, au-delà, affirmer la primauté d'une appartenance groupale et d'une co-élaboration sur l'initiative individuelle. D'autant que, bien souvent, des co-énonciateurs sont introduits dans ces parties de discours ; le « *je* » s'efface alors devant un « *nous* », un « *on* » collectif et anonyme qui annonce la coopération sous la forme d'une compétence de réseaux fondée sur la structuration du savoir par mutualisation de savoirs individuels.

Il est intéressant d'entendre ces experts non publics, reconnus et désignés, parler de la considération et de la crédibilité que les personnes ordinaires leur accordent. Ils révèlent, comme dans les propos de Michèle, « *la grande dame blonde* », qu'il y a une véritable demande, une recherche de leurs savoirs et de leurs compétences.

« Vous voyez, j'ai eu un article dans Nice-Matin le 1^{er} novembre pour les villas, et ben ce matin j'ai une personne qui a téléphoné parce qu'elle a gardé cet article. Elle me téléphone pour autre chose, pour les chênes de la place Garibaldi. Y a d'autres personnes qui me téléphonent pour d'autres choses depuis. Ce sont des personnes qui ont vu que j'étais mobilisée pour quelque chose et qui m'appellent pour plein de choses. On m'a appelée pour l'arrière-pays. On m'a appelé même pour d'autres choses en France. Parce que dans l'article je parlais de mon parcours et de l'association nationale à laquelle j'appartiens. Il faut croire que des personnes découpent et gardent. Les gens sont extrêmement sensibles, je crois, à la protection du patrimoine aujourd'hui. » (Michèle)

La motivation des personnes qu'elle évoque est plutôt claire. Il s'agit de rechercher alliances et conseils susceptibles d'assurer la réussite d'une entreprise de sauvegarde dans laquelle elles s'inscrivent. Effectuer cette démarche, c'est avant tout identifier l'expertise d'un personnage non public et lui reconnaître une légitimité. C'est aussi lui reconnaître et lui accorder un rôle majeur dans la gestion de controverses publiques à propos du patrimoine. Ces sollicitations marquent l'intention. Elles reviennent à dire : *« je sais qu'il ou elle possède le savoir et les compétences »*. Elles participent d'une démarche globale de constitution d'un argumentaire, d'une défense qui pourrait peser dans les conflits patrimoniaux qui pointent ailleurs.

Chez nos informateurs, recourir à l'autorité des experts non publics reste le fait de personnes qui, sans forcément militer au sein d'associations, se disent tout de même engagées ou impliquées dans l'action patrimoniale et affirment partager les revendications de personnes ou de groupes actifs et visibles. Ce ne sont pas uniquement des membres du groupe 1 mais aussi des pratiquants très réguliers du quartier, soit qu'ils y travaillent, soit qu'ils y ont leurs habitudes (marché, famille, fréquentations). Appelons-les *les familiers*. Ce sont des personnes ordinaires dont la position d'expert-profanes dans l'action patrimoniale est définie par la relation à l'objet ou aux objets en périls (Gare et villas et plus largement au quartier) mais aussi par la connaissance de leur actualité et de ceux qui la font, à celle de leur passé, par la maîtrise d'informations relatives au contexte conflictuel dans lequel ces objets sont inscrits, aux démarches des groupes ou des personnes auprès desquels elles s'engagent. En d'autres termes, l'expertise profane se fonde sur l'exercice motivé d'une activité de connaissance (apprentissage, stockage, manipulation) qui accompagne la relation affective à l'objet forgée dans le temps – temps garant de la familiarité,

de la proximité, voire de l'intimité entre soi et cet objet. Elle s'offre alors au chercheur sous la forme d'une « passion cognitive⁴³⁰ », une passion prise dans « l'activité connaissante⁴³¹ ».

Si, « chez l'expert, une compétence se mue en autorité sociale⁴³² », appuyer son argumentation sur cette compétence sert simultanément à légitimer la véracité de son opinion et à faire la preuve, irréfutable, du caractère patrimonial démontré et défendu par cette personne désignée experte. Ainsi, dans un contexte de conflit patrimonial, l'expertise de la personne ordinaire quant à la caractérisation d'un patrimoine s'établit aussi sur sa capacité à identifier, reconnaître et faire appel à l'autorité d'une source incarnée par ces experts non publics. Autrement dit, le recours au « sophisme de l'autorité », tel que formulé par Locke, est une compétence profane d'authentification patrimoniale fondée sur le partage, une stratégie rhétorique qui permet d'en plaider la véracité sans devoir la justifier par tout autre argument centré sur l'objet.

2.1.1.2. L'expertise officielle : « *le ministre l'a dit* »

C'est également ce qui se joue dans le recours à l'expertise officielle. De la même façon, les informateurs font écho à des voix supposées garantir l'autorité et la crédibilité de leur position ou s'abritent derrière des figures emblématiques, fonctions ou statuts qui cautionnent leur énonciation de non spécialistes ou d'experts profanes. « Faire parler l'Autre, c'est s'abriter derrière son autorité⁴³³ », notamment quand il s'agit d'une voix émanant du ministère de la Culture et qu'en termes d'expertise patrimoniale et de pouvoir institutionnel il n'y a pas plus haute autorité⁴³⁴.

« La mairie ne voulait pas nous entendre pour la Gare du Sud. Il a bien fallu se rendre à l'évidence. C'est le ministre qui a fait plier. Vous savez, il paraît qu'au ministère jamais on a reçu autant de lettres pour quelque chose, quelque soit en France, pour un bâtiment quel qu'il soit en France. C'est le

430 Cet intitulé, un peu énigmatique au premier abord, est très bien défendu par ses auteurs dans un article ouvrant des perspectives fort intéressantes pour étudier en particulier ce que David Le Breton, par exemple, appelle les « passions ordinaires ». La question patrimoniale, notamment celle du patrimoine comme phénomène social, pourrait être abordée par le prisme de cette notion de « passions cognitives » pour apporter un éclairage supplémentaire au sujet de l'expertise profane des personnes ordinaires, de ses enjeux individuels autant que sociaux et politiques. Pour une approche des « passions cognitives », se référer à l'article de ROUX Jacques, CHARVOLIN Florian, DUMAIN Aurélie, « Les « passions cognitives » ou la dimension rebelle du connaître en régime de passion », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 3, n° 3, 2009, p. 369-385.

431 BARBE Noël, « Actions patrimoniales », *Les nouvelles de l'archéologie*, n° 93, 2003, p. 6.

432 DE CERTEAU Michel, *op. cit.*, p. 20.

433 AMEY Patrick, *op. cit.*, p. 96.

434 Annexe 23.

responsable du cabinet du ministre qui m'a dit ça, je suis restée avec lui quand le maire parlait au ministre. Un ministre, ça va ça vient, un jour à la culture, un jour à l'agriculture. Tandis que les gens qui sont là, ce sont des gens qui connaissent bien le secteur et le patrimoine. [...] Ces gens-là du ministère ils m'ont dit que la mobilisation générale, avoir des élus de tout bords et une population sans compter les gens de l'extérieur qui se sont mobilisés également, c'est quand même quelque part valable. » (Michèle)

« Quand le ministre a traversé la voie pour regarder cet ensemble, il a bien mis en exergue les immeubles à dômes qui faisaient un ensemble. C'est ça qu'il a retenu. La Gare pour lui c'était évident de la conserver mais façade plus verrière mais aussi parce qu'elle fait partie d'un ensemble, il l'a dit, un ensemble à ne pas dénaturer. » (Mme Bo)

« J'ai su que le ministre de la Culture était descendu pour voir la Gare et discuter, tu sais ils voulaient la déplacer... Ben il a dit qu'il fallait pas la toucher, la garder et remettre la verrière que l'autre il a déjà fait enlever. Mais c'était sûr, un ministre il se déplace pas pour rien ! Ils sont bien embêtés les autres là avec l'argent qu'ils ont dépensé ! » (Corine)

La question n'est plus tant ici celle du savoir de l'Autre que sa légitimité de fait. L'expertise n'est pas émergente comme pour celle des experts non publics, elle est associée à la fonction ministérielle par un rapport de contiguïté, un rapport métonymique en quelque sorte. « La reconnaissance de la légitimité de l'expert est synonyme d'acceptation, par la communauté à laquelle il s'adresse, de critères qui fondent une norme qui dorénavant s'imposera à tous⁴³⁵ ». L'institution est ici appelée comme instance de légitimation. Au travers de cette référence, les informateurs justifient, le caractère patrimonial de la Gare du Sud qu'ils fondent sur l'authentification patrimoniale institutionnelle, sur la conception patrimoniale considérée comme dominante. Autrement dit, ils assurent le statut de Monument historique à ce bâtiment et, par cette finalité officielle, ils affichent en même temps leur réussite dans le conflit patrimonial.

Avoir recours à cet argument d'autorité, c'est donc affirmer sa supériorité symbolique sur les pouvoirs publics locaux, démontrer que l'on avait raison. D'ailleurs, le rappel de propos émanant des plus hautes instances patrimoniales s'accompagne très souvent de propos discriminant les décideurs et aménageurs locaux. L'argument d'autorité a une fonction sociale

435 BACKOUCHE Isabelle, *op. cit.*, p. 2.

déterminée. Celle-ci consiste en une affiliation sociale positive, un acte d'identification qui conduit au renforcement de l'estime de soi et à la valorisation du groupe auquel on appartient.

2.1.2. La proximité et l'expertise patrimoniale non institutionnelle : entre transmission et contagion

Dans notre démarche, « l'activité patrimoniale n'est pas spécifiquement envisagée comme déterminée par une forme de groupement – l'association – [...] »⁴³⁶, il faut aussi la concevoir comme définie par un processus d'implication d'acteurs non mobilisés, d'anonymes, qui participent pourtant à la construction du système d'action et à l'action elle-même. Ce processus conduit à une structuration sociale de et dans la situation de conflit. La constitution du collectif nécessite la mise en capacité de certains individus et de leur expertise profane pour que, par un processus de passation, des savoirs circulent, comme une mise en preuve patrimoniale dont le but est d'obtenir l'adhésion du récepteur sous une forme ou une autre. Certaines personnes donc, interviennent comme autant d'agents de transmission dans l'élaboration d'une légitimité qui se fonde sur le jugement et la reconnaissance du savoir par le collectif.

La transmission est ce processus qui, comme le dit Marie Treps, consiste à « faire passer quelque chose à quelqu'un »⁴³⁷. Nous l'envisageons ici comme une chaîne, une dynamique délicate aux mécanismes complexes qui, outre les interférences, les adversités et autres entraves, répand en un legs un message d'une pensée à une autre. « [...] Elle représente l'instrument par excellence de la continuité sociale »⁴³⁸. Sur le terrain de la Libération, l'objectif de la transmission d'un savoir particulier sur la Gare est de mener à l'affirmation du groupe et de son opinion sur la scène politique et sociale. Communiquer se fait alors mode de justification et la teneur du message, argument. Si l'adhésion est effective, que la transmission a interpellé le récepteur, alors une épidémiologie peut s'envisager. Selon Dan Sperber, une épidémiologie des représentations se fonde sur « deux classes de processus pertinents : les processus intra-individuels de la pensée et de la mémoire, et les processus interindividuels dans lesquels les représentations d'un individu affectent celles d'autres individus par le moyen de modifications de l'environnement physique qui leur est commun »⁴³⁹. La contagion se définit plutôt comme la continuité sociale avérée par le partage de la représentation, c'est-à-dire lorsque « les représentations mentales de plusieurs

436 TORNATORE Jean-Louis, « Les formes d'engagement dans l'activité patrimoniale. De quelques manières de s'accommoder au passé », *op. cit.*, p. 523.

437 TREPS Marie, « Transmettre : un point de vue sémantique », *Ethnologie française*, vol. 30, n° 3, 2000, p. 362.

438 CHORON-BAIX Catherine, « Transmettre et perpétuer aujourd'hui », *Ethnologie française*, vol. 30, n° 3, 2000, p. 357.

439 SPERBER Dan, *La contagion des idées*, *op. cit.*, p. 87.

individus sont assez semblables les uns aux autres pour être considérées comme des versions les uns des autres⁴⁴⁰ ».

Ce qui nous intéresse ici, comme Dan Sperber l'a clairement posé dans « la contagion des idées », c'est davantage la distribution de la représentation que la représentation elle-même, et le rôle de certains acteurs dans sa diffusion. Toutefois, si cette distribution est possible, c'est qu'elle s'appuie tout à la fois sur une expertise de proximité et sur une proximité de l'expertise.

2.1.2.1. Se faire expert auprès de la population

2.1.2.1.1. Transmettre pour sensibiliser

Les conflits patrimoniaux exigent et organisent la constitution – stratégique – d'un rapport de force qui nécessite avant tout l'élargissement de la base du collectif pour peser dans le conflit face aux autres. Sur le terrain de la Libération, les initiatives ont été nombreuses où les habitants mobilisés autour du devenir de la Gare du Sud se sont fait les porte-parole de sa cause. Que ce fut dans des actions de rue telles les signatures de pétitions ou dans des sociabilités du quotidien, certains se sont institués promoteurs du groupe défavorable à sa disparition en s'assignant un rôle de sensibilisation et de formation de l'opinion publique, de « concernement du public⁴⁴¹ ». Monsieur F., président d'un des comités de défense très actif au sujet de la sauvegarde de la Gare du Sud, nous confiait que « *des gens hors comité venaient aider à faire signer et à parler aux gens sur le marché, comme quoi on n'était pas qu'une petite poignée à être concernés* ». Partons alors du principe énoncé par Patrick Melé selon lequel « les habitants mobilisés entrent dans le conflit avec leur vision du monde et parce que leur vision du monde les amène à considérer comme possible et pouvant porter ses fruits le type de mobilisation qu'ils mettent en œuvre⁴⁴² ».

« J'ai fait remarquer à des clients récemment la variété de détails sur la Gare. Les influences parisiennes, ce caractère industriel majestueux très représentatif de l'époque, hétéroclite c'est sûr, très travaillé. Les gens ne font pas attention. Mais ce monsieur m'a dit : "oh la la, mais maintenant je vais la regarder. Effectivement vous avez raison, c'est très beau, il faut la garder". Et si vous voulez, nous on s'est battu – je dis "nous" parce qu'on était quand même quelques-uns – pour se battre pour cette cohérence, pour conserver cet ensemble [...] Moi je crois sincèrement à la mobilisation. » (Michèle)

440 SPERBER Dan, *La contagion des idées*, op. cit., p. 113.

441 MELÉ Patrice, « Introduction : conflits, territoires et action publique », op. cit., p. 8.

442 *Idem*, p. 6.

« Ce qui m'a frappée c'est que j'avais l'impression d'arriver à changer leur regard. Ils arrivaient et ils disaient : ouais, bon, cette Gare... Je leur montrais. Je leur faisais regarder, je leur expliquais et puis ils disaient : ça a de l'allure, c'est vrai que c'est beau. Je faisais signer des pétitions, ils signaient la pétition et en partant ils disaient : ben, c'est vrai dans le fond, j'ai jamais bien regardé. Et ça je trouvais que c'était une victoire. » (Mme D.)

« Moi, quand j'ai des informations, je les relaye aux gens. Au marché ou dans les petites courses dans le quartier, des gens que je connais je leur dit : "alors vous avez vu pour la mairie il se passe ça et ils vont faire ça, il faut se battre ! Il faut se battre, il faut aller aux réunions, il faut regarder la Gare, il faut dire, on peut pas rester comme ça". Et puis je leur dis que c'est du patrimoine et qu'on va leur démolir. J'explique l'architecture, l'histoire du train des pignes, j'écoute et je retiens, comme ça après je raconte. » (Mme C.)

Sur le terrain de la proximité, surtout chez les plus impliqués comme les experts non publics, la preuve ne se fait pas, dans un premier temps, dans la critique des projets de démolition ou de déplacement mais privilégie l'exposition de valeurs et qualités reconnues à la Gare. Ce qui permet certainement d'éviter les incidents diplomatiques. Cette véritable transmission s'appuie sur des savoirs et savoir-faire acquis au cours d'un « processus « d'expertification »⁴⁴³ ». Ce dernier s'envisage comme un mélange qui s'est effectué dans la durée entre acquis de formation professionnelle, d'activité patrimoniale et/ou politique, d'intérêt passionné, d'expérience des lieux et plus largement du quartier, de celle de l'activité ferroviaire révolue, etc., soit un alliage dont l'inégal dosage selon les porteurs s'estompe partiellement sous l'effet de la mise en commun des savoirs. Ce savoir est une construction de proximité qui implique la fréquentation, des pratiques répétées de l'environnement physique et social. Il semble constituer une mémoire des lieux.

La proximité s'envisage nécessairement dans un « régime de familiarité⁴⁴⁴ » avec les lieux, les objets et les personnes qui sont dans un régime de familiarité plus ou moins semblable ; finalement, dans un ajustement efficace du milieu et au milieu. Ainsi, comme le signale Jean-Louis Tornatore, « la proximité avec un objet du passé ou avec ce qu'il représente (les valeurs de la valeur) donne, sans présumer de son expression, une capacité à s'en faire le porte parole,

443 LOCHARD Yves, SIMONET Maud, « Les experts associatifs, entre savoirs profanes, militants et professionnels », in DEMAZIÈRE Didier, GADÉA Charles (Éd.), *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*, Paris, La Découverte, 2009, p. 277.

444 THEVENOT Laurent, « Le régime de familiarité. Des choses en personne », *op. cit.*

à engager une action visant sa mise en valeur⁴⁴⁵ ». La plaidoirie publique, intime dans son inter-individualité restreinte – il ne s’agit pas de s’adresser à la foule mais de façon particulière et privilégiée aux individus qui la composent – s’impose alors comme un savoir-faire militant et pas seulement associatif qui se fonde essentiellement sur des savoirs d’usage⁴⁴⁶ tout autant que techniques.

Dans la narration de leur rôle d’experts locaux actifs et agissants⁴⁴⁷, les informateurs laissent envisager une sur-activation de certains des éléments mobilisés au cours de la communication. Autrement dit, il semble que la démarche revendicative les ait conduit à recourir, dans leurs actions de sensibilisation, à la transmission de connaissances essentiellement historiques, architecturales et esthétiques spécifiques à la Gare comme autant d’éléments valorisés et proposés à la centralité de la représentation publique de l’objet. Dans le temps relativement court de l’échange, l’utilisation d’une expertise plus ou moins fine et spécialisée du fait de sa profession, de son intérêt ou de sa passion, de son engagement, conduit à la sélection, dans son savoir, d’éléments susceptibles d’avoir un impact fort sur le récepteur. Nous avons vu, à ce sujet-là, l’importance accordée à communiquer sur les impacts de bombes. La mise en perspective particulière de ces éléments est avant tout orchestrée par les intérêts de l’énonciateur et du groupe auquel il appartient et dont il défend les positions vis-à-vis de la Gare. Les savoirs transmis par l’expert à propos de la Gare du Sud et qu’il expose deviennent des éléments d’argumentation, constituant à ses yeux ce que Laurent Thévenot appelle une « qualification probatoire »⁴⁴⁸.

Quand il communique, l’expert de proximité « produit une perturbation dans l’environnement destinée tout d’abord à attirer et retenir l’attention d’un destinataire, puis à donner à ce destinataire les moyens de construire une représentation mentale semblable à celle qu’il voulait transmettre⁴⁴⁹ ». Ainsi, l’argumentation mise en place – telle qu’elle nous a été rapportée ou telle qu’observée sur le terrain – consiste à poser l’essentiel, le percutant, sous la forme d’une base qui donne à l’interlocuteur la possibilité d’envisager le caractère patrimonial de la Gare en l’exposant à sa perception, le but premier étant de l’interpeller. Cela nécessite, en effet, bien souvent l’implication de son regard, d’un effort qui le conduit à se faire le témoin de la « réalité » qui lui est narrée, de se rendre compte par lui-même. L’impliquer physiquement c’est

445 TORNATORE Jean-Louis, « L’esprit du patrimoine », *op. cit.*, p. 112.

446 « S’appuyant sur l’expérience et la proximité, ils se réfèrent à la connaissance qu’a un individu ou un collectif de son environnement immédiat. Ce savoir local donne aux habitants une fine connaissance des usages et du fonctionnement permanent de leur territoire » : NEZ Héloïse, *op. cit.*, p. 392.

447 « En situation argumentative, les locuteurs sont fréquemment tenus de valoriser leur personne afin de s’auto-légitimer » : PLANTIN Christian, *op. cit.*, p. 94.

448 THEVENOT Laurent, « Le régime de familiarité. Des choses en personne », *op. cit.*, p. 79.

449 SPERBER Dan, « L’individuel sous influence du collectif », *La Recherche*, n° 344, juillet-août 2001, p. 33.

lui permettre, avec les nouveaux éléments qu'il possède, de se faire le seul juge et, autant que faire se peut, juge du caractère patrimonial de l'édifice. Mais c'est aussi quelque part lui faire croire à l'autonomie de son jugement.

Ce que ces personnes nous expliquent, c'est la façon dont elles ont conduit leurs interlocuteurs à changer leur regard. Si « un message peut initier une transformation⁴⁵⁰ » – sous entendu, de la représentation –, le message est, dans cette situation particulière, tout à la fois ce qui est entendu et ce qui transite par la vue ainsi que toutes les informations contextuelles filtrées. C'est cela le changement de regard, ce que l'interprétation du message comme genèse perceptive et expérientielle vient modifier de l'environnement. Ainsi, la Gare a pu, au cours de certaines de ces transmissions de savoirs, passer du statut d'objet du passé à celui de patrimoine par adhésion au message transmis. L'investissement patrimonial est, dans ces circonstances, l'aboutissement d'une « croyance réflexive⁴⁵¹ », c'est-à-dire d'une interprétation et d'une appropriation de la représentation publique présentée par celui qui s'est fait expert de proximité. Finalement, accepter en quelque sorte l'héritage du savoir, c'est devenir un nouveau dépositaire, un nouveau bénéficiaire de la mémoire collective attachée à la Gare, et participer, de ce fait, à son développement et à son entretien.

Il peut se faire, qu'à son tour, le récepteur d'un acte de transmission devienne un transmetteur comme nous avons pu le constater chez certains informateurs comme Madame C., ne serait-ce que dans le cadre de discussions familiales ou amicales : « *ah oui, ça j'en ai parlé autour de moi ! Les réunions par exemple, c'est bien pour s'informer. Après... parce que moi j'ai des amis, voyez ? Alors on en parle. On se raconte ce qu'on a entendu* » (Mme P.). Toutes les deux, sur le terrain de leur vie quotidienne, sont devenues des agents actifs du processus de continuité en transmettant à leur tour, en d'autres termes, des « sociotransmetteurs⁴⁵² ». Transmission rime, nous le voyons bien, avec responsabilisation des individus vis-à-vis de la Gare et dans le conflit patrimonial.

450 GAFFIÉ Bernard, « Confrontations des représentations sociales et construction de la réalité », *Journal International sur les Représentations Sociales*, vol. 2, n° 1, août 2005, p. 12.

451 SPERBER Dan, *La contagion des idées*, op. cit., p. 123.

452 CANDAU Joël, *Mémoire et identité*, op. cit.

2.1.2.1.2. *La perception des émotions dans la contagion de la pensée patrimoniale*

Dans un article de 1987, Colette Pétonnet disait qu'« il suffit d'un instant pour que les hommes échangent ou partagent jusqu'à leurs convictions. La parole qui jaillit dans l'espace public est rarement anodine, et c'est un truisme de dire qu'il n'est pas même besoin d'elle pour que la communication s'établisse et s'expriment les sentiments⁴⁵³ ». Une piste paraît importante dans la contagion de la pensée patrimoniale, c'est celle de la sympathie pour les acteurs (les narrateurs) qui peut naître, chez les destinataires, de la congruence perçue entre les expressions émotionnelles et « l'histoire » racontée⁴⁵⁴. Même si dans les exemples que nous avons choisis, le contenu de la narration n'est pas orienté vers la situation à proprement parler du narrateur, à ce qu'il traverse comme « épreuve », il n'empêche que les émotions qui le parcourent au cours du plaidoyer – produit du contexte conflictuel le plus souvent connu des personnes interpellées – restent saisissables durant le processus interindividuel de communication. Ainsi, ces situations de sensibilisation du public, très souvent réduites au face à face, ne peuvent être entendues seulement comme une recherche de sympathisants mais bien comme une mise en sympathie relevant d'une démarche intentionnelle de production d'un effet.

Ces exemples permettent de souligner le rôle majeur, pour grossir les rangs des sympathisants, de la transmission de savoirs sur la Gare – qui, on s'en rend bien compte, dépasse le seul fait de la parole – sous la forme d'un plaidoyer en proximité. Ce que nous tentons de dire, c'est que le narrateur a une chance supplémentaire de provoquer chez l'autre une attitude de sympathie en l'interpellant physiquement dans l'espace public (ou semi-public pour les magasins) plutôt que s'il le faisait par téléphone par exemple, parce qu'il le place en capacité de reconnaître son état émotionnel (du fait de la passion qui porte le discours par exemple). La perception des expressions émotionnelles dans le champ de la communication en action patrimoniale tient une place non négligeable dans la contagion de la pensée patrimoniale et dans le développement du lien social autour de l'objet qui suscite l'émotion.

Cette idée peut être soutenue, mais nous ne le développerons que peu ici, par le nombre assez important de références à l'état émotionnel – perçu – d'un Autre qui sert systématiquement d'assise à une mise en preuve de la valeur patrimoniale de l'objet. La manifestation publique de la tristesse par les pleurs ou les événements tragiques imputés aux projets de démolition, qu'ils concernent la Gare ou les villas Belle Époque de la rue Théodore de Banville, est un argument récurrent de la raison patrimoniale.

453 PÉTONNET Colette, « L'anonymat ou la pellicule protectrice », *op. cit.*, p. 255.

454 DECETY Jean, « L'empathie est-elle une simulation mentale de la subjectivité d'autrui ? », in BERTHOZ Alain, JORLAND Gérard (Éd.), *L'empathie*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 77.

« La nouvelle mairie... On n'a pas compris quand on a vu le nouveau projet sans la façade... Les gens se sont beaucoup intéressés à l'avenir de leur quartier. Et y en a qui pleuraient, ils disaient : on veut pas que ce soit démolì, c'est trop de souvenir. » (Mme A.)

« Y a une villa qui appartient à la mairie et une villa qui appartient à des particuliers. Ils voulaient pas partir, la dame est née là-dedans, c'était la villa de la grand-mère. Venez la voir. Ce qu'ils ont pleuré ces gens ! » (Mme C.)

« (En parlant de la Gare du Sud) J'ai vu un Monsieur pleurer en me disant : mais c'est ce qui me relie à ma mère, à ma grand-mère ! Je ne veux pas qu'ils démolissent ça ! » (Noëlle)

« Monsieur X, il est mort du souci qu'il s'est fait pour sa villa. Il a toujours été là, toute sa famille, toute son histoire elle était là ! » (Michèle)

« On m'a dit que des gens pleuraient parce que la Gare allait disparaître ! Tu te rends compte en arriver là ? Enfin, quand les gens pleurent, c'est que c'est sérieux quand même, non ? » (Corine)

Derrière les larmes, des tragédies personnelles semblent se jouer. Ces pleurs qui signalent la peur de la perte et participent du récit intime prennent, dans l'espace public, une dimension dramatique conduisant à l'implication émotionnelle de ceux qui les voient mais aussi, dans une autre mesure, de ceux qui en ont entendu parler. Que ce soit dans des énoncés naturels – les pleurs ont été constatés – ou intentionnels – *« on m'a dit que »* – comme distingués par Joël Candau⁴⁵⁵, les manifestations physiques de l'émotion suscitée par l'annonce du basculement prochain de la Gare ou des villas constituent la référence absolue en termes d'impact. Ces « mises à l'épreuve » individuelles, ces réactions émotionnelles d'un soi ressentant et les raisons personnelles qui en sont la cause s'envisagent chez nos informateurs comme autant d'arguments martelés pour faire la preuve du caractère patrimonial de la Gare ou des villas. Le degré de l'émotion mesurée chez ces autres au travers des pleurs est l'indicateur ultime (en termes de visibilité) de l'attachement à l'objet et de sa fonction identitaire. Il semble de ce fait donner un ton solennel au discours patrimonial. Plus l'émotion est perçue comme étant forte et

455 CANDAU Joël, « Pourquoi ne pouvons-nous pas nous passer des rhétoriques holistes ? Une perspective naturaliste », *op. cit.*, p. 130-131.

partagée, plus l'objet pour lequel les personnes pleurent se voit investi par ceux qui y assistent de sens patrimonial. Les pleurs relatifs à la perte envisagée attestent, pour l'homme ordinaire qui les saisit, la véracité de cette valeur. En tout cas, les évoquer est un bon moyen d'en tenter la démonstration et de susciter l'empathie nécessaire dans ce cas à la contagion de la pensée patrimoniale. L'information peut ainsi être relayée par ceux qui l'ont reçue et y ont été sensibles. C'est effectivement le cas de Corinne.

Ce sont autant de situations de crise identitaire que ces énoncés accusent. Mais la crise identitaire dont il est question est bien subjective, elle se rapporte aux rapports d'un individu à l'objet dont la disparition prochaine a été annoncée. La crise vient du fait que dans la projection de la perte, chacune des personnes concernées envisage l'altération d'un aspect de sa construction identitaire. C'est le fait de ces constatations multiples qui donne à cette crise identitaire sa dimension collective. Toutefois, ces énoncés, du moins leur utilisation, signalent encore ici, le glissement de la notion de patrimoine culturel du collectif dans le domaine privé. Ce que nous voulons dire, c'est que l'emploi de tels arguments, forts, renforce l'idée que la caractérisation patrimoniale – pour ne pas dire le patrimoine – ne se fonde plus tant sur l'émotion collective que sur le partage d'émotions similaires mais qui n'ont pas le même motif d'un individu à l'autre, la peur de la perte renvoyant chacun à sa propre histoire, à sa propre expérience.

2.1.2.2. Exposition photographique et investissement patrimonial

À l'automne 2004, l'exposition de photographies⁴⁵⁶ prises par Jacqueline, photographe rue Diderot, n'est pas passée inaperçue. C'est ce que laisse entendre le nombre important de références qui y sont faites au cours des entretiens. Elle répondait, en quelque sorte, à une commande, plutôt une demande de Madame Ch., membre du « comité de quartier Nice Quartier Thiole » et du conseil de quartier. Cette personne, très engagée dans le projet de nouvelle mairie auprès du sénateur-maire, nous avait alors indiqué que cette future installation pouvait, seule, « *sauver le quartier* ». Le maintien du bâtiment des voyageurs de la Gare du Sud auquel elle était, effectivement mais pas farouchement, opposée, focalisait toute les attentions. Le conflit patrimonial autour de ce bâtiment occultait, pour elle, ce qu'était véritablement le patrimoine du quartier. Le but de ce projet d'exposition était de laisser, selon ses propres termes, « *un souvenir durable* » et de révéler les « *splendeurs de l'architecture et du patrimoine du quartier* ». Le succès de cette exposition locale tient à sa grande visibilité du fait de l'accrochage des photos dans trois lieux successifs : une salle de la mairie annexe, la salle d'attente d'une banque du

⁴⁵⁶ Les photographies de l'exposition sont visibles dans la « Galerie » à « Nice quartier Libération Thiole » en suivant le lien suivant consulté le 12 novembre 2012 : <http://www.photimega.com/espace/v3.php?pid=guerard>

quartier ainsi que la salle de dégustation de café de la Maison Arabo, une institution très fréquentée par la population niçoise. Madame Ch. était aidée dans la préparation de l'exposition par l'une des employées de cette boutique, Madame N.⁴⁵⁷. L'information, nous expliquait cette dernière, a circulé par le biais d'un affichage chez les commerçants du quartier, par la presse, la radio et la télévision locale.

« À l'expo sur l'architecture et le patrimoine à la mairie annexe il y avait des photos magnifiques, j'étais très émue parce qu'il y avait un regard, vous voyez, la personne qui avait fait ça avait un sens artistique énorme. C'était des tas de petits détails des choses qu'on voit tout les jours, des fois on passe devant on les voit pas, là elle a tout su mettre en relief. On découvre tous les jours, tiens là y a un petit pignon, y a un petit machin, sur les toits y a des trucs... C'est pittoresque, c'est original, c'est du petit patrimoine partout. J'aime pas les façades régulières. » (Mme R.⁴⁵⁸)

« Je suis allée voir une exposition l'année dernière sur le patrimoine, ça m'a un peu... bouleversée. J'ai découvert certains détails que je ne connaissais pas et surtout l'importance d'une prise de photo et l'impact que ça peut avoir. Ah ben l'impact sur moi déjà, c'est que maintenant je lève les yeux, je regarde volontairement. Ce quartier a vraiment de la valeur, en tout cas je m'en rends plus compte maintenant. » (Mme Bo.)

Quant à Madame N., voilà ce qu'elle rapportait à propos des visiteurs de l'exposition.

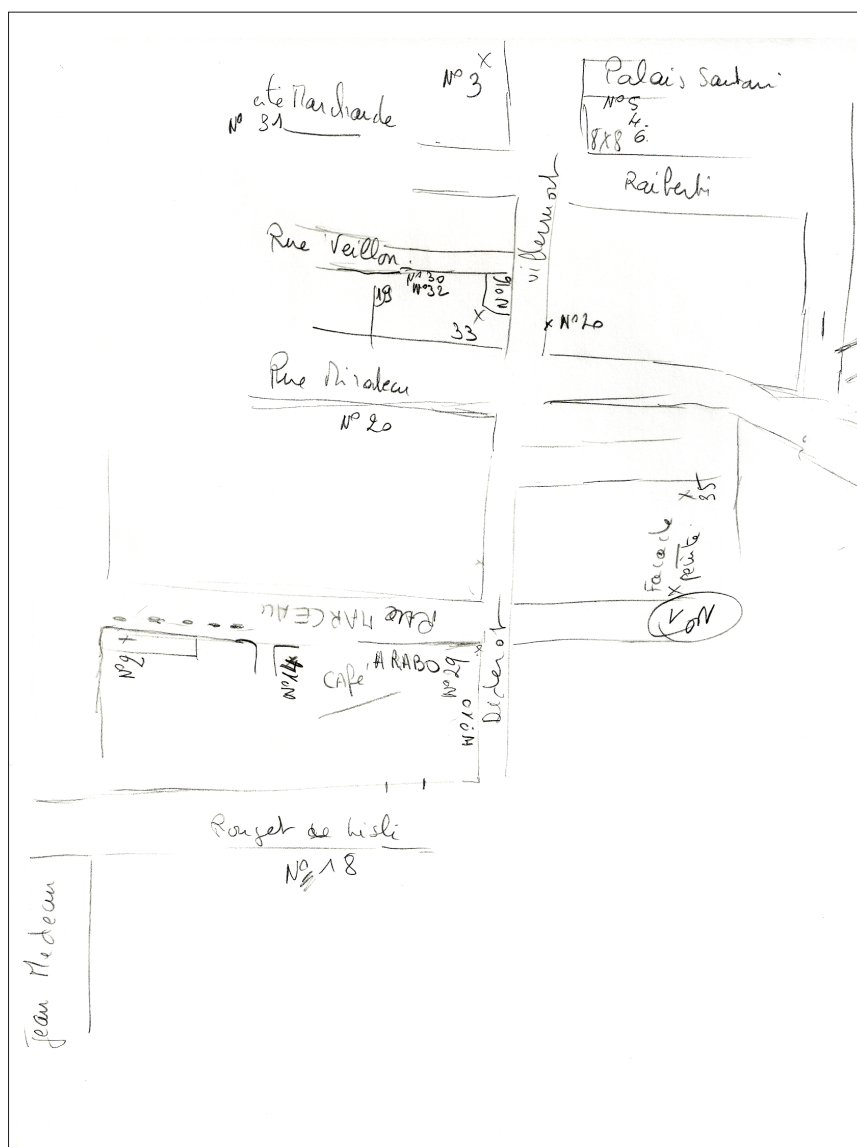
« On a été surpris. Les gens revenaient ! Ils ont été touchés à tel point qu'ils allaient chez la photographe se faire tirer des clichés pour accrocher chez eux ou des cartes postales pour envoyer à leurs enfants pour leur dire "tiens, regarde, ça a été photographié, c'est là où tu étais quand tu étais petit". Les gens ils se sont soudain rendu compte qu'on a un patrimoine formidable dans le quartier. Pour moi, c'était une façon d'éduquer, de faire prendre conscience qu'on a de belles choses... Tu vois, quand on parle d'arrêt sur image, il y a un sens figuré qui est important, c'est que ça t'oblige à faire une pause et à prendre conscience, que tu as ceci, cela dans ton quartier, la

457 Première rencontre Mme N.

458 Entretien du 12 mai 2005 avec Mme R., habitante du quartier depuis 23 ans.

preuve, tu passes tous les jours devant et maintenant tu vas le voir. »

Les photographies exposées s'envisagent comme autant de productions publiques telles que décrites par Sperber. Elles induisent une modification de l'environnement par le fait d'un changement d'angle de vue, une confrontation au jamais observé ou jamais saisi, qui peut, à son tour, engendrer chez les visiteurs la construction d'une représentation mentale proche de celle du photographe. Cette similarité de contenu est assurée par la représentation publique « entre une de [ses] causes mentales dans l'esprit du communicateur et un de [ses] effets mentaux dans l'esprit du destinataire⁴⁵⁹ ». D'ailleurs, les discours des informateurs sont très proches de celui de la photographe.



ill.78 : Carte mentale de Jacqueline construite à partir des éléments photographiés

459 SPERBER Dan, *La contagion des idées*, op. cit., p. 139.

« Quand je vois la rue Veillon par exemple, aujourd'hui en architecture, on ne fait pas le quart de ce qui se faisait avant. On n'a plus ce plaisir des yeux aujourd'hui. C'était pour ça l'exposition. Pour montrer ce fabuleux patrimoine dans le quartier, dans les petites choses qu'on côtoie tous les jours mais qu'on ne voit pas. » (Jacqueline)

L'expertise n'est pas ici celle d'une personne ordinaire propre à ses savoirs d'usages ou militants mais bien celle d'une professionnelle et de ses savoirs et savoir-faire techniques. Même si Jacqueline n'est pas une spécialiste certifiée du patrimoine, même si elle n'a pas d'outils lui permettant de juger professionnellement de ce qui est ou n'est pas patrimoine, même si elle ne connaît pas les « critères » définis institutionnellement qui attribuent et délimitent la véracité patrimoniale, sa formation, sa culture et son œil de photographe, sa personnalité l'engagent dans une sélection qu'elle juge recevable jusqu'à la rendre publique. Son expertise se situe là où sa maîtrise technique et son expression artistique, son talent finalement, lui permettent de restituer le plus fidèlement possible sa représentation du patrimoine du quartier par la médiation de clichés. L'exposition de ce point de vue expert sur le patrimoine architectural de la Libération a entraîné une sorte de contagion du fait du partage d'une nouvelle représentation du patrimoine du quartier 1) avec celle de l'expert, 2) par plusieurs individus, participant ainsi à l'élaboration de leur conception patrimoniale. En retour, l'adhésion des visiteurs au regard de la photographie participe à le légitimer.

2.2. Pratiques physiques, marquage symbolique : quand faire c'est dire

C'est de l'engagement du corps sur la scène publique locale dont il s'agit, ou plutôt, de ce que les corps y font et du marquage de l'espace comme « écriture en acte(s) des textes socio-spatiaux, inséparable des inégalités et conflits d'appropriation qu'elle recouvre⁴⁶⁰ ». Nous avons commencé à l'aborder dans sa forme stratégique avec la question de l'expertise de proximité. Que peut nous apprendre le rôle de cet engagement dans le marquage de l'espace sur la conception patrimoniale, du moins sur les formes d'investissement de sens patrimonial ? Le corps est implicitement évoqué dans l'action volontaire, celle qui est faite pour être vue, pour marquer les lieux et les esprits dans le temps du conflit patrimonial ; c'est le corps qui signe l'appropriation. Tandis qu'il est plutôt fortement visible dans la soumission de ses trajectoires à l'environnement, dans ses embardées cheminatoires pour éviter la Gare, marquée et de ce fait appropriée par d'autres.

460 RIPOLL Fabrice, « Réflexions sur les rapports entre marquage et appropriation de l'espace », in BULOT Thierry, VESCHAMBRE Vincent (Éd.), *op. cit.*, p. 16.

1.2.1. L'action comme plaidoyer patrimonial

Dans la continuité de l'expertise de proximité, nous envisageons ici par action une initiative locale issue de la société civile comme instrument de revendication, c'est-à-dire une pratique manifeste voire manifestante comme « expression *physique* d'une revendication collective⁴⁶¹ ». Ces initiatives citoyennes, moment d'interaction urbaine, se présentent comme des situations sociales intempestives qui perturbent « l'ordre » du quartier en résonance aux perturbations futures imputées aux projets et travaux. Elles permettent à chacun et au groupe d'exprimer à la fois ses états émotionnels et une aptitude à les mettre en scène publiquement.

Nous ne nous arrêterons pas ici sur les grondements de rue tels les défilés de manifestants qui relient un point à un autre pour se donner de la visibilité et donner de la voix. Ont été retenus d'autres types, d'autres déroulements d'actions qui mettent à contribution les corps dans des formes insolites de mise à l'épreuve du pouvoir local. Ce qui nous intéresse, ce sont les jeux et les enjeux de l'engagement volontaire des corps dans l'espace public pour défendre la Gare du Sud, des « chorégraphies », presque, incarnant l'attachement à l'objet et la résistance au projet, leur rôle dans le marquage du temps, des lieux et des objets en créant l'événement. Autrement dit, il est question d'engagements corporels et de leurs effets dans les interactions urbaines relatives au conflit patrimonial. Les actions dont il est question sont toutes orientées vers le maintien de la Gare du Sud sur son site et dans sa situation et contre le projet de démontage-remontage⁴⁶². Entre expression et représentation, elles sont envisagées comme un outil de communication qui permet de défendre une conception patrimoniale tout en contribuant à son élaboration.

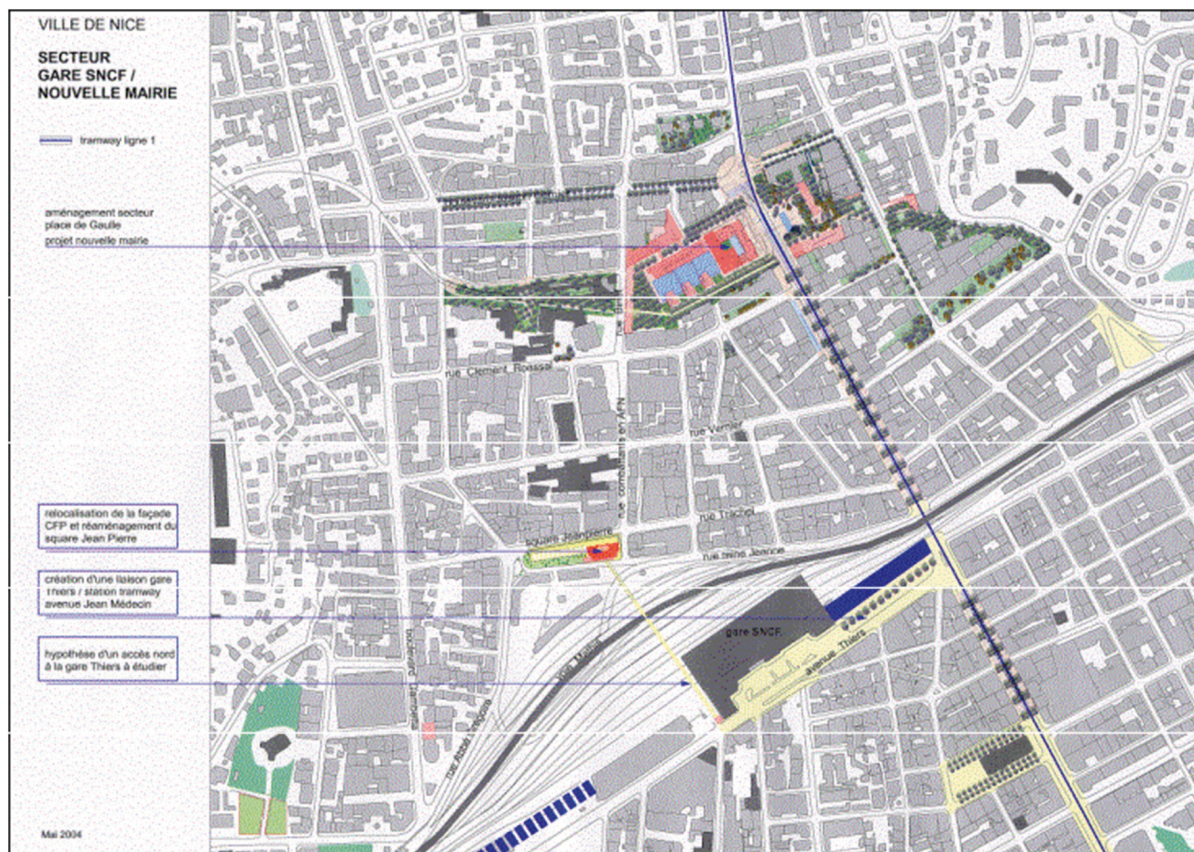
2.2.1.1. Marquer la pierre et les esprits : la spectacularisation de l'attachement collectif

Cela faisait des mois que l'on en parlait, depuis la mesure prise à l'automne 2001 par Catherine Tasca alors ministre de la Culture consistant à placer en instance de classement toute la Gare, bâtiment des voyageurs et verrière. La façade ne pouvant être détruite allait certainement être démontée puis remontée, ailleurs. Les rumeurs et l'incompréhension, la colère, les railleries vis-à-vis du nouveau projet du sénateur-maire occupaient l'espace public, des étals du marché jusqu'aux lettres ouvertes de représentants de la sphère politique. Mais en avril 2004, alors que le permis de démolir vient d'être déposé, *Nice-Matin* titre « Les derniers jours de la gare du Sud ». Le journal explique à ses lecteurs que le projet est alors de remonter la façade à quelques centaines de mètres de là, à l'emplacement du square Colonel Jean-Pierre,

461 SOUTRENON Emmanuel, « Le corps manifestant. La manifestation entre expression et représentation », *Sociétés Contemporaines*, n° 31, 1998, p. 49.

462 Annexe 24.

rue Trachel. L'annonce provoque un tollé au sein de la population et des élus de tous bords manifestent leur désapprobation. Mais au cœur de la population, avant même la révélation de ce projet de déplacement en particulier, l'initiative de deux hommes⁴⁶³ avait apporté une réponse plutôt originale au projet de démontage-remontage faisant d'eux des « leaders d'opinion⁴⁶⁴ » : la numérotation des pierres de la Gare du Sud par les pratiquants du quartier.



ill.79 : Plan d'implantation de la facade de la Gare du Sud rue Trachel

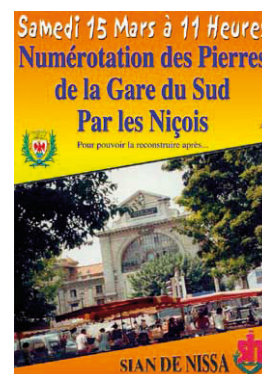
« C'était pour répondre au bruit suscité dans le quartier par l'affaire du déplacement. Un beau matin ça m'a pris, je dis à P., on va lui faire une manifestation, tu verras bien la suite. Puisqu'il allait la démonter, il fallait bien qu'il retrouve toutes les pierres pour la remonter à l'identique ! Mais je savais, parce qu'on me l'avait dit, que s'ils la démontaient, elle ne pourrait pas être remontée. Les matériaux utilisés pour sa construction à l'époque n'auraient pas permis le découpage, elle serait tombée en morceaux. Il le savait lui. C'était un samedi matin au mois de mai, il faisait un froid de canard, on avait installé des échelles et les gens montaient sur les échelles et

463 Annexe 25.

464 VESCHAMBRE Vincent, « Le recyclage urbain, entre démolition et patrimonialisation : enjeux d'appropriation symbolique de l'espace », *Norois* [En ligne], n° 195, 2, 2005, p. 13, consulté le 14 février 2012, <http://norois.revues.org/548>

collaient le numéro sur les pierres qu'ils préféraient. C'était artisanal, tous les numéros avaient été faits un par un [...] Les personnes âgées demandaient, parce qu'elles pouvaient pas monter à l'échelle, qu'on colle le numéro pour elles sur la pierre de leur choix. [...] On a passé un bon moment, on a rigolé à faire ça et pourtant ça a eu des conséquences inattendues puisque c'est ça qui est à l'origine de la venue du ministre de la Culture, Donnedieu de Vabres. » (C.)

Trois mille affichettes avaient été placées sur les vitrines des commerçants, pas uniquement dans le quartier mais au-delà dans le centre-ville. Elles consistaient en un appel à la population à venir répondre au projet de démontage-remontage de la Gare. Le rendez-vous était fixé à 11h devant les marches. Le jour et l'heure choisis ne l'ont pas été au hasard. C'est effectivement le moment de la semaine où l'affluence générée par le marché est la plus importante, le moment pouvant assurer une plus forte mobilisation. Ce jour-là, les échelles installées contre la façade intriguaient les chalands, certains se déplaçant au pied de l'édifice pour comprendre ce qu'il s'y jouait. Jusqu'à 13h30, fin du marché, environ deux cents personnes vinrent participer à l'action, chacune levant les yeux à la recherche de sa pierre avant d'escalader la façade pour y placer le numéro qui lui assurerait « symboliquement » d'être de nouveau à sa place une fois le bâtiment remonté. Il s'agissait de convertir l'acte de parole en un acte visible, celui de l'engagement physique, en procédant à la fois au marquage de l'objet et à l'occupation de l'esplanade aux fins de mettre en scène et ainsi de légitimer l'avis massivement défavorable de la population.



ill.80 : Affichette numérotation

« On a mis le petit numéro. C'est le marchand de pizzas à la rue Vernier ou Roassal, je sais plus, qui a eu l'idée. On savait qu'on allait marquer un grand coup. Regardez, j'ai gardé l'article. C'était pour dire qu'il fallait qu'on retrouve les pierres pour la remonter comme l'autre il voulait démonter la Gare. C'était surtout pour dire que c'était n'importe quoi et que les gens ne se laissaient pas faire, qu'ils étaient au courant de toutes ses magouilles pour démolir la Gare. » (Mme A.)

Cet acte créatif⁴⁶⁵, pourrions-nous dire, est à rapprocher de la performance dans son sens de « manifestation publique de ses capacités⁴⁶⁶ » plus que de la compétence à faire la preuve. Pour se faire entendre, il s'est agi de se faire voir en recourant à une forme spectaculaire de mise en scène de l'attachement à la Gare et de la dénonciation du projet de déplacement⁴⁶⁷. Cette publicisation, ce détournement de l'objet, modèle alternatif d'action dans l'espace public, a valeur de manifeste. Et si « le fait est le meilleur des arguments⁴⁶⁸ », il s'est alors annoncé comme un moment public d'identification, de reconnaissance et de production de signification patrimoniale. Il s'est présenté comme un acte collectif d'investissement du lieu, de l'objet, pour justifier que, bien que déjà reconnue Monument historique, la Gare n'a de signification patrimoniale que conservée sur son site et dans l'ensemble qui lui donne sens et auquel elle donne sens. Les numéros ont servi de marqueurs, destinés à revendiquer l'objet et au travers de lui un territoire. Il faut les envisager comme des signes qui ont continué de revendiquer après le départ du revendicateur.



ill.81 : Pierres de la Gare du Sud numérotées

L'acte physique de la numérotation engage à agir sur le monument chacun des corps de ce corps collectif défendant. Il est fait un usage politique du corps. Il ne s'agit pas seulement d'un acte de marquage mais bien aussi d'un acte d'appropriation. Avant tout, il faut la gravir, lui monter littéralement dessus. Puis chacun choisit sa pierre et l'identifie à l'aide d'un numéro unique. Plus largement, l'appropriation matérielle de ce morceau de façade permet de renouveler l'appropriation symbolique de la Gare. Elle est à la fois l'occasion de signaler son attachement,

465 Dans *Anthropologie de la mémoire*, Joël Candau rapporte l'initiative de l'artiste Jochen Gerz à Sarrebruck. Dans un registre différent mais dont l'esprit n'est pas très éloigné, l'artiste mis en place un monument invisible à la mémoire de l'Holocauste. Accompagné d'étudiants, il descenda des pavés de la place qui conduisit à l'ancienne résidence de la Gestapo pour y graver le nom des anciens cimetières juifs d'Allemagne, les remplaçant, ensuite, face gravée contre terre. « Cette action commémorative hypogée une fois rendue publique, nous dit Joël Candau, une vive controverse éclata en Allemagne et de nombreux visiteurs vinrent sur les lieux du monument invisible. Ils ne voyaient évidemment rien mais ils répondaient ainsi aux attentes de Gerz : il espérait que, cherchant la mémoire autour d'eux, les visiteurs découvriraient la mémoire qui était déjà en eux. La place fut finalement rebaptisée "Place du Monument Invisible", mais la plus grande portée de cette initiative rapportée par James E. Young est son pouvoir de suggestion qui "avait déjà implanté le mémorial là où il pouvait être le plus efficace: non pas au cœur de la ville, mais au cœur de l'esprit public" » : CANDAU Joël, *Anthropologie de la mémoire*, op. cit., p.

466 Définition tirée du dictionnaire en ligne du Centre National des Ressources Textuelles et Lexicales : <http://www.cnrtl.fr/definition/performance>

467 Annexe 26.

468 Selon GRIZE d'après PLANTIN Christian, op. cit., p. 85.

de l'affirmer avant tout à soi et devant les autres. L'acte de numérotation a pour fonction sociale première l'inscription dans un groupe dont l'existence en tant que tel ne dépend que de l'engagement du corps de chacun des individus dans un même effort. La légitimité du groupe est visible au travers de la mosaïque formée par l'ensemble des numéros placés sur la façade. À l'inverse de la manifestation de rue, ce ne sont pas les corps qui sont mobilisés en tant que supports de signes mais bien l'objet, la Gare, dans une mise en scène qui la rend active et plus seulement support de l'action. Affublée de cet habillage qui la décompose en un empilement de fragments qui ne signifient plus un tout, elle met en garde contre le sort qui lui est réservé.

Cette pratique manifestante spectaculaire – elle ne peut être désignée autrement – outre la mise en scène et la mobilisation qui la qualifient, repose sur un troisième pilier, celui de la célébration populaire. Elle se manifeste au travers de deux actions simultanées, celle de marquer de façon solennelle et festive l'événement et celle d'honorer la Gare par ce geste. L'enthousiasme et l'amusement à célébrer la Gare par cette manifestation tient au plaisir d'être et de faire ensemble, de se relayer dans les différentes étapes du déroulement de l'événement, de s'assurer un soutien mutuel propre à souder le groupe. Parce que la réussite de cette action patrimoniale collective dépendait avant tout de la coopération de ses membres, c'est-à-dire de l'accomplissement d'actes individuels où chacun a une responsabilité vis-à-vis d'un autre : assurer l'échelle pour permettre à une personne d'assurer sa tâche, elle-même assurant la visibilité du message porté par le groupe, groupe qui, en regardant et validant l'acte, assure au colleur sa place en son sein ; sans oublier celui qui se fait le corps-porteur pour le corps qui ne peut agir.



ill.82 : Numéros sur la façade de la Gare du Sud

2.2.1.2. Une contre-visite populaire pour le ministre de la Culture : l'engagement chevillé au corps

Dans la foulée de cet événement, en juin 2004, le ministre de la Culture Renaud Donnedieu de Vabres fait le déplacement à Nice pour fonder son propre avis sur ce bâtiment et sur le projet de démontage-remontage pour lequel il avait, à maintes reprises, directement

été alerté, chaque personnage de la scène politique locale ayant joué de ses contacts pour mobiliser les plus hautes autorités sur la question. Le ministre arrive avec le sénateur-maire à l'arrière de la Gare du Sud⁴⁶⁹. Le préfet, des élus, des représentants de comités et d'associations, essentiellement, sont présents et l'accueillent. Ils s'engouffrent alors dans le bâtiment. Nous n'aurons de ce passage que les discours des informateurs présents.

« La Gare avait été abandonnée par la ville. Y avait eu des squats, le feu, bref, elle était dans un état immonde. C'était voulu bien sûr, pour qu'elle tombe en ruine sans l'aider. Et voilà que Peyrat est obligé d'accueillir le ministre. Il a essayé de jouer là-dessus. Il se débrouille pour le faire rentrer par l'arrière du bâtiment et il lui montre l'état dans lequel elle est, que c'est vraiment un tas de poutrelles complètement irrécupérable, qu'elle est minable quoi. Quand on a vu la tête du ministre, on l'a tiré par le bras, on lui a fait contourner le bâtiment et là, il a vu la façade et il a dit : c'est magnifique ça ! Voilà comment on a failli se faire avoir, si on l'avait pas tiré à l'extérieur, devant. » (C.)

Au fur et à mesure de la visite, l'attroupement s'élargit sans toutefois devenir spectaculaire. Des riverains et des commerçants sont venus grossir les rangs, en particulier au square Commandant Jérôme. L'enjeu est de taille pour chacune des personnes présentes ce jour-là puisqu'il s'agit pour les uns de faire passer un projet, pour les autres – l'immense majorité – de l'empêcher à tout prix et de le bloquer définitivement. C'est effectivement le moment décisif, l'avenir de la Gare du Sud en son emplacement originel au cœur du quartier de la Libération se joue avec cette visite, en tout cas c'est ce que certains pensent, d'autant plus que la venue du ministre de la Culture précédent, Jean-Jacques Aillagon, avait abouti à la signature d'un accord de démontage-remontage. Il flotte dans la foule le sentiment d'appréhension d'une alliance politique pouvant être privilégiée par rapport au jugement professionnel et institutionnel. Devant la Gare dans un premier temps, puis au niveau du lieu de réimplantation prévu pour le remontage de la façade ensuite, le rassemblement a lieu en rangs serrés, tous s'écartent lorsque le ministre prend un peu de recul pour observer. D'ailleurs son observation ne se limite pas aux objets qui lui sont présentés. Les mouvements qu'il effectue indiquent qu'il examine l'espace urbain environnant, les bâtiments voisins. Certains le guettent, d'autres regardent dans la même direction que lui. Mais ce qui se joue dans le temps et les espaces du groupement est explicitement soutenu par les discours des informateurs qui reviennent sur ce moment.

469 Annexe 27.

« Nous, on n'est pas invité, on est là et on le choppe en bas. Mais on n'arrive pas à le voir. Parce qu'on avait un dossier à lui passer, il l'avait déjà mais on voulait devant tout le monde... Y a la presse là ! Parce qu'il faut médiatiser hein ! » (M. De)

« Quand le ministre est venu, Peyrat lui a montré l'endroit, le square Jean-Pierre. Il était tout fier de lui montrer cet endroit et de lui dire que le bâtiment cacherait la voie rapide. L'erreur ! Le bâtiment devenait un cache-misère ! Et vraiment le ministre était effondré... Peyrat s'en rendait même pas compte, il le regardait pas. Moi j'étais très contente qu'il l'amène là. [...] La tête du ministre quand il lui a montré ! Moi, j'ai bien vu, parce que je le lâchais pas, je le suivais de très près parce que je voulais absolument parler avec lui puis voir ses réactions parce que ça me paraissait très important et une évidence. À ce moment là j'ai pensé que le combat était gagné. [...] Et à la fin, il a renvoyé tous les officiels et il a dit : "Maintenant je vais à la rencontre de la population". Il écoutait tout le monde. Les officiels sont partis et on est resté là vers le square pour discuter et tous les gens qui étaient là étaient pour garder la Gare. J'ai beaucoup discuté avec lui, j'ai été frappée par son ouverture d'esprit, sa culture. » (Mme D.)

« Il est resté quinze minutes avec moi en tête à tête après. » (P.)

Les discours comme les agissements observés sur le terrain, soulèvent l'enjeu de la présence physique mais plus encore celle de la proximité, les personnes de l'assemblée alternant le fait de tirer et d'attirer le ministre à eux et celui de le suivre dans les déplacements imposés par sa visite sans laisser s'instaurer de distance physique. Ne pas le perdre de vue tout comme se rendre visible auprès des protagonistes majeurs de l'événement nécessite d'être proche d'eux. Les informateurs évoquent très souvent les expressions qu'ils ont cru lire sur le visage de Renaud Donnedieu de Vabres. La perception et la reconnaissance d'informations émotionnelles faciales, dans ce moment d'extrême tension, ont, pour certains, amené à de rapides prises de décision pour la suite à donner à l'action et à l'interaction avec le ministre. Autrement dit, la grande proximité a permis, en autorisant la saisie de ses expressions faciales, de mesurer et définir ses émotions et ainsi, de se faire une idée sur son positionnement d'expert institutionnel, de se (re)positionner soi dans l'interaction ou encore de s'affirmer.

La représentation des gestes engagés, dans sa production verbale de façon encore plus marquée que dans sa manifestation physique (« *tire* », « *choppe* », « *lâchais pas* »), évoque la saisie délibérée, littéralement la prise en main du personnage de l'État, le faire sien. Pourtant, l'espace public n'est pas habituellement le lieu de l'intime. Mais il est celui de l'altercation physique en cas de conflit comme il devient le lieu où, en coprésence solidaire, on fait corps. Ces gestes, qui franchissent les limites de la proximité jusqu'au toucher – plutôt ferme dans les discours –, signifient la détermination à gagner l'attention, à atteindre la vigilance voire à exercer une influence. Des gestes à valeur subversive pour les défenseurs du projet, en particulier pour son initiateur présent pour le défendre, et qui participent à mettre en place une contre-visite. La rue fait du ministre un être tangible et plus seulement un bureaucrate, un décideur à la forte présence symbolique⁴⁷⁰.

C'est ce moment-clé, la venue du ministre de la Culture avec lequel ils étaient déjà en contact depuis des semaines, que les responsables du comité de défense du jardin Thiole et de la place du Général de Gaulle ont choisi pour lui confier des cartons entiers de pétitions. C'était aussi prétexter sa présence et profiter de celle de médias locaux pour rendre public, montrer au pouvoir en place, la forte mobilisation populaire autour de cette question d'aménagement plus spécifiquement de rénovation urbaine. Elle circulait depuis près de deux ans à la Libération. Il s'agissait de trouver l'adhésion des passants, des habitants, des clients du quartier contre le projet de déplacement et pour le maintien et la rénovation de la Gare du Sud en lieu et place.

« Ces pétitions, on ne les voyait pas sortir et je me demandais ce qu'ils en faisaient : « Ah ben on les garde ! » Et puis finalement, c'est quand le ministre est venu que j'ai vu arriver des cartons de pétitions. Ils sont allés lui déposer devant ! Il a dit qu'il ne savait pas quoi en faire alors il a donné ordre à ses gardes du corps de les prendre et il est reparti à ce moment-là. » (Mme D.)

Comme l'explique Mme D., un petit groupe de personnes s'est avancé pour placer aux pieds du ministre des cartons en une exhibition pensée. Déposer ainsi une telle quantité de pétitions devant celui qui incarne la plus haute autorité culturelle – qu'il faut convaincre – et le sénateur-maire – celui qu'il faut contrer – est un acte politique fort. Il représente une production publique de preuves qui, en un geste, donne à voir et comprendre le positionnement de la population vis-à-vis du projet de déplacement. Ce geste de dépôt, dans ce moment particulier, représente à la fois une supplique au ministre et une opposition massive de la population à l'élu aménageur, faisant en sorte que chacun s'approprie l'information du message destiné à l'autre.

470 Annexe 28.

Cet acte comporte des dimensions sociales et identitaires importantes, en particulier celle de la revendication de ses droits et celle de la légitimation du groupe et pas seulement de ses intérêts.

Il y a une forme de désingularisation symbolique appliquée au corps qui s'avance et dépose les cartons aux pieds du ministre par le fait qu'il devient, au travers de ce geste et dans ce moment là précisément, l'incarnation de tous les signataires. Le corps, singulier, qui porte est celui du groupe constitué au cours de nombreuses opérations de sensibilisation ou d'adhésion à la cause patrimoniale défendue par le biais d'un répertoire d'actions ouvrant à différentes formes d'interactions. Car avant d'arriver par milliers sous forme de cartons, les pétitions, comme nous l'avons vu précédemment, avaient nécessité l'engagement physique de certains dans l'espace public de la Libération dans le but d'interpeller un maximum de personnes. Au-delà de ce que nous avons pu observer, les discours sont très explicites sur la question de cet engagement.

« J'ai pendant un an, au coin de la rue, samedi et dimanche, fait signer des pétitions. Et vous n' imaginez pas. Je sais plus, on a chiffré mais on a eu des milliers de gens qui ont signé. » (Mme B.)

« On a mené deux ans de bagarre, on s'est mis sur les genoux. Moi, j'ai mis ma femme sur le trottoir avec deux copines, la table avec les pétitions à faire signer. Quand le samedi je voyais que ça commençait à faiblir, je leur disais : "demain vous venez avec nous" ! » (M. De)

Dans le cadre des procédures de l'aménagement du quartier Libération-Malaussena

FAÇADE DE LA GARE DU SUD

*de Prosper Bobin 1892
(bâtiment des voyageurs)*

Notre patrimoine commun

Monument historique national reconnu, qui constitue l'élément majeur structurant de la place général de Gaulle dite place "Libération" à Nice.

-Non au déplacement de la Façade de la gare du Sud ! Falocci ne respecte pas la volonté des niçois et de leur patrimoine, *"changer d'architecte coûtera 10 fois moins cher que le déplacement de la façade"*. Non aux salles de cinéma !

-Oui au maintien et à la rénovation en lieu et place de la *"façade gare du Sud"* mémoire historique du quartier libération! *qui n'empêche pas la réalisation d'un projet.* Aucune construction sur le jardin Thiole.

15.12.2002

Nom : Prénom :

adresse :

Observations :

..... Signature :

A adresser au Ministère de la Culture ou au comité de défense du Jardin Thiole et de la Place du Générale de Gaulle, 22, Av. Villermont 06000 Nice.

« On en a fait 2 000 ou 3 000 de signatures. On se promenait de partout hein. » (Mme A.)

Pour Patrice Melé, « une des fonctions sociales du conflit est de permettre de “souder des groupes”, de susciter ou de modifier des communautés d’intérêt, de constituer une forme positive de socialisation.⁴⁷¹ » L’enjeu majeur d’une telle action publique se situe dans l’élargissement du groupe pour tenter de se poser en contre pouvoir dans le but de sauver la Gare, nous l’avons vu. Solliciteurs et pétitionnaires marquent l’espace social du marché, construisent une identité territoriale en quadrillant le quartier, de coins de trottoir en lieux de confluence stratégiquement investis. Parallèlement, ils participent, dans l’engagement spatial, à bâtir et renforcer le groupe, à lui donner une identité fondée sur le partage d’une conception patrimoniale précisée et affirmée dans le moment où il faut la défendre.

L’engagement se mesure dans l’acte de se produire à travers un mouvement. Les corps se font donc parfois à l’évidence vecteurs d’une revendication patrimoniale. Tout au long de la visite, les engagements corporels ont signé la construction d’une relation clairement définie autour du partage d’une conception patrimoniale et de ses enjeux identitaires, spatiaux, esthétiques. Certains de ces engagements physiques, pour avoir lieu ce jour-là, se sont construits dans le temps sur la succession d’autres et de leurs effets. Comme autant de manières de faire, ils marquent un engagement social et politique, voire militant pour les plus appuyés, un acte populaire comme une mise en scène destinée à trouver l’approbation capitale, à construire un accord.

2.2.2. « Tournures » de cheminements : fréquentations et évitements de la Gare du Sud

La question cette fois-ci est celle du corps engagé dans un énoncé piétonnier inscrit dans l’espace urbain et qui répond à des lieux. « *Le lieu du corporel* qui, loin de renvoyer au dualisme corps/esprit du sujet, établit le corps que l’on vit (et non le corps que l’on a) comme condition d’inscription spatiale. Il s’agit du corps-mouvement, fait de dilatation et d’expansion, d’orientation et de perspective. La visée d’espace fait corps avec le corps vivant⁴⁷² ». Dans la grande partition des trajectoires et des attitudes des corps, que pourraient nous apprendre les bribes cheminatoires saisies au regard de la Gare du Sud à *propos d’un attachement patrimonial, du moins d’un investissement de sens patrimonial* ? Tenter d’identifier la place attribuée à cet

471 MELÉ Patrice, « Introduction : conflits, territoires et action publique », *op. cit.*, p. 12.

472 BERTRAND Denis, « De la topique à la figuration spatiale », *Nouveaux Actes Sémiotiques* [En ligne], Sémiotique de l’espace. Espace et signification, Prépublications 2008-2009, consulté le 12 juillet 2012, <http://revues.unilim.fr/nas/document.php?id=2759>

élément du phrasé urbain par l'être animé pourrait venir éclairer le rapport affectif sous l'angle de l'engagement spatial et permettre de mesurer l'effet de sa fonction attractive ou répulsive sur les comportements et les attitudes. Y aurait-il une forme partagée de réponse, d'interaction corporelle au lieu ? « Chaque conduite publique observée peut être décrite en fonction de signes ou d'indices expressifs majeurs ; ces indices corporels témoignent du rapport d'influence et de construction réciproque entre d'une part les conduites ordinaires des piétons et d'autre part le milieu ambiant public⁴⁷³ ». Si s'aventurer sur le terrain de l'investigation des interactions entre corps et lieux par le biais des conduites publiques de déplacements nous paraît être une piste intéressante, la validité du cheminement mériterait certainement quelques apports méthodologiques et théoriques supplémentaires. Il s'agit davantage de questionner l'utilité d'une telle démarche au regard de la conception patrimoniale du quotidien que de la démontrer.

« Le corps donne une forme à la ville, mais la forme d'une ville est avant tout liée au parcours des corps individuels qui s'aventurent dans le corps de la ville⁴⁷⁴ ».

Cette réflexion d'Olivier Mongin pose la base de nos propos. Construire un chemin au fur et à mesure de la marche, emprunter des trajectoires similaires et familières, engager ses pas dans une fréquentation, une confrontation paysagère relève de la manipulation simultanée de données relatives à l'engagement corporel, sensoriel et donc aux perceptions dans le moment de l'action de la marche, aux représentations des lieux traversés liées à l'expérience, aux connaissances, à la signification symbolique et affective qui leur est accordée, aux dernières informations entendues, échangées

et appropriées à leur égard, aux entraves spatiales, au croisement d'autres corps, à la topographie, à la disponibilité temporelle, au désir, à l'attrait, à la curiosité... C'est la gestion de cet enchevêtrement et sa constitution en processus d'action complexe qui ordonne la marche. Pierre



ill.84 : Cheminer devant la Gare du Sud

473 THOMAS Rachel, « Quand le pas fait corps et sens avec l'espace. Aspects sensibles et expressifs de la marche en ville », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], 2004, consulté le 4 novembre 2012, <http://cybergeo.revues.org/4304>

474 MONGIN Olivier, *La condition urbaine. La ville à l'heure de la mondialisation*, Paris, Le Seuil, 2005, p. 37.

Sansot, dans son approche sensible des paysages, l'évoque ainsi : « le tracé du chemin n'est pas seulement d'ordre matériel, il comporte des balises invisibles sans lesquelles il disparaîtrait et si nous arrivons à continuer notre marche, ce ne serait pas à proprement parler sur un chemin : les « amers », les balises mais la foule de souvenirs personnels ou encore d'acointances typologiques, sentimentales qui ne se donnent pas à un homme privé de cœur⁴⁷⁵ ».

2.2.2.1. Fréquentations et passages

La fréquentation du marché installé sur les trottoirs au pied de la Gare s'intensifie tout au long de la matinée. La foule s'y fait et s'y défait devant les étals sous forme d'essaims, chaque individu choisissant, au gré de ses besoins et de ses envies, de reprendre sa trajectoire solitaire. Avec un peu de distance, observant la scène à partir du jardin Thiole, chaque passage d'arpenteur semble un frôlement de façade, les camions des marchands, les tentes et les parasols des étals cachant les entrées murées de la Gare et la montée des marches qui sépare le trottoir de l'esplanade. Le côtoiement est familier, la distance entre les êtres animés et l'imposante façade, aplatie par l'angle de vue. Mais en changeant de focale, traversant l'avenue, les espaces s'épaississent, les vides, révélés, se creusent ; devant la Gare, personne ne passe. Pourtant certaines traces de consommation alimentaire et de boissons, d'autres déchets comme de vieux vêtements, des débris de verre, indiquent que ses marches ont accueilli quelques passages et immobilités nocturnes. La personne assise au pied du distributeur place Charles de Gaulle, nous parle de la veille, du sandwich que le Samu social lui a donné derrière la Gare et qu'elle n'a pas digéré.

« *La soupe, c'est meilleur.* » C'est derrière ce bâtiment que s'effectue la distribution alimentaire et vestimentaire aux plus démunis vivant dans la rue. La Gare et ses alentours sont pour ces précaires un repaire où ils trouvent à se réunir à l'abri des regards, ils sont devenus de ce fait un repère de l'aide sociale. Avant leur démolition, les « tourelles », en particulier celle située sur le flanc droit de la Gare, ont abrité dans une insalubrité sans



ill.85 : Installations provisoires aux abords de la Gare

475 SANSOT Pierre, *Variations paysagères*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2009, p. 175.

nom quelques hommes que la précarité a mis à la marge dans une sédentarité éphémère. Tout comme la Gare a pu parfois abriter des familles, parents et enfants, venant y trouver refuge le soir, en partant au petit matin. Sortie de son usage, sans plus aucune fréquentation possible du bâtiment des voyageurs fermé à la libre circulation des corps, l'inoccupation des locaux a attiré marginaux et précaires à la recherche d'un abri passager leur permettant de sortir de la rue.

La plupart des personnes circulant aux abords de la Gare, cernée par des places de parking, viennent déposer ou reprendre leur véhicule. Nous sommes un samedi de septembre 2004. Ce jour-là, la « filature d'inconnus » nous a conduit à suivre les déplacements d'une femme d'une soixantaine d'années ; elle vient de terminer un achat chez un marchand situé légèrement en contrebas de la Gare puis décide de quitter le trottoir pour emprunter l'esplanade du bâtiment en une courbe la conduisant, à l'issue d'une traversée alerte, à réintégrer la foule et son lieu de piétinement. Comme elle, quelques passants, les bras chargés de sacs de provisions, empruntent ce trajet pour éviter l'engorgement des trottoirs à l'heure où l'activité marchande bat son plein. Parfois, les trous percés dans les parpaings érigés en murs interdisant l'accès du corps au bâtiment des voyageurs intriguent. Quelques regards, rares aux heures de l'observation, y ont plongé, cherchant certainement la réponse à des curiosités, des envies de découvertes, des vérifications ou autres satisfactions. Comme ce jeune père qui, après avoir lui-même furtivement regardé, soulève son fils, plaçant ses yeux face à la brèche et lui donnant des explications restées à leur seule discrétion. Mais en dehors des heures de marché, le quartier se vide et les passages se font plus rares encore. Si le bâtiment est contourné la journée, ses abords sont évités le soir. Mais l'évitement dont nous parlons est celui de sa proximité, du corps qui le frôle, et non celui du regard distancié.



ill.86 : Vue de la brèche dans le mur condamnant l'entrée de la Gare

2.2.2.2. Salissures, souillures et évitements

Il faut dire que la Gare est légèrement surélevée et en retrait par rapport à l'avenue Malausséna. Y accéder à pied à partir de cet axe nécessite d'emprunter l'escalier ou les anciennes dessertes bordées par les balustres d'origine qui subsistent encore. Outre ce que la topographie impose en termes d'efforts et d'accessibilité physique, il n'en reste pas moins que la Gare est véritablement contournée. Si « le marcheur est un révélateur de sens (signification et direction), un diseur d'aventures urbaines⁴⁷⁶ », il l'est tout autant dans ses fréquentations que dans ses évitements et déviations. Les discours des informateurs sont très explicites au sujet de ces contournements. L'insalubrité, la saleté, les odeurs répugnantes, les détritiques, les tags, la dangerosité des lieux évoquée tant en lien avec l'état de déliquescence du bâtiment lui-même qu'avec l'appréhension de croiser les personnes qui fréquentent ses abords, se manifestent comme autant de raisons qui poussent à l'évitement du lieu.

La Gare a désormais, dans les mots qui l'énoncent, quelque chose d'impur. Cette impureté a germé dans la décadence de son intégrité minérale, du fait de ne pas avoir été entretenue, d'avoir été salie ou même souillée, volée, ses multiples entrées à plusieurs reprises violées et d'en porter les traces si perceptibles aujourd'hui qu'elles participent à la qualifier. « Pourritures », « immondices », « rementa⁴⁷⁷ », « puanteur », « pissotières », « dégueulasse », « poubelle géante », « tas de merde », « chiottes du quartier », « inhumain », « seringues des drogués », « horreur infâme »... Une rhétorique du sale et du décadent est utilisée, peu importe que l'on souhaite voir disparaître la Gare ou non, qui dit son impureté apparue d'un processus de dégradation par rapport à un état antérieur de propreté et d'intégrité. Le lieu désaffecté est devenu un lieu dévalorisé.

Raymonde Séchet explique que « la salissure est définie comme la présence de la saleté sur quelque chose qui a été propre ; la salissure inverse le respect des règles de propreté et va "faire tache". La salissure est un ensemble de couleurs inappropriées, une bigarrure, le non respect des codes de couleurs mais aussi des usages. Elle peut donc aussi être analysée comme une transgression et renvoie alors à ce qui n'est pas à sa place et perturbe l'ordre urbain et social⁴⁷⁸ ». La propreté comme norme de la société rend insupportable le manque d'hygiène, l'insalubrité des lieux, le manque d'entretien de l'ouvrage architectural inscrivant la salissure et la saleté dans des logiques de stigmatisations des espaces, des objets comme des personnes.

476 PAQUOT Thierry, « Éditorial Marcher : le marcheur énonce les lieux, chaque pas épelle un morceau de territoire », *Urbanisme*, n° 359, mars-avril 2008, p. 42.

477 Terme niçois qui signifie « ordure ».

478 SÉCHET Raymonde, « Le populaire et la saleté : de l'hygiénisme au nettoyage au kärcher », in BULOT Thierry, VESCHAMBRE Vincent (Éd.), *Mots, traces et marques. Dimensions spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 213.

Parce que, comme le définit Mary Douglas⁴⁷⁹, la saleté c'est une chose qui n'est pas à sa place. C'est pourtant cette même société en quête de pureté qui a fait disparaître, au cours de l'évolution matérielle du milieu urbain, les toilettes publiques sans condition d'accès.

Plus encore donc, il est question de souillure ; « salissures et souillures ont en commun d'être observées et perçues à partir des traces que laissent des activités humaines considérées comme polluantes. La souillure ajoute la dimension morale. Ces traces – excréments, spermes, sang qu'ils soient visibles ou suggérés par la présence de seringues usagées –, sont des marqueurs sociaux. La souillure est une forme de salissure liée au corps lui-même ou à ses « parties honteuses »⁴⁸⁰ ». Elle est un phénomène culturel. L'évitement de la Gare, l'élosion d'un passage à proximité de la rhétorique cheminatoire – nous le supposons – sont fortement liés à la présence de ces restes de corps urbain, conjugués aux traces laissées par l'activité et les corps humains perçus comme des agents pathologiques souillant le corps de la ville⁴⁸¹. Ces corps participent au fondement d'une mythologie urbaine produisant un bégaiement de sens et de valeur des lieux qu'ils occupent.

De plus, depuis sa cessation d'activité, délabrement, salissures et souillures se conjuguent pour les passants en saillances sensorielles de nature essentiellement olfactive et visuelle, affectant des tonalités sensibles à la Gare du Sud et à l'espace dans lequel elle se dresse. Elles s'affirment, par leur caractère répulsif, comme autant de supports de rejet, d'exclusion, d'évitement du territoire qu'elles délimitent et modèlent. Anibal Frias explique que « les saillances sensorielles affectent l'espace en se propageant à sa surface à la manière d'une onde ou d'une rumeur, en l'ancrant et en l'orientant, en le rendant signifiant pour une collectivité [...] »⁴⁸². Désormais ces saillances s'envisagent comme de véritables référents urbains – collectifs – spatialisés et spatialisant. Ces référents conditionnent les représentations des lieux et les rapports à l'environnement, jouant un rôle majeur dans la modification des procédés d'ancrage dans l'espace urbain, autrement dit les déplacements.

479 DOUGLAS Mary, *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 2001.

480 SÉCHET Raymonde, *op. cit.*, p. 216.

481 Joël Candau parle de « représentation moralement «clivante» de l'odeur de l'Autre » et avance que « le dégoût d'ordre moral pourrait être une forme d'exaptation du dégoût physique dont la finalité est de protéger le corps d'agressions biologiques telles que des germes, de la nourriture toxique, etc. » : CANDAU Joël, « Le cadavre en substance : perte d'odeurs et principe vital », à paraître.

482 FRIAS Anibal, « Une introduction à la ville sensible », *Recherches en anthropologie au Portugal*, n° 7, 2001, p. 20.

2.2.2.3. Distance et « idéal patrimonial »

Les comportements d'évitements constatés tranchent symboliquement, sans s'y opposer, avec les preuves authentifiantes avancées et les actions collectives d'investissement de sens patrimonial qui s'attachent à démontrer la qualité, la valeur, le caractère patrimonial de la Gare. Il semble exister une disjonction entre énoncé patrimonial et comportement cheminatoire où l'évitement s'inscrit en un marquage en creux du lieu. Ce dernier, décrit comme abject au présent, est fantasmé dans sa représentation patrimoniale, représentation idéalisée et lissée par la forte influence de son image passée mais tout autant par la conception de ce que doit être un monument. Le patrimoine comme représentation est donc aussi une image moirée, un imaginaire, comme une photo retouchée à l'« idéal patrimonial ».

« La Gare du Sud, c'est un repère, j'en ai besoin. Pour le matin quand je sors à 7 h, je vais prendre le café, je passe en face. Ah, je la vois et puis en plus là je la regarde, je la surveille, parfois avec les copains. Parfois j'en fais le tour, c'est dégueulasse... Ou alors on va au pied et on la regarde attentivement pour voir les dégradations et comptabiliser tout ce qu'il manque et tout ce qu'il faudrait faire pour la sortir de cet état. » (M. De)

L'échelle de la distance et de la proximité, construite à partir du positionnement du corps vis-à-vis de la Gare du Sud, la fait passer d'un objet que les yeux s'approprient dans son entièreté à un objet que les sens et les sensations du passant reconstituent au gré de son effleurement. Sur le terrain, le corps qui s'éloigne de la réalité et de ses détails, d'une proximité polluée et polluante, en rompant l'intersensorialité de l'interaction et en gagnant en vision et angle de vue, semble libérer la pensée de quantité d'entraves tel le traitement des saillances sensorielles de nature répulsive, laissant place à la fiction, au fantasme, à la projection, à l'idéal, à l'imaginaire dans l'appréhension d'une autre forme de réalité. Cette échelle monumentalise dans la distance ou détériore la monumentalité dans la proximité, la forme d'interaction spatiale avec la Gare la faisant glisser du domaine du sacré à celui de l'impur et du profané. Ainsi, patrimonialiser pourrait relever d'une mise en ordre de notre milieu, d'une extraction de la marge et de l'informité à l'origine de l'infirmité urbaine contournée.

Conclusion

Le plaidoyer patrimonial se fonde sur des preuves authentifiantes amenées par le discours ou par l'action, tous deux systématiquement construits dans ou à partir des interactions urbaines avec l'environnement physique et social. Ces preuves patrimoniales sont tirées ou échafaudées dans l'expérience des individus, expérience du monde et du patrimoine, qui les partagent avec d'autres dans le but d'élargir le groupe. L'argumentation patrimoniale en situation de conflit est liée à l'urgence et implique un processus limité dans le temps. Elle participe ici à la construction de la démonstration du caractère patrimonial d'un objet, essentiellement la Gare du Sud, parfois des villas Belle Époque. Y avoir recours révèle avant tout une forme d'instabilité de la notion – le terme n'est pas péjoratif – du fait de la pluralité de ses conceptions et vient souligner sa soumission à un principe de révision sociale. La preuve qu'il s'agit d'un objet patrimonial est que nous partageons cette idée avec d'autres dont on attend qu'ils reconnaissent notre expertise, aussi profane soit-elle et/ou dont on reconnaît l'expertise. Cette croyance est l'un des principaux fondements de la conception patrimoniale ordinaire. Elle est à la fois productrice de patrimoine et de lien social. À plonger dans la diversité des situations de mise en preuve, on se rend compte qu'elles révèlent l'existence d'un équipement expert de la personne ordinaire élaboré dans un rapport au monde comme proximité et pas seulement comme connaissance.

CINQUIÈME PARTIE :

ÉPROUVER LE PATRIMOINE

Introduction

Le choix du terme « éprouver » nous paraît évident, cependant son emploi dans cette conjonction au patrimoine mérite quelques éclaircissements. À la lecture de la définition du dictionnaire « Trésor de la Langue Française informatisé » du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales⁴⁸³, le terme « éprouver », de *esprover* (XI^e siècle), dérivé de *prouver*, présente un caractère polysémique. Le verbe éprouver, dans son emploi non factitif s'envisage dans le sens de « faire sur soi-même l'expérience, généralement forte ou profonde, d'une chose ». C'est dans le sens où « l'objet désigne une chose qui procure une connaissance » que l'emploi factitif vient éclairer notre démarche. Dans ce cas il signifie en effet « arriver à connaître par l'expérience, constater l'existence de quelque chose après expérience faite ». Éprouver c'est également, « sentir, ressentir fortement » un sentiment ou une sensation physique. Dans son emploi factitif, il signifie « soumettre une ou la qualité d'une personne ou d'une chose à une expérience susceptible d'établir la valeur positive de cette qualité ».

Que signifierait alors « éprouver le patrimoine » ? Si, dans l'étape précédente, la volonté était de souligner, à la lumière du terrain, la façon dont nos informateurs s'engageaient à authentifier du patrimoine en tentant d'en faire la preuve, il s'agit désormais de s'attarder sur les différentes façons qu'ils ont d'en faire l'épreuve tout en le mettant à l'épreuve. Éprouver le patrimoine, ce serait en constater l'existence, le connaître, le concevoir par l'expérience. Ce serait également ressentir une émotion, voire développer un sentiment à son égard. Éprouver le patrimoine serait, enfin, mettre à l'épreuve, exposer les qualités (prédispositions patrimoniales) de certains objets, éléments ou espaces à l'expérience particulière de la quotidienneté, de l'habiter pour en établir la valeur voire la nature patrimoniale. Cette « mise en évidence » patrimoniale par l'épreuve pourrait correspondre au produit de ce que Nicolas Senil entend par « processus de construction [qui] s'exécute dès l'instant où les objets sont sélectionnés à la lumière des potentialités qu'ils recèlent⁴⁸⁴ » et, rajouterions nous, au filtre de sa représentation du patrimoine.

Cette partie vise à apporter un éclairage sur le rôle de l'habiter et, plus largement, de l'expérience dans l'identification patrimoniale et sur l'impact de cette identification sur les manières d'habiter. Habiter, nous dit Maria Gravari-Barbas, « suppose la construction de relations particulières tant vis-à-vis de l'espace considéré qu'avec les autres. Il suppose aussi des liens de proximité, voire souvent – quoique pas toujours – des liens d'affectivité. [...] Il est

483 Les définitions qui suivent ont été relevées sur le site Internet du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales www.cnrtl.fr/definition/eprouver

484 SENIL Nicolas, « Réordonner l'espace et le temps : analyses croisées de la mise en patrimoine de la grotte Chauvet et du viaduc de Millau », *Revue de géographie alpine* [En ligne], Nouveaux patrimoines : objets, acteurs, controverses, n° 99, 2, 2011, <http://rga.revues.org/1436>

important de considérer que le fait d'« habiter » implique un échange entre le lieu et l'occupant : s'il comprend des actions qui marquent les lieux, il implique aussi que le lieu marque celui qui l'occupe. [...] Habiter le patrimoine devrait ainsi prendre en compte l'ensemble des relations complexes que les hommes et les sociétés entretiennent avec leurs spatialités patrimoniales, les subissant et les transformant à la fois. Habiter un lieu n'est-ce pas aussi « être habité » par un lieu ?⁴⁸⁵ ». La caractérisation patrimoniale, relevée et révélée par les discours, ses multiples formes et les divers objets qu'elle investit, seraient le produit de l'expérience d'habiter. Pour reprendre le terme de Dominique Poulot, éprouver le patrimoine serait une manière de faire apparaître un « égo-patrimoine⁴⁸⁶ » engageant une forme de responsabilité dans la fabrique patrimoniale au quotidien.

1. L'expérience patrimoniale centrée autour du chez soi

Si, comme le souligne Perla Serfaty-Garzon, le décor domestique est une mise en scène de soi à partir de la disposition et l'organisation de différents éléments mobiles dans l'espace intérieur de l'habitation, du chez-soi⁴⁸⁷ (meubles, objets divers, textiles, plantes...) et des liens qui sont tissés entre eux, il semblerait également que des éléments préexistants à cet ordonnancement jouent un rôle dans la trame décorative. Il paraît d'ailleurs impossible de les négliger dans la considération de ce qu'elle nomme « “l'enveloppe intérieure” de notre habitat⁴⁸⁸ » pour définir le décor domestique. Ces éléments préexistants à l'aménagement correspondent à ce que la maison en tant que coquille architecturalement organisée et parfois précédemment habitée impose à celui qui emménage et/ou y évolue. Si l'on concède à la suite des travaux d'Henri Lefebvre⁴⁸⁹, de ceux de Gaston Bachelard⁴⁹⁰, d'Henri Raymond⁴⁹¹ ou encore de ceux de Perla Serfaty-Garzon qu'il « existe une culture de l'habitat français qui voit dans la sphère

485 GRAVARI-BARBAS Maria (Éd.), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, op. cit., p. 14.

486 POULOT Dominique, « De la raison patrimoniale aux mondes du patrimoine », *Socio-anthropologie* [En ligne], Les mondes du patrimoine, n° 19, 2006, consulté le 28 mars 2012, <http://socio-anthropologie.revues.org/index753.html>

487 Nous retenons ici la définition que donne Perla Serfaty-Garzon du chez-soi : « Dans le sens commun, la vie quotidienne renvoie aux routines, mécanismes et bricolages de la vie familiale et privée, au travail domestique, aux activités ordinaires de la consommation, de l'entretien de soi et du chez-soi. Comme la vie quotidienne, au sein de laquelle il s'inscrit comme une figure majeure, le chez-soi est l'aboutissement d'une production, peut être mystifiée, mais néanmoins œuvre. Production en ce qu'il capitalise, comme il apparaît désormais à notre sensibilité contemporaine, de mise en œuvre et de reproduction de normes sociales, de jeux de rôle, de comportements consommatoires, d'intégration sociale et de stabilité, d'attachement, d'inconscient, de symbolique, d'onirisme et d'imaginaire. Œuvre en ce qu'il appelle d'appropriations, de mise en cohérence entre le soi et son espace d'ancrage, de choix relationnels, de déploiement hospitalier et de repli sur l'intimité » : SERFATI-GARZON Perla, *Chez soi, les territoires de l'intimité*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 9.

488 SERFATI-GARZON Perla, « Le décor domestique, une mise en scène de soi », op. cit., p. 107.

489 LEFEBVRE Henri, *Critique de la vie quotidienne*, Paris, Grasset, 1947.

490 BACHELARD Gaston, *La poétique de l'espace*, Paris, Presses Universitaires de France, 1972, 214 p.

491 RAYMOND Henri et al., *L'habitat pavillonnaire*, Paris, CRU, 1965.

privée le champ de l'exercice d'une forme de liberté : celle d'agir sur l'espace⁴⁹² », de lui donner du sens à partir de son organisation, de son aménagement, de sa transformation en soumission à des normes culturelles et/ou exprimant une originalité personnelle, il n'en reste pas moins vrai qu'un certain nombre de contraintes s'impose limitant la libre action sur l'espace intérieur.

L'emplacement des ouvertures, en particuliers des fenêtres, en tant que dispositifs qui « commandent toute l'organisation de l'espace domestique⁴⁹³ », et ce qu'elles permettent au regard de saisir quotidiennement de l'extérieur, peut s'envisager comme une contrainte décorative sur laquelle l'habitant ne peut agir que par l'occultation ou la mise en valeur. Considérer la place de la fenêtre et reconsidérer la représentation de la vue au cœur de notre analyse s'explique par la récurrence des références qui y sont faites par nos informateurs en termes de patrimoine. De la même façon, les décors peints, survivances ornementales de la Belle Époque en ce qui concerne la Libération, s'affirment comme des éléments patrimoniaux dans les discours d'habitants du quartier. Ici la contrainte est relative, comme nous allons le voir, à l'état de vétusté des peintures, à leur unicité, aux coûts de restauration mais aussi à l'histoire des habitants qui les fréquentent au quotidien, à leurs expériences, aux valeurs et pratiques sociales et culturelles qui orientent les manières d'habiter.

Considérer que ces deux éléments participent à la tonalité affective du logement plus particulièrement au travers de leur caractérisation patrimoniale c'est faire l'hypothèse qu'une fabrique patrimoniale dans l'intimité du quotidien jouerait un rôle sur les manières d'habiter des individus et en serait tout autant une production. Considérant que « si « décor » évoque le théâtre et suppose un public, domestique renvoie à « privé »⁴⁹⁴ », quel sens et quelle portée accorder à la caractérisation patrimoniale participant de façon plus ou moins contrainte et contraignante au décor domestique ?

492 SERFATI-GARZON Perla, *Chez soi, les territoires de l'intimité*, op. cit., p. 118.

493 SEGAUD Marion, *Anthropologie de l'espace. Habiter, fonder, distribuer, transformer*, op. cit. p. 124.

494 SERFATI-GARZON Perla, « Le décor domestique, une mise en scène de soi », op. cit., p. 107.

1.1. Du patrimoine chez soi : traces, décors, architecture

1.1.1. Une particularité du quartier de la Libération : les décors intérieurs de la Belle Époque

Malgré les nombreuses démolitions de bâtiments et de villas Belle Époque dans le quartier de la Libération engendrées par le développement de la ville vers le nord dès le milieu des années 1960, à peu près 70 % du parc de villas, l'architecture de cette époque, toujours largement représentée, révèle de nombreux décors, peints ou moulés, auxquels l'œil du passant ne manque pas de s'arrêter. Lorsqu'il s'agit de villas, les façades sont ornées de nombreux décors, essentiellement des balustres et des frises représentant généralement des motifs floraux. Quant aux hôtels particuliers et aux immeubles, très souvent appelés palais, les architectes de l'époque en ont orné les façades de placages de relief en stuc, de cariatides, de colonnades, les angles de ces bâtiments étant parfois surmontés de coupoles recouvertes d'ardoises (mode Haussmannienne) ou de tuiles vernissées (passé ligure de la ville). De nombreux ouvrages tels que « Façades peintes dans les Alpes-Maritimes⁴⁹⁵ » ou *L'Architecture Belle Époque à Nice*⁴⁹⁶ et bien d'autres en présentent la particularité et s'attachent à dresser un inventaire des constructions de ce style architectural. Mais ce que le passant, l'arpenteur ou même l'habitant de l'immeuble d'en face ne voit pas ce sont les riches décors intérieurs, témoins de techniques fort employées à la fin du XIX^e siècle et au début du suivant (verroterie, fresque...), révélateurs de modes d'habiter laissant une grande place à l'esthétique au quotidien. Si ce que cachent ces intérieurs se veut souvent le reflet des fastes décors extérieurs affichés par de riches propriétaires désireux de donner à voir et à connaître leur fortune, il arrive toutefois que des immeubles



ill.87 : Fresque Belle Époque. Crédit photo: Éd. Gilletta

495 CANDAU Joël (Éd.), « Façades peintes dans les Alpes-Maritimes », *Le monde Alpin et Rhodanien*, n° 1, 1998, 87 p.

496 STEVE Michel, *L'Architecture Belle Époque à Nice*, Nice, Demaistre, 1995, 48 p.

d'habitation de cette même époque, sans trop d'attraits en façade ou plus modestes, recèlent d'incroyables décors peints.

Ils sont en général l'œuvre d'artisans locaux mais surtout d'artisans issus de l'immigration italienne. De nombreux corps de métiers travaillent alors avec des techniques variées dans une recherche permanente de qualité, de profusion de décors et de plaisir esthétique. Maçons, ferronniers, staffeurs, stucateurs, marbriers, céramistes, peintres mettent alors leurs talents et leurs savoir-faire au service de grands architectes tels que Charles Dalmas ou Sébastien-Marcel Biasini, mais travaillent également sur la décoration de leur propre habitation, particulièrement dans l'ornementation de leur intérieur, dans la volonté d'y laisser leur marque. Les immigrés italiens venus s'installer dans le quartier de la Libération pour participer à la croissance urbaine de la ville vers le nord ont donc somptueusement décoré certains intérieurs d'immeubles, d'appartements, de villas laissant aux propriétaires successifs (le plus souvent leur descendants, toujours nombreux dans le quartier) la possibilité de jouir au quotidien de scènes, de paysages ou d'ornements divers déroulant leurs couleurs sur les murs et plafonds de leur espace domestique. Les intérieurs décorés, plus particulièrement peints, sont une des particularités du quartier mais les modes et les réhabilitations successives les ont bien souvent recouverts dans les parties collectives. Les propriétaires ne pouvant pas ou ne désirant pas toujours les conserver, les restaurer chez eux ont parfois fait le choix de les faire disparaître en les recouvrant ou en les faisant tomber. Cependant nos visites chez certains informateurs ont été l'occasion d'admirer ces décors peints et d'incroyables vitraux, une richesse intérieure, cachée du regard des passants. Quelques uns les évoquent au cours des entretiens et emploient à leur égard des termes relevant du patrimoine. Quelle est la signification d'une telle caractérisation ? Comment peut s'envisager une fabrique patrimoniale – dans sons sens culturel – en quelque sorte privée, sans autre forme de reconnaissance que celle de l'individu qui habite ces intérieurs décorés et les côtoie au quotidien ?

1.1.2. Restaurer, moderniser, conserver ou le choix du mode d'appropriation

Puisque aucune protection institutionnelle ne porte sur les bâtiments dans lesquels nos informateurs habitent qui pourrait être susceptible d'imposer une forme de connexion distanciée entre l'habitant et l'entité spatiale dans laquelle il vit, par l'entremise de règles à respecter, il n'y a donc aucune limite, sinon celles décidées par et pour la copropriété, dans l'aménagement de son chez-soi. Cependant, ce que révèlent ici les entretiens est tout autre. Une contrainte s'affirme autre que celle de la configuration du logement. Les murs et/ou les plafonds ne sont pas blancs, une composition a déjà été écrite que les habitants lisent et éprouvent et face à laquelle

ils se positionnent. Autrement dit cette composition s'impose et impose le choix de la faire résonner, de la faire taire, d'en faire varier les notes ou de leur redonner de l'éclat.

Être propriétaire d'un logement possédant de tels décors, c'est-à-dire en avoir la propriété juridique, signifie forcément être confronté à un moment ou un autre à la nécessité d'effectuer des choix quant à leur destinée. Parce qu'il s'agit avant tout d'habiter en un lieu et de se l'approprier, de le faire sien en le marquant, c'est-à-dire de le rendre habitable en fonction de ses choix personnels, de sorte qu'il exprime ce que l'on attend de lui, autrement dit un espace propre, un espace de l'intimité,

un espace de l'identité. C'est également ce qu'avance Nathalie Ortar dans son étude sur les résidences secondaires d'un petit village de l'Ain inscrites au répertoire des Bâtiments de France. « Un objet patrimonial, dit-elle, ne peut être habité qu'au prix d'une part de perte générée par le besoin d'appriivoiser un espace, sous peine, pour son propriétaire, de rester le visiteur d'une coquille vide⁴⁹⁷ ». Ces décors qualifient l'habitation et permettent ainsi de l'identifier. Ils participent au développement de liens particuliers aux lieux et orientent les pratiques de ceux qui les côtoient quotidiennement. Cependant, ces décors n'arrivent pas toujours au présent dans leur entièreté originelle. Signes d'une mode surannée, tombés en désuétude, ou trop endommagés pour envisager une restauration coûteuse, bien souvent mutilés pour les besoins de l'amélioration du confort (plomberie, électricité...), il n'en reste parfois que des traces. Mais en tant qu'indice, vestige, empreinte, « la trace renvoie au champ de l'histoire et surtout de la mémoire : elle rend présent ce qui a été⁴⁹⁸ ».



ill.88 : fresque témoin conservée par Michèle

497 ORTAR Nathalie, « Restaurer sa maison à l'ombre d'un patrimoine », in GRAVARI-BARBAS Maria (Éd.), *Habiter le patrimoine, enjeux, approches, vécu, op. cit.*, p. 48.

498 VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines, op. cit.*, p. 10.

Michèle, l'une de nos informatrices les plus loquaces, responsable départementale d'une association de sauvegarde et protection du patrimoine, évoque tout d'abord les décors intérieurs qu'elle a connus dans son ancien immeuble et son ancien appartement un peu plus loin dans le quartier. Elle prend soin de décrire tous les détails décoratifs dans une sorte de visite virtuelle.

« Quand je suis rentrée dans l'immeuble, toute la cage d'escalier est voûtée et elle est entièrement peinte avec des bouquets. L'entrée est assez étonnante parce que ce sont des papillons de nuit. C'est particulier parce que la plupart du temps c'est fleuri, rarement zoomorphe ou alors avec des têtes de femme. Quand j'ai vu ça, je me suis dit que cet immeuble devait être peint. Tous les plafonds devaient être comme ça. La première chose que j'ai demandé aux hommes, c'est de monter sur l'échafaudage et de frotter le plafond au savon, un petit coin, un angle du plafond du salon. Alors là y avait la couche de vert Saint-Ponce, dessous une couche de bleu tue-mouches et dessous y avait des lys blancs. Donc là j'ai passé des semaines, des mois, je rentrais entre midi et deux, je montais sur l'échafaudage et je frottais et j'ai tout refait ».



ill.89 : Décors peints restaurés par Michèle

Elle est décoratrice. Elle souligne son abattement et sa peine au moment de déménager puis son ravissement à la découverte d'autres décors peints dans son nouvel intérieur sans oublier de mentionner avec humour le désarroi de son mari face à un nouveau « chantier ».

« Vous voyez les anges qui sont là ? Tout était couvert de papier peint. La dame me disait : “maman adorait le style génois... ”. Tout a commencé quand j'ai tiré le papier à la salle de bain et que j'ai vu les oiseaux, je me suis dit “ça y est !”. Je vais vous montrer, venez... [...] C'est vrai qu'on s'est engagé dans de grands travaux, mais ça n'a rien coûté parce des plafonds restaurés comme ça il faut compter 3 000 francs le mètre carré. Moi j'ai redessiné des endroits... Voyez les petites vasques qui sont là. Regardez le plafond de la chambre, il est comme ceux des villas à côté donc moi j'ai repris [...] Ici, ça c'est moi qui l'ai rajouté, qui l'ai fait, inspiré des décors que j'avais retrouvés : le petit coin au fond du jardin. Et y a des endroits où c'était pas possible de tirer quoique ce soit dans la mesure où y a eu justement cette peinture monocouche. C'est une catastrophe pour le patrimoine. »



ill.90 : Entre restauration et inspiration

L'appropriation passe parfois par la restauration, une restauration à son goût et qui ne tient pas compte des questions qui préoccupent les professionnels et les institutions de la conservation concernant particulièrement la technique à adopter et l'éthique de la restauration telles que les a questionnées Camillo Boito⁴⁹⁹. « Comme tous les héritages, toute trace est ambiguë, à double titre. En premier lieu, elle est incomplète en regard de ce qui a fait trace – témoin malgré elle, elle en signifie l'absence – et elle est également la preuve que tout n'est pas perdu : à partir de la trace, cette “semence de remémoration”, on peut espérer annuler la perte. En second lieu, elle peut être trahison de ce dont elle fait trace : son incomplète appelle la reconstruction de ce qui n'est plus avec le risque inhérent de l'invention ou de l'altération⁵⁰⁰ ». À travers les transformations apportées, les corrections et les ajouts, l'habitant fait vivre plus que durer la nature patrimoniale de l'objet ou de son chez-soi. Pour Michèle, la préservation des décors peints passe par leur découverte, voire leur recherche, puis un réinvestissement entre mise en valeur et accommodation. L'acte volontaire de rechercher et mettre à jour ces décors, rappelant la démarche archéologique, témoigne d'une assimilation de la notion de patrimoine passée au filtre de ses propres intérêts, de sa propre histoire, de son expérience. Cet acte atteste d'une quête ou d'une reconquête du passé à travers ses traces – caractérisée socialement et culturellement – et témoigne du fait, devenu presque essentiel, de s'en entourer. L'appropriation de ces décors commence par l'acte volontaire de la recherche puis par celui de la restauration et de la touche personnelle qui les transforment. L'engagement ne peut être plus personnel et l'usage plus exclusif. Il ne peut y avoir d'acte plus évocateur quant à l'appropriation. Le marquage n'est pas seulement symbolique mais bien matériel par le fait du réinvestissement des traces. Comme le signalent Perla Serfaty-Garzon dans le Dictionnaire de l'habitat et du logement, « le marquage, par la disposition des objets ou les interventions sur l'espace habité, est l'aspect matériel le plus important de l'appropriation⁵⁰¹ ». L'œuvre n'est plus seulement une trace du passé mais un produit de la modernité, fondé sur la valeur « authentique » des trouvailles, et des significations qui leur sont accordées par l'actrice de la recomposition. Redonner une place, une visibilité à ces traces dans l'habitation, de surcroît au moment de l'installation, c'est agir pour prendre sa propre place, construire son chez-soi en lui donnant une identité mêlant identité originelle du lieu et identification de soi.

499 BOITO Camillo, *Conserver ou restaurer : les dilemmes du patrimoine*, Paris, Éditions de l'Imprimeur, 2000, 212 p.

500 CANDAU Joël, « Traces singulières, traces partagées ? », *Socio-Anthropologie* [En ligne], Traces, n° 12, 2002, consulté le 21 décembre 2011, <http://socio-anthropologie.revues.org/index149.html>

501 SEGAUD Marion, BRUN Jacques, DRIANT Jean-Claude (Éd.), *op. cit.*, p. 28.

Mais que ce soit dans ce cas ou celui où l'habitant est dans l'obligation de faire disparaître les décors en raison de leur mauvais état ou de problèmes financiers, c'est bien la question de l'occupation qui se fait centrale. Occuper, c'est avant tout prendre possession pour s'installer. Occuper relève donc autant de l'être que de l'avoir, être dans un lieu, remplir un espace, mais aussi se consacrer, remplir son temps voire s'adonner (comme Michèle a pu le faire à rechercher et restaurer les traces peintes). C'est bien ce qui caractérise en premier lieu le fait d'habiter, qui mobilise (sur la durée) un espace et nécessite du temps. Occuper, c'est ordonner son environnement aussi symboliquement que matériellement, s'occuper à cette tâche c'est agir sur lui sous son influence. C'est s'investir soi, s'engager dans l'investissement des lieux et de ce qui les compose bien souvent par le biais d'un investissement matériel pour l'adapter à ses besoins et ses goûts au présent. Relativement aux besoins de l'occupation, l'état de certains décors ne laisse parfois à l'habitant pas grande alternative quant à leur devenir. Entre l'« effet de ruine » qui fait appel à l'imaginaire comme à la mémoire et leur considération comme déchets, les traces qu'il reste de décors continuent d'agir symboliquement par le seul fait d'un jour avoir été imaginés, habillant cet intérieur. Si elles continuent de retentir, de raisonner malgré leur disparition matérielle c'est uniquement sur la personne ou le groupe familial à l'origine de la décision de leur définitive invisibilité. La signification qui leur est alors attribuée est vouée à disparaître avec l'individu qui, le dernier, aura mis à l'épreuve et fait l'épreuve de ces traces.



ill.91 : Le goût de restaurer les vestiges du passé

« Mon immeuble a été fait en 1880 pour les ouvriers italiens qui construisaient le quartier. Et alors là y avait des fresques sur le plafond. Ils avaient fait des peintures, des fresques dans les tons bleus. Mais il n'y en a presque plus. On a été obligé de faire repeindre et dans certaines pièces j'ai tout fait tomber et refait un sous-plafond sur l'ancien. Bon au moins j'ai vu les restes. Je sais que cet appartement il a du cachet

parce que c'est rare d'avoir ça chez soi ! On peut plus les voir ou les montrer, moi je sais que c'est là comme à la campagne les églises quand on enlève la peinture on trouve des trésors. » (Mme A.)

Parfois, agir sur son environnement intérieur, c'est le laisser agir sur soi, parce qu'il ne pourrait convenir autrement. Habiter est une interaction complexe entre soi et le lieu sous l'influence de représentations sociales et de valeurs et pratiques culturelles.

« Notre immeuble il est magnifique à l'intérieur, vous avez vu ? Il y a des fresques sur toute la cage d'escalier. Vous avez des fresques qui représentent les fables de La Fontaine couleur sépia dans l'entrée et tout le long. Ah il est magnifique, comme un monument ! Tous les appartements ont des fresques comme chez moi. Nous sommes les seules à les avoir conservées dans l'immeuble. La propriétaire quand elle a fait refaire les appartements, elle les a faites enlever. C'est dommage parce que dans chaque appartement c'était différent. Elle m'a toujours dit que notre immeuble, qui d'apparence est beaucoup moins joli que celui-ci qui est en pierres de taille, [elle montre l'immeuble d'en face par la fenêtre] est plus ancien. Il daterait de 1870 par là... » (Mme A.C.)

Dans l'espace domestique de Mme A.C. et de sa sœur, peu de luminosité, des murs et plafonds assombris par une couche de poussière que les années ont déposée sur les décors peints. Sous cette pellicule grise, presque protectrice, des scènes et des ornements quasi intacts, seules de minces fissures marquent l'altération du temps. Elles ont fait le choix de vivre dans ces décors sur lesquels jamais aucune intervention n'a été effectuée, ni de leur part ni de celle d'un professionnel. *« Nous préférons que ça reste comme ça, enfin, je préfère ma sœur en a un peu marre, mais j'ai peur que si on y touche on les abîme et faire venir quelqu'un, c'est bien trop cher ! »* Elles ont grandi dans cet appartement. Mme A.C. en est partie quelques années pour vivre à l'étranger tandis que sa sœur ne l'a jamais quitté. Puis elles en ont hérité de leurs parents. Dans les encadrements peints sur les murs, Mme A.C. a exposé ses propres toiles.

« Un jour j'ai dit : pourquoi les bâtiments qui sont encore de nos jours, j'irais pas les peindre sur place ? Et c'est ce que j'ai fait pour la Gare. C'était facile, je l'avais là tous les jours. Et puis après je me suis dit que j'allais continuer le thème du début du siècle [...] Ma sœur me dit qu'il faut que j'arrive à me détacher du passé. Elle a certainement raison mais c'est mon plaisir. » (Mme A.C.)

S'il est question de contrainte liée à la présence de ces décors et de choix quant à leur maintien, il semblerait que le sens et l'importance accordés par celles qui y habitent définissent cette contrainte et oriente ce choix. Autrement dit, l'attachement, le rapport affectif à ces décors qui orientent le choix de la conservation en l'état, ne sont pas seulement le produit d'un rapport quotidien au lieu mais tout autant de l'intérêt porté par l'individu aux témoins et témoignages du passé plus généralement, l'un et l'autre se renforçant mutuellement. La contrainte n'est pas seulement celle de la présence de ces décors mais tout autant une contrainte personnelle, entre soumission aux normes culturelles et expression de soi, d'un mode de penser et d'être. Il est également question d'adaptation, adaptation qui s'envisage comme un objectif d'harmonie entre l'intérieur, défini entre autres par la présence de ces décors, et soi. Vivre dans des pièces assombries par des murs noircis est indissociable de l'envie et du plaisir de côtoyer des traces, des témoignages du passé. C'est une sorte de vie dans l'histoire, celle du lieu et celle de la famille, où la « coquille » intérieure ne témoigne du temps qui passe qu'à travers les murs qui noircissent avec les années et les fines fissures qui gagnent les scènes figées qu'un décorateur a posées voilà plus d'un siècle. Le choix de leur conservation sous cette forme dénote d'un rapport affectif ancré dans les lieux, d'une projection de sentiments et de mémoire dans les décors.

Effectuer un choix concernant le devenir de ces décors contribue à identifier le lieu par le fait de régenter sa « coloration » intérieure, d'affirmer par rapport à lui une sorte de domination. Le choix va induire l'inscription d'un pan de son histoire dans une rupture ou une continuité ou encore une superposition temporelle, du moins l'inscrire dans une dimension faisant coïncider usages et goûts contemporains à un décor qui puise son intérêt et acquiert une valeur du fait d'avoir traversé le temps. La décision prise concernant l'intervention sur l'habillage intérieur existant, en participant à la construction ou à l'évolution de l'identité du lieu, engendre des pratiques du lieu qui



ill.92 : L'ambiance du chez soi

participent à définir la manière d'habiter. Une véritable tension s'institue entre le logement et l'habitant, induite par la présence de décors ayant traversé les époques et leur réception en fonction du filtre de l'histoire personnelle soumise au rapport social et culturel de la société aux « choses » du passé. Faire un choix concernant ces décors, même celui de ne pas intervenir, c'est réduire, apaiser cette tension parce qu'il s'agit d'un acte organisationnel participant à faire de l'intérieur un univers qui a du sens pour soi. Mais l'engagement singulier vis-à-vis de ces traces, s'il témoigne de goûts ou d'une histoire personnelle (comme la maison héritée par la femme de M. De.), est orienté par des valeurs collectivement partagées en regard d'ouvrages venus d'une époque révolue.

1.1.3. La caractérisation patrimoniale comme œuvre de l'habiter

Aucune des habitations de nos informateurs n'est inscrite au répertoire des bâtiments de France. Aucune n'a donc de valeur patrimoniale « reconnue », authentifiée institutionnellement. Cependant, leurs habitants leur attribuent au-delà de valeurs esthétiques, une véritable valeur patrimoniale. En effet, comme les extraits d'entretiens nous le montrent, les informateurs considèrent leur immeuble et leur logement comme des objets d'histoire, des objets qui possèdent une histoire. Ils en font la preuve par l'évocation de l'ancienneté du bâtiment, en resituant leur construction, par la description de décors d'une autre époque auxquels ils ont attribué une valeur affective singulière. La valeur patrimoniale du lieu habité n'existe qu'à travers la considération qu'en ont ses occupants. Ici, il n'est point question d'habitat ou d'espace classé mais bien de constructions de facture Belle Époque réservant à leurs habitants les surprises d'intérieurs esthétiquement remarquables.

Mais il est grandement question d'authenticité, l'authenticité du lieu habité tout d'abord, de la coquille dirions-nous, qui viendrait légitimer une forme d'authenticité originelle de la personne permettant de justifier une singularité voire parfois une distance sociale. Si la production architecturale est la marque du pouvoir par excellence en inscrivant dans la pierre une réussite économique et une prépondérance sociale et politique, elle est aussi « fortement associée à la question de la durabilité du marquage, à la transmission et à la reproduction sociale⁵⁰² ». Alors, hériter en droite ligne d'un bien inscrit dans le temps long et authentifiant matériellement l'histoire de ses origines, c'est légitimer l'authenticité de sa position sociale, de son ancrage. Maintenir ce bien, le faire perdurer dans un « proche identique » en veillant à son entretien, c'est participer au maintien de son identité et, à travers elle, au maintien de l'identité familiale. Les intérieurs et leur richesses, s'ils restent invisibles au passant, participent à la

502 VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines*, op. cit. p. 12.

fois au caractère authentique de l'habitation, à la qualification et l'identification des lieux, à l'inscription identitaire de l'habitant.

« Cette maison, c'est ma femme qui en a hérité de ses parents. C'était la haute bourgeoisie de Nice. Sa famille l'a faite construire à la fin du XIX^e siècle. C'est une merveille dans son genre. Regardez les décors et les vitraux. Ça vous ne le verrez dans aucune autre maison ici, des volutes, des fleurs, des têtes de femmes, des étoiles, des papillons... C'est la famille qui les a commandés comme ça. Même si on y vit tous les jours depuis 50 ans, on sait la chance qu'on a [...] On a fait nettoyer et restaurer certaines parties récemment sur les deux montées d'escaliers. Il faut le faire régulièrement, pas tous les ans mais une fois par-ci une fois par-là pour entretenir. C'est à la fois notre patrimoine mais du patrimoine, ça raconte une époque, des gens... » (M. De.)

Ces fresques, ces vitraux, ces décors sont représentatifs d'une époque significative dans l'essor de la ville d'un point de vue historique, urbanistique mais également social principalement en ce qu'elle a installé de nouvelles populations (commanditaires et main d'œuvre étrangers) ou donné une visibilité sociale à des familles locales. Même si elle est partielle ou accommodée, chacun des habitants évoquant les décors de son intérieur possède une connaissance de l'origine de ces traces. En évoquant plus ou moins vaguement la date de construction des bâtiments, l'origine sociale des bâtisseurs et celle des commanditaires, tous se placent en héritiers et en témoins privilégiés de l'histoire de l'urbanisation et de l'histoire sociale de leur quartier et plus largement de la ville de Nice.

Si les informateurs évoquent les façades, la beauté de leur architecture appropriable par tous, ils



ill.93 : Vitrail de la maison de M. De.

s'attardent davantage à en décrire les intérieurs signifiant ainsi la portée pour eux, insoupçonnée par les autres, des qualités et caractéristiques historiques et décoratives qui participent à leur caractérisation patrimoniale. Patrimoine semi-privé quand il s'agit des parties communes de l'immeuble, plus particulièrement des espaces et dispositifs intermédiaires, comme l'entrée ou les escaliers⁵⁰³, patrimoine privé quand il est question de l'intérieur de son logement, la détermination patrimoniale est évidente pour ceux qui se sont appropriés ces lieux au quotidien et qui leur donnent sens par le fait de les habiter et de les côtoyer, de les entretenir, de les (re) découvrir ou de se souvenir de leur existence. Ainsi se mettent parfois en place de véritables chantiers de restauration où le propriétaire va engager lui-même des sondages, faire appel à des professionnels ou assister à la mise en valeur des richesses de copropriété.

Comme le signale Dominique Poulot, nombre d'études ethnologiques concernant le patrimoine s'intéressent à la manière dont les monuments, les objets patrimoniaux sont « vécus » par leurs habitants⁵⁰⁴. Dans notre cas, l'angle d'approche est renversé pour s'attacher à la façon dont les habitants fabriquent du patrimoine, du moins accordent une valeur patrimoniale à un objet de leur quotidien à travers leurs manières d'habiter. C'est en saisissant la façon dont la notion de patrimoine a glissé vers les intérieurs, les espaces privés, qu'il est possible de comprendre la façon dont ils participent à l'habiter. La notion de patrimoine s'introduit dans les espaces de l'intime, la dimension collective du patrimoine reste aux portes de l'immeuble, dans la rue, alors que les dimensions identitaire, culturelle, esthétique, mémorielle, les valeurs d'ancienneté, d'authenticité et la question de la conservation (et de la sauvegarde) qui le définissent pénètrent le privé. La notion s'adopte et s'adapte aux espaces feutrés du chez-soi. S'il est déjà patrimoine (immobilier) dans son sens de bien possédé (hérité, acheté), de ressource, ce même bien va être connoté d'une autre dimension patrimoniale. La notion, dans son sens d'héritage commun, de repère identitaire pour le groupe, de capital social et culturel collectif, va conserver une valeur performative dans un domaine qui sort de l'espace public dans lequel elle prend sens et de la collectivité de laquelle elle tient sa définition.

Si les informateurs propriétaires de villas attribuent une valeur patrimoniale à leur habitation à partir des richesses décoratives qui l'habillent et la singularisent, ceux qui possèdent un appartement vont davantage focaliser la caractérisation patrimoniale sur les décors eux-mêmes, qu'ils se situent dans les espaces de la copropriété ou celui, exclusif, de leur espace domestique. Si dans les espaces privés, intimes, ces traces se font patrimoine à

503 Ces espaces et dispositifs ne sont pas réductibles à la circulation fonctionnelle et distributive. Bien au contraire ils représentent des étapes nécessaires d'un parcours, comme le signale Perla Serfaty-Garzon, « jalonné de multiples éléments signifiants, développant la phase liminaire du passage de l'être intime à l'espace public et sociable, et réciproquement, des rituels de politesse, d'agrégation au groupe de résidence et à la maisonnée » in SERFATY-GARZON Perla, *Chez soi, les territoires de l'intime*, op. cit., p. 149.

504 POULOT Dominique, « De la raison patrimoniale aux mondes patrimoniaux », op. cit.

usage et jouissance exclusifs, elles ne restent toutefois que les témoins d'une époque pour la collectivité qui, lorsqu'elle n'ignore pas leur existence, peut les concevoir comme des marqueurs esthétiques, une richesse artistique produite au cours de l'urbanisation de la ville. Cependant la collectivité en est l'héritière symbolique dans le sens où ces traces, par les choix de générations d'individus parfois à contrecourant des « tendances » culturelles et des modes d'aménagement et d'habiter, témoignent encore.

Dans le quotidien de l'habiter, dans le cadre de l'intime, se fabrique un patrimoine peu ordinaire, un égo-patrimoine dont seuls les propriétaires, en acteurs non académiques de la conservation, de la restauration et de la mise en valeur, sont responsables. Malgré eux et avec leurs seuls moyens, ils ont la responsabilité de la perdurance de ces traces, témoins pertinents et notoires de ce que fut la Belle Époque à Nice et de sa représentativité dans le quartier.



ill.94 : Restaurer mais pas trop, pour voir l'œuvre du temps qui passe

Au-delà même de l'histoire des techniques et de l'histoire sociale de cette période, c'est un pan de l'histoire de l'habiter que ces informateurs ont entre leurs murs, entre leurs mains. Cette responsabilité non consciente, c'est bien ce qui semble influencer et peser sur la caractérisation, la considération patrimoniale de ces traces. C'est une responsabilité qui dépasse le simple choix de faire pour soi. Une responsabilité d'héritiers chargés d'une transmission particulièrement signifiante pour la collectivité et qui se joue dans la mise en place d'un équilibre convenable entre adapter ses pratiques à ces traces et adapter le lieu à ses pratiques d'habiter. Ainsi en parler comme étant du patrimoine n'est pas neutre.

Cet exemple signifiant du glissement de la notion de patrimoine dans le sens commun en marque en même temps l'évolution. Même s'« il ne suffit pas de dire "ceci est du patrimoine" pour que la trace devienne marque : tout le monde n'est pas en position de décréter le patrimoine⁵⁰⁵ », d'un point de vue institutionnel rajouterions-nous, l'anthropologue confronté à ces situations récurrentes ne peut qu'être attiré par ce qui se joue derrière le partage d'une telle pratique, dire « ceci est patrimoine », devenue ordinaire. Il ne s'agit pas tant de comprendre pourquoi les informateurs parlent d'un décor Belle Époque privé comme étant du patrimoine

505 VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines*, op. cit., p. 31.

mais bien de déterminer comment ce processus de production qualifie désormais nos manières d'habiter et d'être au monde. Au quotidien, caractériser un objet comme étant du patrimoine relèverait alors d'une forme de compétence, c'est-à-dire une capacité à s'approprier et manipuler sa représentation sociale sous forme de savoir, invoquer ou plutôt convoquer la performativité du terme lorsqu'il est estimé que les qualités de l'objet suffisent à identifier un ou du patrimoine. C'est-à-dire lorsque les qualités éprouvées de l'objet s'avèrent pertinentes au regard de celles du « répertoire patrimonial » et s'inscrivent dans les cadres de la représentation que l'individu se fait du patrimoine.

S'il est une construction sociale toujours en évolution, ou plus encore un palimpseste⁵⁰⁶, la définition qui en est véhiculée aujourd'hui par la société semble bien être le produit de la mémoire patrimoniale telle que l'entend Lucie K. Morisset⁵⁰⁷. Cette définition se présente elle-même désormais sous la forme d'un capital appropriable (socialement et culturellement façonné) participant ainsi à l'économie des connaissances qui permet à chacun d'assigner un sens aux objets, de leur attribuer des valeurs et de les (ré)investir d'une fonction. Dans la mesure où la conception patrimoniale des individus à l'origine de la caractérisation d'un objet s'envisage comme une représentation qui puise son sens de la forme appropriée de la conception patrimoniale du collectif, alors la trace, l'empreinte, comme héritages du passé, telles qu'évoquées par nos informateurs, à défaut de devenir marques ou repères pour le collectif, ne détiendraient-elles pas une forme de « réalité » (et non de vérité) patrimoniale instituée et véhiculée par lui ? Plus qu'un accès aux relations de nos informateurs à ces traces particulières, cette approche illustrative de la caractérisation patrimoniale au quotidien et du glissement de la notion dans le sens commun, pointe la manière dont se traduit, s'exprime, « se manipule » (plus ou moins stratégiquement) et se particularise une conception patrimoniale « inscrite sur le temps long de la mémoire patrimoniale⁵⁰⁸ ». Ainsi cet exemple des décors intérieurs Belle Époque comme « patrimoine chez-soi » souligne l'opérativité sociale de la conception patrimoniale, particulièrement ici dans le quotidien de l'habiter. Plus que ce que l'on fait dire aux objets, aux lieux c'est ce que l'on fait faire au patrimoine en tant que représentation qui constitue l'acte premier de la caractérisation.

506 CORBOZ André, « Le territoire comme palimpseste », CORBOZ André (Textes choisis et assemblés par Lucie K. MORISSET), *De la ville au patrimoine urbain. Histoire de forme et de sens*, Québec, Presses Universitaires du Québec, 2009, p. 69-88.

507 MORISSET Lucie K., *Des régimes d'authenticité*, op. cit., 131 p.

508 MORISSET Lucie K., *idem*, p. 29.

1.2. La vue de la fenêtre : un patrimoine au quotidien

1.2.1. La fenêtre, la vue, le regard : création paysagère du quotidien

Contrairement à l'espace pictural qui se définit et se laisse embrasser dans les limites de son cadre, l'espace de la vue de la fenêtre s'expose en une variété de tableaux que le jeu volontaire entre le corps de l'observateur et l'encadrement modèle à volonté. La fenêtre ouvre sur une « réalité » extérieure, autrement dit un « ouvert », variablement bouché ou dégagé, mais appréhendable à l'infini des limites imposées par les horizons de tout bord. Parce que le corps s'engage, son positionnement au regard de la fenêtre et la position qu'on lui fait adopter modulent le spectacle offert à la vue. Si la main ouvre la fenêtre, si le buste s'y penche, si la tête donne aux yeux la possibilité de balayer les hauteurs et les largeurs, alors le champ de vision s'élargit, le regard gagne en visibilité et en alternatives. Presque à volonté, le corps, la tête, les yeux, la combinaison de leurs mouvements, jouent sur l'échelle, les perspectives, les dimensions, les distances, les détails du tableau aux mille limites.

Cependant, la fenêtre n'autorise pas seulement un glissement progressif et non abrupt entre la maison et la rue. Elle s'envisage plutôt sous la forme d'un seuil à considérer, à première vue, comme « un dispositif du franchissement du regard⁵⁰⁹ » qui crée une dynamique de deux mouvements simultanés mais non analogues se rejoignant pour nourrir la connaissance et la signification accordées à la fois à la part d'extérieur visible et à l'habitation. Ce jeu de va-et-vient instaure le rapport subjectif intérieur/extérieur en imposant un mécanisme de différenciation à partir duquel va s'établir une relation spatiale et une relation à l'espace. Mais la fenêtre ne cristallise pas les limites du privé et du public. Elle est l'objet qui justement sert à les déplacer, à les atténuer, à synchroniser ou désynchroniser les temps et les espaces propres à ces domaines.

La fenêtre est bien un dispositif qui autorise une conjonction visuelle entre un individu et un environnement, un espace socialisé et permet de moduler la distance et la proximité. Elle agit ainsi comme un filtre auquel est octroyée la capacité d'éloigner ou de rapprocher les objets et les ambiances qui environnent le chez-soi. Elle est à la fois une séparation efficace et un module de branchement sur le monde extérieur entraînant la reconnaissance d'une limite franchissable et/ou déterminante. Pour Manar Hammad « la conjonction entre un sujet regardant et un objet regardé n'est valorisée que lorsqu'une relation de désir – il n'est pas nécessaire qu'elle soit symétrique ou positive – existe entre eux⁵¹⁰ ». Cette « relation de désir » marque pour nous l'intentionnalité qui exprime la différence entre le voir et le regarder, soit-elle

509 SEGAUD Marion, *Anthropologie de l'espace*, op. cit., p. 126.

510 HAMMAD Manar, *Lire l'espace, comprendre l'architecture : essais sémiotique*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2006, p. 152.

furtive, exploratoire, attentive, détachée ou contemplative. « Les yeux ne sont pas seulement des récepteurs à la lumière et aux choses du monde, ils en sont les créateurs en ce que voir n'est pas le décalque d'un dehors, mais la projection hors de soi d'une vision du monde⁵¹¹ ». Le regard comme attention sensible et mobile transforme l'espace traversé physiquement ou mentalement en paysage ou, pour reprendre le terme de Sansot, en « variations paysagères ». Il casse, déstructure l'ordre des choses pour les redistribuer de façon originale, subjective, une restitution matériellement, symboliquement et affectivement signifiante. La vue de la fenêtre correspond ainsi à une création paysagère de chaque regard qui met à l'épreuve le réel au travers d'un système d'interprétation à partir d'un bagage cognitif, d'un prisme social et culturel et de l'histoire de l'individu. Ces ressources prennent en charge la médiation entre celui qui perçoit et l'objet qu'il perçoit. Ainsi, l'œil ne reflète pas le monde qu'il voit à travers la fenêtre, mais il le construit, le représente à partir des formes porteuses de sens dont il se saisit⁵¹². Le perçu tamisé au filtre de l'histoire, de l'expérience, de la culture du percevant se reconstitue en une image signifiante et significative, bricolée dans la permanence du quotidien.

1.2.2. Représenter la vue de la fenêtre : sélection, décor et mise en scène

Certains informateurs ont parfois répondu graphiquement à la question de la représentation du quartier de la Libération par un dessin de ce qu'ils pouvaient apercevoir de leur fenêtre. Lilou⁵¹³, domiciliée durant cinq années sur l'avenue Malausséna, résidant hors du quartier désormais, s'excuse, se lève et va chercher ses feutres. Dessiner est l'une de ses occupations. Elle trace en premier lieu la Gare du Sud :

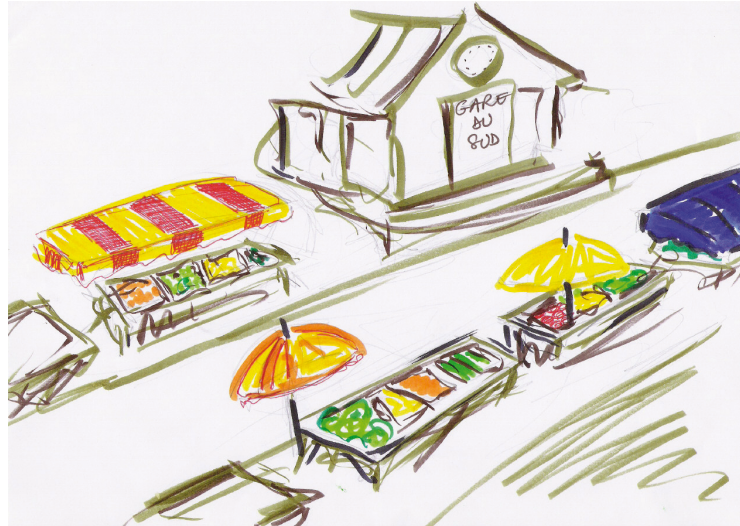
« Le quartier c'est le marché associé à la Gare, s'il n'y avait plus la Gare du Sud, il manquerait un truc et le marché ne serait plus le même. La Gare elle représente honnêtement le patrimoine, elle fait partie des meubles, c'est un peu ce qu'il y a de joli dans le quartier. Les façades des bâtiments sont jolies mais la Gare du Sud, pour moi c'est un Monument historique. Et puis c'est un beau rappel de la vie qu'il y a eu avant, ça fait partie des bases. Je ne me suis pas perdue dans les détails, ce que j'ai dessiné c'est vraiment ce qui représente le quartier. »

511 LE BRETON David, « Pour une anthropologie des sens », *VST-vie sociale et traitements*, n° 96, 4, 2007, p. 49.

512 « La perception [...] est une activité de connaissance diluée dans l'évidence, fruit d'une réflexion, une pensée par corps en prise sur le flux sensoriel qui baigne l'individu en permanence. » in LE BRETON David, *idem*, p. 48.

513 Lilou, rencontrée le 20 juin 2005.

Cette perspective donnée au dessin au travers de la fenêtre de l'appartement situé au 5^{ème} étage semble être une considération égo-centrée du quartier qui part d'un intérieur sensitif, d'un regard abrité embrassant une vue extérieure. Le quartier se représente à travers une symbolisation patrimoniale.



ill.95 : Représenter la Libération par la vue de la fenêtre

À plusieurs reprises, les informateurs, pointant du doigt leur fenêtre ou faisant pivoter leur corps et leur tête, nous invitaient à regarder, à partager la part de spectacle urbain qui se jouait face à eux au quotidien dans le théâtre disposé par l'encadrement. Notre position dans la pièce ne nous a pas toujours permis d'avoir accès à « l'ouvert » auquel l'informateur souhaitait nous renvoyer. Cependant, si pour nous il était impossible d'accéder à l'une des images recelées par la fenêtre, sinon à une image fragmentée, sombre ou partielle, pour l'informateur, en revanche, elle paraissait en évidence saisissable. Surgissant en une rémanence mémorielle, l'existence d'une représentation mentale de la vue de la fenêtre s'exprimait avant tout à travers le geste, le doigt tendu, la torsion du corps ou de la tête. Systématiquement, les personnes ayant convoqué cette représentation l'ont fait dans le but d'instaurer la vue comme évocatrice et significative de patrimoine.

« Ces immeubles-là qu'on voit de là, cette architecture, moi c'est pour ça que je voulais m'installer dans le quartier, un endroit historique où il y a du patrimoine, des choses anciennes vous voyez... C'est le bonheur quand on habite dans un endroit qui a une histoire, ça se voit sur les murs qui sont vieux, les petits commerces. Là vous voyez pas mais il y a la flèche de Jeanne d'Arc qui monte à gauche. » (Martine⁵¹⁴)

« Alors là, mieux placé que moi y a pas ! Vous avez vu la vue que j'ai [sur la Gare du Sud] ? Je la surplombe et de là je vois tout. Parfois je me mets sur le balcon et je regarde. Y a pas longtemps j'ai regardé les bulldozers

⁵¹⁴ Entretien avec Martine, habitante du quartier, le 12 juillet 2003.

enlever toute la partie devant là... Et la verrière ! pfff... J'ai vu les gens rentrer dedans aussi, les trous rebouchés c'est pour ça. Pourquoi je me bats avec les collègues d'après vous ? Parce que ça fait plus de 10 ans que je la vois tomber en ruine mais regardez ! Si ça c'est pas monumental ! Faut qu'ils viennent voir de chez moi. Ah ! Y a les impacts de tirs aussi là à gauche. »
(François)



ill.96 : Monumentaliser la vue de la fenêtre

D'autres, nous invitant à les suivre, se sont dirigés vers une fenêtre pour en soumettre la vue à nos yeux, nous autorisant ainsi à une conjonction visuelle avec un tableau de leur environnement quotidien.

« Venez voir... Regardez, ça c'est les villas dont je vous parlais tout à l'heure. Quand je vois ça... C'est ça le patrimoine du quartier vous voyez ! J'aurais dû faire des photos pour le maire des japonaises qui s'installent quand elles viennent de l'autre côté et elles font des aquarelles des villas. Pour elles c'est quelque chose ces maisons avec des décors ! Vous vous rendez compte la chance que j'ai ? C'est la chambre de mon fils mais bon, j'y rentre et je regarde cette vue... C'est comme de l'autre côté, les immeubles Belle Époque, c'est mon goût hein, mais c'est fantastique ce que ça raconte. Ben je suis cernée par le patrimoine (rires) ! » (Michèle)



ill.97 : Création paysagère, fabrique patrimoniale

« Alors si travaux il y a, j'espère que cet immeuble on va le laisser tranquille et pas le massacrer pour faire passer une voie en biais, ce qu'ils appellent la transversale, je vais vous montrer derrière ce que ça donnerait chez moi. Venez voir. (Trajet vers la cuisine) Alors moi d'ici j'ai une très jolie vue j'estime, hein. Alors si jamais on fait passer un tunnel là, on casse cette maison Belle Époque dans laquelle les gens vont faire les dessins, on abat ces arbres qui sont magnifiques, c'est dément. Écoutez, j'espère que je mourrai avant qu'on fasse cette catastrophe. Parce que moi je suis très contente de ce coin. On voit très bien l'hôtel Régina, on voit l'Observatoire. Et cette petite maison encore Belle Époque qui est en face on amène même des gens qui sont malades de la maladie d'Alzheimer. On les emmène ou individuellement ou le matin y a une petite camionnette qui va les chercher [...] Ces villas sont vraiment ravissantes. Puis je vois Jeanne d'Arc qui est illuminée le soir. Par contre elle a besoin d'être remise en état parce que la peinture s'écaille, on le voit d'ici. C'est un monument classé. » (Mme Bo.)

Les réflexions au sujet d'espaces extérieurs que la fenêtre consent à laisser embrasser, sont l'occasion d'appréhender le rapport que chacun entretient avec ces vues et ce qui les compose. L'accès à ces différents rapports se fait au travers des jugements de valeur, des investissements affectifs et des attributions de sens. Dans ces présentations, « l'ouvert » se met en scène sous la forme d'un paysage, dans son acceptation de catégorie de pensée socialement et

culturellement déterminée, dans lequel des éléments s'imposent comme des saillances visuelles et significantes. Dans le théâtre du déroulé urbain saisissable au travers de la fenêtre, l'œil n'est pas le seul à effectuer une sélection. Dans l'ordonnement du tableau, dans ce qui s'embrasse d'un coup d'œil, certains éléments vont en effet susciter davantage d'intérêt, s'envisager comme des référents, pour des raisons propres à chacun : les villas Belle Époque, l'hôtel Regina, l'église Jeanne d'Arc... Ces raisons ce sont, par exemple, ce que tel bâtiment représente pour eux d'après l'expérience qu'ils en ont ou encore son rôle majeur dans l'organisation de la trame spatiale, ses qualités esthétiques, sa fonction identitaire... Certains de ces éléments, considérés dans l'inscription de leur contexte social et spatial, sont donc davantage chargés symboliquement parce que passés à l'évaluation non seulement du regard mais également de l'histoire personnelle.



ill.98 : Fenêtre sur son quartier

Il faut aussi considérer que si la fenêtre représente un repère spatial dans l'organisation fixe de l'espace intérieur (fenêtre de la chambre, de la cuisine...), les éléments qui composent la scène se jouant à l'extérieur sont également investis de cette fonction par les informateurs (l'église Jeanne d'Arc à gauche, les immeubles Belle Époque de l'autre côté...). Ainsi, une des « spécialisations fonctionnelles » de la fenêtre est de permettre à l'observateur de situer et de se situer à la fois dans l'espace mais aussi dans le temps. Les rythmes quotidiens de l'extérieur s'y appréhendent et indiquent le temps intérieur du quotidien qui lui-même, par les rythmes qui l'animent, ordonne le temps de la perception et accorde des temporalités aux éléments et événements observés.

1.2.3. « Privatisation » du domaine public et prolongement du chez-soi

La fenêtre autorise un branchement sur l'extérieur social et bâti, ce dernier se faisant le décor privilégié du précédent. Ce branchement, comme nous l'avons signalé, consent un double processus de conjonction et de synchronisation spatiale et temporelle dans le rapport de l'informateur à l'espace (privé/public). Les vues de la fenêtre, dans le sens où elles ne s'offrent qu'à partir d'un intérieur et à l'observation d'un individu, s'envisagent comme des privatisations du domaine public par le fait d'une appropriation habituelle du perçu par le sensible et d'un investissement affectif quotidien. Ces parts d'espace public, en pénétrant l'intimité du domicile où se déploie un rapport privilégié à soi-même, donnent l'opportunité d'une expérience des lieux dans une grande place laissée à l'imaginaire et favorisent ainsi l'attachement aux objets et à l'espace élargi sur lesquels ils se dressent. La vue évoquée par nos informateurs semble participer à l'ordonnancement intime du chez-soi. Même si sa composition et son ensemble ne constituent pas un choix à proprement parler comme c'est le cas pour l'objet ou l'œuvre « exposés » dans son logement, la vue de l'extérieur offerte par la fenêtre semble cependant participer à l'identification du chez-soi par l'expérience quotidienne qui en est faite, elle est une sorte de tableau accroché à la « cimaise intérieure⁵¹⁵ » de celui qui habite. Par le fait de cette privatisation, de l'inscription à demeure, la vue et les éléments qui la composent s'apparentent aux objets placés dans l'espace intérieur dont l'agencement, la « conformation⁵¹⁶ » pour Marion Segaud, suggère une « éternité provisoire ». Si l'on conçoit qu'« à une ergonomie fonctionnelle se rajoute une sorte d'*ergonomie mentale*⁵¹⁷ » alors il est possible d'imaginer la difficulté des informateurs à envisager un changement (occasionné par les travaux annoncés dans les projets d'aménagement). Mais contrairement aux objets qui aménagent et décorent la maison, la vue de la fenêtre n'est pas passive et dominée, elle n'est pas préhensible et gouvernable dans le sens où l'habitant ne peut ni la déplacer ni intervenir sur la composition, l'organisation ou la déstructuration spatiale des éléments qui y sont saisis par l'œil. Le jeu de l'occultation ne la soustrait finalement qu'à l'appréhension sensorielle et la soumet à un oubli relatif et temporaire.

Les descriptions de nos informateurs de la vue de la fenêtre permettent de souligner le fait que l'appropriation esthétique participe à l'appropriation cognitive et à celle, affective, de « l'ouvert » et de ses composants, et par ce biais à leur construction et à leur existence au quotidien. Ainsi faire quotidiennement l'expérience des objets composant « l'ouvert », autrement

515 LENCLUD Gérard, « L'ethnologie et le paysage. Questions sans réponses », in VOISENAT Claudie (Éd.), *Paysage au pluriel : pour une approche ethnologique des paysages*, Cahiers Ethnologie de la France, vol. 9, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995, p. 14.

516 SEGAUD Marion, *Anthropologie de l'espace*, op. cit., p. 125.

517 MOLES Abraham, ROHMER Élisabeth, op. cit., p. 77.

dit être dans leur fréquentation fixe, corporellement distanciée et centrée à partir du chez-soi (non dans le mouvement mais dans une fixité corporelle inscrite en un point d'observation), conduirait à renforcer la sémiotisation de la vue. Cette sémiotisation apparaît comme à la fois subordonnée et fondamentale à la représentation cohérente du tout par la permanence de chacune de ses parties (des éléments qui composent et donnent sens à « l'ouvert ») auxquelles a été attribuée, par la fréquentation quotidienne de la fenêtre, une double fonction référentielle (signal) et signifiante.

Si l'habitant favorise une privatisation de la vue et des éléments qui la composent, elle constitue également un prolongement du chez-soi. En effet, la fenêtre autorise un investissement, un marquage spatial et affectif dans la quotidienneté des éléments physiques comme sociaux qui se présentent aux yeux de celui qui engage son regard. Elle est un dispositif qui participe à la création des « prolongements territoriaux visibles et invisibles⁵¹⁸ » dont parle Edward T. Hall. Dans la construction de ce lien privilégié à l'espace, un glissement s'effectue sous la forme de projections. La familiarité domine l'espace embrassé de la fenêtre. Elle place l'individu dans une dynamique de reconnaissance et d'engagement à la fois dans l'espace perçu et les éléments qui le composent. Cette dynamique participe à un processus d'identification de l'espace extérieur à l'espace intérieur passant par l'assimilation de « l'ouvert » à son chez-soi et proposant un élargissement du territoire de l'intime. Ce prolongement s'envisage comme une action par laquelle l'individu s'identifie au travers de référents spatiaux et temporels qui légitiment son ancrage social et spatial. La réduction que permet la fenêtre de la polarité induite par la démarcation de l'espace physique, s'envisage dans une conjonction d'espaces diversifiant la classification public/privé qui joue un rôle majeur dans la territorialisation. Ainsi les références à la vue de la fenêtre se saisissent au travers du jeu incessant entre la concentration (la vue comme objet) et la dispersion (les objets de la vue), entre privatisation et projection, et dont l'enjeu majeur est identitaire.

La rhétorique employée paraît plutôt figurative en ce qu'elle relève davantage de l'élocution que de l'invention qui, elle, relève d'une rhétorique persuasive. Nous pourrions rapprocher le discours sur la fenêtre de l'*ekphrasis* dans le sens contemporain que lui confère Denis Bertrand à savoir que « d'abord vouée à la représentation de lieux [elle] va souligner l'interdépendance entre lieu et personnage et « devenir une figuration du sujet qui perçoit le lieu et qui en est en même temps affecté »⁵¹⁹ ». La vue de la fenêtre est un éprouvé de lieu.

518 HALL Edward T., *La dimension cachée*, op. cit., p. 131.

519 Denis Bertrand cite dans ce passage Christof Schöch in BERTRAND Denis, op. cit., p. 4.

1.2.4. Invoquer le patrimoine pour inscrire la vue de la fenêtre dans la perdurance : le patrimoine de l'« avoir » et de l'« être »

L'image perçue n'est jamais figée par le fait, d'une part, de la posture et l'engagement du corps vis-à-vis de la fenêtre et, d'autre part, par la vie qui se joue dans l'espace social circonscrit par l'encadrement, le tout aux rythmes perceptibles des jours et des saisons. Le mouvement la constitue et lui donne ce caractère variable qui la différencie d'un espace pictural. Cependant, la fixité s'exprime au travers des éléments qui sont placés dans l'immobilisme physique de leur forme et de leur assise et qui plante le « décor » de la scène urbaine. Les discours placent face à l'appréhension ou l'insatisfaction à voir disparaître sous les coups des travaux certains éléments qui environnent l'habitation ou à assister, impuissants, à leur déclin, donc à voir leur environnement quotidien se transformer (connotation péjorative de la transformation). Les habitants évoquent la possibilité d'une rupture de l'invariabilité du cadre environnemental qui participe à la stabilité et l'équilibre de leur manière d'habiter. Le décor comme paysage, dans sa fixité spatiale, s'espère dans une permanence temporelle. La constance du milieu et l'immutabilité paysagère perçues mais également vécues au quotidien participent à asseoir spatialement et dans la continuité temporelle l'identité de l'habitant qui s'y projette ou s'y appuie – Guy Di Méo parlerait plutôt de « cohérence identitaire⁵²⁰ ». Penser, envisager les modifications du milieu extérieur et les appréhender négativement c'est du même coup appréhender les répercussions sur l'état d'équilibre intérieur, la fenêtre étant la paroi poreuse qui fait échouer l'homéostasie.



ill.99 : Paysager la vue de la fenêtre et constater la décrépitude de la Gare

520 DI MÉO Guy, « Le rapport identité/espace. Éléments conceptuels et épistémologiques », in GRANDJEAN Pernet (Éd.), *op. cit.*, p. 31.

Le recours au terme patrimoine ou s'y référer contribue à inscrire l'image de « l'ouvert » perçu en une représentation figée, cristallisée, conservatrice pourrions-nous dire. Cette représentation se caractérise par l'inscription dans la continuité de l'organisation et de l'identité spatiale et sociale de la portion urbaine embrassée. La caractérisation patrimoniale de la vue de la fenêtre dans les discours s'appréhende à travers des opérations rhétoriques, en particuliers la métonymie⁵²¹ (la vue = patrimoine) et la figure synecdotique⁵²² (l'élément patrimonialisé ou patrimonial = l'espace de la vue patrimonialisé). En effet les informateurs sélectionnent dans le bâti qui leur est visiblement accessible des saillances architecturales. Ils nomment ainsi des Monuments historiques (église Jeanne d'Arc, Observatoire...) sans toutefois préciser systématiquement s'ils ont connaissance de ce statut, ou des éléments qu'ils catégorisent comme étant patrimoniaux (immeubles ou villas Belle Époque). Cette sélection est sensée prouver le caractère patrimonial accordé à la vue de la fenêtre. Elle s'effectue en amont ou en aval de l'affirmation de la patrimonialité de « l'ouvert » *en tant* que morceau du monde sensiblement, cognitivement et affectivement approprié. La fenêtre permet à l'habitant qui s'y confronte quotidiennement de conférer une signification patrimoniale à certains objets ou d'identifier leur statut patrimonial et de le rapporter à la vue dans son ensemble.



ill.100 : Le regard qui rapproche le passé

Le patrimoine est mobilisé et construit par les informateurs pour affirmer à la fois un attachement affectif, une appartenance, une territorialité mais aussi une forme de propriété

521 La métonymie « est une figure de style par correspondance dans laquelle le mécanisme figuratif à l'œuvre repose sur une manipulation sémantique, substitutive, elliptique ou transformatrice » : MACIEL Caio Augusto Amorim, « Rhétorique du paysage et identités territoriales », in GRANDJEAN Pernelle (Éd.), *op. cit.*, p. 171.

522 « La synecdoque est une figure de style utilisant la connexion, désignant une chose par le nom d'une autre chose avec laquelle la relation est une relation d'appartenance, d'inclusion, tel le tout pour la partie ou l'inverse. » in MACIEL Caio Augusto Amorim, *op. cit.*, p. 171.

et plus largement légitimer ce que Maria Gravari-Barbas nomme « l'action d'habiter »⁵²³. La stratégie rhétorique consistant à invoquer plus qu'évoquer le patrimoine, s'attache à intégrer une épaisseur historique à la fois à l'intégrité de la vue de la fenêtre, aux saillances architecturales qui la composent et asseoir dans le temps (continuité temporelle) l'expérience quotidienne et familière de cet environnement par le fait d'habiter dans une grande proximité. Autrement dit, la légitimité de la « possession » de l'espace de l'encadrement de la fenêtre (fait), plus même que de l'appropriation (processus), se fonde sur un rapport aux temps, à la fois celui de l'informateur (inscription temporelle de son « résider ») et celui des éléments « patrimonialisés » (leur ancrage temporel, leur ancienneté, leur histoire). Les éléments évoqués et la vue de la fenêtre elle-même sont avancés comme des témoins de l'activité passée : celle des objets eux-mêmes et celle de l'expérience qui en est faite du fait d'habiter Ici⁵²⁴. Et le premier obstacle se dresse, bien avant que les transformations de l'espace extérieur n'aient lieu, d'envisager devoir se détacher ou reconsidérer son attachement à ce même espace dans sa forme « privatisée ». Cette possession symbolique de l'espace participe alors à une manière d'être et plus particulièrement une manière d'habiter. Ici, dire patrimoine ou y faire référence n'est pas seulement accorder une ou des valeurs aux objets et à la construction paysagère dont ils sont le décor, statuer sur leur « vérité » patrimoniale (ou fausseté), mais c'est davantage convoquer l'essentialité de son caractère qui consiste à sauvegarder, protéger. L'action d'instituer l'objet en patrimoine revient ici à lui donner une sorte de « pouvoir » actif. Par un effet rhétorique de sacralisation – le patrimoine est un objet au caractère sacré et dire patrimoine c'est reporter ce caractère sur l'objet – l'informateur cristallise spatialement l'objet en l'inscrivant dans le mouvement temporel de la perduration.

La vue de la fenêtre, son appropriation et son interprétation discursive établissent davantage une proximité patrimoniale qu'elles ne font apparaître un patrimoine de proximité. D'ailleurs la fenêtre n'offre pas seulement une vue sur le quartier mais parfois sur des lointains, d'autres parties de la ville, l'espace qui l'entoure. L'Observatoire par exemple est un Monument historique qui ne se dresse pas dans l'espace de la Libération. Cependant, la fenêtre le rapproche, affaiblissant par distorsion les distances, déplaçant ou gommant les limites. Elle s'affirme comme un outil concédant l'économie d'un déplacement, d'un engagement du corps pour une appropriation par un rapprochement physique. Cette proximité patrimoniale naît à la croisée

523 GRAVARI-BARBAS Maria (Éd.), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, op. cit.

524 La majuscule est volontaire, elle fait références aux travaux de MOLES et ROHMER sur le « point Ici » in MOLES Abraham, ROHMER Élisabeth, op. cit, p. 53-63.

de la fenêtre chère à Heidegger⁵²⁵, dans le quotidien de l'expérience du regard qui s'empare de « l'ouvert » et qui se réalise sous la forme d'une expérience paysagère du quotidien.

Mais elle s'envisage comme une réaction à la peur de la perte et, de fait, à celle du changement, la production d'une pratique de résistance. Trom l'explique clairement, « dans les situations où notre paysage est menacé, nous sommes contraints de dire en quoi il possède les qualités d'un paysage, de faire ainsi partager une manière de se reporter visuellement au monde environnant⁵²⁶ ». Le contexte des démolitions annoncées appelle le passage à l'expression langagière et à l'argumentation réflexive – dans le



ill.101 : la croisée de la fenêtre chez Michèle

contexte de l'entretien, certes – dans laquelle semblent se confondre ou se transposer, l'une dans l'autre, mise en paysage et mise en patrimoine, fixation paysagère et cristallisation patrimoniale. Ce n'est donc pas l'œil, seul, qui profère les conditions domestiques d'un resserrement paysager et l'apparition d'une proximité patrimoniale mais la conscience d'un péril sur la qualité de vie ordinaire tissée avec le petit monde qui nous entoure, entre appropriation et apprivoisement des entours matériels⁵²⁷ au fondement de nos habitudes et de notre intimité. L'expérience de la quotidienneté, si elle transforme la vue de la fenêtre en paysage vécu, c'est-à-dire nous y fait présent, lui concède un caractère patrimonial élaboré dans le temps long de l'urbanisation locale et de celui de l'attachement né de sa fréquentation. Mais c'est uniquement au travers du prisme

525 « En montrant du doigt la croisée de la fenêtre là-bas je ne m'arrête pas à la pointe de mes doigts [...] En montrant la croisée de la fenêtre, l'horizon de l'incarnation se dirige vers le perceptible, le visible. Mais l'incarnation elle-même et l'incarnation seule ne me permet pas de faire l'expérience de la croisée de la fenêtre en tant que telle, dans sa significativité. Le fait que je puisse même dire "croisée de la fenêtre" implique déjà une compréhension de l'être ». D'après HEIDEGGER selon FLORIVAL Ghislaine, *Dimensions de l'exister; étude d'anthropologie philosophique*, Louvain-Paris, Éditions Peeters, 1994, p. 176.

526 TROM Danny, « À l'épreuve du paysage. Constructivisme savant et sens commun constructiviste », *Revue du MAUSS*, n° 17, 2001, p. 253.

527 BELDJERD Sofian, « Faire le beau chez soi. La part du corps dans l'aménagement et la décoration des espaces du quotidien », *Espaces et sociétés*, n° 144-145, 2011, p. 141-156.

du présent des préoccupations, dans la mise en suspens du quartier, que peut se concevoir cette double émergence paysagère et patrimoniale de la fenêtre sur la ville.

2. Vocabulaire du corps et corporéité du quartier

2.1. La ville : anthropomorphisme et métaphore du corps

Les recherches sur l'image de l'urbain, très souvent associée à son développement, ont parfois conduit à envisager la ville à travers une vision biologique ou organisatrice. L'Ecole de Chicago a particulièrement participé à développer cette vision. Il y a déjà près d'un siècle, certaines réflexions sur l'idée d'un prolongement de la vie dans la cité présentaient l'évolution de la ville comme un être en perpétuel développement⁵²⁸. Pour certains comme Heynen⁵²⁹ par exemple, toute connaissance de la ville reposerait sur une dimension corporelle et tout ce qui concerne l'urbain, l'urbanisme se fonderait sur notre expérience corporelle. Quoi qu'il en soit, la métaphore organique ainsi que celle plus mécanique⁵³⁰ ont communément été utilisées pour parler de la cité et sa forme physique comparée au corps humain. Ainsi la fonction de la ville a pu être envisagée comme assurée par des organes centraux (« vitaux ») tels le cœur, les artères, les poumons, la tête ou le cerveau et leur coordination garantie par un tissu d'interdépendances formé par les rues, les habitations... L'ordonnance organiquement fonctionnelle, plus ou moins harmonieuse et unifiée, en ce qu'elle spatialise et limite en même temps, incarne à la fois l'idée d'une constance du milieu et celle d'une transformation plus ou moins lente dans le temps. L'identité du corps urbain socialement animé se saisit, singulière, ses marqueurs s'exposent, porteurs de mémoire collective et de la nécessité de se reproduire, les trajectoires et les flux qui l'animent, marqués du sceau de la discontinuité, battant le rythme du perpétuel et du renouveau.

De nombreuses études anthropologiques sur l'organisation des limites s'attardent sur le principe particulier : « découper l'espace, découper le corps⁵³¹ ». Dans le chapitre sur le « modèle du corps », les auteurs de l'« anthropologie de l'espace » ont réuni des textes

528 POËTE Marcel, Introduction à *Une vie de cité. Paris de sa naissance à nos jours, I. La jeunesse. Des origines au temps modernes [1924]*, in RONCAYOLO Marcel, PAQUOT Thierry, *Villes et civilisations urbaines. XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Larousse, 1992, p. 184-195.

529 D'après HEYNEN selon HAAS Valérie, *op. cit.*, p. 621-632.

530 Nous pensons particulièrement ici aux réflexions poétiques de Paul Claudel sur la façon dont la ville prend corps. Ainsi, comparant le corps de Paris à ceux de Londres, New York, Boston et Pékin, il évoque des rythmiques urbaines différentes et met en évidence des identités urbaines spécifiques. Le corps de Londres apparaît comme un corps industriel, il y est davantage question de juxtaposition d'organes, propres à fabriquer, sans qu'aucun ne soit plus important qu'un autre. Le corps de Paris quant à lui, est davantage envisagé dans une dynamique spatiale, dans son extension à partir d'un centre, l'île de la Cité, et dans son aptitude à s'adapter aux rives de la Seine. Le corps urbain de Paris s'appréhende comme étant organique tandis que celui de Londres se veut plutôt mécanique : CLAUDEL Paul, *Connaissance de l'Est*, Gallimard, Paris, 2000, 336 p.

531 PAUL-LEVY Françoise, SEGAUD Marion, *op. cit.*, p. 51.

permettant de saisir l'idée que « les sociétés se mettent en espace, en fonction de leur propre vision du monde⁵³² ». Envisageant ainsi l'espace comme pratique, il ne va toutefois pas s'agir ici de parler de modèle du corps associé à l'origine et au fonctionnement de l'unité territoriale et à l'organisation de l'espace urbain considéré. Il est davantage question de s'intéresser aux termes se référant au corps qui sont légion dans les discours des informateurs et qui apportent un éclairage sur la relation aux lieux et aux objets. Alimentant et éclairant les représentations du quartier, le vocabulaire associé au corps s'appréhende comme un moyen d'incarnation engageant des images anthropomorphiques, véritables clés de lecture de l'imagibilité du quartier. Cette tentative d'investigation des représentations de l'espace urbain de la Libération par le vocabulaire, en particulier par ce que nous nommerons ici le lexique des mots du corps, fait l'hypothèse d'une pratique discursive comme détournement de termes d'un lexique disponible, évocateur et signifiant pour chacun et pour tous, un lexique qui ramène à la fois à l'image que l'informateur a du corps et à son image du corps social. « Il semble donc y avoir une image de la ville assez consistante et assez répandue, dans laquelle la ville est une personne ayant son corps et son âme, son présent et son passé, son humeur et son action⁵³³ ».

Utiliser des termes abstraits à l'image corporelle, c'est avant tout user d'une argumentation pour donner sens et forme par analogie à la perception du quartier ou de l'un de ses éléments en particulier, lui indexer un état, en réponse à la mise en intrigue que représentent les projets puis les travaux. L'évocation, par la projection de la définition concentrée contenue par le mot ou l'assertion, induit la production instantanée d'une figuration à la fois intuitive et raisonnée de l'objet incarné. La métaphore du « cœur du quartier » par exemple, souvent employée pour parler de la place du Général de Gaulle, du marché, évoque ainsi à la fois la centralité du quartier mais également la fonction de nœud de cet élément urbain particulier comme zone de confluence des flux et comme espace de concentration en termes d'activités, de fréquentations et de pratiques. Employer la métaphore du cœur du quartier permet en fait de situer spatialement et socialement le lieu dans lequel se concentrent le mouvement et l'interaction, le lieu de convergence, du regroupement et de redistribution (dispersion) envisagés comme autant de palpitations, le lieu du grouillement, de la circulation. Les métaphores, en créant des similitudes, sont capables de changer la nature du monde extérieur mais si les objets qui le composent jouent un rôle, en imposant des contraintes au système conceptuel de chacun, c'est seulement par l'intermédiaire des expériences que les individus en ont. « Une métaphore ne peut servir à comprendre un concept qu'en vertu de son fondement dans l'expérience⁵³⁴ ».

532 PAUL-LEVY Françoise, SEGAUD Marion, *op. cit.*, p. 306.

533 LEDRUT Raymond, *op. cit.*, p. 76.

534 LAKOFF George, JOHNSON Mark, *op. cit.*, p. 28.

Elle n'est donc pas un phénomène purement linguistique, mais elle participe à structurer notre expérience quotidienne.

Ces termes à grande capacité d'évocation, parce que connotatifs, confèrent aux lieux auxquels ils se réfèrent une authentique valeur ajoutée (même si celle-ci est péjorative). Leur charge sémantique investit de manière superlative la description narrative de l'élément urbain positionné sur la carte ou sur lequel l'informateur revient, pointant la résonance affective dans l'image projetée de la relation que ce dernier entretient avec l'élément pour lequel il choisit l'énoncé métaphorique. Retenons ici l'approche de la métaphore dans le discours de Ricoeur, plus particulièrement son fonctionnement en termes de polarités : polarité entre l'événement et le sens (métaphore comme créatrice d'une nouvelle signification), polarité entre sens et référence (métaphore comme structure prédicative) et polarité entre référence à la réalité et référence à soi (caractère ontologique de la métaphore). « Une métaphore se dit "sujet principal" ; en tant que "modificateur" de ce sujet, elle opère comme une sorte d'"attribution"⁵³⁵ ». Le tracé des cartes engage parfois des discours qui projettent une fonction organique, une expression, une allure, un état humain à des éléments du quartier, des discours qui figurent la Libération, qui soulignent ses traits disgracieux, pointent ses douleurs présentes ou à venir, lui assignent un caractère, une fonction vitale. Les métaphores de l'espace du corps, fenêtres ouvertes sur l'intimité du langage des informateurs, constituent un répertoire de références dans lequel nous avons délibérément choisi de privilégier trois figurations : les violences faites au corps (les souffrances du corps), le genre féminin et enfin les humeurs, la maladie, la mort.

L'allégorie de l'Être, de l'humain dans sa composition organique, membrée, dans sa détermination « genrée », dans son essence même, projetée dans l'urbain sur les espaces et certains des éléments qui le composent, est une expression de la valeur qui leur est accordée, en termes d'appréciation. Ceci signifie que les mots du corps, pour les résumer ainsi, participent à la constitution d'un champ sémantique qui permet de mesurer l'appréciation de l'élément ainsi décrit par l'informateur. Chacun est une « expression affective » (favorable/défavorable) qui connote l'objet (agréable/désagréable par exemple) et le qualifie. Cette qualification transforme l'objet en question et lui accorde une place particulièrement signifiante dans la représentation du quartier. Les mots du corps, comme autant de sèmes relatifs à l'appréciation, composent une échelle du corps référentielle qui renvoie à la ville en tant qu'être collectif, parfois souffrant, parfois mort, parfois sexué... Ils sous-entendent l'investissement affectif, lié à l'expérience, régissant la relation topophile ou topophobe aux éléments urbains incarnés. Cette échelle du corps, avant tout échelle humaine, matérialise l'idée d'une sensibilité au milieu et d'une réaction

535 RICOEUR Paul, « La métaphore et le problème central de l'herméneutique », *Revue Philosophique de Louvain*, vol. 70, n° 5, 1970, p. 99.

émotionnelle face à celui-ci qui lui sont « charnellement » restituées par projection puis révélées par l'entremise du choix des mots dans le discours. Valeurs (ressenties par le sujet à propos de l'objet représenté) et caractères (qualités reconnues de l'objet) des éléments urbains décrits par ces mots du corps tendent alors à se confondre. Pour mieux comprendre cette échelle du corps, il est primordial de rappeler que le corps est l'indicateur universel, la seule manière de connaître le temps qui s'écoule⁵³⁶ parce qu'il est notre seul moyen de l'expérimenter, de le percevoir et donc de l'exprimer, de le mesurer, de l'organiser, de l'utiliser.

2.2. La figuration des souffrances faites au corps

2.2.1. Le projet urbain et les travaux comme violences au corps du quartier

Les travaux projetés ou engagés sont le plus souvent considérés comme étant une violence faite (ou à venir) au corps de la Libération, elle s'exprime à travers l'emploi de termes évoquant la douleur et autres conséquences lorsque violence est faite au corps humain. Des mots aux maux du corps, le pas est plutôt facile à franchir, mais l'évidence est



ill.102 : Les entrailles de l'avenue Malausséna

sans détour : « le quartier n'aura plus de visage », « ils vont défigurer la Libé », « c'est des entailles, là, là, partout », « avec ses entrailles à l'air, j'ai mal pour lui » (sous-entendu le quartier), « si on la démolit [la Gare du Sud], on mutile la Libé », « plus de cœur, plus de tête », « [la Gare] a toujours sauvé sa peau », « Ils vont lui [le bâtiment arrondi de la place Général de Gaulle] faire deux trous dans le ventre, le percer », « j'espère qu'on va pas le massacrer [idem] », « c'est une éviscération à la hussarde », « arrêtez de massacrer ce quartier »... Les expressions et termes utilisés dans cette figuration s'emploient à décrire le quartier, la Libération, la place du Général de Gaule et les bâtiments arrondis qui la composent, la Gare du Sud ou plus particulièrement sa façade, quelques fois les rues Malausséna, Borriglione et Joseph Garnier. Ce sont essentiellement les personnes des groupes 1 et 2 qui ont recours à ces références à la

⁵³⁶ « Le Temps, c'est l'homme lui-même » : KOJEVE Alexandre, *Introduction à la lecture de Hegel*, Paris, Gallimard, 1980, p. 384.

violence faite au corps et aux douleurs qui lui sont associées ce qui implique la familiarité (une relation de quotidienneté familière), présente ou passée, comme facteur déterminant l'emploi d'un tel énoncé métaphorique.

Ce qui vient d'être exposé serait plutôt banal si nous n'envisagions pas de considérer ces références au corps humain et leur projection, par analogie, dans l'espace urbain qui nous intéresse comme symptomatiques du « syndrome de la perte ». Fragiles, menacés, destructibles, ces espaces, ces lieux, ces éléments du quartier sont, en quelque sorte, surinvestis affectivement, c'est ce que tend à montrer le glissement sémantique. Ce surinvestissement conduit à la surprésence de l'objet dont parle Freud à propos de la mélancolie relative à la perte. L'idée de la perte et l'angoisse qui y est associée⁵³⁷, la peur du sans-lien, la confrontation aux changements par la mise en travaux s'appréhendent à travers le vocabulaire de la violence faite au corps projetant ainsi les éléments évoqués dans une situation de disparition ou de mutation irréversible mais inconcevable. Admettant dans le sillage de Ricoeur, que le discours a comme trait la polarité entre l'acte locutionnaire (l'acte de dire) et l'acte illocutionnaire (ce que je fais en disant), l'intérêt accordé à cette figuration particulière des atteintes portées au corps apporte un nouvel éclairage sur le point, le moment du basculement de la considération de l'élément urbain de son sort commun et/ou obsolète comme conséquence naturelle spatialisée du défilement du temps⁵³⁸, à sa constitution comme objet ou lieu en souffrance, en danger, et, par là, à sa substantialisation patrimoniale.

En effet, sur le terrain, les phases de dévoilement des différents projets, les premiers travaux du tramway et leur large médiatisation ont induit une crispation autour des éléments concernés, il s'avère que ce sont ceux-là-mêmes dans lesquels certains informateurs ont projeté une souffrance corporelle⁵³⁹. Le facteur médiatisation peut effectivement induire la sensibilisation à un projet ou une intervention (conduisant à l'inéluctable modification du visage du quartier) en augmentant sa visibilité propre et celles de ses impacts et ainsi, par un nouvel investissement de sens, produire et modifier sa charge symbolique. « La médiatisation peut renforcer la représentation d'une modification [de l'environnement] chez des personnes qui étaient conscientes de celle-ci. Elle permet surtout à des personnes de prendre conscience d'une modification qui ne les intéressait pas⁵⁴⁰ ».

537 « Alors que [...] une dimension essentielle de la mémoire est l'oubli, il semble que dans le domaine du patrimoine, l'angoisse de la perte conduise à tout garder et à ne rien vouloir oublier, peut-être jusqu'à une saturation prochaine » : CANDAU Joël, *Anthropologie de la mémoire*, op. cit., p. 120.

538 Il faut replacer ici l'assertion dans un contexte urbain, celui de la reconstruction de la ville sur elle-même, la ville comme palimpseste, où la disparition naturelle est presque systématiquement la conséquence d'une décision politique locale d'urbanisation, d'aménagement, de requalification.

539 Ce vocabulaire est également employé par les médias. Annexe 29.

540 SCHMITZ Serge, « La recherche de l'environnement pertinent. Contribution à une géographie du sensible », *L'espace géographique*, n° 4, 2001, p. 327.

Il ne faut pas seulement entendre par médiatisation l'intervention des média autour des projets et de l'aménagement du quartier mais également la diffusion des informations par décision et planification municipale. Au-delà de l'impact de la présentation des projets et des décisions d'aménagement, il ne faudrait pas omettre de considérer les registres sémantiques utilisés pour la transmission de l'information, en particulier le registre identitaire avec l'emploi conditionné par le contexte (phase de réflexion, de projet, première phase de travaux, classement) de schèmes et conditionnant le récepteur, c'est-à-dire l'habitant. « Le registre identitaire concourt activement à l'organisation du *modèle territorial* officiel de l'action légitime, que tout pouvoir municipal élabore et médiatise. Un tel modèle explicite, qui met en relation des lieux différemment qualifiés et affectés de fonctions diverses, désigne aux habitants un espace vertueux tel qu'il est fabriqué par la politique municipale ; il est censé assurer l'appropriation et de la susdite politique et du territoire résultant par les citoyens. Il constitue un moyen de rendre sensible la place de l'espace dans l'action locale et de faire appréhender aux habitants la ville comme une totalité ordonnée, agencée par l'agir urbanistique⁵⁴¹ ».

L'incarnation comme réaction et les souffrances corporelles qui lui sont associées, en focalisant sur le danger de la perte, le risque du bouleversement, la douleur liée à l'amputation, semblent alerter – s'il n'est pas déjà trop tard – sur la nécessité d'extirper les éléments urbains décrits de leur funeste destin (passage du statut d'objets-déchets à leur disparition accélérée par décision politique). Elles s'imposent comme des jalons discursifs aux raisons pensées légitimes de leur nécessaire et impérieux maintien ou « sauvetage ». Cette figuration des violences faites au corps incarnée dans certains éléments de la Libération ou incarnant la Libération serait à envisager comme un indicateur (émotionnel) princeps de la prise de conscience patrimoniale, elle s'inscrirait ainsi en trame de fond du processus d'émergence de l'objet patrimonial.

541 LUSSAULT Michel, « Des récits et des lieux : le registre identitaire dans l'action urbaine », *Annales de Géographie*, 1997, vol. 106, n° 597, p. 528.

Il est nécessaire de souligner le fait, d'un point de vue anthropologique, que « l'émotion n'est pas spontanée, mais rituellement organisée, reconnue en soi et signifiée aux autres, mobilise un vocabulaire, des discours [et qu'] elle est la définition sensible de l'événement tel que le vit l'individu, la traduction immédiate et intime d'une valeur confrontée au



ill.103 : La verrière, ses restes, sept. 2006

monde⁵⁴² ». L'énoncé métaphorique, défini par sa charge émotive⁵⁴³, est un déploiement affectif comme conséquence de l'interprétation des informations sur le devenir du quartier ou de certains de ses éléments (comme situations) à travers le système de valeurs et de connaissances de l'informateur. L'emploi de la figuration du corps souffrant semble se présenter comme une transposition d'un éprouvé subjectif (la souffrance de la ville), une expression de motivations affinitaires, une mise en échos corporelle et émotionnelle à l'origine et en même temps révélatrice de postures empathiques⁵⁴⁴ vis-à-vis des objets incarnés. Rendre saisissable la souffrance de la ville à partir de l'utilisation de la figure anthropomorphique, c'est donner à appréhender une position d'empathie comme phénomène de résonance entre soi et les éléments urbains ainsi dépeints (entre les propriétés de l'objet et son activité psychique). Ressentir de l'empathie vis-à-vis d'un objet « humanisé » c'est ressentir son inacceptable souffrance par le fait d'une intervention prochaine perçue comme une affliction (la souffrance du sujet percevant liée à la fois à la cause de la souffrance perçue ou imaginée et à sa manifestation). À partir de la victimisation de l'objet humanisé par souci anticipé, c'est la victimisation de soi qui s'exprime et avec soi, les autres en lien avec la victime [de Waal]⁵⁴⁵. D'où l'incompréhension et une attitude impartiale face à une réaction antithétique, celle du rejet ou du déni de l'objet, mais également face à la non-réaction.

542 LE BRETON David, « La construction sociale de l'émotion », [En ligne], consulté le 23 mars 2012, http://zen.viabloga.com/files/4_5.pdf

543 MOLINO Jean, « Anthropologie et métaphore », *Langages*, n° 54, 1979, p. 103-126.

544 L'origine du concept d'empathie remonte à l'*Einfühlung* (Robert Vischer, 1872) des romantiques allemands qui « implique que l'appréhension d'un objet sensible induit une tendance immédiate du sujet à réagir d'une certaine manière. Plus tard en 1915, [Titchener] la définissait comme un sentiment ou une projection de soi dans un objet avec des implications plus sociales : l'empathie était une façon de rendre notre monde plus humain. » : COSNIER Jacques, *Psychologie des émotions et des sentiments*, Paris, Retz, 1994, p. 77.

545 DE WAAL Frans, *L'âge de l'empathie, leçons de la nature pour une société solidaire*, Les liens qui libèrent, 2010, 330 p.

2.2.2. Le visage défiguré du quartier

Les remarques concernant le visage du quartier et la projection de son aspect « *défiguré* »⁵⁴⁶, « *dévisagé* » projettent la rupture d'une continuité, d'une constance du milieu et, par là, la remise en cause de son identité, de sa spécificité. Car le visage est ce qui permet à l'individu d'être reconnu, il est avant tout offert au regard de l'autre. La protection de la face est, dans le rapport à notre corps, un enjeu de maintien de notre identité dans une relation narcissique à soi et situationnelle par rapport à autrui et en fonction de lui. Alors qu'au quotidien et sans forcément y porter attention les acteurs qui s'inscrivent dans le système urbain en produisent une physionomie, sans cesse redessinée par ajustement aux modifications qui le font évoluer, le projet urbain (son ampleur en terme d'espace et de projets imbriqués) et la mise en travaux, interpellant et heurtant plus profondément, semblent induire chez certains informateurs une prise de conscience de l'ampleur du changement à venir, une prise de conscience qui paraît entraîner une altération prononcée de la représentation de l'identité de la Libération. Ce n'est pas tant la transformation annoncée que le traitement idiosyncrasique de l'information et l'imaginaire associé au devenir des objets concernés qui agissent sur la représentation. Ce n'est pas tant la transformation annoncée qui est déstabilisante que l'idée de l'instabilité qu'elle pourrait engendrer. « L'imaginaire projette du sens sur l'événement à venir et il fabrique par avance une émotion qui retentit avec force sur le moment présent⁵⁴⁷ ». L'émotion engagée dans l'énoncé métaphorique constitue l'expression de cette prise de conscience, la prise de conscience d'une mutation du système objet-espace-autrui entraîné par la variation, dans un premier temps, d'au moins deux de ses composants. Les violences de la défiguration préviennent, avertissent des risques encourus, des risques aussi dommageables au quartier que s'ils concernaient le visage d'un être humain. Il est également à souligner l'idée que ne plus reconnaître le quartier engage celle de ne plus se reconnaître dans le quartier.

546 Ces remarques ont autant été prélevées dans les discours que dans les cahiers de doléance de l'enquête publique concernant le tramway. Notre exemple est loin de faire exception. Il suffit de s'intéresser de près ou de loin aux questions d'aménagement urbain pour constater l'emploi quasi systématique par une partie de la population ou les associations de défense de l'image ou plutôt de la métaphore du quartier défiguré ou en voie de l'être par les projets et/ou les travaux. L'intérêt porté à cette métaphore ici tient à la volonté de situer le moment de son apparition et son rôle dans l'évolution des représentations du quartier, en particulier ce qu'elle peut évoquer du processus de crispation à l'origine de l'apparition et de la constitution de la pensée patrimoniale. L'emploi de cette acception, nous dirions, rentrée dans le langage commun, a pour but de rendre plus percutants les arguments de défenses de l'espace urbain sous le coup d'un projet d'aménagement.

547 LE BRETON David, *Les passions ordinaires. Anthropologie des émotions*, op. cit., p. 138.

Cette idée de la blessure au visage, de son horreur et de son irréversibilité appelle une autre forme de violence, celle infligée au regard, à la connaissance de celui qui y est confronté. « La visibilité de la défiguration est inéluctable, pire encore, elle affiche l'indignité sociale de l'acteur qui ne peut se dissimuler, sans aucune



ill.104 : Place du Général de Gaulle ou le quartier défiguré, avril 2005

protection, aucun masque, aucun faux semblant [...] Plus encore que la laideur, la défiguration prive l'acteur de sa pleine identité personnelle et sociale [...] L'homme défiguré, au même titre que l'homme amputé, éveille l'angoisse du corps démantelé, présente en chaque homme sans doute et qui s'exprime de façon privilégiée à travers les cauchemars : l'angoisse devant l'extrême précarité de la condition humaine »⁵⁴⁸. Placer l'interlocuteur face à l'horrible, à l'inacceptable idée d'un visage défiguré projeté dans l'espace urbain (le visage défiguré du quartier humanisé) c'est tenter, par l'entremise du jeu social des émotions, d'éveiller une réaction empathique, d'influencer son jugement dans une forme de manipulation. C'est bien de stratégie rhétorique dont il s'agit.

2.2.3. Figuration des souffrances, émotions et sentiment patrimonial

En défenseurs de l'offensé, du mutilé, du torturé, et contre ses souffrances, certains informateurs ont dressé une image de la Libération, des lieux, des paysages et des objets par évocation de l'atteinte à leur identité (corporelle) en réaction à *la disparition et à la peur d'être démunis, déstabilisés, atteints dans leur propre identité*.

« C'est triste de voir cette décrépitude. Oh oui, ça me rend triste ! Avec ce qu'elle [la Gare du Sud] représente pour moi... Alors moi j'y suis attachée ! Mais ça m'a fait encore plus de peine quand j'ai appris qu'ils voulaient la démolir et la remonter Rue Trachel. Lui faire encore un peu plus de mal... Ils veulent la découper en tranches ! Ils vont découper une

⁵⁴⁸ LE BRETON David, *Des visages : essai d'anthropologie*, Métailié, 2003, p. 306-307.

vieille ? Moi je veux pas qu'elle souffre tant, plutôt la voir démolie pour que ça s'arrête. Être démolie ou voir ce qu'ils vont en faire... c'est pareil. » (Mme P.)



ill.105 : Décrépitude d'une gare abandonnée

« Avec son projet Peyrat a juré que sur le cadavre de la Gare du Sud il érigeria la nouvelle mairie, c'est dans Nice-Matin ! Ah moi ça m'a... mon combat a été évident et encore plus net. Ah oui, c'est son acharnement à détruire. Bon maintenant il peut pas la détruire mais il la noie ! Il l'étouffe ! Il ne se rend pas compte que c'est notre patrimoine commun ? Ben nous on se débat pour elle. Il la noie pour mieux l'enterrer vous voyez ? Pour mieux prendre sa place et construire son truc dément ! » (Mme D.)

« J'ai ressenti de la colère. Quand ils ont donné le premier coup de pioche derrière. Quand ils ont détruit la première tour. Là j'ai... Non, ça m'a fait de la peine. Je me suis dit, ça y est elle a un trou dans le ventre. J'étais en colère parce que quand même... Il ne reste plus grand-chose du patrimoine à Nice, il faut le dire ! » (Mme A.J.)

L'incarnation et la figuration des souffrances faites au corps sont des indicateurs d'un nouvel investissement de sens initié par les émotions induites par l'annonce des projets et le passage aux travaux révélés comme de véritables pics temporels de crispations par les discours (moments ou souvenir du moment). Ces émotions, éclairées par le contexte discursif, (la peur, l'angoisse, la colère, la tristesse...) modifient les manières de percevoir le quartier et les objets concernés par les projets et par là leurs représentations. Accès privilégié au « sentiment de la

localité »⁵⁴⁹, les mots figurant la souffrance du corps de la Libération et leur évocation partagée font sens dans le processus de patrimonialisation comme indicateurs d'une prise de conscience patrimoniale du moins d'une représentation aux allures patrimonialisées. Pourrait-on alors considérer que cette figuration est une expression de « l'émotion patrimoniale » évoquée par Fabre et Tornatore ou plutôt une manifestation de l'investissement de sens patrimonial à envisager comme une modification de la représentation d'un objet puis sa cristallisation dans le moment provisoire de l'émotion ?



ill.106 : Premiers travaux de démolition et de nettoyage, juin 2005

Cela laisserait dès lors concevoir que la pensée patrimoniale, comme inscription active, malléable et évolutive du sens patrimonial et de son déploiement dans la durée, s'envisagerait comme le produit de l'installation de l'émotion⁵⁵⁰ dans le temps et de ses réactivations régulières dans des intensités variables du fait de l'expérience de l'individu à l'objet. Il faut entendre ici par expérience le rapport passé, présent, réel et imaginaire que l'individu entretient avec l'objet et donc l'acquisition, le traitement cognitif et la manipulation de données le concernant. « L'expérience implique la capacité à tirer un apprentissage de son vécu. Expérimenter c'est apprendre ; cela signifie agir et créer à partir de ce qui est donné. Les données ne peuvent pas être connues en elles-mêmes. Ce que l'on peut connaître, c'est une réalité en tant que produit de l'expérience, une création des sentiments et de la pensée⁵⁵¹ ». De cette installation dans la durée, de cette dilution dans une succession de moments, d'événements, de mobilisations de souvenirs

549 TORNATORE Jean-Louis, « L'esprit du patrimoine », *op. cit.*, p. 106-127.

550 En tant que résonance de l'événement en lien avec l'objet dans le rapport au monde de l'individu.

551 TUAN Yi-Fu, *Espace et lieu*, *op. cit.*, p. 13.

et de savoirs engageant une évaluation naîtrait le « sentiment patrimonial », davantage intégré à l'organisation ordinaire de la vie, à la fois dépendant et manifeste de significations culturelles apprises à travers les relations sociales. Parce que le sentiment « s'enrobe dans un discours susceptible de s'explicitier à partir de valeurs communes, [qu'] il nomme son objet et sa raison d'être, [qu'] il précise sa signification, [qu'] il est un motif d'échange au sein du groupe⁵⁵² », le sentiment patrimonial doit s'entendre comme une tonalité affective partagée envers l'objet sur laquelle jouent les ressources d'interprétation et la sensibilité de chacun, produit du sentiment du moi et indistinctement du monde.

2.3. Espace « genré » : La figuration de la femme et de la mère

2.3.1. La ville, la femme, la mère

Le féminin dans la ville, le caractère féminin ou la figure féminine de la ville, beaucoup l'ont cherché, perçu, sculpté, projeté, écrit, désiré, aimé, particulièrement dans une poétique de l'urbain ne laissant guère de place au doute sur la sincérité de l'expérience de l'auteur. Gérard de Nerval⁵⁵³ comme Jacques Yonnet⁵⁵⁴ et bien d'autres annoncent, dévoilent le caractère féminin de la ville l'érotisant ou la mythifiant⁵⁵⁵ parfois, évoquant la nécessité d'être patient pour contourner sa sévérité, en découvrir le cœur, les pudeurs et les élans. Que ce soit à travers les traditions populaires ou l'imagination des écrivains, la ville a toujours fait l'objet de métaphores donnant une image anthropomorphique de la ville et plus précisément féminine. S'attachant aux images de la ville et voyant en elle, à travers son caractère physique et social et ses diverses tonalités, une « personne urbaine », certains se sont interrogés, comme Ledrut, sur son genre et sa signification maternelle⁵⁵⁶. Mais dans le quotidien de l'expérience, de l'appréhension, de la connaissance de la ville ou dans l'expérience quotidienne de ses lignes, de ses entrelacs, de ses hauteurs et de ses profondeurs, de son étendue, de ses rythmes et de ses marqueurs, au prisme de son savoir, le citadin comme le visiteur peut, tout comme le poète, ressentir et attribuer un caractère genré, une qualité féminine à des éléments qui la composent (qui lui donnent corps). Cette symbolisation marque l'espace, se fait même référence spatiale.

552 LE BRETON David, *Les passions ordinaires. Anthropologie des émotions*, op. cit., p. 132.

553 DE NERVAL Gérard, *Paris et Alentours*, Éditions Encre, Paris, 1984, p. 35.

554 YONNET Jacques, *Rue des Maléfices. Chronique secrète d'une ville*, Paris, Phébus, 2004, 320 p.

555 Dans les mythologies antiques, les déesses topiques (déesses de la Cité) sont des mères qui protègent et abritent leur population. Elles sont souvent représentées avec une couronne de murs sur la tête, à l'image de Cybèle à laquelle les Romains firent appel au plus intense des guerres contre Carthage afin de protéger la Cité de Rome.

556 LEDRUT Raymond, op. cit., p. 61.

2.3.2. La métaphore de la mère comme stratégie rhétorique : la Gare du Sud et la place du Général de Gaulle

Ainsi, à plusieurs reprises, les discours des informateurs ont présenté certains éléments du quartier comme des entités féminines ou leur ont affecté une fonction féminine. La figuration de la femme ou de la mère se présente dans une relation affective que le contexte des projets et des travaux semble exacerber. La Gare du Sud est exposée dans sa présence originelle, évoquée dans sa fonction maternelle par le fait de son caractère fondateur dans l'urbanisation du quartier et le développement d'activités particulières.

« La Gare du Sud c'est la mère du quartier vous savez, y avait rien ici quand elle a été construite, c'était la campagne, c'est ça qu'ils devraient se dire "les sages" et c'est pour ça que je voudrais qu'ils décident que c'est un Monument historique. » (Mme P.)

« Il faut pas la détruire quand même, c'est vrai qu'elle est moche maintenant mais c'est la mère du quartier, la Gare, sans elle y aurait pas de marché, tout le quartier s'est construit autour, c'est parce qu'elle a été construite d'abord que les immeubles ont été construits autour, ça a amené du monde. » (Mme A.)



ill.107 : La Gare du Sud, 1991. Crédit Photo: Mairie de Nice

« Comment tu veux qu'on comprenne cette histoire de la déplacer ! C'est complètement idiot son projet ! Elle va signifier quoi là-bas, hein ? Il s'en débarrasse, voilà, ce qu'il fait, sans se rendre compte... Tout le quartier s'est construit autour d'elle et là, hop, il la fout là-bas ! Mais c'est comme la mère du quartier un peu, tu vois ? » (François)

Quant à la place du Général de Gaulle, c'est davantage sa physionomie, son aspect arrondi qui semblent déterminer son caractère féminin.

« Cette place arrondie, comme ça là, c'est comme le ventre d'une mère. Moi quand je rentre dans ce quartier, après le pont de la SNCF c'est comme si je me sentais protégée par cette place. On est entouré quoi, elle coupe avec tout le reste. Alors... et les travaux qui la bousillent ! Comment ça va être après ? » (Denise)

« C'est rond, c'est beau on dirait le ventre d'une femme... Je sais pas, c'est ces vieux immeubles... Le tram il va passer là, bon... Mais on m'a dit qu'avant ils voulaient trouser cet immeuble là, tu te rends compte ? » (Sylvain)

« Cette place elle a une atmosphère maternelle qu'il ne faudrait pas lui enlever, il faut y faire attention avec toutes ces transformations, ce n'est pas pour rien que les gens s'y sentent bien et y viennent depuis longtemps. » (Mme D.)

La figuration de la femme ou de la mère s'emploie systématiquement en réaction à l'un des projets ou aux travaux en cours du moins dans l'expression d'une inquiétude face aux changements de physionomie des lieux qui va en advenir. La métaphore de la mère concernant la Gare apparaît exclusivement dans les représentations les plus détaillées de la Libération, celle de personnes semblant posséder une connaissance plus fine du quartier, de son histoire et de son évolution. L'image du ventre de la femme associée à la place est, quant à elle, avancée par des personnes aux fréquentations plus ou moins régulières. Elle relève davantage de la perception, de l'impression que de l'histoire du lieu. Dans le premier cas la Gare est mère, c'est sa condition, dans le second la place se rapporte à la femme, c'est son apparence. Le sens ici donné à ces lieux par métaphorisation fait appel à l'imaginaire. Il paraît venir justifier l'inacceptable idée de la disparition, celle insensée du déplacement et la difficulté à envisager l'altération du caractère du lieu.

Dans le cas de la Gare, il semble que la référence maternelle et l'image de sa fécondité urbaine en termes de croissance sociale et spatiale apparaissent comme une stratégie rhétorique employée pour signifier son caractère sacré et donc appeler à reconsidérer son positionnement à son égard⁵⁵⁷. Elle est également envisagée comme une mère nourricière par l'évocation de son rôle dans l'installation et l'approvisionnement du marché à ses pieds depuis 1922. L'incompréhension du projet de déplacement rue Trachel conduit certains informateurs à employer la figuration maternelle pour souligner ce qu'ils considèrent comme une ineptie jugeant qu'« *elle voudra plus rien dire* » (M.G.). Cette stratégie se construit à partir d'un effort de réflexion qui accorde une valeur historique à la Gare en la resituant spatialement et historiquement aux origines du quartier et de ce qui s'y joue. Par ce fait, elle devient fondamentale au décryptage de la discursivité urbaine de la Libération. Songeant à la position maternelle de la Gare dans laquelle la placent les discours, l'héritage que la communauté reçoit d'elle (matrimoine) n'est autre que le quartier et la vie qui se déroule, court et ralentit au quotidien dans son giron et qui devrait se maintenir à partir de son propre maintien. Imposer la figure maternelle et l'incarner dans ce bâtiment décrépi, c'est lui redonner une autorité que seule sa forme imposante assaillie par la déliquescence ne garantit plus. D'ailleurs pour évoquer son apparence, il lui est très souvent adjoint l'idée de l'abandon. Le temps qui a suivi sa désaffectation est mis en parallèle avec une désaffectation grandissante de la collectivité à son égard jusqu'à vouloir la faire disparaître du paysage urbain, cette collectivité incarnée par le « ils » dans le « *ils l'ont laissée pourrir* » (Noëlle). La réhabiliter en tant que mère dans le discours, c'est, en la replaçant dans l'histoire et l'urbanisation du quartier, avant tout témoigner de son ancienneté, et donc tenter de rappeler à son respect, à la reconsidérer comme une construction primordiale par sa primauté.

Dans le cas de la place, la métaphore permet aux informateurs de communiquer, à travers ce que sa forme arrondie leur rappelle, le sentiment apaisant et attrayant procuré par le giron protecteur de la mère. Ils évoquent la sphère, la centralité, dans laquelle bat la vie du quartier, le lieu à partir duquel toutes les directions peuvent être envisagées. Les travaux engagent l'appréhension d'une rupture de son intégrité matérielle, d'une recomposition organisationnelle conduisant à un changement de rythme, à une modification de la pulsation et des flux qui la traversent. L'image morphotypique du ventre maternel véhicule ici la sérénité qu'il assure habituellement.

557 Dans un article du journal *Métro* datant du 4 mars 2005 et intitulé « *Mario Basso : La Gare du Sud, c'est la maman du quartier* », l'architecte, dont le projet de fin d'étude s'attachait à la reconversion de l'ancien bâtiment des Chemins de fer de Provence, révélait : « En discutant avec les gens, je me suis rendu compte que c'était la maman du quartier. J'ai aussi réalisé qu'ils ne voulaient pas qu'on y touche ».



ill.108 : Immeubles arrondis de la Place, sept. 2006

2.3.3. La figuration de la mère : transmission et pensée patrimoniale

L'image mise en avant par la métaphore maternelle est une expression évaluative déterminée non seulement par l'orientation affective en rapport avec l'histoire et/ou l'expérience du lieu mais également par la représentation culturelle de la mère. L'identification des lieux à la mère, comme production symbolique et connotative, procède d'une représentation alimentée par les connaissances intériorisées et manipulées dans le cadre de systèmes de croyances et de valeurs, le positionnement face au contexte et la part mythique de son rapport au monde. Le déclin maternel ou le matricide ne peuvent y être envisagés. Bien au contraire, l'émotion engagée par cette métaphore, tend à concevoir une protection plutôt qu'une destruction. La projection de sens que ces informateurs réalisent se fait au travers du prisme de leur culture affective et de leur histoire personnelle, ce qui comprend leur expérience des lieux.

L'emploi de la figuration de la femme, plus particulièrement de la mère, en attribuant un genre et une fonction sociale essentielle et déterminante à certains éléments du quartier, les positionne dans une inaltérabilité spatiale, une nécessaire pérennité du fait du caractère sacré auquel ils renvoient. Témoins de l'authenticité des origines, leur porter atteinte c'est à la fois porter atteinte à l'identité du quartier mais également, par la privation ou l'altération, attenter à l'illusion de sa propre stabilité identitaire. La figuration de la mère engage la transmission. Mais ici ce sont bien les éléments que la métaphore maternalise qui se font objets de transmission parce qu'ils sont avant tout objets de savoir et de sens du fait de leur ancienneté ou de leur capacité à assurer une forme de permanence (dans les pratiques et les usages). La métaphore maternelle permet avant tout d'inscrire la Gare et la place dans la durée. Ainsi elle semble exprimer une pensée patrimoniale par le fait d'une reconnaissance statutaire qui témoigne avant tout de l'ancienneté mais également de l'historicité de l'objet. Par syllogisme, la figuration de la mère

paraît appeler à la responsabilité engageant l'indispensable protection de ce qu'elle représente, justifier et participer à la caractérisation patrimoniale. La pérennité du quartier semble dépendre d'une vigilance que ces deux entités incarnent, leur propre transmission apparaît nécessaire au maintien de l'identité de la Libération.

2.4. La figuration de la maladie, des humeurs et de la mort

Les mots de la maladie, des humeurs et de la mort sont, quant à eux, utilisés pour parler de la nécessité de soigner le quartier, de l'assainir par les travaux et les transformations envisagés. Sur les cartes cela apparaît dans le tracé d'éléments conjugués au futur (essentiellement la nouvelle mairie, les rails du tramway) ou l'évocation verbale de l'emplacement d'un élément non dessiné (la Gare du Sud, le marché). Elles sont l'œuvre d'informateurs militant dans des comités ou associations⁵⁵⁸ engagés auprès de la municipalité dans les combats pour le « *renouveau du quartier* » mais également d'habitants plutôt favorables à l'amélioration du cadre de vie en termes esthétiques et d'usages. Ces représentations graphiques de la Libération où les éléments concernés par les travaux, encore existants sur le terrain au présent du dessin, sont niés, remplacés, rejetés, appellent très souvent, pour justifier la nécessité de leur disparition et leur manque d'intérêt, le vocabulaire de la maladie, des humeurs et de la mort.

Les acceptions et phrases « *verrue* », « *merde* », « *qui ne ressemble plus à rien* », « *monstruosité* », « *vieille carcasse malade* », « *pourriture* », « *quartier malade* », « *elle est morte [la gare du Sud], il faut l'enterrer* », « *ça pue la mort* », « *il ne reste que le squelette* » « *cet amas de poutrelles c'est le cancer du quartier* », « *elle est tellement lépreuse maintenant que ça me ferait plaisir qu'on la démolisse* » en évoquant la répugnance, le dégoût, le rejet affirment la nécessité de l'intervention sur le quartier pour le renouveler, en particulier l'impératif de démolir la Gare du Sud. Concentrons-nous sur cet élément de la Libération puisque ces mots la concernent quasi-exclusivement. Les réflexions politiques et urbanistiques sur son devenir et le dévoilement des différents projets la concernant ont été l'occasion pour une part de la population (pas seulement du quartier) d'exprimer l'indignité de son maintien et de sa perduration, son impensable restauration, le besoin de traiter « la maladie », d'enterrer « le mort » pour que renaisse le quartier sous un autre jour et, avec lui, une nouvelle vie de quartier.

558 Trois d'entre eux étaient déjà engagés auprès du maire Jacques Médecin dans le projet de 1991 au moment de la cessation d'activité de la Gare du Sud.



ill.109 : Amas de poutrelles, démontage de la verrière

La question vitale est ici inversée par rapport à la figuration des souffrances faites au corps. Reconnue comme un déchet par son aspect maladif, contagieux, monstrueux, cadavérique⁵⁵⁹, seule son éradication, son extraction serait susceptible de sauver et relancer la vie du quartier. Ces évocations discriminantes, par opposition à la figuration de l'objet souffrant, signalent, avec le manque d'intérêt esthétique, fonctionnel, pratique de la gare désaffectée, son manque d'intérêt patrimonial⁵⁶⁰. La différence en termes d'investissement affectif relève de la nature des liens que les informateurs entretiennent avec cet élément particulier orientant la nature de l'émotion suscitée par l'annonce des projets. Joël Candau pointe le fait que s'il existe généralement un attrait pour « la beauté du mort » c'est-à-dire « un attachement au *memento mori* » manifeste au travers de l'entassement d'objets sortis de la sphère de l'utilité, « certains expulsent le cadavre de leur mémoire et refusent de voir les morts enterrer les vivants. Il est frappant de constater à quel point l'absence de conscience patrimoniale est incomprise par la société et surprenant de voir que ce phénomène relativement fréquent – nous l'avons nous-même observé – est négligé par les chercheurs⁵⁶¹ ».

Les termes ramenant aux odeurs, déplaisantes (merde, pourriture, puanteur), prêtent un caractère à l'objet et au lieu sur lequel il se dresse, permettant ainsi de les identifier et de se souvenir de leur particularité ici repoussante et convaincre de la nécessité de leur évitement dans la pratique quotidienne en établissant une distinction majeure dans la qualification de l'espace représenté. L'insupportable et le répugnant s'incarnent en un lieu, un objet, majorant par leur action dévalorisante, la réjouissance face aux projets d'aménagement et à l'annonce de la

559 « Le cadavre, c'est un organisme qui a cessé de fonctionner et qui commence à se transformer dans la logique du cycle naturel » : LARRIBE Pierre, « Du cadavre au défunt ou du placard au salon, avant de quitter la scène », *Études sur la mort*, n° 137, 1, 2010, p. 133.

560 Le fantôme de la gare est évoqué par les défenseurs du projet d'aménagement. Annexe 30.

561 CANDAU Joël, *Anthropologie de la mémoire*, op. cit., 2005, p. 122.

démolition de la Gare. Ce que vient conforter l'emploi d'un vocabulaire déclinant la thématique de la mort. L'image du corps mourant ou du cadavre, au-delà du fait de marquer l'inexistence d'une valeur d'usage du bâtiment et son inutilité, engage l'acceptation d'une fin inéluctable, l'attente de la disparition et l'impossible conception d'un caractère symbolique voire patrimonial comme d'autres l'affirment. C'est de mort nécessaire pour la régénérescence dont il s'agit, non une résignation mais une conviction, une affirmation sans détour, sans regret ni remord, une mort inéluctable ou déjà survenue et qu'il faut dépasser, un cadavre qu'il faut enterrer. Dans notre société, la mort solidaire n'existe plus signalait Vovelle⁵⁶². La Gare du Sud est, dans sa considération de déchet de chair, envisagée comme un cadavre dont il faut se débarrasser pour éviter la nécrose du quartier car c'est par l'assainissement du lieu sur lequel elle s'élève et la possibilité d'y développer de nouvelles attributions en termes d'usages que se développeront une nouvelle vie de quartier, une nouvelle dynamique de ville. Son corps n'a plus sa place parmi les vivants. « Les mourants sont des proscrits (*outcasts*) parce qu'ils sont les déviants de l'institution organisée par et pour la conservation de la vie⁵⁶³ », quant au corps du mort il doit le moins possible être visible sinon sous forme de « simulacre du vivant », attitude artificielle produite par le traitement minutieux du cadavre, et sa disparition doit être prompte. L'image de la mort ou de la maladie qui y conduit inéluctablement, employée de préférence à l'image du déchet, place l'objet hors de sa nature minérale et de sa décrépitude architecturale, soulevant à la fois l'abjection de la nécrose et l'irrationalité de son maintien en ce lieu. C'est également un moyen de se dédouaner d'un rôle de bourreau en affirmant la mort avérée, effective ou entamée de l'objet.



ill.110 : Le squelette de la Gare

562 VOVELLE Michel, *L'heure du grand passage : chronique de la mort*, Paris, Gallimard, 1993, 160 p.

563 DE CERTEAU Michel, *op. cit.*, p. 276.

Que ce soit une référence à la maladie, à la mort ou à la puanteur, la métaphore employée vient exprimer la distance prise avec la Gare du Sud et une « attitude apatrimoniale⁵⁶⁴ ». Elles sont de véritables démonstratifs spatiaux dans le sens où elles marquent effectivement une prise de distance imposée par le malaise induit par sa représentation lugubre, monstrueuse et insalubre. Matériellement visible dans sa forme et son assise, elle n'en reste pas moins une atrocité à fuir, à contourner, à éviter, dont il faut s'éloigner et se séparer.

L'emploi des mots du corps et l'échelle qui leur est associée procurent à la représentation du quartier une épaisseur carnée, celle d'un être social et spatialisé nanti de caractéristiques humaines que les engagements affectifs des uns et des autres traduisent en investissements topiques. Il faut bien voir, comme le montrent clairement Lakoff et Johnson, que notre conception du monde physique est en partie comprise en termes métaphoriques, notre système conceptuel étant en grande partie structuré métaphoriquement. La question identitaire est ici centrale. Utiliser ces références, avoir recours à l'anthropomorphisation de la ville, semble indiquer la volonté de se protéger soi contre la souffrance ou la nécrose, ne pas rompre le lien charnel ou, au contraire, s'en préserver. Désormais « au “refus de la souffrance” et au souci d'échapper à la “dégradation de l'image du corps”, s'ajoute la montée d'une conception de la fin de vie qui exclut le mourir comme scène sociale⁵⁶⁵ ». Entre matière urbaine mutilée et déchets architecturaux carnés, la figuration anthropomorphique serait un indicateur des processus de caractérisation ou de négation patrimoniale.

3. Discrimination sociale, discrimination spatiale : cet Autre qui dérange parce qu'il abîme le patrimoine

Lors de la première phase d'immersion sur le terrain de la Libération et de la construction du questionnaire, la question du patrimoine comme outil (objet) de discrimination sociale ne s'est pas posée. Pourtant, le sujet de la stigmatisation ethnique et culturelle – comme construction symbolique répondant à un sentiment de peur de l'étranger et du différent – a émergé au cours des entretiens. En effet, à plusieurs reprises, les membres du groupe 1 (pour l'essentiel), ont soulevé cette interrogation de façon directe ou indirecte. En reprenant leur dessin, parfois pour pointer des lieux ou éléments urbains en particulier, ou en déviant d'une question, le plus souvent attendant à l'occasion de la clôture de l'entretien, certains informateurs ont engagé le discours sur un « ils », un « ça », un « les » désignant un Autre, comme nuisible au patrimoine, venant écorcher la version idyllique parce que nostalgique d'un passé meilleur, envisagé alors lui-même

564 CANDAU Joël, *Anthropologie de la mémoire*, op. cit., 2005, p. 123.

565 BAUDRY Patrick, « Les temps urbains de la vie et de la mort » in PAQUOT Thierry (Éd.), *Le quotidien urbain. Essai sur le temps des villes*, Paris, La Découverte et Syros, 2001, p. 136.

comme un objet patrimonial à la fois spatialisé et spatialisant. « *Je ne sais pas si vous pouvez parler de ça dans votre travail...* » (Mme. P). Surprise, dans un premier temps, par ce que nous considérons d'abord comme des « dérives » au questionnaire, puis par la récurrence de ces manifestations dans les discours, cette question s'imposa finalement comme pertinente. De ces remarques, il semblait se dégager des représentations du patrimoine apportant un éclairage sur le sens accordé à cette locution et sur ses fortes capacités d'expression idéologique lorsqu'il est instrumentalisé. Rien de bien nouveau dans cette dernière affirmation, le caractère idéologique du patrimoine et son instrumentalisation ayant été soulignés à de très nombreuses reprises, par Dominique Poulot⁵⁶⁶ ou Isac Chiva⁵⁶⁷ pour ne citer qu'eux. Conquête idéologique des esprits, propagande, le patrimoine est un instrument privilégié de manipulation de l'opinion publique, nous n'avons plus à le prouver.

L'attribution d'une valeur patrimoniale à ces territoires considérés comme étant « occupés » n'est pas anodine. Elle intervient dans le contexte de l'aménagement du quartier et des crispations autour de questions de sauvegarde et plus largement de polémiques idéologiques autour du patrimoine tel que le colportent les journaux, les débats politiques, les associations et les échanges dans l'espace public comme dans les espaces privés. Cette situation participe à l'exacerbation des discours patrimoniaux semblant pointer ici, outre la menace extérieure, comme nous l'avons montrée sur la question des limites, une menace venant de l'intérieur. De plus, l'orientation des questions de l'entretien sur ce concept semble avoir induit un biais conduisant certains informateurs à chercher à élargir le débat autour de la question patrimoniale dans ce quartier concerné par l'aménagement. Mais qui gagne vraiment à une telle inférence patrimoniale, le descripteur ou l'objet (ou espace) qualifié ?

La récurrence de ces remarques dans les discours est venue soulever la question du rapport à un Autre, identifié et considéré comme différent, qui pourrait avoir un impact sur la représentation du patrimoine, sur sa caractérisation. Mais le constat est bien là, l'énoncé patrimonial de l'informateur intervient dans la détermination d'un environnement qui lui pose problème. Il participe d'un phénomène de discrimination dont il faut déterminer s'il en est l'outil ou le produit. Ici encore la question de la frontière est primordiale. Frontière immatérielle s'instituant comme mécanisme de ségrégation sociale et économique, le patrimoine se prononce, s'énonce et cette énonciation exécuterait ici l'action particulière de discrimination ou en serait la résultante. Quoi qu'il en soit, il s'agit de porter attention à la « fonction sociale distinctive

566 POULOT Dominique, « Le sens du patrimoine : hier et aujourd'hui (note critique) », Économies, Sociétés, Civilisations, vol. 48, n° 6, 1993, p. 1601-1613.

567 CHIVA Isac, « Ethnologie, idéologie et patrimoine », in FABRE Daniel (Éd.), *L'Europe entre cultures et nations*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1993, p. 77-84.

des objets et [à] celle de la fonction politique de l'idéologie qui s'y rattache⁵⁶⁸ » avancées par Baudrillard. Les objets auxquels il fait référence, en ce qui nous concerne, sont bien entendu les objets qualifiés de patrimoine, du moins ceux qui font l'objet d'une motivation particulière de l'informateur pour leur accorder une valeur patrimoniale dans les discours impliquant à la fois la constitution d'autres groupes sociaux et les rapports à ces groupes. Notre réflexion s'attache à comprendre la manière dont l'informateur va employer des termes engageant la valeur patrimoniale dans le discours et la raison du recours à ces acceptions.

3.1. Rappels théoriques : catégorisation, identité sociale, stéréotypes et discrimination

3.1.1. Catégorisation sociale : processus cognitif, social et culturel

Il est nécessaire ici de revenir sur la problématique de la catégorisation pour comprendre le sens et l'emploi du « ça », du « ils », du « les » puis sur celles de l'identité sociale, du stéréotype et de la discrimination. Ces termes distinctifs apportent une première et double information sur la conception d'un groupe auquel l'informateur affirme son appartenance (endogroupe) par différenciation à un autre perçu comme dissemblable (exogroupe)⁵⁶⁹. La constitution de ces groupes est le produit de la catégorisation sociale, à entendre comme « le processus négocié de mise en commun de systèmes d'interprétation conflictuels et socialement significatifs⁵⁷⁰ ». C'est à l'aide de cet outil sociocognitif qu'il nous est possible de découper, classifier et ordonner notre environnement physique et social. « Loin de reposer sur une énumération d'attributs jugés nécessaires et suffisants, la cohérence conceptuelle proviendrait de la connaissance du monde, actualisée sous forme de théories explicatives. Ce serait des processus d'explication qui contiendraient la construction et la cohérence catégorielles⁵⁷¹ ». Au-delà du fait d'être sous-tendue par une explication qui fixe les similitudes de surface (couleur de la peau, langue parlée...) et accentue la différenciation intercatégorielle et les similitudes intracatégorielles, la catégorisation, phénomène de nature cognitive simplifiant la compréhension de l'environnement, est profondément liée aux rapports sociaux qui la déterminent et qu'elle affecte tout autant.

568 BAUDRILLARD Jean, « La morale des objets. Fonction-signe et logique de classe », *Communication*, n° 13, 1969, p. 23.

569 « L'endogroupe (ou groupe interne ou *in group*) est le groupe d'individus qu'une personne a catégorisés comme membres de son propre groupe (groupe d'appartenance) et à qui elle a tendance à s'identifier (ex : nous les...), alors que l'exogroupe (ou groupe externe ou *out group*) est le groupe d'individus qu'une personne a catégorisés comme ne faisant pas partie de son groupe d'appartenance et à qui elle n'a pas tendance à s'identifier (ex : eux les...) » : BAUGNET Lucy, *L'identité sociale*, Paris, Dunod, 1998, p. 79.

570 CORNEILLE Olivier, LEYENS Jacques-Philippe, « Catégories, catégorisation sociale et essentialisme psychologique », in BOURHIS Y. Richard, LEYENS Jacques-Philippe (Éd.), *op. cit.*, p. 62.

571 CORNEILLE Olivier, LEYENS Jacques-Philippe, *op. cit.*, p. 51.

La catégorie renvoie alors à « un ensemble d'individus regroupés parce qu'ils partagent un certain nombre de traits communs (âge, sexe, religion, culture, origine sociale...). Sont visés les critères qui fondent l'appartenance catégorielle, l'organisation des traits spécifiques à chaque catégorie, de même que les relations existant entre les catégories⁵⁷² ». Ainsi les groupes, constitués d'individus catégorisés dans une perspective sociale (et non uniquement cognitive ou perceptive), ne s'envisagent pas dans le cadre réducteur des seuls traits aspectuels, il faut aussi y inclure des valeurs. Également processus social et culturel, la catégorisation reflète la structure normative de la société et l'organisation de l'environnement social, les catégories étant alors polarisées autour des dimensions de valeurs (bon/mauvais). Dans le cadre de la stratification de la société (par le pouvoir, le statut, la richesse), il est bien évident que l'appartenance à certains groupes sera considérée par l'individu comme étant plus valorisante, plus positive par rapport à d'autres groupes et inversement.

3.1.2. Identité et comparaison sociale

L'image que l'individu a de lui-même s'envisage comme un exemplaire de catégorie et non comme un cas singulier. Nous admettons pour la suite de notre démonstration que, selon la théorie de l'identité sociale de Tajfel, la catégorisation sociale est ce qui permet à chacun de se définir en tant que membre de groupes spécifiques au sein de la structure sociale. Ainsi l'identité sociale est cette « partie du concept de soi d'un individu liée à la connaissance de son appartenance à certains groupes sociaux et à la signification émotionnelle et évaluative qui résulte de cette appartenance⁵⁷³ ». Elle est la structure psychologique qui permet le lien entre l'individu et le groupe puisqu'elle engendre des processus et des comportements catégoriels. L'identification surgit du contraste entre ce que la personne considère comme son propre groupe et l'autre groupe en se positionnant dans une relation symétrique ou asymétrique. Tajfel l'associe à un besoin de distinction positive qui s'établit par comparaisons, comparaisons à partir desquelles le groupe d'appartenance est socialement valorisé et dans lesquelles on cherche des éléments de sa supériorité. L'identité sociale va donc au-delà des processus d'assimilation et de différenciation. Turner, quant à lui, propose d'envisager les phénomènes de comparaison sociale non plus en termes de besoin mais de les concevoir en termes de régularités sociales impliquant ainsi la prise en compte des facteurs situationnels et contextuels (régularités empiriques dans un contexte culturel donné). Il voit à l'œuvre, dans la recherche d'une identité positive, les effets

572 SALES-WUILLEMIN Édith, *La catégorisation et les stéréotypes en psychologie sociale*, Paris, Dunod, 2006, p. 5.

573 D'après TAJFEL selon BOURHIS Y. Richard, GAGNON André, MOISE Léna Céline, « Discrimination et relations intergroupes », in BOURHIS Y. Richard, LEYENS Jacques-Philippe (Éd.), *op. cit.*, p. 176.

d'une norme (sociale et culturelle) de compétition sociale⁵⁷⁴.

La discrimination (acte), en jeu dans la comparaison sociale, est accomplie pour atteindre une identité sociale plus positive et ainsi affecter favorablement l'estime de soi. Elle est un comportement négatif envers des individus membres d'un exogroupe à l'égard duquel nous entretenons des préjugés⁵⁷⁵ (niveau des jugements cognitifs et des réactions affectives), c'est-à-dire des attitudes comportant une dimension évaluative. Les stéréotypes expriment et justifient les préjugés. Ils correspondent aux traits et aux comportements communément attribués aux individus constituant le groupe et en constitueraient même l'essence. Les stéréotypes sont « des croyances partagées concernant les caractéristiques personnelles, généralement des traits de personnalité, mais souvent aussi des comportements, d'un groupe de personnes⁵⁷⁶ ». Ils se traduisent par des comportements de discrimination.

3.1.3. Exogroupes

Ces concepts nous permettent d'analyser les propos des informateurs qui ont mis en parallèle patrimoine et groupes sociaux envisagés comme exogroupes résultant d'une catégorisation appelée par le discours. Deux exogroupes sont identifiables dans les propos rapportés. Nous avons choisi de nommer l'un d'eux *groupe ethnoculturel*, en raison de la référence à une population considérée par les informateurs comme étrangère, immigrée ou communautaire. L'autre groupe est désigné par le terme *marginoprécaire*. Il fait référence aux individus dont les comportements sont considérés, par nos informateurs, comme non conformes aux normes, aux critères admis ou retenus dans le système de valeurs de la société. À chacun de ces exogroupes sont associés des espaces définis et délimités en fonction de l'occupation dont ils font l'objet et de leurs modes d'appropriation par les membres de ces groupes. « Les territorialités pointées à partir de pratiques d'un lieu comme d'ailleurs d'un réseau, n'échappent pas à une opération de catégorisation qui relève pour une grande part des caractéristiques que l'on attribue à l'autre, ou aux autres ; on procède à une opération de classement, de nomination, voire un acte performatif d'assignation (à résidence)⁵⁷⁷. » Ces parties de discours oscillent entre jugements des comportements comme étant hors normes et stéréotypes associés à des populations auxquelles sont attribuées des valeurs différentes dans un contexte problématique de partage d'espace.

574 D'après TAJFEL et d'après TURNER selon BAUGNET Lucy, *op. cit.*, p. 82.

575 D'après DOVIDIO et GAERTNER selon BOURHIS Y. Richard, GAGNON André, MOISE Léna Céline, *op. cit.*, p. 164.

576 LEYENS Jacques-Philippe, YZERBYT Vincent, SCHADRON Georges, *Stéréotypes et cognition sociale*, Sprimont, Pierre Mardaga Éditeur, 1996, p. 12.

577 VILLANOVA (de) Roselyne, « Quêtes identitaires et réancrage territorial : quelles perspectives ? », *L'Homme et la société*, n° 165-166, 3, 2007, p. 137.

Chacun cherche à légitimer un malaise face aux transformations d'éléments du quartier, les impute alors à d'autres, socialement ou ethniquement définis comme différents.

3.2. Celui qui bouscule l'image du passé et abîme au présent : cartographie de « lieux profanés », « d'espaces en danger », là où se dessine une autre limite sociale

3.2.1. Énonciation patrimoniale et spatialisation de l'altérité

La disparition progressive, depuis les années 1970, puis plus abrupte dans les deux décennies qui ont suivi, de petits commerces de proximité aux enseignes souvent évocatrices de métiers d'antan a été concomitante à l'installation dans le quartier d'une population issue de l'immigration essentiellement maghrébine. La fermeture de boutiques ne trouvant plus clients ou repreneurs, comme le barbier, le cordonnier, « *le matelassier, le menuisier, les artisans des vieux métiers* » (Mme B.), corrélés à l'apparition puis au fleurissement de commerces de proximité d'un nouveau genre, répondant davantage aux besoins, en termes de consommation, des nouveaux arrivants a eu, semble-t-il, un impact certain sur les représentations des lieux concernés. La disparition de ces commerces est très souvent imputée par les informateurs à l'installation de cette nouvelle population. Elle équivaut dans les discours à une paupérisation du quartier qui trahit le passé bourgeois de certaines rues, de certains immeubles et à une rupture du lien social.

« Ça donne pas de valeur à un quartier, vous allez vous mettre à la fenêtre, vous allez voir, on n'a plus un seul commerçant. Ici c'était une rue de petits artisans, on avait le plombier, y'avait l'électricien, on en avait besoin on allait chercher, c'était un peu le... On avait deux boulangers mais des vrais qui faisaient le pain le matin et maintenant... C'est le raz-de-marée des boutiques à kébab et des bars où y a que eux qui vont. En face, regardez, c'est la zone, à la limite ils sont pas embêtants. Mais ça abîme le patrimoine ! Ben oui ! » (Mme P.)

« Il y a tous les commerçants de Marceau qui ont disparu et ce sont tous des commerçants arabes qui sont là maintenant. Donc pour nous... On va pas acheter des tajines tous les jours ! On n'est pas une clientèle... Là il s'est ouvert une quantité de bistrots, ce sont des pères de famille avec des enfants, plein, ce sont tous des petits vieux qui jouent aux cartes en buvant

leur thé à la menthe. Bon ils dérangent personnes mais c'est plus pareil. Vous avez vu l'état des bâtiments et des rues ? Ça serait du patrimoine à sauver ça... ils le pourrissent. » (Mme R.)

Ce sont essentiellement les rues situées à l'est de l'avenue Malausséna (rues Mirabeau, Veillon, Marceau) et la rue Trachel qui sont désignées comme ayant fait l'objet d'une « invasion » (Mme A.) à l'origine d'une détérioration du « patrimoine ».

« Alors quand vous allez dans le quartier, vous allez à la rue Trachel, on dira que je suis raciste, peut-être, mais je parle pour mon cas, ça me désespère de voir ces beaux immeubles, ce beau patrimoine complètement pourri, j'y vais pas moi, j'ai peur et j'ai honte. » (Mme C.)

« C'est une véritable profanation, c'est trop tard maintenant, avoir perdu un si beau patrimoine parce qu'on les a laissé faire... » (Patrick)

La Gare du Sud et son esplanade sont également désignées comme des lieux ayant subi des occupations illégales et différentes violations. La détérioration du bâtiment des voyageurs est particulièrement imputée aux squats qui se sont succédés⁵⁷⁸. Les vols sur la façade et dans l'édifice, le feu ravageant dans les années 1990 tout le bâtiment, l'obligation de murer régulièrement les entrées pour empêcher « tous les drogués de la ville » ou « des familles entières avec des enfants, [moi je les vois de chez moi !] » (François) de pénétrer à l'intérieur du bâtiment désaffecté, voilà quelques arguments avancés pour justifier l'état déliquescence et la rapide détérioration de la Gare du Sud.

« De toute façon, si on n'arrive pas à la sauver c'est pas la faute de Peyrat mais à cause de tous ces marginaux qui l'ont pourrie, qu'est ce que tu veux faire de ce truc maintenant que c'est comme ça ! Patrimoine... ouais, avant ! Maintenant qui va le croire ! » (M.L.⁵⁷⁹)

L'abandon total pendant plus d'une décennie de cet ouvrage régulièrement ouvert aux quatre vents a fait de ce lieu un abri pour une partie de la population vivant dans la rue.

⁵⁷⁸ Annexe 31.

⁵⁷⁹ Entretien du 23 septembre 2003 avec M.L., habitant du quartier depuis 37 ans.



ill.111 : La Gare, un abri provisoire

« On vient leur donner la soupe le soir devant là, comme si c'était chez eux ! Avec ce qu'ils en ont fait de cette gare ! Moi je veux la garder, ça me rend folle de voir ça dans cet état, c'est dégueulasse et ça pue ! Mais c'est pas à eux ! Ils s'en foutent bien du patrimoine eux ! C'est pas ce qui les intéresse vous savez... » (Mme B.)

L'appropriation de ces espaces et l'insalubrité qui en a résulté ont accéléré la détérioration du bâtiment et des alentours, conduisant à fermer les accès à toute forme d'intrusion essentiellement nocturne.

« La mairie mure puis ils se débrouillent toujours pour faire des trous et rentrer, par les fenêtres aussi en escaladant. Des familles entières foutues dehors à chaque fois mais c'est normal, si vous acceptez les familles, vous acceptez tout le reste. Mais c'est inconcevable de pas protéger ce patrimoine, la Gare et même l'ancien hôtel, là là, bon, il faut pas ces gens dedans, c'est dans un état maintenant ! » (Mme O.⁵⁸⁰)

Les abords de la Gare, comme les bâtiments se situant sur son aile gauche, en particulier l'ancien hôtel Riviera, se sont révélés comme autant d'abris potentiels pour cette population qui n'en avait pas et comme autant de repaires pour éloigner certaines activités des regards. Faits divers relatés dans les journaux locaux, discussions de marché, plaintes de la population

⁵⁸⁰ Entretien du 18 juillet 2003 avec Mme O., habitante du quartier depuis toujours.

auprès de la municipalité sont autant de données soulignant l'inconfort et l'incommodité avancée par les informateurs.

Cependant, les entretiens soulèvent un élément supplémentaire : l'existence d'une relation entre cet inconfort en lien avec les usages de certains éléments ou espaces urbains par les individus du groupe *marginoprécaire* ou du groupe *ethnoculturel* (populations stigmatisées par le discours) et l'attribution d'un caractère patrimonial à ces lieux détériorés, abîmés, perçus comme étant « profanés ». « Les populations dérogeant au modèle commun furent de tout temps stigmatisées et un discours récurrent les désigne comme menace potentielle. La peur sociale signale ainsi des espaces de « l'étrange étranger », instrumentalise des quartiers et des territoires. Leurs représentations stéréotypées ont inspiré les théories de l'ethnisation des rapports sociaux et territoriaux, ou encore les analyses conduites sur les stratégies de sécession dans la ville cloisonnée ou segmentée⁵⁸¹ ». Les discours, en précisant les lieux concernés par les pratiques et conduites des exogroupes, spatialisent l'altérité, ce qui constitue un acte d'appartenance différencié (identification et contre-identification) et, simultanément, un acte d'exclusion. Ce double acte, à son tour, engage un processus de territorialisation renforcé par les références à un « patrimoine » abîmé, en danger voire détruit et qui qualifie l'espace défini sur lequel évoluent les membres de l'exogroupe. Ce processus de territorialisation s'entend ici comme production d'une représentation de leurs espaces de vie à laquelle s'ajoute la production de leur image patrimonialisée.



ill.112 : Un ancien hôtel squatté

581 ESCALLIER Robert, « Les frontières dans la ville, entre pratiques et représentations », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 73, 2006, consulté le 18 septembre 2011, <http://cdlm.revues.org/index1473.html#tocto2n3>

3.2.2. Évaluation négative de l'exogroupe et attribution d'une valeur patrimoniale

Qu'est-il en fait désigné sous le terme « patrimoine » ainsi employé ou évoqué ? Il semble que s'opère non pas un glissement mais plutôt un investissement de sens patrimonial dans ce qui, dans le tissu du quartier, rattache les informateurs à une histoire, à des pratiques collectives et personnelles révolues ou qui ont évolué. Il s'agit d'une sorte de dilution du patrimoine à envisager comme une projection de la représentation mentale dans des objets d'un cadre spatial bien défini. Cette représentation mentale est le produit de l'intériorisation, du traitement cognitif et affectif, puis de l'interprétation d'une conception du patrimoine au temps *t* de la société qui en construit et en véhicule une définition. Mais, dans les discours qui impliquent le groupe *marginoprécaire*, il s'agit plutôt d'affirmer la valeur patrimoniale des bâtiments concernés par la condamnation implicite de leur profanation et la dénonciation des dégradations associées (bâtiments et environs).

3.2.2.1. Groupe ethnoculturel et nostalgie du « quartier d'avant »

Dans ces tranches d'entretiens, lorsque les informateurs réfèrent au groupe que nous avons appelé *ethnoculturel*, le terme patrimoine est employé pour parler d'immeubles et de rues déterminés ou de l'espace vu par la fenêtre. Les discours resituent ces éléments dans un contexte social, ethnique et culturel connoté négativement qui paraît conditionner la territorialisation de ce dit « patrimoine ». À son tour, cette forme de territorialisation semble influencer la perception de ce contexte, comme une justification voire une majoration de l'aspect négatif de la connotation. Ici, la caractérisation patrimoniale d'entités et d'ensembles architecturaux s'effectuerait à partir de l'évocation de la Libération dans le temps et l'espace du quartier révolu. La durée de résidence de ces informateurs est une variable importante. Ils cherchent très souvent à prouver leur préséance dans le quartier au regard de la population qu'ils incriminent.

« Quand je me suis aperçu de cette invasion, ça faisait cinq ans que j'habitais là. Et j'avais dit à mon mari à l'époque de notre installation, il adorait cette maison, "oh je suis trop bien ici" ! Non, maintenant, non...où j'irais ? Alors je regarde cette dégradation du patrimoine. C'était un beau quartier. » (Mme P.)

Le patrimoine est bien assimilé à l'image passée du quartier construite à partir d'une expérience continue (dans la quotidienneté) du quartier et dans le quartier. La valeur patrimoniale ainsi affectée exprimerait une acceptation problématique de leur condition perçue au présent

dans la configuration sociale et spatiale de leur inscription et de leur(s) usage(s). C'est ce que semble confirmer le recours à la mémoire des lieux appelée pour en fixer une image conjuguée au passé s'imposant comme un cadre de référence à laquelle va être confrontée celle de leur situation dépeinte et jugée négativement au présent du discours. Ce qui s'exprime ici n'est autre chose que de la nostalgie, le « regret d'un ordre disparu⁵⁸² » comme l'exprime Patrice Beghain. Le but de la production d'une telle image voudrait affirmer la prévalence, par comparaison, de l'image du quartier au passé et le malaise ressenti face à l'état actuel de ces éléments urbains résultant d'usages et de comportements pointés comme hors normes et imputés à l'exogroupe. La perception de la perte de qualité qui en découlerait, en termes esthétiques ou d'usage par exemple, paraît leur faire gagner en valeur symbolique par le biais d'une (sur)qualification induite par l'attribution d'une valeur patrimoniale.

Notons que l'énonciation patrimoniale présente la valeur patrimoniale des objets comme préexistante aux actions jugées néfastes du groupe *ethnoculturel*. Ce qui est évoqué c'est un patrimoine abîmé, dégradé par le fait de l'inconscience des personnes qui en font usage ou qui l'habitent, du caractère patrimonial et de la valeur symbolique associée à ces éléments urbains. L'évaluation négative de l'exogroupe participe en fait à l'attribution d'une valeur patrimoniale au contexte architectural dans lequel évolue cette part de la population différenciée et à son affirmation comme réalité préalable. La métamorphose de ce milieu⁵⁸³ plus que de ces lieux, invariants spatiaux, est imputée à la manière d'habiter et de penser des individus de l'exogroupe qui, dans les discours, priveraient les membres de l'endogroupe, tout du moins les informateurs qui s'y rattachent, de la jouissance d'un bien dont ils s'estiment les héritiers par l'entremise de l'emploi du terme patrimoine.

La logique essentialiste du stéréotype consistant à expliquer ce que les gens font (conduites, comportements) par ce qu'ils sont (essence, nature) et octroyant des défauts et des qualités ne pouvant être justifiés aisément⁵⁸⁴, se fonde sur des *a priori* et des clichés. La figure du danger incarnée par le groupe *ethnoculturel* comme par le groupe *marginoprécaire* appelle la production d'images stéréotypées (croyances) comme celle du risque de monopolisation et de détérioration des biens de l'endogroupe et donc la privation de ces biens dans leur dimension physique. La dénonciation d'une telle privation se fait par la démonstration d'une différenciation

582 BEGHAIN Patrice, *Le patrimoine : culture et lien social*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1998, p. 108.

583 Pour le terme milieu employé ici, nous nous rattachons à la définition qu'en donne Chris YOUNES. « C'est à la fois le mouvement, le temps et l'espace qui sont les aspects d'une même *Gestalt* au centre de laquelle se trouve le sujet. » Elle rajoute plus loin : « [les milieux urbains] renvoient à un tout et à des parties, à des singularités et à une globalité qui intègre et résulte de diversités inter-actives » : YOUNES Chris, « Au milieu des milieux urbains », PAQUOT Thierry, YOUNES Chris (Éd.), *Philosophie de l'environnement et des milieux urbains*, Paris, La Découverte, 2010, p. 47 et 48.

584 SALES-WUILLEMIN Édith, *op. cit.*

sociale, ethnique et culturelle, qui passe par et implique l'évaluation négative des Autres conduisant à leur attribuer les responsabilités de la mauvaise tournure des événements, c'est-à-dire de la dégradation de l'environnement dans lequel ils évoluent. Cette démonstration fait, bien entendu, fi des seuls outrages du temps sur l'objet.

3.2.2.2. Illégitimité face au bien collectif

Si pour éclairer les méfaits des manières de vivre du groupe *ethnoculturel* sur leur environnement architectural institué patrimoine au moment du discours, les informateurs ont recours à la mémoire et à l'évocation nostalgique de souvenirs des lieux, les discours faisant références aux agissements du groupe *marginoprécaire* se rapportent, quant à eux, à la thématique du conflit. Autrement dit la perception et le jugement portés sur les altérations imputées au groupe *ethnoculturel* renvoient davantage à la relation affective des informateurs au(x) milieu(x), en lien avec leur expérience, soit à leur relation inscrite dans le temps et la durée. Ceux du groupe *marginoprécaire* concernent plutôt le caractère physique des lieux et bâtiments (« quantification » des dégradations). Ce qui n'empêche pas qu'il s'agit également de rapport affectif. Quoi qu'il en soit, cette différence majeure tient certainement d'une part à l'idée de partage de l'espace, effectif ou possible avec le premier exogroupe et totalement improbable avec le second ; d'autre part de la valeur d'usage des objets évoqués, plus particulièrement à la légalité relative à ces usages. Pour le groupe *ethnoculturel*, rien de répréhensible aux yeux de la loi du fait d'habiter et de participer à la vie de quartier, d'évoluer dans les rues et les bâtiments à valeurs d'usages codés socialement. Tandis que les membres du groupe *marginoprécaire*, eux, occupent (illégalement) des bâtiments désaffectés. Ce qui, dans les déclarations des informateurs, se traduit plutôt par une description en termes de changement, d'évolution négativement connotés des lieux par rapport au passé dans le premier cas, et plutôt de rupture dans le second.

Pour cet exogroupe, il s'agit d'ailleurs davantage d'exclusion, véritable marque du rejet par une focalisation sur l'illégitimité de la présence d'individus aux comportements intolérables et illégaux au regard des représentations sociales, des valeurs et des pratiques culturelles collectivement admises. L'exclusion introduit l'idée de la « clé » et plus largement l'idée de limite et de seuil, le lieu où les protagonistes « dépassent les bornes ». Exclure, du latin *excludere* (de *ex*, marquant l'extériorité et de *cludere*, fermer) c'est user d'une clé (*clavis*) qui va permettre à la fois « d'interdire l'accès » et de « mettre dehors »⁵⁸⁵. L'acte et le moment du franchissement, bravant les interdits, d'un lieu privé reconnu comme un symbole du collectif par la conception

585 TAP Pierre, « Identité et exclusion », *Connexions*, n° 83, 1, 2005, p. 53-78.

de sa nature patrimoniale, engendrent la « dé-reconnaissance » sociale. Franchir, pour occuper, les limites de bâtiments dépossédés de leur valeur d'usage initial, clos à tout engagement légal du corps, par la fenêtre, la porte, la brèche, ouvertures effectives ou percées comme seuils d'accès à un intérieur, c'est commettre l'interdit que la sentence sociale va condamner en donnant un tour de clé. Il y a ici la volonté active d'ôter toute reconnaissance, de bannir de la société les protagonistes du geste profanatoire, avant même que celui-ci se prolonge dans un usage particulier du bâtiment, peu importe la nature de cet usage.



ill.113 : Détérioration du bâtiment des voyageurs

Le bien collectif, parce qu'il est patrimonial, répond à un certain nombre de codes sociétaux (norme sociale) qui impliquent des attitudes et des comportements particuliers à son endroit. Sont privés de sa propriété symbolique ceux qui ne suivent pas les codes culturels collectivement admis régissant les comportements prescrits à l'égard de l'objet patrimonial et assujettis à cette « nature » patrimoniale. L'appropriation de la Gare du Sud, parce qu'elle se fait par violation, est uniquement matérielle et pour une jouissance provisoire de ses espaces. Le seul fait de braver les interdits pour s'approprier matériellement ce lieu marque et implique pour les informateurs sa non reconnaissance symbolique et, nous dirions, s'envisage comme un « sacrilège » dans le sens, sans doute, d'une dénaturalisation du patrimoine ou, plus exactement, d'une altération de son caractère considéré comme naturel. « L'un des usages les plus répandus de l'expression [appropriation] est sans doute à chercher du côté du couple exclusivité/privation. Si l'appropriation semble d'abord exprimer un rapport aux « choses » ou « biens » matériels concernés, c'est en fait, inséparablement, un rapport social : tout comme les droits de propriété, la notion exprime avant tout le fait de se réserver tel ou tel usage d'un bien⁵⁸⁶ ».

586 RIPOLL Fabrice, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? », *Noroi* [En ligne], n° 195, 2, 2005, consulté le 14 février 2012, <http://noroi.revues.org/489>

3.2.2.3. Patrimoine et discrimination sociale spatialisée

Le recours à des termes relevant de la patrimonialité ne paraît pas seulement être un indicateur de l'investissement de sens patrimonial qu'aurait induit la conception d'un clivage social au sein de la population du quartier. Il semble également éclairer le caractère performatif du patrimoine. La performativité est « la réalisation de l'état de choses représentée par l'énoncé⁵⁸⁷ ». Dire patrimoine pour nos informateurs, c'est faire du patrimoine. Ce que l'on aurait pu prendre pour un abus, un détournement ou une utilisation hors contexte du terme est bien au contraire l'expression d'une caractérisation et d'une mise en œuvre de la conception idiosyncrasique de la notion comme produit de l'expérience de l'informateur et de l'appropriation, la représentation et la manipulation de sa conception sociétale.

C'est donc l'ambiguïté de l'emploi de termes relevant de la patrimonialité combiné à l'évocation du malaise et de l'inconfort ressentis face à certaines populations et à leurs usages de lieux circonscrits dans le quartier qui force l'interrogation sur le rôle de la stigmatisation dans le processus de fabrication d'un dit « *patrimoine* ». Pourquoi parlons-nous d'ambiguïté ? S'il est clair que la référence au patrimoine est privilégiée à celle d'espace urbain, de rue ou du bâtiment par exemple, il est beaucoup moins évident en revanche de cerner si son emploi sert la discrimination ou si le recours à des stéréotypes et préjugés, à une forme de discrimination sert à l'instituer, à le justifier, à le faire apparaître en tant que tel. Quoi qu'il en soit, il semble évident que le patrimoine, tel qu'il est présenté et évoqué par nos informateurs, paraît s'établir en frontière marquant une discrimination sociale spatialisée.

3.3. Fabriquer du patrimoine par discrimination ethno-culturelle et sociale : construction ou justification ?

3.3.1. Qui du patrimoine ou de la discrimination ?

Mais qu'est-ce alors ici que ce « patrimoine » tel qu'il est dit, formalisé ? Est-il une construction instrumentalisée pour notifier et justifier le rejet de celui qui dérange, fait peur par sa différence culturelle ou sociale, par son mode de vie étranger ou marginal ? Ou bien est-ce parce qu'il y a changement, pensée d'un danger, peur de la perte que le terme patrimoine est prononcé ou évoqué par crispation ? Et si nous inversion la considération en nous demandant ce qui, ici, semble « éveiller les différenciations catégorielles et/ou pousser les sujets à faire appel aux "principes" en rapport avec leurs appartenances ?⁵⁸⁸ » Cela nous aiderait à répondre

587 RECANATI François, *Les énoncés performatifs*, Paris, Éditions de minuit, 1981, p. 166.

588 GAFFIÉ Bernard, *op. cit.*, p. 13.

à la question concernant l'utilisation (voire la manipulation) du patrimoine comme facteur ou produit possible de discrimination.

Pour reprendre ce que nous soulignons plus avant, il semble surgir de la représentation du milieu évoqué une dissonance voire un conflit impliquant proximité spatiale des objets dits « patrimoine » et distance sociale vis-à-vis des populations qui en font usage. L'inconfort induit par cette organisation de la distance et de la proximité régirait l'institution du patrimoine comme frontière sociale voire comme objet de clivage. Les proximités sociales paraissent plus qu'occultées, gommées par l'érection d'une frontière symbolique projetée dans la matérialité d'un environnement urbain (espaces, rues, immeubles, bâtiments du quartier) à laquelle est octroyée une valeur patrimoniale. Si, comme le dit Beghain, le patrimoine peut être facteur de lien social, il semble qu'il peut également être vecteur de discrimination, d'une stigmatisation d'une tranche de la population en raison de ses comportements conçus comme inadaptés à son égard. Mais clairement les informateurs associent ces comportements de détérioration par exemple à une origine ethnique, culturelle, une appartenance à un groupe qu'ils différencient socialement. Les attributions stigmatisantes se construisent sur « tous les processus relationnels, et plus largement collectifs, fondés sur le déni des autres, sur le rejet de ceux qui ne nous ressemblent pas, de ceux qui mettent en danger nos biens, nos privilèges, nos positions sociales, nos valeurs et nos croyances⁵⁸⁹ ». Les discours de nos informateurs pointent une double entrée au problème que nous nous posons : d'une part la croyance de la détérioration d'un bien commun (le patrimoine) qui impliquerait et justifierait une mise à distance et, d'autre part, une discrimination vis-à-vis du bien commun qui mettrait hors groupe de fait.

3.3.2. Représentation culturelle du patrimoine et privation de l'accès au symbolique

Il semblerait que ce soit la manipulation du patrimoine tel que les informateurs l'entendent qui s'érigerait en une frontière discriminante plus que les objets eux-mêmes. Bien que pour la Gare du Sud en particulier, nous avons vu que le franchissement vers son intérieur engageait la stigmatisation sociale et l'exclusion des individus commettant ce « viol » patrimonial. Autrement dit, le patrimoine apparaît bien là comme une représentation, représentation accordant une valeur et un sens à certains objets fondés sur des principes organisateurs traduisant un ordre de la société, une vue de l'esprit opérant sur des qualifications et des jugements spatiaux et sociaux. Finalement, les discours conduisent à concevoir ici que dire « patrimoine » c'est en avancer un sens culturel et des pratiques associées ; c'est affirmer, par la stigmatisation des différences, une culture du patrimoine que l'Autre ne posséderait pas au vu de ses comportements jugés irrespectueux et inappropriés. Ceci l'exclurait donc du groupe qui partage cette culture.

⁵⁸⁹ TAP Pierre, *op. cit.*, p. 68.

La discrimination paraît apporter une réponse à la question de la propriété (symbolique) du patrimoine, parce qu'en accordant une valeur patrimoniale aux biens décrits comme étant mis en danger ou abîmés par l'Autre, c'est leur haute valeur symbolique qui est engagée comme contribuant à la définition et à la valorisation de l'identité collective (du moins de l'identité sociale de l'endogroupe). Ici, elle a donc pour effet de justifier le fait que le patrimoine est « mien », « notre » et non à « eux ». Si l'on accepte d'envisager le patrimoine comme un objet de promotion sociale ou plutôt de réussite de la société en termes d'affirmation culturelle par la possession, alors priver (déposséder) l'exogroupe revient à affirmer une forme de supériorité voire de pouvoir par l'effet valorisant de la possession de la valeur symbolique de l'objet, du fait de la conception et l'accréditation d'une valeur patrimoniale. Autrement dit, pour les informateurs, la jouissance matérielle légale mais rejetée ou illégale en fonction de l'exogroupe, dont ils sont eux tout ou partiellement privés, est en même temps l'affirmation de la non reconnaissance de la valeur symbolique de l'objet. Considérer le milieu comme patrimonial ou l'objet comme patrimoine c'est, *de facto*, lui accorder et lui reconnaître une valeur symbolique et, par là, croire posséder son essence.

Imputer la méconnaissance par le mépris et le mauvais comportement vis-à-vis d'objets envisagés sous la forme d'un patrimoine, c'est-à-dire d'objets ayant valeur sociale et fonction identitaire, c'est affirmer à travers la manifestation de l'évidence de la valeur patrimoniale accordée à ces objets, sa prééminence sociale par le fait que le « je », et à travers lui le « nous » du modèle commun, maîtrise les codes sociétaux. Dans ces discours, faire référence au patrimoine, en convoquer une représentation que l'informateur entendrait détenir comme « le bon code », c'est faire appel à une stratégie identitaire de valorisation et surtout de différenciation entre sa catégorie d'appartenance et les groupes externes. Toute « dynamique représentationnelle mobilise des processus de différenciation sociale régulés par le contexte social dans lequel sont placés les individus et notamment, le fait que celui-ci actualise ou non une menace pour l'identité sociale des groupes considérés⁵⁹⁰ ». Il est ainsi possible d'envisager ici le patrimoine ou plutôt le recours à sa représentation comme un biais de valorisation. En effet, il convient de le considérer comme un critère qui participe à manifester et à justifier l'asymétrie, à évaluer positivement celui qui partage la connaissance, la richesse (symbolique) du fait de posséder le patrimoine à travers sa reconnaissance. Mais c'est également le critère qui permet d'évaluer négativement celui qui, par ses agissements illégitimes voire illégaux au regard des représentations sociales, des valeurs et pratiques culturelles, menace à la fois l'objet et sa fonction patrimoniale et par là, l'estime de soi (individuelle et collective). Employer le terme de patrimoine ou y faire référence dans le discours stigmatisant semble marquer une adhésion à une idéologie de légitimation sociale

590 D'après DOISE selon GAFFIE Bernard, *op. cit.*, p. 15.

et culturelle qui voudrait justifier une position hiérarchique et, en même temps, justifier les inégalités sociales qui en résultent⁵⁹¹. Priver l'Autre du bien commun, de l'accès au symbolique, c'est bien là justifier une discrimination.

De plus, s'il est perçu que les populations pointées altèrent le patrimoine parce qu'elles ont un rapport et des comportements différents vis-à-vis des objets ainsi considérés par le sens commun, comportements considérés comme inappropriés, elles ne peuvent, de fait, pas être insérées dans le processus de sa production (puisqu'elles altèrent matériellement l'objet). Si, comme le dit Patrice Mélé, le patrimoine s'envisage comme une construction sociale⁵⁹², dont la caractérisation est une étape fortement imprégnée de la participation sociale (plus particulièrement de groupes sociaux), alors justifier (dans le discours) la privation à la participation au processus de production revient à une exclusion du fonctionnement de la société en tant que le processus de patrimonialisation est un phénomène culturel (de société).

3.3.3. Énonciation patrimoniale : stratégie rhétorique comme comportement identitaire et discriminatoire

Si, dans ces pratiques discursives particulières, le terme patrimoine, ou les références qui y sont faites, apparaissent comme des outils d'évaluation des comportements conduisant à une discrimination, ils apparaissent également parfois comme une production, des produits élaborés, édifiés, institués par stratégie identitaire. Comme le signale Vincent Veschambre, « l'élément patrimonialisé permet de s'identifier et d'afficher une appartenance⁵⁹³ ». Certains informateurs ont, semble-t-il, produit des repères identitaires à partir de crispations sociales. Autrement dit, la valeur patrimoniale attribuée à certains éléments du quartier apparaît comme une construction motivée à partir de préjugés ou d'une stigmatisation et ce, dans le but de les justifier. De façon stratégique, dire patrimoine leur permet de justifier la mise hors groupe de fait de ceux dans lesquels ils ne se reconnaissent pas (origines, valeurs, intérêts...) et envers lesquels ils ont déjà pris position (préjugés par exemple). Fabriquer du patrimoine dans et pour le discours c'est, semble-t-il, instrumentaliser par socio-centrisme la représentation du référent identitaire par excellence, dans le but d'appuyer, nourrir et communiquer un positionnement idéologique vis-à-vis des populations pointées, particulièrement lorsqu'il s'agit du groupe *ethno-culturel*. Nous pensons que chez ces informateurs, ce sont des présupposés idéologiques qui appelleraient la production d'une référence identitaire pour les besoins de légitimer leur positionnement vis-à-

591 DE OLIVEIRA P., DAMBRUN M., GUIMOND S., « L'effet de la dominance sociale sur les idéologies de légitimation : le rôle modérateur de l'environnement normatif », in *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, n° 21, 2008, p. 115-150.

592 MELÉ Patrice, « Conflits patrimoniaux et régulations urbaines », *op. cit.*

593 VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines*, *op. cit.*, p. 41.

vis des populations concernées par ces présupposés. Prononcer ici le terme patrimoine relèverait donc bien d'une stratégie rhétorique comme comportement discriminatoire. Cette pratique discursive tend d'ailleurs à souligner que les traits communs des membres des exogroupes sont plutôt une conséquence qu'une cause de la catégorisation. « Dans ce processus de constitution des groupes et des catégories sociales, les idéologies secrétées par les sociétés jouent un rôle essentiel⁵⁹⁴ ».

3.3.4. Force performative du patrimoine et affirmation d'une domination symbolique

Il est bien question de la force performative du patrimoine en ce qu'elle dit et met en place sa fonction sociale distinctive. Dire patrimoine, pour nos informateurs, c'est affirmer son appartenance culturelle par le fait d'en détenir une définition (liée à la représentation portée par la société) du moins d'en manipuler une représentation. C'est aussi s'identifier socialement, se positionner dans les rapports sociaux, de manière stratégique, par le biais d'une prise de position vis-à-vis d'espaces et d'éléments du passé urbain, par l'attribution d'une valeur, d'un sens et donc d'une fonction particulière. Une forme de domination symbolique s'exercerait ainsi par l'instrumentalisation du patrimoine (par le fait de prononcer le terme). Peu importe que l'objet ait une légitimité politique, institutionnelle, lui accorder une valeur patrimoniale ou le qualifier de patrimoine suffit à l'objectiver et à en faire un outil opérant dans les discours. « En se représentant une chose ou une notion, on ne se fait pas uniquement ses propres idées ou images. On génère et transmet un produit progressivement élaboré dans d'innombrables lieux selon des règles variées⁵⁹⁵ ». Le patrimoine, produit, vue de l'esprit, croyance, jouerait le rôle de ciment identitaire (une justification occultant les interstices) dans la construction symbolique de l'unité du groupe. La distinction par exclusion remplirait la fonction de « protection nécessaire par lequel le groupe tend à s'auto-reproduire »⁵⁹⁶. Une nouvelle fois il est donné de remarquer que prononcer le terme de patrimoine, tout du moins y faire clairement référence, c'est instrumentaliser sa définition (comme représentation) aux fins de sa propre élaboration.

594 IBANEZ Tomas, « Idéologie et relations intergroupes », in BOURHIS Y. Richard, LEYENS Jacques-Philippe (Éd.), *op. cit.*, p. 345.

595 Selon MOSCOVICI d'après GAFFIE Bernard, *op. cit.*, p. 15.

596 MAGRI Susanne, « Villes, quartiers : proximités et distances sociales dans l'espace urbain », *Genèses*, 13, 1993, p. 159.

Conclusion

L'expérience quotidienne de l'habiter n'est pas réduite au chez soi mais s'envisage plus largement dans l'élaboration de nos territorialités. Éprouver le patrimoine dans cette expérience quotidienne signifie alors le ressentir ou mettre à l'épreuve sa représentation afin d'exprimer un sentiment, se positionner idéologiquement. Cette expression renvoie à la façon dont les habitants ordinaires fabriquent leur « égo-patrimoine » à partir de la connaissance qu'ils ont intériorisée à la fois de leur environnement direct et de la notion dont ils se servent pour donner sens et valeur à leur environnement. La caractérisation patrimoniale du quotidien donne une couleur, un ton à notre petit monde, elle dévoile la dimension privée de la notion de patrimoine culturel ou, plus encore, la privatisation de la notion et de son usage comme le laisse apparaître la conception patrimoniale de la vue de la fenêtre. Le sentiment patrimonial, tissé dans le temps long de l'expérience et fondé à partir de l'inscription des émotions dans la durée, permet à la personne ordinaire de qualifier les objets de la proximité voire de l'intime. Cette qualification patrimoniale fait de l'objet un support, un porte-parole en quelque sorte, de l'état qu'elle ressent vis-à-vis du monde qui l'entoure, d'une situation ou encore d'autrui comme dans le cas de la « patrimonialisation discriminante ». Mais le rapport peut aussi s'appréhender dans l'autre sens où, parler de ce que l'on ressent, peut servir à formuler la conception de l'objet comme patrimoine. C'est ce qui nous a été donné de saisir à travers le recours à des termes relevant de la souffrance du corps. Désormais, notre compétence à fabriquer du patrimoine relèverait donc également de notre capacité à le ressentir, c'est-à-dire de la perception sensible et de la reconnaissance d'affects qui conduisent à catégoriser l'objet et, ainsi, à l'adapter à soi.

CONCLUSION

Au travers de cette étude, nous avons tenté de relativiser la distinction entre pratiquants ordinaires de la ville et producteur de signification et de sens patrimonial. Pour cela, nous nous sommes attachée à relever et analyser la pluralité des situations de fabrique susceptibles d'éclairer la conception patrimoniale des citoyens du XXI^e siècle. Malgré le choix spécifique d'un terrain sous le coup d'un vaste projet d'aménagement puis en prise avec le chantier d'aménagement lui-même, notre approche ne s'est pas orientée vers une sociologie de la mobilisation et de l'action patrimoniale, même si nous l'avons inévitablement côtoyée. L'intérêt était ailleurs, dans l'appréhension parfois délicate de la conception patrimoniale de la foule anonyme, des pratiquants ordinaires de la Libération à partir de processus de fabrique enregistrés dans un contexte de crispations sociales et politiques, dans la mesure de l'impact des projets et travaux sur cette fabrique, et, de façon inverse, dans l'évaluation du rôle de la conception patrimoniale dans la réception des projets et de leur mise en œuvre. Faire le choix de ce terrain, c'était faire le choix du moment de l'exacerbation et non de la provocation, où l'ordre et le cadre habituels se déplaçant, mettaient au jour (révélaient) les mécanismes de fabrique patrimoniale, comme ceux de négation d'ailleurs, avant tout manifestations de la sensibilité populaire vis-à-vis d'objets de l'environnement urbain marqués du sceau du passé et de ses retentissements idiosyncrasiques. Une fabrique qualifiée d'ordinaire par le fait qu'elle s'ancre et se déploie dans la dimension de l'attachement noué dans le quotidien, le régulier ou l'habituel de la relation à l'espace urbain et aux lieux. La cartographie mentale se révèle être un outil primordial pour saisir ces relations et ne doit pas être réduite à une simple fonction de reconstitution de l'espace. Elle a permis de relever la place désormais acquise par l'idée de patrimoine dans les représentations de l'espace, de soulever sa dimension voire sa nature explicitement descriptive, d'éclairer ses fonctions socialement, spatialement, temporellement organisatrices. En donnant accès à différentes formes de relations nouées à la Libération, elle s'est présentée comme l'outil fondamental pour l'appréhension et la compréhension de la genèse de fabriques patrimoniales locales.

Mais comment dépasser les limites de la mise en mots orchestrée par l'artificialité d'une situation d'entretien, biaisée par les questions qui orientent inévitablement la pensée ? Comment le faire sans évoquer les retranchements idéologiques et les prises de position liés à la situation conflictuelle, contexte général du terrain, qui ont parfois fortement influencé les discours ? La cartographie mentale est réellement apparue comme un outil méthodologique de première importance pour pallier suffisamment ces biais et délivrer une parole volontairement orientée vers la représentation du quartier. La fonction focalisatrice de l'acte de dessiner a, semble-t-il, permis de libérer les discours associés au tracé des cartes et plus encore à la reconstitution mentale du quartier. De ce fait, les associations spatiales comme les associations d'idées, les rappels mémoriels, se sont révélés riches en informations sur les relations à l'environnement et sur les représentations patrimoniales, matière première de notre analyse. Tout en constituant une base spatiale solide aux ancrages, aux attachements et aux pratiques de chacun, l'effort cartographique et son contexte ont conduit à la production de signes parfois infimes ou subtils du rapport de patrimonialité à certains éléments du quartier. Dans une amélioration méthodologique, il pourrait être pertinent de compléter cette approche avec celle des entretiens itinérants, dispositif permettant de comprendre *in situ*, dans le moment de l'interaction et du témoignage, comment se fabrique ordinairement le patrimoine.

Jean Davallon situait la patrimonialisation à la frontière « entre les deux acceptions contradictoires du patrimoine : d'un côté, le patrimoine comme ensemble des biens d'une personne dont on peut hériter ; de l'autre, le patrimoine comme ce que l'on juge devoir garder en tant que liens physique avec des êtres disparus⁵⁹⁷ ». Mais cette proposition, si elle continue encore à être signifiante pour comprendre aujourd'hui la production de notre patrimoine culturel au prisme de la transmission, semble ne plus suffire à saisir le « patrimoine » tel que pensé et énoncé par les personnes ordinaires, c'est-à-dire ce qu'elles entendent par « patrimoine ». Il semble nécessaire de faire glisser la question du choix de l'attribution d'une valeur à certains objets plutôt qu'à d'autres dans celle, plus large, de l'actualité, du présentisme qui fondent et orientent ce choix. L'énonciation patrimoniale et la caractérisation qu'elle annonce, débordent en quelque sorte le patrimoine. Elles ne s'attachent pas aux seuls objets issus de la patrimonialisation reconnue dans son cycle caractérisation-conservation-valorisation⁵⁹⁸. L'énonciation patrimoniale est opérante hors du circuit de la patrimonialisation comme nous l'avons vu avec la vue de la fenêtre, les fresques chez soi ou encore dans son emploi associé à la discrimination. Même si elle semble partagée, elle n'aboutit pas conséquemment et de façon systématique à une mise

597 DAVALLON Jean, « Comment se fabrique le patrimoine ? », *Sciences Humaines*, Hors-série n° 36, 2002, consulté le 14 août 2012, http://www.scienceshumaines.com/comment-se-fabrique-le-patrimoine_fr_12550.html

598 MORISSET Lucie K., *Des régimes d'authenticité*, *op. cit.*, p. 24.

en circulation, une revendication ou une prise en charge par le collectif. Elle correspond à la production d'un sens et sert à qualifier, dans une stratégie d'adaptation à la problématique (ou au problème) du présent. Son caractère partagé laisse toutefois entendre qu'elle n'est pas une production isolée mais qu'elle prend son sens dans la société.

Pour aborder le concept de patrimoine comme phénomène social aujourd'hui, il paraît nécessaire de prendre en compte la fabrique patrimoniale ordinaire et de placer l'expérience des individus au centre de l'approche. Autrement dit, sortir de la perspective traditionnelle de l'approche objectiviste de la définition pour en concevoir une forme de théorie expérientielle semble essentiel, parce que cette théorie permet de mettre en œuvre une conception nouvelle à la fois de ce qui est défini et de ce qui permet de définir. Le patrimoine n'est pas seulement reconnu en fonctions de ses propriétés inhérentes qu'il suffirait d'énumérer mais défini en termes de propriétés interactionnelles. Nous défendons donc l'idée que désormais le patrimoine devrait être entendu et abordé comme un concept provenant de notre expérience (physique et imaginaire) et, par ce fait, que sa définition n'est pas rigide. Notre compréhension globale du patrimoine est représentationnelle voire métaphorique, nous le comprenons et le construisons à l'aide de concepts qui caractérisent d'autres sortes d'expériences (de l'espace, les démolitions, le paysage, le corps, l'Autre...). À nos yeux, nous concevons le patrimoine en fonction d'une perception, d'une appréhension multidimensionnelle émergeant de notre expérience du monde et donc constituée de propriétés sensibles, motrices, intentionnelles, fonctionnelles, émotionnelles... Cette appréhension multidimensionnelle organise l'évaluation de la signification de l'objet à partir de la « pertinence pour soi ». Elle assure de ce fait, à celui qui évalue, la rationalité de son acte de caractérisation et de qualification patrimoniale. Ainsi, caractériser un objet comme étant du patrimoine, c'est le faire rentrer dans une catégorie tout en participant à sa définition. La caractérisation patrimoniale signifie donc à la fois l'action (de caractériser) et le résultat de cette action.

Cette théorie expérientielle de la définition du patrimoine implique de fait la dimension émotionnelle de notre rapport au monde. Si notre étude met régulièrement en lumière l'existence des émotions patrimoniales et leur fonctionnement, il semble toutefois qu'elles s'effacent devant la réaction qu'elles paraissent déclencher. Ainsi, il n'est plus tant question d'émotion patrimoniale que d'« émotion patrimonialisante ». Pourrait-on penser que l'émotion patrimoniale est désormais à ce point acquise qu'elle participerait au régime de l'ordinaire ? Éprouver ces émotions et les reconnaître parmi nos états face au (petit) monde qui nous entoure pourrait nous conduire, par le fait d'un apprentissage au cours de nos différentes expériences du monde et de la notion de patrimoine, à affecter des valeurs patrimoniales à certains objets de

notre environnement quotidien. S'il n'y a pas d'émotion sans mémoire de cette émotion⁵⁹⁹, nous l'avons bien vu dans le cas de la *comparaison descendante* à des monuments fantomatiques, les individus gardent intimement les traces de son fonctionnement. Les émotions patrimoniales feraient donc partie d'un savoir sur le patrimoine et, en tant qu'outil mis à la disposition d'une compétence « profane », conduiraient à caractériser et qualifier, c'est-à-dire à fabriquer du patrimoine. Autrement dit, la dimension émotionnelle de l'expérience de l'objet, « *ce que cela me fait* », contribue de manière fondamentale, croyons-nous, à la rationalité de l'identification de cet objet comme patrimoine.

Ce processus de production d'un « égo-patrimoine », fondé sur la sensibilité populaire à l'égard du patrimoine, permet de sonder la façon dont la notion, depuis qu'elle paraît avoir glissé dans une communauté de sens, s'emploie et « performe » dans le quotidien. Même si ce phénomène est plutôt récent, le soulever n'est pas nouveau puisque le terme est déjà proposé par Dominique Poulot. Cependant, relever ces productions originales et révéler leur rôle dans les pratiques quotidiennes d'une ville palimpseste participe à la compréhension de l'évolution de la notion de patrimoine et de sa définition la plus contemporaine. Envisager le patrimoine comme représentation et s'attacher à la représentation sociale du patrimoine c'est, plutôt que de prévoir (déjà) sa répudiation, réinjecter du sens dans une notion qui n'existe, comme l'a bien montré Lucie K. Morisset, qu'à travers les différents basculements qui l'ont faite évoluer jusqu'à sa réalité actuelle. Encore une fois, la notion semble s'être ajustée à la société qui la porte désormais. Ainsi, la fabrique ordinaire du patrimoine, comme conséquence à cette adaptation, traduit un ajustement de société à ce qui survient, à ce qui se présente, propre à ce que Michel Maffesoli a nommé « déontologie présentéiste⁶⁰⁰ ». Elle s'envisage sous une forme dynamique non pas motivée par un passéisme incantatoire mais bien plutôt par le besoin de cultiver un présent qui reconstruit le passé pour ses propres besoins. Si le patrimoine paraît être derrière nous, c'est en fait relativement à la question de sa protection, de sa production comme objet culturel. Même s'il est dorénavant entendu comme phénomène social – et pour cette raison-là d'ailleurs –, le patrimoine, comme nous avons tenté de le montrer, nécessite que l'on se pose la question de la place de sa représentation dans la fabrique des « égo-patrimoines ». Autrement dit, il semble difficile désormais, dans l'appréhension de ce phénomène, de ne pas prendre en compte la conception patrimoniale des personnes ordinaires.

Constat majeur de cette étude, le patrimoine de l'homme ordinaire se caractériserait désormais par la conscience de la signification qu'il a appris à lui donner. Ce « méta-patrimoine »,

599 DAMASIO Antonio, *L'erreur de Descartes*, Paris, Odile Jacob, 1995, 368 p.

600 Il rappelle que la déontologie « n'est rien d'autre que l'art de s'accorder aux situations » : MAFFESOLI Michel, « Déontologie présentéiste », *Sociétés*, n° 114, 4, 2011, p. 10.

un peu sur le modèle de la métamémoire avancé par Joël Candau, est en fait la représentation que chacun se fait du patrimoine, la connaissance qu'il pense en avoir et ce qu'il dit à propos de ou en rapport à cette connaissance. Il correspond à la forme appropriée d'un savoir véhiculé par la société, refondé à partir de ses propres expériences, de ses croyances, de son imaginaire et réinjecté sous la forme d'un énoncé sur le patrimoine supposé – pléonasme – commun. Il acquiert une validité sociale du fait d'être partagé et les discours qui l'exposent ont un impact sur le groupe en resserrant les liens autour de la croyance d'un bien commun. Les métadiscours patrimoniaux, ceux qui énoncent le patrimoine ou cherchent à en faire la preuve, indiquent plus encore que le glissement de la notion dans le langage courant l'existence d'une rationalité et d'une sensibilité communes qui interviennent dans le quotidien du rapport à l'environnement. Autrement dit, la « commune façon de parler » de patrimoine des personnes ordinaires sous l'assertion générique « *c'est du patrimoine* », signale que la notion, tombée dans la pensée de tous les jours, fait l'objet d'un jugement commun. Certains pourraient dire qu'il s'agit de la forme vulgarisée de la notion de patrimoine. Nous parlerons, pour notre part, de la mise en place et de l'opérativité d'un « sens prototypical⁶⁰¹ ». Plus que l'appropriation (symbolique) par tout-un-chacun d'objets patrimoniaux et d'un savoir sur le patrimoine, ces métadiscours annoncent une forme de contrôle social de la définition par le fait de ce jugement commun, d'un haut niveau de consensus, jusqu'à la capacité de produire du patrimoine du fait de le dire. Autrement dit, le patrimoine se trouve désormais sous le coup d'une loi sociale régissant son emploi et sa circulation. Ce patrimoine énoncé est une représentation de connaissances que chacun manipule, stratégiquement ou non, dans le but de qualifier des éléments de son environnement. Le « méta-patrimoine » serait donc l'investissement du patrimoine par le sens commun, la signification ordinaire en circulation, et les objets qui en sont alors investis. La vue de la fenêtre est un objet « méta-patrimonial », le souvenir autobiographique en lien avec l'objet, une preuve (authentifiante) valide du fait qu'elle correspond à une connaissance générique de ce qu'est le patrimoine (au « méta-patrimoine »). Il est ce qui s'impose à l'esprit quand on pense patrimoine. L'identification patrimoniale d'un objet s'effectuerait donc au filtre de valeurs, propriétés et dimensions constitutives de la représentation du patrimoine communément acquises. Autrement dit, chacun mettrait l'objet dans un rapport de comparaison et d'association au « méta-patrimoine » au travers des caractéristiques qui le composent et l'organisent telle l'idée de fragilité, la valeur historique, celles d'ancienneté, esthétique, mémorielle, la dimension exceptionnelle, celle de bien collectif... Le « méta-patrimoine » se définirait alors comme une essentialisation du patrimoine, le discours en étant à la fois un facteur et un produit.

601 DUFOUR Françoise, *op. cit.*, p. 28.

Cette piste du « méta-patrimoine » en ouvre une autre tout aussi notable, celle de la performativité de la représentation et du caractère performatif de l'énoncé patrimonial. Autrement dit, les personnes ordinaires, au travers de l'énonciation ou de la plaidoirie patrimoniale (par le verbe comme par l'action), instaurent du patrimoine par référence à ce qu'elles entendent par patrimoine. Ainsi, on assisterait à une sorte d'autonomisation de la représentation par rapport au réel (réalité patrimoniale), au déploiement d'un processus de fabrique ordinaire différencié de celui de patrimonialisation. Ce processus nécessite, comme dans l'exemple de la fabrique patrimoniale en lien avec la discrimination, de prendre en compte les motivations de ses énonciateurs qui semblent parfois mobiliser ce terme de façon stratégique. Ce qui ne lui enlève rien de sa significativité. Bien au contraire, le fait stratégique de l'emploi, renvoie à la charge sémantique d'un terme dont on sait qu'il va avoir un impact fort sur l'interlocuteur ou le destinataire et lui permettre de saisir et d'essentialiser la pensée, l'idée, la position communiquée. Dire patrimoine va « performer » à double titre : 1) dans la fabrique d'un objet patrimonial qui va, du fait d'être dit ou authentifié patrimoine par l'homme ordinaire, prendre des valeurs qui ne sont plus à énoncer tant le terme patrimoine les recense, les représente, et les projette toutes en évitant de les inventorier ; 2) dans la communication, plus particulièrement dans « l'acte de reconnaissance intersubjectif⁶⁰² » qui va mobiliser l'attention de l'interlocuteur sur le sens accordé à l'objet (un patrimoine) – jusqu'à l'alerter sur la situation dans laquelle il se trouve par exemple – plutôt que sur l'objet lui-même (une gare désaffectée). Ce qui ne veut pas dire que l'interlocuteur souscrit à l'idée mais plutôt qu'il accède à la position de l'émetteur au regard de l'objet. L'énonciation patrimoniale se fonde et participe à la fois à la communauté de sens qui rend possible, pour les individus, le partage du monde et de sa réalité actuelle.

Dire patrimoine, c'est placer l'objet sous le coup d'une sauvegarde nécessaire, c'est instaurer de fait une protection indispensable, c'est inscrire symboliquement par la parole « *ne pas démolir* ». Cette force performative du patrimoine a, par exemple, pour effet de destituer le patrimoine de proximité, le petit patrimoine, pour instituer et y substituer la proximité du patrimoine. Une proximité symbolique liée à la capacité et à la possibilité de fabriquer du patrimoine dès qu'un objet semble correspondre à la représentation que l'on s'en fait. Mais la performativité de ce patrimoine fabriqué par les personnes ordinaires trouve bien souvent ses limites dans la seule caractérisation, la « trouvaille » d'Eco ne franchissant pas d'autre étape que celle de la découverte dans le cycle de la patrimonialisation.

602 LARSON Björn, « Le sens commun ou la sémantique comme science de l'intersubjectivité humaine », *Langages*, n° 170, 2, 2008, p. 31.

La conception patrimoniale de l'homme ordinaire correspondrait donc à une nouvelle acception du patrimoine par son transfert et sa diffusion dans le banal et le quotidien. Cependant, et même si ponctuellement nous en avons pointé quelques unes, il serait fondamental de circonscrire plus finement les circonstances et les raisons qui expliqueraient son investissement par le sens commun, c'est-à-dire de déterminer l'apparition de ce sens additionnel, de la capitalisation en langue à son actualisation en discours⁶⁰³ et son impact sur les pratiques patrimoniales. Mesurer, par exemple, l'effet de ce que nous ramenons de nos expériences touristiques dans la construction de cette conception patrimoniale et, inversement, s'interroger sur le rôle de cette conception dans nos expériences touristiques. Ou encore, questionner le rôle des médias, des industries culturelles et des supports de diffusion, celui du développement au sein de l'espace domestique de nouveaux rapports à l'art et à la culture, ou bien celui de l'augmentation de l'offre, de la multiplication des produits, de la surexposition de certains objets, de l'élargissement, de la fidélisation des publics, de la multiplication des acteurs du patrimoine... Cependant, et c'est bien là une des limites majeures de cette étude, il ne s'agit ici que d'une tentative de définition de la conception patrimoniale de l'homme ordinaire correspondant à la sensibilité populaire actuelle mais qui ne s'attache pas à en expliquer les raisons. Elle ne peut conduire, telle que nous l'avons abordée, qu'à saisir la place prise par l'idée de patrimoine et son opérativité dans nos vies citadines quotidiennes. Et ce n'est qu'en l'envisageant au travers du prisme de ses conceptions plurielles que le patrimoine peut maintenir sa crédibilité conceptuelle contre toute suspicion générée par la diversité de son usage et les réticences à sa validité hors du langage des usagers ordinaires.

603 SIBLOT Paul, « De la fabrique du sens : entre prototypicalité lexicale et stéréotypie discursive », *Le français dans le monde*, juillet 1996, p. 112-121.



ill.114 : 2011-2012, le nouveau visage de la place Charles de Gaulle

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

ABRIC Jean-Claude, *Pratiques sociales et représentations*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, 251 p.

AUGÉ Marc, *Les formes de l'oubli*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 1998, 122 p.

AUSTIN J.L., *Quand dire, c'est faire*, Paris, Le Seuil, 1970, 202 p.

AUTHIER Jean-Yves, BACQUÉ Marie-Hélène, GUÉRIN-PACE France (Éd.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politique et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, 293 p.

AUZAS Vincent, JEWSIEWICKI Bogumil (Éd.), *Traumatisme collectif pour patrimoine. Regards sur un mouvement transnational*, Québec, Presse de l'Université Laval, 2010, 390 p.

BACHELARD Gaston, *La poétique de l'espace*, Paris, Presses Universitaires de France, 1972, 214 p.

BACHELARD Gaston, *La terre et les rêveries du repos. Essai sur les images de l'intimité*, Paris, José Coti, 1948, 337 p.

BAUGNET Lucy, *L'identité sociale*, Paris, Dunod, 1998, 118 p.

BEGHAIN Patrice, *Le patrimoine : culture et lien social*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1998, 115 p.

BOITO Camillo, *Conserver ou restaurer : les dilemmes du patrimoine*, Paris, Éditions de l'Imprimeur, 2000, 212 p.

BONICEL Marie-Françoise, *Entre mémoire et avenir, essai sur la transmission*, Paris, Éditions du Palio, 2010, 248 p.

BOURHIS Y. Richard, LEYENS Jacques-Philippe (Éd.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Liège, Pierre Mardaga Éditeur, 1994, 414 p.

BOUVIER Jean-Claude, GUILLON Jean-Marie (Éd.), *La toponymie urbaine. Significations et enjeux*, Paris, L'Harmattan, 2001, 256 p.

BOYD R., SILK J., *L'aventure humaine. Des molécules à la culture*, Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 2004, 583 p.

BULOT Thierry, VESCHAMBRE Vincent, (Éd.), *Mots, traces, marques : dimension spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, Paris, L'Harmattan, 2006, 246 p.

CANDAU Joël (Éd.), « *Façades peintes dans les Alpes-Maritimes* », *Le monde Alpin et Rhodanien*, n° 1, 1998, 87 p.

CANDAU Joël, *Anthropologie de la mémoire*, Paris, Armand Colin, 2005, 201 p.

CANDAU Joël, Épistémè du partage, Mémoire d'anthropologie présenté en mai 1999 en vue de l'Habilitation à diriger des recherches et soutenu à l'Université de Nice le 24 septembre 1999, [En ligne], http://hal.inria.fr/docs/00/13/05/44/PDF/Episteme_du_partage.pdf

CANDAU Joël, *Mémoire et identité*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, 225 p.

CHOAY Françoise, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Le Seuil, 1999, 270 p.

CHOAY Françoise, *L'urbanisme, utopies et réalités*, Paris, Le Seuil, 1965, 446 p.

CHOAY Françoise, *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Le Seuil, 2006, 410 p.

CLAUDEL Paul, *Connaissance de l'Est*, Gallimard, Paris, 2000, 336 p.

COPANS Jean, *L'enquête ethnologique de terrain*, Saint Germain du Puy, Nathan, 2002, 128 p.

CORBOZ André (Textes choisis et assemblés par Lucie K. MORISSET), *De la ville au patrimoine urbain. Histoire de forme et de sens*, Québec, PUQ, 2009, 315 p.

COSNIER Jacques, *Psychologie des émotions et des sentiments*, Paris, Retz, 1994, 175 p.

DAMASIO Antonio, *L'erreur de Descartes*, Paris, Odile Jacob, 1995, 368 p.

DEBRAY Régis (Éd.), *L'abus monumental ?*, Paris, Fayard/Éditions du patrimoine, 1998, 445 p.

DE CERTEAU Michel, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, 349 p.

DE NERVAL Gérard, *Paris et Alentours*, Éditions Encre, Paris, 1984, 184 p.

DENIS M., (Éd.), *Langage et cognition spatiale*, Paris, Masson, 1997, 182 p.

DEOTTE Jean Louis, *Oubliez ! Les ruines, l'Europe, le musée*, Paris, L'Harmattan, 1994, 326 p.

DÉTRIE Catherine, SIBLOT Paul, VERINE Bertrand (Éd.), *Termes et concepts pour l'analyse du discours. Une approche praxématique*, Paris, Honoré Champion, 2001, 413 p.

DE WAAL Frans, *L'âge de l'empathie, leçons de la nature pour une société solidaire*, Les liens qui libèrent, 2010, 330 p.

DI MÉO Guy, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 2001, 317 p.

- DORRIER-APPRILL Élisabeth, GERVAIS-LAMBONY Philippe (Éd.), *Vies citadines*, Paris, Belin, 2007, 267 p.
- DOUGLAS Mary, *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 2001.
- DOWNS R.M., STEA B.D., *Des cartes plein la tête*, Québec, Edisem, 1981, 218 p.
- DROUIN Martin, *Le combat du patrimoine à Montréal, 1973-2003*, Québec, Presses Universitaires du Québec, 2005, 386 p.
- DUMÉZIL Georges, *Idées romaines*, Paris, Gallimard, 1969, 304 p.
- EVANS-PRITCHARD Edward Evan, *Les Nuer*, Paris, Gallimard, 1968, 315 p.
- FABRE Daniel (Éd.), *Domestiquer l'histoire. Ethnologie des monuments historiques*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2000, 222 p.
- FABRE Daniel (Éd.), *L'Europe entre cultures et nations*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1993, 346 p.
- FISCHER Gustave Nicolas, *Psychologie sociale de l'environnement*, Toulouse, Privat, 1992, 240 p.
- FLORIVAL Ghislaine, *Dimensions de l'exister, étude d'anthropologie philosophique*, Louvain-Paris, Éditions Peeters, 1994, 266 p.
- FOUCAULT Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, 275 p.
- FOUCAULT Michel, *Les mots et les choses*, Paris, Éditions du Club France Loisirs, 1990, 574 p.
- FOURCADE Marie-Blanche (Éd.), *Patrimoine et Patrimonialisation, entre le matériel et l'immatériel*, Rencontre des jeunes chercheurs en patrimoine, Université Laval (Québec), Presses de l'Université Laval, 2007, 347 p.
- GRANDJEAN Pernette (Éd.), *Construction identitaire et espace*, Paris, L'Harmattan, 2009, 202 p.
- GRAVARI-BARBAS Maria (Éd.), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, 618 p.
- GRAVARI-BARBAS Maria, RIPOLL Fabrice (Éd.), « *De l'appropriation à la valorisation des espaces urbains* », *Noréis*, n° 217, 2010.

HAMMAD Manar, *Lire l'espace, comprendre l'architecture : essais sémiotique*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2006, 372 p.

HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1950.

HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, 370 p.

HALL Edward T., *La danse de la vie. Temps culturel, temps vécu*, Paris, Le Seuil, 1984, 282 p.

HALL Edward T., *La dimension cachée*, Paris, Le Seuil, 1971, 254 p.

HARTOG François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Le Seuil, 2003, 258 p.

HEINICH Nathalie, *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2010, 286 p.

JEUDY Henry-Pierre, (Éd.), *Patrimoines en folie*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1990, 300 p.

KOJEVE Alexandre, *Introduction à la lecture de Hegel*, Paris, Gallimard, 1980, 384 p.

LAKOFF George, JONHSON Mark, *Les métaphores dans la vie quotidienne*, Paris, Éditions de minuit, 2003, 254 p.

LA PRADELLE Michel (de), *Les vendredis de Carpentras*, Paris, Fayard, 1996, 374 p.

LAURENS Stéphane, ROUSSIAU Nicolas (Éd.), *La mémoire sociale. Identité et représentation sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, 230 p.

LE BRETON David, *Des visages : essai d'anthropologie*, Métailié, 2003, 327 p.

LE BRETON David, *Les passions ordinaires. Anthropologie des émotions*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2004, 346 p.

LEDROUT Raymond, *Les images de la ville*, Paris, Anthropos, 1973, 390 p.

LEFEBVRE Henri, *Critique de la vie quotidienne*, Paris, Grasset, 1947, 360 p.

LE GOFF Jacques (Éd.), *Patrimoine et passions identitaires*, Actes des entretiens du patrimoine, Paris, Fayard/Éditions du patrimoine, 1998, 445 p.

LEROI-GOURHAN André, *L'homme et la matière*, Paris, Albin Michel, 2000, 348 p.

- LEVY-LEBOYER Claude, *Psychologie et environnement*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, 216 p.
- LEYENS Jacques-Philippe, YZERBYT Vincent, SCHADRON Georges, *Stéréotypes et cognition sociale*, Sprimont, Pierre Mardaga Éditeur, 1996, 311 p.
- LYNCH Kévin, *L'image de la cité*, Paris, Dunod, 1969, 222 p.
- MANNONI Pierre, *Les représentations sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, 128 p.
- MOLES Abraham, ROHMER Élisabeth, *Psychosociologie de l'espace*, Paris, L'Harmattan, 1998, 158 p.
- MOLINER Pascal, *Images et représentations sociales*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1996, 275 p.
- MOLINER Pascal, RATEAU Patrick, COHEN-SCALI Valérie, *Les représentations sociales. Pratique des études de terrain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, 230 p.
- MONGIN Olivier, *La condition urbaine. La ville à l'heure de la mondialisation*, Paris, Le Seuil, 2005, 325 p.
- MORISSET Lucie K., *Des régimes d'authenticité. Essai sur la mémoire patrimoniale*, Québec, Presses Universitaires du Québec & Presses Universitaires de Rennes, 2009, 131 p.
- MORISSET Lucie K., BRETON Marie-Ève (Éd.), *La ville, phénomène de représentation*, Québec, Presses Universitaires du Québec, 2011, 334 p.
- MOSCOVICI Serge, *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, Presses Universitaires de France, 1976, 512 p.
- MOSER Gabriel, WEISS Karine (Éd.), *Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Armand Colin, 2003, 396 p.
- MUXEL Anne, *Individu et mémoire familiale*, Paris, Nathan, 1996, 230 p.
- NOSCHIS Kaj, *Signification affective du quartier*, Paris, Librairie des méridiens, 1984, 170 p.
- PAQUOT Thierry (Éd.), *Le quotidien urbain. Essai sur le temps des villes*, Paris, La Découverte et Syros, 2001, 191 p.
- PAQUOT Thierry, YOUNES Chris (Éd.), *Philosophie de l'environnement et des milieux urbains*, Paris, La Découverte, 2010, 183 p.

PANERAI Philippe, DEPAULE Jean Charles, DEMORGEON Marcelle, *Analyse urbaine*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2005, 189 p.

PAUL-LEVY Françoise, SEGAUD Marion, *Anthropologie de l'espace*, Paris, Centre Pompidou, 1986, 345 p.

PLANTIN Christian, *L'Argumentation*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005, 128 p.

PROSHANSKY Harold M., ITTELSON William H., RIVLIN Leanne G., *Environmental psychology : people and their settings*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1976.

RAFFESTIN Claude, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, 1980, 130 p.

RAMOS Elsa, *L'invention des origines. Sociologie des ancrages identitaires*, Paris, Armand Colin, 2006, 220 p.

RAULIN Anne, *Anthropologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 2002, 188 p.

RAYMOND Henri *et al.*, *L'habitat pavillonnaire*, Paris, CRU, 1965.

RECANATI François, *Les énoncés performatifs*, Paris, Éditions de minuit, 1981, 288 p.

RIEGL Aloïs, *Le culte moderne des monuments*, Paris, Le Seuil, 122 p.

RONCAYOLO Marcel, LEVY Jacques, PAQUOT Thierry, MONGIN Olivier, CARDINALI Philippe, *De la ville et du citadin*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2003, 127 p.

RONCAYOLO Marcel, PAQUOT Thierry, *Villes et civilisations urbaines. XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Larousse, 1992, p. 184-195.

ROUQUETTE Michel Louis, RATEAU Patrick, *Introduction à l'étude des représentations sociales*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1998, 150 p.

ROUSSO Henry, *La hantise du passé : entretiens avec Philippe Petit*, Paris, Éditions Textuel, 1998, 143 p.

ROUSSIAU Nicolas, BONARDI Christine, *Les représentations sociales. États des lieux et perspectives*, Sprimont, Pierre Mardaga Éditeur, 2001, 127 p.

SAEZ Guy, GLEVAREC Hervé, *Le patrimoine saisi par les associations*, Paris, La Documentation française, 2002, 412 p.

SALES-WUILLEMIN Édith, *La catégorisation et les stéréotypes en psychologie sociale*, Paris, Dunod, 2006, 159 p.

- SANSOT Pierre, *Variations paysagères*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2009, 236 p.
- SCHACTER Daniel, *À la recherche de la mémoire*, Bruxelles, De Boeck Université, 1999, 408 p.
- SCHMITT Laurent, *Premiers pas en psychothérapie*, Paris, Elsevier Masson, 2010, 200 p.
- SEGAUD Marion, *Anthropologie de l'espace. Habiter, fonder, distribuer, transformer*, Armand Colin, Paris, 2007, 222 p.
- SEGAUD Marion, BRUN Jacques, DRIANT Jean-Claude (Éd.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 2002, 451 p.
- SERFATI-GARZON Perla, *Chez soi, les territoires de l'intimité*, Paris, Armand Colin, 2003, 255 p.
- SEERNAUTH Dhareena, *L'étude d'un monde marchand en milieu urbain*, mémoire de DEA, sous la direction du Professeur Jean-Pierre JARDEL, Université de Nice – Sophia Antipolis, septembre 2004, 91 p.
- SPERBER Dan, *La contagion des idées*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1996, 244 p.
- STEVE Michel, *L'Architecture Belle Époque à Nice*, Nice, Demaistre, 1995, 48 p.
- TRAÏNI Christophe, *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, 300 p.
- TUAN Yi-Fu, *Espace et lieu, la perspective de l'expérience*, Infolio Éditions, 2006, 219 p.
- TUAN Yi Fu, *Topophilia*, Englewood Cliffs, New Jersey, 1974, 260 p.
- VERGUET Céline, *Les monuments de la ville de Nice : mémoire, identité, formes de partage*, sous la direction de Joël Candau, Université de Nice Sophia-Antipolis, octobre 2001.
- VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 315 p.
- VOVELLE Michel, *L'heure du grand passage : chronique de la mort*, Paris, Gallimard, 1993, 160 p.
- WEISS Karine, MARCHAND Dorothée (Éd.), *Psychologie sociale de l'environnement*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, 248 p.
- YONNET Jacques, *Rue des Maléfices. Chronique secrète d'une ville*, Paris, Phébus, 2004, 320 p.

Articles et chapitres d'ouvrages

ABELES Marc, « Compte rendu », *L'Homme*, n° 129, XXXIV, 1, 1994, p. 193-194.

AGUILAR Yves, « La Chartreuse de Mirande. Le monument historique, produit d'un classement de classe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 42, 1982, p. 79-86.

APPLEYARD Donald, « Styles and methods of structuring a city », *Environment and behavior*, 2, 1970, p. 100-117.

AMEY Patrick, « « L'énonciation profane » dans le débat sur l'énergie nucléaire en Suisse », *Langage et société*, n° 100, 2, 2002, p. 81-106.

BACKOUCHE Isabelle, « Devenir expert », *Genèses*, n° 70, 1, 2008, p. 2-3.

BADDELEY Alan D., WILSON Barbara A., « Amnesia, autobiographical memory and confabulation », in RUBIN D.C. (Éd.), *Autobiographical memory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, p. 225-252.

BAKER Gordon, « Wittgenstein on metaphysical/Everyday use », *The Philosophical Quarterly*, vol. 52, 2002, p. 289-302.

BARBE Noël, « Actions patrimoniales », *Les nouvelles de l'archéologie*, n° 93, 2003, p. 5-7.

BAREIL Céline, « La résistance au changement : synthèse et critique des écrits », *Cahiers du centre d'études en transformation des organisations* [En ligne], HEC Montréal, n° 04-10, août 2004, consulté le 14 juin 2012, http://web.hec.ca/sites/ceto/fichiers/04_10.pdf

BAUDIN Gérard, « De la proximité comme analyseur », *L'homme et la société*, n° 165-166, 3, 2007, p. 117-132.

BAUDRILLARD Jean, « La morale des objets. Fonction-signe et logique de classe », *Communication*, n° 13, 1969, p. 23-50.

BEDARD Mario, « Une typologie du Haut-Lieu, ou la quadrature d'un géosymbole », *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 46, n° 127, avril 2002, p. 49-74.

BELDJERD Sofian, « Faire le beau chez soi. La part du corps dans l'aménagement et la décoration des espaces du quotidien », *Espaces et sociétés*, n° 144-145, 2011, p. 141-156.

BENSA Alban, FASSIN Éric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 5-20.

BERGER Mathieu, « Répondre en citoyen ordinaire. Pour une étude ethnopragmatique des engagements profanes », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], n° 15, 2008, p. 191-208, consulté le 10 septembre 2012, <http://traces.revues.org/773>

BERNARD Yvonne, « Connaitre et se représenter un espace », *Le Courrier du CNRS*, La ville, n° 81, été 1994, p. 19-20.

BERTRAND Denis, « De la topique à la figuration spatiale », *Nouveaux Actes Sémiotiques* [En ligne], Sémiotique de l'espace. Espace et signification, Prépublications 2008-2009, consulté le 12 juillet 2012, <http://revues.unilim.fr/nas/document.php?id=2759>

BLOCH Maurice, « Du Cerveau à la culture : qu'est-ce que l'anthropologie cognitive », in JOURNET Nicolas (Éd.), *La culture, de l'universel au particulier*, Éditions Sciences Humaines, 2002, p. 55-62.

BLOCH Maurice, « La mémoire autobiographique et le Soi. Pour une alliance entre sciences sociales et sciences cognitives », *Terrain*, n° 52, 1, 2009, p. 50-63.

BLOCH Maurice, « Mémoire autobiographique et mémoire historique du passé éloigné », *Enquête*, n° 2, 1995, p. 59-76.

BOUMAZA Magali, CAMPANA Aurélie, « Enquêter en milieu difficile », *Revue française de science politique*, vol. 57, 1, 2007, p. 5-25.

BREUX Sandra, REUCHAMPS Min, LOISEAU Hugo, « Apport et utilisation de la carte mentale en science politique », *Transeo* [En ligne], Figurer l'espace en sciences sociales, n° 2-3, janvier 2010, consulté le 18 mars 2012, <http://www.transeo-review.eu/Apports-et-potentialites-de-1.html>

BRUZZONE Silvia, « La production de savoir comme mode d'articulation entre acteurs publics et non publics », *Revue d'anthropologie des connaissances*, n° 3, 2009, p. 530-547.

CANDAU Joël, « Du mythe de Theuth à l'iconorrhée contemporaine : la mémoire, la trace, la perte », *Revue européenne de Sciences Sociales*, tome XXXVI, n° 111, 1998, p. 47-60.

CANDAU Joël, « La mémoire et le principe de perte », à paraître.

CANDAU Joël, « Le cadavre en substance : perte d'odeurs et principe vital », à paraître.

CANDAU Joël, « Pourquoi ne pouvons-nous pas nous passer des rhétoriques holistes ? Une perspective naturaliste », *Noesis*, n° 15, 2010, p. 115-138.

CANDAU Joël, « Préface », in DASSIÉ Véronique, *Objets d'affection. Une ethnologie de l'intime*, Paris, Éditions du CTHS, 2010, p. 10-16.

CANDAU Joël, « Traces singulières, traces partagées ? », *Socio-Anthropologie* [En ligne], Traces, n° 12, 2002, consulté le 21 décembre 2011, <http://socio-anthropologie.revues.org/index149.html>

CANDAU Joël, BARTHÉLÉMY Tiphaine, « Introduction », in CANDAU Joël, BARTHÉLÉMY Tiphaine (Éd.), *Mémoire familiale, objets et économies affectives*, Paris, Éditions du CTHS, 2012 (édition électronique), p. 3-9.

CANTER David, « An intergroup comparison of connotative dimensions in architecture », *Environment and Behavior*, n° 1, 1969, p. 37-48.

CHAMPAGNE Patrick, « L'événement comme enjeu », *Réseaux*, vol. 18, n° 100, 2000, p. 403-426.

CHAMPY Florent, ISRAËL Liora, « Professions et engagement public », *Sociétés contemporaines*, n° 73, 1, 2009, p. 7-19.

CHORON-BAIX Catherine, « Transmettre et perpétuer aujourd'hui », *Ethnologie française*, vol. 30, n° 3, 2000, p. 357-360.

CONWAY Martin A., « Memory and the self », *Journal of memory and language*, n° 53, 2005, p. 594-628.

DAVALLON Jean, « Comment se fabrique le patrimoine ? », *Sciences Humaines* [En ligne], hors-série n°36, 2002, consulté le 14 août 2012, http://www.scienceshumaines.com/comment-se-fabrique-le-patrimoine_fr_12550.html

DAVALLON Jean, « Introduction », *Culture et Musées*, n° 1, 2003, p. 13-18.

DEBARDIEUX Bernard, « Imaginaires nationaux et post-nationaux du lieu », *Communications*, n° 87, 2, 2010, p. 27-41.

DECETY Jean, « L'empathie est-elle une simulation mentale de la subjectivité d'autrui ? », in BERTHOZ Alain, JORLAND Gérard (Éd.), *L'empathie*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 53-88.

DE OLIVEIRA P., DAMBRUN M., GUIMOND S., « L'effet de la dominance sociale sur les idéologies de légitimation : le rôle modérateur de l'environnement normatif », *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, n° 21, 2008, p. 115-150.

DEPAULE Jean-Charles, « L'impossibilité du vide : fiction littéraire et espaces habités », *Communications*, n° 73, 2002, p. 233-243.

DEPEAU Sandrine, « De la représentation sociale à la cognition spatiale et environnementale : la notion de «représentation» en psychologie sociale et environnementale », *Espaces et sociétés*, n° 25, 2006, p. 7-17.

DESMETS Marianne, « Constructions comparatives en comme », *Langue française*, n° 159, 3, 2008, p. 33-49.

DE VILLANOVA Roselyne, « Quêtes identitaires et réancrage territorial : quelles perspectives ? », *L'Homme et la société*, n° 165-166, 3, 2007, p. 133-139.

DUFOUR Françoise, « Le Sud : quand l'autre catégorise le monde », *Autrepart*, n° 41, 1, 2007, p. 27-39.

ESCALLIER Robert, « Les frontières dans la ville, entre pratiques et représentations », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], n° 73, 2006, consulté le 18 septembre 2011, <http://cdlm.revues.org/index1473.html#tocto2n3>

FABRE Daniel, « L'histoire a changé de lieux », in BENSA Alban, FABRE Daniel (Éd.), *Une histoire à soi. Figuration du passé et localités*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2001, p. 13-41.

FELONNEAU Marie-Line, « Les étudiants et leurs territoires. La cartographie cognitive comme instrument de mesure de l'appropriation spatiale », *Revue française de sociologie*, XXXV, 1994, p. 533-559.

FELONNEAU Marie-Line, « Théories implicites de la ville et représentations sociales de la banlieue », *Les cahiers internationaux de Psychologie Sociale*, n° 41, 1999, p. 12-30.

FONTAINE Philippe, « Des frontières comme ligne de front : une question d'intérieur et d'extérieur. Eléments de sociotopologie », *Cités*, n° 31, 3, 2007, p. 119-126

FOURNAND Anne, « Images d'une cité : cartes mentales et représentations spatiales des adolescents de Garges-lès-Gonesse », *Annales de Géographie*, n° 633, 2003, p. 537-550.

FRIAS Anibal, « Une introduction à la ville sensible », *Recherches en anthropologie au Portugal*, n° 7, 2001, p. 11-36.

FRIESE Heidrun, « Le temps discours, les temps images », *Politix*, n° 39, 1997, p. 39-64

GAFFIE Bernard, « Confrontations des représentations sociales et construction de la réalité », *Journal International sur les Représentations Sociales*, vol. 2, n° 1, 2005, p. 6-19.

GIMENEZ Guy, « Les objets de relation en situation individuelle, familiale et groupale », *Le Divan familial*, n° 16, 1, 2006, p. 77-96.

GOETSCHER Pascale, GRANGER Christophe, « « L'événement c'est ce qui advient à ce qui est advenu... » Entretien avec Pierre Laborie, *Sociétés et représentations*, n° 32, 2, 2011, p. 167-181.

GRAFF Philippe, « Le développement urbain de Nice : les ambiguïtés du rattachement à la France », *Méditerranée*, vol. 89, 1998, p. 39-42.

GWIAZDZINSKI Luc, « Chronotopies. L'événementiel et l'éphémère dans la ville des 24 heures », *Géographies, Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 3, 2009, p. 345-357.

HAAS Valérie, « Les cartes cognitives: un outil pour étudier la ville sous ses dimensions socio-historiques et affectives », *Bulletin de psychologie*, 57, 6, 2004, p. 621-633.

HERTZ Ellen, CHAPPAZ-WIRTHNER Suzanne, « Le patrimoine a-t-il fait son temps ? », *ethnographiques.org* [En ligne], n° 24, juillet 2012, consulté le 12 août 2012, <http://www.ethnographiques.org/2012/Hertz,Chappaz-Wirthner>

HEURTIN Jean Philippe, TROM Danny, « L'expérience du passé », *Politix*, n° 39, 1997, p. 7-16.

ISNARD Cyril, « Les patrimonialisations ordinaires. Essai d'images ethnographiées », *ethnographiques.org* [En ligne], n° 24, juillet 2012, consulté le 12 août 2012, <http://www.ethnographiques.org/2012/Isnart>

JEUDY Henry-Pierre, « Entre mémoire et patrimoine », *Ethnologie française*, n° 15, 1, 1995, p. 5-6.

JODELET Denise, « Les représentations socio-spatiales de la ville », in DERYCKE P.H. (Éd.), *Conceptions de l'espace*, Paris, Université de Paris X, 1982, p. 145-177.

KITCHIN R.M., « Exploring spatial thought », *Environment and Behavior*, vol. 29, n° 1, 1997, p. 123-156.

KITCHIN R.M., « Methodological convergence in cognitive mapping research: investigating configurational knowledge », *Journal of Environmental Psychology*, 16, 1996, p. 163-185.

LAMY Yvon, « Du monument au patrimoine. Matériaux pour l'histoire politique d'une protection », *Genèses*, n° 11, 1993, p. 50-81.

LARRIBE Pierre, « Du cadavre au défunt ou du placard au salon, avant de quitter la scène », *Etudes sur la mort*, n° 137, 1, 2010, p. 133-140.

LARSON Björn, « Le sens commun ou la sémantique comme science de l'intersubjectivité humaine », *Langages*, n° 170, 2, 2008, p. 28-40.

LE BRETON David, « La construction sociale de l'émotion », [En ligne], consulté le 23 mars 2012, http://zen.viabloga.com/files/4_5.pdf

LE BRETON David, « Pour une anthropologie des sens », *VST-vie sociale et traitements*, n° 96, 4, 2007, p. 45-53.

LENCLUD Gérard, « L'ethnologie et le paysage. Questions sans réponses », in VOISENAT Claudie (Éd.), *Paysage au pluriel : pour une approche ethnologique des paysages*, Cahiers Ethnologie de la France, vol. 9, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995, p. 3-18.

LE RIDER Jacques, « Oubli, mémoire, histoire », *Commentaire*, n° 84, 1999, p. 965-973.

LOCHARD Yves, SIMONET Maud, « Les experts associatifs, entre savoirs profanes, militants et professionnel », in DEMAZIÈRE Didier, GADÉA Charles (Éd.), *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*, Paris, La Découverte, 2009, p. 274-284.

LUSSAULT Michel, « Des récits et des lieux : le registre identitaire dans l'action urbaine », *Annales de Géographie*, vol. 106, n° 597, 1997, p. 522-530.

LYNCH Kevin, « Images collectives de la cité », in FLÜCKIGER Michelangelo, KLAUE Karen, (Éd.), *La perception de l'environnement*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, 1991, p. 93-103.

MAFFESOLI Michel, « Déontologie présentiste », *Sociétés*, n° 114, 4, 2011, p. 7-11.

MAGRI Susanne, « Villes, quartiers : proximités et distances sociales dans l'espace urbain », *Genèses*, n° 13, 1993, p. 151-165.

MAÏCON Stéphane, « La petite gare du sud de la France », *La vie du rail*, n° 2325, 1991, p. 30.

MANALE Margaret, « Vers un nouvel horizon indépassable ? Identités et territoires au XXI^e siècle », *L'homme et la société*, n° 165-166, 3, 2007, p. 11-15.

MARCHAND Dorothée, « Le centre-ville est-il le noyau central de la représentation sociale de la ville ? », *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, n° 66, 2005, p. 55-64.

MELÉ Patrice, « Conflits patrimoniaux et régulations urbaines », *Revue Espaces et Sociétés*, n° 23, 2005, p. 51-57.

MELÉ Patrice, « Habitants mobilisés et devenir d'un espace patrimonial ? », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 79, 3, 2004, p. 223-230, consulté le 4 décembre 2011, <http://geocarrefour.revues.org/734>

MELÉ Patrice, « Introduction : conflits, territoires et action publique », in MELÉ Patrice, LARRUE Corinne, ROSEMBERG Muriel (Éd.), *Conflits et territoires*, Presses Universitaires François Rabelais, Éditions de la Maison des sciences de l'homme « Villes et territoires », 2003, p. 13-32.

MICHAUD-NERART François, « La mort et le deuil, évolutions récentes », *Etudes sur la mort*, n° 137, 1, 2010, p. 117-126.

MILGRAM Stanley, JODELET Denise, « Psychological maps of Paris » in PROSHANSKY H.M., ITTELSON W.H., RIVLIN L.G. (Éd.), *Environmental Psychology*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1976, p.104-124.

MOLINO Jean, « Anthropologie et métaphore », *Langages*, n° 54, 1979, p. 103-126.

NEZ Héloïse, « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris », *Sociologie*, vol. 2, 4, 2011, p. 387-404.

PAQUOT Thierry, « Marcher : le marcheur énonce les lieux, chaque pas épelle un morceau de territoire », *Urbanisme*, n° 359, 2008, p. 41-42.

PASSERON Jean-Claude, « Analogie, connaissance et poésie », *Revue européenne des sciences sociales*, XXXVIII, 117, 2000, p. 13-33.

PETERSON Richard A., « La fabrication de l'authenticité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 93, n° 93, 1992, p. 3-20

PÉTONNET Colette, « L'anonymat ou la pellicule protectrice », *Le temps de la réflexion VIII* (la ville inquiète) [En ligne], 1987, p. 247-261, consulté le 12 novembre 2012, http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/11/72/87/PDF/Petonnet_1987_Villeinquiète_V2.pdf

PIGENET Michel, TARTAKOWSKY Danielle, « Présentation. Rémanences des passés », *Sociétés et représentations* [En ligne], n° 22, 2, 2006, p. 4-16, consulté le 8 juillet 2012, <http://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2006-2-page-4.htm>

PIOLINO Pascale, « Mémoire autobiographique : modèles et évaluations », in MEULEMANS T., DESGRANGES B., ADAM S., EUSTACHE F. (Éd.), *Évaluation et prise en charge des troubles mnésiques*, Marseille, Solal Éditions, 2003, p. 195-221.

POMIAN Krzysztof, « Patrimoine et identité nationale », *Le Débat*, n° 159, 2, 2010, p. 45-56.

POULOT Dominique, « De la raison patrimoniale aux mondes du patrimoine », *Socio-anthropologie* [En ligne], Les mondes du patrimoine, n° 19, 2006, consulté le 28 mars 2012, <http://socio-anthropologie.revues.org/index753.html>

POULOT Dominique, « Le sens du patrimoine : hier et aujourd'hui (note critique) », *Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 48, n° 6, 1993, p. 1601-1613.

PRADEL Benjamin, « Rendez-vous en ville ! Urbanisme temporaire et urbanité événementielle : les nouveaux rythmes collectifs, *Rhuthmos* [En ligne], consulté le 16 mai 2011, <http://rhuthmos.eu/spip.php?article233>

PROSHANSKY Harold M., « The city and self identity », *Environment and behavior*, 10(2), 1978, p. 57-83.

RAMADIER Thierry, CRETIN Anaïs, BRONNER Anne-Christine, BORJA Simon, « Outil de recherche scientifique et participation aux logiques de domination : le cas du relevé des représentations socio-cognitives de l'espace urbain », *Transeo* [En ligne], n° 2-3, 2010, consulté le 9 janvier 2012, <http://www.transeo-review.eu/Outil-de-recherche-scientifique-et.html>

RAUTEMBERG Michel, « Comment s'inventent de nouveaux patrimoines : usages sociaux, pratiques institutionnelles et politiques publiques en Savoie », *Culture et Musées*, n° 1, 2003, p. 19-40.

RENARD Jean-Bruno, « De l'intérêt des anecdotes », *Sociétés*, n° 114, 4, 2011, p. 33-40.

RICOEUR Paul, « La métaphore et le problème central de l'herméneutique », *Revue Philosophique de Louvain*, vol. 70, n° 5, 1970, p. 92-100.

RIPOLL Fabrice, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? », *Noroi* [En ligne], n° 195, 2, 2005, consulté le 14 février 2012, <http://noroi.revues.org/489>

RODHAIN Florence, « Peut-on approcher les représentations mentales grâce à la cartographie cognitive ? Quand la cartographie cognitive construit ou re-construit la représentation mentale qu'elle modélise », [En ligne], consulté le 4 décembre 2012, http://networkcameras.free.fr/Carte_Cognitive/Fichiers%20extraits%20de%20Internet/limite_carto_cognitive.pdf

ROUX Jacques, CHARVOLIN Florian, DUMAIN Aurélie, « Les « passions cognitives » ou la dimension rebelle du connaître en régime de passion », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 3, n° 3, 2009, p. 369-385.

SAEZ Guy, « Patrimoine et associations », *Espaces et Sociétés*, n° 23, 2005, p. 59-62.

SAGNES Sylvie, « Cultiver ses racines. Mémoire généalogique et sentiment d'autochtonie », *Ethnologie française*, XXXIV, 1, 2004, p. 31-40.

SCARANTINO Luca Maria, « Persuasion, rhétorique et autorité », *Diogène*, n° 217, 1, 2007, p. 22-38.

SCHENK Françoise, « Les émotions de la raison », *Revue Européenne des Sciences Sociales*, XLVII, 144, 2009, p. 151-162.

SCHMITZ Serge, « la recherche de l'environnement pertinent. Contribution à une géographie du sensible », *L'espace géographique*, n° 4, 2001, p. 321-332.

SENIL Nicolas, « Réordonner l'espace et le temps : analyses croisées de la mise en patrimoine de la grotte Chauvet et du viaduc de Millau », *Revue de géographie alpine* [En ligne], *Nouveaux patrimoines : objets, acteurs, controverses*, n° 99, 2, 2011, <http://rga.revues.org/1436>

SIBLOT Paul, « De la fabrique du sens : entre prototypicalité lexicale et stéréotypie discursive », *Le français dans le monde*, juillet 1996, p. 112-121.

SOUTRENON Emmanuel, « Le corps manifestant. La manifestation entre expression et représentation », *Sociétés Contemporaines*, n° 31, 1998, p. 37-58.

SPERBER Dan, « L'étude anthropologique des représentations : problèmes et perspectives », in JODELET Denise (Éd.), *Les représentations sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 133-148.

SPERBER Dan, « L'individuel sous influence du collectif », *La Recherche*, n° 344, juillet-août 2001, p. 32-35.

STASZAK Jean-François, « Carte mentale », in LEVY Jacques, LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 132-133.

TAP Pierre, « Identité et exclusion », *Connexions*, n° 83, 1, 2005, p. 53-78.

THEVENOT Laurent, « Le régime de familiarité. Des choses en personne », *Genèses*, n° 17, 1994, p. 72-101.

THOMAS Rachel, « Quand le pas fait corps et sens avec l'espace. Aspects sensibles et expressifs de la marche en ville », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], 2004, consulté le 4 novembre 2012, <http://cybergeo.revues.org/4304>

TOESCA Danièle, TROJANI Marie-José, « Le quartier Malausséna à Nice », *Recherches Régionales*, 1977, 4^e trimestre, p. 1-43.

TORNATORE Jean-Louis, « La difficile politisation du patrimoine ethnologique », *Terrain*, n° 42, 2004, p. 149-160.

TORNATORE Jean-Louis, « Les formes d'engagement dans l'activité patrimoniale. De quelques manières de s'accommoder au passé », in MEYER Vincent, WALTER Jacques (Éd.), *Formes de l'engagement et espace public*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, p. 515-538.

TORNATORE Jean-Louis, « L'esprit du patrimoine », *Terrain*, n° 55, 2010, p. 106-127.

TREPS Marie, « Transmettre : un point de vue sémantique », *Ethnologie française*, vol. 30, n° 3, 2000, p. 361-367.

TROM Danny, « À l'épreuve du paysage. Constructivisme savant et sens commun constructiviste », *Revue du MAUSS*, n° 17, 2001, p. 247-260.

VESCHAMBRE Vincent, « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *Espaces et sociétés* [En ligne], n° 21, mars 2004, p. 73-77, consulté le 21 novembre 2012, http://eso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/revue/ESO_21/veschambre.pdf

VESCHAMBRE Vincent, « Le recyclage urbain, entre démolition et patrimonialisation. Enjeux d'appropriation symbolique de l'espace. Réflexions à partir de quatre villes de l'Ouest », *Norois* [En ligne], n° 195, 2, 2005, consulté le 14 février 2012, <http://norois.revues.org/548>

VERGUET Céline, « Le façadisme, valorisation ou mise en péril du patrimoine architectural », *Revue Anthro-po-pages*, Éditions Ici et Ailleurs (GRAEA), n° 3/4, hors thèmes, novembre 2004, p. 15-28.

VILLENEUVE Paul, TRUDELLE Catherine, PELLETIER Mathieu, THERIAULT Marius, « Les conflits urbains : une approche analytique », *Environnement Urbain* [En ligne], vol. 3, 2009, consulté le 17 décembre 2011, <http://id.erudit.org/iderudit/044601ar>

WATREMEZ Anne, « Vivre le patrimoine urbain au quotidien : pour une approche de la patrimonialité », *Culture et Musées*, n° 11, 2008, p. 11-35.

ZARKA Yves-Charles, « Frontières sans murs et murs sans frontières », *Cités*, n° 31, 3, 2007, Presses Universitaires de France, p. 3-6.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

ill.1 : Plan de Nice 1876. Crédit photo: Éd. Gilletta	29
ill.2 : La Campagne de Saint Barthélémy, 1890. Crédit photo: Éd. Gilletta	30
ill.3 : Plan de Nice 1882. Crédit photo: Éd. Gilletta.	31
ill.4 : Gare PLM vers 1890. Crédit photo: Éd. Gilletta.	31
ill.5 : Plan du quartier de la Libération	32
ill.6 : Avenue Malausséna vers 1910. Crédit photo: Éd. Gilletta	33
ill.7 : Avenue Borriglione en 1900. Crédit photo: Éd. Gilletta.	33
ill.8 : Bd. Joseph Garnier 1960. Crédit photo: Éd. Gilletta	34
ill.9 : Av. Borriglione 1960. Crédit photo: Éd. Gilletta	34
ill.10 : Entrée Art Déco rue T. de Banville	34
ill.11 : Conseil de Quartier 15, Libération	35
ill.12 : Gare du Sud en 1892. Crédit photo: Éd. Gilletta.	36
ill.13 : Prosper Bobin, architecte de la Gare du Sud	37
ill.14 : Carte des Chemins de fer de Provence	38
ill.15 : Marché Malausséna, 1939. Crédit photo: Éd. Gilletta.	39
ill.16 : Statue de Gambetta en 1910. Crédit photo: Éd. Gilletta	39
ill.17 : Marché de 1939. Crédit photo: Éd. Gilletta.	40
ill.18 : Fontaine de la place Gambetta 1910. Crédit photo: Éd. Gilletta	40
ill.19 : Le train des Pignes	41
ill.20 : Un projet de centre administratif, Nice Matin 19 juillet 1961	42
ill.21 : Place du Général de Gaulle, 1988. Crédit photo: Éd. Gilletta.	43
ill.22 : Nouvelle gare des CFP	44
ill.23 : Autorails en circulation en 2004.	44
ill.24 : Nouveau visage de la Libération, projet 1998.	45
ill.25 : Projet nouvelle mairie par Faloci, oct. 2001	46
ill.26 : Aménagement quartier de la Libération, 2002.	47
ill.27 : Projet de réimplantation de la façade de la Gare au square Colonel Jean-Pierre, juin 2004.	48
ill.28 : Gare du Sud : future bibliothèque, nov. 2012	49
ill.29 : Non au tram juillet 2003	49
ill.30 : La «diagonale»: vue aérienne du quartier de la Libération, 2005.	50
ill.31 : Villas Belle Époque, rue Théodore de Banville, juillet 2003	50
ill.32 : Rue Théodore de Banville, sur la «diagonale», une maison dite de «caractère», juin 2003	61
ill.33 : Partie de football sous la verrière, une façon de s'approprier le lieu, 20 sept 2006 . . .	67

ill.34 : Panoramique du jardin thiole, 2002	75
ill.35 : Une scène de marché, septembre 2004	76
ill.36 : Stand campagne présidentielle, avril 2012	77
ill.37 : Jardin, Thiole, janvier 1999	78
ill.38 : Les tentes des maraîchers au pied des marches, septembre 2004.	79
ill.39 : Malausséna avant que les arbres ne soient coupés. Crédit photo: Éd. Gilletta	81
ill.40 : Marché sur Joseph Garnier, avril 2005.	81
ill.41 : Prendre l’Inconnu en filature	82
ill.42 : Le marché attire une population venue des quatre coins de la ville et même au-delà, avril 2012	106
ill.43 : Carte mentale de Géraldine, groupe 1	126
ill.44 : Carte mentale de Nadège, groupe 3	127
ill.45 : Carte mentale de Daniel, groupe 2	129
ill.46 : Carte mentale de Laure, groupe 1.	131
ill.47 : Carte mentale de P.M, groupe 1	132
ill.48 : Carte mentale de Denise, groupe 3.	135
ill.49 : Carte mentale d’un président d’association, groupe 1.	139
ill.50 : Carte mentale de M. F., groupe 1	142
ill.51 : Carte mentale de Céline T., groupe 3	143
ill.52 : Carte mentale d’Audrey, groupe 1	144
ill.53 : Carte mentale de Mme D., groupe 3.	145
ill.54 : Carte mentale de Nadine, groupe 2	146
ill.55 : Carte mentale de Michèle, groupe 1	147
ill.56 : Carte mentale de Mme B., groupe 1.	149
ill.57 : Carte mentale de Mme A.C., groupe 1	152
ill.58 : Carte mentale d’Henri, groupe 2	154
ill.59 : Villa Thiole et terrains agricoles, fin 19ème siècle. Crédit photo: Éd. Gilletta.	156
ill.60 : Bibliothèque dite « Thiole ».	157
ill.61 : Carte mentale de Mme A.C., groupe 1	158
ill.62 : La Gare du Sud avant la cessation d’activité. Crédit photo: Éd. Gilletta	159
ill.63 : Carte mentale de Stéphane, groupe 3	163
ill.64 : Avenue Borriglione en travaux, juillet 2005.	165
ill.65 : Carte mentale de Mme C., groupe 1	166
ill.66 : Carte mentale de Jacky, groupe 3	167
ill.67 : Scène de marché boulevard Joseph Garnier, avri 2005	168

ill.68 : Le tramway, les étals et la place Général de Gaulle aménagés, sept. 2009	170
ill.69 : Impacts de tirs datant de la libération d'août 1944 sur la façade de la Gare du Sud	180
ill.70 : Impacts de balles datant de la libération de 1944 sur une villa rue T. de Banville. . .	181
ill.71 : Impacts sur la façade de la Gare	183
ill.72 : La démolition du corps du bâtiment du Palais de la Méditerranée, mai 1990	201
ill.73 : La façade restaurée du Palais de la méditerranée, 2009	201
ill.74 : Villa Laurenti dite du Castel des deux rois	202
ill.75 : Casino Municipal de Nice	202
ill.76 : Construction de l'église Jeanne d'Arc en 1933. Crédit photo: Éd. Gilletta	217
ill.77 : Tag sur l'église Jeanne d'Arc, mai 2004	218
ill.78 : Carte mentale de Jacqueline construite à partir des éléments photographiés	238
ill.79 : Plan d'implantation de la façade de la Gare du Sud rue Trachel	241
ill.80 : Affichette numérotation	242
ill.81 : Pierres de la Gare du Sud numérotées	243
ill.82 : Numéros sur la façade de la Gare du Sud	244
ill.83 : Pétition du Comité de défense du Jardin Thiole et de la place Général de Gaulle . . .	248
ill.84 : Cheminer devant la Gare du Sud	250
ill.85 : Installations provisoires aux abords de la Gare	251
ill.86 : Vue de la brèche dans le mur condamnant l'entrée de la Gare	252
ill.87 : Fresque Belle Époque. Crédit photo: Éd. Gilletta	264
ill.88 : fresque témoin conservée par Michèle	266
ill.89 : Décors peints restaurés par Michèle	267
ill.90 : Entre restauration et inspiration	268
ill.91 : Le goût de restaurer les vestiges du passé	270
ill.92 : L'ambiance du chez soi	272
ill.93 : Vitrail de la maison de M. De	274
ill.94 : Restaurer mais pas trop, pour voir l'œuvre du temps qui passe	276
ill.95 : Représenter la Libération par la vue de la fenêtre	280
ill.96 : Monumentaliser la vue de la fenêtre	281
ill.97 : Création paysagère, fabrique patrimoniale	282
ill.98 : Fenêtre sur son quartier	283
ill.99 : Paysager la vue de la fenêtre et constater la décrépitude de la Gare	286
ill.100 : Le regard qui rapproche le passé	287
ill.101 : la croisée de la fenêtre chez Michèle	289

ill.102 : Les entrailles de l'avenue Malausséna	293
ill.103 : La verrière, ses restes, sept. 2006	296
ill.104 : Place du Général de Gaulle ou le quartier défiguré, avril 2005	298
ill.105 : Décrépidité d'une gare abandonnée	299
ill.106 : Premiers travaux de démolition et de nettoyage, juin 2005	300
ill.107 : La Gare du Sud, 1991. Crédit Photo: Mairie de Nice	302
ill.108 : Immeubles arrondis de la Place, sept. 2006	305
ill.109 : Amas de poutrelles, démontage de la verrière	307
ill.110 : Le squelette de la Gare	308
ill.111 : La Gare, un abri provisoire	316
ill.112 : Un ancien hôtel squatté	317
ill.113 : Détérioration du bâtiment des voyageurs	321
ill.114 : 2011-2012, le nouveau visage de la place Charles de Gaulle	336

INDEX DES AUTEURS

ABELES Marc, 100	BERGER Mathieu, 177, 185
ABRIC Jean-Claude, 96	BERNARD Yvonne, 152
AGUILAR Yves, 118	BERTRAND Denis, 249, 285
AMEY Patrick, 224, 227,	BLOCH Maurice, 98, 192, 193
APPLEYARD Donald, 111	BOITO Camillo, 269
AUGÉ Marc, 9, 177	BONARDI Christine, 97, 99, 207
AUTHIER Jean-Yves, 114, 161	BORJA Simon, 110
AUZAS Vincent, 208	BOUMAZA Magali, 91
BACHELARD Gaston, 198, 262	BOURHIS Y. Richard, 112, 311, 312, 313, 326
BACKOUCHE Isabelle, 223, 228	BOUVIER Jean-Claude, 182, 183
BACQUÉ Marie-Hélène, 114, 161	BOYD R., 102
BADDELEY Alan D., 192	BRETON Marie-Ève, 105, 119
BAKER Gordon, 57	BREUX Sandra, 111
BARBE Noël, 227	BRONNER Anne-Christine, 110
BAREIL Céline, 169, 211	BRUN Jacques, 64, 269
BARTHÉLÉMY Tiphaine, 179, 181	BRUZZONE Silvia, 222
BAUDIN Gérard, 190	BULOT Thierry, 142, 239, 253
BAUDRILLARD Jean, 311	CAMPANA Aurélie, 91
BAUGNET Lucy, 311, 313	CANDAU Joël, 1, 2, 7, 52, 54, 56, 57, 73, 87, 98, 99, 116, 119, 176, 177, 178, 179, 181, 182, 187, 191, 194, 196, 205, 212, 233, 235, 243, 254, 264, 269, 294, 307, 309, 333
BEDARD Mario, 144	CANTER David, 103
BEGHAIN Patrice, 319, 323	CARDINALI Philippe, 164
BELDJERD Sofian, 289	
BENSA Alban, 22, 207	

CHAMPAGNE Patrick, 206	DEBRAY Régis, 51, 52, 53
CHAMPY Florent, 223	DECETY Jean, 234
CHAPPAZ-WIRTHNER Suzanne, 21, 51, 55, 60,	DEMORGEON Marcelle, 94
CHARVOLIN Florian, 227	DENIS M., 102, 128
CHOAY Françoise, 21, 23, 94, 136, 215	DEOTTE Jean Louis, 158, 207
CHORON-BAIX Catherine, 229	DEPAULE Jean-Charles, 60, 61, 62, 94
CLAUDEL Paul, 290	DEPEAU Sandrine, 97, 98, 115
COHEN-SCALI Valérie, 96	DESMETS Marianne, 204
CONWAY Martin A., 191, 194	DÉTRIE Catherine, 69
COPANS Jean, 74	DI MÉO Guy, 63, 107, 123, 186, 286
CORBOZ André, 104, 119, 277	DORRIER-APPRILL Élisabeth, 187
COSNIER Jacques, 296	DOUGLAS Mary, 254
CRETIN Anaïs, 110	DOWNS R.M., 102, 103, 108, 129
DAMASIO Antonio, 332	DRIANT Jean-Claude, 64, 269
DAMBRUN M., 325	DROUIN Martin, 66
DAVALLON Jean, 53, 54, 64, 330	DUFOUR Françoise, 60, 333
DE CERTEAU Michel, 9, 22, 206, 227, 308	DUMAIN Aurélie, 227
DE NERVAL Gérard, 301	DUMÉZIL Georges, 141
DE OLIVEIRA P., 325	ESCALLIER Robert, 317
DE VILLANOVA Roselyne, 313	EVANS-PRITCHARD Edward Evan, 74
DE WAAL Frans, 296	FABRE Daniel, 22, 65, 199, 219, 300, 310
DEBARDIEUX Bernard, 23	FASSIN Éric, 207

FELONNEAU Marie-Line, 97, 103, 107, 117, 143	HAAS Valérie, 103, 104, 111, 290
FISCHER Gustave Nicolas, 103	HALBWACHS Maurice, 61, 63, 123, 162, 192, 193, 198
FLORIVAL Ghislaine, 289	HALL Edward T., 99, 100, 190, 285
FONTAINE Philippe, 140, 141	HAMMAD Manar, 278
FOUCAULT Michel, 62, 214	HARTOG François, 54
FOURCADE Marie-Blanche, 65, 206	HEINICH Nathalie, 117, 118, 215, 216
FOURNAND Anne, 143	HERTZ Ellen, 21, 51, 55, 60
FRIAS Anibal, 254	HEURTIN Jean Philippe, 150
FRIESE Heidrun, 155	ISNARD Cyril, 53
GAFFIE Bernard, 233, 322, 324, 326	ISRAËL Liora, 223
GERVAIS-LAMBONY Philippe, 187	ITTELSON William H., 96, 152
GIMENEZ Guy, 92	JEUDY Henry-Pierre, 66, 177
GLEVAREC Hervé, 219	JEWSIEWICKI Bogumil, 208
GOETSCHER Pascale, 184	JODELET Denise, 95, 96, 98, 113, 176
GRAFF Philippe, 49	JONHSON Mark, 214, 309
GRANDJEAN Pernelle, 153, 187, 286, 287	KITCHIN R.M., 112, 124
GRANGER Christophe, 184	KOJEVE Alexandre, 293
GRAVARI-BARBAS Maria, 1, 3, 7, 64, 261, 262, 266, 288	LA PRADELLE Michel (de), 77
GUÉRIN-PACE France, 114, 161	LAKOFF George, 61, 196, 214, 291
GUILLON Jean-Marie, 182, 183	LAMY Yvon, 52
GUIMOND S., 325	LARRIBE Pierre, 307
GWIAZDZINSKI Luc, 76	LARSON Björn, 334

LAURENS Stéphane, 101, 207	MELÉ Patrice, 57, 66, 175, 218, 219, 221, 230, 249, 325
LE BRETON David, 205, 227, 279, 296, 297, 298, 301,	MILGRAM Stanley, 96
LE GOFF Jacques, 51, 207	MOLES Abraham, 138, 141, 145, 284, 288
LE RIDER Jacques, 177	MOLINER Pascal, 96
LEDROUT Raymond, 64, 95, 104, 105, 151, 291, 301	MOLINO Jean, 296
LEFEBVRE Henri, 262	MONGIN Olivier, 164, 250
LENCLUD Gérard, 284	MORISSET Lucie K., 7, 54, 55, 60, 61, 66, 104, 105, 175, 177, 204, 277, 330, 332
LEROI-GOURHAN André, 28	MOSCOVICI Serge, 96, 326
LEVY Jacques, 110, 164	MOSER Gabriel, 63, 91, 99, 117
LEVY-LEBOYER Claude, 62	MUXEL Anne, 195
LEYENS Jacques-Philippe, 112, 311, 312, 313, 326	NEZ Héloïse, 221, 232
LOCHARD Yves, 231	NOSCHIS Kaj, 58, 64, 65, 109, 143
LOISEAU Hugo, 111	PANERAI Philippe, 94
LUSSAULT Michel, 110, 295	PAQUOT Thierry, 1, 3, 7, 119, 164, 253, 290, 309, 319
LYNCH Kevin, 13, 91, 93, 94, 95, 109, 111, 136, 146, 162	PASSERON Jean-Claude, 200, 208
MAFFESOLI Michel, 332	PAUL-LEVY Françoise, 130, 290
MAGRI Susanne, 326	PELLETIER Mathieu, 90
MAÏCON Stéphane, 37	PETERSON Richard A., 175
MANALE Margaret, 178	PÉTONNET Colette, 22, 234
MANNONI Pierre, 96	PIGENET Michel, 186
MARCHAND Dorothée, 60, 96, 125,	PIOLINO Pascale, 191-194

PLANTIN Christian, 175, 222, 232, 243	ROUSSIAU Nicolas, 97, 99, 101, 207
POMIAN Krzysztof, 184, 214, 215	ROUSSO Henry, 51, 179
POULOT Dominique, 262, 275, 310, 332	ROUX Jacques, 227
PRADEL Benjamin, 76	SAEZ Guy, 54, 68, 219
PROSHANSKY Harold M., 96, 152	SAGNES Sylvie, 198, 199
RAFFESTIN Claude, 124	SALES-WUILLEMIN Édith, 312, 319
RAMADIER Thierry, 63, 94, 103, 110, 114	SANSOT Pierre, 251, 279
RAMOS Elsa, 190, 191	SCARANTINO Luca Maria, 222
RATEAU Patrick, 96	SCHACTER Daniel, 191
RAULIN Anne, 164	SCHADRON Georges, 313
RAUTEMBERG Michel, 64	SCHENK Françoise, 65, 209
RAYMOND Henri, 262	SCHMITT Laurent,
RECANATI François, 322	SCHMITZ Serge, 294
RENARD Jean-Bruno, 188, 190	SEERNAUTH Dhareena, 75, 77
REUCHAMPS Min, 111	SEGAUD Marion, 59, 64, 108, 130, 136, 263, 269, 278, 284, 290
RICOEUR Paul, 207, 209, 215, 292, 294	SENIL Nicolas, 261
RIEGL Aloïs, 56, 98	SERFATI-GARZON Perla, 262, 263
RIPOLL Fabrice, 64, 142, 239, 321	SIBLOT Paul, 55, 335
RIVLIN Leanne G., 96, 152	SILK J., 102
RODHAIN Florence, 113	SIMONET Maud, 231
ROHMER Élisabeth, 138, 141, 145, 284, 288	SOUTRENON Emmanuel, 240
RONCAYOLO Marcel, 164, 290	SPERBER Dan, 98, 112, 113, 209, 220, 229, 230, 232, 233, 238
ROUQUETTE Michel Louis, 96	

STASZAK Jean-François, 110	WATREMEZ Anne, 54
STEA B.D., 102, 103, 108, 129	WEISS Karine, 60, 63, 91, 99, 117
STEVE Michel, 264	WILSON Barbara A., 192
TAP Pierre, 320, 323	YONNET Jacques, 301
TARTAKOWSKY Danielle, 186	YOUNES Chris, 319
THERIAULT Marius, 90	YZERBYT Vincent, 313
THEVENOT Laurent, 176, 221, 231, 232	ZARKA Yves-Charles, 136
THOMAS Rachel, 250	
TOESCA Danièle, 29, 33, 34, 36	
TORNATORE Jean-Louis, 1, 3, 7, 116, 117, 190, 217, 219, 229, 231, 232, 300	
TRAÏNI Christophe, 65, 66	
TREPS Marie, 229	
TROJANI Marie-José, 29, 33, 34, 36	
TROM Danny, 150, 289	
TRUDELLE Catherine, 90	
TUAN Yi Fu, 98, 100, 108, 123, 126, 144, 184, 300	
VERGUET Céline, 52, 200, 206	
VERINE Bertrand, 55	
VESCHAMBRE Vincent, 63, 66, 142, 162, 210, 211, 239, 241, 253, 266, 273, 276, 325	
VILLENEUVE Paul, 90	
VOVELLE Michel, 308	

TABLE DES ANNEXES

Annexe 0 - La Libération de Nice, Nice quartiers, Mars 2003

Annexe 1 - Le projet de centre commercial de 1987

Annexe 2 - Lettre à Jack Lang, Ministre de la Culture, 1er juillet 1992

Annexe 3 - La peur du monstre, Nice Matin, janvier 1993

Annexe 4 - Lettre du maire de Nice aux habitants, 1998

Annexe 5 - La nouvelle mairie fait salle comble, Nice Matin, mars 1999

Annexe 6 - Pas touche à la façade, Nice Matin, 27 février 1999

Annexe 7 - Nouveau centre ville, seconde!, Nice Matin, 27 mars 1999

Annexe 8 - Manifestation contre le classement de la Gare du Sud, 21 novembre 01

Annexe 9 - Décision de classement de la Gare du Sud par lettre du ministère de la Culture, 7 novembre 2001

Annexe 10 - Les réflexions de la population, Nice Matin, 29 décembre 2002

Annexe 11 - Visite de Jean-Jacques Aillagon, Nice Matin, 30 juin 2002

Annexe 12 - Lettre de la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France au maire de Nice

Annexe 13 - Présentation du projet d'aménagement, juin 2004

Annexe 14 - Les réactions à la décision de Renaud Donnedieu de Vabres, Nice Matin, 17 et 18 juillet 2004

Annexe 15 - Plaquette de présentation du projet d'aménagement de 2005

Annexe 16 - L'inquiétude concernant la diagonale, Nice Matin, 11 mai 1999

Annexe 17 - L'investissement d'un jeune architecte pour la Gare du Sud

Annexe 18 - Circulation déviée par les travaux, Nice Matin, avril 2005

Annexe 19 - Pétition de Patrick Mottard, 2004

Annexe 20 - Réponses anonymes à la pétition de Patrick Mottard, 2004

Annexe 21 - Lettre du conseiller municipal Front National Charles de Gubernatis aux niçois, Nice quartiers, juillet-août 2004

Annexe 22 - La maquette du projet Faloci et l'avis du comité de défense du Jardin Thiole et de la Place Général de Gaulle, juin 200

Annexe 23 - Les mobilisations en réactions à la décision du ministère de la Culture, 21 novembre 2004

Annexe 24 - Manifestation pour sauver la Gare du Sud, Nice Matin, 8 juin 2004

Annexe 25 - Numérotation des pierres de la Gare du Sud, Nice Matin, 17 mars 2003

Annexe 26 - La Gare du Sud à vendre, une performance artistique, Nice Matin, 29 juin 2004

Annexe 27 - La visite de Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la Culture, Nice Matin, 26 juin 2004

Annexe 28 - L'ultime assaut, Nice Matin, 14 juillet 2004

Annexe 29 - Un immeuble va mourir, Nice Matin, 5 mars 2000

Annexe 30 - Rassemblement contre le classement, Le Niçois, 29 novembre 2001

Annexe 31 - Gare du Sud squattée, Nice Matin, 7 septembre 2004

ANNEXES



28 août, deux résistants postés sur un toit, place Gambetta.
(Coll. Musée Azuréen de la Résistance - Le Sourgentin)

Le groupe FTPF du Passage à Niveau.
(Coll. Musée Azuréen de la Résistance - Le Sourgentin)

se servie par Dozol. Vers 16 heures Dozol est blessé par des tirs venant de la villa Thiole. Nous montons la mitrailleuse sur le toit d'où Pionchon descend cinq Allemands avant d'être lui-même blessé à la jambe et conduit à l'hôpital.»

Le soir le bilan des combats du Passage à Niveau est lourd : 12 tués. Sur l'ensemble de la ville le soulèvement fera 23 tués et 280 blessés.

Pendant de très longues années on put voir sur les façades des immeubles environnant le Passage à Niveau l'impact des balles.

Aujourd'hui les façades sont ravalées mais le souvenir du 28 août demeure.



Au lendemain des combats, un groupe de résistants ayant participé aux combats du Passage à Niveau.
(Coll. Musée Azuréen de la Résistance - Le Sourgentin)



commémoratives célébrant les héros morts.

On s'est battu toute la journée dans le quartier de la gare du Sud. Voici des témoignages recueilli par «Le Sourgentin» dans son numéro consacré à la Libération de Nice.

6 heures du matin.

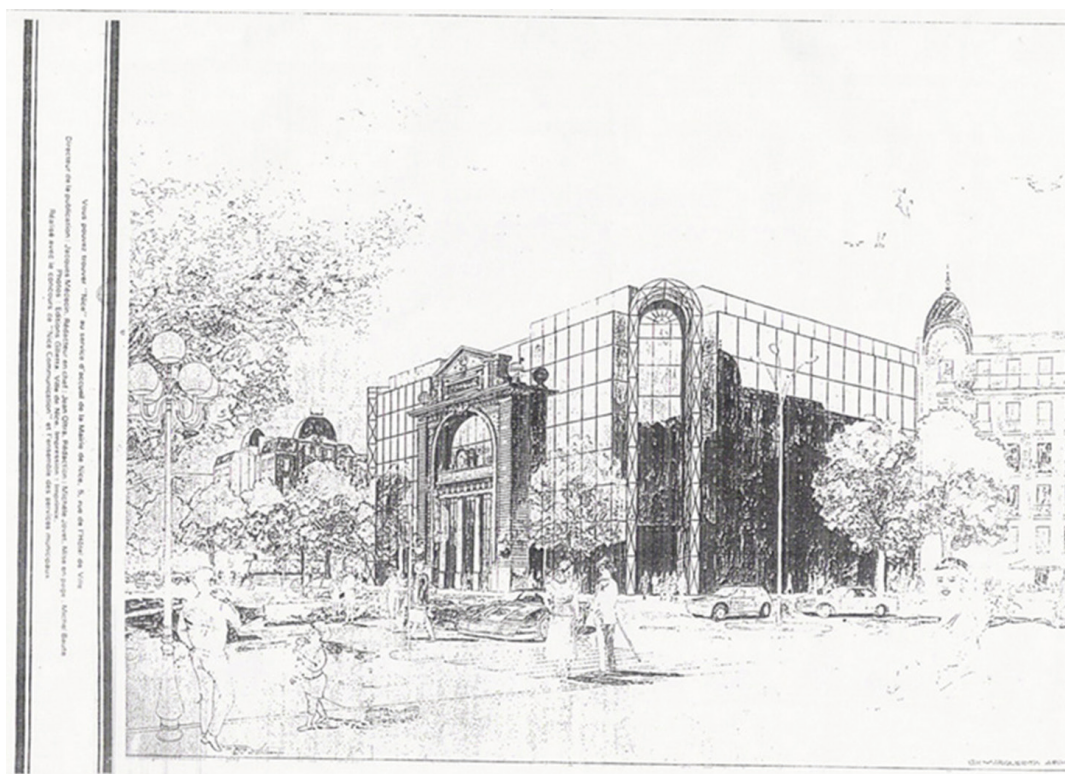
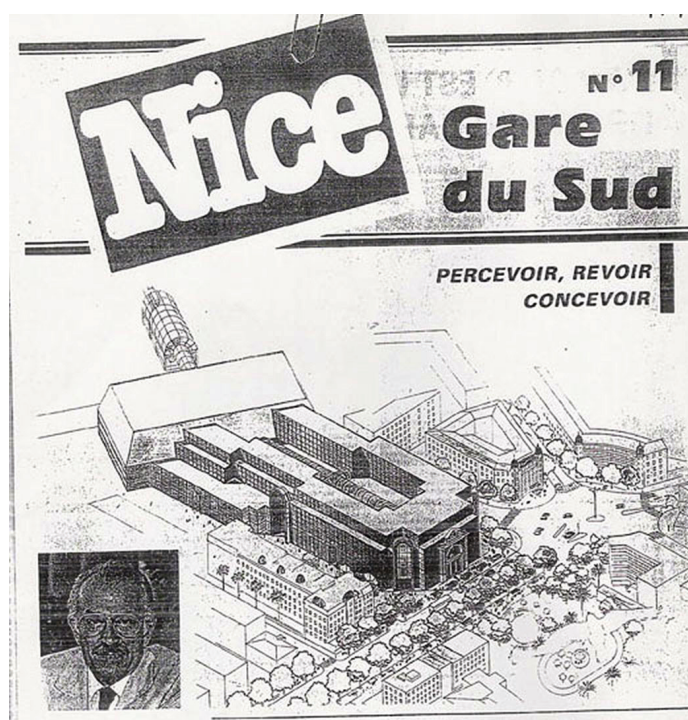
Paul Cavenago raconte : «Je rejoins mes groupes de Cessole et du Passage à Niveau où j'arrive pour le premier choc. Une première voiture montée par des gradés allemands arrive de la place Gambetta. Elle est immobilisée par une grenade à l'angle Auguste Raynaud : trois morts, un commandant blessé et fait prisonnier. Cela nous rapporte deux Mausers, trois pistolets, des grenades.

A la Brigade mobile rue André Theuriet, je somme les policiers de nous remettre deux mitraillettes et des munitions.

A 7 heures 30, un camion allemand avec remorque arrive par Joseph Garnier. Attaqué à la grenade il laisse des morts, des blessés, des prisonniers. Un deuxième camion subit le même sort.»

11 heures du matin.

«Mon groupe de seize hommes, se souvient Augier chef du groupe «Gérôme», combat autour de la place Gambetta. Au cours de l'attaque d'une voiture ennemie, Auguste Bognot est abattu devant le Crédit Lyonnais (...) Vers 14 heures le groupe monte dans l'immeuble du 2, avenue Borriglione où on installe la mitrailleu-



Annexe 2

Paris, le 1er juillet 1992

Monsieur Jack Lang
Ministre de l'Education nationale et de la Culture
3, rue de Valois
75001 Paris

Monsieur le Ministre,

Les historiens de l'art et de l'architecture signataires de cette lettre sollicitent votre intervention pour que soit ouverte la procédure de mise en instance de classement de la Gare du Sud à Nice, menacée d'une destruction imminente à la suite d'une opération immobilière.

Seul le réemploi de la façade de l'édifice est envisagé par les projets d'aménagement du quartier actuellement à l'étude, or cette solution nous semble tout à fait insuffisante car elle dénature le bâtiment et le prive des importantes valeurs historique et architecturale qui sont les siennes.

La Gare du Sud présente en effet, nous tenons à le souligner, **un puissant intérêt public du point de vue de l'histoire comme de l'art** qui nous semble relever de façon exemplaire de l'article premier de la Loi du 31 décembre 1913 sur la protection des monuments historiques.

Vous trouverez en annexe de la présente une courte analyse des différents aspects de ce bâtiment qui motivent notre jugement.

Le très vif attachement que lui portent les habitants de Nice et de sa région nous est par ailleurs un motif supplémentaire d'attirer sur lui votre attention : ce mouvement d'opinion, dont les manifestations se multiplient en ce moment, témoigne d'un intérêt des Niçois pour leur patrimoine urbain qu'il est de notre devoir d'encourager. La réhabilitation de cette Gare dans le cadre de la rénovation du quartier paraît donc être la solution qui emporterait tous les suffrages.

Dans l'espoir que vous accepterez de considérer notre requête avec bienveillance nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre très haute considération.

Gare du Sud : la peur du "monstre"

Une nouvelle association vient de marquer fermement son intention de ne pas rester à l'écart de l'importante transformation que doit subir le quartier de la Libération avec la réalisation du programme de la gare du Sud. Baptisée ULTRA (Union libre des travailleurs artistiques), et présidée par M^{me} Isabelle Dufresne⁽¹⁾, ce groupement, essentiellement constitué de riverains et de professionnels du bâti, désire notamment se démarquer du comité de quartier Saint-Etienne qui à son goût n'est pas assez « critique à l'égard du projet ».

ULTRA a ainsi engagé le débat, au cours d'une réunion informelle avec un groupe de participants qui marquent leur attachement au patrimoine architectural de la ville de Nice, et qui tiennent à ce que le complexe de la Gare du Sud devienne un espace qui prenne en compte la qualité de la vie et les besoins des habitants. Parmi les personnes présentes, Patrice Miran, conseiller régional et Didier Linotte, recteur honoraire, mais également riverain du quartier, qui ont apporté leur soutien à cette démarche.

Une démarche qui se traduit tout d'abord par le refus de voir naître « un monstre » sur le site de la gare du sud, dont on n'aura « préservé au

mieux que le fronton ». L'ensemble de la façade, et du bâtiment avec ses pavillons méritent selon ULTRA, d'être conservés. Réclamé également, le maintien de la situation du bâtiment, tel qu'il existe, avec « ce dégagement et ce recul qui aèrent le quartier, font le pendant avec le jardin de la villa Thiole, et donnent tout le charme aux lieux ».

Les participants ont décidé de se montrer très fermes sur ces deux points, tout en reconnaissant être actuellement à la recherche de moyens d'action pour se faire entendre. Ils ont ainsi évoqué leur crainte d'être « récupérés », de voir leurs efforts en rester au stade des vœux pieux, mais ont néanmoins décidé d'aller de l'avant, en faisant dans un premier temps des propositions concrètes et en présentant un « contre-projet » gare du sud.

Quelques pistes ont ainsi été tracées : « La gare du sud peut constituer le futur cœur de Nice, faisant le lien entre les collines et la place Massena. C'est une occasion exceptionnelle de mettre un nouvel espace à la disposition de la collectivité, sans en faire un centre fermé sur la vie du quartier, type "Nice-Etoile" ». Concrètement, cela se traduit par la restauration et la réaménage-

ment des lieux existants dans lesquels pourraient prendre place une extension universitaire « qui aurait le mérite de garder des étudiants dans un tissu urbain », un complexe sportif et culturel, des locaux pour les associations, l'organisation de conférences, d'expositions ; mais ULTRA estime que ce site conviendrait parfaitement à un grand marché qui servirait de point d'ancrage aux artisans de la région, aux fabricants de produits du terroir : « Avec l'attrait que constitue le marché de la Libération, nous pensons qu'il est possible de faire de ce site une grande vitrine de notre patrimoine artisanal, agro-alimentaire, horticole, gastronomique. C'est une occasion unique d'animer le quartier, toute la journée ».

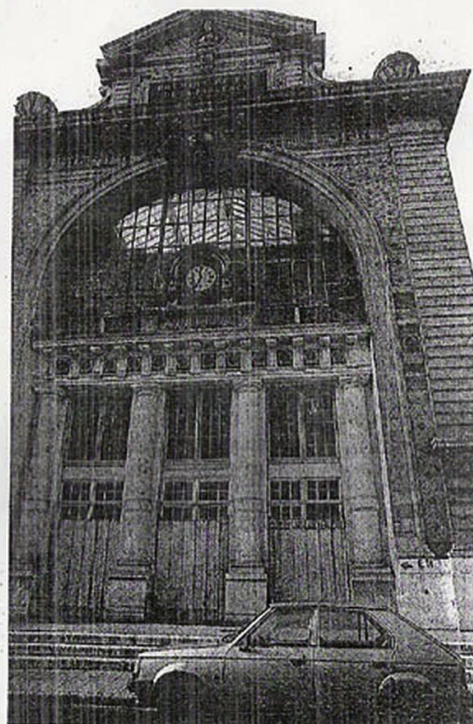
Sur ces bases, l'association espère aujourd'hui trouver les moyens de se faire entendre et d'engager le dialogue tant auprès de la ville que du promoteur du projet.

S. BÉAL.

1. ULTRA, 22 rue Reine-Jeanne, 33.87.81.81.

L'ancienne gare du Sud, objet de débats toujours passionnés.

(Photo Patrick Bar)



Madame, Mademoiselle, Monsieur,



Le Conseil Municipal, sur ma proposition, a approuvé à une très large majorité, le 15 novembre dernier le programme de réaménagement de votre quartier. Désormais, la perspective de voir l'ensemble du secteur Malausséna - Gare du Sud - Libération - Thiole transformé et embelli dans le respect des modes de vie, des traditions commerciales et des attentes de ses habitants devient réalité.

Le démontage, pierre après pierre, de la façade et du bâtiment des voyageurs de l'ancienne Gare du Sud sera entrepris d'ici la fin de l'année prochaine en vue de sa réinstallation ultérieure dans sa fonction de gare, sur un autre site choisi en accord avec le ministère de la culture.

La construction des différents éléments du projet démarrera, elle, à partir du printemps 2004.

Pendant plus de trois ans, sans relâche, des détracteurs ont utilisé ce projet à des fins partisans et vous ont sciemment, induit en erreur, affirmant que le Maire de Nice ne nourrissait pour seule ambition que d'édifier "une méga-mairie".

La vérité, est tout autre : le plan en page 4 l'illustre clairement.



Le nouvel Hôtel-de-Ville d'un coût de 86,2 millions d'Euros constitue l'élément central, générateur d'activités et d'animations pour tout le quartier, d'une opération qui permettra :

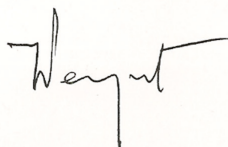
- ✓ la création d'un parking souterrain de plus de 1500 places (43 millions d'Euros),
- ✓ la réalisation d'une médiathèque publique de 1 440 m² (2,25 millions d'Euros),
- ✓ la construction d'un complexe sportif sous l'hôtel-de-ville, composé d'une salle multisports de 1200 places, avec un gymnase de 1130m² (44x25,7x7) où il sera possible de pratiquer le tennis, le hand ball, le Basket et le Volley-ball, d'une salle polyvalente, d'une salle d'arts martiaux, et d'une salle de danse (7,9 millions d'Euros),
- ✓ l'implantation de surfaces commerciales le long d'une voie nouvelle reliant la rue Binet à l'avenue Malausséna et de salles de cinéma ou d'un espace multimédia (5,3 millions d'Euros),
- ✓ l'ouverture de locaux associatifs de quartier,
- ✓ la reconstruction de l'école municipale d'arts plastiques,
- ✓ la multiplication par trois des surfaces d'espaces verts, le jardin Thiole verra sa surface doublée.

L'objectif est naturellement de mettre à disposition du public en priorité le parking souterrain, les services municipaux de l'Hôtel-de-Ville ouverts à la population, les équipements sportifs et associatifs ainsi que les aménagements paysagers qui les entourent d'ici fin 2006.

Au-delà des inévitables nuisances de chantier que cette opération, coordonnée avec celle du tramway, ne manquera pas d'occasionner, j'ai la conviction que vous connaîtrez d'ici trois ans, une qualité de vie accrue, dans un environnement urbain très amélioré, ce qui influera sur la valeur immobilière de biens (logements et commerces) aujourd'hui atteints par une lente dépréciation. Bien entendu, le marché de la Libération, cher au cœur des Niçoises et des Niçois en général, et des habitants du quartier en particulier, sera non seulement maintenu, mais bénéficiera d'aménagements de qualité, dans un espace plus étendu.

N'hésitez pas à me faire part de vos observations et suggestions sur ce programme de réaménagement sur lequel vous obtiendrez toutes informations complémentaires auprès de la Mission Malausséna - Libération (Tél. : 04 93 62 74 30).

Veuillez agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Jacques Peyrat
Sénateur-Maire de Nice
Président de la Communauté
d'Agglomération Nice Côte d'Azur



VOTRE AVIS

Quartier Malausséna-Libération

Vos observations sur l'aménagement du quartier :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Nom, Prénom :

Adresse :

MERCI DE NOUS RETOURNER CE COUPON RÉPONSE À L'ADRESSE INDIQUÉE AU VERSO

La nouvelle mairie fait salle comble

Lors de la première réunion publique de concertation, le sénateur-maire a plaidé pour le projet de la gare du Sud, en précisant que cette opération « ne se fera pas sans l'assentiment de la population »

Le projet de nouvelle mairie à la Gare du Sud et de réaménagement du secteur de la Libération ne laisse pas indifférent ! La salle de l'école Thérèse-Roméo s'est révélée bien trop exiguë pour accueillir le public, lors de la première réunion réalisée dans le cadre de la concertation ouverte depuis le 25 février.

Les riverains se sont donc mobilisés en masse pour en savoir davantage sur une réalisation qui va changer le visage et la destination du quartier.

Les questions qui ont fusé à l'adresse des élus et du premier d'entre eux, le sénateur-maire, M. Jacques Peyrat, n'ont trahi ni approbation béate ni opposition systématique.

Le débat a été animé mais jamais vraiment polémique comme si l'ampleur même de l'opération et l'importance de l'enjeu avaient fait prévaloir un examen attentif et raisonné.



Un très nombreux public pour cette première réunion.

(Photo Frantz Bouton)

40.000 m² pour 2.500 employés

Les amateurs de joutes oratoires en auront donc été pour leurs frais... Et si le premier magistrat a parfois élevé le ton, ce fut davantage par jeu que par nécessité.

Et même dans les rangs de l'opposition municipale représentée à cette réunion par MM. Gost (FN), Dupont (PS) et Caressa (PC), le ton a été très modéré.

Ainsi, Charles Caressa, après s'être déclaré pas vraiment « convaincu » par le caractère prioritaire du projet, a souhaité que s'établisse une concertation à tous les échelons et à tous les stades.

M. Peyrat s'est fait un plaisir d'acquiescer : « La Mission nouvelle mairie sera prochainement installée à la Villa Thiole où le public pourra venir s'informer auprès de M. Lotigie de l'avancement et des évolutions du dossier. Un tel projet ne peut vivre que s'il a l'agrément de la population. Dans le cas contraire, il serait retiré ».

Dans un long plaidoyer, le maire a récapitulé les arguments favorables : « La mairie actuelle date du XIX^e siècle, Nice ne comptait alors que 50 000 habitants. On en dénombre sept fois plus aujourd'hui ! Nos services municipaux sont dispersés sur quarante sites différents, d'où des problèmes incessants d'insécurité et de surcoût. Grâce aux 40 000 m² que nous allons bâtir, 2500 employés pourront être regroupés à la Gare du Sud ».

Reste la question clé du coût d'une telle opération. M. Peyrat a lâché qu'aujourd'hui, il serait bien en peine d'avancer un chiffre précis... « On peut tabler sur une fourchette comprise entre 500 et 800 millions de francs ».

Comment le financer ?

Par de nouvelles ponctions fiscales ?

Le premier magistrat a promis que non : « Nous continuerons à baisser les impôts comme nous avons déjà commencé à le faire depuis deux ans. La nouvelle

mairie se financera en partie par des économies d'échelle et un meilleur fonctionnement interne. D'autre part, nous allons économiser 8 millions de francs de loyer par an pour les sites que nous n'aurons plus à louer.

✓ Un débat animé mais sans polémique

✓ Promesse de concertation à tous les étages

✓ Un coût compris entre 500 et 800 millions de francs

D'autres antennes municipales qui sont notre propriété, pourront être vendues ».

Le calendrier...

Concernant l'échéancier de cet ambitieux projet, M. Peyrat a tracé un calendrier idéal. Dans l'hypothèse optimiste où l'opération ne se heurterait à aucun obstacle majeur, technique, juri-

dique, judiciaire... De 99 à 2001 : études, concours d'architectes, désignation du lauréat, signature des marchés de définition, permis de construire.

Avec, dans le courant de 2001, la destruction de la gare actuelle sauf la façade qui sera conservée ainsi que les escaliers à double révolution donnant sur la place Charles-de-Gaulle.

2002-2003 : travaux.

2004 : l'inauguration.

Le triste exemple du Palais de la Méditerranée où le blocage persiste depuis vingt ans, incite le maire à la prudence... « Instruit par cette expérience, je vais demander une vigilance accrue à mes services afin que le projet se déroule de manière irréprochable ».

Philippe FIAMMETTI

1.- Parmi les nombreuses personnes présentes à cette réunion, on notait M^{me} Mathieu-Obadia, député, M. Stellerio, premier adjoint, conseiller régional, MM. Masséna, Mangiapan, conseillers généraux, ainsi que plusieurs adjoints et conseillers municipaux.

Appel au public

La concertation publique concernant la nouvelle mairie et l'aménagement Libération-Malausséna, est ouverte depuis le 25 février, et durera donc jusqu'au 25 avril. Des expositions sur le projet se tiennent au Forum d'Urbanisme et d'Architecture, place Gautier, dans le Vieux-Nice, et à la mairie annexe Thiole, avenue Malausséna.

Sur ces deux sites, des registres sont à disposition du public pour y inscrire pro-

positions et critiques. Mais la population pourra également donner son avis en écrivant directement au maire, (5, rue de l'Hôtel-de-Ville, 06364, Nice cédex 4) en mentionnant sur l'enveloppe et le courrier « Concertation publique quartier Libération-nouvelle mairie ».

D'autre part, des réunions publiques se tiendront le 18 mars et le 13 avril, en des lieux qui seront précisés dans nos colonnes.



MM. Lotigie et Tiar ont été chargés de cette mission « Gare du Sud et Libération ».

(Photo Frantz Bouton)

Pas touche à la façade !



La façade de la gare du Sud, chère au cœur des Niçois.

(Photo Frantz Bouton)

Elle n'est pas classée monument historique ni même inscrite à l'inventaire supplémentaire des sites.

Mais cela n'y change rien : les Niçois sont sentimentalement attachés à cette façade, vestige d'une époque révolue.

C'est d'ailleurs l'une des contraintes imposée aux architectes : on ne devra pas toucher à la façade de la gare du Sud !

Les Niçois n'ont pas tort : ce pan de mur est riche d'art et d'histoire.

Charme éclectique

Et puis, cette façade dessinée en 1891 par Prosper Bobin (frère d'Hippolyte Bobin, sous-directeur de la compagnie qui entreprenait la ligne de chemin de fer) a du style et du charme.

« Les éléments décoratifs

employés ici, vulgarisés dans la seconde moitié du XIX^e, notamment par les tuileries marseillaises, font appel à la polychromie.

Le style mêle, dans un bel éclectisme alors à la mode, les modèles classiques, grecs et médiévaux », analyse l'architecte et historien d'art, Michel Stève.

« En plus de l'unité et de l'équilibre de la composition, la gare du Sud offre un témoin finalement assez rare à Nice de cette architecture polychrome, éclectique dans son décor, mais déjà rationaliste dans sa conception. »

Nul doute, ce vestige de la Belle Epoque mérite d'être regardé plutôt que vu furtivement.

Il mérite surtout d'être sauvegardé.

Ph. F.

Nouveau centre ville, seconde!

Des centaines de résidents du quartier Libération-Malausséna ont assisté à la seconde réunion publique organisée par la mairie sur le projet d'aménagement du site

La salle paroissiale Saint-Étienne était comble ce soir-là. Pour rien au monde, les habitants n'auraient voulu manquer l'occasion qui leur était donnée, pour la seconde fois, de prendre connaissance du projet d'aménagement de leur lieu de vie et de poser à leurs élus les questions qui leur tiennent à cœur.

En effet, dans le cadre de la construction de la nouvelle mairie et de la mise en place du tramway, leur quartier subira dans les années à venir de nombreux réaménagements. La vie risque d'en être complètement bouleversée. Alors, considérant à juste titre que les projets des édiles les concernent, ils sont venus en nombre. Ils étaient là pour défendre leurs intérêts auprès d'un maire qui leur a affirmé, une fois de plus, sa volonté de faire passer Nice dans le XXI^e siècle.

La réunion a débuté à l'heure dite, et a... duré : les résidents du quartier voulaient des réponses aux innombrables questions qu'ils se posent et exigeaient des garanties. Ainsi, après la présentation en bonne et due forme des travaux à venir, les habitants du quartier ont réagi aux propositions du premier magistrat de la ville.

Inquiétude pour le jardin Thiole

Au fil des interventions, il est apparu que plusieurs sujets d'inquiétude animent les résidents de la Libération-Malausséna.

Et, le principal sujet de discord entre les résidents et la mairie reste le jardin Thiole. En effet, les habitants du quartier ont confié lors de la réunion leur attachement à cet espace vert. Mais, le maire n'a pu leur promettre qu'il serait préservé. « Je crains qu'il ne soit sacrifié. Mais, il sera recréé ailleurs, en plus beau, avec les mêmes arbres, les mêmes gazons, les mêmes fontaines... » a tenté de rassurer



Jacques Peyrat, entouré de M^{me} Mathieu-Obadia, député, M. Stellardo, 1^{er} adjoint au maire, M. Hanot, adjoint délégué à la sécurité, et M. Tiar, conseiller municipal délégué à la nouvelle mairie, a présenté les projets pour le quartier Libération Malausséna devant une salle comble

(Photos François Vignola)

Jacques Peyrat. Les Niçois de la Libération ont pour le moins du mal à se faire à cette idée. D'autant plus que leur maire leur a confirmé que le principe d'installation d'un multiplexe en cet endroit était acquis. Une idée qui avive elle aussi les passions. Entre ceux qui dénoncent le « cinéma à 10 balles », ceux qui craignent que ce commerce n'attire « les jeunes avec leurs scooters », ou encore ceux qui arguent que le bruit les dérangera, Jacques Peyrat n'a eu de cesse de désamorcer les attaques et d'expliquer le bien fondé de ce projet cinématographique. « Il se trouve que des exploitants de salles de l'avenue Jean-Médecin ont demandé une autorisation pour ouvrir une quinzaine de salles à l'Arenas. Il faut un contrepoids à ce tirage

économique du centre et de l'est vers l'ouest de la ville », a-t-il expliqué, plaidant de cette manière pour une redynamisation du site de la Libération.

Confirmation des expropriations

Le sujet délicat des expropriations a également été abordé. Là encore, Jacques Peyrat a été très clair en affirmant qu'elles seraient inévitables. « Il nous manque des mètres carrés pour réaliser l'ensemble de ce que nous voulons faire. Il nous faut au total 40 000 m² et je n'en ai actuellement que 30 000. Il faudra donc trouver 10 000 m² de plus ! » Mais, d'assurer que les propriétaires concernés seraient dédommages au prix du marché et que les locataires seraient relogés.

Globalement, la discussion est apparue constructive à l'ensemble des participants. Les habitants du quartier sont repartis pour la plupart satisfaits. Outre quelques points de discord qui persistent, ils ont obtenu du maire de Nice les promesses qu'ils exigeaient. Ainsi, la bibliothèque de quartier sera maintenue, l'école de dessin ne disparaîtra pas, une salle de sport sera mise en place, de même qu'une salle de réunion à destination des associations, la façade de l'ancienne Gare du Sud sera conservée, et le marché de la Libération sera pérennisé. Et Jacques Peyrat d'assurer que les Niçois seront tenus informés de l'évolution du projet, voire consulter si cela s'avérerait nécessaire.

Céline MOREAU

CAIRO

Gare du Sud : 500 manifestants pour dire non au classement

Pour le maire, l'Etat a planté une « épine dans le dos de l'aigle de Nice ». « Mais nous résisterons » a-t-il lancé à la foule massée sur le parvis...

Nous au classement de la gare du Sud. « Paris veut couper les ailes à Nice », ces deux banderoles talent placardées, hier, sur la façade d'un monument qui est désormais au centre d'une bataille historique entre Nice et l'Etat, entre la municipalité et le ministère de la Culture, entre les amis favorables au projet de nouvelle maquette et les défenseurs rouches du patrimoine.

Ce mardi, au pied de la façade polychrome, un demi-millier de personnes ont manifesté, à l'appel du Collectif pour la rénovation « la Libération », contre la mesure provisoire de classement décidée le 8 novembre dernier. Parmi les manifestants, le sénateur-maire entouré de plusieurs us.

Une réponse au coup de poignard...
« Votre présence est la réponse à coup de poignard du ministère à la Culture », a d'emblée assésé Jacques Peyrat. « Le gouvernement n'a pas le droit de se mettre en travers d'un destin que les Nîçois ont librement assumé et approuvé à 67 % lors de la

vente et empoché l'argent, sans faire aucune réserve et en parfaite connaissance de notre projet d'aménagement.

« Et voilà que subitement, il trouve des charmes artistiques non seulement à la façade mais aussi au ramassis de poutrelles et de fils de fer, situé à l'arrière, où prolifèrent les rats et les pigeons ! On croit rêver ou, plutôt, faire un cauchemar ! »

- ✓ « Une atteinte aux libertés communales »
- ✓ Une erreur « intellectuelle »
- ✓ Un enjeu d'un milliard

Pour mieux faire ressortir la mauvaise action du ministère de la Culture, Jacques Peyrat rend hommage à un autre ministère, celui des Transports, à Jean-Claude Gysnot qui, loin des chapelles politiques, a eu l'intelligence d'approuver et de soutenir un autre grand projet municipal, celui du tramway... Hommage en effet



ration. Ce ne sont pas des imbéciles et ils aiment leur ville. Et voilà qu'une personne qui n'est même pas venue sur place, les déçoit ! »

Et de lancer un appel au gouvernement pour que soit réparée « l'erreur intellectuelle » qui a été

désolée du « préjudice économique considérable » que va subir cette partie du centre ville : « Un milliard d'investissements public et privé sont en jeu ! Un milliard pour sauver ce quartier d'une paupérisation rampante. Peut-on refuser une telle somme, une telle chance de



07-11-2001 16:30 DE DAPA SDMH

A 0-0497132298

P.03/04

**MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION

*plaçant sous instance de classement parmi les monuments
historiques la gare du sud à Nice (Alpes-Maritimes)*

La Ministre de la Culture et de la Communication

VU la loi modifiée du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, notamment l'article 1er, alinéa 3;

VU le décret modifié du 18 mars 1924 pris pour l'application de la loi, notamment l'article 3, alinéa 1er;

CONSIDERANT l'intérêt public qui s'attache à la conservation de la gare du sud à Nice du point de vue de l'histoire et de l'art ; qu'en effet cette gare, construite par Prosper Bobin en 1892 dans la lignée de la gare du Nord à Paris construite par Hittorff, présente un intérêt architectural remarquable pour la ville de Nice et constitue un élément important d'un ensemble urbain qu'il convient de préserver ;

CONSIDERANT les risques de démolition pesant sur cet édifice ;

DECIDE


ARTICLE 1er. - La gare du sud, avenue Malausséna à Nice (Alpes-Maritimes), est placée sous le régime de l'instance de classement parmi les monuments historiques.

ARTICLE 2. - La présente décision sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au maire de la commune de Nice propriétaire qui disposera d'un délai de deux mois pour présenter ses observations écrites sur la proposition de classement au titre des monuments historiques.

ARTICLE 3. - Tous les effets du classement parmi les monuments historiques s'appliqueront de plein droit à cet immeuble pendant une durée d'un an à compter de la date de notification au propriétaire.

Fait à Paris, le 07 NOV. 2001

Pour la Ministre et par délégation
La Directrice de l'Architecture et du Patrimoine,


Wanda DIEBOLT

Nice-Quartiers

9

Rédaction : 8, rue Maréchal-Joffre, 06000 NICE - Tél. 04.97.03.24.50 - Télécopie 04.97.03.24.51 - Publicité : Eurosud, tél. 04.93.88.51.44

Gare du Sud : la joie et la colère...

Les réactions se multiplient après la décision ministérielle de maintien de la façade

J'ai découvert une femme formidable, mais aussi un ministre comme il y en a peu... qui sait faire passer l'intérêt de la République avant ses convictions personnelles.

Ces propos enthousiastes, publiés dans nos colonnes, ont de Jacques Peyrat et la personne visée par cet hommage appuyé n'est autre que Catherine Tasca... C'était en décembre dernier et un complot semblait en passe

d'être conclu sur l'épineux dossier de la gare du Sud.

Autant dire que la décision prise quelques jours avant que le gouvernement ne démissionne, par la ministre de la Culture, de classer la façade de l'ancienne gare du train des Pignes, avec maintien sur place, a fait l'effet d'une douche froide sur un sénateur-maire qui s'est senti « trahi » (voir « Nice-Matin » du 3 mai).

Le charme a été brutalement rompu !

Pour l'adjoint à la culture aussi, cette décision prise in extremis est un « mauvais coup » porté à la ville dont elle compromet le développement : « Ce geste n'honore pas l'ancien ministre de la Culture », juge André Barthe.

« Je me fais une autre idée de la fonction ministérielle : l'intérêt général doit toujours primer sur les menées des groupes de pression poli-

tique. Cela n'a pas été le cas dans cette affaire. L'Etat a laissé cette gare périliter durant des dizaines d'années avant de se soucier tout à coup de sa sauvegarde ; comme par hasard, alors qu'il n'en était plus propriétaire ! »

« L'identité historique » du quartier

Autre son de cloche du côté de la gauche plurielle où l'on se réjouit.

« Catherine Tasca a donné son feu vert et son aval à la commission régionale qui avait proposé l'inscription à l'inventaire supplémentaire

des monuments historiques », souligne Patrick Mottard.

Avant de poursuivre sur un ton d'ironie : « Le maire pourra de la sorte tenir sa promesse électorale, respecter ses engagements de conserver intacte la façade du monument, comme l'attestaient les documents de présentation du projet de nouvelle mairie. Avec de nombreux habitants, je m'en félicite, le quartier de la Libération étant garanti de garder ainsi sa pleine identité historique et architecturale, à l'origine de sa renommée ».

Le comité de défense du jardin Thiole et du quartier de la Libération affiche également sa satisfaction : « Nous étions opposés à la solution du démontage-remontage de la façade. Le monument aurait perdu tout son sens. Imagine-t-on le Négresco dans la plaine du Var ? »

« Nous espérons qu'un nouveau projet de mairie puisse voir le jour : un projet à dimension humaine et parfaitement intégré dans le site », souligne Mohamed Rafai.

Ph. FIAMMETTI.

Gare du Sud : les Niçois ont leur idée

Une majorité se prononce pour le maintien sur place de la façade. D'autres proposent d'en faire le fronton du futur stade du Ray ou de la déplacer à l'entrée ouest de la ville

Où mettre la façade de la gare du Sud ? Où déménager cet imposant monument condamné à l'exil par le projet de nouvelle mairie ? C'est la question que nous posions à nos lecteurs dans un précédent article (voir Nice-Matin du 14 novembre), à la suite de la signature de la convention Ville-Etat officialisant ce transfert. Une convention par laquelle la commune s'engage à remonter cet édifice sur un autre site dans un délai de dix ans.

Vous avez été nombreux à nous répondre, témoignant ainsi de votre intérêt pour le patrimoine architectural de votre ville. Une majorité de nos lecteurs proposent tout simplement... de laisser la façade là où elle est.

tion en intégrant cette façade dans son cube de béton et de verre qui manque pour le moins d'originalité ? », s'interroge D. Sauterey.

« Il serait tellement facile d'insérer avec talent ce bâtiment. Ancien architecte, je dis nettement que c'est à la portée du dernier des maîtres d'œuvre », affirme Bernard Gaiume.

Nos lecteurs appuient volontiers leur démonstration sur l'exemple du Palais de la Méditerranée dont la façade sauvée de la démolition par l'ancien ministre de la Culture, Jack Lang en 1989, n'a finalement pas empêché un promoteur de combler le « trou » situé à l'arrière. Mieux, ce monument est devenu aujourd'hui comme un

d'autres alternatives. Pour Thierry Jan, la façade ferait un fort joli fronton pour... le futur grand stade du Ray. Une idée partagée par M.J. Rennes : « Ce serait un beau symbole ».

Thierry avance une autre proposition : remonter le monument sur la rive gauche du Var pour marquer l'entrée du comté de Nice : « Comme à Paris (l'arc de Triomphe), son axe pourrait souligner les couchers de soleil ».

Yvonne Croze propose de déplacer la façade de quelques dizaines de mètres seulement pour en faire l'entrée de l'actuelle gare des CP.

L'humour ayant également droit de cité, nous terminerons ce tour d'horizon avec la suggestion ironique de J.P. Bevilacqua : « Compte tenu de la polémique autour de l'extension du port, ne serait-il pas judicieux de remonter l'œuvre de Prosper Botin au bout de la future grande jetée... afin que les croisiéristes abordant à Nice puissent admirer cette architecture qui a été classée par un ministre de la culture qui, certainement, doit être une personne de goût ! ».

La façade de la gare du Sud transformée en phare... il fallait y penser.

Philippe FIAMMETTI



L'avenir de la façade de la Gare du Sud pose des questions et suscite des idées de projets. Le débat est ouvert. (Photo Richard R)

Jean-Jacques Aillagon : « Le projet de mairie relancé »

*Le ministre l'a affirmé hier, au cours d'un entretien privé avec le sénateur-maire
Ce qui relance le projet de construction de la nouvelle mairie au quartier de la Libération*

Un projet à rebondissement. Qui a fait couler beaucoup d'encre et de bile : celui d'une nouvelle mairie, édifiée sur l'emplacement de l'ex-gare du Sud.

On le croyait enterré, « gelé », figé avec l'ancien gouvernement. Voilà qu'il resurgit. En effet, les discussions vont pouvoir reprendre entre l'Etat et la ville sur un terrain plus serein. C'est ce qui est ressorti d'une réunion de travail privée qui s'est déroulée hier matin, peu avant l'inauguration de la bibliothèque, entre le ministre de la Culture, Jean-Luc Aillagon et le sénateur-maire de Nice, Jacques Peyrat.

Les deux hommes ont abordé divers dossiers chers au cœur des Nîçois : la construction du conservatoire national de région pour lequel le maire souhaite que l'Etat fixe enfin sa participation financière dans ce projet évalué à 26 M€, l'activation des travaux de l'opéra, de la réfection du palais Masséna et de l'aménagement de l'espace Spada.

Mais le gros morceau fut la nouvelle mairie, la gare du Sud, sa façade. En novembre dernier, Catherine Tasca, alors ministre de la Culture, annonçait sa décision de classer la totalité du monument, pour une durée d'un an, à titre provisoire et conservatoire. Conséquence : tout le plan de réaménagement du quartier de la Libération était remis en question.

« Que des incohérences »

Hier, les deux hommes « n'ont pas pris de décision définitive », selon les termes du ministre, mais ont manifesté « une volonté réelle que l'Etat et la ville travaillent utilement ensemble ».

Jean-Jacques Aillagon a rappelé à Jacques Peyrat, son attachement aux comportements cohérents dans les prises de décisions. Or, selon lui, « dans ce dossier de la gare du Sud, il n'y a eu que des incohérences. On vend un terrain à une muni-

cipalité afin qu'elle y érige une mairie. La ville achète, fait démolir un projet. Puis l'Etat déclare son intérêt pour la protection de la façade et engage un processus d'inscription. Dans le cadre d'une négociation avec le préfet, le maire consent à prendre en charge le démontage et remontage de la façade sur un autre site... L'Etat semble alors vouloir imposer un non-déplacement de la façade ! Pour moi, dans mesure, où il y a eu un accord, je suis enclin à autoriser le démontage-remontage. »

« Le quartier a besoin »

La conservation du patrimoine ne semble pas être le vœu pieux pour le ministre de la Culture : « Nous avons discuté du choix entre deux hypothèses. Soit démonter et remonter ailleurs, soit conserver l'ensemble du dispositif. Pour l'Etat, il y a un devoir à ne pas empêcher la construction de cette nouvelle mairie dans un quartier qui en a besoin. Je protégerai le patrimoine, mais faut cesser d'enquiquiner le processus. Alors, oui, le projet de la nouvelle mairie repart. »

Evidemment, Jacques Peyrat avait le sourire confiant : « Je dis oui ! Enfin, un ministre logique avec sa fonction, son devoir, l'aide qu'il doit apporter aux collectivités territoriales. C'est un désaveu pour son prédécesseur... »



Les deux hommes ont abordé divers dossiers chers au cœur des Nîçois.

Société pour la Protection des Paysages et l'Esthétique de la France

Sites et Monuments

Au service du Patrimoine depuis 1901

MISSION PATRIMOINE	
ARRIVEE	
10/02/03	
N° 191	VISA
Suivi	avis
Avis :	
Info :	

06 FEV. 2003

6513

S.	23-01-2003
HALA	
MISSION Patrimoine	
VI.	LIBERATION NANCY
INF.	06AACU 065
2003 01 0451306A0AC	
CABINET DU MAIRE	
ARRIVEE	
ATT.	
AVIS	
INT.	

VILLE DE NICE
BUREAU CENTRAL DU COURRIER
29 JAN. 2003
SECRETARIAT GENERAL
ARRIVEE

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
06074 NICE CEDEX

Paris, le 20 janvier 2003

Réf : PA/DD

Objet : Gare du Sud - Nice - 06.

Monsieur le Maire,

La Société pour la Protection des Paysages et de l'Esthétique de la France est très soucieuse du projet de démontage, déplacement et remontage de la façade et des éléments latéraux de la gare du sud, inscrits à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques à Nice.

On peut en effet s'interroger sur l'avenir de cet ensemble qui sera démonté, mais dont le remontage est prévu dans un délai de dix ans, sur un lieu d'implantation qui reste à définir. Nous connaissons par expérience le sort bien aléatoire réservé à ces bâtiments démontés et dont on perd la trace au fil des années.

Nous savons, Monsieur le Maire, l'intérêt que vous portez au patrimoine de votre ville et la protection que votre municipalité accorde à 400 villas de « caractère », geste exemplaire dont on doit vous féliciter. Nous savons aussi qu'en acceptant le changement de tracé de tramway, vous avez permis la conservation de nombreuses villas et d'un immeuble, place Charles de Gaulle, permettant ainsi à cette dernière, de garder une réelle homogénéité architecturale. Comment alors envisager de rompre cet équilibre, de détruire cet ensemble, en démontant la façade de la gare pour la replacer un jour, ailleurs, la privant ainsi d'une grande partie de son intérêt architectural ?

Croyez que l'inquiétude est grande parmi vos administrés mais aussi parmi ceux qui aiment votre ville pour ce qu'elle a su garder de « particulier », de « différent », dans un monde qui devient de plus en plus banal.

Association fondée en 1901, reconnue d'utilité publique – agréée le 10 février 1978 (JO 9/3/78)
SPPEF – 39 avenue de La Motte Picquet – 75007 PARIS
tél. 01/47/05/37/71 – fax. 01/45/50/31/61 – sppef@wanadoo.fr

En prenant pour les bâtiments de la gare une mesure de protection, le Ministre de la Culture à, il est vrai, laisser la possibilité d'un démontage de cette façade, mais cette possibilité n'est pas une obligation et le sort de la gare reste entre vos mains.

Nous voulons croire que dans la continuité de votre politique, et pour la plus grande satisfaction de tous ceux qui s'inquiètent du devenir de la place Charles de Gaulle, vous userez de votre pouvoir pour que les bâtiments de la gare soient conservés « *in situ* » en les intégrant au futur projet de mairie. Ce serait une décision exemplaire et nous serions nombreux à vous en être reconnaissants.

Nous vous remercions à l'avance de l'attention particulière que vous réserverez à notre démarche et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de nos salutations distinguées.



Paule ALBRECHT
Président



Avec une circulation limitée, grâce à la création du nouveau parking et de l'installation du tramway, la vie quotidienne sera plus sereine. De grands espaces verts vont également être créés avec la multiplication par trois des surfaces existantes. Le jardin Thiole verra, notamment, sa dimension doubler.

Le projet de la Ville de Nice est ambitieux mais réaliste. Il s'appuie sur la création d'une nouvelle "maison de ville" comprenant tout un ensemble de services et commerces à proximité, le passage du tramway au cœur du projet et le réaménagement du marché afin d'améliorer la qualité de vie et valoriser tout un quartier.



Façade de la Gare du Sud, avec sa passerelle, rue Trachel



LA FAÇADE, OUTIL DE RENAISSANCE

Après la confirmation attendue des engagements du Ministère de la culture qui a signé avec la ville une convention pour le démontage et le remontage de l'édifice sur un autre site, la façade de la gare du Sud (bâtiment voyageurs) pourrait être déposée début 2005 puis remontée au second semestre de cette même année à la place du parking adjacent au square Colonel-Jeanpierre, rue Trachel. Ce bâtiment protégé constituerait ainsi l'accès Nord de la gare de Nice-ville grâce à une passerelle de 180 mètres de long au-dessus des voies allant jusqu'à l'avenue Thiers. Cette solution permettrait de conserver la façade de la gare du Sud tout en insufflant un dynamisme nouveau à un quartier qui en a bien besoin. Avec un grand parvis devant l'édifice agrémenté de commerces et de bureaux, un parking souterrain de 140 places, des espaces verts redessinés, les arbres et le terrain de boules conservés, c'est véritablement tout le quartier Saint-Etienne qui effectuerait sa mue grâce à ces aménagements.

Gare du Sud : de nouvelles réactions...

La décision du ministre exprimée vendredi continue à susciter les réactions de nombreuses personnalités politiques niçoises

Marie-Luz Hernandez Nicaise, Guy Marimot Rémi Gaechter (Verts) :
« Notre patrimoine est sauvegardé »

« La raison l'a emporté et notre patrimoine est sauvegardé. Dès maintenant, les habitants et les comités de quartier doivent être associés à un véritable projet de reconstruction du secteur Libération/Trachel. La verrière réhabilitée peut être un exemple d'urbanisme intégrant les nouvelles technologies de l'habitat et redonnant vie au quartier de jour comme de nuit ».

André Bonny, député suppléant : « Une municipalité sans imagination »

« Conserver ou démolir la

façade de la gare du Sud n'a jamais été un choix politique.

« Il y avait d'un côté la très grande majorité des Niçois guidés par le bon sens et l'amour de leur patrimoine, de l'autre, totalement déconnecté de la réalité, une municipalité sans imagination qui se bornait dans cette affaire à suivre la feuille de route établie par Michel Vialatte ».

Jean-Paul Barety ancien maire de Nice :
« Le bon sens »

« C'est une solution de bon sens.

« Les déclarations du maire de Nice sont inconcevables : alors que le ministre offre une participation financière de 40 % pour les éven-

tuels travaux de restauration, il ne sait qu'évoquer une éventuelle action en justice pour dommages et intérêts contre l'Etat ».

Bruno della Sudda, Catherine Sackur (Alternatifs) :
« Faire un projet avec la population »

« C'est une victoire de la démocratie car la population du quartier était totalement opposée à ce projet pharaonique de nouvelle mairie.

« Au-delà de ce nouvel et cuisant échec du maire de Nice, ce qui est désormais à l'ordre du jour, c'est un projet alternatif en lien avec la démocratie participative.

« Ce projet doit être élaboré

avec la population elle-même, pour répondre positivement au manque criant d'équipements collectifs du quartier Libération, dans le respect et la mise en valeur du site et du patrimoine du quartier. »

Simone Monticelli (PCF) : « Une table ronde pour le devenir »

« Partisans depuis le début de cette solution [NDLR : celle prise par le ministre], les communistes demandent avec les centaines de Niçois qui ont signé leurs pétitions, l'organisation d'une table ronde afin de définir le devenir de cet équipement ».

NICE-MATIN — Dimanche 18 juillet 2004

Emotions au pied de la façade...

« Je suis le plus heureux des hommes », déclarait, hier matin, le président de Sian de Nissa, Pierre Botticelli, au pied de la gare du Sud. Une gare pour la sauvegarde de laquelle il s'était déclaré prêt à se faire tatouer sur l'épaule l'Aigle de Nice.

« Merci, monsieur le ministre, vous avez été à l'écoute des

Niçois. C'est Nice qui a gagné. »

Cette phrase revient comme un leitmotiv dans les réactions enregistrées parmi les riverains et les comités de quartier.

Pour Mohamed Rafai et Louis Delanef (comité de quartier Thiole), cette gare, qui a failli sortir de l'histoire, restera comme un bel exemple de

« lutte citoyenne ». « Nous sommes maintenant prêts à entamer un dialogue avec la Ville pour rénover ce quartier dans le respect de son histoire et de son identité. »

Emu aussi, François Gross, un pionnier de la défense de la gare du Sud. C'est lui qui, dans les années 90, à la tête de l'association « Don Quichotte », a contribué à faire capoter le projet Trema en attaquant en justice en 1993 le permis de construire accordé au promoteur. Un permis que le tribunal annulera trois ans plus tard.

Christian Razeau (« Quartiers de Nice ») se réjouit de la victoire remportée par le patrimoine, tout comme Michèle Ostalier au nom de sa société de protection du paysage et de l'esthétique de la France.

Enfin, au nom de la Fédération du comté de Nice, Jean-Marc Giaume juge que la décision ministérielle est un signal pour les collectivités locales qui, plus que jamais, devront prendre en compte la dimension patrimoniale de leurs communes.



Hier, au pied de la gare du Sud, les riverains et responsables associatifs ont laissé éclater leur joie. (Photo Philippe Bertini)

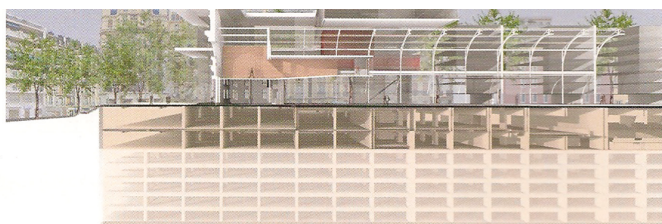


La Ville de Nice
aménagement votre quartier
Libération-Malausséna





Quartier Libération - Malausséna C'est parti !



Le grand projet de re-dynamisation du quartier Libération-Malausséna est lancé par la Ville de Nice. Cet acte urbain majeur vise à rééquilibrer la ville vers le Nord.

Plus qu'une simple réhabilitation, c'est un nouveau centre-ville qui est en passe d'être réalisé.

En effet, en implantant des services, des structures sportives ou encore une médiathèque (comprenant une bibliothèque, une ludothèque et un espace multimédia), la municipalité va créer un secteur fortement attractif qui drainera un nombre important de salariés, de visiteurs et de chaland.

Ces aménagements permettront aux habitants et aux commerçants de voir leur quartier retrouver une expansion économique actuellement en voie d'érosion.

La qualité de vie sera également améliorée avec notamment un large secteur piétonnier, la multiplication par trois de la surface des espaces verts et une circulation limitée, grâce à la création du nouveau parking et à l'installation du tramway.

L'aménagement du quartier
Libération-Malausséna
comprend :

- un parking souterrain de 1500 places
- une médiathèque (comprenant une bibliothèque, une ludothèque et un espace multimédia)
- un complexe sportif (2818m²), composé de :
 - une salle multisports (1000 places),
 - une salle de gymnastique,
 - une salle de danse, une salle d'arts martiaux,
 - des cours de squash
- un espace de remise en forme
- une salle polyvalente (300m²)
- le nouvel Hôtel de Ville
- des locaux associatifs
- des bâtiments administratifs
- des commerces
- une nouvelle école municipale d'arts plastiques

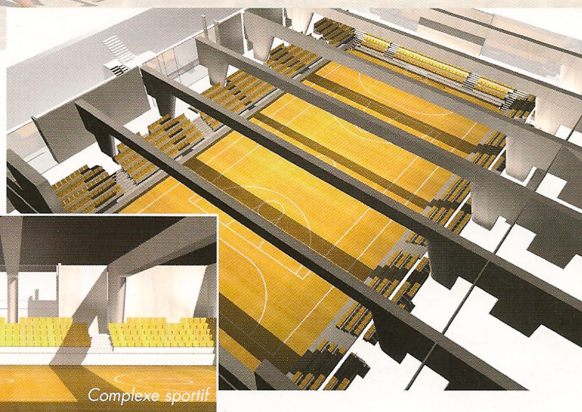




Ces infrastructures s'inscrivent dans un vaste plan d'aménagement urbain comprenant la mise en zone piétonne de l'avenue Malausséna (au Nord de l'axe Vernier - Mirabeau), de la place de la gare du Sud, du début des rues Veillon et Roassal et d'une partie de la place Général de Gaulle.

La ligne I de tramway, descendant de Borriglione, traversera la place et empruntera l'avenue Malausséna desservant ainsi le marché (agrandi, modernisé et mis aux normes), les commerces et les services.

La place de la gare du Sud sera prolongée, pour rejoindre la rue Binet, et constituera une nouvelle rue commerçante piétonne avec des étals du marché.



Complexe sportif

PHASE 1

En 2007 et 2008 seront réalisés

- la médiathèque comportant une bibliothèque, une ludothèque et un espace multimédia
- le premier bâtiment administratif
- la mise en zone piétonne des espaces publics et réimplantation du marché
- la restauration du bâtiment de la gare du Sud
- un parking souterrain de 1500 places
- le socle de la future mairie
- des équipements de quartier :
 - le complexe sportif
 - la salle polyvalente

1500 places de parking

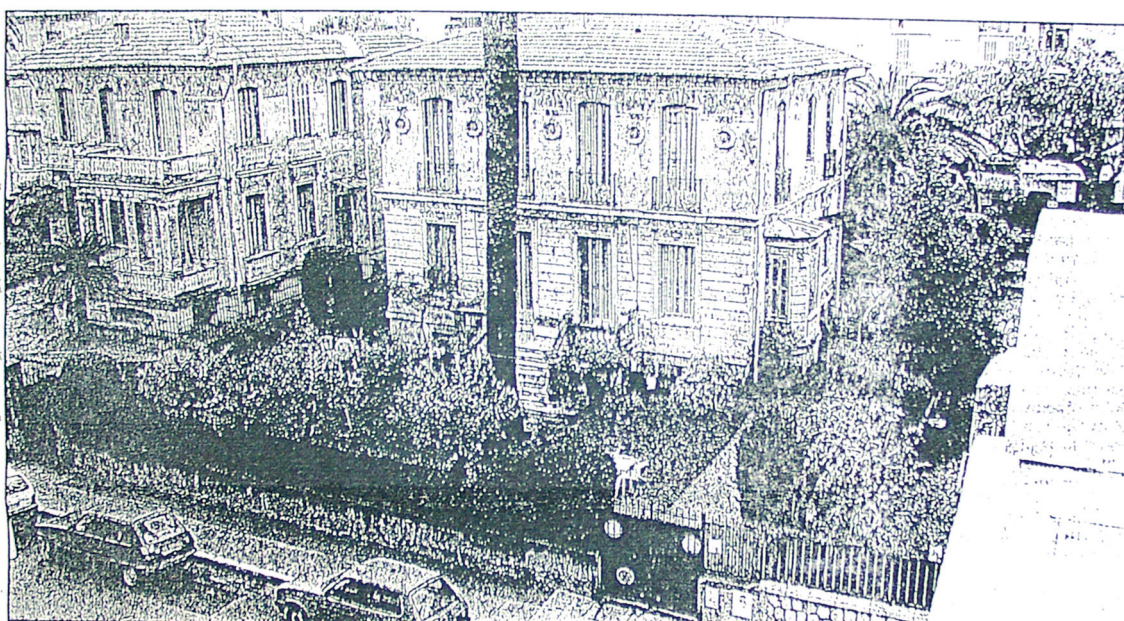


médiathèque

NICE-MATIN 11/5/99

Tramway : les inquiets de la "variante 2"

L'éventualité d'une nouvelle voie entre la place De-Gaulle et le square Boyer (A.-Raynaud) fait frémir certains riverains qui craignent pour le devenir de plusieurs maisons niçoises



Le périmètre situé entre les rues Béatrix et Parmentier constitue un îlot préservé où l'on compte plusieurs maisons niçoises, comme celles de la rue Dalmas. Le passage du tramway ou d'une nouvelle voie signerait la fin d'une qualité de vie et d'une identité architecturale. (Photo R. Pistoresi)

POUR l'instant, rien n'est décidé. Ce qui n'empêche pas l'inquiétude de monter du côté des riverains du quartier Borriglione et plus précisément d'un secteur anciennement appelé Saint-Michel. Ces riverains sont en effet au cœur du projet d'implantation du tramway, qui en est, rappelons-le, au stade de la définition des grands tracés, mais va entrer dans une phase d'analyse beaucoup plus fine (voir par ailleurs).

Cela fait déjà de nombreuses années qu'une sorte d'épée de Damoclès plane un peu sur leurs têtes du fait de réserves figurant au POS (Plan d'occupation des sols) et correspondant au tracé d'une éventuelle future voie de 26 mètres de large, entre la place de Gaulle (place de la Libération) et le square Boyer (angle Auguste-Raynaud/rue Michélier).

Cette "diagonale", qui n'existe pour le moment que sur le papier, n'est cependant pas dénuée d'effets sur le terrain. Plusieurs immeubles récents obéissent en effet à ce futur

axe et comptent des façades à pans coupés préfigurant une nouvelle voirie.

Le projet du tramway a relancé l'inquiétude, dans la mesure où cette "diagonale" théorique constitue l'une des variantes au tracé nord-sud. C'est très exactement la variante 2, tandis que la variante 1 suit tout simplement l'avenue Borriglione.

Ni tramway ni voie nouvelle

Certains riverains font d'ores et déjà connaître leur sentiment sur la question : en fait, ils ne veulent ni voie routière, ni tramway sur le tracé de cette variante 2. "Pour un certain nombre d'habitants du quartier, la perspective d'avoir un tramway plutôt qu'un boulevard les rassure", souligne à ce sujet Mme Michèle Ostalier.

"Ils considèrent finalement que c'est un moindre mal dans la mesure où depuis des années ils vivent avec cette perspective de la percée d'une nouvelle voie. Pour nous, c'est

de la résignation. Nous ne l'acceptons pas. Car, tant pour le tramway que pour une route, cet aménagement va se traduire par la destruction de plusieurs maisons niçoises à fresques, dont les qualités

- ✓ Un tracé à deux variantes
- ✓ Des villas menacées
- ✓ De vraies réponses attendues

architecturales ont plusieurs fois été signalées dans des ouvrages qui font référence. Nous rencontrons d'ailleurs régulièrement des touristes qui, par petits groupes, vont à la découverte de ces bâtiments".

Pas de demi-mesure donc, au nom de la préservation du patrimoine et de la qualité de vie d'un quartier très typé. "Cet îlot représente toute une époque. Il y a des petits trésors d'architecture, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Il n'y a qu'à gratter les murs et les pla-

fonds pour découvrir des décors peints que l'on ne soupçonnait pas, sous le badigeon".

Petits trésors d'architecture

Ces riverains ont colorié les emplacements des villas pour lesquelles ils s'inquiètent, sur le document d'urbanisme laissant apparaître le tracé de la voie de 26 mètres.

Ces constructions se trouvent rue Béatrix, rue Dalmas, rue Théodore de Banville, rue Molière. "Nous sommes tout à fait conscients que la ville a fait d'énormes efforts pour classer près de quatre cents villas à Nice. C'est ce qu'on nous a d'ailleurs répondu, lors d'une réunion publique d'information sur le tramway en présence du maire. On nous a également dit que des belles villas, il y en avait plein la ville et que nous sommes prévenus depuis des années de l'existence de ces réserves au plan d'occupation des sols. Pour nous, ce ne sont pas des réponses valables".

Sy. B

25-04-2004 NICE-MATIN

Nice-Actualités

Rédaction : 8, rue Maréchal-Joffre, 06000 NICE - Tél. 04.97.03.24.50 - Télécopie 04.97.03.24.51 - Publicité : Eurosud, tél. 04.93.88.51.44

Gare du Sud : contre-projets « pour la sauver »

Les architectes Georges Buzzi et Mario Basso ont présenté leurs plans de réhabilitation du monument

LE MAINTIEN DE LA GARE DU SUD est-il compatible avec un projet d'aménagement de cet espace ou faut-il démolir ? Pour les défenseurs du monument construit par Prosper Bobin en 1892, la réponse va de soi. Mais ça va encore mieux en le prouvant.

Lors de la réunion publique qui vient de se tenir dans un autre monument, l'hôtel Négresco, deux architectes ont présenté leurs propositions. L'un, Mario Basso, débute dans la carrière, l'autre, Georges Buzzi, a déjà un long palmarès à son actif.

C'est grâce à la gare du Sud, que le premier vient de décrocher brillamment son diplôme... d'architecte. Il a en effet consacré son mémoire de fin d'étude à cette bâtisse emblématique sur le thème : comment en faire une cité artistique et culturelle tout en respectant l'intégrité de la façade et de la verrière ?

Une cité qu'elle a déjà été temporairement dans le passé lors de manifestations comme la grande exposition de 1983 sur les « peintures du Sud », ou lors de la « Nuit des 4 z'arts » en 1986.

Un grand hall d'exposition

S'appuyant sur ce passé, l'étudiant transforme la halle et sa verrière en un grand hall d'exposition avec des passerelles métalliques à mi-hauteur pour mieux exploiter le volume de cette immense nef. De nombreux ateliers sont aménagés en sous-sol. Un parking de 500 places est également créé.

Mario Basso propose d'héberger dans cette gare rénovée trois des associations artistiques qui occupent actuellement la caserne Saint-Jean d'Angély.

Tout en sauvegardant la façade, Georges Buzzi, lui, présente un projet qui inclut la construction de trois bâtiments, trois satellites en quelque sorte, le long de la façade latérale, pour abriter de nombreuses activités culturelles, sportives et de loisirs.



Mario Basso a présenté son projet de création d'une « cité artistique et culturelle » à la gare du Sud.

(Photo Richard Ray)

A l'issue de ces deux présentations, pour l'organisateur de cette réunion, Christian Razeau (« Les quartiers de Nice »), la preuve était faite qu'on peut aménager cette gare sans la détruire : « Ces projets nous confortent dans notre opposition absolue à la démolition de ce monument.

« On va aller jusqu'au bout pour le défendre. On utilisera tous les moyens à notre disposition », souligne-t-il, avant d'annoncer le lancement d'une pétition accompagnée d'une lettre ouverte au nouveau ministre de la Culture, Renaud Donnedieu de Vabres, « pour le respect total du bâtiment ».

« Le combat commence », conclut-il.

Muriel Marland, A. Vérola, J.-P. Baréty et les autres...

Mohamed Rafaï (!) (comité de quartier Thiole-Libération) le corrige : « Le combat conti-

✓ Un mémoire sur la gare

✓ Une cité artistique et culturelle

✓ Lettre ouverte au ministre

ressantes, elles montrent que l'on peut sauver la gare et sa verrière. Le reste est secondaire. »

« Enfin, il y a de l'espoir », renchérit Lucien Fouques, représentant Patrick Mottard (!). « Ces projets sont novateurs mais l'essentiel, c'est la concertation avec les riverains. »

Avant que la réunion ne s'achève, Muriel Marland-Militello suggère de faire référence dans la lettre ouverte au ministre, à la façade du Palais de la Méditerranée sauvée de la pioche des démolisseurs.

Ph. FIAMMETTI

1. Ancien conseiller municipal, élu sur la liste de Jacques Peyrat, il a depuis rompu avec le maire.

2. Parmi les personnes présentes, on notait également Jean-François Knecht, Jean Icart, conseillers généraux, et plusieurs représentants de comités de quartier.

nue. Voilà plusieurs années que l'on se bat. »

Assise au premier rang de l'assistance, aux côtés d'Auguste Vérola, conseiller général et municipal, la députée Muriel Marland-Militello s'inquiète un peu : « Un parking de 500 places, c'est insuffisant. Et puis, on supprime la gymnase. »

L'ancien maire, Jean-Paul Baréty vient à la rescousse des architectes : « Ce sont des esquisses, mais elles sont inté-



United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
☎ +33 (0)1 45 68 1401
Fax +33 (0)1 45 68 55 70

Réf.: WHC/74/512/CD/MR

9 août 2004

Objet : Gare du Sud de Nice, France

Monsieur,

En vous en remerciant, j'accuse réception de votre courrier du 01 juillet dernier concernant la Gare du Sud de Nice, ainsi que des documents qui y étaient joints.

Je tiens à vous informer que seul l'Etat partie, en l'occurrence la France, peut soumettre une demande de proposition d'inscription d'un site auprès de l'UNESCO. A cet effet, et conformément à la Convention du patrimoine mondial, le gouvernement français établit une liste indicative qui regroupe les sites qu'il a l'intention de proposer pour inscription dans les années à venir. Malheureusement, la Gare du Sud de Nice ne figure pas sur cette liste.

Pour de plus amples informations à ce sujet, veuillez trouver ci-joint des documents concernant les modalités de proposition d'inscription de site, les Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, ainsi que l'adresse de la Commission nationale de la France auprès de l'UNESCO.

Je saisis cette occasion pour vous remercier de l'intérêt que vous portez à la protection et à la préservation du patrimoine mondial, et vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes meilleures salutations.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "F. Bandarin".

Francesco Bandarin
Directeur
Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO

M Mario BASSO
10, avenue des Roses
06800 Cagnes sur mer

Nice-Quartiers

Rédaction : 8, rue Maréchal-Joffre, 06000 NICE - Tél. 04.97.03.24.50 - Télécopie 04.97.03.24.51
Publicité : Eurosud, tél. 04.93.88.51.44

NORD-CENTRE NICE - 6^e Territoire

Circulation : déviations place De-Gaulle

Vaste réorganisation de la circulation sur cet important carrefour du centre ville afin de permettre le déroulement d'un gros chantier, en sous-sol



La circulation dans le quartier de la Libération va être modifiée au cours des prochaines semaines.

(Photo Franck Fernandes)

COMME pour les autres tronçons de la ligne de tramway, les entreprises doivent s'attacher à démêler

important à partir du lundi 11 avril. En effet, les plus concernés seront les conducteurs qui souhaitent accéder

que leur ligne ne passera pas dans la même rue à l'aller et au retour.

Les premières modifications

semaine, à partir d'aujourd'hui. Mais les gros changements interviendront à compter du 11 avril.

Libération - Malausséna - Gare du Sud

Patrick Mottard *Conseiller général du 5^e canton*

www.patrick-mottard.org

-
- JUILLET 2004 ► Le ministre de la Culture empêche la démolition-reconstruction de la Gare du Sud. Pour moi-même, pour Nice Plurielle, pour de nombreux associatifs, c'est l'aboutissement de 4 ans de combat. Mais il est évident que ce succès n'aurait pas été possible sans votre soutien.
- OCTOBRE 2004 ► Conformément aux instructions du ministre, un groupe de travail a été mis en place pour proposer un projet d'aménagement du quartier. Ce groupe a été réuni pour la première fois le samedi 1^{er} octobre.

Cette première réunion nous a permis d'avancer sur deux points

- Le maintien de la grande halle et donc de l'ensemble du bâtiment peut sembler logique après le courrier ministériel.
- Le sénateur-maire ne fait plus de la construction d'une mairie centrale un préalable («*Sinon, a-t-il dit, pourquoi le groupe de travail ?*»)

Mais la réflexion ne doit pas être l'apanage d'un cénacle de «personnalités» et d'élus...

Membre de ce groupe de travail, je pense, avec mes colistiers Simone MONTICELLI et Guy MARIMOT, que tous les habitants doivent avoir la possibilité de donner leur avis.

C'est la raison pour laquelle je vous demande, **le plus librement possible**, de vous exprimer sur l'avenir de la Gare du Sud et du quartier Malausséna-Libération afin de nourrir notre réflexion au sein du groupe.

Nom : Prénom :

Adresse :

Pour le quartier Malausséna - Libération, je souhaite :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

(poursuivez au verso...)

Vous pouvez me faire part de vos observations

- en retournant cet imprimé à ma permanence (3 avenue Cyrille Besset 06100 Nice ☎ 04 93 98 99 00)
- par e. mail (patrickmottard@aol.com)

M. Mme Melle NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TELEPHONE : E-MAIL :

☐ Je souhaite le maintien de la Gare du sud sur place

☐ Façade seulement

☐ Ensemble du bâtiment

☐ Je veux la réhabilitation de mon quartier

☐ Construction d'une salle de sports

☐ Construction de salles polyvalentes pour les associations

☐ Aménagement de parkings

☒ Construction d'une nouvelle Nàïce qui redonnera du dynamisme et modernisme à 1 quartier qui fait honte aux "vrais" nicais comme mes - déshonorée génération - Nica n'était pas française que mes aïeux y habitaient déjà - Les

☐ Accueil de services municipaux (lesquels :

Cochez d'une croix les cases correspondant à ce que vous souhaitez pour votre quartier.

Patrick MOTTARD, conseiller général

3 avenue Cyrille Besset 06100 Nice ☎ 04 93 98 99 00

revenir dans leurs terres" en écartant des gens comme vous ! ET VOTA MISSA LA BELLA sans les SOCIALISTES

La démolition de cette "remonta" qui pollue tout le secteur

M. Mme Melle NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TELEPHONE : E-MAIL :

☐ Je souhaite le maintien de la Gare du sud sur place

☐ Façade seulement

☐ Ensemble du bâtiment

☒ Je veux la réhabilitation de mon quartier

☐ Construction d'une salle de sports

☐ Construction de salles polyvalentes pour les associations

☐ Aménagement de parkings

☐ Accueil de services municipaux (lesquels :

Cochez d'une croix les cases correspondant à ce que vous souhaitez pour votre quartier.

Patrick MOTTARD, conseiller général

3 avenue Cyrille Besset 06100 Nice ☎ 04 93 98 99 00

La démolition de cette venue occupez-vous plutôt des mariages "gay" puisque vous n'êtes capables que de cela.

projets de Martine Jagger, PAVAT Sénateur - Maire de NICE

Pour Nice, un avenir d'azur

La gare du Sud, tel un leitmotif, revient régulièrement en discussion au Conseil municipal.

Et depuis quelque temps, à travers Nice-Matin, elle devient un enjeu qui voit s'affronter mille arguments divers et se profiler, de la part de certains, des attitudes plus politiques que de réelle défense d'une partie de notre patrimoine et de notre histoire.

C'est, cependant, avec une certaine fierté que nous pouvons revendiquer le fait d'avoir été les premiers tant à vouloir conserver la gare du Sud et sa façade qu'à proposer une autre formule d'utilisation de cet emplacement.

Aussi, est-ce avec une certaine gourmandise

que nous avons appris, par la presse locale, que deux architectes niçois ont présenté des plans de réhabilitation de l'ensemble des bâtiments en estimant que l'on pouvait l'aménager sans le détruire et y abriter de nombreuses activités économiques, culturelles, sportives, etc.

C'est exactement ce que nous préconisons dans notre programme électoral.

Hélas, nul ne s'est fait alors l'écho de nos propositions.

Depuis, le signataire de ces lignes est monté au créneau à chaque Conseil municipal pour défendre la gare.

Mais comme ce sujet provoque, actuellement, des remous dans la rue, tout un petit

monde s'agite. Certains ont un avantage : ils connaissent des ministres !

Certes, aujourd'hui ce bâtiment menace ruine et n'enjolive pas l'ensemble de la place. Mais ce n'est pourtant que l'abandon dans lequel on l'a laissé qui en est la cause.

L'erreur est de croire que la gare du Sud ne concerne que les riverains. Certes ils sont aux premières loges, mais quoi que l'on en dise, c'est un élément important du patrimoine niçois et de toute une époque.

Il faut la voir "in situ". Les concepteurs ont su lui donner un espace, un recul.

La façade avec ses rampes, ses escaliers, ses annexes, fut construite sur une aire donnée ; elle constitue un tout équilibré.

22 Le magazine des Niçois ■ juillet-août 2004

Gardaren la gara doù Sud

Par ailleurs, d'un point de vue esthétique, elle est un témoignage assez rare à Nice de cette architecture "éclectique dans son décor mais rationaliste dans sa conception" nous rappelle M. Steve, historien d'art.

Enfin, elle est aussi le témoin de ce que l'on appelle la "Belle Epoque" et Nice plus qu'une autre ville en est la mémoire...

Alors oui, la gare du Sud intéresse aussi les autres Niçois, tous les Niçois et même des étrangers... comme la Tour Eiffel intéresse tous les Parisiens.

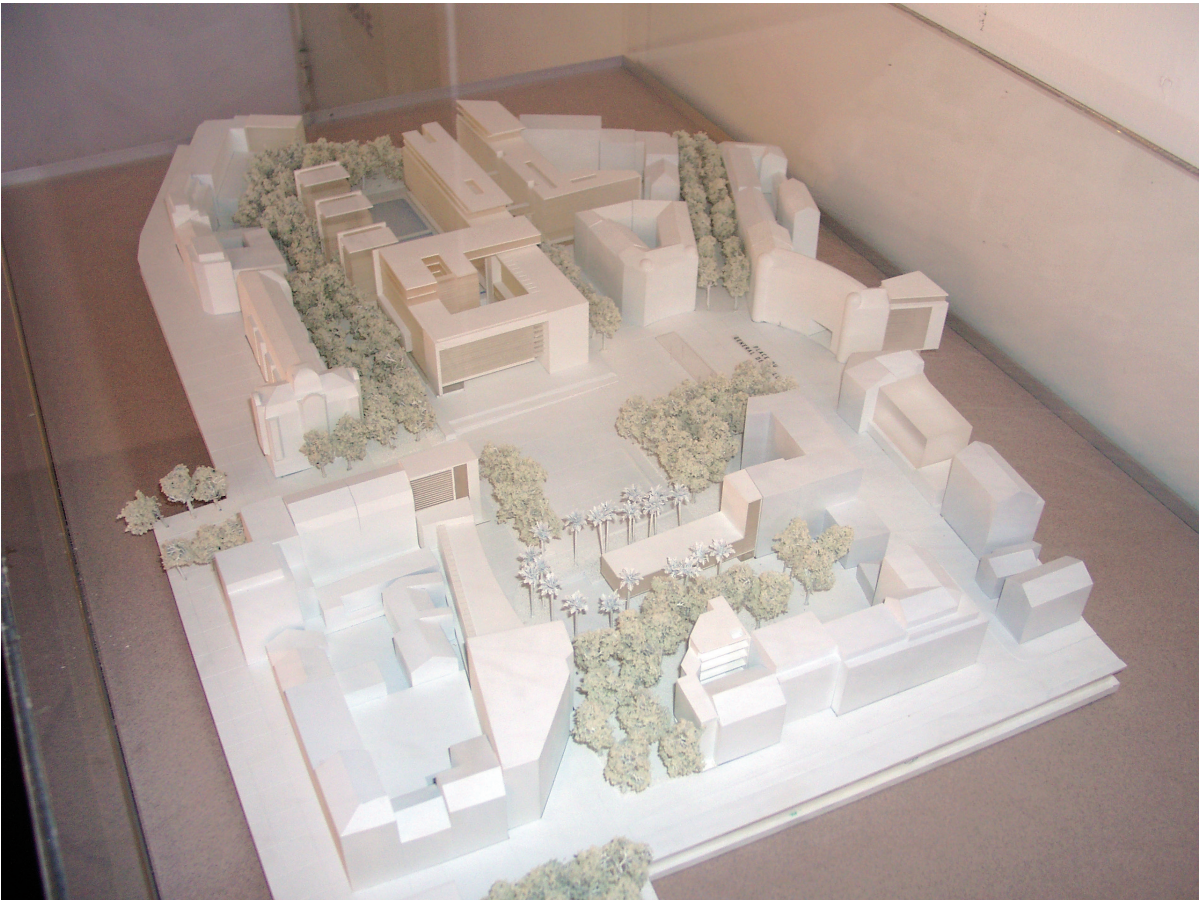
Nous l'avons dit et redit, nous le redirons encore même si l'on doit être traité de nostalgiques.

Et si l'on peut regretter que sa sauvegarde vienne d'un acte ministériel plutôt que de la réaction normale de nos édiles, que les ministres qui ont déjà su la classer se rendent compte qu'il n'y a pas lieu de la déménager. Et alors peu importe si c'est ainsi que... "Gardaren la gara doù Sud !.."

Gérard de GUBERNATIS
Conseiller municipal



juillet-août 2004 ■ La crònica del Nissart 23



nice-matin

16 JUIN 2001

Nouvelle mairie : premières impressions...



Le comité de défense du jardin Thiole et du quartier de la Libération s'est livré, hier matin, à ses premiers commentaires.
(Photo Philippe Bertini)

Premiers commentaires, hier, sur le parvis de la gare du Sud, après le dévoilement des quatre projets en lice pour la nouvelle mairie (voir *Nice-Matin* d'hier).

Directement concernés, les membres du comité de défense du jardin Thiole et du quartier de la Libération ont fait part de leurs impressions et de leurs questionnements, plus particulièrement à propos du projet du Niçois Pierre-Louis Faloci, élu par le jury.

Le président du comité, Christian Faure, s'inquiète de l'édification d'un bâtiment et d'un amphithéâtre dans l'enceinte du jardin : « Pas de construction dans cet espace vert ! Ne renouvelons pas l'erreur commise à la Villa Paradiso, à Cimiez, où l'amphithéâtre est inutilisé ».

Hormis cette réserve, Christian Faure porte, globalement, un premier jugement

prudent sur la maquette Faloci : « Il y a des éléments de séduction apparents. Sur les plans, il y a beaucoup de verdure, mais on ne sait pas encore comment tout cela va se concrétiser ».

Pour sa part, Pierre Lahitè, vice-président de l'Union des comités de Nice-Nord, s'étonne que la concertation publique se déroule au Forum d'Urbanisme, dans le Vieux-Nice, et ignore la mairie annexe de Malausséna.

Mais le regard le plus critique est porté par l'ancien conseiller municipal, Mohamed Rafai, farouche opposant au projet de nouvelle mairie : « A voir la maquette, on se croirait dans une jungle, tellement il y a d'arbres... Tout cela n'est pas très réaliste ».

Le débat ne fait que débiter...

Ph. F.

nice-matin

21 NOV. 2001

« A LA UNE »

Gare du Sud Grande manif contre le classement



Non au classement de la gare du Sud, ont scandé les manifestants, hier matin, sur le parvis de l'ancienne station des Chemins de fer de la Provence. Au milieu d'environ 500 personnes, le sénateur-maire a dénoncé le « coup de poignard » du ministère de la Culture, en lançant un appel au gouvernement pour qu'il répare « l'erreur commise ». (Photo François Vignola) Page 5, l'article de Philippe FIAMMETTI



Les pro-classement se sont également prononcés, hier. (Photo François Vignola)

Les pro-classement dénoncent une manœuvre

(2)

Peu avant que les manifestants anti-classement ne se réunissent sur le parvis de la gare du Sud, les pro-classement ont tenu une conférence de presse, juste en face, dans le jardin Thiole...

S'exprimant au nom du comité de défense de Thiole et de la Libération, Mohamed Rafai, entouré par les représentants de

plusieurs comités de quartier, a dénoncé la « manœuvre politicienne de la mairie qui tente de faire pression sur le ministère de la Culture ».

« Aujourd'hui, les comités de quartiers soutenus par la mairie poussent comme des champignons, à l'image de ce Collectif pour la Rénovation de la Libération qui vient de voir le jour... Il

serait catastrophique pour Nice et pour ses habitants que M^{me} Catherine Tasca puisse revenir sur sa décision.

Cela voudrait dire que les intérêts de certains prévalent sur ceux de la majorité de la population ».

Subvention de l'Etat

« Si la gare est définitivement classée monument historique

comme nous le souhaitons, l'Etat sera dans l'obligation légale de subventionner la rénovation de cet édifice à hauteur de 50 %. Et nous éviterons ainsi de creuser le déficit de nos finances locales. La décision gouvernementale a sauvé la mémoire de ce quartier. Continuons ce combat ».

Nice-Actualités

Rédaction : 8, rue Maréchal-Joffre, 06000 NICE - Tél. 04.97.03.24.50 - Télécopie 04.97.03.24.51 - Publicité : Eurosud, tél. 04.93.88.51.44

Gare du Sud : campagne pour un référendum

Les défenseurs de la façade font circuler des pétitions réclamant une consultation populaire. Pendant ce temps, le ministre de la Culture est inondé de lettres...

RAREMENT monument aura autant fait parler de lui ! La gare du Sud est aujourd'hui une vedette. Que l'on soit pour ou contre son maintien, elle ne laisse personne indifférent.

Il faut dire que depuis l'automne 2001, elle est au centre d'une affaire à multiples rebondissements digne d'un polar. Le dernier en date étant la décision du ministre de la Culture, Renaud Donnedieu de Vabres, de « réfléchir » avant d'accorder ou non le permis de démolir. Du coup, aujourd'hui, tous les yeux sont tournés vers la rue de Valois qui doit se prononcer au plus tard le 22 juillet prochain.

Depuis plusieurs semaines, les lettres, les mails pleuvent sur le bureau du ministre, tentant « d'éclairer », de convaincre dans un sens ou dans l'autre l'homme dont dépend le sort de la façade et, par là même, celui du projet de nouvelle mairie.

Appels à la population

Parallèlement, les appels à la population se multiplient. Pour trancher un débat de plus en plus passionné, la dernière pétition en circulation réclame un « référendum d'initiative populaire » : « Je demande à la Ville que soit organisée une consultation populaire sur le maintien, la destruction ou le déménagement de la gare du Sud ».

Pour son initiateur, Pierre Botticelli, défenseur acharné de la façade, c'est la solution la plus « démocratique » (1).

Démocratique mais pas simple à mettre en œuvre puisqu'un tel référendum exige pour être organisé que soient réunies les signatures d'un cinquième du corps électoral nicois, soit près de 50 000 ! Encore faut-il ensuite que le conseil municipal entérine ce choix et lance la procédure.

Pour le député Rudy Salles, le temps est trop compté : « Un tel

référendum ne pourra se tenir avant plusieurs mois. Trop long ! »

Le parlementaire avance une autre option : « Que le maire prenne lui-même l'initiative d'un référendum ; ça pourrait alors se faire rapidement. »

Et d'ajouter sur un ton patelin : « Pour Jacques Peyrat, c'est la meilleure manière de sortir par le haut de l'impasse où il s'est mis lui-même. »

L'ancien conseiller municipal, Mohamed Rafai enfonce le clou : « Avant les élections de 2001, le maire avait promis un référendum. Qu'il le fasse donc aujourd'hui. »

✓ La banderole des jeunes supporters de l'OGCN

✓ 50 000 signatures à réunir !

✓ Résistance...

Pour l'heure, faute de référendum, on a droit à des « initiatives populaires ». Comme ces jeunes supporters de l'OGCN qui, hier, sont descendus du stade du Ray, pour étaler leur banderole appelant à la sauvegarde de la façade.

Pour Olivier, William, Maxime, Laurent, Romain, Thomas, Axel, Martin et les autres... cette façade est « magnifique », même si elle est dégradée : « En tout cas, elle est plus belle que la nouvelle gare située derrière. Au moins, elle a une âme. »

« Pourquoi s'en débarrasser ? On a déjà rasé trop de monuments dans cette ville. »

Tout le monde résiste...

A trois ans de la célébration du bicentenaire de la naissance de Garibaldi, ils s'interrogent :



Les jeunes supporters de l'OGCN ont déroulé leur banderole, hier, devant la façade de la gare du Sud. (Photo Richard Ray)

« Qu'on aurait pensé le grand homme ? »

Christian Gallo, un riverain de la Libération qui a des lettres, cite en guise de réponse la phrase d'Alexandre Dumas dans son ouvrage consacré à Garibaldi et à l'expédition des Mille : « Les architectes détruisent ce qu'ils ne savent pas construire... »

La mémoire, c'est aussi celle de la Résistance : « En 1944, un Résistant a été tué au pied de la façade, une plaque commémorative en témoigne ; le secteur de la gare a été l'un des hauts lieux du soulèvement populaire contre l'occupant ; les traces de

balles sont encore visibles ; ça aussi il ne faut pas l'oublier. »

En 2004, on continue de résister ferme autour de cette sacrée façade ! Tout le monde fait de la résistance : les défenseurs du patrimoine, les opposants politiques trop heureux de piéger le maire, et Jacques Peyrat qui résiste désespérément pour sauver, lui, sa nouvelle mairie...

Philippe FIAMMETTI.

(1) Il s'est exprimé hier soir lors d'une réunion à l'hôtel Monsigny. La pétition peut être retirée au restaurant de Pierre Botticelli, 3 rue Clément-Roassal.

La mairie ne veut pas croire au veto du ministre

Face au remue-ménage suscité par le déplacement en sursis de la façade, en mairie, l'apparente sérénité dissimule mal la nervosité. Il faut dire que l'enjeu est de taille. Et puis, il y a l'affront que subirait le premier magistrat si le ministre de la Culture oppose finalement son veto au permis de démolir.

Dans les sphères municipales, on n'ose imaginer un tel camouflet. On ne veut pas y croire : « Comment l'Etat pourrait-il ainsi se parjurer ? Comment un ministre pourrait-il renier la parole de son prédécesseur Jean-Jacques Aillagon ? Impossible ! Les autorités de l'Etat, à commencer par le préfet des Alpes-Maritimes, ont signé la convention de démontage-remontage de la façade. Et aucun élément nouveau n'est survenu depuis qui puisse remettre en cause ce texte. »

Quant au référendum, il apparaît comme une simple manœuvre politicienne de la part d'adversaires politiques.

En attendant le 1^{er} juillet

Hier après-midi, Jacques Peyrat était en préfecture pour présenter à Pierre Breuil son projet de nouvelle mairie et sa solution de rechange pour la façade : son remontage à la rue Trachel, sur le square Colonel-Jeanpierre.

Il était accompagné de l'architecte de la nouvelle mairie, Pierre-Louis Fatol, lequel est en train de mettre la dernière main à ses plans.

Des plans, et notamment le dessin définitif de la façade de l'hôtel de ville, qui pourraient être dévoilés le 1^{er} juillet prochain lors du conseil municipal extraordinaire exclusivement consacré à ce dossier très chaud.

Ph. F.

Rappel historique

C'est en 2003 que la convention pour le démontage et le remontage de la gare du Sud a été signée entre la Ville et l'Etat représenté par Jean-Jacques Aillagon. Elle stipule que la façade de 43 mètres de long et de 10 mètres de large constituant l'ancien « bâtiment des voyageurs » devra être remontée sur un autre site, telle quelle, dans un délai de dix ans.

On se rappelle que deux ans plus tôt, le ministre de la Culture socialiste, Catherine Tasca, avait fait inscrire l'édifice à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, empêchant par la même sa destruction. Du coup, le projet municipal de nouvelle mairie avait été brutalement stoppé.

En mars dernier, la Ville a déposé le permis pour le démontage de la façade protégée et la démolition pure et simple de tout le reste. C'est-à-dire de la verrière située à l'arrière. Un permis qui doit obligatoirement recevoir l'aval du ministre de la Culture. Coup de théâtre, quelques semaines plus tard, Renaud Donnedieu de Vabres fait savoir en réponse à une question du député Rudy Salles qu'il allait « réexaminer les différentes solutions » en raison de « nouveaux éléments intervenus depuis deux ans ». Il donnera sa réponse avant le 22 juillet.

Le maire intervient alors en proposant le remontage de la façade square Colonel-Jeanpierre, dans le quartier Trachel.

Vous avez la parole

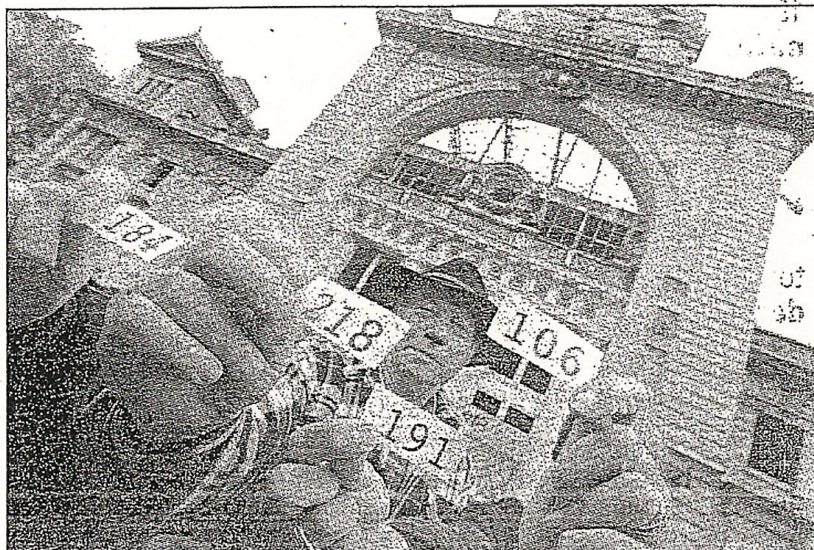
Le débat autour du devenir de la façade de la gare du Sud est relancé depuis quelques semaines avec la déclaration du nouveau ministre de la Culture Renaud Donnedieu de Vabres (lire par ailleurs). Comment jugez-vous son attitude qui pourrait remettre en cause la convention de démontage-remontage de la façade signée entre son prédécesseur Jean-Jacques Aillagon et le maire de Nice, Jacques Peyrat ?

A votre avis, le ministre doit-il ou non donner son aval au permis de démolition de la gare du Sud et de démontage-remontage de la façade ?

Votre opinion sur la proposition de Jacques Peyrat, faite il y a quelques semaines, de déplacer la façade rue Trachel ? Une nouvelle mairie doit-elle voir le jour à la place de la gare. Qu'en pensez-vous ?

Ecrivez-nous à « Nice-Matin ». Façade gare du Sud, 8 rue Maréchal-Joffre, 06000 Nice ou courrierlecteur@nicematin.fr

licité : Eurosud, tél. 04.93.88.51.44



Les Niçois ont numéroté les pierres de la gare du sud.

(Photo Franck Fernandes)

Sauver la gare du Sud

*A l'initiative de l'association "Sian de Nissa"
les niçois ont numéroté les pierres de la façade
Pour pouvoir la reconstruire après...*

Ils étaient nombreux malgré la pluie hier matin à défiler devant la gare du sud pour apposer un numéro sur chaque pierre de la façade. A l'initiative de l'association "Sian de Nissa" (Nous sommes Niçois) il s'agissait de numéroté les pierres afin que cette superbe façade aujourd'hui menacée puisse être un jour reconstruite à l'identique.

« Nous ne voulons pas qu'elle disparaisse ! Pour des raisons sentimentales mais également historiques. Il ne faut pas oublier que les Résistants, lors de la libération de Nice, sont tombés devant la gare. On peut voir encore des impacts de balle... »

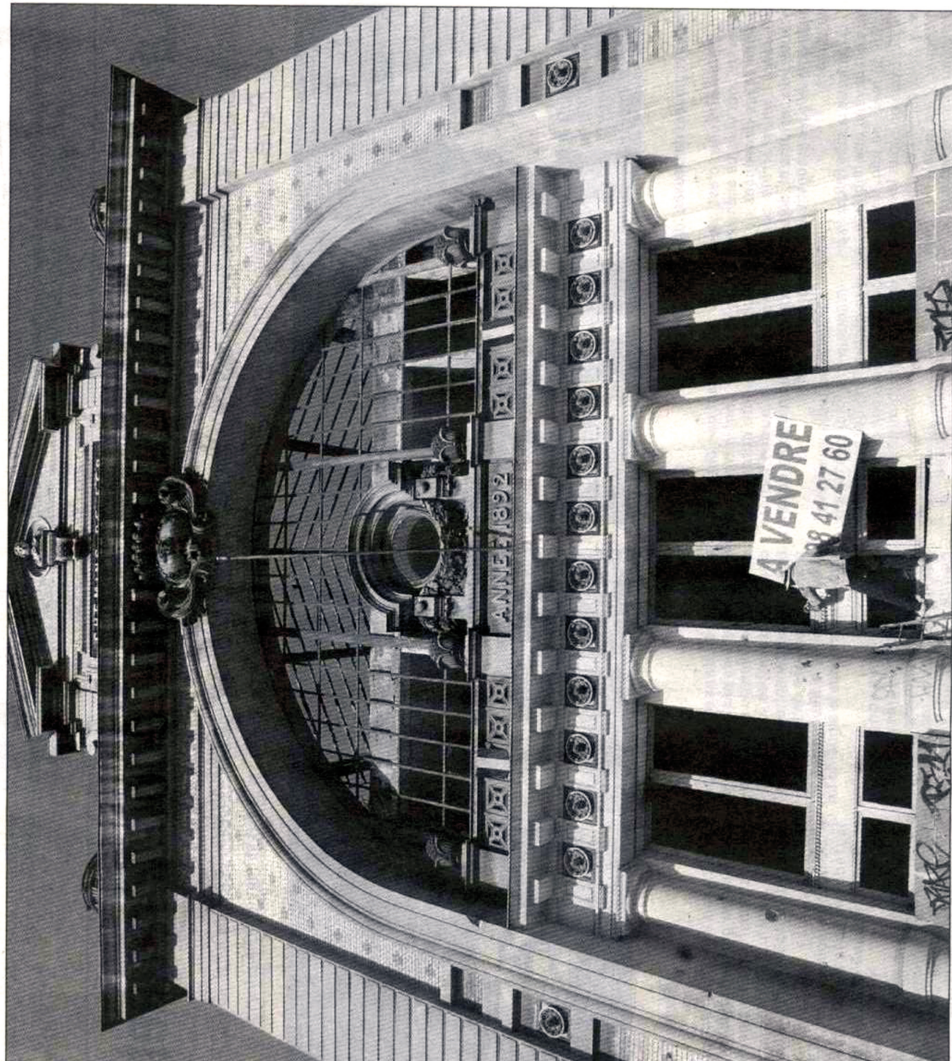
ration afin de sensibiliser l'opinion publique.

*« Cette façade est indémon-
table ! Il faudrait des milliards
pour la démonter et la
remonter ».*

Profondément attachés à cette gare et au quartier de la libération où il fait bon vivre et faire son marché, les Niçois veulent se battre pour conserver les derniers vestiges de ce bâtiment de 1892, ancien lieu de l'exposition universelle consacrée à l'Autriche-Hongrie.

En numérotant les pierres ils ont en quelque sorte signé une notation ineffaçable pour mani-

La gare du Sud est « A VENDRE » !



ean Mas en train d'installer son panneau de mise en vente hier matin.

(Photo Franck Fernandes)

Jean Mas, l'artiste de l'Ecole de Nice fait de la provoc' en mettant en vente le monument au cœur de la controverse

Avis aux amateurs : la gare du Sud est à vendre !

Stupéfaction des passants, hier matin, à la vue du panneau mettant en vente la façade inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

« C'est pas vrai ? C'est une blague ? »

Non, pas une blague mais une performance artistique, une « œuvre d'art » signée Jean Mas. Le facétieux artiste de l'Ecole de Nice issu de la mouvance Fluxus, n'en est pas à son premier coup d'essai. Il s'est déjà rendu célèbre en mettant en vente le pont des Arts, à Paris, le musée d'art moderne et d'art contemporain de Nice, et même, les plages de la capitale azuréenne, en suscitant à chaque fois un bel émoi !

Pure provocation ?

« Je ne suis pas un provocateur mais un sculpteur. Mon outil, c'est le panneau pour accrocher le regard du passant, le sortir de sa torpeur, exciter sa réflexion... »

Un geste gratuit...

Pari réussi à en juger par la réaction des promeneurs dès la pancarte en place hier matin !

Incrédulés, interrogateurs ou, le plus souvent, amusés par ce clin d'œil humoristique à l'heure où le dossier de démontage de la gare du Sud provoque une belle bataille dans les couloirs du ministère de la Culture.

Alors, l'artiste a-t-il voulu faire passer un message politique à trois jours du conseil municipal extraordinaire qui doit décider

du transfert du monument à Trachel ?

« Pas du tout. Mon geste est gratuit. Avec ce panneau, la gare bascule dans l'art contemporain. Je participe à l'enrichissement du patrimoine de cette ville ».

Il s'engage néanmoins, à sa manière « conceptuelle », sur le déplacement projeté : « Déplacer la façade me paraît une solution de sauvegarde déplacée ».

A moins qu'elle soit considérée comme patrimoine de l'humanité, et dans ce cas, « c'est à l'UNESCO d'intervenir et de réaliser le transfert à ses frais. Comme pour les temples d'Abou Simbel... »

Cette hypothèse n'étant pas la plus vraisemblable, Jean Mas propose, « d'un point de vue purement artistique et conceptuel », que la façade soit débâchée et vendue en morceaux aux Niçois, avec certificat d'authenticité : « Avec l'argent recueilli, on pourrait faire une crèche ou une maison de retraite... »

Après la façade, la prison...

La gare ne disparaîtrait pas pour autant... elle serait refaite en totalité, mais en carton pâte ou en plastique pour accueillir les petits trains touristiques !

Après la façade, l'artiste compte s'attaquer à un autre monument, moyenâgeux celui-ci : la maison d'arrêt de Nice !

« Je vais y clouer un panneau de mise en vente pour dénoncer les scandaleuses conditions de détention ! »

Philippe FIAMMETTI.

Nice-Actualités

Rédaction : 8, rue Maréchal-Joffre, 06000 NICE - Tél. 04.97.03.24.50 - Télécopie 04.97.03.24.51 - Publicité : Eurosud, tél. 04.93.88.51.44

Gare du Sud : le ministre ausculte le site et écoute

Renaud Donnedieu de Vabres a effectué une visite rapide mais complète des bâtiments ainsi que du site de réimplantation de la rue Trachel. Il a également écouté la population

L'EXERCICE est délicat. Surtout lorsqu'il ne faut laisser échapper aucun indice, ne donner aucune impression de conviction, tout en résistant à l'animation du débat ouvert en pleine rue. Et hier Renaud Donnedieu de Vabres, le ministre de la Culture et de la Communication a passé l'épreuve de la visite de la Gare du sud avec une dose étudiée d'impartialité et de résistance.

Pour le succès éventuel, il faudra attendre la date butoir du 22 juillet. Car le ministre dispose désormais de ce délai pour se prononcer sur les permis de démolir déposés par la Ville.

Arrivé vers 15 h 40 devant la nouvelle gare des Chemins de Provence, le ministre a conduit à marche soutenue une visite du site donnant immédiatement le ton : « Je suis là pour voir les choses et pour ne pas raisonner seulement par rapport à un dossier. »

Tandis que les grands gestes des ingénieurs désignaient les volumes, les coupures de la verrière, le cortège tournait autour du site. L'attaque a débuté par l'arrière du bâtiment. Et le sénateur-maire Jacques Peyrat n'était pas le dernier à pointer son doigt. Le cortège, manquant de recul, s'est à peine arrêté devant la façade. Le

ministre a dévalé l'escalier, couplant la circulation de l'avenue Malaussena pour aller découvrir la gare depuis le trottoir opposé. Les plans transportés par l'ingénieur de la Ville se déplaçaient, le ministre chaussait ses lunettes tandis que les opposants tentaient déjà de l'apostropher.

Pas de première impression

Mais Renaud Donnedieu de Vabres avait décidé de ne se consacrer, à ce stade, qu'à l'examen technique et architectural de l'enveloppe et il l'a indiqué, fermement.

Rassurant, il a toutefois souligné qu'il n'avait pas de « première impression » tant qu'il n'avait pas vu le site, ni le second proposé pour la réimplantation.

La visite devait donc continuer. Et après l'extérieur, l'intérieur. Renaud Donnedieu de Vabres est reparti à l'assaut de la gare côté squat, n'hésitant pas à pénétrer dans les vestiges du bâtiment, empruntant les accès qui furent, un temps, murés.

En ressortant, après ce détour éducatif, le ministre a rejoint son point de départ. La visite de la gare terminée, il fallait encore évaluer l'impact du projet de



De l'intérieur, de l'extérieur, le ministre de la Culture et de la Communication a examiné la gare du Sud sous toutes les coutures, plans à la main et lunettes sur le nez. Au centre le maire Jacques Peyrat, à l'extrême gauche le député Jérôme Rivière et à droite le député Rudy Salles. (Photos Franck Fernandes)

réimplantation sur le site choisi, le long de la rue Trachel. Et le ministre était toujours aussi déterminé et mobile : « Je veux voir la perspective là-bas ». Scrutant l'horizon urbain, il s'est fait préciser la position de la passerelle vers la gare Nice-Ville.

Et tous les opposants qui défendaient pied à pied le maintien de la façade, la verrière, leur patrimoine, leur histoire, l'avenir du quartier.

Le ministre a ponctué les interventions de précisions

du patrimoine et la création contemporaine. Tout en sachant bien que sa décision sera contestée, Renaud Donnedieu de Vabres a émis le souhait qu'elle soit au moins considérée comme

« équilibrée », afin qu'il n'y ait pas un gagnant et pas un perdant.

Mais les décisions précédentes ne poursuivaient-elles pas le même objectif ?

R. D.



Les élus qui défendent la préservation, les représentants de l'Etat et des associations ont grossi les rangs de la visite.

A l'écoute de la rue

Puis, marquant une pause, le ministre s'est mis à la disposition des intervenants qui l'entouraient depuis le début, les comités de quartier du Port de Libération, les associations de quartiers armées de leurs contre-projets, les particuliers, les riverains : « Chacun doit s'exprimer. J'écoute chacun, je ne réagis pas » a-t-il lancé en faisant face.

Renaud Donnedieu de Vabres a ainsi parcouru les souvenirs de l'ancien enfant qui demandait le respect de la mémoire des résistants, il a écouté le commerçant du quartier, favo-

✓ « Je suis là pour voir les choses »

✓ « Pas de jugement à la place du conseil municipal »

✓ Ni gagnant, ni perdant

indispensables. Mais il s'est gardé de trop prendre la position de l'arbitre. « La réalisation proposée est un beau projet. Il ne m'appartient pas de porter un jugement à la place du conseil municipal de Nice. Ce qui compte c'est la compatibilité entre le respect des racines

Visite technique et politique ?

Au départ la visite du ministre devait être aussi discrète que possible et seulement technique.

Les passions contradictoires avaient déjà animé le bureau de Renaud Donnedieu de Vabres qui avait reçu successivement les députés puis la semaine dernière le sénateur-maire de Nice.

Mais ce sont finalement Jacques Peyrat et Pierre Breuille qui ont accueilli le ministre. Et ils n'étaient pas seuls.

L'annonce de la présence du sénateur-maire avait convaincu les députés Rudy Salles, Muriel Marland Milletto, Jérôme Rivière de prendre part à la visite. Dans leur sillage, l'audience s'est considérablement élargie. Des élus de la ville de Nice, un conseiller général Jean-Auguste Icart, de nombreux représentants actifs du monde associatif, des comités de quartier ont grossi les rangs des visiteurs.

Manifestement, ils n'avaient pas été prévus et le ministre, bon prince, a accepté le jeu de la démocratie de proximité. Mais évidemment les opposants ont eu très peu le loisir de développer leurs contre-projets. Le sénateur-maire, qui avait déjà fait valoir ses arguments dans un contexte parisien plus serein, n'a pas fait de déclaration particulière.

Il s'est contenté d'apporter les éléments techniques qui pouvaient faire défaut afin de permettre l'évaluation en grandeur réelle. Les ingénieurs de la Ville étaient d'ailleurs présents pour répondre à toutes les questions.

Du côté des députés, Rudy Salles a évidemment relancé son appel du 18 juin, proposant un référendum afin que les Niciens puissent être consultés.

« Et ce n'est pas une question politique ! », a-t-il souligné. Qui oserait en douter ?

Les dernières étapes

- 2002 : Catherine Tasca impose l'inscription de la façade à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Le projet de nouvelle mairie est bloqué.

- Mi-2002 : Jean-Jacques Alligou, nouveau ministre de la Culture et de la Communication, lève l'impossibilité en acceptant une convention de démontage-remontage de la façade qui demeure inscrite.

- Mars 2004 : la Ville dépose le permis pour le démontage de la façade protégée et la démolition de tout le reste.

- Avril 2004 : nouveau coup de théâtre : Renaud Donnedieu de Vabres, qui a remplacé Jean-Jacques Alligou depuis quelques semaines, fait savoir en réponse à une question du député Rudy Salles qu'il va « réexaminer les différentes

solutions » en raison de « nouveaux éléments » intervenus depuis deux ans. Il donnera sa réponse avant le 22 juillet.

- Mai 2004 : le maire propose un lieu pour le remontage de la façade : à Trachel, square Colonel-Jeanpierre, ce qui permettrait de créer, via une passerelle, une seconde entrée à la gare Thiers.

- 1^{er} juillet 2004 : un conseil municipal extraordinaire sera consacré au dossier de la gare du Sud.

- 22 juillet 2004 : date butoir donnée par le ministre de la Culture qui confirmera l'autorisation donnée par son prédécesseur de démontage-remontage de la façade ou demandera à la Ville que la façade soit maintenue sur place.

Nice-matin 14-07-04

Gare du Sud : ultimes assauts...

Plus que jamais, la bataille continue de faire rage autour de la gare du Sud. Dans l'attente de l'avis ministériel sur le permis de démolition-démontage de cet édifice inscrit depuis deux ans à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le ministre de la Culture devrait se prononcer d'ici les prochains jours. Une perspective qui mobilise la municipalité autant que les opposants au transfert de la façade à Trachel.

Tandis que la Ville mène une campagne active auprès du gouvernement pour qu'il tienne « l'engagement pris par l'ancien ministre de la Culture, Jean-Jacques Aillagon », tous ceux qui ont pris partie pour le maintien sur place de la façade, tentent de convaincre son successeur, Renaud Donne-dieu de Vabres.

Ce lundi, une délégation de comités de quartiers a été reçue au ministère qui a pris acte de leur argumentaire en faveur de la sauvegarde de la bâtisse...

Une délégation qui comptait notamment dans ses rangs **l'architecte Mario Basso**, auteur d'un projet alternatif pour l'aménagement de la gare, Christian Razeau, et le conseiller général Jean lcart, pour lequel « le patrimoine architectural de Nice a déjà payé son tribut à la spéculation immobilière et à la folie des hommes ».

tion immobilière et à la folie des hommes ».

Pendant ce temps, la pétition pour réclamer l'organisation d'un référendum populaire sur cette question continue de circuler : « Nous avons d'ores et déjà recueilli près de 6 000 signatures », affirme le président de Sian de Nissa, Pierre Botticelli.

Une pétition signée notamment par le conseiller général et adjoint au maire, Bernard Asso.

Pierre Botticelli a réitéré sa volonté de se faire tatouer l'Aigle de Nice au fer rouge sur l'épaule si le monument était démonté... : « Je tiendrai parole. Je peux même vous donner la date : ce sera le 11 novembre, jour de l'Armistice. »

Ce dernier se défend de mener un combat politique : « Si nous demandons un référendum, c'est pour unir les Niçois non pour les diviser. La gare du Sud n'est ni à droite ni à gauche, elle est Niçoise, c'est tout ! »

Un référendum dont le député Rudy Salles regrette que le maire ne veuille pas prendre l'initiative : « Pour Jacques Peyrat, c'était une porte de sortie honorable. Le suffrage universel est la plus belle des choses. On aurait pu ainsi trancher le débat le mieux possible. »

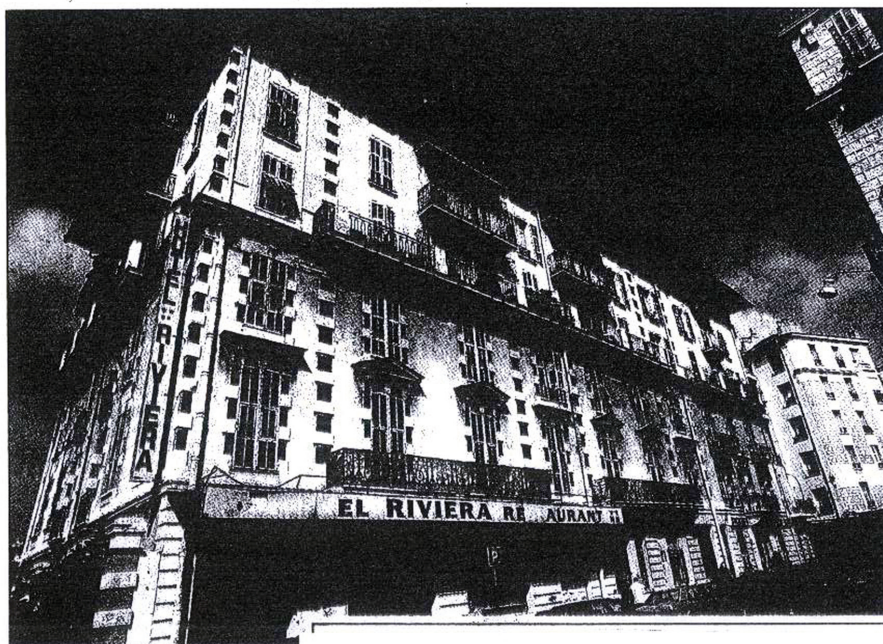
Nouvelle mairie : un immeuble va mourir

*Le « Palais de Provence » est condamné à disparaître
La Ville est en train d'acquérir les appartements à l'amiable*

PIERRE Flutaz, 86 ans, demeure depuis 32 ans au « Palais de Provence », cet immeuble de pierre et de brique, en rouge et blanc, situé au nord de l'ancienne gare du Sud, à quelques mètres de la grande verrière.

Depuis plusieurs mois, il sait qu'il devra partir, il en a été informé par une lettre de la municipalité, de même que les autres propriétaires et locataires. C'est que la bâtisse est condamnée à disparaître, « sacrifiée » au projet de nouvelle mairie.

Propriétaire de son trois-pièces, Pierre Flutaz est en pourparlers avec la Ville pour l'achat de son logement. Il espère un accord amiable qui ne le pénalise pas trop : « Si j'en ai la possibilité financière, j'achèterai dans le même quartier ; avec ma femme, nous sommes très attachés à la Libération, à son atmosphère chaleureuse, à ses commerces. »



*Le « Palais de Provence » : un
immeuble en sursis.
(Photos François Vignola)*

LE NICOIS

Petit

Malmaison. 2001

23 NOV. 2001

Gare du Sud : rassemblement contre le classement

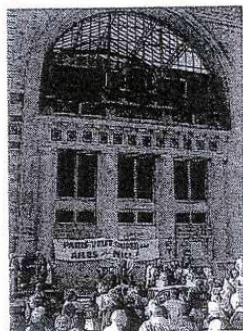
Le Comité de Rénovation du Quartier Libération-Malausséna a dernièrement organisé un grand rassemblement devant la Gare du Sud pour protester contre le classement qui a été proposé à l'Etat. Une initiative soutenue par la Mairie de Nice.

Les défenseurs du projet d'aménagement du quartier de la Libération se sont réunis devant la Gare du Sud alors que le marché animait l'Avenue Malausséna, pour protester contre le classement de cet édifice en ruine.

Autour de M. Lions qui préside le Comité de Rénovation du Quartier Libération-Malausséna, les présidents des différents comités et collectifs s'étaient rassemblés pour exprimer leur mécontentement, bientôt rejoint par le Sénateur-Maire, Me Peyrat, et les élus de la municipalité. Monsieur Lions, dans son allocution, a insisté sur le fait que le quartier est menacé



Me Jacques Peyrat, entouré de M. Georges Lions, M. Olivier Bettati et de M. Jean Masséna.



Un grand nombre d'habitants du quartier de la Gare du Sud se sont rassemblés devant la façade source de toutes leurs inquiétudes.

par la paupérisation, les perspectives d'activités nouvelles étant réduites à néant par ce projet de classement. En effet, la réalisation de la nouvelle mairie sur ce site permettrait de tirer un trait sur le fantôme de la gare qui inquiète actuellement la population ; elle ferait de ce quartier le coeur de la ville nouvelle et lui redonnerait son dynamisme. Me Peyrat a voulu mettre l'accent sur le fait que, par cette décision abusive, on ne laisse pas les Niçois choisir. Il a en effet rappeler combien il est important, dans un pays démocratique, de "respecter les libertés communales quand ceux qui prennent les déci-

sions sont élus au suffrage universel".

Après un rappel des effets positifs du réaménagement du quartier de la Gare du Sud (2000 places de parking souterrain pour que soit conservé le marché et un espace vert triplé en surface), les personnes réunies pour l'occasion ont entonné l'hymne niçois, véritable cri de ralliement.

Parmi les élus présents : M. Stellardo, Mme Reclus, M. Barthe, Mme Estrosi, M. Masséna, M. Calza, M. Hanot, M. Spinelli, M. Mari, Mme De Vardo, M. Guérin, Mme Kestemont.

Nice-matin
07-09-04

CLIN D'ŒIL

✓ **ANDRÉ BONNY**, suppléant du député Rudy Salles et conseiller national de l'UNC, s'est ému avec des riverains « au moment où l'on célèbre le 60^e anniversaire de la Libération de Nice, de l'état de saleté repoussant du lieu où a été érigé la plaque à la mémoire de Robert Thivin (ndlr : dans la rue du même nom, près de la gare du Sud) pur héros de la résistance niçoise ». Il a alerté les services de la mairie qui ont promis de faire disparaître ronces et broussailles au plus vite.

Gare du Sud squattée : Rudy Salles écrit à Jacques Peyrat

La gare du Sud est victime du squatters depuis plusieurs semaines.

« Une dizaine de marginaux se faufilent chaque soir dans l'enceinte de la Gare du Sud pour y passer la nuit, explique le député Rudy Salles, vice-président de l'Assemblée nationale. Des barbecues improvisés y sont organisés, brûlant à la sauvette, des morceaux de planchers et de charpentes arrachés de ce monument pourtant classé "monument historique". D'autre part, les tas d'ordures ménagères grossissent régulièrement à l'abri des regards et au mépris des règles élémentaires d'hygiène en milieu urbain (rats, insectes vecteurs d'épidémies, fermentation, incendies, etc.). Il semble que l'accès à cet immense abri clandestin se fasse par un petit trou de

moins d'un mètre, à ras de terre, dans la façade nord du bâtiment. »

« Face à cette situation catastrophique », le député et conseiller régional a écrit à la Ville de Nice, propriétaire des lieux, « afin que tout soit mis en œuvre pour que la dégradation de ce bâtiment classé cesse dans les meilleurs délais. D'autre part, je demande à la Mairie de bien vouloir assurer la propreté des lieux afin qu'un immeuble municipal de cette nature, laissé à l'abandon, ne vienne apporter des nuisances aux riverains. Enfin, je demande au Maire de bien vouloir faire murer les ouvertures éventuelles afin que ce lieu soit parfaitement inaccessible car il en va de la sauvegarde du site mais aussi de la sécurité des personnes. »

La fabrique ordinaire du patrimoine. Étude de cas en milieu urbain : le quartier de la Libération à Nice.

Résumé : « C'est mon/notre patrimoine », cette expression est caractéristique de la relation que la société actuelle entretient avec le passé. Qu'y a-t-il derrière cette énonciation et la pensée patrimoniale d'aujourd'hui ? Cette étude part de l'idée d'une actualisation du sens de la notion de patrimoine. Elle serait le résultat d'une nouvelle prise en charge par le monde social. Il semble exister une conception patrimoniale partagée par les personnes ordinaires sur laquelle elles fondent leur compétence « profane » à caractériser des objets de l'espace urbain. Chacun fabrique du patrimoine dans le quotidien de son rapport au petit monde qui l'entoure et, ainsi, lui donne sens. Ces bricolages sont des pratiques qui se différencient de la patrimonialisation en ce qu'ils ne relèvent pas des institutions.

Les expressions d'une telle fabrique ont été observées auprès des pratiquants du quartier de la Libération à Nice, dans le moment propice d'un projet d'aménagement, sur fond de conflit patrimonial. Il a fallu dépasser les mobilisations pour accéder à la conception patrimoniale ordinaire et la saisir à partir de différents processus, à la charnière entre vision du monde et acte quotidien d'habiter. D'abord, celui de la représentation spatiale et temporelle du quartier propre à l'expérience que chacun en fait. Puis celui de la démonstration du caractère patrimonial de certains éléments par le biais de l'authentification et du plaidoyer. Enfin, celui de l'épreuve c'est-à-dire d'un ressenti patrimonial conduisant à qualifier des objets de l'environnement immédiat. Désormais le patrimoine de l'homme ordinaire se caractérise par la conscience de la signification qu'il a appris à lui donner.

Mots-clés : Patrimoine – représentation – carte mentale – pragmatique – énonciation – expérience – quotidien – renouvellement urbain

The common fabric of heritage. An urban case study : The Liberation district in Nice.

Abstracts : « This is my/our heritage », this expresses an element of the nature of the links modern society maintains with the past. What is the true foundation of this statement and the overall notion of heritage today? This study stems from the concept of updating what defines heritage in the modern mindset. It could arise from a new sense of responsibility within our society. There appears to be a common perception shared by ordinary people on which they base their uninitiated evaluation of elements in their environment. Each person creates their «own» heritage drawn from their daily surroundings. These makeshift assembly differ from the institutionalised practice of accrediting an element as «true» heritage. The outcome of this mechanism was observed amongst active local people in the Liberation District (Quartier de Libération) in Nice during an important stage in a development project, which resulted in a clash of beliefs about heritage. It became necessary to go beyond the standard conception of heritage and start from other angles, to the transition between general expectations and daily life. Firstly taking into consideration the spatial and temporal representations of this district based on individual experience, then by demonstrating patrimonial nature of these elements through authentication and plea. Finally the last factor being simply the patrimonial sentiments towards objects in our localized surroundings. Henceforth, each ordinary person's heritage seems to be defined by the awareness we have acquired of it and the importance we have learnt to attribute to it.

Keywords : Heritage – representation – mental map – pragmatics – statement – experience – everyday life – urban renewal